







Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688419>











RAPPORT FINALAuteur: Gérard BergeronTitre : Les partis libéraux du  
Canada et du Québec  
(1955-1965)Div: IIIcontrat no 4rapport no 5







CA1 Z1

-63 B500

GERARD BERGERON

LES PARTIS LIBERAUX  
DU CANADA ET DU QUEBEC  
(1955-1965)

(aspects bilingues et biculturels)

Etude préparée pour le Service des Recherches  
de la Commission Royale d'Enquête sur le Bi-  
linguisme et le Biculturalisme.





## INTRODUCTION

C'est un des phénomènes marquants de notre politique canadienne des dernières années que les tendances à la scission (ou à la distinction) des partis canadiens et de leur "aile" québécoise.

A sa fondation, le Nouveau Parti Démocratique vit naître le Parti Socialiste du Québec. Pas plus qu'au temps de la C.C.F., rebaptisé dans le Québec, les dernières années de son existence, Parti Social Démocrate, le N.P.D. n'a pu "mordre" vraiment sur le corps électoral de la province française lors des dernières élections fédérales. Quant au P.S.Q., dont le socialisme était affecté d'un fort coefficient séparatiste (ou indépendantiste), il semble, très tôt, s'être mis en veilleuse comme parti pour un temps indéfini. Et les rapports qu'il ou ses adhérents ont avec d'autres mouvements ou partis indépendantistes du Québec (sauf le Regroupement National, parti "de droite", et qui est lui-même le produit d'une scission d'avec le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale) sont flous ou peut-être même inexistants.

Le parti du Crédit Social, après avoir été balayé de la carte électorale en 1958, a opéré une remontée sensationnelle en 1962, qui s'est stabilisée en 1963 (perdant quelques sièges mais augmentant son nombre de votes absolu dans le Québec). Mais l'inégalité des troupes qui se trouvaient derrière les deux leaders a amené une scission entre "thompsonistes" et "caouettistes". Aujourd'hui, le Ralliement des Créditistes, ne se réclamant plus de l'autorité du chef "national" du Crédit social, n'a pu faire élire qu'une dizaine de députés fédéraux à l'élection du 8 novembre 1965. Mais il se prépare à envahir la scène provinciale, passant outre à l'autorité de M. Caouette qui a tenté autant qu'il a pu, à juguler cette tendance. D'ailleurs, les députés créditistes depuis 1962 ont fait à Ottawa une politique plus "nationaliste" ou "provincialiste" que proprement "créditiste", i.e. axée sur leur "idéologie" de la réforme monétaire.

La mauvaise fortune du parti conservateur, sur le plan canadien, en corrélation avec la trop bonne fortune du parti libéral dans le Québec, est trop bien connue pour être longuement rappelée. De 1896 à 1957, les conservateurs n'ont pu prendre le pouvoir solidement à Ottawa à moins de recueillir 40% des sièges du Québec (ce que fit M. Bennett en 1930). La "stratégie Churchill" de 1957 a démontré qu'on pouvait prendre le pouvoir sans tenir compte de l'apport du Québec, mais en consentant à n'être qu'un gouvernement minoritaire. Puis, ce fut le raz de marée de M. Diefenbaker en 1958; et le Québec sut "se mettre au pas" en fournissant le quart (50 sièges sur 75) des effectifs conservateurs qui dépassaient, fait inédit dans notre histoire politique, le cap des 200 sièges électoraux. La



faiblesse des ministres canadiens-français dans les cabinets Diefenbaker, certes aggravée sinon causée, par la confiance mesquine que leur leader leur accorda, fut une des causes du rapide retrait de l'appui québécois au parti conservateur. Le long règne de M. Duplessis avait d'abord absorbé, puis stérilisé le parti conservateur québécois. Mais, même pendant les années de son écrasante majorité de 1958 jusqu'à 1962, le parti conservateur n'a pas réussi à prendre racine dans le Québec et à mettre sur pied une véritable organisation, distincte de celle de l'Union nationale. Nous n'avons pas à évoquer ici les malaises, brouilles, tensions ou aveux post facto des ministres canadiens-français, dont l'épisode le plus spectaculaire fut la démission de M. Léon Balcer. "Il n'y a pas de place pour un canadien-français dans le parti de M. Diefenbaker". Au moment d'écrire ces lignes, M. Georges Valade, député conservateur de Montréal, vient de protester contre la présence de son chef au caucus de Saint-Jean et l'importance qu'il semble vouloir accorder à M. Paul Beaulieu, ancien ministre de l'Union nationale, élu dans le comté de Saint-Jean à l'élection de novembre 1965.

Les libéraux ont aussi eu, ces dernières années, leur crise bi-ethnique ou bi-culturelle. Mais c'est un "cas" en quelque sorte spécifique, à cause de la longue tradition "nationale" ou ("pancanadienne") de ce parti, caractère que n'ont jamais eu les autres partis. La désaffiliation de la Fédération libérale du Québec de la Fédération libérale nationale se produisit en 1964, au moment où les libéraux étaient au pouvoir dans les deux capitales: précieusement à Ottawa, et en force à Québec, il est vrai. Ce n'est pas tant le caractère imprévisible de l'événement, ni l'accélération de son processus qui constituent la spécificité de ce "cas". Nous la trouvons plutôt dans le phénomène paradoxal, tout au moins en apparence, de l'éclatement d'une espèce de postulat ou de stéréotype de notre vie politique depuis 70 ans: cette désaffiliation se produisit dans le parti de l'unité ou de la "moyenne" canadiennes. Comme l'écrivait un analyste français, il y a une douzaine d'années: "Il y a pour les partis canadiens une 'fonction fédérale' à remplir qui n'est pas aisée. Dans l'état actuel de la société canadienne, ce n'est pas un parti 'd'idées', 'de programme' ni 'de classe' qui peut l'assumer: seul un parti de cadres, suffisamment neutre pour être accepté par tous et suffisamment multiforme pour s'adapter aux différentes provinces, peut assumer cette fonction. Il lui faut des hommes de gouvernement (les Libéraux n'en manquent pas), de bons comités électoraux (il y a longtemps que les Libéraux les ont constitués) une caisse électorale solide ('on'y a pourvu pour les Libéraux). Cela ne suffit pas; il faut encore qu'il ait pour lui la tradition, qu'il ait ménagé dans ses cadres l'équilibre franco-anglais et qu'il réajuste constamment, selon le moment





et le lieu où il opère, des doses raisonnables de 'canadianisme' et d'ouverture à la vie internationale, de conservatisme et de libéralisme, de centralisme et de particularisme... Ce parti, précisément parce qu'il ne plonge pas de racines profondes dans les particularismes locaux, parce qu'il est abstrait comme un lieu géométrique de forces divergentes, peut ainsi assumer une fonction très particulière: la fonction d'unité. Moins anglais, moins impérialisme (sic) que les Conservateurs, doté d'une 'machine' mieux huilée, sa domination incontestable demeure cependant limitée à la vie politique fédérale" (G.-E. Lavau, Partis politiques et réalités sociales, no 38 des Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, Librairie Armand Colin, 1953, pp. 59-60, 61).

Notre étude porte sur une composante importante de la crise de l'unité canadienne. Les rapports entre les partis libéraux du Canada (y inclus son "aile " québécoise) et du Québec n'ont évidemment pas été la cause de cette crise; mais on pourra se demander, en fin d'étude, si ces rapports n'en constitueront pas le principal facteur politique de solution relative ou d'atténuation. Et, à la phase particulièrement turbulente de ces dits rapports, nous constaterons que la Fédération libérale du Québec a été l'un des lieux des tensions aiguës de la crise bi-ethnique.

x x x

L'angle analytique de notre étude, facile à déterminer a priori (aspects du bilinguisme et du biculturalisme), ne le fut pas toujours dans nos recherches et dans notre élaboration. Il s'agissait d'abord d'écarter les vues générales ou globalisantes sur l'évolution des deux partis, ce qui, par cercles concentriques, nous eut entraîné à une "histoire" récente ou très "contemporaine" de la vie politique canadienne. Comme il s'agit en outre de partis évoluant à deux niveaux de gouvernement, il ne fallait pas non plus se laisser entraîner par une discussion du contentieux persistant des relations fédérales-provinciales. Enfin, tous les aspects comparatifs possibles (leadership, structures, personnel, programme, financement, adhérents, etc...) ne furent évoqués qu'en rapport au phénomène central de la "bi-culture" politique des libéraux québécois. Le but des études portant sur les partis canadiens d'après M. le professeur John Meisel, superviseur de la division III des projets de recherche, était précisément "the factors which have influenced the relations of English and French-Canadians insofar as they relate to national political parties, provincial parties, relations within the parties themselves."

Mais, même en tenant compte de ces réductions de notre objet d'étude, la matière en restait considérable. D'abord, il fallait se donner une certaine





profondeur chronologique. 1955 nous semblait le point de départ naturel: MM. Saint-Laurent et Duplessis sont solidement installés au pouvoir dans leur capitale respective; en prévision de l'élection de 1956, les libéraux provinciaux fondent leur fédération en exécution d'un voeu de leur congrès de 1950. Personne, à notre connaissance, n'ayant traité ce sujet, il nous a fallu constituer un "dossier" d'une certaine ampleur et dont les pièces étaient fort éparées, principalement les journaux. D'autre part, le peu de temps qui nous fut alloué (105 jours de travail, période largement dépassée...) nous a empêché de consacrer l'attention qu'il eût fallu à la partie proprement analytique. Dans les conditions de notre travail, il fallait faire un choix: constituer un dossier moins complet, court-circuiter la ligne d'évolution des événements et passer à des vues synthétiques et à des interprétations analytiques inévitablement hâtives; ou constituer le dossier des faits le plus complètement possible, quitte à ne pouvoir faire, en fin d'étude, qu'une série d'interprétations très schématiques, se présentant davantage en forme d'hypothèses que de conclusions positives. Nous avons opté pour la seconde formule, en tentant de nous "distancer" de notre sujet à la façon d'un chroniqueur désintéressé. Enfin, ce "matériel", ici présenté, pourra peut-être être utile ultérieurement pour des analyses plus exigeantes.

Nous avons adopté ce que nous appellerions la "méthode de l'entonnoir", i.e. que nous avons porté une attention d'autant plus grande aux événements qu'ils sont plus récents: ce qui était d'autant plus indiqué que les faits marquants, dans l'optique de notre sujet, survinrent précisément ces trois dernières années. Nous faisons surtout état des documents officiels, complétés par l'information journaliste et les commentaires d'éditorialistes et de chroniqueurs. Nous avons rencontré quelques hommes politiques des deux partis et des membres de leur personnel administratif - mais pas autant que nous l'aurions voulu: toujours ce manque de temps... Par principe de discrétion, nous n'avons pas voulu citer textuellement des informations et interprétations qui nous furent fournies verbalement. D'ailleurs, même si nous n'en avions tenu aucun compte, elles n'auraient rien changé de substantiel à la ligne générale de notre développement.

Un procédé de classement chronologique nous sollicitait par sa belle simplicité et que nous avons finalement rejeté:

- I - 1955 à 1957: les fédéraux sont au pouvoir, les provinciaux dans l'opposition;
- II - 1957 à 1960: les fédéraux et les provinciaux sont dans l'opposition;
- III - 1960 à 1963: les fédéraux sont dans l'opposition, les provinciaux au pouvoir;
- IV - 1963 à 1965: les fédéraux et les provinciaux sont au pouvoir.



Ces périodes ont une "signification" que nous chercherons à établir en conclusion. Mais, en divisant la séquence chronologique ainsi, peut-être aurions-nous été amené à rechercher des contrastes forcés ou artificiels. Nous avons préféré plutôt articuler notre plan selon les liens structurels entre les partis et leur fédération: affiliation-désaffiliation; conflits autour de la "double allégeances", etc... tout en donnant à l'élection de juin 1960 l'importance de "rupture" et de "relance" historiques qu'elle a (distinction du chapitre III du précédent). Enfin, il fallait un terme à notre étude. Nous l'avons poussé le plus près possible, jusqu'à l'annonce, le 8 septembre, des élections de novembre et l'adhésion du trio Marchand-Trudeau-Pelletier deux jours plus tard. Certains faits survenus depuis pourront être évoqués ou considérés, mais seulement en conclusions interprétatives, rédigées en janvier 1966.





## TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION: intérêt et spécificité du sujet.....	i
<u>Table analytique des matières</u> .....	vi
CHAPITRE I: <u>De la fondation de la Fédération libérale provinciale (no-</u> <u>vembre 1955) à l'affiliation à la Fédération libérale na-</u> <u>tionale (novembre 1957)</u>	
1.- Antécédents et fondation de la Fédération libérale provinciale et bref historique de la Fédération libérale nationale.....	1
2.- Le deuxième congrès de 1956: l'équivoque du slogan "La Fédéra- tion, c'est le Parti".....	5
3.- Malaises au sujet des "pactes de non agression" entre députés libéraux fédéraux ("collabos") et des députés de l'Union natio- nale; divers cas de "collaboration".....	10
4.- Divergences et contradictions entre les politiques officielles de M. Saint-Laurent et de M. Lapalme.....	17
5.- Le troisième congrès de 1957: décisions de tenir un congrès spé- cial pour le choix d'un nouveau chef provincial et d'affilier la Fédération libérale provinciale à la Fédération libérale natio- nale.....	22
CHAPITRE II: <u>De l'affiliation des deux fédérations (1957) à l'élection</u> <u>québécoise de juin 1960</u>	
6.- Coup d'oeil sur l'ensemble de la période; congrès libéral fédéral pour le choix d'un nouveau chef (janvier 1958).....	26
7.- Le congrès libéral québécois pour le choix d'un nouveau chef (mai 1958).....	32
8.- Le "scandale du gaz naturel" (juin 1958) et les "ouvertures" de M. Lesage aux ligues d'action civique.....	35
9.- M. Lesage et le problème des "collabos", ainsi que la question de l'Union des Forces démocratiques au quatrième congrès de 1958.....	38





Pages

10.- L'année 1959: l'échec de "l'Union des forces démocratiques"; le cinquième congrès de la Fédération libérale du Québec; la mort de M. Duplessis; les "100 Jours" de Paul Sauvé.....	42
---	----

CHAPITRE III: De l'élection québécoise de juin 1960 à celle de novembre 1962.

11.- Mort de M. Paul Sauvé et son remplacement au leadership de l'Union nationale par M. Antonio Barrette; élection du 22 juin 1960; démission de M. Barrette; style "new look" de la politique du cabinet Lesage.....	51
12.- La mort de M. Jean-Marie Nadeau et le sixième congrès (1960) de la Fédération libérale du Québec.....	55
13.- Remontée des libéraux fédéraux d'après un sondage Gallup (octobre 1960); leur premier congrès "national" convoqué pour une autre raison que le choix d'un nouveau leader; "incident" causé par le président des Jeunes Libéraux du Canada (M. Jean David) protestant contre une déclaration de M. Lesage; le congrès de l'Union nationale pour le choix d'un nouveau chef (M. Johnson).....	58
14.- Congrès des Jeunes Libéraux du Québec; inauguration de la Maison de la Délégation du Québec à Paris; septième congrès annuel de la Fédération libérale du Québec (1961); nature des rapports entre les conservateurs fédéraux et l'Union nationale, ainsi qu'entre les libéraux fédéraux et les libéraux québécois à la fin de 1961...	62
15.- Explosion du séparatisme québécois à la fin de 1961; refus de M. Diefenbaker d'accorder une commission royale d'enquête sur le bilinguisme (janvier 1962); élection fédérale du 18 juin 1962; élection québécoise du 14 novembre 1962.....	67

CHAPITRE IV: L'année 1963: Les premiers affrontements autour du principe de la "double allégeance" chez les libéraux québécois.

16.- Disparité entre le dynamisme du parti libéral québécois et la participation des Canadiens français dans le parti libéral fédéral....	72
---	----



Pages

17.- Les rapports entre la fédération et le parti après la prise du pouvoir par les libéraux provinciaux.....	75
18.- Le huitième congrès (retardé à cause des élections du 14 novembre 1962) de la Fédération libérale du Québec (février 1963); présence de M. Pearson; élection de M. François Aquin à la présidence et rôle de plus en plus important des "jeunes éléments"; congrès de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec.....	78
19.- Les élections fédérales du 8 avril 1963: politique "biculturelle" de M. Pearson; débats dans la presse sur le thème des "vieux partis".....	82
20.- La crise d'instabilité et d'insécurité au printemps et à l'été 1963: plus fort pourcent d'"indécis" au Québec que partout ailleurs au Canada; mécontentement des "back-benchers" libéraux à Ottawa.....	88
21.- Le neuvième congrès de la Fédération libérale du Québec: discours très autonomiste de M. Lesage; rapports lâches entre le chef du parti et le président de la Fédération; richesse des résolutions en matières de réformes parlementaires et administratives.....	91
22.- Débats tumultueux sur un amendement visant à permettre aux libéraux québécois d'adhérer au parti fédéral de leur choix, avec comme principaux opposants: M. Gérard Lévesque et M. René Lévesque; l'amendement finalement battu par 155 contre 332; trois incidents à "savour séparatiste", divers commentaires.....	96
23.- Le congrès de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec (novembre 1963) et celui de la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (deux semaines plus tard); progrès du bilinguisme et du biculturalisme à ce dernier congrès.....	106

CHAPITRE V: L'année 1964: La dés-affiliation de la Fédération libérale de Québec de la Fédération libérale du Canada et la fin du principe de la "double allégeance".

24.- Résolution de l'association libérale du comté de Jeanne-Mance blâmant M. René Lévesque et réplique immédiate et accusatrice du président de la F.L.Q., M. Aquin: relance du "conflit" (janvier).....	109
---	-----





- 25.- La thèse de la "double allégeance" presque rejetée au congrès de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec (24 voix contre 26) dans une ambiance de tension ethnique; réunion spéciale du Conseil général de la F.L.Q. pour compléter le travail du 9<sup>e</sup> congrès; absence des représentants fédéraux à cause de la tenue de la "conférence-caucus" des députés libéraux précédant l'ouverture de la session, et se tenant simultanément à la réunion du Conseil général; création par ce Conseil d'un comité spécial pour étudier les rapports entre les deux partis, adoption par un vote serré (60 voix contre 55) de l'expression "l'Etat du Québec"; La Réforme devient la propriété de la F.L.Q.; la "conférence-caucus" ou "réunion de famille" des députés fédéraux comme étape de "démocratisation" du parti libéral fédéral (février)..... 113
- 26.- Au congrès de la Fédération canadienne des Etudiants universitaires, adoption d'une résolution demandant que tout candidat à la présidence soit bilingue; au congrès de l'Association du comté de Montréal-Bourget, nouvel affrontement sur le principe de la "double allégeance": rôles déterminants de M. René Lévesque et de M. François Aquin, tandis que le député fédéral, M. Prosper Bou langer incite les congressistes à la "prudence" (février)..... 120
- 27.- Attaque de M. Yvon Dupuis contre M. René Lévesque, silence de ce dernier; mise au point de la Commission politique de la F.L.Q.; déclaration de M. Favreau se disant "non mordu du rouge à Québec, rouge à Ottawa" et proposition de la tenue d'un referendum sur la question de la double allégeance; prises de position de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec, de La Réforme et du Conseil général de la F.L.Q. (mars)..... 123
- 28.- Déclaration à la télévision de M. Lesage sur les "inconvenients de l'affiliation" et sur l'utilité de "nous entendre pour ne pas nous entendre"; annonce, à une journée d'intervalle, du caucus des libéraux fédéraux et du Conseil général de la FLQ de tenir un congrès spécial le 5 juillet 1964 pour régler la question; désignation de M. Guy Favreau comme leader des libéraux québécois aux Communes; déclaration de M. Pearson sur la nécessité d'une "collaboration et





- (d') un appui mutuel", "quel que soit le genre d'organisation adopté" (avril)..... 127
- 29.- Réunion du Conseil national de la Fédération libérale du Canada: décision de tenir des rencontres biennales, structuration en cinq commissions (à l'image de la FLQ) avec deux co-présidents, un de chaque langue; par alternance aux rencontres du Conseil tenue de congrès biennaux; discours de M. Favreau sur la "renaissance politique au Québec"; sondage Gallup indiquant une remontée libérale; sondage chez les étudiants finissants de collèges classiques du Québec indiquant, à une très forte majorité, le rejet du principe de la double allégeance; important article du président de la Commission politique de la Fédération des Étudiants libéraux du Québec.. 132
- 30.- Le congrès spécial de la Fédération libérale du Québec (le 5 juillet 1964): le processus de la dés-affiliation s'effectuant en 45 minutes, les deux discours de MM. Lesage et Favreau, vote à la quasi unanimité; débat animé et vote serré (192 voix contre 188) sur le principe de l'adhésion des jeunes gens de 16 ans aux rangs de la FLQ..... 137
- 31.- Critiques du Globe and Mail, du Montreal Star et du Devoir; le rapport de la Commission politique de la FLQ, réclamant une scission tenu secret lors du congrès spécial du 5 juillet..... 146
- 32.- Le dixième congrès annuel de la F.L.Q. (septembre): le congrès, ayant pour thème "la jeunesse", s'occupe assez peu des suites de la "dés-affiliation"; résolutions variées sur des réformes des structures politiques, et principalement sur la crise agricole (proposition d'une commission royale d'enquête sur l'agriculture); effet de choc produit par la représentation du film Jeunesse, Année Zéro; le Dr. Irénée Lapierre succède à la présidence à M. François Aquin..... 150
- 33.- Le congrès de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec (novembre): seulement 5 des 39 mouvements de jeunesse invités envoyèrent des représentants; le "film-choc" ne produit aucune surprise sur les participants; désaffiliation de la Fédération nationale des Jeunes libéraux; l'âge d'admission est abaissé à 16 ans; rejet d'une résolution



Pages

prônant l'unilinguisme officiel du Québec; le chef du parti n'est plus membre ex-officio des commissions de la Fédération; renvoi pour étude ultérieure d'une résolution anti-séparatiste; discours remarquablement francs de MM. Jean Lesage et René Lévesque..... 156

CHAPITRE VI: L'année 1965 jusqu'au déclenchement des élections fédérales (le 8 septembre) et à l'adhésion au parti libéral fédéral de MM. Jean Marchand, Pierre-Elliott Trudeau et Gérard Pelletier.

- 34.- En 1965, les libéraux fédéraux du Québec "prennent la vedette" sur les "provinciaux"; rappel des travaux de structuration de la F.L.C. (Québec) à la fin de 1964: la première assemblée du Conseil de Direction provisoire de la "Fédération libérale du Canada (Québec)" (le 26 septembre 1964)..... 160
- 35.- Continuation du travail constituant lors de la première assemblée du Conseil général provisoire (le 24 octobre 1964): étude spéciale de l'adhésion de "non-libéraux" à la Commission politique, et de l'affiliation des associations de comté de la F.L.Q..... 162
- 36.- Analyse du projet de la constitution de la F.L.C. (Québec) et de celle des associations de comté qu'elle affilierait..... 165
- 37.- Réunion du Conseil de Direction provisoire pour étudier spécialement le cas des associations des Jeunes Libéraux des Femmes libérales et des Groupes ethniques..... 169
- 38.- La question des "scandales" imputés à des ministres francophones du gouvernement Pearson; récurrence du thème d'un éventuel retour de M. Lesage à la politique fédérale au début de 1965..... 170
- 39.- Nouvelle orientation à la Commission politique de la F.L.Q. et son nouveau thème d'étude: l'agriculture; réunions de l'exécutif provisoire de la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (Québec) et de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec à une semaine d'intervalle (février 1965); tendances contraires entre ces deux groupes au sujet de "l'ouverture à gauche" et propositions de recommandations audacieuses, au congrès de la seconde fédération, au sujet de l'abolition de la monarchie et de l'"unilinguisme officiel" dans





Pages

l'Etat du Québec.....	173
40.- Entrevue à <u>La Presse</u> du secrétaire-administratif, M. Eugène Lapointe, à la mi-avril, décrivant les principales structures de la F.L.C. (Québec); programme d'étude de sa Commission politique; analyses de deux documents de travail préparés par MM. Michel Robert et Jean-Luc Pépin et leur "traduction" sous la forme de recommandations; autres recommandations.....	180
41.- "L'affaire" de la démission de M. Maurice Leroux, directeur des relations extérieures de la F.L.Q.; reprise en main de la F.L.Q. et de sa commission politique par M. Lesage et redéfinition de leur rôle sous un gouvernement libéral.....	181
42.- Les efforts de M. Lesage pour convaincre l'opinion et ses partisans du caractère bénéfique de la "Loi prévoyant la modification au Canada de la Constitution du Canada" (dite aussi "Formule Fulton-Favreau de rapatriement de la constitution canadienne"): le cas spécial des Jeunes Libéraux du Québec, très réticents; mort de la "Formule F.-F."?.....	191
43.- Les révélations - "Cartes sur Table" - de M. Lesage sur le mode de financement de son parti: critique de M. Johnson et commentaires de quelques journalistes.....	197
44.- Importante interview de M. Pearson sur les grands problèmes politiques canadiens; réunions de l'association fédérale du comté de Saint-Henri, du Conseil de Direction de la F.L.C. (Québec); le "dîner-bénéfice" des libéraux fédéraux du Québec: "pep talk" de M. Pearson laissant entrevoir d'éventuelles élections, discours de M. Favreau en cette "phase fédérale de la révolution tranquille"; sondages pré-électoraux dans quatre comtés du Québec représentés par des membres de l'opposition; réunion du Conseil général provisoire; discussion des résolutions de la Commission politique; M. Favreau dans son discours s'en prend aux "Cassandres" impatients du parti, visant manifestement M. Maurice Sauvé.....	201
45.- "L'affaire Sauvé" ou la lutte contre la "vieille garde" des libéraux fédéraux du Québec par M. Maurice Sauvé: rôle des journaux; discours de M. Sauvé devant le Conseil Canadien du Travail de Montréal;	



Pages

attaque de M. Eric Kierans contre la "vieille garde" du parti libéral fédéral.....	209
46.- La soumission du Rapport Dorion et le blâme d'avoir manqué de jugement imputé à M. Favreau: démission de M. Favreau du ministère de la Justice, tout en restant dans le cabinet; la correction d'une erreur de fait dans le rapport: d'abord refus puis acquiescement du juge Dorion; situation non compromise de M. Favreau comme leader québécois des libéraux fédéraux: vote de confiance de l'exécutif de la F.L.C. (Québec); critiques contre la R.C.M.P... 231	231
47.- La conférence fédérale-provinciale de juillet; déclaration anti-séparatiste de M. Lesage; fin de la session provinciale; le cas René Lévesque et relance de sa carrière dans le domaine du bien-être social; rencontre de 12 ministres avec l'exécutif de la F.L.Q. qui se plaint de ne jouer qu'"un rôle de facade": rebondissement de la question du "bon patronage"; mémoire du sociologue Gérard Fortin sur l'économie rurale; Congrès de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec: tentatives de regroupement des fédérations affiliées, et projet d'étude ultérieure de la "formule Fulton-Favreau; M. Gérin-Lajoie et le "yé-yé" en politique..... 247	247
48.- Congrès de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec: querelle entre les tenants de l'unilinguisme officiel et ceux de la priorité du français; rejet de l'étude d'un "statut particulier" pour le Québec; prise de position de M. Pierre Laporte en faveur de la priorité du français: réactions favorables et défavorables à cette thèse..... 253	253
49.- Congrès annuel de la Fédération libérale du Québec (remis à cause des élections fédérales du 8 novembre) sur le thème de "l'Economie rurale dans un Québec moderne": très grand nombre des résolutions; invitation de M. Lesage d'user de patience et de prudence dans la lutte constitutionnelle et annonce d'un "dirigisme nouveau" en matière agricole; manifeste d'étudiants pour une "orientation vers la gauche"; tenue simultanée de l'exécutif de la F.L.C. (Québec) qui prit un vote de confiance et de félicitation en faveur de M. Favreau: critiques des libéraux "provincialisants"..... 264	264





Pages

50.- L'"imprévisible" élection fédérale du 8 novembre; remplacement du trésorier unique par un comité de quatre membres présidé par M. Jean Ostiguy; M. Lesage refuse de retarder son voyage dans l'Ouest; naissance du parti mort-né "Le Bloc du Québec"; annonce par M. Pearson des élections générales; réactions négatives dans la presse; le congrès de fondation de la F.L.C. (Québec) est retardé en mars 1966; article de M. Jean-Pierre Fournier sur "la vieille garde (qui) croule"; adhésion des trois néo-libéraux, Jean Marchand, Pierre-Elliott Trudeau et Gérard Pelletier: réactions diverses.....	272
--	-----

CONCLUSIONS: INTERPRETATIONS.....	292
-----------------------------------	-----

## NOTES DE REFERENCE

Chapitre I.....	312
Chapitre II.....	318
Chapitre III.....	327
Chapitre IV.....	333
Chapitre V.....	345
Chapitre VI.....	358
Conclusions: interprétations.....	393

## ANNEXES:

- A: Constitution de la Fédération libérale du Québec.
- B: Constitution de la Fédération libérale du Canada, amendée lors d'une réunion du Conseil national tenue à Ottawa, le 1er juin 1964.
- C: Constitution de la Fédération libérale du Canada (Québec) telle qu'amendée et adoptée par le Conseil général provisoire en date du 24 octobre 1964.



## CHAPITRE I

### DE LA FONDATION DE LA FEDERATION LIBERALE PROVINCIALE (novembre 1955) A L'AFFILIATION A LA FEDERATION LIBERALE NATIONALE (novembre 1957)

1.- C'est après la défaite écrasante qu'ils subirent en 1948, que les Libéraux du parti provincial québécois prirent leurs premiers "risques" de démocratisation. Dès lors, ils devançaient de ce point de vue l'organisation du parti libéral canadien ou fédéral - qu'on disait encore et jusqu'à une date toute récente "national". Le premier président de la Fédération libérale provinciale, monsieur Gérard Lévesque, lors de la célébration du 5<sup>e</sup> anniversaire, au congrès d'octobre 1959, évoquait en ces termes la préhistoire de la Fédération:

"C'est dès 1949, après la grande défaite de 1948, qu'un groupe de Jeunes Libéraux du temps, Jean-Marie Nadeau, Maurice Lamontagne, Jean-Louis Gagnon, Jean-Paul Grégoire, et autres, pensèrent qu'il était nécessaire de créer un organisme qui permettrait à nos militants de base de participer à l'élaboration des principes libéraux, de l'idée libérale, de la doctrine et qui en même temps, au niveau du 'poll' constituerait dans chaque rang, dans chaque paroisse, dans chaque village une vie permanente de l'organisation libérale.

"La formule était encore vague, mais elle fut quand même acceptée au congrès plénier de 1950... C'était la période où l'on cherchait la formule la plus apte au milieu politique d'alors, et qui heurtait le moins possible certains éléments traditionnels de notre parti" (1).

En mai 1950, un comité provisoire de vingt (20) membres, présidé par monsieur Georges Marler, alors chef de l'opposition parlementaire, était formé pour élaborer la constitution de la future fédération. Mais c'est un sous-comité, composé pour moitié-moitié de membres des régions de Québec et de Montréal, qui rédigea deux avant-projets de constitution, respectivement préparés par monsieur Guy Roberge et monsieur Jean-Paul Grégoire. Se complétant, ces avant-projets furent intégrés en un projet entériné dans la suite, par l'ensemble du sous-comité. Il fut alors soumis pour ratification au comité provisoire désigné par le congrès du parti qui se tint les 4-5 novembre 1955. Ainsi donc l'idée de la Fédération avait pris cinq ans à germer. On partait de loin et l'idéal était haut. Au congrès plénier du parti, fin mai 1958, monsieur Georges-Émile Lapalme en quittant la direction du parti disait:

"Pour mieux comprendre l'état du parti tel que nous l'avons trouvé en 1950, je pose la question: qu'est-ce que vous diriez, si je vous remettais, ce soir, uniquement huit (8) députés et pas une seule organisation libérale vivante dans la province de Québec?

"C'est pourtant ça que j'ai trouvé en assumant la direction du parti. De Montréal jusqu'à la péninsule de Gaspé, un seul député libéral, M. Robert Lévesque. Et quand nous avons entrepris la tournée des comtés, nous avons été obligés de chercher avec une loupe les organisations libérales que la défaite de 1948 avait balayées un peu partout" (2).





Depuis sa naissance, la Fédération a eu une existence difficile en double ambiguïté: 1<sup>o</sup>, son idéal de démocratisation apparaissait "révolutionnaire" (3); 2<sup>o</sup>, était-elle au-dessus, en marge, en dessous du parti et de son organisation; était-elle le parti? Selon le premier président de la Fédération, la fondation de la Fédération apparaissait après cinq ans de recul, un "immense succès, en apparence oui, en profondeur non. Les derniers applaudissements venaient à peine de se faire entendre que les misères commencèrent. Grandeurs et Misères de la Fédération: tout un volume serait à écrire sur ce sujet" (4). A son congrès de fondation, la Fédération libérale provinciale (F.L.P. avant de s'appeler F.L.Q.: Fédération libérale du Québec) se présentait, au moins sur papier, selon un mode pyramidal: de l'échelon paroissial ou municipal à celui du comté, puis les associations de comtés groupés en régions dont l'ensemble se rejoignait en congrès annuels et dans l'exécutif de direction, assisté d'une série de commissions dont les commissions "politique" (i.e. d'orientation générale) et "des finances" étaient les organes d'importance capitale. Une cotisation de deux dollars exigée pour chaque membre voulait être, à la fois, un moyen de se procurer "le nerf de la guerre" et un lien symbolique de rattachement aux forces du libéralisme québécois (5). Dans la suite, la constitution de la F.L.P allait être révisée; mais cette question de la "cotisation" surtout pendant les premières années, souleva des discussions animées autour du thème "Payer ou ne pas payer pour être libéral". Le moins qu'on puisse dire, c'est que la Commission des Finances et la somme des cotisations recueillies ne réglèrent jamais le problème crucial de la Caisse du parti. La Fédération avait sa Commission des Finances; le parti, ses financiers et sa mystérieuse Caisse, "mythique" même jusqu'aux révélations de M. Lesage dont il sera question plus tard (cf. 43, du chapitre VI).

C'est une intéressante question théorique de se demander si, sans la proximité des élections générales, la Fédération aurait pu naître à l'automne 1955. Le Congrès se tint dans une ambiance d'enthousiasme et de combativité. Les organisateurs s'attendaient à une participation d'environ un millier de participants; de tous les coins du Québec, il en vint plus du double. "Il y avait de la poudre dans l'air" et étaient clairement avouées "les grandes espérances". Mais s'y accomplit aussi un travail sérieux. La presse monta en épingle ce qui fut probablement la principale résolution du congrès. Sur proposition de M. Paul Gérin-Lajoie, il fut unanimement résolu:

"QU'Il est essentiel au bon fonctionnement et développement du régime fédéral canadien d'assurer, non seulement une collaboration fédérale-provinciale permanente, mais également une collaboration des provinces entre elles par la tenue de conférence inter-provinciales périodiques et par l'établissement d'un Conseil permanent des provinces" (6).



Ce projet allait être repris par M. Lesage après la victoire libérale de 1960. Cette résolution était précédée d'une série d'attendus contenant condamnation du négativisme autonomiste du régime Duplessis. Vinrent au congrès de fondation deux invités de marque, les chefs des deux autres "niveaux du gouvernement": le maire Jean Drapeau de Montréal, qui souhaita la bienvenue aux congressistes, et le premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent. Le premier, dans son discours de présentation ne pouvait faire abstraction de la présence du premier ministre du Canada:

"Quelles que soient les divergences d'opinion que nous ayons pu entretenir jadis et que nous entretenons encore dans une certaine mesure sur les problèmes de l'heure, je me plais à reconnaître que vous êtes l'un des rares hommes politiques de notre époque qui aient tenu à transplanter dans votre vie publique les incomparables qualités de chrétien et de citoyen qui ont toujours distingué votre vie privée et qui vous ont valu, il y a treize ans, d'être choisi d'emblée, sans aucune voix discordante, le représentant autorisé de votre parti à Ottawa.

"Monsieur le premier ministre, laissez-moi vous dire également combien nous apprécions la franchise qui caractérise toujours vos déclarations et vos actes, sans qu'il s'y mêle d'équivoques ou d'opportunisme" (7).

Les éléments autonomistes du Québec trouvèrent insolite la présence du premier ministre; mais l'admiration vouée quasi unanimement à la personnalité de M. Saint-Laurent noyait à l'avance toute velléité de protestation. Quelques jours avant la tenue du congrès, le journaliste Pierre Laporte du Devoir, futur ministre du cabinet Lesage, signait un article intitulé: "Pourquoi M. Saint-Laurent?" et répondait catégoriquement que la "principale conséquence sera que le parti de M. Lapalme au moins dans l'opinion publique, sera plus que jamais inféodé à celui de M. Saint-Laurent... Franchement on ne croit pas où peut conduire ce rapprochement qui a été fatal à M. Godbout. Ou plutôt on le voit très bien: il conduit à une défaite pour 1956" (9).

Quelques mois auparavant, à la fin mars 1955, le Conseil consultatif de la Fédération libérale nationale tenait sa quinzième réunion. Plusieurs Libéraux québécois y participèrent avec, en tête, M. Roland Bock, qui fut réélu vice-président, M. Maurice Bourget, secrétaire français de la Fédération, et M. Jacques Vadeboncoeur, organisateur en chef, pour le Québec du parti libéral fédéral. Ce "Comité consultatif", établi en 1931, pouvait prétendre, par sa large représentativité, à être l'organisme suprême de la Fédération libérale nationale, mais il était doublé par le Comité exécutif national, qui était la branche exécutive permanente. L'instigateur du projet de la Fédération libérale nationale fut Angus L. Macdonald, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Dans son rapport annuel, M. Vincent Massey écrivait, en décembre 1933:

"L'autorité de la Fédération émane du Congrès libéral national de 1919. À cette réunion, des dispositions ont été prises afin de constituer un Conseil Consultatif National que convoquera, au besoin, le leader du parti...





"Le groupe réuni ici aujourd'hui se compose, comme vous le savez, de délégués qui représentent le libéralisme organisé dans chacune des neuf provinces. Dans les provinces où il existe une association libérale qui couvre la province entière, l'exécutif de cette association nomme ses propres représentants. Dans la seule province qui ne compte pas pareille organisation, du moins dans le domaine fédéral, la délégation est choisie par les leaders du parti de cette province...

"Par conséquent, le groupe qui se réunit ici aujourd'hui constitue en réalité un conseil exécutif du libéralisme du Canada, du moins en ce qui concerne les profanes. Il représente tous les libéraux du Dominion; mais la Fédération est avant tout une association d'hommes et de femmes qui ne sont pas au Parlement; elle a pour objet d'appuyer les membres du Parlement et de les aider dans leur lourde tâche.

"La Fédération Libérale Nationale est une vraie fédération parce qu'elle représente une superstructure centrale qui repose sur des piliers provinciaux. Conformément à ce principe, le contact entre le bureau libéral national et les libéraux provinciaux dans tout le pays s'établit par l'entremise des bureaux provinciaux et des organisations provinciales" (10).

L'intervalle des réunions du Conseil consultatif était habituellement d'une année, sauf entre 1936-1938, et entre 1938-1943 - à cause de "l'armistice politique" du temps de guerre demandé par M. King. A sa quinzième session de 1955, le Conseil consultatif ne s'était toutefois pas réuni depuis trois ans. Selon la révision de la constitution de 1952, le Conseil consultatif se composait alors de 236 membres: 10 membres pour chaque association libérale provinciale: 100, et un membre par district électoral (Yukon et Mackenzie): 2; 5 représentantes des organisations féminines provinciales par province: 50, et une représentante des districts électoraux: 2; 5 membres représentant des associations provinciales de jeunes libéraux: 50, et un représentant des districts électoraux: 2; les 30 membres du Comité exécutif national. La constitution prévoyait cinq comités: Constitution, Titres de créance, Résolutions, Organisation et Financement. Tous ces comités comprenaient un représentant de chaque province, deux membres de chacune des fédérations des Jeunes Libéraux et des Femmes libérales.

Au discours de clôture, M. Saint-Laurent ne pouvait s'empêcher d'évoquer la crise des relations fédérales-provinciales:

"Bien que nous ayons toujours regretté que toutes les Provinces n'aient pas jugé bon, en 1947, de renouveler les accords de location des domaines fiscaux, nous n'avons jamais été d'avis que ces accords constituaient une solution permanente au problème, encore moins l'unique solution. Nous avons toujours été disposés à discuter toute autre proposition qui pourrait être plus généralement acceptable...

"Nous avons consenti à modifier la loi fédérale concernant l'impôt sur le revenu de façon à accorder un dégrèvement de 10 pour cent au lieu de 5 pour cent de l'impôt fédéral sur le revenu à tout contribuable habitant une province qui n'a pas conclu d'accord avec le gouvernement fédéral, mais qui perçoit elle-même un impôt sur le revenu. Nous avons aussi pro-



posé que n'importe quelle autre province aurait le droit d'imposer son propre impôt sur le revenu et de se prévaloir de cette réduction de 10 pour cent si l'on ne désire pas continuer les accords actuellement en vigueur" (11).

2. - L'ambiguïté congénitale de la Fédération libérale provinciale la suivra toujours. Dans les premières années, elle donna lieu à des déclarations floues, contradictoires sur ce qui n'était pas la "fille" du Parti (mais de quelques partisans "idéalistes"), encore moins sa "mère", à peine une "tutrice" à fonctions sporadiques et imprécises (symbole de démocratisation et catharsis des membres). Même pendant ses congrès, l'Organisation faisait sentir son omniprésence partout invisible... A cinq mois de sa fondation, M. Lapalme disait avec force: "Je me refuse, moi, à être le parti, et je refuse à une vingtaine de députés de dire qu'ils sont le parti. Le parti libéral provincial, c'est beaucoup plus important, beaucoup plus grand, beaucoup plus vaste que ça. Le Parti libéral provincial, ce sont les 736,000 contribuables québécois qui ont voté libéral aux dernières élections. Et ces 736,000 personnes éprises de liberté et de justice doivent avoir les moyens de faire entendre leur voix et de participer à l'élaboration d'une politique qui reflète vraiment les revendications du peuple. Ces moyens, c'est la Fédération libérale provinciale qui les leur fournira" (12). Plus tôt, dès son premier numéro, l'éditorialiste de La Réforme voyait dans la Fédération "l'aile marchante du Parti" (13). Au lendemain du congrès, le chroniqueur parlementaire à Québec du Devoir notait que les "nouveaux venus" de l'"aile plus jeune" occupaient déjà la présidence de quatre des cinq comités permanents de la Fédération et qu'ils étaient "en réaction, même contre l'aile fédérale du parti, qui s'en tient aux méthodes traditionnelles". Mais "on aurait pu croire qu'ils allaient balancer" les vieux financiers, les bonzes du parti, qui avaient réussi à centraliser l'autorité entre deux ou trois personnes, le président de la Fédération a semblé émettre un autre son de cloche quand il a déclaré que cette espèce de révolution qu'on remarque au sein du parti libéral n'a jamais eu lieu et que tout le monde est parfaitement d'accord sur les buts et moyens! Si c'est la vieille garde qui est aux commandes, rien à espérer" (14).

Comme sous-jacent à ce problème des relations entre les partis provincial et fédéral, on retrouve toujours cette question, en partie mythique et surtout mythifiante, de la Caisse, de ses trésoriers, des "propriétaires du parti", comme les appelaient, avec une pointe d'humour, les libéraux réformistes. Ce n'est pas notre sujet d'investiguer dans ces zones d'ailleurs plutôt secrètes: pour l'instant, nous visons à reconstituer les processus, les ambiances des débuts. Dans sa brève rétrospective des premières cinq années, le premier président, Gérard Lévesque, disait: "A certains endroits, c'était de l'enthousiasme, de l'ardeur et du feu, à d'autres, de l'incompréhension, de l'indifférence, du dédain. Et tout cela s'engouffre dans le grand fracas électoral de 1956. On mêlait





Fédération et Organisation... Puis vinrent les défaites de 1956. On criait 'Au voleur' et quelques-uns, plus bas, 'Haro sur la Fédération'. Misères. Le 2<sup>e</sup> congrès, celui de 1956 permit de faire un examen de conscience. 'Les libéraux, heureusement, réalisèrent alors qu'il fallait un organisme permanent pour garder le feu sacré. L'enthousiasme du congrès de 1956 démontra à tous, amis comme adversaires, que nous pouvions avoir perdu une bataille mais que nous n'avions pas perdu la guerre'. Le congrès de l'automne 1956 fut surtout une opération de récupération et de redéfinition: la défaite de juin laissait trois députés de moins sur les 23 que les Libéraux avaient réussi à faire élire en 1952 et le pour cent des suffrages était légèrement diminué. Le soir même de l'élection, M. Lapalme laissait planer l'ombre d'une démission incossante. Et pendant, une année, le parti se verra privé de leader, retenu chez lui pour cause de maladie. L'heure était donc au pessimisme au moment de la tenue du congrès, à peine quatre mois après la décevante élection de 1956. Mais, privés de leadership après une défaite cuisante, les éléments réformistes du parti s'accrochèrent plus résolument que jamais aux moyens que la Fédération leur laissait. Le slogan plusieurs fois répété de M. Lapalme, "La Fédération, c'est le parti", commençait à avoir une certaine réalité (15).

Mais des critiques "extérieurs", Isocrate dans Le Devoir de façon répétée (16), Pierre-Elliott Trudeau dans l'hebdomadaire Vrai, suscitèrent des occasions de mises au point sur les rapports Fédération-Organisation du parti. Dans un long article de tête à La Réforme, Jean-Louis Gagnon, répondait au premier le 17 octobre 1956:

"Dans un article donné au Devoir (31 août 1956), Isocrate s'étonne que nous ayons écrit le 11 juillet dernier qu'il ne fallait pas confondre le congrès annuel de la Fédération libérale provinciale et le congrès plénier du Parti libéral provincial: 'Si la Fédération n'est pas le congrès plénier du Parti, à quoi doit-elle servir, sinon à cacher les puissances réelles? On pardonnera aux esprits exigeants de penser que si l'on cache quelque chose, c'est qu'on préfère ne pas le dévoiler'. "

"La distinction que nous faisons entre la Fédération et le Parti n'a pour objet aucun des motifs qu'on nous prête sans examen préalable. Qu'Isocrate relise l'histoire de tous les grands partis politiques européens. Il constatera qu'à l'exception des plus récents, tous ont été des rassemblements épars avant de se réorganiser sur une base pyramidale. Malheureusement, il n'y a pas d'exemples que la chose se soit faite en quelque mois ...

"Citant G.-E. Lavan (17), mon ami Isocrate écrivait au sujet de cette 'association' des fédéraux et des provinciaux: Cela même qui fait le succès continu du parti libéral, un parti à fonction provinciale, parce qu'il est suffisamment neutre pour être accepté de tous et suffisamment multiforme pour s'adapter aux différentes provinces, fait la faiblesse de son aile provinciale'.

"Ce phénomène de mimétisme pouvait être fatal quand le parti libéral provincial, en plus d'être pauvre et sans cadres permanents et sans véritables structures. La fondation d'une Fédération qui déjà groupe 35,000 militants, l'institution de commissions permanentes, tout en mettant fin



à l'anonymat du parti, lui a donné une identité qui, logiquement, doit le mettre à l'abri de ce phénomène dangereux".

Rappelant quelques "bons moments" du congrès, Pierre-W. Trudeau observait: "Paul Gérin-Lajoie présidant habilement la 'Commission d'orientation politique' qui avait ostensiblement un grand besoin d'orientation politique: en particulier, il réussit à faire accepter le principe-vital pour la démocratisation du parti - que 'l'organisation du Parti doit s'intégrer dans la Fédération'. Et Roland LeFrançois intervenant juste à temps pour empêcher le Congrès d'être aiguillé sur une voie où il aurait pu être immobilisé pour toujours. Et René Hamel intervenant dans le même sens, avec beaucoup d'adresse et d'autorité" (18).

Pendant le congrès lui-même, M. Marc Brière, jeune libéral de l'aile réformiste, posa pour la première fois la question de l'identification du Parti et de la Fédération, ou de l'absorption du premier dans le second. D'abord dans le rapport de la Commission d'Orientation politique, qu'il lut à titre de secrétaire et qui commençait par les paragraphes suivants:

"I.- La Fédération est-elle le parti?"

"Les opinions exprimés (sic) sur ce sujet font valoir le principe de l'unité et l'identité du Parti Libéral Provincial et de la Fédération. L'organisation du Parti doit donc s'intégrer dans la Fédération. Les députés sont appelés à former un comité parlementaire que l'exécutif de la Fédération devra consulter.

"Au fur et à mesure que les cadres de la Fédération seront complétés, celles-ci s'affirmera de plus en plus comme le Parti même.

"II.- Les relations entre le Parti Libéral Provincial et le Parti Libéral Fédéral"

"La Fédération s'est donné et continue d'avoir pour unique objectif l'action politique dans le domaine provincial.

"Les domaines de la politique provinciale et de la politique fédérale étant distincts, il faut éviter qu'il y ait confusion sur le caractère des institutions agissant dans l'un ou l'autre de ces domaines. C'est pourquoi, la Fédération désire affirmer l'indépendance du Parti Libéral Provincial vis-à-vis du Parti Libéral Fédéral. Ces deux partis, dans le respect de leur autonomie, assureront dans leur domaine respectif la réalisation de l'idéal libéral".

Il importe de noter que ce rapport fut ratifié à l'unanimité. Ce même rapporteur alla plus loin au cours des délibérations en lisant, mais sans les proposer formellement, deux projets de résolutions interreliées. Trouvant le projet non mûr et pour éviter un vote négatif, qui eut hypothéqué l'avenir, il se contenta d'en donner lecture, précisant qu'au moins, "le préambule était justifié:"

"I.- ATTENDU QUE les domaines de la politique provinciale et de la politique fédérale sont distincts;





"ATTENDU QU'il faut éviter toute confusion possible sur le caractère des institutions agissant dans l'un ou l'autre de ces domaines;

"ATTENDU QUE les qualificatifs 'provincial' et 'fédéral' ne sont pas suffisants à cette fin;

"ATTENDU QU'il est opportun de concrétiser davantage l'indépendance absolu du Parti libéral provincial vis-à-vis du parti libéral fédéral;

" CONSIDERANT, d'autre part, notre fierté à l'égard des traditions libérales;

"IL EST RESOLU que notre Fédération modifie le nom du Parti libéral provincial, tout en conservant l'épithète 'libéral'.

"II - CONSIDERANT l'esprit et la structure démocratiques de la Fédération libérale provinciale;

"CONSIDERANT que le premier objectif du Parti libéral provincial est la reconquête des droits du peuple;

"IL EST RESOLU que la Fédération libérale provinciale adopte le nom suivant:

"PARTI LIBERAL POPULAIRE"  
PLP

"POPULAR LIBERAL PARTY"  
PLP"

Si l'auteur n'avait pas formellement présenté ses résolutions, c'était de son propre avis, que "MM. Jean-Marie Nadeau et Paul Gérin-Lajoie m'avaient convaincu qu'un changement de nom serait inopportun et je reproduis le passage du message de M. Nadeau, dont je fis lecture avant de lire le texte de mes résolutions:

"... il serait dangereux, comme le proposent, paraît-il, certains libéraux, de changer le nom du Parti Libéral. Ce n'est pas par un changement de nom qu'on opère des réformes de structure dans un parti ou qu'on affirme son indépendance à l'égard de l'aile fédérale de notre parti dont l'organisation est distincte de celle du Parti libéral provincial.

"L'indépendance, la liberté d'un homme ou d'un parti s'affirment, non par des paroles ou par des changements de mots, mais par des actes précis et libres. Le Parti libéral, tel qu'il existe actuellement, avec son chef, doit être capable de poser de pareils actes. Si le Parti Libéral Provincial changeait son nom, cela équivaldrait à la création d'un tiers parti. M. Duplessis, j'en suis sûr, n'hésiterait pas à soutenir ou même à fonder un Parti Libéral, sans épithète, pour rester au pouvoir, lui ou les dauphins qu'il choisira pour lui succéder."

Commentant, ce même jour dans La Réforme (21 novembre 1956), la lettre de M. Brière, son directeur, M. Jean-Louis Gagnon, écrivait que "la proposition de M. Marc Brière n'est pas nouvelle. Bien avant la convocation du congrès annuel de la Fédération libérale provinciale, nous savions que quelques-uns de nos amis songeaient à modifier le nom du parti à seule fin d'affirmer son indépendance par rapport au Parti libéral fédéral. A plusieurs reprises, j'avais moi-même analysé cette tendance dans



La Réforme en m'efforçant de démontrer que si le Parti libéral doit posséder son propre appareil... il n'en restait pas moins que la première loyauté de tout libéral devrait être envers le libéralisme et non envers le ou les partis qui s'en disent et qui en sont les gardiens. J'assistais à l'entretien que M. Brière, quarante-huit heures avant le congrès, eut avec MM. Jean-Marie Nadeau et Paul Gérin-Lajoie. Il n'aurait cédé aux arguments que pour des raisons tactiques" (19).

L'important à noter, c'est que dès le second congrès annuel de la Fédération provinciale, la question de ses rapports avec le Parti (aussi bien "provincial" (20) que "fédéral" ou "national") fut clairement posé, sinon résolu - ce qui n'allait se produire qu'à l'été 1964. Dans ses "Propos du Samedi", le journalisme Pierre Laporte du Devoir notait le 3 novembre: "Le parti provincial n'a pas réussi à faire l'unanimité. au cours de son récent congrès. La Fédération libérale provinciale et l'Organisation libérale provinciale seraient fort divisées. Ces deux groupements songeraient même à loger sous des toits différents". Le Petit Journal, dans un article non signé, lui faisait écho un mois plus tard (le 2 décembre 1956) en se posant la question: (A Montréal) "Faudra-t-il fonder un autre Club de Réforme?" Posée, la question paraissait encore plus grave à cause de l'absence provisoire du leadership de M. Lapalme. Mais l'avenir n'apparaissait pas bouché aux Libéraux réformistes et "autonomistes": Il y avait eu en août le retentissement considérable de la lettre des abbés Dion et O'Neill sur la moralité politique. Dans un article fort remarqué à l'époque et intitulé "Pourquoi les libéraux se cacheraient-ils au Québec?" (21) M. Lorenzo Paré faisait, entre autres, ces considérations: "Pourquoi le parti libéral se replierait-il, à cet égard, sur des positions défensives ou négatives? Car sur le plan de l'autonomie, comme sur les autres, les libéraux du Québec n'ont pas à rougir de leur tradition: Mercier, Gouin ou Taschereau sont les témoins du passé... la politique du regretté Adélard Godbout fut souvent représentée comme une déviation de la grande tradition libérale. Encore là, les libéraux n'ont pas à rougir, ni à renier! La collaboration que le premier ministre Godbout a apportée au Canada en guerre était, non seulement la seule politique humainement possible pour sauver la paix intérieure du Québec et son avenir, mais la seule politique qui fut digne de la loyauté des Canadiens français envers leur partie". Et d'autre part: "Tant mieux si les jeunes et les intellectuels donnent des signes d'impatience: leur présence et leur influence seront mieux accueillis au sein des partis. Par contre, les intellectuels et la jeunesse doivent réaliser qu'ils se vouent à l'impuissance, - en se dissociant de la masse des citoyens, - s'ils refusent de s'incorporer aux partis traditionnels et d'animer ces communs dénominateurs du peuple entier."





3. - Ce qui conférait à ces débats un caractère de passion ou de colère (plus ou moins rentrée) était deux questions inflammatoires: a) au niveau local, la question des députés libéraux, fédéraux ("collabos") qui faisaient des accords secrets mais certains de "non-agression" avec des députés de l'Union nationale; b) au sommet, les politiques disparates de MM. Saint-Laurent et Lapalme sur deux questions d'importance majeure, celle de l'exploitation des ressources de l'Ungava (on ne disait pas encore le "Nouveau Québec") et celle, encore plus brûlante peut-être, de l'impôt provincial sur le revenu, décidé par M. Duplessis en 1954.

Au début de janvier 1955, le chroniqueur parlementaire du Devoir à Québec, M. Laporte, consacrait une série de trois articles à la question des "pactes de non-agression". "Certains 'pactes', écrivait-il, sont complexes. Il y a ce député fédéral, qui représente une circonscription double. Son comté, au provincial, forme deux circonscriptions. Ce député fédéral - c'est un ministre - fait la lutte au provincial dans un des comtés, mais pas dans l'autre. Son 'pacte' se limite à un seul comté" (22). Les leaders des partis perdants, bien au fait de ces tactiques, s'en plaignaient, aussi bien M. Drew que M. Lapalme; mais, assez curieusement, le "scandale" n'existait pas, par eux, devant le public. Cette pratique durait en certains cas depuis 1948, alors que les fortunes électorales des libéraux fédéraux et des unionistes provinciaux, dans l'ambiance de la "prospérité" d'après-guerre, semblaient - et furent - acquises pour longtemps. Bien entendu, "on" n'était pas d'accord sur les "principes", mais c'était une simple question d'"échanges de bons procédés" mutuellement favorables. Le journaliste du Devoir donnait un exemple de cette "non-agression" tacite: "Un certain nombre de députés de M. Duplessis sont propriétaires de journaux hebdomadaires. D'autres contrôlent des journaux qui ne leur appartiennent pas. On n'a qu'à les parcourir pour voir quelle belle 'coopération' existe entre eux et le député fédéral! Le journal publie les allées et venues de M. Saint-Laurent, il fait occasionnellement son éloge. Et en retour, le député fédéral 'oublie' de parler des problèmes politiques provinciaux." Et, évoquant le danger du parti unique camouflé, le journaliste ne pouvait s'empêcher de conclure: "Or le danger de la situation actuelle c'est qu'en apparence nous avons deux partis puissants, les libéraux à Ottawa et l'Union nationale à Québec, deux partis qui sont foncièrement adversaires, quand, en fait, ils ne forment qu'un seul grand parti, dont le chef national est M. Saint-Laurent et le chef provincial, M. Duplessis... Si ce régime continue, nous n'aurons plus d'opposition ni à Ottawa ni à Québec. Si cela n'est déjà fait... Et je me demande, en terminant, quel intérêt peuvent avoir les libéraux provinciaux ou les conservateurs fédéraux à ne pas dénoncer cela avec la dernière vigueur!" (23).



Il ressortissait à la petite histoire politique de s'attacher à des enquêtes monographiques des cas de "non-agression". Mais c'est le comté de Saint-Jean-Iberville-Napierrville, qui constitue en quelque sorte un cas-type dont la presse fit assez abondamment mention à l'époque. Le journal officiel des Libéraux, La Réforme a attendu le mois de novembre 1955 pour dénoncer les "pactes de non-agression". Le 16 de ce mois, il consacrait un long article à cette question sous le titre: "Tous les Libéraux (et non seulement les provinciaux) doivent lutter contre les collabos". Il reproduisait des opinions diverses: celle de M. Jean-Marie Nadeau: "... C'est le devoir de lutter contre ce type de collaboration là où elle existe et si elle existe", celle de M. Yvon Dupuis, député de Sainte-Marie: "Il n'y a pas un seul député libéral provincial qui ait déjà refusé son concours aux députés fédéraux... Je fais appel aux députés fédéraux dont la grande majorité est avec nous. Je leur demande de faire pression sur leurs collègues pour qu'ils se conduisent comme des gentlemen. Et je leur dis: si vous êtes des nôtres en 1956, nous serions des vôtres en 1957"; celle de M. Jacques Vadeboncoeur, organisateur en chef du parti libéral fédéral: "Je puis vous assurer qu'à la prochaine élection, l'organisation du Parti libéral au fédéral sera mise au service de M. Georges Lapalme. J'ai hâte autant que vous, de le voir premier ministre du Québec... Si comme cela a pu arriver dans le passé, il y a encore des épées lancées dans le dos des partisans libéraux, je serai là pour les retirer"; enfin, celle dans l'équivoque de M. J.-A. Montgrain, ancien maire de Trois-Rivières, avec lequel M. Lapalme avait fait presque seul la campagne de 1952 et qui avait dû affronter des "amis" à l'élection fédérale de 1953: "Un ami qui vous zigouille en vous frappant dans le dos, cela n'a rien de plaisant. J'ajoute que si, aux prochaines élections provinciales, il y a encore des députés libéraux fédéraux pour s'allier à l'Union nationale, nous tondrons les cheveux de ces collaborateurs". Ces déclarations dans l'organe officiel du parti montrent la réalité du "malaise".

A la fin de 1955, il fut question que le général Jean Allard se présente candidat libéral dans l'élection complémentaire de Saint-Jean; il était considéré évidemment comme "ministérable". Sa candidature fut entravée par la machine locale du maire Ménard, en "pacte de non agression" avec le ministre de l'Union nationale, M. Paul Beaulieu. Et de commenter Pierre Vigeant dans Le Devoir du 7 décembre 1955: "Le premier ministre Saint-Laurent et le parti libéral viennent d'accepter une capitulation honteuse dans le comté de Saint-Jean-Iberville-Napierrville. Non seulement ont-ils retiré la candidature du général Allard qui devait entrer dans le cabinet au lendemain de son élection, mais ils ont reconnu officiellement la candidature du maire Ménard qui avait bloqué la route au futur ministre. Ils ne se sont pas contentés de reculer pour éviter de risquer une défaite, mais ils ont honoré celui qui la leur avait infligée". Les "francs libéraux"





du comté n'eurent d'autre choix que de susciter la candidature d'un libéral indépendant, M. Philodor Ouimet, qui faillit, du reste, l'emporter sur le libéral officiel (8,200 contre 10,000 voix). Le fils du premier ministre et député de Rivière-du-Loup, M. Jean-Paul Saint-Laurent, avait déclaré à Saint-Jean pendant la campagne: "Je suis bien surpris de voir des annonces et pancartes où M. Philodor Ouimet met son portrait avec celui du chef du parti libéral, le très honorable Louis Saint-Laurent... Je sais et j'affirme que Louis Saint-Laurent, ni directement, ni indirectement, n'a jamais autorisé l'usage de son nom par aucun autre candidat que le candidat libéral officiel, M. J.-Armand Ménard" (24). La Réforme du 14 décembre 1955 s'efforçait de montrer le beau côté de la médaille en intitulant un commentaire: "Il reste que les libéraux se sont prononcés contre toute collaboration avec l'U.N." En effet, le même journal reproduisait en fac-similé l'engagement (signé le 10 décembre 1955) du candidat "officiel" Ménard d'appuyer "les candidats officiels du Parti libéral provincial dans les comtés de Saint-Jean, Iberville et Napierville". Il importe de ne pas oublier les dates. Cette élection complémentaire fédérale se tenait peu après la fondation de la FLP et à quelques mois des futures élections provinciales qui eurent lieu le 20 juin 1956. Ayant obtenu l'engagement écrit du candidat Ménard, l'exécutif de la FLP jugeait qu'elle n'avait pas à intervenir dans cette élection fédérale autrement que par une déclaration de son président, M. Gérard Lévesque, interdisant à l'un ou à l'autre des candidats libéraux de se réclamer de son nom et de son prestige:

"La Fédération libérale provinciale, au nom du Parti libéral provincial (25) et de son organisateur-en-chef, déclare officiellement désavouer tous ceux qui, dans le comté de Saint-Jean-Napierville-Iberville, se réclament de son appui ou de l'appui du Parti libéral provincial ou cherche à se couvrir de l'autorité de l'une ou l'autre, dans la présente campagne électorale" (26).

Au début de mars 1956 - on est encore plus près des élections provinciales - M. Lapalme rencontra des Libéraux fédéraux d'Ottawa. "D'après les journaux, commentait Pierre Laporte qui avait dénoncé le scandale 15 mois auparavant, tous les députés que M. Lapalme a rencontrés auraient juré fidélité au parti libéral provincial. Quelques-uns auraient même avoué leurs erreurs passées, frappé leur coulepe en public et 'juré qu'on ne les y prendrait plus'!... Depuis cette rencontre, on dit que le vent tourne. La collaboration aurait connu ses plus beaux jours. C'est peut-être que M. Lapalme a su trouver des arguments... irrésistibles! A-t-il joué de l'ancienne amitié avec ses collègues fédéraux?... Il a peut-être réussi à apeurer les fédéraux. Car en collaboration comme en bien autres choses ... la peur est souvent le commencement de la sagesse" (27). Le mois précédent, la Fédération libérale provinciale avait pris, à un autre niveau, une mesure disciplinaire énergique en expulsant de ses rangs le conseiller



législatif, Raoul Grothé, qui siégeait à la chambre dite "haute" depuis 1927. Le 14 février, le président de la FLP remettait aux journaux le texte de la longue motion d'expulsion du conseiller qui avait " voté des lois de dictature qui contredisent ouvertement les principes de base du Parti libéral provincial et qui violent le caractère démocratique de nos institutions politiques". Les trois "attendus" et le dernier paragraphe de ce communiqué méritent d'être reproduits:

"1.- ATTENDU que M. Raoul Grothé, conseiller législatif, a voté contre la motion présentée par M. Philippe Brais, conseiller législatif, proposant que le bill instituant une Régie provinciale du papier-journal soit renvoyé à six mois;

"2.- ATTENDU que, dans le passé, M. Raoul Grothé a aussi voté en faveur des bills 19 et 20 et du bill 34;

"3.- ATTENDU que M. Raoul Grothé vote de façon systématique contre les principes de base du parti libéral provincial;

"-----"

"Enfin, le Conseil de la Fédération libérale provinciale tient à rappeler que s'il limite son intervention au cas spécifique de M. Raoul Grothé, c'est qu'il est contraire à sa doctrine d'adopter des mesures disciplinaires ayant un effet rétroactif. Quant aux conseillers législatifs, représentant au Conseil législatif le Parti libéral provincial, qui ont voté les bills 19 et 20 et le bill 34, leur cas ne saurait faire l'objet de mesures disciplinaires de la part du Conseil de la Fédération libérale provinciale attendu qu'il est antérieur à la fondation de la dite Fédération. Mais il doit être entendu que si l'expulsion de M. Grothé peut être considéré comme un exemple, elle constitue aussi un avertissement" (28).

Le lendemain de son expulsion, M. Grothé justifiait ainsi son attitude: "Je prétends ... être toujours de la vieille école libérale, celle de Sir Wilfrid Laurier, de Sir Lomer Gouin et même de l'honorable Alexandre Taschereau qui, eux, ont toujours été les défenseurs énergiques de l'autonomie provinciale et particulièrement des droits sacrés du Québec. Si certains de leurs successeurs dans la province ont changé d'attitude, je réclame le privilège de garder les mêmes principes que ces chefs. Car j'ai prêté mon serment d'allégeance à ma province et à mon pays, non pas à mon parti". Le quotidien, qui rapportait la déclaration du conseiller expulsé, précisait, en fin de nouvelle: "Hier après-midi, pendant la séance du Conseil législatif, M. Grothé occupait son fauteuil habituel à côté du chef de l'Opposition, M. Hector La Ferté" (29). Quelques mois plus tard, en décembre de la même année, les journaux rapportèrent un "incident dramatique" au Conseil Législatif: M. Grothé se serait fait traiter de "couillon" par M. Brais. "Visiblement ému, le conseiller de la division de Salaberry protesta contre ces paroles et, se tournant vers l'honorable Philippe Brais qui se trouvait derrière lui, il lui demanda de retirer ses paroles. "Je ne suis pas un couillon", dit M. Grothé, les larmes aux yeux". Et précise le journaliste qui rapportait l'incident:





"Il y a eu un moment d'émoi parmi les conseillers". Le conseiller, grand trésorier de l'Union nationale, M. Gérald Martineau se porta à la défense de M. Grothé: "Vous devriez avoir honte", tandis que M. Brais, niant: "Je ne l'ai pas dit (ce mot de 'couillon'), mais si je l'avais dit, je n'en aurais pas honte". Et la victime de l'apostrophe peu flatteuse de conclure l'incident: "Si mon honorable collègue me donne sa parole qu'il n'a pas prononcé cette expression, je n'insisterai plus" (30). La Réforme publia en éditorial un article d'une violence inaccoutumée à l'époque de l'expulsion du conseiller Grothé des rangs de la FLP (le 15 février 1956). Sous le titre, "Les conseillers félons doivent être liquidés", l'éditorialiste écrivait:

"La discipline chez-nous, ne saurait être l'équivalent d'une tutelle. Mais il existe, par ailleurs, certains principes fondamentaux qu'un conseiller, qu'un sénateur ou qu'un député libéral ne saurait accepter de mettre en péril en apportant son appui et son vote à des projets de loi qui en sont la négation.

"Les bills 19 et 20 sont incompatibles avec le libéralisme.

"Le bill 34 est incompatible avec l'organisation d'une élection démocratique.

"Le bill instituant une Régie du papier-journal est incompatible avec la liberté de la presse.

"Or, M. Raoul Grothé a voté, pour les raisons que l'on sait, toutes ces lois infâmes qui sont typiques de la dictature duplessiste.

"Sans doute, M. Grothé voudra se proclamer indépendant. Nous savons (et pour cause) qu'il est moins d'Union nationale que ministériel. Car on ne lui connaît pas de principes si, par contre, nous lui savons des intérêts variés. Certains hommes sont à vendre. C'est déjà quelque chose, puisque le fait d'avoir un prix dénote qu'ils ont certains mérites ou certaine utilité. M. Grothé était à prendre. Pis - à ramasser. M. Duplessis s'en est chargé".

Un autre incident, quelque peu identique au précédent mit en cause le sénateur libéral Jean-François Pouliot, ex-"enfant terrible" de son parti lorsqu'il siégeait aux Communes. Le sénateur Pouliot s'en était pris aux abbés Dion et O'Neill, auteurs d'un texte à l'intention du clergé sur l'immoralité politique qui avait prévalu lors de l'élection provinciale du 20 juin précédent; il avait aussi reproché à M. Jean-Paul Saint-Laurent, député fédéral de Témiscouata (son ancien fief électoral) d'avoir félicité les deux moralistes. Selon Le Devoir du 15 août 1956, "un porte-parole de la Fédération a déclaré au nom de celle-ci que le Sénateur Pouliot est l'un des nombreux exemples des effets de la corruption de l'Union nationale. Le jour même de sa déclaration, soit mercredi le 8 août, le Sénateur Pouliot était précisément au bureau de M. Duplessis. 'C'est un fait connu, a-t-on ajouté, que M. Jean-François Pouliot est à la solde de l'Union nationale depuis 1944, à la suite d'une transaction par laquelle le gouvernement Duplessis lui achetait plusieurs milliers d'exemplaires de son ouvrage



invendu 'Le Droit Paroissial'". Et enchaîne la nouvelle du Devoir: "Il a également été souligné que tout récemment M. Pouliot a fait les plus grands éloges du candidat de l'Union nationale défait dans le comté de Rivière-du-Loup au cours d'un banquet donné dans cette ville".

Mais le cas des députés libéraux provinciaux, Lionel Ross et Dave Rochon, plus grave, allait faire plus long feu. Rappelons d'abord le texte du rapport de la Commission d'Orientation politique du deuxième congrès de la Fédération relative aux faits de collaboration:

"Considérant que des plaintes ont été faites concernant certains députés fédéraux qui auraient manifesté une absence de véritable libéralisme par leur collaboration avec l'Union nationale aux dernières élections:

"Il est résolu que l'exécutif étudie chaque cas particulier qui pourra lui être soumis et décide l'exclusion des députés fédéraux jugés coupables de collaboration" (31).

C'est dans le cadre de ce large mandat que le cas du conseiller législatif Grothé et du sénateur Pouliot, que celui des candidatures rivales de MM. Ménard et Ouimet furent examinés, ainsi qu'il fut dit plus haut. La question des "pactes de non agression" allait se poser à nouveau, mais à l'inverse cette fois, à l'élection fédérale de 1957: dans Saint-Jean, les "francs libéraux" cherchèrent à se débarrasser du député libéral "imposé" et nouvellement élu, M. Ménard, en suscitant la candidature de M. Yvon Dupuis, battu à l'élection provinciale de 1956 dans Sainte-Marie et nouvellement installé dans la ville de Saint-Jean; dans Longueuil, la victime désignée était M. Auguste Vincent, qu'on avait stigmatisé de l'épithète de "collabo". Désigné comme candidat "officiel", 19 chefs libéraux du comté le convoquèrent par écrit à une assemblée où participeraient 224 délégués (un par poll). Voici deux extraits de cette lettre: "Appuyés par une opinion publique non équivoque, les sous-signés craignent que cet esprit démocratique ne soit gravement atteint si une convention n'est pas tenue en vue du choix d'un candidat qui briguera les suffrages pour le parti libéral... Ils n'admettent pas que le choix d'un candidat soit exercé au cours d'une assemblée convoquée et préparée par lui-même. Ce choix ne peut être celui du peuple et encore moins celui des libéraux quand cette assemblée n'a pas été préparée avec le concours des dirigeants libéraux du comté, car ceux-ci n'ont même pas été invités et surtout quand l'assemblée est, en grande partie, composée d'adversaires du parti libéral" (32). Quant à M. Lapalme, dans sa retraite depuis juin 1956, il aurait d'après le chroniqueur parlementaire du Devoir "passé bien près, nous dit-on, d'intervenir dans la présente campagne électorale" (33) pour dénoncer les "collaborateurs" Ménard et Vincent. Mais la FLP, par la voix de son nouveau président, M. Jean-Paul Grégoire, intervint énergiquement. Considérant que M. Ménard n'avait pas respecté son engagement écrit





du 10 décembre 1955 (voir plus haut), M. Paul Beaulieu se réclamant de son appui à l'élection provinciale de juin 1956, "le 31 mai 1956, la Fédération Libérale Provinciale mettait monsieur Ménard en demeure de faire une mise au point pour refuter les déclarations de M. Beaulieu à son endroit." Comme "M. Ménard n'a pas tenu compte de cette mise en demeure" et, sur la foi de "rapports confirmés reçus des associations libérales de Saint-Jean, Iberville et Napierville, affiliées à la Fédération", "les membres de députation libérale au parlement de Québec et le Conseil général de la Fédération Libérale Provinciale réunis en assemblée conjointe le samedi, 27 avril 1957, au Club de Réforme de Montréal, ont adopté à l'unanimité une résolution à l'effet d'accorder officiellement leur appui au candidat libéral choisi par les représentants accrédités et les membres en général des associations libérales de Saint-Jean-Iberville-Napierville, affiliées à la Fédération Libérale Provinciale" (34).

A cette époque de 1955-1956, non seulement les libéraux provinciaux ne pouvaient compter sur la fidélité de leurs collègues fédéraux (certains députés et au moins un sénateur, et, chez eux, un conseiller législatif), mais ils perdirent deux de leurs candidats élus à l'élection de juin 1956: MM. Lionel Ross et Dave Rochon, qui se trouvaient en relations "fort amicales" avec le parti de l'Union nationale. Peu lui-sante histoire aussi que celle-là. Dès la fin de 1956, c'était un secret de polichinelle qu'ils n'attendaient que le moment de passer avec armes et bagages du côté de l'Union nationale. Le 22 décembre 1956, M. Pierre Laporte notait dans ses "Propos du Samedi": "Le nombre de ceux qui voudraient exclure MM. Ross et Rochon du parti augmente chaque jour. On est d'avis qu'ils sont disposés à adhérer à l'Union nationale et que c'est M. Duplessis qui leur demande d'attendre, les jugeant plus utiles comme espions dans l'opposition" (35). En janvier, lors d'un débat portant sur une subvention de \$15,000 à une salaison, un député libéral, M. Oswald Parent, se trouvant à mettre en cause son collègue, M. Rochon, se demandait s'il n'y avait pas quelque chose de "louche" derrière la transaction. M. Duplessis se porta à la défense de M. Rochon après que M. Parent eût insisté: "... si le député continue, je divulguerai certaines choses à son sujet..." - à quoi répondit, en s'exclamant, le leader intérimaire de l'opposition, M. René Hamel: "C'est du chantage! du chantage" (36). En février, mars, avril, s'accroissait la crise causée par les attitudes ambiguës de MM. Ross et Rochon - Le Devoir suivant l'affaire de près. A la fin de la session, M. René Hamel, lors d'un banquet de la Fédération libérale provinciale, devait avouer: "J'ai bénéficié de l'appui sympathique et entier de presque tous mes collègues. Je préférerais pouvoir dire de tous mes collègues, mais l'honnêteté a ses droits" (37). On ne leur reprochait pas seulement d'avoir voté en faveur de mesures estimées anti-démocratiques, mais encore de voter du côté de la majorité sur des questions de procédures "tout simplement, semble-t-il, pour embarrasser les membres de l'opposition et leur chef intérimaire, Me



René Hamel" (38).

Un des premiers problèmes, qu'eut à s'occuper M. Lapalme lors de l'annonce de son retour à la politique, fut évidemment l'affaire pendante du cas Ross-Rochon. Après une rencontre avec les deux députés récalcitrants, M. Lapalme émit le 21 juin le communiqué laconique suivant: "Au cours d'une entrevue que j'ai eue, jeudi soir, le 20 juin, avec MM. Lionel Ross et Dave Rochon, respectivement députés de Verdun et de Montréal-Saint-Louis, ceux-ci siégeront dorénavant comme députés indépendants à l'Assemblée législative" (39). Dans un article violent dont le titre même indique le ton ("Ross et Rochon enfin mis à la poubelle!"), le rédacteur de Vrai, Jean Paré, concluait sur un ton plus modéré: "Quoiqu'il en soit, nous félicitons le parti libéral d'avoir posé un geste que tous les citoyens qui ont conservé un souvenir des libertés démocratiques attendaient depuis longtemps" (40).

À l'annonce de sa rentrée, un an après, à un jour près, la défaite du 20 juin 1956, M. Lapalme disait au sujet de la récente-et-imprévue-défaite libérale fédérale: "Quant à l'effet que peut avoir ce résultat sur l'avenir de notre parti provincial, on nous dit de partout dans la province que ce résultat ne nous nuira pas. On pense probablement au fait que le parti libéral provincial ne pourra plus être la cible dont on se servait pour atteindre le parti libéral fédéral" (41). D'autre part, le leadership de M. Lapalme allait être contesté à maintes reprises, spécialement chez les Jeunes Libéraux. Un communiqué du whip libéral, le docteur Kirkland, semonçait au début d'octobre M. John Pepper, président de leur Fédération, pour une déclaration estimée aussi "irréfléchie que malvenue" et réaffirmait "l'entière confiance" des députés libéraux en leur chef" (42). Dans le même sens, dès le lendemain, la FLP jugeait "que ces déclarations personnelles sont malvenues et qu'elles ne reflètent en rien les vucs de l'exécutif de la Fédération" (43).

D'autre part, pendant que des associations libérales (44) s'en prenaient au "libéralisme" estimé douteux du sénateur Sarto Fournier, candidat à la mairie de Montréal contre M. Jean Drapeau, la Fédération des Jeunes Libéraux, qui s'était aussi prononcé contre la candidature de M. Fournier, adoptait par un vote serré (de 59 contre 43) une résolution demandant la convocation d'un congrès général pour le choix d'un nouveau chef. Après ce congrès, M. Lapalme déclarait son intention de soumettre sa démission pour une troisième fois en quinze mois (45). Mais avant l'ouverture du troisième congrès de la FLP, ses responsables précisèrent que la résignation de M. Lapalme n'était pas à l'ordre du jour.

4.- Mais avant d'étudier ce congrès, dont, de notre point de vue, le résultat le plus marquant fut l'affiliation de la FLP à la Fédération libérale nationale,





il nous faut considérer les rapports "du sommet" des partis libéraux du Canada et du Québec. En principe, officiellement, ces rapports étaient cordiaux, solidaires. En fait, officieusement, ils étaient marqués d'arrière-pensées, d'incompatibilités et d'oppositions qui s'avouaient presque. Le dossier de cette question pourrait être très volumineux dont les subdivisions seraient: 1<sup>o</sup> phase, les élections provinciales de 1952 et fédérale de 1953, (déterminant, à chacun de leur niveau, la puissance indiscutable de MM. Duplessis et Saint-Laurent); 2<sup>o</sup> phase, les élections provinciales de 1956 (marquant l'apothéose et les premiers signes de l'affaiblissement (46) de l'Union nationale) et fédérale de 1957 (commençant le début d'une nouvelle et brève ère conservatrice avec M. Diefenbaker); 3<sup>o</sup> phase, qui commence après juin 1957 jusqu'au congrès de novembre de la FLP de novembre de la même année (où l'"hypothèque" libérale fédérale est levée pour les libéraux provinciaux).

Le contentieux non encore réglé - pourra-t-il jamais l'être, tant qu'il y aura des "parties" à intérêts divergents, sinon, toujours ni en tout, contradictoires? - des relations fédérales-provinciales en matière fiscale serait un sujet à lui seul, qu'il ne nous est pas possible d'évoquer ici, même sommairement. Le curieux équilibre bi-stable qui en résultait au moment où commence notre étude n'a jamais été mieux exposé à notre sens que par André Laurendeau dans Le Devoir du 10 novembre 1954:

"Au provincial, M. Saint-Laurent nuit gravement à M. Lapalme dans Québec. Au fédéral, M. Duplessis nuit gravement à M. Drew dans le reste du pays et ne l'aide pas efficacement dans Québec. Saint-Laurent et Lapalme d'un côté, Drew et Saint-Laurent: ce sont des forces qui, loin de s'additionner, se soustraient.

"Alors au fédéral, les libéraux sont tout puissants. Au provincial, l'Union Nationale est toute puissante. Chaque gouvernement réussit à annuler les oppositions parlementaires et conduit les affaires à sa guise. C'est une situation malsaine. Sans doute, ces deux forces se font équilibre dans une certaine mesure. Mais chacune étant très 'autonomiste', celle de M. Saint-Laurent, bien plus que celle de M. Duplessis, - il n'a pas à le crier étant le plus fort -, à l'intérieur des domaines fédéral et provincial, l'absence d'opposition suscite l'arbitraire. En politique étrangère et en matière d'armements, les libéraux entreprennent tout ce qu'ils veulent, sans la surveillance étroite et efficace d'une robuste opposition. En matière sociale, M. Duplessis fait ce qu'il veut, et ce n'est pas l'opposition parlementaire qui va le gêner. Dans de pareils domaines, ni M. Saint-Laurent ne peut s'immiscer dans les affaires provinciales, ni M. Duplessis ne peut s'immiscer dans les affaires fédérales - à supposer qu'ils en aient le goût".

Une caricature de Grassick dans le Mac Lean's Magazine, en tête d'un article de son correspondant d'Ottawa, M. Blair Fraser, illustre cette curieuse solidarité des deux grands opposants qui faisaient de leur opposition radicale la base de leur succès continu: Sur la couverture d'un livre intitulé BOUND TO WIN, "by Maurice Duplessis", portant dans le coin l'estampille "Book of the Year 1954", on voit M. Duplessis faire,



dans le vide, des moulinets avec ses poings pendant que M. Saint-Laurent, faisant mine d'avoir peur, se sauve. L'histoire éclaircira un jour cette curieuse rencontre Saint-Laurent-Duplessis à Montréal, qui devait, au plus mal des relations fédérales-provinciales, permettre au premier ministre québécois d'établir son impôt provincial sur le revenu. Mais prévalait à l'époque l'interprétation des faits que Blair Fraser évoquait dans son article: "... that Montreal meeting and the amiable silence that followed it sowed doubt and distrust in the bosoms of the provincial Liberals". Et, il rappelait cette circonstance aggravante d'une "rumor spread over all over Quebec City at the moment. According to it, someone had asked the Prime Minister's young son Jean-Paul what these negotiations meant. Jean-Paul, who was believed to be feuding at the time with Quebec Liberal Leader Georges Lapalme, is supposed to have answered: 'My father is fed up with Lapalme and would rather deal with Duplessis'". Et notre chroniqueur, ne pouvant se porter garant de l'authenticité de cette phrase, en établissait toutefois la réalité des conséquences: "There is some confusion among Ottawa Liberals as to whether or not Jean-Paul St. Laurent ever said such thing. But rightly or wrongly, Lapalme believed the story. He was and still is furious". (47) L'incident était d'autant plus regrettable que M. Lapalme et ses collègues libéraux ne surent guère sur quel pied danser dans toute cette affaire.

Un de ses chevaux de bataille préférés consistait à attaquer l'autonomisme stérile et purement négativiste de M. Duplessis dans l'ensemble du réaménagement fiscal interfédéral-provincial. Dès 1952, il explicitait dans un interview exclusive au Devoir, les "contre-propositions" qu'il prônait dans les négociations avec Ottawa:

"A mon avis, l'essentiel de ces contre-propositions devrait être:

"1.- Faire participer la province, dans une plus grande mesure, aux grandes sources de revenus.

"2.- Le droit exclusif pour Québec d'imposer les successions.

"3.- La conservation des pouvoirs de taxation de la province pour lui permettre d'exercer pleinement sa juridiction exclusive en ce qui touche notamment l'éducation, les problèmes sociaux et l'utilisation de ses recherches naturelles".

Mais, en contradiction apparente de ces prises de position, l'opposition libérale vota contre l'établissement d'un impôt provincial sur le revenu. M. Lapalme s'expliquait ainsi, lors d'un débat à l'Assemblée législative en février 1954: "Québec a le droit d'imposer le revenu. Nous admettons ce principe sans discussion. Le fédéral lui-même, par la voix de M. Abbott, l'a reconnu au moment où cette loi était annoncée par le gouvernement de l'Union Nationale. Mais si le principe du droit à la taxe peut se justifier au nom de l'autonomie provinciale, la taxe elle-même, en soi, ne saurait être justifiée au nom du même principe (48). Elle doit se justifier au





nom des besoins de la province de Québec. - Il ne faut pas confondre le principe qui nous donne droit à la taxe et la taxe qui en découle. Autrement, si c'est le principe qui doit primer dans cette question, le plus autonomiste d'entre nous, dans la province de Québec, serait celui qui imposerait le revenu des contribuables à cent pour cent! Il serait infiniment plus autonomiste que M. Duplessis qui ne veut l'imposer qu'à 14 pour cent!" A la question d'une possible "pression" du gouvernement fédéral pour voter contre le projet de loi instituant un impôt provincial sur le revenu, M. Lapalme se faisait catégorique: "Aucune pression fédérale n'a été exercée sur nous et j'irai même plus loin: le seul député fédéral qui a communiqué avec moi par téléphone en est un qui m'a demandé de voter pour la loi et qui vient de parler à Ottawa en faveur de la déductibilité. C'est là la pression que nous avons eue du côté des autorités fédérales - la seule" (49).

Le moins qu'on puisse dire de cette situation ambiguë, c'est que les libéraux provinciaux se sont vus gênés aux entournures dans les discussions relatives à un problème estimé vital pour le Québec - jusqu'à aujourd'hui inclusivement! Une première impression confuse, faite d'incohérence, de manque de coordination ou même d'abandon, prévalait dans le parti dirigé par M. Lapalme. Cela, s'ajoutant au faible secours financier (50) que les fédéraux avaient accordé aux libéraux du Québec lors de l'élection de 1952 laissait chez les plus autonomistes des Libéraux québécois un goût amer dans la bouche. En son style très direct, Gérard Filion, résumait ainsi la situation dans le journal qu'il dirigeait: "C'est qu'au fond, les deux partis sont des frères siamois. Ils sont tous deux profondément capitalistes, soutenus par les mêmes intérêts, nourris par les mêmes fonds secrets. Ce n'est pas pour rien que M. Saint-Laurent a déjà fait l'éloge des grands magnats de la finance qui se sont lancés dans l'exportation du minerais de fer de l'Ungava; ce n'est pas pour rien que la canalisation du Saint-Laurent débute juste au moment où les premiers chargements de fer s'acheminent vers les Etats-Unis; ce n'est pas pour rien que la province de Québec paraît se désintéresser des conséquences que pourra avoir sur la région de Montréal la navigation en eau profonde jusqu'à la tête des Grands Lacs. C'est que sur ces questions on est pleinement d'accord à Ottawa et à Québec, dans les milieux libéraux et dans les milieux conservateurs. Les grandes questions, celles qui affectent profondément la vie de tout un peuple, on n'en entend jamais parler... L'opposition libérale, coincée entre M. C.D. Howe et M. Duplessis, manoeuvre timidement. Elle sait bien d'ailleurs qu'engager la lutte à fond sur ce point équivaldrait à signer son arrêt de mort. Alors, elle fait du patinage de fantaisie sur une glace mince" (51).

Aussi, à l'élection provinciale de 1956, la participation de quelques ministres et députés libéraux aux côtés de leurs collègues provinciaux, comportait, au total, plus



d'inconvénients que d'avantages pour ceux-ci (52). Elle fut trop faible, sporadique, dispersée pour être d'un secours efficace; elle fut suffisamment voyante pour que les partisans de l'Union puissent développer leur thème favori: "Libéraux de Québec et d'Ottawa, c'est du pareil au même"; ou celui-ci complémentaire: "les premiers sont les valets des seconds". Comme exemple de cette argumentation, citons un court éditorial de Montréal-Matin, en date du 24 octobre 1956, qui expose, du point de vue de l'Union nationale, l'ambiguïté de la situation.

"Quand les libéraux d'Ottawa commettent de graves impairs, quand ils négligent de défendre ou de respecter nos droits, les libéraux provinciaux s'empressent de s'en laver les mains. 'Nous ne nous occupons pas de politique fédérale mais de politique provinciale... Le parti libéral provincial n'a rien de commun avec le parti libéral fédéral, etc.'"

"Mais si par hasard un député libéral d'Ottawa refuse de se soumettre aux volontés du parti libéral provincial, surtout en temps de campagne électorale, il devient alors anathème. On le renie, on le condamne, on le dénonce publiquement: c'est un traître."

"Le vote d'un conseiller législatif libéral pour une mesure gouvernementale qu'il juge opportune lui vaut d'être expulsé des rangs de son parti. La sympathie d'un député libéral fédéral pour un député provincial de l'Union nationale, ou peut-être son antipathie pour un candidat libéral provincial appuyé par des créditistes et des extrémistes de toutes sortes, lui vaudra lui aussi d'être expulsé du groupe 'provincial', dont on prétend pourtant qu'il ne fait pas partie!"

"Quand les libéraux provinciaux dénoncent une prétendue 'collaboration' de libéraux d'Ottawa avec l'Union nationale - collaboration plus honorable en tout cas que celle consentie aux dernières élections par M. Lapalme - ils ne font que démontrer qu'ils ne sont aucunement indépendants et qu'en réalité leur parti est le même à Ottawa qu'à Québec."

Mais la situation changea radicalement quand les libéraux perdirent le pouvoir à Ottawa en 1957: les uns et les autres se trouvèrent à égalité dans l'infortune. Quelques mois auparavant, devant un auditoire d'élite, le premier ministre canadien reprenait, sans guère l'atténuer, un mot qu'on lui avait naguère rapproché au sujet du Québec "province comme les autres" (53). Mais, après leur défaite de 1957, les libéraux gardaient encore le gros de leurs effectifs dans le Québec (jusqu'au raz de marée des conservateurs, en 1958, qui firent élire 50 des leurs sur 75 sièges), ce qui ne les empêchait pas de s'affirmer "encore comme l'unique parti national" (54). La défaite libérale de 1957 avait été une immense surprise pour tout le monde (sauf peut-être pour M. Diefenbaker, quoique en son for intérieur...); celle de 1958 étonna à nouveau tout le monde mais, alors, par son ampleur et, cette fois-ci, sans exclure M. Diefenbaker... A notre connaissance, c'est l'Ottawa Citizen, qui lança la première explication plausible de la nouvelle incapacité de prévoir les résultats électoraux avec exactitude: "... les gens qui dans le passé pouvaient deviner avec raison-





nable exactitude le résultat probable d'une élection, ont perdu tout contact avec le public... Aujourd'hui... les organisateurs de comtés sont en décadence, tout est centralisé à Ottawa, les 'promoteurs' avec leurs dispositifs, leur propagande et leur attirail de cirque sous contrôle... Eh bien! la politique des partis et les partis justement ne se vendent pas de cette façon et la force des partis vient de la base et non de la cime" (55). Selon cette hypothèse, la longue fidélité libérale du Québec à nouveau réaffirmée à l'élection de 1957, serait peut-être due, après le facteur de la personnalité de M. Saint-Laurent, aux "racines" profondes dans le Québec des organisations libérales locales, en grande partie interchangeables lors des élections provinciales et fédérales. Depuis 1939, elles n'avaient pas été assez fortes pour battre M. Duplessis; mais elles avaient été suffisamment fortes, dans la province de M. Saint-Laurent, pour atténuer considérablement sa première défaite, qui devait prélude à sa retraite (56). Après la défaite des libéraux fédéraux de juin 1957, le tableau d'ensemble était radicalement changé.

5. - La situation était favorable pour que le parti libéral provincial et sa Fédération s'"autonomisent" de façon plus accélérée à l'occasion du 3<sup>o</sup> congrès de 1957: ce fut pourtant le congrès de l'affiliation de la FLP à la Fédération nationale. M. Duplessis était toujours là qui se portait "dangereusement bien"; mais, pensaient beaucoup de libéraux provinciaux, il ne pourra plus gagner ses élections "sur notre dos" en attaquant le fédéral qui jusqu'au printemps, ne s'en portait pas plus mal: tout au contraire! ... La "tutelle" équivoque des "grands frères outaouais" n'aurait plus la pesanteur de naguère, quoique la présence ostentatoire et efficace de M. Lionel Chevrier, nouveau leader québécois, inquiétait plus d'un ... D'autre part, après une retraite d'un an, M. Lapalme ne contrôlait plus toutes ses troupes: son leadership était contesté (57); le parti s'épurait, mais il ne rejetait guère que des "brebis galeuses" qui faisaient scandale.

Quelques jours avant l'ouverture du congrès (9-10 novembre 1957), dans son article de tête, La Réforme (7 novembre 1957) ne dissimulait pas que la rencontre serait tumultueuse: "C'est en vain qu'on voudrait nier ce qui est l'évidence même: le III<sup>e</sup> congrès de la Fédération libérale provinciale va s'ouvrir dans un moment de tension qui affecte tous les organismes du parti. Ce qui s'est passé au congrès de l'Association des Jeunes Libéraux de la province de Québec a démontré à quel point certains d'entre nous ont perdu le sens des responsabilités. Pourquoi taire les faits? A l'instant même où, partout au Canada, on travaille à remettre de l'ordre dans les rangs du parti, à lui rendre une unité d'action qui ne peut découler que d'une unité de doctrine, une cinquantaine de jeunes gens (dont les noms et les visages sont pour la plupart inconnus aux vieux militants) ont choisi de sombrer dans l'incohérence en



même temps qu'ils exposaient le parti au ridicule." Car, continuait le directeur du journal, M. Jean-Louis Gagnon, "inutile de se leurrer: s'il est impuissant à établir un climat de confiance parmi les libéraux en même temps qu'une indispensable discipline à tous les échelons du parti, le III<sup>e</sup> congrès de la FLP, aboutira au découragement des cadres comme à d'inévitables déviations". Congrès de l'"affiliation", mais aussi de la "discipline", et même du renouvellement du leadership, car, tout en gardant provisoirement la direction, M. Lapalme annoncera la tenue d'un congrès plénier du parti, après une consultation, qu'il eut la veille de l'ouverture du congrès avec le bureau de direction de la Fédération, les députés à l'Assemblée législative et les candidats à la dernière élection. Selon le compte-rendu de la Presse canadienne, "les observateurs estiment que la décision d'ordonner un congrès plénier paraît satisfaire les éléments jeunes et réformistes du parti tout en permettant à M. Lapalme de conserver la direction du groupement, au moins pendant une autre année" (58). D'après M. Vincent Prince, de La Presse, "il y avait dans la salle au moins une vingtaine de jeunes libéraux qui ont voté pour la résolution de non-confiance à Sherbrooke. Ils n'ont pas manifesté. L'un d'eux a dit, par la suite: 'Nous avons nos vues. Nous les avons exprimées au congrès de Sherbrooke. On connaît notre attitude. Ce n'était pas, samedi, le temps d'y revenir'" (59).

Le discours attendu de M. Lapalme débutait avec une pointe d'amertume: "Il y a longtemps que je n'ai pas entendu l'agréable bruit des applaudissements. Je le mentionne toutefois sans m'arrêter... Car je n'ai pas l'intention de faire un plaidoyer prodomo." En annonçant la tenue du congrès, M. Lapalme précisait: "La convocation et l'ordre du jour de ce congrès dépendent du chef du parti. Il aura pour mission de régler tous les problèmes à partir de la direction du parti jusqu'au dernier des organismes politiques du libéralisme dans la province de Québec. Ce congrès-là, il faudra qu'il se fasse dans la sérénité et dans le calme. Ce n'est pas avec du dévergondage qu'il faut régler les problèmes. C'est dans le calme et la sérénité".

Pour M. Chevrier, invité d'honneur (60) au banquet de clôture, le thème qu'il développa fut évidemment celui de l'unité dans la diversité:

"Pour ma part - et je suis persuadé que vous tous ici ce soir êtes de mon avis là-dessus - je ne voudrais pas appartenir à un parti qui prend toujours ses décisions à l'unanimité et qui ne permet aux divergences de vues de se manifester ... Ce n'est donc pas à nous, libéraux, d'avoir honte de notre diversité de pensée ... Mais n'allons jamais oublier que si la diversité de pensée et les exigences de vues sont essentielles au libéralisme, lorsqu'il s'agit de nous battre, c'est contre l'adversaire qu'il faut conduire le combat. C'est pourquoi si nous voulons nous battre efficacement et remporter la victoire tant sur le plan fédéral que provincial, il nous faut d'abord être unis dans une même inspiration et une même doctrine, il faut resserrer nos rangs





en nous rappelant que l'esprit de conciliation aussi est une des grandes vertus du libéralisme ..."

Auparavant, il avait attaqué la "stratégie Churchill" de prendre le pouvoir sans tenir compte du Québec:

"Jamais au cours de notre histoire, nous Canadiens de langue française, avons-nous tenté de dominer ou d'imposer nos vues à nos concitoyens d'autres groupes ethniques, mais nous n'allons pas aujourd'hui courber la tête et nous soumettre à l'intimidation.

"La nouvelle stratégie conservatrice ne peut conduire qu'à deux résultats. Ou elle conduira le parti Diefenbaker à la défaite, ou ce qui serait la pire catastrophe de notre histoire, elle amènera l'effondrement de l'unité nationale.

"Nous, du parti libéral, affichons une légitime fierté du fait que l'unité nationale a toujours été au premier plan de notre politique et nous savons qu'il ne peut exister de véritable unité nationale si toutes les parties du Canada n'ont pas la voix à laquelle elles ont droit dans le gouvernement du pays.

Avant de passer à la pièce de résistance des résolutions (celle relative à l'affiliation), il faut s'attacher un moment à un passage du Rapport des Commissions d'Organisation politique et des Cadres de la Fédération siégeant conjointement (s'appuyant sur un organigramme détaillé et des notes explicatives): "Il fut reconnu que la Fédération constitue la permanence de l'action politique du parti libéral provincial dans tous les comtés et qu'elle doit travailler en étroite coopération avec les organisations électorales des districts de Montréal et de Québec qui sont responsables de la conduite des campagnes électorales" (61). D'une part, aucun des deux organismes n'absorbe l'autre; tous deux doivent travailler "en étroite collaboration" - ce qui n'avait pas été le cas jusque là, la confusion étant souvent plus évidente que la rivalité. C'est dans la même optique qu'il faut lire la résolution-clé, décidant de l'affiliation de la FLP et de la Fédération nationale du Canada:

"ATTENDU QUE la Fédération Libérale Nationale du Canada, en vertu de sa constitution, constitue un organisme groupant les fédérations de libéraux de chacune des provinces;

"ATTENDU QUE toutes les provinces du Canada sont représentées dans la Fédération Libérale Nationale du Canada mais que la Province de Québec ne l'est pas par un groupement véritablement représentatif;

" ATTENDU QUE la Fédération Libérale de la Province de Québec représente vraiment tous les libéraux de la Province de Québec;

"ATTENDU QUE le 16 mars 1957, le conseil général de la Fédération Libérale de la Province de Québec a adopté la résolution suivante:

'Sur proposition de Me Jacques Lagassé, vice-président, appuyée par le Dr Gustave Ratté, vice-président, et M. Sam Capozzi, représentant de l'élément italien, il est résolu que le Comité Exécutif de la Fédération Libérale Provinciale du Québec soit autorisé à demander à la Fédération Libérale Nationale du Canada de recevoir la demande d'affiliation



de la Fédération Libérale Provinciale du Québec en tenant compte toutefois que, conformément à la constitution de la Fédération Libérale Provinciale, cette affiliation, si elle est approuvée en principe par la Fédération Libérale Nationale du Canada, devra être soumise pour approbation aux délégués accrédités à un prochain congrès provincial de la Fédération Libérale Provinciale du Québec.'

"ATTENDU QU'il y a lieu de faire entendre la voix de Québec dans les délibérations de la Fédération Libérale Nationale du Canada afin qu'elles reflètent les vues et les opinions des libéraux du Québec;

"ATTENDU QU'il importe de s'assurer que la Fédération Libérale Nationale du Canada représente les croyances et aspirations de toutes les provinces et de tous les groupes ethniques pour le plus grand bien de notre province et de notre pays;

"ATTENDU QU'il y a lieu pour les libéraux de la Province de Québec d'être représentés par des délégués désignés par la Fédération Libérale de la Province de Québec;

"QUE le comité exécutif de la Fédération Libérale de la Province de Québec soit autorisé à procéder à l'affiliation de la Fédération Libérale de la Province de Québec à la Fédération Libérale Nationale du Canada, et ce pour les raisons et les fins susdites."

On aura voté au deuxième ATTENDU QUE le "libéralisme" québécois ne s'estimait pas présent "par un groupement véritablement représentatif" au sein de la Fédération nationale; au troisième, que c'est "la Fédération Libérale de la Province de Québec (qui) représente vraiment tous les libéraux de la Province de Québec"; au dernier, que les délégués à la Fédération nationale durent être "désignés par la Fédération Libérale de la Province de Québec". Le processus de "démocratisation" de la FLP, si peu avancé était-il à cette époque de crise, était déjà en avance sur celui de la Fédération nationale. Ce procédé d'affiliation, prôné par la Fédération de la province "pas comme les autres", n'était un acte de fidélité inconditionnée. Au contraire, et la prévision en est facile pour qui connaît "le reste de l'histoire", il portait en germe, la promesse d'une distinction, sinon d'une dés-affiliation, des deux niveaux fédératifs du libéralisme québécois. Les facteurs "biculturel" et, encore moins, "bilingue" n'apparaissaient déterminants, du moins pas au sens strict. Malgré les signes précurseurs de crise, l'ambiance du congrès fut plus calme et ses résultats, qu'il convient de ne pas exagérer, furent peut-être plus positifs qu'aux deux derniers congrès précédents. La situation de minoritaires est peut-être, chez les partis politiques, "le commencement de la sagesse..."





## CHAPITRE II

### DE L'AFFILIATION DES DEUX FEDERATIONS (1957) A L'ELECTION QUEBECOISE DE JUIN 1960

6.- S'il fallait donner à cette période d'octobre 1957 à juin 1960 une étendue relative à l'importance des événements canadiens et québécois qui s'y déroulèrent, ce chapitre ferait éclater les cadres de notre étude. Mais la perspective exacte et plus restreinte de notre sujet nous commande des développements moins élaborés que si nous traitions de l'évolution politique globale du Canada.

La période commence par un congrès libéral plénier, le fédéral en janvier 1958, qui choisit M. Pearson comme leader contre M. Paul Martin, précédant de peu l'élection de mars 1958 qui vit la victoire écrasante de M. Diefenbaker, dépassant, pour la première fois de notre histoire politique, le cap des 200 sièges aux Communes (dont 50 sur 75 dans le Québec: fait aussi sans précédent) et qui à vrai dire, produisit des effets d'ahurissement à travers tout le Canada. Puis ce fut le congrès plénier du parti libéral provincial, d'abord prévu pour le mois de mars 1958, mais qui fut, à cause de l'élection fédérale, ajourné aux derniers jours de mai, et dont M. Jean Lesage sortit grand vainqueur sur MM. Paul Gérin-Lajoie, René Hamel et Aimé Fautoux. Ce congrès était à peine terminé qu'éclata, grâce aux révélations éclatantes du Devoir à la mi-juin, le "scandale du gaz naturel" dans le Québec compromettant un grand nombre de ministres de l'Union nationale. Jamais, avec l'éclatement de ce scandale, ce parti et son chef ne furent autant mal en point et s'accréditèrent même des rumeurs d'élection précipitée dans le Québec. Et avant même que ne se tint à l'automne le 4<sup>o</sup> congrès annuel de la Fédération libérale du Québec (1) au début de cette même année 1958, déjà une autre force politique potentielle commençait à s'affirmer sur le plan provincial: c'est la Ligue d'Action civique du maire Jean Drapeau, battu à l'automne précédent par le sénateur libéral, stigmatisé de l'épithète de "collabo" par les "francs libéraux", M. Sarto Fournier. Pendant ce temps, une grande partie de l'intelligentzia québécoise s'était groupée à l'enseigne du "Rassemblement", qui agissait moins comme une "catharsis" politique que comme une espèce de "salle d'attente" pour d'éventuels "engagements" politique (2).

L'événement marquant de l'année 1959, fut évidemment la mort de M. Duplessis, et, selon l'expression de quelqu'un, ce fut "la plus importante crise cardiaque depuis la Confédération". Commença alors les "Cents-jours" de Paul Sauvé, mort prématurément à la tâche, auquel allait succéder M. Antonio Barrette qui perdit l'élection du 22 juin 1960. L'arrivée au pouvoir du parti libéral, avec M. Jean Lesage, inaugurait une ère



nouvelle, avec une situation politique totalement renversée pendant trois ans: les conservateurs sont au pouvoir à Ottawa et les libéraux à Québec. L'évocation de cet événement clôra notre chapitre. Dans cette cascade de faits politiques aussi importants les uns que les autres, nous essaierons de ne pas perdre notre "fil directeur": les attitudes et comportements réciproques des libéraux fédéraux et de leurs frères québécois qui oeuvraient dans l'arène provinciale.

Durant l'intermède de deux élections fédérales de 1957 et de 1958, M. Jean Lesage apparaissait le député canadien-français le plus influent dans les rangs de l'opposition libérale, enlevant même la "vedette" dans la presse au leader officiel récent, M. Lionel Chevrier. Dans les rumeurs qui circulaient autour de la succession de M. Lapalme, son nom revenait avec une constance plus grande que celui de quiconque (d'origine "fédérale" ou "provinciale"). Mais sa qualité de "fédéral" ou de "fédéraliste" était le plus sérieux reproche que pouvaient lui faire les "provinciaux" autonomistes qui arguaient de l'hypothèque qui avait gêné M. Lapalme devant M. Duplessis, à cause de ses antécédents outaouais. Pendant cette période, M. Lesage fut sollicité de façon de plus en plus pressante; mais il niait de façon catégorique qu'il songeait à présenter sa candidature au poste de leader du parti provincial. De plus, il joua son rôle fédéral jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'élection de mars 1958, qui s'annonçait mal pour son parti, tenant à se faire ré-élire dans son comté de Montmagny-Islet pour la cinquième et dernière fois. Se confirmait d'éclatante façon sa réputation de travailleur acharné, de rude "campagner" et de "vote-getter" (4) peu de temps avant de "se lancer dans l'arène provinciale" - selon le lieu commun - et de se porter candidat à la succession de M. Lapalme au congrès plénier du parti libéral du Québec à la fin de mai.

Il joua le rôle fédéral jusqu'au bout non seulement aux Communes, dans des tournées ou au sein de l'organisation fédérale, mais encore, en sa qualité de plus jeune membre de l'ancien ministère Saint-Laurent (5), il s'était fait le porte-parole officieux fédéral auprès des jeunes libéraux du Québec. Il disait aux jeunes libéraux du Québec, à leur tumultueux congrès à Sherbrooke à l'automne 1957: "Chose certaine, la participation des jeunes aux activités du parti devrait être plus intense. Nous aurons, au milieu de janvier, un congrès national. Est-ce que cette réunion extrêmement importante ne serait pas une occasion toute désignée pour étudier la question et promouvoir des propositions de nature à assurer une liaison plus étroite entre, d'une part, les dirigeants du parti et, d'autre part, les jeunes qui, avec leur esprit largement ouvert, leur sens critique aiguisé, leur imagination constructive, ne demandent pas mieux que d'assurer le succès de la cause fédérale?" Et après un éloge bien senti de M. Saint-Laurent (6), il établissait ainsi le critère du choix d'un nouveau chef -





situation ou il allait se trouver à peine quelques mois plus tard: "La réponse à donner par chaque libéral est à la question suivante: 'Quel est l'homme qui, suivant ma conscience et mon jugement, est le plus susceptible de faire triompher les principes du libéralisme. Quel est l'homme qui est le plus en mesure de suivre la digne tradition de Laurier, King et Saint-Laurent" (7).

En effet, à la fin de 1957, le leadership libéral était devenu soudainement vacant par suite de la décision que M. Saint-Laurent annonça lors de son premier discours comme chef d'opposition aux Communes. Les biographes et les historiens de l'histoire politique récente éclairciront probablement un jour les circonstances exactes de sa démission "volontaire". Des passages sibyllins de ce discours donnaient quelque crédit aux rumeurs qu'on l'avait plutôt "pressé" à donner sa démission: "Je vous assure qu'il ne m'a pas été facile d'en venir à la conclusion qu'il me faudrait renoncer à la responsabilité de diriger mon parti si peu de temps après son premier revers. J'en suis cependant parvenu à considérer que si, comme on me le faisait comprendre, l'état de ma santé (?) risquait de ne pas me permettre de diriger efficacement le parti au cours d'une nouvelle campagne d'élections générales, il importait au plus haut point, dans l'intérêt de l'efficacité du parti libéral, au sein de notre régime parlementaire et par conséquent dans l'intérêt du pays, que la direction soit assumée par un chef jouissant de la santé et de la vigueur nécessaire à l'accomplissement de cette mission" (8).

"Une fois cette décision prise, et j'étais naturellement le seul à pouvoir la prendre, il m'a paru qu'il convenait d'en faire part à la nation sans retard et j'ai donc décidé qu'il devait en être ainsi" (9).

Une fois disparus de la scène politique, MM. Duplessis et Saint-Laurent qui, du point de vue québécois, en assumaient toute la réalité aux deux niveaux fédératifs, les questions du "biculturalisme" politique cesseraient de se poser avec peut-être la trop belle simplicité d'hier encore. Dans les "travées sombres" de l'Opposition, menacés d'un déclin accéléré prévisible après de si longs succès continus, les libéraux fédéraux, comme pour effacer le souvenir des "pactes de non-agression", se trouvaient à l'aise pour dénoncer les nouveaux "pactes d'assistance mutuelle" entre les Conservateurs et les députés de l'Union nationale: "J'affirme, disait à l'automne 1957 M. Chevrier, que sans l'appui actif du parti de l'Union nationale de M. Duplessis, il n'y aurait pas un seul député conservateur de langue française du Québec actuellement à la Chambre des Communes ... Borden avait tenté, en 1911, de concilier - sans succès - les deux tendances opposées du parti conservateur. En 1957, il n'y a eu aucune tentative réelle de concilier ces deux tendances" (10).

Les libéraux fédéraux avaient à choisir entre deux candidats de grand prestige: MM. Lester B. Pearson et Paul Martin. Personne, même chez les Canadiens français, n'était



insensible au prestige international du "Prix Nobel de la Paix". Mais M. Martin, en sa personnalité même d'Irlandais catholique bilingue venant du Canada anglais était une espèce de Louis Saint-Laurent inversé. Les qualités politiques et "politiciennes" des deux hommes mises à part, ces deux candidats présentaient quelque chose de plus qu'eux-mêmes (11). La tradition de l'alternance ethnique des chefs libéraux était une espèce de règle de jeu imposé dont on ne pouvait totalement faire abstraction. Mais, comme l'écrit un observateur avisé de la vie politique canadienne, Normand Ward, "whatever the validity of the tradition that alternates the Liberal leadership between French and English Canada (and that was briskly challenged in 1958), it would appear to be established that one excellent way of ensuring that one will not rise to the top of the Liberal party is to start at the bottom... If it were conceded that the alternation had become an established party tradition, then anyone like Mr. Martin, a Catholic from English-speaking Canada, would be permanently disqualified from the Liberal Leadership. Mr. Pearson's forces were of course not averse to having the tradition favourably spoken of, but were not disposed to make too much of it, largely because of the two and a half million Canadian Catholics who live outside Quebec, and the half million Protestants who live within it. Mr. Martin's supporters, facing the inescapable facts of party history, had to cope with the alternations that have already occurred. Although the convention as a whole presented an admirably united picture as far as the two great language groups were concerned, English-speaking delegates supporting both candidates tended to assume that Mr. Pearson's English-speaking Protestantism was the sole reason why delegates from Quebec would support it, in order not to lose Quebec's turn at the leadership after Mr. Pearson. Intelligent French Canadians not unnaturally found this cynical and patronizing, since it was potentially untrue. As one French-speaking commentator remarked, Mr. Pearson's background was not irrelevant, but in general French Canadian delegates favoured Mr. Pearson for the same reasons as English" (12).

Tout en annonçant sa candidature au poste de chef du parti libéral provincial, lors du congrès plénier prévu d'abord pour les 21 et 22 mars 1958, M. Lapalme annonçait sans commentaire qu'il n'irait pas au congrès de janvier à Ottawa, où il avait été invité comme délégué ex-officio à titre de chef provincial de parti (les journaux, le 11 janvier 1958). Le président d'alors de la Fédération québécoise, M. André Rousseau était porteur d'un message de son chef: "M. Lapalme, dont les idées généreuses et le dévouement sont une contribution importante à l'avancement du libéralisme canadien, adresse ses meilleurs vœux au 4<sup>e</sup> congrès plénier du parti libéral canadien et salue, plus particulièrement, la présence au sein de l'assemblée générale, de nombreux délégués de la province de Québec". Mais "l'Assemblée législative était en session, il a cru,





avec raison, que son devoir était de demeurer sur la première ligne de feu. Les députés libéraux au parlement provincial et les membres du comité directeur de la Fédération libérale provinciale ont entériné cette décision et je me devais de vous en faire part". Et M. Rousseau enchaînait naturellement avec un éloge de M. Saint-Laurent "dont le départ n'était pas sans emporter la reconnaissance de vos concitoyens, du Canada tout entier et du Québec en particulier" (13). Quant à M. Lesage, il fut la "vedette" canadienne-française du congrès, chargé, dès l'ouverture du congrès, de présenter le programme du parti pour une aide accrue à l'enseignement afin d'en arriver virtuellement à un système de gratuité (14) - objectif qu'il verra différemment quelques mois plus tard...

Comme il était naturel, les délégués du Québec s'appliquèrent à des résolutions pour promouvoir le bilinguisme et le biculturalisme: par la Fédération libérale du Québec, pour la traduction simultanée des débats à la Chambre des Communes - qu'accordera M. Diefenbaker - , pour l'émission de chèques bilingues; par l'Association libérale de Québec-Montmorency, pour l'adoption d'un drapeau "distinctif" - qu'accordera dans les circonstances dont on se rappellera et qu'il serait superflu de qualifier, par M. Pearson. La première de ces résolutions, présentée par un ancien président de la FLF, incitait les libéraux fédéraux "à continuer à mettre de l'avant le bilinguisme intégral". M. Jacques Vadeboncoeur, organisateur en chef du parti libéral fédéral dans la région de Montréal, présentait, en français, les résolutions adoptées par le Comité d'organisation politique dont la teneur générale visait à démocratiser, en le décentralisant, l'appareil de l'organisation outaouaise. La résolution demandait d'"attacher une importance spéciale à l'amélioration des relations entre les organismes provinciaux et fédéraux, à l'aide et à l'avancement des organisations provinciales", et d'"accentuer l'importance du Conseil Consultatif National comme reflet de l'opinion du parti au moyen de réunions annuelles au cours desquelles on tiendra l'élection des officiers et on nommera les chefs libéraux des provinces membres ex-officio du Comité Consultatif"; d'"apporter un plus grand soin à établir une liaison entre les divers secteurs du parti et à maintenir la libre circulation des opinions et de l'information, du bas en haut de l'échelle"; de "reconnaître la nécessité d'une liaison entre les organisations libérales provinciales et leurs dirigeants en ayant recours à des consultations fréquentes".

Mais la résolution qui fit parler le plus ne fut pas incluse dans le rapport présenté au congrès plénier, grâce à la fiction procédurale qu'il ne s'agissait pas d'"organisation", mais bien de "régie interne". Le président de la Fédération québécoise, M. André Rousseau donna toutefois lecture de la résolution (15) appuyé par son prédécesseur à la présidence, M. Jean-Paul Grégoire. Le lecteur le pressent sans doute déjà, il s'agit d'une résolution demandant le règlement du cas des députés "collabos"



avec l'Union nationale... Cette "résolution" était en fait un ensemble constitué de trois résolutions, distinctes mais complémentaires, relatives à 1<sup>o</sup> la structure du parti, 2<sup>o</sup> l'unité d'action de tous les libéraux de la province de Québec, 3<sup>o</sup> au respect de la démocratie au sein de notre parti. Le premier tiers de la résolution rappe-  
lait en "ATTENDU QUE" "les partis libéraux provinciaux doivent constituer la base du Parti libéral canadien" (16), et stipulait:

"IL EST RESOLU:

"a) - QUE les associations libérales fédérales fondées à l'échelon des comtés soient intégrées aux associations locales déjà affiliées à la Fédération Libérale Provinciale et que, là où la géographie des comtés fédéraux nécessite une association élargie, qu'on procède par l'ins-titution de comités locaux au sein desquels les associations de comté déjà reconnues par la Fédération Libérale Provinciale, et l'organisation libérale locale, pourront travailler dans l'harmonie et l'unité;

"b) - QUE les quelques députés fédéraux qui, par une opposition constante à la Fédération Libérale Provinciale et aux associations affi-liées, compromettent la démocratie au sein du Parti libéral soient im-médiatement rappelés à l'ordre."

Quant aux députés "collabos" le texte entier se lisait comme suit:

"ATTENDU QUE les libéraux du Québec, représentés à ce congrès plé-nier par les délégués des comtés et d'une façon générale par les dé-légués de la Fédération Libérale Provinciale, souhaitent l'unité dans les rangs comme dans l'action du Parti libéral;

"ATTENDU QUE cette unité d'action et même de doctrine ne pourra exister aussi longtemps que des personnes en commande, des candidats, des députés portant l'étiquette libérale continueront de collaborer tacitement ou ouvertement, ou de sympathiser ou de pactiser d'une façon ou d'une autre avec un parti adversaire, notamment avec l'Union Natio-nale, dans la province de Québec;

"ATTENDU QUE cette collaboration entre soit-disant libéraux fédéraux et chefs de file, candidats ou députés de l'Union Nationale est un fait notoire dans un trop grand nombre de comtés dans le Québec;

"ATTENDU QUE les responsables de l'Organisation libérale fédérale dans le Québec ont refusé ou n'ont pu agir jusqu'ici pour régler le problème malgré les nombreuses démarches faites par le Parti Libéral provincial - et plus particulièrement par la Fédération Libérale Pro-vinciale;

"IL EST RESOLU:

"QUE les quelques députés fédéraux qui collaborent tacitement ou ou-vertement avec l'Union Nationale, soient exclus du caucus libéral de la Chambre des communes."

De même, le troisième tiers de la résolution concernant "le respect de la démocratie au sein de notre parti", mérite d'être cité in extenso:

"ATTENDU, d'autre part, que le Parti libéral se doit de reconnaître le droit démocratique aux militants libéraux de choisir librement leurs candidats à toute élection;





"IL EST PROPOSE par la Fédération Libérale Provinciale du Québec et approuvé par ce présent congrès plénier:

"QUE tout candidat à la députation ne reçoive l'investiture officielle du Parti que s'il est le choix d'un congrès ou d'une convention dûment convoquée, là où elle existe, par l'Association libérale locale affiliée à la Fédération Libérale Provinciale et à laquelle peuvent participer tous les libéraux du comté.

"Il est de plus résolu que les dirigeants et responsables de l'Organisation libérale fédérale soient requis de former un comité composé de leurs représentants accrédités et des membres de l'Exécutif de la Fédération Libérale Provinciale du Québec avec mission:

"a) - de rédiger des règlements touchant toutes les procédures à suivre pour la tenue d'une convention;

"b) - d'étudier et de régler si possible, tout problème se posant dans le comté ou à l'échelon provincial, de nature à nuire à l'unité libérale.

"En soumettant cette résolution, la Fédération Libérale Provinciale ne vise qu'au respect de la démocratie au sein du Parti Libéral et qu'à l'unité d'action de tous les militants libéraux."

Ces textes n'exigent aucun commentaire, tant ils sont clairs. Craignant les "remous" d'un débat orageux, ou même les aléas d'un vote, où les délégués québécois étaient a priori minoritaires, les proposeurs de la résolution triple se contentèrent que le "message" soit livré, que "le problème" québécois soit posé devant la plus haute instance libérale du pays.

7. - C'est au président de la Fédération libérale du Québec que M. Lapalme remit sa démission et auquel il demanda de convoquer un congrès plénier pour le choix d'un (nouveau) chef. On hésite avant d'écrire "nouveau" chef, car il apparut assez tôt que M. Lapalme pourrait lui-même se porter candidat au poste qu'il rendait vacant. Voyant son leadership contesté depuis son retour de juin 1957 (après une longue retraite d'un an pour cause de maladie, suivant la défaite du 20 juin 1956), M. Lapalme avait déjà remis trois fois sa démission qui avait toujours été refusée par le Conseil suprême de la Fédération. Il semble que ce soit le "coup" du congrès des Jeunes Libéraux à Sherbrooke (malgré le vote unanime de confiance de la FLP, peu de temps après, à son congrès de novembre 1957) qui décida M. Lapalme à convoquer un congrès plénier. Aucune règle écrite ne l'empêchait de se succéder à lui-même. Mais le leader et les "lapalmistes" n'étaient pas prêts à remettre la direction du parti à "n'importe qui". Au sein du parti, se dessinaient les candidatures de M. René Hamel, chef intérimaire de l'Opposition, de M. Paul Gérin-Lajoie, brillant avocat mais battu deux fois (17) dans son comté de Vaudreuil-Soulanges. Des rumeurs circulaient sur une candidature imprévue de M. Jacques Vadeboncoeur, organisateur en chef du parti fédéral, ou de



André Montpetit, qui n'avait jamais fait de "politique active". Du côté des fédéraux, certains prônaient la candidature des ex-ministres Roch Pinard et Louis-René Beaudoin. Mais les deux solutions "extérieures" (18) dont on parlait le plus étaient MM. Jean Lesage et Jean Drapeau: des supporters fervents des deux hommes arguaient de leurs qualités politiques qui, selon eux, transcendaient, chez l'ex-ministre, son long passé fédéraliste, chez l'ex-maire de Montréal, ses combats nationalistes et anti-conscripti-  
onnistes du temps de la guerre. Quant à M. Lesage, nous avons déjà cité son refus de se porter candidat au leadership provincial (cf. no précédent); et M. Drapeau se tenait coi trouvant étrange de se voir à la tête d'une cohorte "libérale", même provinciale, même pour prendre sa revanche contre M. Duplessis qui avait eu sa tête à la mairie de Montréal, grâce à la connivence active du sénateur libéral et très "collabo", M. Sarto Fournier. Le 18 novembre 1957, le journaliste Pierre Laporte intitulait un article: "Si M. Lapalme veut demeurer chef, il y parviendra assez facilement dit-on" et citait un "libéral éminent de Montréal": "Il n'y a pas un seul libéral qui arrive actuellement à la cheville de M. Lapalme comme capacité intellectuelle. Comme politicien, il a prouvé qu'il pouvait être excellent. Il s'est donné sans compter pour la cause libérale et il mérite de rester chef". En annonçant la tenue du congrès, M. Lapalme disait, un peu à la façon d'un défi: "La porte est grande ouverte à ces personnes si elles désirent être candidates au poste de chef du parti libéral dans la province de Québec. J'ajouterais qu'il est de l'intérêt de ces personnes de faire connaître le plus tôt possible leurs intentions à ce sujet" (19).

C'est le 10 janvier 1958 que M. Lapalme annonça qu'il posait sa candidature au congrès plénier qu'il avait lui-même convoqué; le même jour, M. Lesage niait catégoriquement la nouvelle de sa candidature. Onze jours plus tard, M. Gérin-Lajoie, qui avait d'abord déclaré attendre la décision de M. Lapalme (21) laissait entendre qu'il serait candidat, ce qui allait être confirmé le 10 février suivant, tout en demandant que le congrès plénier convoqué pour les 21 et 22 mars, peu de jours avant l'élection fédérale déclenchée par M. Diefenbaker. "Mon geste, déclarait M. Gérin-Lajoie, ne diminue en rien le respect, l'amitié et l'admiration que j'ai pour M. Lapalme"; et "je suis le premier à reconnaître le travail qu'il a fait comme chef de notre parti, les énergies qu'il a consacrées à la tâche, laissant à la besogne une part importante de sa santé" (22). Pendant ce temps, c'était devenu un "secret de Polichinelle" que M. Lesage ne se présenterait qu'à la condition du retrait de M. Lapalme. Ce qui s'est passé entre les deux hommes et leurs partisans respectifs est hors de notre propos en plus d'excéder nos moyens d'information (23). M. René Hamel fut le dernier des trois candidats à poser sa candidature au congrès, dont la date fut reportée finalement aux 30 et 31 mai 1958. Nous n'avons pas à retracer le détail





de la campagne des trois candidats. M. Lesage devait faire "oublier" en quelque sorte ses antécédents strictement fédéralistes par ses dons de leadership et sa réputation d'invincibilité électorale. Sa qualité d'ancien député du Bloc Populaire aux Communes était garant de l'"autonomisme" (ou du "provincialisme") de M. René Hamel. Quant à M. Gérin-Lajoie, le premier des huit points de son programme était de "faire du parti libéral provincial un parti authentiquement provincial" (24).

Il est toutefois un peu paradoxal qu'au moment où le parti provincial du Québec était en processus d'"autonomisation" progressive, il ait fait appel à un ministre fédéral pour lui confier son leadership. Et ce choix se fit d'une façon non équivoque: 630 voix pour M. Lesage, 145 pour M. Gérin-Lajoie, 97 pour M. René Hamel, 1 pour M. Aimé Fauteux (25). La carrière de M. Lesage avait jusqu'à maintenant suivi la ligne d'une remarquable progression continue: élu à 33 ans pour la première fois en 1945, député de Montmagny-L'Islet; réélu à l'élection de 1949, il est nommé l'année suivante co-président du Comité des Pensions de Vieillesse et membre de la délégation canadienne à l'Assemblée générale des Nations Unies; en 1951, il devient assistant-parlementaire du Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, M. Pearson, et représente cette même année le Canada au Conseil Economique et Social à Genève; en 1952, il préside la conférence internationale de la Commission de l'Assistance Technique à Paris et dirige la délégation canadienne à une autre réunion du Conseil Economique et Social de Genève; l'année suivante, avant d'être réélu pour une troisième fois, il avait été nommé assistant-parlementaire du ministre des Finances; toujours cette même année, à l'âge de 41 ans et cadet du ministère, il est nommé ministre des "Ressources et du Développement", département qui sera transformé quelques mois plus tard en ministère des "Affaires du Nord et des Ressources nationales"; enfin, il remportera de haute lutte la victoire dans son comté de Montmagny-L'Islet aux élections de 1957 et de 1958. Le nouveau chef du parti libéral provincial avait un "record" strictement fédéraliste et même internationaliste. Nous avons déjà rappelé que, peu de temps auparavant, au congrès plénier d'Ottawa, il avait lui-même présenté le programme du parti libéral en matière d'aide à l'enseignement - sujet particulièrement délicat du point de vue constitutionnel et, depuis plusieurs années, fort controversé.

La chronique du congrès n'est pas l'objet de notre propos. Rappelons quelques faits utiles à l'intelligence de développements à venir: M. Lesage s'était engagé, si le scrutin lui était favorable, de démissionner dans les huit (8) jours - ce qu'il fit; il demanda à M. Lapalme de "continuer à diriger l'Opposition à l'Assemblée législative tant et aussi longtemps que je n'y serai pas entré" (26); bien que le discours de M. Gérin-Lajoie ait entraîné un "incident" (27) estimé malheureux, l'avocat



montréalais, se faisait le porte-parole des candidats battus pour proposer un vote à l'unanimité pour l'élection de M. Lesage. C'est, moins le thème de l'union des libéraux, que celui du regroupement, au sein du parti libéral, des éléments d'opposition ou duplessisme que développa M. Lesage. Pourtant "les éléments d'opposition au régime ne manquent pas présentement dans la province. Ils sont légion! Notre tragédie, qui n'est pas sans comparaison avec celle de la France (28), c'est que ces éléments d'opposition sont isolés les uns des autres et que certains d'entre eux acceptent trop facilement de poursuivre leur action en marge des partis politiques existant (29) ... Je tiens à affirmer aux membres et aux dirigeants de ces groupements qu'il n'y a rien d'incompatible - (bien au contraire) - entre les différents objectifs qu'ils recherchent et les principes que le parti libéral veut appliquer. Je puis leur garantir qu'ils trouveront dans le parti libéral un climat de liberté qui leur permettra toujours de faire valoir leurs idées et les réformes qu'ils préconisent." Relevons encore cette dernière phrase: "Je n'ai pas l'intention de répéter ce que j'ai déjà dit au cours de ma tournée à travers la province en ce qui concerne la décentralisation de l'organisation politique et financière du parti" (30).

8. - M. Lesage était à peine installé à la direction du parti que la chance le servit fort opportunément: Le Devoir dévoilait à la mi-juin ce qu'on allait désormais appeler le "scandale du gaz naturel", mettant en cause plusieurs ministres de l'Union nationale. M. Lesage sut profiter avec habileté de cette occasion si hâtive et, à vrai dire, inespérée pour porter de durs coups à l'Union nationale. M. Duplessis, visiblement furieux, boudera la presse pendant plusieurs semaines et ira même jusqu'à expulser d'une conférence de presse un journaliste du Devoir. Cette affaire aura son prolongement dans l'enquête de la Commission Salvais, établie peu de temps après l'arrivée au pouvoir de M. Lesage en 1960, et qui "incriminera", entre autres ministres de l'Union nationale, M. Daniel Johnson. Deux ans après les remous créés par la lettre des abbés Dion et O'Neill sur l'immoralité électorale au Québec, rendue publique une couple de mois après l'élection du 20 juin 1956, une nouvelle fièvre politique s'emparaît du Québec, que surchauffait le nouveau chef du parti libéral en demandant des élections générales. De l'avis des observateurs, c'était un second "faux pas" vers le fatal déclin de l'Union nationale. Selon le journaliste Richard Daigneault de la Presse canadienne, "ces manoeuvres rapides ont eu pour effet de mettre le leader libéral en vedette plus qu'il ne l'avait jamais été en plusieurs années de ministère à Ottawa... (Car) dans la politique provinciale, il est un nouveau-venu ... Il ne s'en est pas moins acquis une renommée certaine en deux mois d'activité à peine. Les efforts qu'il a faits afin de se mêler le plus possible aux foules qui venaient l'entendre et l'attitude qu'il a adoptée sur les tribunes lui ont gagné de nouveaux amis et ont sensiblement atténué la mauvaise répu-





tation de 'snob' qui lui était donnée" (31). Sous l'aspect inter-ethnique, "ce qui vient de se produire dans Québec peut fort bien marquer la fin d'une ère politique", écrivait Leslie Roberts. Car, "cela fait partie des mythes essentiels des Canadiens de langue anglaise que la politique dans Québec est une sale affaire. En prenant pour acquis que cela est vrai, il semble que les différentes attitudes entre les deux provinces industrielles sont faciles à analyser. En Ontario, les gens qui 'ne sont pas dans la politique pour leur santé' comme on le dit en langage courant, font passer leur intérêt personnel avant le bien public, avec une moue de pitié beaucoup plus prononcée que dans Québec. Dans cette province, au moins, on ne mélange pas la corruption et l'hypocrisie" (32).

Dès avant l'élection de M. Lesage à la tête du parti libéral, M. Jean Drapeau avait commencé une campagne de moralité publique et d'éducation civique à la grandeur de la province. La Ligue d'Action civique, qui avait été l'arme de son élection à la mairie de Montréal en 1954, élargissait ses cadres, suscitait la création de ligues semblables un peu partout dans la province et établissait des liaisons entre elles dont elle était la tête inspiratrice. Les conférences percutantes de M. Drapeau avaient un retentissement considérable et étaient généreusement rapportées par la presse (33). L'écart entre le passé de M. Drapeau et la tradition libérale, même renouvelée par l'idéalisme de M. Lapalme, était trop considérable pour que le premier fût considéré, et se considère, un candidat plausible au leadership des libéraux québécois. Mais nombre de partisans des deux formations souhaitaient, à défaut d'une entente, une coordination des efforts (34). Certains évoquaient même le tandem Duplessis-Gouin de 1935 qui préluda à l'écrasement du régime Taschereau l'année suivante. Mais MM. Lesage et Drapeau étaient au moins aussi différents que les chefs des Unionistes d'alors - "union" qui tourna à l'avantage de qui l'on sait. M. Drapeau menait sa campagne de façon systématique, tenant la dragée haute, se refusant à toute ouverture de dialogue. Par la grâce des ministres de l'Union nationale compromis dans l'affaire du gaz naturel, M. Lesage, faisant montre d'une combativité efficace et qui se multipliait partout, paraissait aussi être un chevalier des réformes civiques et de la moralité publique. Ce fut lui qui fit la première "ouverture" déclarant le 5 août 1958: "Je désire fermement que nous trouvions, au plus tôt, une formule qui nous permettra de combiner nos forces afin d'écraser à tout jamais la machine duplessiste et de donner à la province une politique qui réponde à nos aspirations" (35).

Mais il était impliqué que la "formule" se trouverait, sinon à l'intérieur des cadres libéraux, du moins en s'y rattachant selon un mode qui resterait à trouver car "le parti libéral est présentement le dénominateur commun de tous les groupes



d'opposition (36), le canal par lequel se manifeste la colère du peuple contre l'Union nationale. Il n'y a pas d'espoir de succès pour les groupes d'opposition en dehors du parti libéral. Isolés, leurs efforts ne pourraient qu'aboutir à la division des éléments politiques les plus sains de la province" (37).

Quelques semaines plus tard, la LAC de Montréal annonçait une nouvelle qui fit l'effet d'une bombe. Sous la signature de son secrétaire-trésorier, M. J.-Z. Léon Patenaude, elle déclarait envisager "la possibilité de former un nouveau mouvement politique". Voici le texte du communiqué officiel dont le laconisme était sans doute calculé - à la façon d'un premier coup de sonde en grande profondeur: "Réunis à Montréal le 18 août 1958, sous l'égide de la Ligue d'action civique et de son président honoraire Me Jean Drapeau, 47 citoyens éminents, venus de toutes les régions de la province et de tous les milieux sociaux, ont décidé d'étendre à l'ensemble du Québec un effort de renouveau politique, de restauration démocratique et d'honnêteté administrative.

"Alarmés par la détérioration continue de l'Etat provincial et conscients d'un réveil significatif de l'opinion publique dans la province, ils reconnaissent l'urgence d'une entreprise de rénovation dans tous les domaines; constatant d'autre part l'impuissance des formations politiques traditionnelles à offrir un programme à la mesure des besoins actuels, ils envisagent la possibilité de former un nouveau mouvement politique, dont l'objectif sera de doter la province de Québec d'un régime de libération sociale, de progrès économique et d'expansion culturelle.

"Aussi, ils invitent tous les citoyens à se grouper dans les cadres de la Ligue d'action civique qui étend son action à toute la province, en vue de hâter l'application démocratique d'une doctrine de salut public" (38).

Le commentaire le plus bref fut celui de M. Duplessis: "Je n'ai pas lu cette nouvelle" (...). Le communiqué du parti PSD déplorait que "le Parti Drapeau" ait été fondé que par "47 citoyens éminents" et y voyait "l'impuissance des formations politiques traditionnelles à offrir un programme à la mesure des besoins actuels." M. Lesage, qui déclarait avoir lu le communiqué de presse de M. Patenaude, déclarait toujours vouloir trouver un terrain d'entente avec la LAC dans un communiqué écrit qu'il lut à une conférence de presse. Après avoir noté qu'"il ne semble pas y avoir eu de déclaration de M. Jean Drapeau lui-même qui a présidé la réunion", et que "M. Patenaude, dans une déclaration faite à la radio le midi, a tenu à préciser qu'elles ("les 47 personnes, citoyens éminents") n'agissaient qu'en leur nom personnel", M. Lesage soulignait les mots: "envisagent la possibilité". Il ajoutait encore: "Le Parti libéral provincial est en réalité une formation politique existante qui veut un renouveau politique, une restauration démocratique, l'honnêteté administrative, la libération sociale, le progrès économique et l'expansion culturelle... Je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit à l'effet que la doctrine mise





de l'avant par les ligues d'action civique concordent avec celle du parti que je dirige". Et il terminait en répétant sa déclaration (citée plus haut) du 5 août. Pendant que persistaient des rumeurs plausibles, mais assez peu fondées (39) que M. Duplessis déclencherait une élection générale, puis, seulement quelques élections partielles dans les "comtés sûrs", les éditorialistes évaluaient les chances et risques d'une entente Lesage-Drapeau (40). La collaboration Lesage-Drapeau n'allait se produire que beaucoup plus tard, avec comme "troisième homme", M. Diefenbaker, puis M. Pearson - chacun à leur niveau respectif de gouvernement dans l'élaboration tripartite du projet conjoint et très a-politique de l'Exposition Universelle de 1957 (41).

9. - Après une tournée de cinq mois suivant son élection comme leader provincial, M. Lesage, dans les circonstances favorables qui viennent d'être dites, apparaissait de plus en plus une figure authentiquement provinciale, et, en langage d'argot sportif, un sérieux "match" pour M. Duplessis. Le premier ministre n'avait jamais affronté des attaques aussi continues et dont plusieurs portaient, précisément, sur le point faible de la vieille armure de l'Union nationale. Alors que M. Drapeau avait déjà commencé à occuper un terrain vacant dans les premiers mois de 1958, M. Lesage le rattrapera graduellement à partir du mois de juin. Et surtout, il avait l'avantage de pouvoir compter sur l'infrastructure d'un parti politique qu'il s'agissait de re-vivifier, de ranimer en certaines régions. Il trouvera le problème déjà ancien, mais non encore liquidé des "collaborateurs" avec l'Union nationale. Les ayant déjà dénoncés, il sembla jongler avec l'idée d'une politique d'amnistie au début de septembre 1958; il n'envisageait pas, en particulier, l'exclusion du maire de Montréal, M. Sarto Fournier, son ancien collègue aux Communes, avec lequel, toutefois, aucun lieu particulier ne l'attachait. L'effort de regroupement d'éléments d'opposition au duplessisme n'ayant guère donné de résultats, il développa plutôt le thème de l'unité du parti. Libéraux d'Ottawa et de Québec étant simultanément plus faibles qu'ils ne l'avaient jamais été, on pouvait soutenir que ce n'était guère le moment de pratiquer une politique d'épuration. Mais comme preuve de son désir sincère de démocratisation, M. Lesage décidait de rendre compte annuellement de son mandat, devant chaque congrès de la Fédération, et de demander, conséquemment, un vote de confiance aux délégués de la Fédération provinciale. "J'inaugurerai cette procédure au congrès de novembre prochain, et je la respecterai, et c'est peut-être ce qui est le plus important, une fois que je serai premier ministre de la province" (42). Cette innovation audacieuse ne pouvait être que le fait d'un chef qui, ayant le vent dans les voiles, a foi dans sa bonne étoile - car c'était



créer volontairement une situation de risque pour toutes sortes d'aléas démocratiques...

Mais, au fur et à mesure qu'approchait la tenue du congrès d'automne, il fit adopter une attitude plus ferme sur la question des "collabos", d'autant plus qu'il ne fallait pas donner des armes aux "drapistes". Au début d'octobre, il remettait une déclaration à la presse au sujet du sort éventuel qui serait fait au "collabo" type, le maire de Montréal:

"Je ne voudrais pas m'ingérer dans les affaires municipales de Montréal. Cependant, je vous dirai que j'ai été extrêmement surpris de l'attitude de M. Fournier qui devait, depuis son élection comme maire, se dévouer aux intérêts des citoyens de la cité de Montréal. Ces derniers sont les premiers intéressés à ce que la lumière se fasse complète sur ce que l'on est convenu d'appeler 'le scandale du gaz naturel'.

"Le vote de M. Fournier sur la motion présentée au Comité exécutif proposant d'appuyer la demande d'enquête royale soumise au lieutenant-gouverneur-en-conseil, m'a déçu.

"Il appartiendra aux libéraux, lors de leur congrès des 1er et 2 novembre prochain, de déterminer l'allégeance de certains citoyens qui se prétendent libéraux.

"Quant à moi, je n'ai qu'à réitérer ce que je déclarais à Ri-gaud le 24 août dernier:

"Je tiens à ce que l'on sache qu'en ma qualité de chef du parti libéral provincial je réproouve les agissements de ceux qui pactisent avec l'adversaire et qui participent à des groupes favorisant les intérêts de l'Union Nationale" (43).

Quelques semaines avant le Congrès annuel de la FLP (ou FLQ), récemment qualifié d'"états généraux du parti libéral provincial" par M. Lesage, les jeunes libéraux du district de Montréal tenaient leurs assises à Montréal. A l'instigation de leur président, M. François Aquin, l'accent était mis sur une philosophie renouvelée et active du libéralisme, sur des réformes radicales en matière d'enseignement: "Pour nous, la politique n'est pas une science de la conversation, mais profondément et résolument une morale"; et, de façon presque prémonitoire: "Le parti libéral sera le parti de l'éducation où il ne sera rien du tout" (44). A quelques jours de l'ouverture du congrès, M. Lesage reprenait à la télévision le thème du regroupement des forces oppositionnistes: "Le parti libéral est la seule force de cohésion, il est l'unique commun dénominateur des colères qui montent de partout contre un régime qui est devenu notre humiliation. Le parti libéral, c'est la seule option offerte à tous les véritables patriotes qui attendent un gouvernement digne de notre histoire". Reliant avec l'idée des "états-généraux du parti", le chef du parti maintenait, de façon qu'on aurait pu qualifier d'"astucieuse", la





distinction entre le Parti et la Fédération: "Je reconnais que cette assemblée est souveraine en toutes matières de son ressort" (45).

Le premier congrès de la Fédération, auquel participait M. Lesage, comme nouveau chef du parti, débuta par un hommage à la mémoire de Sir Wilfrid Laurier, voulant ainsi renouer avec une tradition imposante. Devant son monument au square Dominion, M. Lesage citait abondamment le discours classique jusqu'à l'usure du futur premier ministre de langue française du Canada, que le jeune Laurier prononçait à Québec en 1877. Il concluait en péroraison: "C'est en obéissant, dans l'élan de toutes nos énergies, à cette grande voix libérale qui nous vient aujourd'hui du passé, que nous pourrions remettre enfin notre province de Québec sur la route de son avenir".

M. Jean-Louis Gagnon, comme président de la Commission de la Propagande, faisait le point chronologique des événements politiques des quatre dernières années, dont l'enfilade serrée (46) expliquait en grande partie pourquoi "la Fédération ne pouvait pas tout faire, ne pouvait aller dans chaque comté porter ses messages, organiser des cadres là où c'était nécessaire et, également, tout en faisant une propagande politique, en s'occupant de la propagande des congrès, arriver toujours à faire une propagande sur le front de l'organisation. Il faut quand même avoir les yeux ouverts, se rendre compte que l'organisation des congrès, que des élections, ça demande du travail, ça exige une consommation d'énergie et une mobilisation constante des cadres". Mais la majeure partie du discours de M. Gagnon portait sur le thème de l'Union des Forces démocratiques, déjà amorcée et qui se posait au congrès: "Ce regroupement, je ne sais pas quelle forme il prendra. Il n'appartient pas à moi de le décider. Il appartient au parti libéral, et à moi comme militant du parti libéral, d'examiner le problème qui se pose, de me pencher sur lui, d'avoir le courage de le regarder en face". Et, cette vue de "prospective" en conclusion: "Si dans Québec, le parti libéral ne parvient pas à être le grand élément de la survie démocratique, il connaîtra le même sort que le parti libéral anglais, que le parti libéral belge, que le parti libéral italien et que le parti libéral français... C'est le seul message que vous devez remporter dans vos comtés; partout où vous travaillez, vous devez tendre la main; vous devez unir les forces autour du parti; vous devez unir les forces autour du parti; vous devez arriver à persuader vos amis, les gens avec lesquels vous travaillez, les gens de vos familles, qu'en 1960, nous allons jouer notre dernière carte" ... Ainsi le passé glorieux et le futur hypothétique se trouvaient réunis en un présent décisif.

Fut adoptée à l'unanimité, la résolution sur l'Union des Forces démocratiques, venue du parquet et présentée par M. Jean-Louis Gagnon. Selon le rapport officiel du



congrès elle se lisait comme suit:

"A l'heure où le parti libéral provincial se prépare à une élection générale et à la lumière des faits exposés ce matin (47),

"IL EST RESOLU:

"QUE soit formé un comité chargé d'étudier la conjoncture politique actuelle et la possibilité de réaliser l'Union des Forces démocratiques dans notre province avec mission de faire rapport au Conseil général de la Fédération Libérale Provinciale.

"QUE ce comité soit composé des personnes suivantes sous la présidence de l'honorable Jean Lesage, chef du parti libéral provincial:

"Le chef parlementaire de l'Opposition

"Le Président de la Fédération

"Le Président de la Commission politique du parti provincial" (48).

L'organe des "drapistes", Vrai, écrivait sous la signature de Jacques Hébert: "la résolution de Jean-Louis Gagnon n'a été adoptée à l'unanimité (en dernière minute!) qu'à cause de son caractère vague. 'Réaliser l'union des forces démocratiques...' D'accord, mais à l'intérieur du parti libéral se disait la grande majorité des délégués". Et pour ce journaliste, "il est impensable que les militants de l'Action civique, du P.S.D. ou de l'Union des créditistes deviennent, même pour 'battre' Duplessis, des militants libéraux" (49).

D'autre part, il était inévitable que des "francs-libéraux" soulèvent le cas du maire "collabo", M. Sarto Fournier. Sur proposition de M. François Aquin, fut adoptée "par la très grande majorité" la résolution suivante:

"ATTENDU QUE de nombreuses résolutions venant de toutes les parties de la province de Québec réclament que la Fédération provinciale, réunie en assemblée plénière, se prononce sur le cas de l'honorable Sarto Fournier;

"ATTENDU QU'il est notoire que l'honorable Sarto Fournier n'appuie pas la politique du parti libéral provincial;

"EN CONSEQUENCE, la Fédération Libérale Provinciale déclare ne plus considérer l'honorable Sarto Fournier comme libéral.

"QUE copie de cette résolution soit envoyée à la Fédération Libérale Nationale".

Ici encore, le directeur de Vrai ne se déclare pas volontiers satisfait:

"Le parti libéral qui a toujours été d'une tolérance étonnante à l'égard de ses mauvais sujets, s'est quand même résigné à exclure de ses rangs le sénateur-maire Sarto Fournier... un an après le complot Fournier-Duplessis pour renverser Drapeau-Desmarais". Et "le moins qu'on puisse dire, c'est que les libéraux ont le coeur solide et les réactions à retardement. Même à leur récent congrès, il s'est trouvé des libéraux notoires pour défendre le sénateur, innocente victime à leurs yeux. Enfin, l'opération a eu lieu et les libéraux peuvent maintenant être un peu plus fiers d'ap-





partenir à un parti ... qui ne compte pas Sarto Fournier parmi ses membres" (50).

L'angle de notre étude nous commande de porter une plus grande attention à cette résolution qu'à la précédente. S'épurant de l'intérieur, le parti devenait toutefois plus recevable par les autres forces démocratiques que la sienne. Mais il ne fut guère "reçu" par des éléments nouveaux. Seul, en "commando", M. René Lévesque, qui n'était pas membre du Rassemblement, ni de la LAC, mais "sympathique" au P.S.D., se risquera à tenter "l'hypothèse libérale" en 1960. Mais, auparavant, il y avait eu la grève de Radio-Canada de 1958-1959... En dépit de son intérêt très vif pour l'histoire politique récente des dernières années du duplessiste triomphant, il nous faut nous interdire l'analyse de cette situation, plus floue que complexe, qui constituerait une excroissance sur la ligne de notre développement (51).

Le congrès de 1957 avait voté l'affiliation à la Fédération libérale nationale. Celui de 1958, par la voix du président de la Fédération, M. André Rousseau, pouvait dire que maintenant "les libéraux du Québec, comme ceux des autres provinces canadiennes, participent maintenant à la vie et à l'orientation du parti libéral canadien. Non plus un ministre prestigieux, mais le secrétaire de la Fédération nationale, M. H. E. Kidd, était cette fois l'invité d'honneur, qui s'entendit dire: "It is a real pleasure and a great honour to tell you ... how much we are satisfied to be affiliated to the National Liberal Federation of Canada ... We all belong to the same liberal family". Une quinzaine de jours plus tard, les 17, 18, 19 novembre 1958, le Conseil consultatif national se réunissait à Ottawa. M. Lesage y participa et déclara aux délégués: "The wheels are now turning in Quebec. I have real confidence, with the permanent structure of the party which is the Quebec Federation and all its ramifications, that whenever Mr. Duplessis has the courage to call a general election he will dealt with" (52). Les roues allaient, en effet, tourner vite dans le Québec en 1959, mais pas au point où M. Lesage, ainsi que tout le monde, pouvait l'imaginer...

10. - Les trois quarts de l'année politique 1959 sont aujourd'hui effacés par l'événement inattendu qui la domine: la mort inopinée de M. Duplessis dans la quasi-solitude du Nouveau Québec. Depuis plus d'un quart de siècle, il avait, presque à lui seul, rempli la plus grande place de la politique du Québec et une grande place dans la politique canadienne par son antagonisme systématique à la politique constitutionnelle et fiscale d'Ottawa, moins que par la force de sa personnalité pittoresque (et, même, sympathique, au moins au début). Il était le personnage politique canadien le plus connu après le premier ministre du Canada. "L'époque nouvelle a commencé par la mort de Quelqu'un", écrira plus tard André



Laurendeau (53). M. Paul Sauvé, fils de l'ancien chef de l'opposition, Arthur Sauvé sous le long régime Taschereau, "enfant prodige" du parti (élu à 23 ans, le plus jeune président de la Chambre, le plus jeune ministre et premier responsable du nouveau département de la Jeunesse, etc...) était l'homme fort du cabinet. Il était aussi le seul, chuchotait-on, qui pouvait tenir tête au Chef et qui le fit effectivement dans les dernières années. Doyen de la Chambre après M. Duplessis, il venait à peine d'atteindre la cinquantaine. La transmission des pouvoirs se fit sans heurt, tout naturellement comme une "chose allant de soi"... Pendant les "Cent-Jours", de son règne, qui avait l'air d'une "Restauration" non précédée d'une révolution, il pratiquera la fameuse politique du "désormais..." - contradiction, par miettes et au jour le jour, du régime duplessiste dont il avait été pourtant solidaire dès les débuts.

Mais n'accélérons pas le rythme de l'évolution de cette année 1959, après avoir noté que la mort de M. Duplessis, survenant moins de deux ans avant la retraite de M. Saint-Laurent, allait modifier radicalement la vision politique des Québécois aux deux niveaux, fédéral et provincial. Pendant les trois-quarts de l'année 1959, non pas des événements, mais des processus, à déroulement lent et non complètement décisif, allaient occuper les observateurs et partisans politiques: 1<sup>o</sup> la montée en force de M. Lesage, bien sûr servi par le "scandale du gaz naturel" de l'année précédente, mais qui faisait preuve d'un dynamisme tout nouveau et contagieux auprès des partisans libéraux, mais aussi chez les autres citoyens, jusque là hésitants, mais nouvellement disponibles; 2<sup>o</sup> la "retraite" officieuse de M. Drapeau du plan provincial, pensant, pour le moment du moins, à prendre sa revanche contre M. Sarto Fournier, et cessant à lancer des coups de trompette pour un éventuel ralliement autour de son nom des forces oppositionnistes - ces deux processus étant interreliés et, suggérerions-nous, en hypothèse, le second étant, en partie, dépendant du premier (54); 3<sup>o</sup> l'échec d'un regroupement ou d'une "union des forces démocratiques" dans l'année précédant les élections de 1960.

En 1958, M. Drapeau avait fait des conférences retentissantes dans plusieurs villes du Québec, développant les thèmes du civisme et de la moralité publique avec à peine une pointe de "nationaliste", portant de durs coups au régime Duplessis, attaquant en particulier son "cabinet clandestin" (celui que dirigeait M. Gérard - "Gerry" - Martineau, conseiller législatif et trésorier du parti. Rassemblées en volume, ces conférences eurent une plus grande diffusion dans l'ouvrage, Jean Drapeau vous parle. Pendant ce temps, M. Lesage après la très dure campagne fédérale de mars 1958, fit sa campagne personnelle pour la candidature du leadership du parti provin-





cial dont il sortit sans équivoque vainqueur le soir du 31 mai 1958. Puis, survenant l'opportuniste "scandale du gaz naturel" de la mi-juin, il fut en meilleure position de faire sa longue tournée de cinq mois dans toutes les régions de la province. Cette campagne visait à la fois à ranimer ou à créer des organisations locales, à se faire connaître comme "vedette provinciale" - le vedettariat lui étant acquis progressivement, mais de façon éclatante lorsqu'il sera devenu premier ministre. Pendant ce temps, il ne consentait pas à être en reste avec M. Drapeau, éventuelle "troisième force" et donc nuisible et peut-être néfaste pour lui, sur le plan de la "pensée politique" et de la définition des grands problèmes du Québec. Aussi, au Jean Drapeau vous parle répondit-il avec un livre du même genre (livre de poche avec un prix de vente de \$1.) quelques mois plus tard (le 30 septembre 1959): Lesage s'engage (55). Il était constitué de cinq "grandes conférences" que le chef provincial prononça devant des auditoires plus exigeants que les assemblées électorales ou partisans, devant lesquelles il se sentit toujours "comme un poisson dans l'eau". Les cinq chapitres étaient intitulés "Programme du parti libéral de Québec"; "Politique libérale en matière d'éducation"; "Duplessisme et libéralisme"; "Le néo-libéralisme"; "Vers une politique de grandeur nationale". L'ouvrage, comme l'on dit "se défendait bien"; on ne s'étonnait guère d'y trouver un langage nouvellement "nationaliste" que les nationalistes de stricte et conservatrice obédience - l'explosion séparatiste n'allait se produire qu'à l'automne 1961 - trouvaient plutôt timide et même ambigu. Ainsi, M. François-Albert Angers dans l'Action nationale de novembre 1959: "Tout d'abord, M. Lesage n'a pas un mot de blâme à l'égard de la politique fédérale. On comprend que ce n'est pas chose facile pour lui... Avec l'Union nationale, nous savions (56) au moins une chose claire et précise: c'est qu'en ce qui concerne le système des accords fiscaux, elle disait non! Cela ne nous faisait pas sortir de l'impasse... Si nous pouvions ne pas savoir très bien ce que l'Union Nationale voulait, nous savions du moins ce qu'elle ne voulait pas. Je regrette d'avoir à constater qu'en ce qui concerne M. Lesage, nous ne savons ni l'un ni l'autre. Parler d'autonomisme dynamique, d'autonomisme exercée efficacement sans autres précisions, est-ce autre chose que de l'autonomisme verbal?" (57).

A plusieurs endroits de l'ouvrage, il était fait appel à un élargissement des rangs libéraux, inévitablement vers la gauche, par des "hommes sincères et compétents" qui avaient "rencontré le duplessisme sur leur chemin", l'ayant "combattu dans leurs propres sphères sans jamais le vaincre toutefois". Or "l'engagement politique est devenu un véritable devoir de conscience qui les oblige au nom même du bien ultime des oeuvres et des mouvements auxquels ils se sont consacrés. Au moment où il s'agit d'organiser une opération majeure de déblocage sur le plan provincial, l'absentéisme



politique de leur part serait inexcusable" (58). Devant les étudiants de l'Université de Montréal, déjà "travaillés" par les courants idéologiques nouveaux, il présentait sa conception d'un "néo-libéralisme", ne cachant pas les tares du laissez-faire, laissez passer, "une conception funeste et qui survécût suffisamment pour permettre, la révolution industrielle suivant son cours accéléré, l'émergence du socialisme". Mais "mettez dans un plateau de la balance les hommes et leurs oeuvres, les idées pour lesquelles ils se sont battus et qu'ils ont traduites en législation: celles d'un Papineau et d'un Laurier, d'un Saint-Laurent et d'un King, d'un Godbout et d'un Lapalme; et mettez dans l'autre plateau leurs adversaires, les groupes d'intérêts et les partis qui les entouraient. Vous verrez - et l'histoire impartiale enregistre déjà le fait avec une sérénité non partisane - les idées, les oeuvres et les hommes libéraux pèsent beaucoup plus lourd. En réalité, c'est le parti libéral qui a mis de l'avant au Canada les idées de liberté, de réforme, de progrès social et à établir les institutions qui les incarnent et les garantissent" (59).

Tout le monde qui n'était pas inféodé à l'Union nationale, pour quelque raison ou quelque moyen que ce soit, devenait graduellement impatient de déloger le "duplessisme" du pouvoir. Fin 1958, début 1959, l'heure était à l'union des forces démocratique. Dans Cité Libre, d'octobre 1958, Pierre Elliot Trudeau avait publié un article remarquable, "Un Manifeste démocratique" qui s'efforçait précisément de répondre à toutes les objections - il en formulait 13 - contre les risques de l'union démocratique, désormais estimée nécessaire. Relevons ces phrases qui résument la situation d'alors et celle qui prévaudra jusqu'à l'élection de 1960 - moins l'adhésion personnelle et très inattendue de René Levesque: "Les réformistes sont divisés au départ; mais chacun reste sur son quant-à-soi en répétant que tout serait tellement simple si les autres se ralliaient à son parti. Mais c'est ce ralliement qui est impossible: aucun des partis existant ne se suicidera au profit d'un rival; et les membres d'un parti donné ne se convertiront pas à un parti adverse. C'est pourquoi nous n'admettons pas ces données fondamentales du problème que nous n'arrivons pas à les résoudre". Le Rassemblement, que M. Trudeau définissait comme "une force extérieure aux partis, capable éventuellement de les menacer, (obligeant) ces partis à évoluer dans le sens de la démocratisation et d'une acceptation plus large par l'électorat québécois" (60), fit, après une année de mise en veilleuse, ses derniers efforts pour faire la nécessaire union. A son dernier congrès de fin novembre 1958, le Rassemblement avait adopté la résolution que:

"Le Rassemblement mette tout en oeuvre pour provoquer le rapprochement des forces démocratiques dans cette province, soit qu'elles se fondent toutes dans un parti nouveau basé sur une constitution rigoureusement démocratique





et une déclaration de principe acceptable au Rassemblement, soit qu'elles fassent alliance autour d'un programme minimum prévoyant entre autres la refonte des lois électorales et la révision de la carte électorale, soit qu'elles concluent une simple entente électorale."

Comme séquelle du Rassemblement, le Manifeste des 21 (61) lançait en avril 1959, ce qu'allait être le dernier appel des non-partisans libéraux pour regrouper les "forces démocratiques" en une "union" quelconque (62). Le document étant assez long, contentons-nous d'en citer quelques extraits:

"... La réforme la plus importante, parce qu'elle veut toutes les autres possibles, c'est l'instauration d'une démocratie authentique et agissante... La démocratie, dans la province de Québec, compte encore de nombreux et puissants adversaires mais, politiquement, c'est l'Union Nationale qui, depuis plusieurs années constitue la principale entrave à la démocratisation véritable de notre société... Dans cette conjoncture, les signataires du présent manifeste estiment qu'il est impératif de s'élever au-dessus des considérations partisanses...

"Voici les formules d'ententes qui, aux yeux des signataires du présent manifeste, s'offrent à ces dirigeants:

"a) Fusion des différents groupes d'opposition au sein d'une nouvelle formation politique;

"b) Mise au point d'une alliance autour d'un programme minimum, chaque parti maintenant son identité;

"c) Constitution d'un simple front électoral assurant la présence, dans chaque comté, d'un seul candidat d'opposition.

"Quelle que soit la formule choisie, elle ne peut être que le fruit de négociations conduites dans un esprit de concorde démocratique.

"Les signataires du présent manifeste demandent donc aux dirigeants des partis et des groupements d'opposition de signifier ouvertement leur adhésion au principe d'une entente et de désigner, dans un délai raisonnable des représentants mandatés pour entreprendre des négociations.

"Les signataires s'engagent à faire rapport, en temps utile, à l'opinion publique du déroulement de ces négociations."

Après les "ouvertures" du parti libéral, trop "gros" et estimé encore ambigu, du Rassemblement, trop petit mais estimé trop "pur" dans son prestige même, il n'y eut pas de "négociations" et l'opinion publique n'eut donc pas à en être informé du "déroulement". La L.A.C. était en processus de scission; les membres du P.S.D. et les dirigeants de centrales ouvrières pensaient déjà à l'espoir du Nouveau Parti Démocratique; quant aux créditistes, eux-mêmes en scission, leur alliance ne semblait guère bénéfique aux libéraux après l'expérience de 1956.

Le printemps vint, puis l'été qui n'était pas encore achevé lorsqu'éclata à la façon d'un coup de tonnerre dans le ciel politique québécois la nouvelle: la mort de



M. Duplessis le 7 septembre 1959! Six ans après l'événement, on ne finit pas d'en mesurer encore toutes les conséquences pour la société québécoise. Tout naturellement, mais, en force, lui succéda M. Paul Sauvé. La politique du "désormais ..." frappait tous les esprits à presque chaque livraison de journal... Selon certains, le fils de l'ancien chef du parti conservateur provincial (sous Taschereau) ferait de son parti un nouveau parti conservateur pendant que M. Diefenbaker avec ses 200 sièges à Ottawa... Mais surtout la politique "réformiste" du nouveau chef de l'Union nationale étonna tout le monde et stupéfia - en les soulageant - ses anciens collègues du cabinet et des hauts administrateurs. Conséquence pour M. Lesage, il trouvait soudainement un adversaire de taille, presque aussi jeune et bagarreur que lui, qui redorait le blason terni de l'Union nationale par une quotidienne cure de dé-duplessisation.... Les espoirs "nationalistes" se trouvaient enclins à pencher plutôt de son côté que celui de l'ancien ministre au passé fédéralisant... La prochaine campagne s'annonçait dure et palpitante entre deux "natures" politiques aussi riches qu'était longue leur expérience passée. Les prolongements d'une pareille confrontation au niveau fédéral ne pouvaient manquer de susciter des conjectures de la part d'observateurs non québécois (63).

Aussi, M. Lesage se sentit-il d'une ardeur combative nouvelle lors du 5<sup>e</sup> congrès annuel de la FLQ, tenu à Québec, les 16-17 octobre 1959. Dûment ratifié par le congrès "avec le plus grand enthousiasme et la plus complète indemnité", "le généralissime des forces de la Libération et de la Restauration dans la province de Québec" - selon la formulation ampoulée de la motion de confiance - ne fuirait pas le combat! Le président sortant, M. André Rousseau souligna dans son discours inaugural: "La Fédération, le parti libéral, c'est nous dans l'ensemble et individuellement puisque vous en êtes les co-propriétaires (64). Rappelons les paroles de l'honorable Marler, président du congrès plénier de 1950 qui a présidé à la naissance de notre Fédération: 'Dépositaires de la volonté majoritaire du parti, les délégués constituent l'autorité suprême au sein de la famille libérale. Le parti sera ce qu'ils en feront'. Ce congrès commémorait le 5<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Fédération. Aussi entendit-on des discours des deux grands artisans de 1955, MM. Lapalme et Gérard Lévesque, le premier président. Du premier retenons ces deux passages: "... dans le parti libéral, celui qui ne dit rien est celui qui ne veut rien dire car les portes de la Fédération lui sont ouvertes, les tribunes lui sont accessibles et il y a des oreilles et des esprits pour l'entendre... C'est une chose étrange pour plusieurs d'insister sur la discipline au sein du parti libéral. Quand nous avons jadis prononcé le mot 'discipline' des rieurs ont lancé: 'Et ça se dit un parti de liberté!' Comme si la liberté n'avait pas besoin de discipline!" Le secrétaire





et futur président, M. François Nobert, référant au Conseil consultatif de la Fédération Libérale nationale du Canada de l'année précédente, pouvait dire dans son rapport: "Notre délégation de 10 membres a fait bonne figure à Ottawa et, on peut dire sans pécher par vanité, que la Fédération Libérale du Québec, avec sa structure Libérale du Québec, avec sa structure et ses réalisations, a fait l'envie de nos amis des autres provinces. Le chef libéral de la Nouvelle-Ecosse a même fait un discours, non prévu à l'ordre du jour, pour proposer que la Fédération du Québec serve d'exemple à tous les libéraux du Canada".

Dès son premier discours, M. Lesage, reprenant une expression de M. Duplessis en 1936, disait qu'il s'agissait "de donner le coup de grâce à ce régime vieilli, corrompu et corrupteur" (65)... que ce régime Duplessis-Sauvé-Martineau. Et, dans son discours au banquet de clôture, il développait le thème antithétique: "L'Union nationale renie M. Duplessis, mais elle demeure fidèle au duplessisme" (66). Il posait la question massue: "Mais où était donc M. Sauvé à l'époque où tout ce qu'il dénonce aujourd'hui se passait?" Empruntant l'expression heureuse de M. Jean Drapeau au sujet du "cabinet clandestin", il affirmait avec insistance: "M. Sauvé a donc publiquement consacré le 'cabinet clandestin' et consolidé la caisse électorale scandaleuse de l'Union nationale. Il a renié M. Duplessis mais il a confirmé M. Martineau: il demeure fidèle au duplessisme". Et de citer, comme preuve du faux autonomisme de M. Duplessis, cette réponse que M. Sauvé avait fait au journaliste Jean-Charles Harvey du Petit Journal qui l'interrogeait au sujet de la route trans-canadienne: "OUBLIEZ pour le MOMENT la raison d'AUTONOMIE. Une importante question de piastres et de cents se mêle à ce projet. Alors que le fédéral a financé le coût de cette route dans des provinces qui ne possédaient à peu près rien en fait de voirie, voici que la province de Québec a construit entièrement à ses frais la majeure partie de la route qui devait s'accrocher à la voix transcanadienne. Pourquoi ne chercherions-nous pas une compensation? N'y a-t-il pas là matière à réclamation financière?"

Au chapitre des résolutions, le congrès résolut que "le mandat du Comité constitué par le congrès de 1958 pour s'occuper du 'regroupement des forces démocratiques' soit renouvelé pour un an et que ce comité puisse s'adjoindre des membres nouveaux s'il le juge opportun". Personne ne sonnait à la porte, mais on avait tenu à rappeler que la porte n'était pas verrouillée... Deux autres résolutions excédaient de beaucoup des préoccupations provinciales et préfiguraient des initiatives hardies que prendrait après 1960, "l'Etat du Québec" - dont parlait M. Lesage dans sa peroraison (67). La première avait trait aux conventions internationales du Travail:

"A. Ratification des conventions internationales du travail"

"La Fédération recommande que le prochain gouvernement libéral demande,



lorsqu'il sera opportun de le faire, la tenue de conférences fédérales-provinciales en vue de ratifier les conventions internationales du travail suivant un mode qui respectera les droits des provinces et la constitution canadienne.

"B. Conférences internationales du travail"

"La Fédération croit que le gouvernement provincial devrait se faire représenter à toutes les conférences internationales du travail."

L'autre résolution prônait l'adoption d'un Bill des Droits et des Libertés du Peuple, le jugeant comme "essentiel et urgent" après une série de 7 ATTENDUS dont l'un se lisait comme suit:

"ATTENDU que l'adoption d'un tel bill relève fondamentalement de la compétence provinciale et constituerait un geste positif d'autonomie provinciale par le Québec au moment même où le gouvernement fédéral s'apprête à faire adopter par le parlement d'Ottawa une déclaration des droits de l'homme qui violerait très gravement l'esprit et la lettre de la constitution canadienne".

De l'avis de beaucoup de commentateurs, le 5<sup>e</sup> congrès fut de beaucoup le meilleur jusque là: un chef nouveau, et maintenant bien connu, se déclarait prêt à la bataille devant un vieux parti, qui n'aura pas le temps de se régénérer mais qui avait à sa tête un homme, en apparence, tout au moins, en sa vigueur physique et dont les décisions faisaient choc dans l'opinion depuis un mois; on remarqua aussi le sérieux et l'efficacité du congrès, la nature singulièrement progressive de la plupart de ses résolutions et la cohésion nouvelle des rangs libéraux qui semble en être sortie; et surtout la certitude de parti bientôt en campagne agissait un peu à la façon d'un réacteur d'enthousiasme ou particulier chez la "jeune génération", qui forçait la "vieille garde" à de constants reculs et, surtout, sous l'hypothèque" de la présence du "grand frère" libéral au pouvoir à Ottawa.

Plusieurs chefs de parti libéraux provinciaux se trouvaient à la rencontre du Conseil consultatif de la Fédération nationale qui se tint à Ottawa les 7 et 8 décembre 1959: MM. Smallwood de Terre-Neuve, Robichaud du Nouveau-Brunswick, Wintermeyer de l'Ontario, Thatcher de la Saskatchewan, Perrault de la Colombie-Britannique. Les délégués québécois semblent y avoir eu une présence fort discrète, ou mieux "distracte" par la préoccupation des prochaines élections provinciales. Contrairement à la réunion de l'année précédente, cette fois-ci, M. Lesage brillait par son absence. Les Libéraux fédéraux se trouvaient à mi-chemin entre leur cinglante défaite de 1958 et la prochaine bataille prévue pour 1962. Il s'agissait d'une récollection et d'un inventaire de leurs forces qui avaient été décimées et, comme le disait M. Pearson dans son principal discours: "Let us make ready for the success that is coming". Sauf à la





veille d'une élection générale, ces réunions du Conseil consultatif n'avaient pas le caractère de solennité ni d'universalité d'un congrès de la MLP - relativement, et par exemple - ou d'un congrès plénier ou "convention" du parti libéral "national" (68). Et, au cas, où il y aurait quelque ambiguïté à ce sujet, le président de la Fédération libérale nationale du Canada, M. Bruce Matthews, le précisa: "A party in office, forming the government of the day, has greatly different requirements than the party in opposition. Political organization must always have an important place, but the degree of emphasis and the timing will change ... And finally, in this connection, I would remind delegates that this meeting of the Advisory Council is not a party convention - not a party rally. It is in effect a meeting of delegates, elected under the Constitution of our Federation by the various provincial and affiliated organizations, brought together to hear reports, and to discuss the business of the National Liberal Federation, all with a view to strengthening the sinews of the party" (69).



### CHAPITRE III

#### DE L'ELECTION QUÉBÉCOISE DE JUIN 1960 À CELLE DE NOVEMBRE 1962

11.- Le 22 juin 1960, M. Jean Lesage avec son équipe libérale prend le pouvoir à Québec; le 14 novembre 1962, il s'y voit confirmé et renforcé, à la suite d'une crise ministérielle grave. En ces deux occasions, il n'eut pas à affronter l'un ou l'autre des deux redoutables premiers chefs de l'Union Nationale. Les deux leaders défaits, d'abord M. Antonio Barrette, puis, M. Daniel Johnson, firent une ardente et courageuse lutte dans des circonstances très difficiles pour eux et pour le parti, qui avait été au pouvoir sans interruption depuis 16 ans.

Surmené par un travail colossal qui l'envahissait avec la persistance d'une marée montante (1), M. Paul Sauvé décédait subitement le matin du 2 janvier 1960, fatalement atteint d'une thrombose coronaire (2). La "passation des pouvoirs" ne se fit pas selon la facilité, presque l'automatisme, de la succession de M. Duplessis. Il n'y avait pas d'héritier naturel, clairement désigné à l'avance. M. Antonio Barrette, qui avait été en brouille avec M. Duplessis depuis quelques années, émergea finalement comme leader le 7 janvier (3). La succession était lourde pour le nouveau chef, qu'il ne minimisait pas. Un titre particulièrement bien frappé de La Presse évoquait cette ambiance d'absurde tragique qui avait causée la mort de M. Sauvé: "La province perd un espoir" (le 7 janvier). L'organe libéral officiel, La Réforme, ne pouvait s'empêcher d'écrire en éditorial: "Il est vrai que les nombreuses déclarations faites par M. Paul Sauvé, pendant la courte période où il a été premier ministre, dans un effort pour renouveler le climat politique dans notre province, avaient fait naître de l'espoir. Et c'est peut-être l'aspect le plus tragique, pour le peuple du Québec, de la disparition de M. Sauvé: rien n'a été réalisé durant les quelques mois les moins sombres de notre vie provinciale. Il suffit de revoir rapidement les quelques projets de loi votés par les Chambres au cours de la première partie de la session, pour s'en rendre compte. C'est à la reprise du 11 janvier que M. Sauvé devait déposer en Chambre les bills vraiment importants..." (le 9 janvier).

Dans la seconde partie de la session, M. Barrette put amener à réalisation une partie de la législation qui n'avait été qu'ébauchée par M. Sauvé. En Chambre s'affrontaient deux Joliettains: M. Barrette avait même battu M. Lapalme, à sa première incursion dans l'arène provinciale, en 1952. Le chef du parti libéral s'était ensuite fait élire dans Outremont lors d'une élection complémentaire. Pendant cette session, il y avait évidemment de "la poudre dans l'air". M. Barrette absent de la





Chambre depuis une couple d'années, n'avait pas en outre le mordant de M. Duplessis, ni la force dialectique de M. Sauvé. N'étant pas avocat, il se sentait peu à l'aise, même comme un chef majoritaire, dans les débats de procédure (4). Les dirigeants de l'Union nationale eurent à prendre une décision risquée: demander un sursis électoral de six mois ou d'un an, à cause de la mort si rapprochée de ses deux anciens chefs - ce qui aurait été exploité par les libéraux comme un aveu de faiblesse; ou déclencher des élections générales au moment prévu du début du printemps 1960 - ce qui comportait un élément de risque certain devant le dur batailleur qu'est M. Lesage. D'autant qu'un parti, qui reposait sur la force en grande partie mythique d'un seul homme (5), pouvait encore compter sur une infrastructure électorale puissante, mais était dépourvu des canaux de transmission d'un parti moderne. Et la FLQ qui, jusque là, n'avait guère été qu'une belle promesse en concrétisation fort lente, était un instrument "électoral" utile à la force personnelle de M. Lesage. Pouvait-elle, sans neutraliser l'Organisation n'être neutralisée par elle, lui apporter "ce supplément d'âme" ... démocratique, même si elle n'avait pu être le lieu ni l'occasion du regroupement des forces démocratiques? A chaque congrès, M. Lesage s'était volontairement imposé le devoir de tenir son mandat, annuellement renouvelé, de la Fédération. Au congrès d'octobre 1959, il s'était avancé jusqu'au point de dire: "Cette Fédération, elle est née d'un besoin, celui de démocratiser non seulement une politique, la nôtre, mais en démocratisant ce parti, de démocratiser la politique que lui-même irait ensuite préconiser. Qu'est-ce que ça voulait dire? Faire du Parti Libéral une association ouverte, sans arcane, sans mystère, et non pas une coterie, empêcher qu'aucune ombre se profile derrière la toile de fond du Parti et assurer la permanence de ses cadres et de ses doctrines".

Nous n'avons pas à retracer la chronique de cette élection historique du 22 juin 1960. Sous le leadership de M. Lesage, les libéraux l'emportèrent décisivement sur les unionistes, dirigés par le deuxième héritier de M. Duplessis. Selon un vote à peu près correspondant à celui de 1956, mais inversé cette fois, l'Union nationale obtenait 47% des suffrages contre 51% pour les libéraux. Mais contrairement au 20 sièges obtenus par M. Lapalme en 1956, M. Barrette pouvait compter sur 43 sièges devant les 51 de M. Lesage - montrant à nouveau que la carte électorale favorise, même dans la défaite, la force d'un parti, aussi conservateur que l'Union nationale, dans les régions rurales et demi-rurales. Au slogan de l'Union nationale, exprimant la continuité dans le "culte de la personnalité", Les Trois Grands: Duplessis, Sauvé, Barrette, les libéraux répondirent par un dynamique et décisif Il faut que ça change! Dès son élection, M. Lesage pouvait compter sur des hommes de premier plan, M. Lapalme,



chef intérimaire de l'opposition, MM. Gérin-Lajoie et Hamel, ses deux opposants au congrès de mai 1958 et ... M. René Levesque dont l'influence au sein du parti allait être ce que nous savons depuis! L'"union des forces démocratiques" avait au moins contribué à créer l'ambiance favorable à l'adhésion d'une "recrue" politique de cette importance...

La prochaine étape de notre recherche sera évidemment le congrès de la FLQ en octobre, le premier congrès de la victoire. Dans l'intervalle, rappelons en passant deux faits dont l'incidence politique bi-culturelle n'est certes pas négligeable. Le 30 août, un éditeur montréalais publiait Les Insolences du Frère Untel qui, en quelques mois, deviendra de loin, notre best-seller, en dépassant largement le 100,000 copies. Un tel succès devenait un large phénomène collectif, montrant que le besoin du changement sur les plans éducatif et culturel était ressenti de façon flagrante et presque universelle dans la province. Dix jours plus tard, c'était la fondation à Montréal du Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.): M. André d'Allemagne était élu président. D'autre part, à la mi-septembre, l'Union nationale allait connaître une troisième crise en perdant son troisième chef en un an.

Avec éclat et plus qu'une pointe d'amertume, M. Antonio Barrette démissionnait de son poste de leader en dénonçant le trio maléfique de MM. Gérard ("Gerry") Martineau, Jos-D. Bégin et Jean Barrette. Deux jours plus tard, à la suite d'un caucus des députés de l'Union nationale, M. Yves Prévost était nommé chef parlementaire de ce parti. Mais, par suite de la démission de M. Prévost à la veille de l'ouverture de la 25<sup>e</sup> session de la Législature de l'Union nationale, c'est M. Antonio Talbot qui, comme chef intérimaire de l'Union nationale et de l'opposition officielle, aura à affronter le nouveau premier ministre, M. Lesage.

Soulignons encore que le nouveau premier ministre québécois, un mois à peine après son élection, fit prévaloir un style "new look" à la conférence fédérale-provinciale des 25-26-27 juillet à Ottawa. Dans un mémoire soigneusement préparé et qui n'avait pas le caractère purement négativiste de ceux de naguère, il proposait toute une série de mesures concrètes: création d'un secrétariat permanent fédéral-provincial et convocation d'une conférence interprovinciale; "rapatriement de la constitution" - qui est encore à l'ordre du jour; établissement d'un tribunal constitutionnel d'inspiration proprement fédérative; propositions en vue de préparer une déclaration des droits de l'homme qui fût acceptable par les Etats central et provinciaux; dépôt officiel dans les archives de la Conférence fédérale-provinciale du rapport de la Commission Tremblay - que M. Duplessis avait institué et dont le Rapport, pour des raisons en grande partie encore mystérieuses, avait été laissé comme "lettre morte"; invitation pressante à l'Etat central de se retirer des programmes à frais





partagés, en particulier de ceux de la route transcanadienne et de l'assurance-hospitalisation; proposition de partage des Etats central et provinciaux en matière de chômage et, comme conséquence immédiate pour le Québec, création d'un Conseil d'Orientation économique; revendication pour le Québec d'un abattement de 25% sur le revenu des particuliers et des sociétés, et compétence exclusive sur le prélèvement des droits de succession. Jamais, s'étonnait-on partout, sans exclure dans le Québec ni dans les rangs libéraux eux-mêmes, n'avait-on vu, dans les conférences du genre, une position aussi positivement autonomiste. Les anciens rappelaient le gouvernement de M. Louis-Alexandre Taschereau dans les années 1920...

L'autre "grande question" de cet été 1960 après la constitution du cabinet et la nomination de toute une brochette de nouveaux hauts fonctionnaires, avait été ce mal cancéreux du "patronage" et des efforts du gouvernement Lesage pour le juguler en attendant de l'extirper. Dès le premier caucus des députés de son parti nouvellement élus, M. Lesage leur avait servi d'un ton direct, qui, paraît-il, stupéfia bon nombre de ses auditeurs exclusifs, une leçon de moralité publique. A la face de l'opinion publique, à l'émission télévisée de Radio-Canada, Tribune Libre, il s'en était ouvert de façon non moins franche le 15 août. Questionné par les journalistes Roger Champoux, André Laurendeau et Julien Morissette, il avait déclaré entre autres choses sur "la bataille du patronage" (qui allait être, du reste, un des thèmes dominants du premier congrès d'après la victoire de la FLQ):

"Ce que nous voulons faire disparaître, c'est ce système en vertu duquel des citoyens, soit des candidats défaits, soit des députés, soit des chefs politiques de paroisses, donnaient des instructions directement aux employés civils. Ce que nous voulons faire disparaître également, c'est l'octroi des emplois par seule considération politique, et l'octroi des contrats sans demandes de soumission par seule considération politique. De là à dire que l'administration, les ministres, ne recherchent pas l'opinion du député ou d'un candidat défait qui connaît bien la situation dans son comté, il y a une marge. Ce n'est pas cela que nous voulons abolir. Nous continuons d'avoir besoin de l'avis de ceux qui connaissent les situations dans les comtés. Ce que nous avons entrepris, c'est de faire disparaître ce que je vous ai dit tout à l'heure principalement. C'est la bataille du patronage, et pour cela, il faut avoir l'opinion publique avec nous et nous avons besoin du support des journaux...

"Oui, c'est une transformation profonde par le fait que nous séparons l'administration de la politique. Il n'y a plus de relation directe entre les représentants du parti politique et les employés civils. C'est ça qui était mauvais...

"Le député n'est pas un roitelet local. Il fait des représentations à l'administration, mais à la tête de l'administration, à ceux qui sont réellement le lien entre la politique et l'administration, les membres du cabinet" (6).



12.- Le congrès de la victoire fut assombri dès l'ouverture par la nouvelle de la mort accidentelle de M. Jean-Marie Nadeau, victime d'un absurde accident de route. Auteur de quelques livres de politique économique (7), il avait été de la poignée des libéraux qui s'employèrent à ressusciter le parti après l'effondrement de 1948. Candidat à la direction du parti en 1950, il s'était rallié sans arrière-pensée à M. Lapalme dont il avait été un des conseillers principaux. Il avait été aussi l'un des artisans principaux de la création de la Fédération en 1955 dont il fut le premier président de la Commission politique. Avec MM. Jean-Louis Gagnon, Gérin-Lajoie, il était l'un des rares libéraux qui méritaient l'étiquette de "penseurs politiques" - que même des membres de la gauche non engagée leur consentaient volontiers. Les réformes du régime électoral, de la fonction publique étaient devenus ses grands thèmes de pensée. La veille de l'ouverture du congrès, alors qu'il était encore "sur les planches", on lut de lui un texte d'une spéciale qualité sur le second sujet. Dans son hommage à sa mémoire, M. Lesage concluait: "Il était un grand humaniste, un grand démocrate. Il nous laisse l'exemple de la droiture, de l'honnêteté et de l'intransigeance sur l'accomodement des principes dans l'action politique. Toute sa vie est une leçon dont le parti libéral devra toujours s'inspirer". Car M. Jean-Marie Nadeau pouvait être considéré comme la conscience du nouveau "libéralisme" québécois.

Dans un premier discours devant le congrès, M. Lesage s'attaquait au régime de favoritisme institutionnalisé depuis si longtemps dans le Québec comme système de gouvernement. Une pareille constance sur ce thème étonnait agréablement beaucoup d'observateurs indépendants, mais cet étonnement était nuancé de regret et de scepticisme chez plus d'un partisan libéral... Le Montreal Star du 8 octobre 1960, titrait en deux lignes sur six colonnes: "Lesage Reaffirms Pledge to Wipe Out Patronage"; et, en deux sous titres: "Blunt Reply To Grumbling Party Groups"; "Liberal Chief Admits Difficulties in Program". Pris entre "deux feux" (8), M. Lesage décrivait ainsi "l'attitude du gouvernement" en trois propositions-clé:

"Elle est simple. Dans tous les cas où la Loi existe, c'est le respect de la loi et l'application rigoureuse de la loi. Dans tous les cas où il serait possible d'instaurer son ordre et son règne, ce sera encore le respect de la loi et l'application rigoureuse de la loi. Dans tout le reste, la justice et l'équité.

"Je répète donc aux uns qu'ils auront réparation. Je répète aux autres que, sans cette réparation envers ceux qui ont souffert d'un ostracisme de vingt ans, pour préparer la liberté des autres, l'esprit de vengeance ne cessera de lutter contre l'esprit de justice.

"Aux uns et aux autres, je dis que le gouvernement ne peut détruire en trois mois la pyramide infâme du patronage, achevée jusqu'à sa perfection totale depuis vingt ans, et dont la base reposait sur un siècle





de mauvaises habitudes et d'immaturité civique."

Malgré sa récente victoire électorale, il ne sembla pas superflu que M. Lesage fût à nouveau investi d'un "vote de confiance" - à l'unanimité - par le congrès de la Fédération (9). Il reçut aussi des "félicitations ... pour le remarquable mémoire qui fut présenté à la conférence fédérale-provinciale de juillet 1960, et pour le rôle de leader qu'il a assumé dans la voie de la collaboration entre tous les gouvernements". Et la courte résolution continuait par le jugement de valeur suivante: "Les suggestions pour organiser la coopération entre Ottawa et les provinces d'une part, et les provinces entre elles d'autre part, s'inspirent à notre avis d'un authentique et sain fédéralisme et nous exprimons le voeu que les positions prises à cette occasion soient maintenues tout en sauvegardant l'autonomie de la province". M. Pearson, comme chef du Parti Libéral du Canada (10) et éventuel (11) premier ministre, était invité d'honneur. Dans son discours, il se fit à la fois optimiste et "discret": "Je n'ai pas l'intention de me mêler de politique provinciale, mais je voudrais rappeler brièvement l'impression profonde que Jean Lesage a créée à travers le Canada lors de la dernière conférence fédérale-provinciale... Désormais les regards de la majorité des Canadiens sont tournés vers la province de Québec: Jean Lesage et ses collègues ont fait la marche triomphale de la libération du Québec; ils peuvent maintenant imprimer une nouvelle orientation à notre fédéralisme. ... J'ai confiance que maintenant la Fédération libérale du Québec jouera un autre rôle important, cette fois sur le plan national. La marche triomphale de la libération qu'elle a accomplie vers Québec, je l'invite, en tant que chef du parti libéral national, à la continuer vers Ottawa. Ce n'est pas à moi de vous dire qu'elle sera la nature précise de cette jonction et comment vous la remplirez. C'est là une responsabilité qui vous appartient". Et, continuant son discours en anglais, sous les deux thèmes de "Mr. Dienfenbaker; the greatest political disengagement" et "The road to service for our country", il concluait: "Quebec have shown us the way. Nationally - from coast to coast - let us follow it. It is the road to victory - but, more important, it is once again the road to service for our country".

On peut mesurer l'étendue du chemin qu'allait parcourir la FLQ jusqu'au congrès spécial de juillet 1964, en rappelant quelques passages du texte de M. François Nohert, président de la FLQ, lors de sa présentation de M. Pearson:

"Depuis de nombreuses années aux élections fédérales, la province est organisée par une autre équipe que celle qui organise les élections provinciales et d'élections fédérales. Il faut accepter immédiatement la réalité suivante: il n'y a qu'une sorte de libéraux - les libéraux tout court. Alors, si les militants de base sont les mêmes, si l'on est satisfait de l'efficacité de leurs cadres actuels dans la structure de la Fédération, pourquoi risquer une confusion en confiant la direction



de ces mêmes troupes à des officiers différents?

"J'admets bien, cependant, que sous certains aspects comme la publicité, les recherches, les finances, les congrès, il y a lieu de prévoir une division de responsabilité entre les secteurs fédéral et provincial.

"Mais au point de vue efficacité, une organisation fédérale entièrement distincte risquerait de compromettre les chances de succès du Parti au fédéral et, d'autre part, viendrait nuire considérablement à l'organisation efficace du Parti libéral provincial.

"Et si cette coordination ou intégration relative s'impose au point de vue organisation électorale, combien plus nécessaire encore ne l'est-elle pas sur le plan des principes et des idées, de façon à ce que nos députés libéraux fédéraux soient à Ottawa les authentiques représentants de la pensée libérale du Québec. Et ceci sera encore la meilleure façon d'assurer la sauvegarde des droits de notre province".

Et le président de la FLQ référerait ensuite au rapport du comité d'organisation politique du Conseil consultatif (de 1959) de la Fédération libérale du Canada:

"Votre comité croit sincèrement que le parti libéral du Canada est essentiellement le miroir qui doit refléter les croyances de tous les Canadiens à l'esprit libéral...

"Nous croyons devoir insister sur le fait que l'exécutif de l'association libérale de chacune des provinces demeure exclusivement responsable pour l'activité et l'organisation libérale dans sa province, assurant de cette façon que le parti demeure au service de la population à l'esprit libéral qu'il doit servir et n'en devient pas le maître.

"Le rôle de la Fédération libérale nationale du Canada, et plus particulièrement celui du Directeur national de l'Organisation, doit être d'aider et de coordonner l'action des groupements de libéraux dans chacune des provinces et de soutenir leurs efforts pour en arriver à un haut degré d'efficacité chacun dans son domaine".

Aussi, en ces premiers mois de ce qui allait devenir "la révolution tranquille", la résolution du congrès en cette matière ne pouvait que refléter le caractère d'ambiguïté relative, consciente et, en partie au moins, voulue que ces trois textes impliquaient:

"CONSIDERANT que la Fédération Libérale du Québec est l'organisme qui groupe les libéraux de la province de Québec;

"CONSIDERANT que les problèmes fédéraux intéressent directement les libéraux du Québec;

"CONSIDERANT que la Fédération Libérale du Québec est affiliée à la Fédération libérale nationale;

"LE CONGRES DECIDE: QUE le comité exécutif de la Fédération Libérale du Québec veille à assurer et à maintenir une étroite coopération entre la Fédération libérale du Québec et la Fédération libérale nationale".

Pas plus qu'aux congrès précédents, il ne nous est loisible de faire l'analyse de toutes les résolutions relatives au programme et à la politique générale du





parti; mais il convient de faire le rappel d'une résolution enjoignant la Commission permanente de la Constitution "d'étudier, modifier s'il y a lieu et adopter un texte définitif de constitution pour la Fédération Libérale du Québec, pour les associations libérales régionales, de comté et locales". De même sur la sempiternelle question du financement du parti, une résolution, après avoir évoqué la démission récente et dramatique de M. Barrette (12), proposait que "la Fédération libérale du Québec approuve le principe d'une cotisation minimum souscrite par chacun de ses membres" et, surtout, que "tous les fonds du Parti libéral du Québec soient perçus et administrés sous l'autorité de l'Exécutif et la Commission permanente des finances de la Fédération libérale du Québec". Sur cette épineuse question, ce n'est toutefois qu'en 1965 que M. Lesage mettra "les cartes sur table" (cf. chap. VI, no 43). Parmi les membres de la commission des finances, on relève les noms de M. Roger Létourneau et de M. René Lévesque...; à la commission politique, M. Guy Favreau est vice-président et M. Maurice Sauvé est membre de la Commission de propagande". Célébrant son dixième anniversaire, la Fédération des Femmes libérales du Québec avait tenu, la veille de l'ouverture du congrès, une journée d'étude sur le thème de "l'apport de la femme dans la formation du sens démocratique" avec conférenciers principaux, Madame Marie-Claire Kirkland-Casgrain et M. Guy Rocher, professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Dans son allocution à cette rencontre, M. Lesage, analysant les chiffres de l'élection du 22 juin, se plaisait à constater que les femmes avaient "favorisé davantage le parti Libéral du Québec que l'Union nationale" (13). Et la phrase la mieux frappée de son discours de clôture proclamait que "pour la première fois au Québec - et je pourrais ajouter pour la première fois dans le Canada tout entier - un grand parti politique s'était donné la structure fonctionnelle et la vérité pratique d'un mouvement essentiellement démocratique". André Laurendeau opinait quelques jours plus tard que le congrès donnait à "l'observateur de l'extérieur une impression de vitalité et de confusion". Sur les trois thèmes majeurs (réforme de la loi électorale, problèmes des fonds électoraux, le "patronage"), "l'état-major libéral paraît en avance sur un fort groupe de militants" (14). Il aurait pu ajouter: ce qui fut toujours le cas depuis 1955...

13.- Du côté des Libéraux fédéraux, ils reprenaient dans le même temps de plus en plus de terrain. Les succès libéraux au niveau provincial leur semblaient des signes précurseurs d'une remontée générale à l'échelle du Canada. Un sondage de l'Institut canadien de l'Opinion publique ("Gallup poll" canadien) donnait aux libéraux une solide avance de 10 points (15): 33% contre 23% pour les conservateurs, 10% au P.S.D. et 5% aux créditistes. Les "sans réponse" atteignaient 29%. C'est dans Québec que cette remontée était la plus spectaculaire par suite de



l'impact de l'élection provinciale du 22 juin, s'ajoutant à la déception cumulative qu'avait causée dans cette même province le gouvernement Diefenbaker:

	Provinces maritimes	Québec	Ontario	Ouest
P. cons.	28%	14%	32%	17%
P. libéral	28%	49%	30%	23%
P. soc. dém.	8%	3%	11%	17%
P. crédit.	1%	5%	1%	9%
Sans préfer.	<u>35%</u>	<u>26%</u>	<u>26%</u>	<u>34%</u>
	100%	100%	100%	100%

Preuve d'une audace nouvelle, les libéraux fédéraux convoquèrent pour la première fois un congrès "national" dont la préoccupation première ne serait pas l'élection d'un nouveau leader. Ce congrès des 9-10-11 janvier 1961 était l'accomplissement tardif et partiel d'une résolution du congrès de 1948 prévoyant la tenue de congrès quadriennaux dans diverses régions canadiennes. Le "Comité sur l'organisation du parti" avait alors proposé dans son rapport que "le parti libéral devrait tenir un congrès national au moins une fois tous les quatre ans". Le président de ce Comité, M. Ralph Maybank, commentait ainsi cette résolution:

"Je suis sûr que tous ceux qui sont ici depuis deux ou trois jours aimeraient bien répéter l'expérience. A notre avis, les congrès ne devraient pas toujours être tenus dans la même ville. Bien que la résolution n'en fasse pas mention, parce que nous ne voulions pas engager le parti, le Comité est d'avis qu'au point de vue des avantages qu'il y a à reconnaître les vues des autres, des congrès nationaux comme celui-ci devraient être tenus à chaque occasion dans une région du pays. Cela ferait beaucoup de bien par exemple aux gens de la Nouvelle-Ecosse de se rendre en Colombie-Britannique et vice-versa. Je viens de la grande ville de Winnipeg. Aussi, je suis porté à souhaiter qu'un des congrès libéraux soit tenu dans ma ville des Prairies" (16).

Après sa grande prostration de 1958, le parti libéral fédéral avait à nouveau le vent dans les voiles. A l'échelle du Canada, ses 34% des suffrages (totalisant tout de même les préférences de deux millions et demi de citoyens) s'étaient gonflés jusqu'à 43% en septembre 1960. Ils avaient enlevé des sièges lors d'élections complémentaires et, surtout, les victoires de MM. Robichaud et Lesage avaient frappé toute l'opinion politique canadienne. Par six mois, ils gagnaient de vitesse le prochain congrès du C.C.F. - P.S.D. en processus de gestation pour donner naissance au Nouveau Parti Démocratique à l'été 1961. Après un départ lent et estimé décevant par nombre de partisans libéraux, M. Pearson raffermissait son autorité et "récupérait", pour ainsi dire, de son prestige qui avait été si haut en 1956-1957 (17). Il pouvait encore compter sur des parlementaires aguerris qui, en dépit de leur faible nombre, faisaient la vie dure au gouvernement Diefenbaker: MM. Martin, Chevrier, Pickersgill,





Hellyer - tous anciens ministres -, ainsi que sur des députés de l'efficacité de MM. McIlraith, Bourget, MacNaughton. Les noms de "recrues" éventuelles étaient dans toutes les bouches: MM. Gordon, Lamontagne, Sharp, Drury, etc... L'ampleur du programme esquissé (dont, en tête, le plan national d'assurance-santé...) n'a pas à être résumé ici; mais si certaines de ces propositions pouvaient être populaires dans le Québec (dont le fameux "drapeau distinctif"...), d'autres risquaient de violenter l'autonomisme dynamique du nouveau gouvernement québécois comme les mesures visant à rendre l'éducation gratuite à tous les niveaux.

Un journaliste "conservateur" (18) observait: "le parti libéral, par son nouveau programme, s'est lui-même défini comme un parti du centre. Il s'est ouvert quelques fenêtres sur la gauche, mais sur des points d'importance majeure, il a refusé de quitter ses positions centristes. (Nous définissons ici comme 'centre' le parti conservateur de M. John Diefenbaker). On peut dire, en toute honnêteté, que les libéraux s'offrent au peuple canadien comme une équipe de rechange contre les conservateurs, mais qu'ils n'offrent pas, contre le Nouveau Parti socialisant, l'option dont ses jeunes éléments avaient rêvé" (19). L'éditorialiste, moins "conservateur", de L'Action Catholique, M. Lorenzo Paré, voyait dans "l'initiative démocratique des libéraux ... un succès. Bref, les libéraux de tout le pays auront désormais l'impression d'avoir mis la main à la pâte et d'avoir personnellement influencé la ligne de conduite du parti qu'ils soutiennent" (20). Le rédacteur du Globe and Mail, très "philosophe" rappelait que "d'autres promesses, encore plus extravagantes ont été faites par le parti conservateur au cours des campagnes de 1957 et 1958 ... dans un mois, la plupart des Canadiens auront oublié les promesses qui ont été faites à la convention libérale, tout comme ils ont oublié celles que les conservateurs leur avaient faites également" (21). Concluons ce petit tour de presse par quelques extraits d'un article du directeur du Devoir qui attaquait son sujet par l'affirmation catégorique: "Durant vingt-et-un an, le parti libéral d'Ottawa fut le mauvais génie de son aile québécoise". Constatant qu'on trouvait dans son programme "des choses bonnes, médiocres et nettement mauvaises. La résolution portant sur l'éducation ... contient les affirmations les plus explicites, pour ne pas dire les plus effrontées sur le sujet ... Si les provinces de langue anglaise tiennent à centraliser toute leur éducation à Ottawa, tant mieux ou tant pis pour elles: c'est leur affaire. Mais nous du Québec, nous ne marcherons pas, pas plus demain qu'hier (22)... D'ailleurs, si les libéraux retournaient au pouvoir à Ottawa en 1962, avec le programme qu'ils viennent d'adopter, la situation de M. Lesage deviendrait rapidement intenable. Ou bien il devrait dire non à ses amis et faire des mécontents; ou bien leur consentir des concessions, mais avec le risque d'une revanche de l'électorat



en 1964" (23). A vrai dire, la réponse de M. Lesage au programme des libéraux fédéraux en matière d'éducation fut la création (le 24 mars 1961) de la Commission royale d'Enquête sur l'Enseignement dans la Province de Québec, dont le président était Mgr Alphonse-Marie Parent, ancien recteur de l'Université Laval et dont le vice-président fut, précisément, M. Gérard Filion. Le gouvernement du Québec, en concrétisant les recommandations de son rapport, livré par tranche, continue encore à occuper tout le champ de "son domaine exclusif" en matière d'éducation.

En mai 1961, la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec tenait ses assises à Québec dans le but principal d'adopter une nouvelle constitution. La Fédération des Femmes libérales du Québec avait tenu auparavant (en mars 1961) un congrès à huis-clos pour l'adoption d'une nouvelle constitution. Le principe était déjà acquis que la FLQ s'affilierait les trois fédérations spéciales (Femmes libérales, Jeunes Libéraux et Etudiants Libéraux). Après une vaste campagne de recrutement, les Jeunes Libéraux devaient se réunir à la mi-octobre pour leur congrès annuel, soit environ un mois avant le congrès annuel de la FLQ. Au début juin, un incident, qui vaut d'être rappelé, se produisit entre M. Jean David, président de la Fédération nationale des Jeunes Libéraux du Canada, et M. Lesage. L'idée d'un Mouvement laïque de Langue française (24) était "dans l'air" depuis un certain temps, qui soulevait des polémiques ambiguës et mêmes violentes. Dans une causerie prononcée à l'Université de Montréal, M. Lesage avait fait allusion à "quelques intellectuels qui tiennent leur débat intérieur et intime sur la place publique". Dans une déclaration remise aux journaux, M. David reprochait au premier ministre "de traiter les grands problèmes auxquels doit faire face la collectivité canadienne française avec la même désinvolture que l'Union nationale". M. David poursuivait: "Ceux qui ont élu M. Lesage et le parti libéral n'attendent pas de lui l'édification d'autres mythes. Cette époque est révolue, espérons-le, ou vraiment rien n'a changé au Québec". Voici la phrase principalement accusatrice: "M. Lesage ne se grandit pas quand il fait de la démagogie" (25). La réplique de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec fut instantanée. Sous la signature de son président, M. François Aquin, un communiqué fut remis à la presse par lequel la Fédération disait que "rien, dans la déclaration de M. David ... ne reflète l'opinion de la jeunesse libérale du Québec"; que "M. David ne se fonde sur aucun texte précis (26) et fait un procès d'intention au premier ministre"; que "l'attitude simpliste de M. David dénote un manque de responsabilité auquel nous ne voulons pas nous associer" (27). Taquiné à la Chambre par MM. Bellemare et Johnson, M. Lesage répondit par deux fois: "Je n'ai pas affaire à lui", M. David étant président d'une association "nationale" (28).





C'est au mois d'août que M. René Levesque déclencha une opération "triculturelle", pour ainsi dire, qui allait devenir un problème épineux du contentieux des relations entre Ottawa-Québec. De retour d'une visite d'inspection dans le Grand Nord québécois, il déclarait, à sa façon drue, aux journalistes: "On a pu voir là-bas à quel point, nous, Canadiens français, nous sommes absents. Ce qu'il y a de plus frappant, c'est de voir que nous n'y sommes pas... Notre réserve est vers le nord et on n'y est pas. Il va falloir créer des centres et amener point à point la présence canadienne-française dans ces territoires. D'ici trois ou quatre ans, la civilisation aura ainsi atteint la Baie d'Hudson" (29). Le reste de l'histoire, inachevée, revient périodiquement dans l'actualité dans les "tiraillements" entre les ministères québécois et outaouais (ou entre M. Lévesque et Laing) sur la compétence administrative de cette immense région et de ses habitants clairsemés, les Esquimaux.

On ne peut pas passer sous silence un fait d'importance toute capitale, même s'il est unilingue et uni-culturel et, même strictement, provincial; le congrès spécial de l'Union nationale pour la nomination d'un nouveau leader à la fin de septembre 1961. Après les désistements, déjà ancien de M. Yves Provost et plus récent de M. Antonio Talbot, il ne restait plus que deux candidats sérieux au poste de leader de l'Union nationale: les deux anciens ministres benjamins du cabinet de M. Duplessis, MM. Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand. A la suite d'une très chaude lutte, le premier l'emporta par une mince majorité de 94 voix (1,006 contre 912) à l'issue d'un congrès particulièrement tumultueux. A tort ou à raison, les deux candidats étaient forts et "prisonniers" de leur image stéréotypée: Johnson était la combativité, l'habileté, l'astuce même de la tradition duplessiste; M. Bertrand était la promesse réformiste, mais sans des dons de leadership apparents. Le vote n'était pas encore pris qu'on parlait déjà d'une possibilité de "scission" entre deux clans aussi égaux. Mais la grande crise de la défection éventuelle de M. Bertrand viendra plus tard. La presse était évidemment favorable à M. Bertrand (30).

14. - Avant le 7<sup>e</sup> congrès annuel de la FLQ (à Québec les 10-11-12 novembre 1961), s'était tenu, à Montréal le mois précédent, le congrès des Jeunes Libéraux. A cette occasion, M. Lesage, conférencier invité, évoquait le nouveau climat de liberté qui régnait dans la province depuis les 16 derniers mois: "Je n'en veux comme preuve que la liberté retrouvée par notre presse écrite et parlée. Autant nos journaux étaient silencieux à l'époque de la grande noirceur autant ils ont repris goût à l'analyse et à la critique" (31). Puis, il évoquait comment le Québec était déjà sorti de son "isolement stérile" en renouant "le dialogue avec les autres provinces et le gouvernement central", et en voulant "être la mère-patrie en terre d'Amérique" pour "tout



l'élément de langue française du Canada et des Etats-Unis ..." Mais il n'y avait que cette fenêtre ouverte sur l'Amérique du Nord ... Le Québec venait aussi d'affirmer sa présence au coeur de la Francophonie. Le premier ministre du Québec était à peine de retour de la cérémonie d'inauguration de la Maison de la délégation du Québec, à Paris le 4 octobre. "Les Français, disait-il, avec qui nous avons échangé des vues - qu'il se soit agi d'autorités gouvernementales, ou de représentants de la finance, de l'industrie, de la littérature et des arts - nous ont tous dit leur désir sincère de nous aider à nous réaliser pleinement... Je suis maintenant convaincu que, grâce à la France, nous serons en mesure de créer une industrie sidérurgique au Québec". Il s'agit, continuait-il, de cesser de vivre "aujourd'hui le drame d'une génération sacrifiée. C'est un sacrifice que nous n'avons pas les moyens de répéter une seconde fois dans notre histoire", car "le Québec est maintenant à l'heure de l'autoréalisation" (32).

Le congrès annuel de la FLQ s'ouvrit, comme aux réunions précédentes, par le rite de la résolution de confiance:

"Tenant compte de l'excellente administration que le gouvernement Lesage a donnée à la province depuis le 22 juin 1960 et aussi des relations si profondément humaines, intelligentes et cordiales que le chef de notre parti maintient sans cesse avec les militants libéraux, le congrès réitère son entière confiance en l'honorable Jean Lesage, le priant d'accepter notre sincère gratitude pour avoir su réaliser en une seule session au moins 75% du programme du Parti Libéral de Québec, programme qui fut élaboré dans nos congrès successifs.

"Le congrès tient également à manifester l'admiration et la reconnaissance de tous les libéraux au chef de notre Parti, parce qu'il a su établir dans le Québec de solides et sincères traditions et des principes démocratiques".

Passons vite sur l'importante question des finances de la Fédération qui révèle des chiffres dérisoires avec des déboursés et des revenus à peu près égaux de quelque \$60,000 (33). Le rapport du "Comité des Affaires fédérales" tenait en six lignes:

"Le Comité des affaires fédérales approuve les projets d'organisation des prochaines élections fédérales dans la province de Québec, tel que présentés dans une lettre du Comité de coordination pour la province de Québec, en date du 16 octobre 1961, et signée par l'honorable Chevrier.

"Le Comité félicite les membres du comité de coordination de la province de Québec du beau travail qu'ils ont accompli jusqu'à maintenant".

On n'analyse pas un texte d'un tel laconisme. Seuls, les événements à suivre en seront l'explication adéquate. Mais on ne peut s'empêcher de noter le caractère de demi-secret qui entoure le traitement d'une question de cette importance et qui serait d'une brûlante actualité dans quelques mois. La Commission politique, composée d'hommes





sérieux dont certains allaient jouer bientôt un rôle politique de premier plan (34), concluait qu'"après étude", elle en était "venue à la conclusion qu'il est opportun d'accorder des octrois statutaires aux partis politiques ... D'autre part, la Commission estime qu'une véritable réforme électorale étant actuellement amorcée (35), il n'est pas présentement opportun de prendre position sur les deux autres questions". La Commission ne répondait qu'à la première des questions qu'elle avait pour mandat d'étudier selon une résolution du 6<sup>e</sup> Congrès. Cette question, qui a rapport à la structure de financement de la Fédération et, par ricochet, à la "coordination" avec le parti libéral à la veille d'élections générales se lisait comme suit:

"a) Est-il opportun d'accorder des octrois statutaires aux partis politiques afin de leur permettre de mener à bonne fin leur programme d'éducation politique;"

Les "deux autres questions", sur lesquelles la Commission différerait son avis pour des raisons faciles à deviner étaient (36):

"b) L'obligation des partis politiques de donner rapport publiquement de l'origine, du montant et de l'emploi de leurs fonds;

"c) De l'opportunité de permettre le dégrèvement pour fins d'impôt des contributions versées aux partis politiques".

Le "Comité de l'Education" de la Commission, sous la présidence de M. Paul Lacoste, soumit toute une brochette de résolutions relatives à "la tenue d'une enquête sur l'enseignement et l'octroi de chartes universitaires" (37); à "la multiplication des écoles secondaires publiques" et au "prolongement de l'enseignement secondaire public"; à un nouveau statut du "Conseil de l'Instruction publique", dont on propose une telle transformation qu'elle équivaut à son abolition (38); à "la formation et le recrutement des professeurs et des instituteurs" et à leur "statut"; à l'"accessibilité à l'éducation au niveau secondaire". On le voit, beaucoup de ces mesures allaient être concrétisées, dans la suite, comme prolongements législatifs de recommandations de la Commission Parent. En outre, le Comité de l'Education proposait une "résolution de félicitations au gouvernement de la province". Après une série d'ATTENDU QUE ...

"IL EST RESOLU:

"QUE le gouvernement de la province soit félicité pour la législation très progressive déjà adoptée ...;

"QUE soit tout particulièrement approuvée la politique qui consiste à déterminer par statut le montant des subventions à l'enseignement et à confier l'administration de celles-ci au Ministère de la Jeunesse responsable de l'éducation devant la Législature".

Ce congrès de novembre 1961 fut qualifié de "congrès de la réforme électorale", mais il ne fut pas moins le "congrès de l'éducation" déjà, la Commission Parent



s'était mise à l'oeuvre pour une réforme qui s'annonçait, et ne pouvait être, que radicale. Au programme des libéraux fédéraux de leur congrès de janvier, prévoyant une série de mesures pour rendre l'éducation gratuite à tous les niveaux, le gouvernement libéral du Québec avait déjà répliqué par la création en mars de la Commission Parent; le "Comité de l'Education" de la FLQ avait, pour sa part, indiqué quelques lignes directrices de la réforme à venir dès le mois de novembre 1961.

Mais la résolution sans doute la plus "révolutionnaire" de ce congrès fut celle qui portait sur la "Constitution du Canada". La proposition sous forme d'un projet d'étude par la Commission politique paraît anodine et ne préjugait pas des conclusions. Mais la série des ATTENDU QUE n'avait rien d'anodin, surtout le quatrième qui fait appel au "droit fondamental de décider de sa destinée". A cause de son importance et de son caractère en quelque sorte prémonitoire, nous jugeons bon de reproduire au texte cette résolution:

"ATTENDU QUE le Québec connaît présentement un heureux foisonnement d'idées politiques et un réveil salutaire de l'esprit critique;

"ATTENDU QUE la population du Québec est déterminée à assumer pleinement toutes ses responsabilités dans tous les domaines de la vie sociale, économique, politique et culturelle;

"ATTENDU QUE la population du Québec forme un groupement ethnique bien caractérisé, qui manifeste, par ailleurs, le plus grand respect des minorités qui enrichissent son patrimoine national;

"ATTENDU QU'un tel groupement possède le droit fondamental de décider de sa destinée et que ce droit est généralement reconnu;

"ATTENDU QUE dans les circonstances actuelles il y a lieu de repenser la constitution du Canada afin de l'adapter aux exigences de la politique moderne et de la rendre plus apte à assurer le bonheur des citoyens canadiens et un meilleur fonctionnement de nos institutions politiques;

"ATTENDU QUE la question est posée de la nature des relations constitutionnelles qui devraient exister entre les provinces du Canada;

"ATTENDU QU'il est opportun d'apporter une solution réfléchie à cette question à l'approche du centenaire de notre constitution;

"le 7<sup>e</sup> congrès annuel (1961) de la Fédération libérale du Québec PROPOSE:

"De charger la Commission politique de la Fédération libérale du Québec d'étudier cette question et de lui demander de faire rapport au Conseil général".

Une telle résolution fut adoptée à un congrès qui avait comme invités à sa séance inaugurale MM. Lionel Chevrier et Louis Saint-Laurent, dont rapporte, le reporter de La Presse, "l'arrivée à été saluée par une longue ovation" (39). Des représentants d'associations libérales des provinces de l'Ontario et du Manitoba, la présidente de l'Association des Femmes libérales du Canada, le président de





l'Association des Jeunes Libéraux du Canada, tous anglophones, assistèrent aussi au Congrès. M. Lesage, au lendemain du congrès libéral fédéral de janvier (40), avait bien déclaré qu'il ne se sentait pas lié par les décisions et résolutions de ce congrès. Mais la résolution très laconique dont nous avons fait état plus haut inspirait au correspondant d'Ottawa du Devoir, M. Clément Brown, les commentaires suivants: "De ce que le parti libéral confiera son sort à la FLQ, sur le plan de l'organisation des comtés, il ressort évidemment que l'intégration des deux groupes est maintenant complète. Elle laisse croire que le gouvernement de Québec, indirectement tout au moins, accordera un appui total au parti de M. Pearson. S'il en était autrement, M. Lesage n'aurait pas permis la transmutation de l'organisation provinciale en une organisation fédérale "ad hoc". En somme, d'après ce chroniqueur, la situation entre les deux partis était encore plus ambiguë que celle qui prévalait entre les conservateurs fédéraux et le parti de l'Union nationale dont les relations à ce moment-là, étaient "fort imprécises. Les seules remarques publiques qui aient été faites à ce propos sont celles de M. Daniel Johnson, chef de l'Union nationale. Nous n'accepterons aucun maître d'Ottawa, dit-il en substance, le soir même de son élection, mais nous n'avons aucune raison de nous montrer hostiles à ceux qui se montreront nos amis. Quant aux conservateurs, ils ont monté une organisation distincte, au cours de ces dernières années, mais leurs partisans se recrutent, en gros, chez les partisans de l'Union nationale" (41).

A la fin de 1961, les infrastructures locales et les clientèles de base des libéraux et des unionistes correspondaient à peu près à celles des partis libéral et conservateur fédéraux. Mais les deux bouleversements électoraux de 1958, au fédéral, et de 1960, dans le Québec, avaient complètement inversé les positions des partis en présence. C'est un fait notoire que M. Diefenbaker n'aimait guère M. Duplessis. Dans l'année et demie qui suivit le raz de marée conservateur et précéda la mort de M. Duplessis, les 50 députés conservateurs du Québec - pour la plupart étonnés de leur succès inattendu - essayèrent, sous la houlette de M. Balcer, de jeter les bases d'une organisation conservatrice dans le Québec. Mais, sous les courts interrègnes de MM. Sauvé et Barrette, les "ressources" conservatrices du Québec furent principalement employées au niveau provincial. Les politiques partiellement incompatibles du gouvernement conservateur à Ottawa et du gouvernement unioniste à Québec n'empêchèrent pas certains arrangements fiscaux et financiers; mais il fallait bien plus, et bien plus longtemps, pour "ressusciter" une aile conservatrice québécoise du parti conservateur. Les épreuves répétées de l'Union nationale jusqu'au congrès de fin septembre 1961 allongèrent d'une autre année cette période



pendant laquelle les conservateurs québécois furent absorbés par leurs préoccupations provinciales. Le succès de M. Diefenbaker dans le Québec, en 1958, en raflant les deux tiers des sièges, était vraiment trop éclatant pour être durable. Ce ne pouvait être qu'un "accident", croyance que le "style" de M. Diefenbaker dans ses relations avec sa députation québécoise allait confirmer très tôt et de plus en plus.

Du côté de la famille libérale, sa lignée fédérale n'était plus prospère et vit sa "déchéance" de 1957, accélérée encore en 1958. Le rameau québécois, sous un nouveau et plus dynamique leadership, put se vitaliser d'une sève nouvelle. De 1958 à 1960, les relations entre libéraux fédéraux et provinciaux se situaient sur un plan de parité, celui de leur commune situation d'infortune. Mais après 1960, c'est le "grand frère" outaouais qui devient en quelque sorte dépendant de la nouvelle "prospérité" des provinciaux au pouvoir. On ne le sentit jamais plus clairement qu'en cette fin de 1961, alors que les libéraux fédéraux préparaient leurs "grandes manoeuvres" avec l'apport des troupes provinciales. Mais il y avait, parmi celles-ci, les francs-tireurs de la FLQ et toute une avant-garde qui trouvaient qu'il fallait plus que jamais encore autonomiser la politique québécoise. Cela allait aussi loin que de "repenser la constitution du Canada", après avoir affirmé "le droit fondamental" de "la population du Québec" de "décider de sa destinée", lequel "droit est généralement reconnu" (cf. la dernière résolution citée plus haut). Et, pendant que le gouvernement du Québec affirmait une présence à Paris, un vent d'"indépendantisme" avait commencé à souffler sur le Québec...

15. - Ce "vent" souffla en ouragan quelques jours après la tenue du congrès de la FLQ dans la même ville de Québec. Entre les 15 et 18 novembre, l'Association générale des Etudiants de l'Université Laval tint son premier "Congrès des Affaires canadiennes". Le thème du congrès voulait susciter "la minute de vérité" entre Canadiens des deux langues: Le Canada, expérience ratée ... ou réussie - The Canadian Experiment. Success or Failure (42). Prirent la parole, comme conférenciers invités, les ministres Davie Fulton, Jean Lesage et René Levesque, ainsi que - par ordre alphabétique, MM. Murray G. Ballantyne, Jean-Jacques Bertrand, Marcel Chaput, Douglas Fisher, Eugene Forsey, Maurice Lamontagne, André Laurendeau, James R. Mallory, Michael Oliver, Gérard Pelletier et Mason Wade. Furent portées par la large publicité donnée à ces débats, en particulier, les "sorties" de M. Chaput, nouvellement élu président du R.I.N. et reçu presque comme un futur "libérateur" par un groupe d'étudiants à la gare du Palais; de M. Lévesque qui prononça un incisif "So What?"; de M. Fisher ("I suppose for us the greatest impact of French Canadian culture has been made by Maurice Richard and Lili St-Cyr"). Toutes ces "sorties" firent leur tour de presse "from coast to coast" et posèrent pour la première fois au grand jour et, à certaines





heures, de façon presque fracassante, la question du séparatisme québécois.

Au mois de janvier 1962, M. André Laurendeau réclamait avec insistance la création d'une commission royale d'enquête sur le bilinguisme au Canada. Pressé de questions à ce sujet aux Communes, M. Diefenbaker répondit par un retentissant "NO!" Et quand son gouvernement accordera les chèques bilingues, mesure qui était inscrite au programme des libéraux oppositionnistes, le même éditorialiste commentera le 7 février: "Trop peu, trop tard". Comme on le sait depuis, La Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme allait être créée le 19 juillet 1963 par le gouvernement libéral de M. Pearson. Cette commission de dix membres, tous bilingues, sous la co-présidence de MM. André Laurendeau et Davidson Dunton, produira le 1er février 1965, un Rapport préliminaire se présentant non pas comme "un ouvrage de science sociale mais (comme) un témoignage sur la crise canadienne qui a "sa source dans le Québec; il n'est pas nécessaire de mener une enquête approfondie pour le savoir", car "tout se passe comme si l'état de choses établi en 1867 et jamais gravement remis en question depuis: était pour la première fois refusé par les Canadiens français du Québec" (p. 5 de la partie française du Rapport et p. 13 de sa partie anglaise). La position irréductible de M. Diefenbaker, visant à "régler" la crise canadienne en la niant, donnait beau jeu à M. Pearson qui déclarait à Montréal à la mi-février 1962 que le rôle du Québec "devrait être plus grand qu'il ne l'a été dans le passé, alors qu'un ensemble de circonstances semblait conspirer contre les Canadiens français et les empêcher de prendre toute la place qui leur revenait dans le développement économique qui avait souvent son origine en dehors de la province". Et, ajoutait-il: "j'espère et je crois que ces jours sont passés. Ils le devraient, si le Québec et les Canadiens français ne doivent pas se sentir séparés du reste du Canada; ils doivent avoir des chances égales dans le domaine du commerce et des affaires, pouvant ainsi participer pleinement avec le reste du Canada à notre vie économique comme à tous les autres aspects de notre vie nationale" (43).

Les deux événements d'importance capitale de cette année 1962 furent très évidemment les élections fédérales - attendues - du 18 juin 1962, et celles - tout à fait inattendues - que déclencha M. Lesage à l'automne 1962. Cette date du 14 novembre 1962 est la borne-frontière du présent chapitre.

Ce fut, à maints égards, un événement historique que cette élection fédérale du 18 juin 1962. Pendant la campagne, l'Institut canadien de l'Opinion publique avait déjà détecté un curieux phénomène: "Moins de Canadiens croient au retour du bi-partisme" (44). Le Gallup Poll canadien résumait ainsi le côté paradoxal de la situation:

"Quatre ans d'agitation politique ont fortifié parmi les Canadiens l'opinion que le pays ne reverra plus le régime des deux partis. Bien



que pendant cette période le créditisme n'ait pas été représenté aux Communes; et qu'un important chef social démocrate, M. Hazen Argue, se soit séparé du Nouveau Parti démocratique qui succédait à son ancien groupe pour se rallier au parti libéral, la proportion d'électeurs qui prévoient le retour au système des deux partis a diminué, celle des électeurs qui l'excluent a au contraire augmenté. Le changement des deux proportions est faible en lui-même, mais l'écart entre les deux s'accuse, il a augmenté de moitié. Pourtant le groupe d'électeurs le plus nombreux prévoit encore qu'en fait les deux anciens partis garderont la prépondérance aux Communes".

Voici comment le sondage établissait les réponses à la question portant sur le bi-partisme au Canada: l'évolution entre les opinions émises en juillet 1958 et celles de ce mois de mai 1962 était, en effet, marquante:

"Certains affirment que le Canada retourne au régime des deux partis; d'autres affirment le contraire. Qu'en pensez-vous?"

	Juillet 1958	Mai 1962
"Oui.....	46%	42%
"Non.....	33%	36%
"Réponses conditionnelles.....	1%	1%
"Sans réponse.....	<u>20%</u>	<u>21%</u>
	100%	100%

"Les citoyens de Québec sont proportionnellement plus nombreux que ceux de l'ouest à prédire le retour au régime des deux partis. Le partage de l'opinion ontarienne se situe entre les extrêmes. Dans la province de Québec, l'écart entre les "oui" et les "non" atteint 17%; il baisse à 10% en Ontario, à 6% dans l'ouest.

	Québec	Ontario	Ouest
"Oui.....	43%	46%	37%
"Non.....	26%	36%	43%
"Réponses conditionnelles.....	1%	-	2%
"Sans réponse.....	<u>30%</u>	<u>18%</u>	<u>18%</u>
	100%	100%	100% "

Il ne s'agit certes pas de faire la chronique de cette élection, encore moins une analyse (45). Mais s'impose, dans la perspective de notre étude, d'évoquer au moins cette espèce de dialogue par personnes interposées qu'échangèrent M. Pearson et M. Lesage. Ce dernier, lors de son discours du budget du 19 avril 1962 avait déclaré:

"La solution du problème des besoins prioritaires du Québec ne réside pas dans une taxation accrue. Ce serait vraiment trop facile! De fait, nous avons le devoir de lutter pour un réaménagement majeur des pouvoirs fiscaux qui corresponde à la situation nouvelle dans laquelle nous vivons et à l'esprit de notre constitution. Si notre pays est vraiment une confédération, il doit y avoir moyen pour une province comme Québec de ne plus se voir frustrée de ses aspirations légitimes, surtout à un moment de notre histoire où nous





construisons le matériel dont l'avenir sera fait".

Lors de son premier discours dans le Québec, M. Pearson lui faisait écho en déclarant à Sherbrooke en 1962:

"Autre point très important - et la province de Québec trouve ici réponse positive à ses aspirations légitimes en matière de taxation - nous appliquerons aux programmes conjoints, aux bourses d'études et aux subventions aux universités, une formule d'option qui permettra aux provinces qui le préfèrent d'obtenir d'Ottawa des revenus proportionnels à ce qu'il en coûte au gouvernement central. Qu'est-ce que la formule d'option? C'est une assurance que nous donnons aux provinces, qui désirent se retirer de certains programmes conjoints et de notre plan de bourses universitaires et de subventions fédérales aux universités, qu'elles peuvent le faire sans perte de revenu pour la province. Ainsi, toute province pourra soit recevoir le montant prévu pour la province dans le budget fédéral, ou encore, percevoir elle-même un montant correspondant au montant prévu et alors, le fédéral diminuera d'autant son impôt direct" (46).

Les opinions québécoises sur ce discours - rectificatif ou complément au programme adopté en janvier 1961 - furent généralement favorables. On mettait en évidence les trois principes: 1<sup>o</sup> du respect des droits dans les domaines de compétences provinciales; 2<sup>o</sup> des paiements par péréquation pour éliminer les inégalités entre les provinces; et, surtout, 3<sup>o</sup> de la formule d'option pour les provinces de se retirer des "plans conjoints" ou "à frais partagés", moyennant compensations proportionnelles. "Comparé aux pratiques des premiers gouvernements libéraux d'après-guerre, écrivait André Laurendeau, ce programme marque un singulier progrès. M. Pearson fait ici la théorie des compromis réalisés par M. Saint-Laurent durant les dernières années de son régime et qu'inspira M. Maurice Lamontagne" (47).

Comme en 1957, M. Diefenbaker se verra, le soir du 18 juin 1962, à la tête d'un gouvernement minoritaire (116 députés conservateurs contre 100 libéraux) qui devra compter pour subsister sur les voix des tiers-partis. L'aspect "spectaculaire" de ces résultats fut sans doute la renaissance du parti créditiste, devançant de beaucoup les gains du N.P.D. (30 sièges contre 19). Sur les 30 sièges créditistes, 26 se trouvaient dans le Québec, où le pittoresque leadership de M. Caouette avait fait merveille au grand ahurissement de tout le monde ... (48). Le gouvernement de M. Diefenbaker devenait ainsi un gouvernement en sursis par la "bonne (ou la mauvaise) grâce" de M. Caouette ... Dans le Québec, libéraux et unionistes n'en finissaient plus de s'interroger avec quelque inquiétude sur le bizarre phénomène (49). "On craignait naguère que le drapisme ne dérangerait le jeu dualiste traditionnel; et voici que, dans l'arène fédératif, il est vrai (mais "on ne sait jamais..."), le caouettisme montrait qu'une telle "menace" était plus que plausible...



Nous serons encore plus bref sur l'élection provinciale du 14 novembre 1962. A la suite de la campagne obstinée et solitaire de M. René Levesque sur la question de la nationalisation des entreprises d'électricité, un dénouement supposément "dramatique" de la crise ministérielle s'était produit après l'historique meeting secret du Lac à l'Epaule dans le parc national des Laurentides. A la suggestion de M. Lapalme, a-t-on appris dans la suite, des élections générales précipitées constitueraient la meilleure solution. M. Caouette ayant quelque difficultés de retenir l'enthousiasme de ses "volontaire", ce sera un match à deux. M. Lesage sut montrer ses qualités de "souplesse" et de leadership dynamique en ne se laissant pas "voler la vedette" par son brillant et peu conventionnel collègue, qui avait précipité la crise. Le point culminant de la campagne avait été, du reste, l'affrontement Lesage-Johnson à la télévision de Radio-Canada. Le premier l'avait emporté brillamment en dépit de l'astuce du second. Les libéraux provinciaux se voyaient donc reportés au pouvoir pour quatre ans avec des effectifs accrus de 63 sièges (57% du vote) aux dépens des unionistes, pour la première fois dirigés par M. Johnson, qui obtenaient 31 sièges (42%). Les libéraux provinciaux sont maintenant plus forts que jamais à la Législature et dans l'opinion, pendant que les fédéraux, sur la remontée depuis 1958, n'attendent que la première défection de M. Diefenbaker pour reprendre, à coup sûr, le pouvoir, en établissant des "projections" sur la base des deux élections de 1957 et 1958, dont la seconde avait été tellement favorable à M. Diefenbaker. Mais, au "presque vainqueur" Diefenbaker du 18 juillet 1962 succédera le "presque vainqueur" Pearson le 8 avril 1963. Dans notre régime de grande stabilité, recommencera une seconde phase d'instabilité, plus longue que celle de 1957-1958 (10 mois) et qui dure encore...





#### CHAPITRE IV

16.- L'année 1963 vit deux congrès annuels de la FLQ - celui de l'automne 1962 étant remis, à cause des élections du 14 novembre 1962, à février 1963. Ce n'est pas l'année où la distinction, dissociation ou scission (1) entre les organisations des deux partis libéraux canadien et québécois, se consomma, mais celle où elle se prépara, s'annonça. C'est également l'année où les Libéraux fédéraux reprirent le pouvoir (le 8 avril). On peut trouver paradoxal, ou tout simplement naturel qu'un tel phénomène se soit produit au moment où les libéraux sont ré-installés solidement à Québec, et retournent au pouvoir, mais de façon plus précoce à Ottawa. La narration des faits jusqu'à maintenant nous fournit suffisamment d'indices ou de signes avant-coureurs pour qu'après coup on ne s'étonne guère de ce qui s'est produit le 5 juillet 1964. Mais il serait certes abusif d'y voir des faits déterministes rendant la distinction (du moins à un certain niveau) des deux partis inévitable, fatale, etc... Certains processus déjà engagés et discernables auraient pu évoluer différemment ou même stagner ou bifurquer. Rien n'est jamais joué irrévocablement en politique, et pas davantage dans le cas qui nous occupe.

Le dynamisme du parti libéral québécois et de sa fédération n'avait pas de correspondance relative dans la participation du Québec à l'équipe de M. Pearson. Entre les deux élections fédérales de juin 1962 et d'avril 1963, les dirigeants libéraux d'Ottawa s'en rendaient fort bien compte et la presse leur faisait écho. Le cas des libéraux n'était pas unique. Il n'est probablement aucune époque de l'histoire politique canadienne où l'on ait autant épilogué sur la décadence des "vieux" (ou traditionnels) partis. Ce qui était aussi poser la question du "nouveau" parti. Beaucoup d'intellectuels au Québec au moins autant qu'ailleurs, préconisent une "alliance" d'un type ou l'autre entre les libéraux et les socialistes canadiens. A cinq jours de l'élection provinciale du 14 novembre 1962, le rédacteur en chef de La Presse, M. Gérard Pelletier attirait l'attention de ses lecteurs sur la scène outaouaise où "il se passe en effet des choses ... que nous aurions grand tort d'oublier:

"Pour résumer en peu de mots la situation, disons que le Canada, à toutes fins pratiques, n'a pas de gouvernement. Il y a aux Communes des partis qui pique-niquent tous ensemble depuis quelques semaines, occupés à se jouer les uns aux autres des tours pendables, plus soucieux de se discréditer mutuellement que de régler les problèmes du pays. Ils sont tous assis sur une seule fesse; aucun n'a défait ses valises; tout le monde attend, certains avec impatience et d'autres avec terreur, que la crise commencée le 18 juin dernier arrive à son dénouement.



"Or, cette situation nous concerne, nous du Québec, très particulièrement. D'abord parce que nous sommes canadiens et à ce titre vitalement intéressés à ce que le pays sache clairement où il va; ensuite parce que nous sommes les grands responsables de l'instabilité actuelle. Si la province n'avait pas, comme elle l'a fait, divisé son appui entre trois partis politiques, nous aurions sans doute à Ottawa un gouvernement majoritaire et capable de gouverner. Parce qu'au lieu de favoriser carrément un "vieux parti" nous avons confié des mandats à 26 candidats créditistes, c'est la pagaille qui règne.

Et l'éditorialiste concluait:

"Nous sommes peut-être acculés à l'alternative suivante: ou bien un gouvernement immobiliste et farfelu, maintenu par une alliance Diefenbaker-Thompson-Caouette, ou bien une alliance de renouveau appuyé sur une alliance Pearson-Douglas.

"Car il semble bien que l'ère des Mackenzie King et des Louis Saint-Laurent soit révolue, tout comme celle des Borden, Bennett et autres Diefenbaker".

Selon le chroniqueur outaouais du Devoir M. Fernand Bourret (2), c'était "prendre des rêves pour des réalités" (3) et il exprimait "l'avis que s'il survient jamais un réalignement des partis aux Communes, nous verrons une alliance libérale-conservatrice au lieu d'une alliance libérale-néo-démocrate" (le 26 novembre 1962). Un autre chroniqueur parlementaire, M. Amédée Gaudreault du Soleil, attirait l'attention sur la carence de "vedettes" québécoises au sein du parti libéral fédéral, car "cela peut sembler paradoxal, mais l'aile québécoise du parti libéral, même si elle a augmenté le nombre de ses députés, qui est passé de 25 à 35 est sorti affaiblie des dernières élections fédérales". M. Gaudreault ajoutait que la perte d'une "vedette reconnue comme M. Maurice Bourget" et l'incapacité de "faire élire des hommes de premier plan comme MM. Maurice Lamontagne et J.-B. Lemoyne" (4) ne laissaient plus "qu'un homme capable de faire un 'grand ministre', M. Lionel Chevrier" (5). C'est à cet automne 1962 que M. Douglas Fisher fit sa désormais célèbre "charge" contre les députés libéraux de Montréal. "Connaissez-vous le député de Hochelaga, M. Raymond Eudes? C'est le type de député qui ne parle jamais en Chambre, reste assis ou est le plus souvent en dehors des Communes". Il eut également des paroles peu aimables pour MM. Alan MacNaughton, Romuald Bourque, Raymond Rock, John Turner. Au sujet de ce dernier: "Lui, que l'on disait progressiste, je l'ai entendu récemment mettre en doute l'importance d'un programme politique pour un parti ... C'est ça le supposé radicalisme et supposé progressisme de l'équipe libérale fédérale". Et le journaliste de La Presse qui rapportait ses propos, M. Pierre Godin, résumait ainsi la conclusion de M. Fisher: "Le parti libéral a perdu les gens qui lui avaient donné de l'étoffe. Les Claxton, les Howe, les Saint-Laurent sont ou





bien morts ou bien à leur retraite... Il reste ceux qu'on appelle les 'quatre chevaux' du parti libéral: Pearson, Chevrier, Pickersgill et Martin. A part ça, pas grand chose. On le voit d'ailleurs car ce sont toujours ces quatre hommes qui parlent et font le travail aux Communes" (le 30 novembre).

Dans une lettre à La Presse, M. Jean-Paul Deschatelets répliqua à M. Fisher:

"Avec une représentation de cent députés à la Chambre, il est bien évident que la participation aux débats est plus limitée pour chacun des députés libéraux que pour le parti socialiste qui ne compte que quelques députés; surtout à un moment où tous les parlementaires reconnaissent l'urgence de limiter et le nombre et la longueur des discours...

"Même si on pouvait démontrer que le député de Port-Arthur parle plus souvent qu'à son tour, il serait peut-être préférable pour lui de parler moins souvent et de mieux réfléchir avant de parler.

"On se rappellera que c'est ce même M. Fisher qui manifestait l'an dernier un souverain mépris pour la province de Québec, en déclarant que le Canada anglais n'avait pas besoin du Québec et que notre province n'avait produit autre chose que Maurice Richard et Lili Saint-Cyr.

"M. Fisher ne voit que quatre grands noms dans le parti libéral: il semble obsédé par ces quatre géants de la politique canadienne, MM. Pearson, Chevrier, Martin et Pickersgill; c'est beaucoup plus qu'il n'en peut trouver dans son propre parti; le parti libéral forme actuellement une formidable équipe et il paraît évident que M. Fisher n'est pas encore remis du fait que le seul parlementaire d'envergure du parti socialiste NPD, M. Hazen Argue, ait abandonné ce groupe miteux, pour le parti libéral"(6).

Les critiques contre les "insultes" portées par M. Fisher contre les députés du Québec continuant, M. Fisher sentit le besoin de s'expliquer plus précisément sur ses vues et son attitude générale. Dans une lettre que Le Devoir publia le 8 janvier 1963, et qui aura probablement valeur de "document historique", M. Fisher déclarait:

"Ce n'est qu'une affaire personnelle, mais je suis fatigué de cette déclaration renouvelée que l'on lit sur les journaux québécois à l'effet que 'Fisher a insulté les Canadiens français'.

"Dans votre numéro du 24 décembre, un homme du nom de Prosper Boulanger, qui, paraît-il, est député de Montréal-Mercier, vient de soulever de nouveau cette question d'insulte'. Dans sa lettre, il m'accuse de passer mon temps à la Chambre des communes à insulter les Canadiens français, surtout les députés de Montréal.

"Permettez-moi d'abord de faire la remarque que les Canadiens français doivent être fort susceptibles si mes quelques commentaires les embêtent tellement. Je connais peu le Canadien français; par contre, il me fascine. Au fond, il y a deux choses que j'ai dites et elles demeurent valables malgré mon manque de connaissance du Canada français. Premièrement, à l'ouest de Sudbury, les Canadiens français sont relativement peu nombreux et ceux qui y demeurent et qui ne sont pas d'expression française sont très peu au courant de la culture et des personnalités canadiennes-françaises. Ceci n'est pas une opinion: c'est un fait. Je suis d'avis que ce manque de connaissance reflète l'indifférence, non pas l'hostilité.



"Deuxièmement, depuis cinq ans à la Chambre des communes je me rends compte que la plupart des députés du Québec ont une conception différente de leur rôle qu'ont les députés des autres provinces. Ceci se constate par le fait que les deux représentants les plus capables et démontrant le plus d'initiative du Canada français dans la Chambre des communes, sont en effet de l'Ontario. Je réfère à MM. Chevrier et Martin.

"Il se peut que les députés libéraux du Québec, et surtout de Montréal, sont très occupés par les affaires de comté, et c'est peut-être la raison pour laquelle on les voit et les entend si peu souvent à la Chambre des communes. Mais qu'il me soit permis de rassurer M. Boulanger d'une chose: quand j'ai parlé récemment du maigre rendement des députés montréalais, je ne pensais pas aux députés créditistes (qui, d'ailleurs, ne sont pas de Montréal), ni aux députés conservateurs. Je ne pensais qu'aux députés libéraux, d'expression anglaise comme d'expression française. Pour une raison quelconque - peut-être monsieur le rédacteur, vous pourrez l'expliquer - les députés libéraux de Montréal ont tendance à être des nouilles. De toute façon, si j'étais libéral demeurant à Montréal, je serais reconnaissant au vieil Ontario pour nous avoir donné MM. Martin et Chevrier".

17.- Quant aux libéraux provinciaux, ils se rendaient compte que le processus de "démocratisation" de leur parti et de leur fédération n'allaient pas être plus facile au pouvoir que dans l'opposition. Dans la chronique franche et fureteuse, "La démocratie au Québec, qu'ils publièrent dans La Presse durant les années de la direction de M. Gérard Pelletier, les journalistes Richard Daigneault et Dominique Clift firent un jour porter leur billet quotidien sur le sujet des rapports entre la fédération démocratique et le parti gouvernemental, Sous le titre: "Une bonne blague de Gérin-Lajoie", ils écrivaient le 11 mai 1962:

"Le ministre de la Jeunesse Paul Gérin-Lajoie trouve que la Fédération libérale du Québec constitue le meilleur moyen pour empêcher le parti au pouvoir de s'identifier avec l'Etat pour le profit d'un petit nombre.

"En termes crus, il prétend faire croire au public que la Fédération du parti n'est pas intéressée à exercer un contrôle sur la façon dont l'argent est dépensé par le gouvernement.

"Il croirait que la Fédération peut empêcher le parti de s'approprier le gouvernement comme l'avait fait l'Union nationale de façon si scandaleuse.

"Le ministre n'aurait pas dû enlever les épines du bouquet de roses qu'il lançait à la Fédération libérale, car elle les mérite aussi.

"Il aurait dû noter la façon dont certaines associations de comté membres de la Fédération s'arrogeaient des pouvoirs du gouvernement en enquêtant sur le comportement politique de fonctionnaires nommés sous l'Union nationale. Il aurait pu parler aussi de la façon dont certaines associations contrôlent les emplois temporaires disponibles dans certains ministères. S'il y a confusion entre le parti et l'Etat c'est bien là qu'elle se trouve.





"M. Gérin-Lajoie aurait pu expliquer comment certains de ses collègues au conseil des ministres sont devenus prisonniers de leur organisation et de l'association de comté. Il aurait pu mentionner le joug qui pèse sur de nombreux députés libéraux...

"C'est dire que le cabinet devrait s'appliquer à éloigner les membres de la Fédération libérale de toute fonction et décision qui relèvent exclusivement du gouvernement. Autrement, les éléments progressistes qui ont proposé des idées nouvelles comme la Loi électorale perdront tout intérêt envers la chose publique et abandonneront la Fédération. Si le cabinet veut que ces éléments soient forts, il doit lui-même être fort.

"D'ailleurs le ministre de la Jeunesse peut parler en connaissance de cause. Dans son propre ministère, il a très bien réussi à écarter toute intervention de l'extérieur.

"M. Gérin-Lajoie ferait oeuvre plus utile en donnant sa recette à certains de ses collègues plutôt que de prononcer des discours douteux sur la Fédération libérale".

Quelques semaines plus tard, vingt-cinq mois après la prise du pouvoir, le chef de l'information du Devoir, M. Michel Roy, après avoir rappelé quelques passages-clés du "remarquable discours" que M. Lesage prononçait le 8 octobre 1960, "moins de quatre mois après l'avènement du parti libéral", opinait que la FLQ, "faute d'imagination, d'orientation, de ressources ou découragée", n'avait pas su remplir la mission que le nouveau premier ministre lui avait assignée (8):

"La Fédération libérale n'a pas joué ce rôle que M. Lesage lui avait confié; elle ne s'est pas employé à faire connaître comme il aurait fallu, par un programme d'éducation populaire, les réalisations du gouvernement dans les secteurs où celles-ci ont été particulièrement importantes: hospitalisation, éducation, société de financement, loi électorale, régime d'adjudication des contrats, relations avec le pouvoir central.

"Retour de Gaspésie, les journalistes qui ont accompagné M. Lesage ont été frappés par le mécontentement des partisans libéraux privés des fruits du "patronage", mais aussi et davantage peut-être, par l'incompréhension et l'indifférence qui ont accueilli les lois relatives à l'éducation...

"En deux ans, le gouvernement de M. Lesage a accompli une oeuvre importante et le chef du gouvernement avait évidemment raison de dire aux Gaspésiens que les résultats d'une "politique de grandeur" se feront sentir, non pas dans l'immédiat, mais à longue échéance. C'est précisément à la faveur de ce voyage en Gaspésie que s'est manifestée la douloureuse conséquence de l'immobilisme dont la Fédération doit porter la responsabilité, du moins dans une large mesure. Elle n'a passé ou pu expliquer au peuple du Québec le programme et les objectifs politiques du gouvernement. Le gouvernement lui-même, absorbé, il est vrai par des tâches urgentes et quotidiennes, mal appuyé par la Fédération, est particulièrement responsable de l'échec. Ministres et députés auraient pu stimuler davantage la Fédération, lui rappeler la mission dont elle avait été investie, inspirer le programme d'éducation populaire qui se révélait nécessaire, qui ne l'est pas moins aujourd'hui.



Il n'appartenait pas seulement à M. Gérin-Lajoie et à son diligent personnel de faire connaître au public l'importance et la portée des lois de l'éducation; il fallait encore que ce message fût répandu, interprété, expliqué à tous les niveaux, dans toutes les régions.

"Il n'incombe pas non plus au seul René Lévesque de faire valoir les avantages de l'exploitation des ressources naturelles au profit du Québec ou de haranguer les camionneurs de la Côte Nord... Et il arrive que l'on se demande parfois quelle est, exactement, depuis deux ans, l'utilité et le rôle de la Fédération qui déploie beaucoup d'énergie à solliciter des faveurs du gouvernement. Cet échec en matière de propagande et d'éducation populaire est d'autant plus regrettable que la Fédération avait été le creuset du programme politique grâce auquel le parti fut porté au pouvoir et que ses structures avaient été empreintes de démocratie. L'appel du 8 octobre 1960 n'a pas été entendu. Mais il n'est pas encore tard".

Puis vint la crise intra-ministérielle grave de la nationalisation de l'électricité avec son dénouement en deux temps: 1<sup>o</sup> la réunion "dramatique" du Lac à l'Epaule; 2<sup>o</sup> devant le corps électoral québécois le 14 novembre 1962. Lors du congrès des Jeunes Libéraux du Québec (au début février 1963) et à quelques semaines du congrès annuel retardé de la FLQ, M. Lesage choisit comme thèmes de son discours le rôle des partis et la "valorisation" de la fonction publique. Le résument, M. Claude Ryan écrivait: "M. Lesage veut que les partis deviennent 'des organisations structurées, formées de citoyens partageant des idées politiques communes et construisant ensemble des programmes d'action déterminés'. Les partis politiques, ainsi orientés, seront mieux en mesure, selon le premier ministre, d'informer la population et de solliciter honnêtement l'appui de l'opinion publique".

Trouvant que "ce sont là des propositions très nobles auxquelles on est heureux de souscrire", M. Ryan regrettait que M. Lesage n'ait pas été "assez explicite sur les conditions et moyens à mettre en oeuvre en vue d'atteindre cet objectif" et suggérait: "Il nous semble que M. Lesage pourrait profiter de la position très forte que lui confère sa victoire récente pour aborder de front cet urgent problème. Ce pourrait être le thème d'une communication 'du tonnerre' à une prochaine assemblée de la Fédération libérale" (9).

18.- Ces divers commentaires montrent que la "révolution tranquille" avait des secteurs vraiment trop "tranquilles" (ou trop "remuants" - tout dépendant du point de vue...) même après la victoire décisive du 14 novembre 1962. Le 8<sup>e</sup> congrès, retardé, des 22-23-24 février, suivant cette victoire et précédant l'élection fédérale du 8 avril 1963, ne pouvait manquer d'être l'écho de ces "malaises" ni de prendre position relativement au parti libéral fédéral.

Ré-investi par ses partisans (10), M. Lesage, à la séance d'ouverture, pouvait rappeler avec fierté: "Le 14 novembre dernier, le Parti libéral du Québec a





obtenu un pourcentage du vote populaire comme l'Union nationale n'en a jamais tenu de toute son histoire, soit 56.4%. Si l'on se rappelle qu'avec seulement 51.24% du vote populaire, l'Union nationale avait fait élire 82 députés en 1948, ce ne sont pas 63, mais bien 90 députés libéraux qui devraient présentement siéger à Québec!" A la déclaration d'intentions fermes, souvent renouvelée:

"La démocratisation de la structure et des cadres de notre parti est, vous le savez tous, chose encore fort récente. Pourtant, nous lui devons déjà des réalisations et des initiatives qui représentent un véritable renouveau dans notre vie politique. Ainsi, les congrès de notre Fédération constituent, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, les "Etats généraux" du parti et nous les tenons annuellement, au pouvoir comme nous les avons tenus dans l'Opposition. Nous croyons, nous libéraux, que la structure et les cadres démocratiques que nous avons édifîés dans les années les plus difficiles ont un caractère permanent que ne sauraient affecter le sort des armes en politique. Ce qui a servi à bâtir un programme, à forger les armes de la victoire et à conduire le parti au pouvoir, doit servir également à maintenir les contacts avec le peuple, à surveiller et à faciliter l'application du programme, et à préparer l'avenir..."

M. Lesage ajoutait une note nouvelle qui n'allait pas sans comporter quelque "risque" dans un avenir rapproché:

"On a dit souvent de la Fédération libérale du Québec qu'elle était l'aile marchante de notre parti. Elle doit continuer de l'être. Mais je voudrais qu'elle soit plus encore, l'aile pressante du Parti Libéral du Québec".

Cette idée d'orientation idéologique par la FLQ venait d'être entérinée par la Commission de la Constitution qui adopta un texte devant s'ajouter comme premier paragraphe à l'article 2, comportant les "définitions" de "groupement régional", d'"association de comté", etc. Cette définition liait ainsi l'existence de la fédération et du parti libéral du Québec: "LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC désigne l'association des militants libéraux qui, dans les cadres de la Fédération Libérale du Québec, assure son action et oriente sa pensée politique". Le rapport du président démissionnaire, le docteur Roger Brault n'atténuait pas les difficultés et "problèmes de toutes sortes", sans trop les expliciter, l'ayant déjà fait dans des "conclusions drastiques, parfois explosives" (11). Mais le ton général n'était pas loin d'être plutôt apologétique: "J'ai lu récemment dans un journal des mots de reproche à l'égard de la Fédération au fait qu'elle ne remplit pas le rôle qu'elle s'était donné de remplir. Sachant ce qui s'accomplit au sein des associations de comté, connaissant mieux que tout autre les exigences qui sont imposées à ces associations et l'immense somme de renoncement que chacun doit s'imposer, reconnaissant que c'est avec des humains que nous transigeons, des humains avec leur faiblesse et leur qualité, appréciant les immenses sacrifices financiers qu'une multitude de militants s'imposent,



je n'ai pu que m'attrister profondément devant ces critiques trop souvent destructives et pour le moins injustes. A ceux-là, je dis qu'ils se trompent. Si à leurs yeux, le programme d'éducation populaire n'est pas en plein mouvement, ce n'est qu'à des problèmes de technique que la responsabilité incombe. Ai-je besoin de leur dire, et à vous aussi messieurs, que la Fédération se finance par elle-même, que pour organiser un système de renseignements, d'information, de formation de cliniques, etc., ça coûte nécessairement cher et le financement honnête, sans attache, n'est pas facile à obtenir" (12). Le rapport du Trésorier de la Fédération, M. Jean Morin faisait état des revenus et dépenses qui étaient à peu près du même ordre que ceux de l'année précédente (13).

Une résolution du congrès mérite une attention spéciale reproduisant dans son titre le slogan de la récente campagne électorale, "Maîtres chez-nous", et référant au gouvernement de "l'Etat du Québec":

"CONSIDÉRANT qu'un fort mouvement nationaliste se manifeste présentement dans la province;

"CONSIDÉRANT que le gouvernement libéral a été l'artisan important de ce mouvement par la création de la Société Générale de Financement et la nationalisation de l'électricité;

"IL EST PROPOSÉ qu'aussitôt que ces questions seront réglées, le gouvernement de l'Etat du Québec prenne d'autres mesures afin de continuer à coordonner, à stimuler et à orienter l'économie afin que nous devenions, sans trop de heurts, réellement maîtres chez nous."

A un mois et demi des élections fédérales, il était naturel que les libéraux fussent représentés "en force" au congrès. Déjà la Commission de la Constitution avait proposé un important amendement à l'article 9b). Citons d'abord le passage de cet article qui allait être révisé: "Le chef du parti libéral du Québec et le président de la Fédération sont membres ex officio de toutes les Commissions. Le représentant du chef du parti libéral du Canada au Conseil exécutif de la Fédération Libérale du Québec, le secrétaire général-adjoint font partie de chaque Commission à titre consultatif". Le nouveau libellé de ce texte selon la proposition consistait à, "après les mots 'Le chef du Parti libéral du Québec' remplacer la conjonction 'et' par une virgule, après 'le président de la Fédération' et (à) enchaîner avec les mots suivants 'le représentant du chef du Parti libéral du Canada au Conseil exécutif de la Fédération libérale du Québec, le secrétaire général et le secrétaire général-adjoint sont membres ex-officio de chaque Commission'". De son statut de membre "à titre consultatif" le représentant du chef du Parti libéral (14) se voyait promu membre ex-officio de chaque Commission à l'instar du chef du Parti Libéral du Québec et du président de la Fédération, en outre de rester membre du conseil exécutif de la FLQ. M. Pearson, présent au congrès, y prononça une allocution





bilingue dont on retiendra surtout les deux phrases suivantes:

"Je veux d'abord présenter mes hommages à la Fédération libérale du Québec qui rend de grands services au parti fédéral et qui continue, avec tant de succès, à démocratiser notre vie politique.

"Je ne puis, en quelques mots, dire toute l'admiration que j'ai pour mon ami Jean Lesage, et pour sa vaillante équipe qui continuent avec courage et dignité la révolution pacifique du Québec" (15).

Dans son discours de nouveau président élu de la FLQ, l'ancien président des Jeunes Libéraux (16), M. François Aquin, appuiera de façon mitigée le parti libéral fédéral, déjà en "grandes manoeuvres" électorales: "Parce qu'ils appuient l'oeuvre du gouvernement libéral du Québec, les membres de la Fédération libérale du Québec ne sauraient se désintéresser de la question fédérale. Quelles que soient nos idées sur la réforme de la constitution canadienne, parce que précisément nous voulons être exigeants vis-à-vis nos représentants à Ottawa, nous avons le devoir de doter le Canada d'un gouvernement stable - responsable - respectueux des droits souverains de l'Etat du Québec. Ce gouvernement sera celui de Lester B. Pearson". Le Soleil du 25 février 1963 titrait une nouvelle de son "envoyé": "Prudence de la Fédération libérale sur toutes les questions fédérales". Et il en donnait comme preuve le renvoi de trois projets de résolutions de l'Association libérale de la Beauce à la fin de la liste des résolutions, ce qui signifiait "à toute fin pratique qu'elles sont renvoyées aux calendes grecques puisque de 1, 2 et 3, elles sont devenues 113, 114 et 115." Ces trois résolutions visaient 1<sup>o</sup> à féliciter M. Pearson pour son attitude à l'égard du bi-culturalisme, 2<sup>o</sup> à endosser sa politique en matière d'armes nucléaires, 3<sup>o</sup> à demander une augmentation des allocations familiales. C'est évidemment la deuxième résolution qui soulevait des objections d'opportunité: la délégation l'avait d'ailleurs retirée par écrit dès le début de la séance. Les deux autres projets de résolutions se virent rapportés, par une résolution de l'assemblée à la toute fin de l'ordre du jour. Selon le journaliste du Soleil, il s'agissait d'"une extrême prudence de la part de l'organisation" dans l'ignorance où l'on était du "sentiment de la majorité sur les armes nucléaires". Mais, se demandait-il, peut-être, y avait-il là quelque causes plus profonde?

"Mais on peut se demander aussi si la Fédération Libérale du Québec n'est pas rasiée de victoires, ayant enfin trouvé en Jean Lesage l'homme qui lui fournirait les campagnes victorieuses.

"On peut aussi se demander si le nationalisme québécois n'est pas assez pour nos libéraux et s'ils n'ont pas choisi de demeurer des provinciaux quand l'on considère que Lester B. Pearson, qui fut le prestigieux ministre des Affaires extérieures, n'a pas réussi samedi midi, à pincer la corde du nationalisme canadien.

"Cette indifférence pour la chose fédérale est le fait d'une certaine aile du parti, mais il arrive que ce soit le fait des jeunes qui



amorcent une manoeuvre séparatiste sans peut-être trop s'en rendre compte".

C'est peut-être un trait dominant de ce congrès que l'espèce de prise en mains par de "jeunes éléments" de divers postes de commande, à commencer par la présidence. Les deux candidats au plus haut poste étaient deux jeunes hommes dans la trentaine, M. François Aquin (33 ans) et M. Alphonse Barbeau (36 ans). Mais, observait M. Jean-V. Dufresne, on apparentait "le premier à la 'nouvelle vague' de la fédération, le deuxième 'aux gens en place' (17). Mais jouissant d'un prestige à peu près égal, avocats tous deux, diplômés, incidemment de la même université - McGill - chacun (possédait) des atouts susceptibles d'influencer profondément le vote ... La candidature de M. Barbeau est liée, dans l'esprit d'un grand nombre de délégués, à la 'bande du secrétariat permanent du parti, chemin de la Côte Sainte-Catherine, dont l'attitude jugée trop dictoriale soulève beaucoup de mécontentement, surtout chez les partisans venus de l'extérieur de la métropole. Par contre, parce qu'il jouit de l'appui du secrétariat, M. Barbeau se trouve virtuellement assuré, au départ d'un bloc massif de 263 délégués, membres des multiples commissions et comités du parti que contrôle hardiment dit-on, le secrétaire général de la fédération, M. Gérard Brady". Contrairement au congrès précédent qui avait élu le docteur Roger Brault grâce à "l'appui personnel du premier ministre" (18), "cette année, on nous affirme que le premier ministre n'interviendra, ni de près ni de loin, les deux candidats se (partageant) trop également la sympathie des délégués" (19). Malgré "l'avance" de M. Barbeau, M. Aquin l'emporta avec une confortable majorité de 186 voix - grâce sans doute à l'"impartialité" de M. Lesage.

Les jeunes libéraux se trouvaient tout naturellement en vedette et même, en force puisque la Fédération des Etudiants libéraux du Québec tint son congrès la journée même de l'ouverture du congrès de la FLQ, le 22 février 1963. C'est au déjeuner du congrès de la Fédération des Etudiants libéraux que M. Gérin-Lajoie, au nom de M. Lesage, annonça l'intention du gouvernement d'accorder le droit de vote aux jeunes gens de 18 ans. La résolution, qui fit la manchette des journaux, demandait le retrait du Québec de tous les "plans conjoints" - ce qui n'était déjà plus une "nouveau-té". La résolution ne fut finalement adoptée qu'"après un vigoureux échange de propos entre les délégués de langue française et ceux de langue anglaise" (20). Les étudiants préconisaient aussi une division du futur ministre de l'éducation en deux comités français et anglais, se subdivisant en sous-comités catholique, protestant et neutre; il réclamaient encore l'établissement d'un secteur public complet jusqu'au niveau universitaire inclus. En matière économique, les congressistes posaient la responsabilité ultime de l'Etat" (21) quitte à choisir entre toute une série d'interventions; plani-





fication indicative (insuffisante, par exemple, en économie agricole), dirigisme économique et nationalisation - selon les besoins et l'efficacité des moyens en telle ou telle occurrence. Sur le plan de l'organisation de la Fédération, les Etudiants ne se sentirent pas comblés par l'octroi du droit de vote à 18 ans; ils réclamaient la présence de représentants des collèges classiques dans leur fédération qui, jusque là, ne comprenaient que des étudiants universitaires. M. Eugène Lapointe qui fut élu président (22), fit entendre le langage de l'impatience: "Cela fait exactement trois ans que nous tentons de faire quelque chose de concret. Nous sommes particulièrement heureux d'avoir le vote à 18 ans. Mais les jeunes qui peuvent voter, nous voudrions les faire travailler, nous. C'est pour cela que nous avons fondé les collèges classiques. Mais il y a toujours un baillon pour envoyer nos efforts aux calendes grecques" (23). S'appuyant sur le programme du nouveau président de la FLQ, les Etudiants libéraux proposaient de faire de leur fédération une fédération des clubs libéraux universitaires et collégiaux (24). Si la tendance "socialisante" était assez nette, elle n'avait pas, comme corollaire, une tendance "séparatisante". Les deux candidats à la présidence parlaient à tout cas à peu près le même langage. M. Lapointe, le candidat heureux, prônait une "participation plus adéquate à la FELC (Fédération des étudiants libéraux du Canada) dont nous sommes un élément important", tandis que le candidat battu, M. Cantin, déclarait: "nous avons l'intention d'orienter nos travaux en direction d'Ottawa" (25).

19.- C'était un des points principaux du programme électoral de M. Pearson que de "rendre réelle au Canada l'égalité de la langue et de la culture française et anglaise". Deux passages du manifeste libéral officiel étaient particulièrement clairs à cet égard: le premier a trait à la promesse d'instituer la commission qu'avait déjà demandée M. Laurendeau et que M. Diefenbaker avait si abruptement refusée:

"Les Canadiens d'expression française ne sont pas une minorité dotée de droits spéciaux dans une seule province. Ils doivent être des associés qui participent pleinement avec les Canadiens d'expression anglaise aux avantages et aux responsabilités de notre développement national. Les obstacles qui gênent la réalisation d'une association véritable et égale sont de taille. Un nouveau gouvernement libéral de concert avec les provinces, fera étudier à fond le problème par une commission constituée à cette fin. Il s'appliquera résolument à adopter de vraies mesures afin de réaliser l'idée d'une association égale sans laquelle la Confédération ne saurait fonctionner de façon équitable et efficace".

Le second passage avait trait à la "formule d'option appliquée aux programmes conjoints, aux bourses d'études et aux subventions aux universités:

"Si certaines provinces le désirent, elles devraient, sans perte d'argent, pouvoir se retirer des programmes conjoints déjà bien établis qui comportent des dépenses régulières payées par le gouvernement fédéral.



Ottawa accordera alors à ces provinces une compensation égale à ce qu'il lui en coûte, en diminuant ses propres impôts directs et en augmentant les paiements de péréquation. Il en sera de même lorsque certaines provinces refuseront de prendre part à de nouveaux programmes conjoints que le gouvernement fédéral pourrait croire opportuns. Dans le cas des bourses d'études et des subventions aux universités, un nouveau gouvernement libéral offrira sans condition - aux provinces qui le préfèrent - des ressources financières équivalentes."

Dès le début de la campagne, les observateurs signalèrent le nouvel optimisme irradiant de M. Pearson. "Entre l'homme qui parlait alors (à Ottawa, le 11 février 1963) et celui qu'on a entendu en 1958 et 1962, il y avait toute la différence du monde", écrivait le lendemain dans La Presse, M. Marcel Gingras. "Certes, continuait-il, lorsque, en 1958 et 1962, M. Pearson parlait de victoire, il souhaitait que son vœu sincère se réalisât. Si sincère qu'il ait voulu être alors, il manquait à sa voix cet accent de conviction qu'on décelait hier, même s'il a lui-même mis en garde ses partisans contre un optimisme fondé sur l'illusion". Le même jour, M. Chevrier se faisait l'interprète de l'autonomisme nouveau du Québec devant les membres du Conseil national de la Fédération libérale nationale en évoquant, lui aussi, une élection "de la dernière chance" pour le Québec. D'après le reportage de la Presse canadienne, signée Françoise Côté, M. Chevrier déclarait: "Le temps est passé où les Canadiens français accepteraient les miettes... Le temps est aussi passé, où l'offre d'un drapeau distinctif, d'un hymne national et de chèques bilingues pouvaient satisfaire le Québec. La désillusion vis-à-vis la Confédération est beaucoup plus profonde et plus réaliste qu'une simple recherche de symboles nationaux " (26). Le correspondant parlementaire de l'Action catholique, M. Jean-Marc Poliquin, attaquait sa chronique du 12 février 1963 par la formule: "L'inquiétude ronge les libéraux et dévore les conservateurs" (27), ambiance psychologique très particulière où tout le monde "sent" qu'il n'y aura pas de "match" décisif.

Officiellement, mais sans zèle excessif, M. Lesage appuyait M. Pearson, ou plutôt se déclarait fortement contre les partis de MM. Diefenbaker et Caouette. Cette attitude cachait, selon les chroniqueurs Daigneault et Clift, "un fait assez cocasse. C'est qu'une proportion assez importante de hauts fonctionnaires de l'administration provinciale sont sympathiques à la cause du Nouveau Parti Démocratique dans la campagne en cours". Et, de façon presque prémonitoire, ils annonçaient, à 15 jours du scrutin:

"Sous l'impulsion de ces fonctionnaires, et avec le concours de certains membres de la Fédération libérale du Québec, le programme du parti provincial subit des transformations radicales. Graduellement, il s'oriente vers la gauche, si bien qu'à certains égards il rejoint le programme du Nouveau parti démocratique, particulièrement en ce qui regarde la planification économique et le rôle de l'Etat dans la société.





"Au cours de cette évolution, le parti provincial se trouve à laisser le parti fédéral loin derrière lui. Cet écart est assez perceptible pour que dans certains comtés fédéraux des libéraux prennent l'initiative d'organiser la campagne du NPD, ils demeurent fondamentalement libéraux sur le plan provincial, mais sur le plan fédéral ils se considèrent au-dessus de toute partisanerie.

"Ce mouvement n'est pas encore assez prononcé pour influencer le résultat des élections en cours. Mais, à longue échéance, il pourrait poser de sérieux problèmes au parti libéral fédéral...

"Le parti libéral fédéral se trouve donc grugé de deux côtés à la fois, par la droite et par la gauche. Il représente avec le parti conservateur un type d'idéologie et d'organisation politique qui plaît de moins en moins aux électeurs du Québec.

"Plus l'administration provinciale ira de l'avant dans l'application de nouvelles politiques économiques et sociales, plus le gouffre entre le parti libéral fédéral et les électeurs du Québec s'approfondira. A moins d'un renouveau intérieur assez prononcé, le parti fédéral risque fort de voir ses positions se désagréger graduellement" (18).

Non seulement dans le Québec, mais là plus qu'ailleurs au Canada à cause de la "trouée" caouettiste inattendue de juin 1962, un des thèmes les plus persistants des éditorialistes était la décadence des "vieux partis". Faisant le point de ses observations à la fin de la campagne électorale, M. Richard Daigneault intitula le troisième d'une série d'articles (O Canada, terre de malentendus): "Les 'vieux' partis oublient leur passé". Rappelant que ce n'était pas la première fois en 1963 que le Canada était divisé (les crises de 1921 et 1945), il affirmait d'abord que "seulement, cette fois, c'est plus grave que jamais". Et il faisait état du "record" légèrement ascendant des nouveaux partis aux élections de 1949 (15.7% des suffrages), de 1953 (16.7%), de 1957 (17.3%) jusqu'à la chute de 1958 (12.1%) lors du triomphe dévastateur et sans précédent de M. Diefenbaker, dont "la nouvelle figure... semblait vigoureuse, dynamique et pleine de promesses". Mais la dernière élection du 18 juin 1962 vit une remontée des tiers-partis qui obtinrent plus du double de l'élection précédente (25%) - un électeur sur 4. Selon M. Daigneault, si les "vieux partis" ont perdu une aussi grande proportion des votes ne semblaient pas en train de récupérer d'après "tous les observateurs", c'est que les conditions de 1921 et 1945 n'existent pas, c'est-à-dire l'arrivée en scène d'un grand chef politique. Premièrement, ce fut M. King, puis en 1949 (après le brouhaha de 1945), M. St-Laurent". Considérant "chose intéressante", que les chefs des nouveaux partis ont "leur lieutenant québécois" (29), M. Daigneault soutenait que "les deux nouveaux groupes respectent une qualité historique et essentielle du leadership, soit son caractère biculturel et bilingue... Pour l'avoir acquis, soit par stratégie, soit par humilité devant un fait ineffaçable de la politique canadienne, ces deux nouvelles formations politiques prendront un



un pourcentage du vote populaire qui surprendra ... Au fond, concluait-il, les vieux partis auront fait la campagne sans presque parler d'une des questions les plus épineuses de l'heure, celle qui les empêchera peut-être de replacer le Canada dans la stabilité, parce qu'ils n'en ont pas saisi le sens, c'est-à-dire l'état de santé de la Confédération canadienne" (30).

Pour M. André Laurendeau du Devoir, "l'habitude de se battre les uns contre les autres donne aux libéraux et aux conservateurs le sentiment d'exister et d'avoir un sens... Les grands patrons de l'économie et de la politique aiment ces luttes entre frères ennemis: car le gouvernement reste dans la famille". L'éditorialiste avait commencé son article en rappelant que M. Pearson se serait, "dans l'intimité" déclaré "favorable à une coalition des vieux partis" si aucun d'eux n'obtenait une majorité absolue (31). Et se posant la question: "Mais de qui le parti libéral est-il plus séparé?", M. Laurendeau répondait: "Il est lui-même le résultat d'une coalition, et sans doctrine. Certains libéraux sont au moins aussi conservateurs que Diefenbaker. D'autres sont des néo-démocrates impatients... ils veulent, disent-ils, 'faire de la politique et non de l'apostolat'... Par sa gauche, le parti libéral communique avec le NPD. Mais si on le regarde comme un ensemble, il est très près du parti conservateur. La coalition dont semble avoir parlé M. Pearson n'est donc pas impensable - si l'élection, comme il le dit, conduit à une impasse". On sait maintenant que "l'impasse" se produisit et qu'aucune coalition du genre ne se forma, ni même s'esquissa (32). En conclusion, l'éditorialiste estimait que "l'existence durable des tiers partis est un jugement porté contre les deux partis traditionnels. Ils sont le signe d'un profond malaise que les vieilles formations n'arrivent pas à conjurer" (33). Revenant sur le même sujet, une semaine plus tard, non pas cette fois-ci sous le titre "La maladie des vieux partis" mais sous celui "La crise des vieux partis et du Canada", M. Laurendeau écrivait: "Les quotidiens conservateurs de Toronto sont devenus plus libéraux que les quotidiens libéraux du Québec. M. Pearson n'a pas de défenseur plus acharné que le Globe and Mail. C'est très singulier". Et cette singularité vient de "la peur du Crédit social". Mais ce que ni le Globe and Mail ni M. Lesage (34), ne veulent comprendre, c'est que le Crédit social est au Québec le fruit pourri des vieux partis. Notre caouettisme est une maladie qui nous vient des libéraux et devant quoi les libéraux ne sont pas vraiment efficaces... Cette formule de 'vieux partis' - que nous utilisons depuis trente ans - agace un certain nombre de Canadiens qui la trouvent simpliste, injuste et sentimentale... Les conservateurs reconnaissent chez les Libéraux des frères jadis ennemis. Leur façon, aujourd'hui, d'être conservateurs, c'est de voter libéral... Le parti libéral est depuis longtemps conservateur et opportuniste. Et certes, il est bon que notre pays ait un parti con-





servateur. Mais nous trouvons qu'un parti conservateur suffit: il n'est vraiment pas nécessaire d'en avoir deux". Et "l'argument de la stabilité à tout prix, vis-à-vis celui que les libéraux ou conservateurs n'ont pas réussi à convaincre, c'est un odieux chantage pratique sur le corps électoral". Citons finalement ce paragraphe "prophétique" dont la part d'un homme qui allait engager son prestige dans l'aventure de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme: "Je ne crois pas que l'enfant naisse lundi: nous n'avons pas encore assez souffert. Nous continuons de nous chercher nous-mêmes. Ce sera long. Car la crise est profonde, elle est la conjugaison de plusieurs crises dont chacune est grave: il s'agit de nous rééquilibrer dans notre réalité même de peuple à deux cultures, et de nous resituer dans nos relations avec nos voisins et avec le monde" (35).

Furent rares dans le Québec, les manipulateurs d'opinions à se porter à la défense des "vieux partis". Dans Le Soleil, M. Gilles Boyer dénonçait à quatre jours du scrutin: "Un nouveau mythe: 'les vieux partis'". Selon l'éditorialiste québécois, "à entendre un certain genre de critiques, les hommes politiques qui ont passé par le pouvoir ces dernières années seraient responsables de tous les maux dont nous souffrons. Ce sont les membres des 'vieux partis' auxquels il faudrait substituer ceux des 'nouveaux partis' qui eux sont des purs: ils n'ont pas les mains sales et vous régleraient les questions épineuses pendantes en un tournemain... Aussi le motif principal du mécontentement actuel à l'égard des partis qu'on pourrait qualifier de traditionnels tient-il surtout au fait que ceux-ci ont exercé le pouvoir à Ottawa". Et ce "nouveau mythe", écrit M. Boyer, "le Québec y donne avec une particulière naïveté." Après avoir étudié les conjonctures de ce printemps 1963, l'éditeur du Soleil conclut: "Dans la situation présente, seul le parti libéral paraît en mesure de libérer le Canada de son instabilité politique et de voir les principaux points de son programme acceptés par les diverses familles d'esprit de la nation. Mieux vaut un 'vieux parti' qui s'est rajeuni qu'un nouveau parti qui est déjà dépassé ou un autre qui passe par une crise d'adolescence" (36).

Ces textes de journalistes explicitent l'ambiance d'ambiguïté et d'indécision populaire qui était si évidente pendant la campagne fédérale du printemps 1963. Le résultat équivoque du 8 avril n'allait pas effacer tout cela. Nous retournions à la situation de 1957. Cette fois-ci, c'est M. Pearson qui sera à la tête d'un gouvernement minoritaire avec 129 sièges, contre 95 pour les conservateurs, 17 pour le NPD, tandis que les créditistes perdront 6 sièges, (24 au lieu de 30), tout en augmentant le nombre absolu de leurs suffrages dans le Québec, grâce à un nouvel apport du vote urbain, spécialement montréalais, - en attendant de se déchirer entre "caouettisme et thompsonistes", ce qui, inscrit dans la nature des choses, n'allait pas tarder. Dans le Québec,



sauf chez ceux qui voient dans nos libéraux et conservateurs nos Guelfes et Gibelins indigènes, la question d'une coalition des libéraux et du NPD reprit la manchette. Dès le lendemain de l'élection, M. Jean Marchand fit une déclaration pressante en ce sens. Isocrate, dans Le Devoir du 11 avril 1963 analysait ainsi les données de la "situation rêvée" car, écrivait-il, "souvent le pire n'est pas certain" et "souvent le mieux n'est pas désirable ":

"Les libéraux ont besoin d'être inquiets et inquiétés. Ils sont les plus gros, mais comme ils ne peuvent être les seuls, ils ne sont pas les seuls forts. Ils ont 'besoin d'un plus petit que soi', mais, à sa façon, aussi fort. Ils ont besoin du N.P.D. qui, strictement n'a pas besoin d'eux (en ce sens que son existence même est la condamnation d'une aspiration immédiate au pouvoir)..."

"Les libéraux ont besoin du N.P.D. D'abord, par l'appoint numérique des votes qu'il leur manque: c'est le côté immédiat, utilitaire somme toute, sordide. Heureusement, il y a plus: les libéraux classiques ou nominaux sont en affinité profonde avec les "libéraux pressés". Ceux-ci ont pour la première fois, la chance de mettre leurs idées au pouvoir. Le N.P.D. est suffisamment dur, s'il n'est pas encore très gros, pour "se mouiller" à une opération dont il est à même de dicter les termes minima. La force du N.P.D. est dans la qualité de ses hommes et la nécessité de sa tradition. Elle est à l'heure actuelle décaplée par le besoin qu'ont les Libéraux du support N.P.D. Le négativisme stérile du crédit social avait 'tout à perdre' en s'installant au pouvoir équivoque de Diefenbaker. Le socialisme positif, humaniste et cohérent, du N.P.D. peut avoir passablement à gagner en étant la minorité dure et agissante du New Deal devenu nécessaire. Il en tirera un crédit au moins égal. Et ce sera peut-être sa première vraie chance de s'implanter au Québec.

"Si je ne les évoque pas par manque d'espace, je ne me dissimule pas les difficultés du dialogue nécessaire entre le parti libéral et le NPD. Je sais l'ambiguïté et le caractère dérisoire dans le passé de 'l'ouverture à gauche' des libéraux. Je sais que le N.P.D. compte beaucoup d'intellectuels doctrinaires, qui rationalisent leur allergie aux 'vieux partis'. Au monologue des faux réalistes que sont les opportunistes libéraux, peut répondre, en cacophonie, le monologue des dialecticiens du pourrissement qu'on retrouve en assez grand nombre au sein du N.P.D. Qu'a donné dans le passé ce 'monologue des sourds'? Il faut convier les réalistes-idéalistes des deux bords à faire un dialogue positif, où les deux groupes, pour la première fois en une situation concrète, ont à gagner quelque chose. S'ils ne le mènent pas ce dialogue, s'ils en sabordent les chances au départ en fausse astuce ou inhumaine pureté, vous aurez, Messieurs du parti libéral et du N.P.D. à vous expliquer devant le peuple. Vous savez ce que cela veut dire. Deux fois en 10 mois, le peuple a parlé; il n'a plus rien à ajouter. C'est à vous d'ajouter à l'indécision du jeu des nombres..."

"Si l'alliance Libérale-N.P.D. n'était pas naturelle, je n'en parlerais pas. Si elle n'était pas nécessaire, je n'insisterais pas."

Mais il y avait l'"hypothèque nucléaire" dont le commentateur avait parlé dans un article précédent (le 30 mars 1963) et qu'il rappelait:





"... il est concevable qu'un moratoire du Parlement en matière d'armements nucléaires permette à ce gouvernement d'agir sur tout le reste et d'étudier à tête froide, comment articuler, en deux temps distincts, l'application des thèses Pearson et Douglas."

Quant à la participation canadienne-française dans l'éventuel cabinet Pearson, l'auteur voyait de nouveaux motifs d'espoir:

"Après six ans de sous-représentations (en qualité) à Ottawa, le nouveau contingent libéral, de députés canadiens-français nous offre déjà plus que des "promesses". Sont à même de faire très rapidement leurs classes politiques un économiste de la classe de Maurice Lamontagne, un juriste de qualité comme Guy Favreau, des universitaires comme René Tremblay et Jean-Luc Pépin, de jeunes hommes d'affaires comme Rosaire Gendron et d'autres que je ne connais pas, ou auxquels je ne songe pas. Sera finie l'impression d'être en quelque sorte "orphelins" à Ottawa - et la sensation encore plus désespérante d'être sur-représentés par le 'gars nommé Réal Couette'".

On n'a à établir en quoi ces deux "espoirs" ne se sont pas réalisés: celui d'un authentique parti de gauche par une coalition libéraux-NPD et d'une représentation adéquate et efficace du Québec dans le cabinet... Dans un article du Toronto Star (le 24 avril 1963), un professeur d'université, M. J.T. McLeod, signait un article "Most impressive array of brains ever assembled in a Canadian Cabinet" - avec comme sous-titre: "... not a cabinet of politicians but a committee of experts to govern Canada". Ce cabinet comprenait six anciens professeurs d'université: en outre de MM. Pearson, Pickersgill et MacEachen, il y avait aussi trois anciens professeurs d'universités du Québec: MM. Lamontagne, Favreau et Tremblay" (37). Jamais autant dans notre histoire politique, on n'avait été aussi près, selon la formule d'Albert Thibaudet, d'une "république des professeurs...", où les Canadiens français fournissaient leur contingentement.

20. - Les libéraux étaient à peine installés au pouvoir que les "rumeurs" de nouvelles élections étaient lancés dans le public. Il n'y eut aucune espèce de coalition entre "vieux partis", ni entre le parti faiblement majoritaire et le NPD. Les élus n'avaient aucun goût de repartir en campagne; les caisses électorales - secret de Polichinelle - étaient à sec, ou peut-être même pour certaines, endettées. Les Canadiens prirent, sinon le goût, du moins l'habitude de l'instabilité. La "faiblesse" du cabinet Pearson, plus grande que sa minorité numérique par les événements que l'on sait à fumets de scandale, était plus que compensée par la faiblesse interne des conservateurs où le leadership de M. Diefenbaker suscitait des controverses et provoquait l'effritement. Quant aux tiers-partis, ils n'avaient aucun intérêt à précipiter une crise grave avant qu'il ne leur semblât évident que l'occasion serait vraiment bonne pour eux. Tant et si bien que les "rumeurs" d'élection, sorties



d'officines libérales d'Ottawa, ne prirent corps qu'à la fin de juillet 1965, soit plus de deux ans après la prise du pouvoir par les libéraux.

Mais retournons à la mi-1963, sans "projections" superflues, puisque la suite immédiate de l'histoire nous est connue... Le spectacle de la scène outaouaise présentait plutôt de quoi entretenir la vague séparatiste que déferlait depuis l'automne 1963 dans certains milieux québécois. Devant les positions "crypto-séparatistes" du chef de l'Union nationale, et de certains éléments de la Fédération libérale du Québec, M. Lesage, qui subissait en outre la pression des besoins financiers toujours plus grands, n'avait guère le choix de ne pas être débordé sur sa "gauche" autonome. Ici, il faudrait narrer l'histoire du fameux et soi-disant "ultimatum" de six mois de M. Lesage, quel que soit le parti au pouvoir à Ottawa après le 8 avril 1963. C'est un sujet ample et complexe, qui déborde le cadre de notre enquête, dont s'occupent d'autres analystes. Un professeur d'histoire de l'Université McGill bien connu des spectateurs de 7 Days à la télévision de la Canadian Broadcasting Corporation - , M. Laurier L. LaPierre, était aussi membre de la Commission politique de la F.L.Q. Au printemps 1963, au moment du procès des membres du F.L.Q. ("Front de Libération du Québec"), il publia un article dans La Réforme qui trouve ici tout naturellement sa place. En effet, M. LaPierre exprimait son inquiétude de voir certaines tendances se confirmer dans les rangs de libéraux québécois. Son point de vue était celui de beaucoup de membres de la FLQ, ainsi que les débats qui auront lieu au congrès d'automne allaient le démontrer. Entre autres choses; il écrivait: "Nous avons l'impression qu'une grande partie de notre population n'a plus de volonté ni le désir de 'sauver' la Confédération. Sans doute, nous sommes prêts à ériger une façade, mais aller plus loin ne nous semble pas vouloir la peine. Une telle attitude ne paraît néfaste et empreinte d'irréalisme... Le gouvernement central se doit de remplir les lacunes que laissent les législateurs provinciales, d'assurer l'égalité d'opportunité et de traitement à la grandeur du pays, et de permettre la portabilité et la mobilité des divers plans provinciaux. Son rôle est alors supplétif et les provinces se doivent de l'accepter et de l'encourager... Ce qu'il nous faut alors, c'est l'abandon de cette attitude de combat perpétuel qui semble être le 'sine qua non' de toutes les relations entre l'autorité provinciale et l'autorité centrale... Il faut mettre fin à ces propos de juridiction absolue et exclusive et de gouvernement supérieur et inférieur. Aucune souveraineté ne s'exerce totalement sur le plan international et il serait absurde de prétendre qu'elle peut exister sur le plan des affaires fédérales-provinciales" (38). La conférence fédérale-provinciale de juillet 1963 permit "trois victoires" pour le Québec mais qui laissaient, toutefois, selon La Réforme, elle-même, "planer un climat d'insécurité" (39).





"Insécurité", due à une situation globale fort imprécise, à la grandeur du Canada, mais, encore une fois, plus spécialement ressentie dans le Québec. En juillet, un sondage Gallup (40) montrait un fait sans doute inédit dans l'histoire politique du Canada. Depuis l'élection du 8 avril, les "vieux partis" avaient vu leur cote de popularité augmenter de 1% (43% contre 42 pour les libéraux; 34% contre 33 pour les conservateurs) aux dépens du crédit social 10% contre 12% tandis que la clientèle idéologique du NPD restait stable (13%). Le fait capital que révélait ce sondage était le très grand nombre d'électeurs indécis, le tiers de tout le corps électoral canadien, tandis qu'à la veille de l'élection, un peu moins de 8% d'électeurs s'étaient déclarés "indécis". Mais c'étaient les citoyens québécois qui permirent d'atteindre une moyenne nationale aussi haute que 33%. Tandis que le pourcent des "indécis" se chiffrait à 20% dans les Maritimes, à 28% dans l'Ouest, à 31% en Ontario, le Québec montrait une proportion de presque un électeur "indécis" sur deux (48%)! L'instabilité gouvernementale d'Ottawa secrétait une indécision politique généralisée au Québec, qui en était, comme en 1957, la cause. Et ce phénomène s'enregistrait au moment où les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa, grâce à un retour partiel de la traditionnelle fidélité du Québec...; au moment aussi où le cabinet Pearson établira la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme (le 9 juillet 1963). M. Peter Regenstreif, déjà renommé pour l'exactitude de ses pronostics électoraux, publia à l'été 1963 une série d'articles sur "The Crisis of Quebec" au Toronto Star. Il trouvait que le contingent de Canadiens français auprès de M. Pearson (41) était "badly outclassed" par des "masters of the art of manipulating the public as Jean Lesage, René Lévesque, Union Nationale leader Daniel Johnson and Real Caouette". En profondeur, "the ferment in Quebec is testimony to the most important Canadian history truth: that the country is not a natural development of the North American environment but an artificial structure built in the face of great obstacles. It now seems as if some parts of the foundations of that structure have been allowed to fall into a serious state of disrepair". Et M. Regenstreif concluait: "The manner in which French-Canadian aspirations will be realized and fulfilled is the ultimate test of the strength of the Canadian national state. In this respect, the Crisis of Canada is the crisis of all of Canada" (42).

L'arrivée sur la scène provinciale de M. Eric Kierans, "a sort of English René Lévesque" (43), est un fait marquant de ces mois troubles de l'année 1963. En s'attendant au créditisme de M. Caouette, il avait gagné une première notoriété québécoise, puis canadienne en sabordant, pour ainsi dire, le premier budget de M. Walter Gordon (44). Selon un correspondant du Toronto Star, ancien élève de M. Kierans, celui-ci se trouve "in the flow of two potentially vehement emotions". D'une part, il y a "the



French revolt, which Kierans will have to explain to his English constituents, and in essence, to the rest of Canada as well"; d'autre part, "the backlash of English resentment to French demands. This resentment has begun to show in Quebec and Kierans will have to tell his French cabinet colleagues just how far they can go before it becomes too far" (45).

Avant de passer à l'analyse du 9<sup>e</sup> congrès de la FLQ d'octobre 1963 qui, du point de vue de notre étude, mérite une attention toute spéciale, il convient de rappeler ce que le correspondant du Devoir qualifiait d'effort de démocratisation à l'intérieur du parti libéral (fédéral), "effort non pas librement consenti par le parti mais réclamé par les députés eux-mêmes". A la veille de la reprise de la session, le Comité secret des députés du parti ministériel convoquait une de ces "réunions, à la veille de la reprise d'une session parlementaire, (qui) sont peu coutumières dans tous les partis, encore moins dans un parti qui détient le pouvoir". Mécontents de ne pas participer assez activement à l'élaboration des politiques gouvernementales, spécialement de nouveaux députés "étaient conscients de l'état de stagnation de la politique fédérale et s'en inquiétaient. Ils croyaient pouvoir lui injecter des idées neuves, lui donner cet élan dont elle a si grand besoin. La situation minoritaire du parti n'a fait qu'aviver leurs ardeurs. Mais celles-ci furent vite trompées... Leurs suggestions n'avaient pas plus de valeur auprès des ministres que celles du simple pékin. Ils ne voyaient les projets de loi qu'une fois rédigés... Certains députés trépignent d'impatience, en particulier lorsqu'ils voient le gouvernement s'enfarger et commettre des gaffes qui auraient pu être évitées. Quelques-uns ne sont pas plus entichés de le maintenir au pouvoir que leur vis-à-vis de l'opposition" (46). Il y avait peut-être quelque exagération dans cette nouvelle. Les députés, pour reprendre l'expression de M. Douglas Fisher, ne tenaient plus à être appelés des "nouilles" (cf. no 16). Eternel problème que celui des "back benchers" des partis au pouvoir...

21.- Le jour même de l'ouverture du congrès annuel de la F.L.Q., MM. Daigneault et Clift consacraient leur billet quotidien de "La démocratie au Québec", à l'éternelle question de la caisse électorale (47). Mais le fait capital de ce neuvième congrès était, non pas la "démocratisation" par le financement non plus que le nombre et l'importance des résolutions groupées autour du thème officiel (la réforme politique et administrative), mais bien la première bataille rangée pour amener la dissociation de la fédération libérale du Québec de celle du Canada. Le vote de confiance au chef du parti s'accomplit d'abord selon le rite d'usage (48). "A titre de président du Comité d'organisation du parti libéral du Canada dans la Province de Québec", M. Lionel Chevrier profita de la première occasion suivant l'élection du 8 avril pour





remercier "de tout coeur de l'appui généreux que vous avez donné à la caisse libérale dans chacun de vos comtés". Plus loin, dans son discours, le ministre d'Ottawa déclarait: "Je souhaite que toujours M. Lesage pourra reprendre les parties principales de sa déclaration du 27 juillet à Ottawa et notamment ce paragraphe qui vaut d'être répété: (je cite) 'La preuve est maintenant faite qu'il est possible, à l'intérieur de la Confédération canadienne, de trouver des formules d'ententes qui satisfont le point de vue légitime du Québec sans priver les autres gouvernements provinciaux de leur droit d'obtenir des conditions différentes'". M. Chevrier annonçait ainsi le désir du gouvernement Pearson d'accorder au Parlement canadien le droit d'amender sa propre constitution: "C'est pour le moins un anachronisme inacceptable que le Canada, le plus ancien pays autonome du Commonwealth, à part l'Angleterre, soit le seul à ne pas disposer du droit d'amender sa propre constitution. Nous allons rapatrier notre Constitution. Et nous la refaçonnerons selon nos mesures et nos besoins actuels" (49). Dans son discours au banquet de clôture, M. Lesage rappela un passage de son discours à Charlottetown, au mois de février précédent, et qui avait fait tour de presse à travers tout le Canada:

" - the French Canadians do not have the feeling that they belong to Canada to the same extent that their English-speaking fellow-countrymen do. After all, the feeling of belonging, and from there, interested cooperation, is one of the original aims of a successful federal regime. And on this particular point, as Premier of Quebec and as representative of the French Canadians, I cannot say that Confederation is a success - because one of the major groups, that is the French Canadian group - has not found the atmosphere that its affirmation as a distinct people and its cultural development required".

D'autre part, le discours du premier ministre s'achevait par un sévère avertissement aux "activités" séparatistes:

"L'Etat du Québec, le gouvernement que je représente, ne cédera pas au chantage. Nous ne permettrons pas des provocations, surtout si elles viennent de quelque faction activiste qui croit que la violence est le seul moyen susceptible de changer le cours des événements.

'Ces attitudes extrémistes traduisent un défaitisme et un manque de confiance dans la démocratie. Que ceux qui se réclament du peuple fassent comme nous: qu'ils se fassent élire. Nous ne pouvons permettre qu'on profite du climat de liberté que nous avons instauré pour fausser le jeu de la démocratie.

"Le gouvernement actuel du Québec a déjà pris ses responsabilités et il continuera des les prendre".

Cela quant aux "moyens"; mais quant à la réalité de la "nation" canadienne,

M. Lesage avait rarement été aussi explicite:

"Comme la majorité du peuple du Québec appartient à la communauté canadienne-française, le gouvernement du Québec, produit du suffrage universel, sera forcément, dans une très large mesure, l'expression de la communauté canadienne-française.



"On peut se demander si cette communauté canadienne-française forme une nation. Il faut répondre sans hésitation: OUI. Il existe une nation canadienne-française. Elle est basée sur un ensemble de sentiments communs, de réactions communes, de souffrances et d'espoirs communs. Elle procède d'un héritage culturel commun. Cette nation canadienne-française a d'ailleurs depuis fort longtemps pris conscience d'elle-même, et, sur les grands affrontements de l'histoire, elle a toujours donné une réponse collective que la raison lui dictait plus que l'émotivité (50). Elle a déjà, pour sa survie, signé avec la communauté anglophone le pacte confédératif.

"Ce pacte signé, la nation canadienne-française a toujours refusé de se dissoudre dans un tout collectif canadien, et chaque fois qu'on a voulu l'entraîner dans ce sens, elle a toujours réagi de façon diamétralement opposée.

"Cette nation canadienne-française, majoritaire sur le territoire du Québec, en déborde les frontières. Et nous devons malheureusement constater que trop souvent la promotion sociale des Canadiens français, en dehors du Québec, a été fonction de leur perte d'identité culturelle. Aussi le gouvernement du Québec se reconnaît-il des devoirs envers ces minorités canadiennes-françaises d'outre-frontières et entend-il les protéger".

Ce discours fut prononcé à la fin du congrès, donc après les débats turbulents dont nous ferons état dans un instant; mais il fut sans doute écrit avant la tenue même du congrès. M. Lesage terminait sur sa note la plus autonomiste possible le congrès le plus autonomiste de toute l'histoire de la F.L.Q. Il montrait devant l'ensemble de ses partisans provinciaux et le fort contingent de députés et ministres fédéraux (dont MM. Chevrier et Lamontagne) que l'autonomisme dynamique du Québec n'était pas conditionné par une politique ou une stratégie anti-diefenbakerienne - nous étions à l'époque de l'équivoque "ultimatum". Quelques jours avant l'ouverture du congrès M. Bona Arseneault, lors d'une conférence de presse à Ottawa, avait parlé d'un "statut particulier" pour le Québec. Sous l'aiguillon des séparatistes et de M. Johnson, on jonglait alors avec ces formules ambiguës d'"Etat associé", de "statut particulier" comme solutions mitoyennes avant, ou à défaut, de l'"indépendance". A Ottawa même, cette conférence de presse avait soulevé fatalement beaucoup de perplexité et quelque inquiétude. Ne s'agissait-il pas là d'un "ballon d'essai" lancé en un point particulièrement névralgique de la politique canadienne? Ou d'une "menace" par personne interposée avant la prochaine conférence fédérale provinciale de novembre? Au delà de la politique officielle de M. Lesage de toujours réclamer davantage du gâteau fiscal tout en essayant de convertir d'autres provinces à ses vues, le premier ministre du Québec n'était-il pas en train d'évoluer vers la politique de M. Johnson qui réclamait rien moins qu'une nouvelle constitution? En effet, depuis la première conférence interprovinciale de 1961, les positions d'avant-garde du Québec scandalisaient de moins en moins les autres provinces, soit qu'elles aient elles-mêmes à se





plaindre d'Ottawa ou qu'elles aient pris conscience que beaucoup de leurs difficultés avaient des origines régionales et que les solutions devaient être le fait des autorités provinciales (aide aux municipalités, chômage saisonnier ou "technologique", et même régime des pensions et rentes). Le virage de la décentralisation était déjà pris et "l'Etat du Québec", par sa position et ses principes très particuliers, sans faire des adeptes déclarés, ne se présentait plus, en tout, comme une province isolée devant un bloc uniforme canadien-anglais.

L'heure était aussi à la décentralisation et à la réorganisation de la Fédération dans le sens du programme électoral qui avait mené M. Aquin à la présidence: la caisse devant passer des mains du chef du parti à la Fédération après entente au sujet des "modalités" à ce transfert avec son actuel responsable; les anciens présidents de la FIQ ne devant plus siéger ex officio à l'exécutif de la Fédération, associés à tort ou à raison à la "vieille garde" du parti. Bien que la première résolution ait passé "sans grande discussion", les journalistes de La Presse (51), MM. Dominique Clift et Jacques Guay, étaient d'avis qu'on peut présumer qu'elle ne se réalisera pas facilement. M. Lesage y étant catégoriquement opposé. Cependant, quelques membres du cabinet seraient favorables à une 'démocratisation' de la caisse électorale" (52). Au sujet de la seconde résolution, les mêmes journalistes rappelaient que "les liens entre le président de la FIQ (François Aquin) et le premier ministre sont passablement relâchés, ce qui explique la facilité relative avec laquelle certaines propositions radicales ont été adoptées en assemblée plénières... L'aile gauche du parti semblait beaucoup plus active et déployait un sens de la stratégie qui n'existait pas auparavant" (53).

Bien que ce ne soit pas l'optique particulière de notre étude, il faut donner une idée du nombre et de la diversité des résolutions qui proposaient des réformes en matière parlementaire et administrative (en prolongement du programme général du 7<sup>e</sup> congrès (1961): abolition -- une fois de plus -- du Conseil législatif -- "organisme inutile et trop coûteux"; "que des mesures soient prises pour permettre aux députés de participer plus activement, en comité, à l'étude des projets de loi et au contrôle des dépenses publiques, et qu'en particulier le Comité des Comptes publics siége à toutes les sessions"; "que soit reconnue la fonction de trait d'union entre ses concitoyens et l'Etat..., que nos députés prennent une part plus active aux travaux de leur parti politique, aux divers échelons local, régional et provincial dans le cadre de la Fédération libérale du Québec..., que le premier ministre et ses collègues du cabinet favorisent davantage la participation de nos députés à l'élaboration de la politique gouvernementale par la tenue de caucus à intervalles réguliers.



Mais ce sont les résolutions en matière de décentralisation administrative et au statut de la fonction publique qui soulevèrent le plus d'attention. Pour éviter le système des préfectures comme en France, on proposait de confier à un "directeur régional" (et non "préfet") l'autorité sur de "grandes unités administratives, correspondant chacune à une région économique" et "de créer éventuellement des sous-directorats dans les régions où cela sera nécessaire". Cette résolution "fut adoptée de peine et de misère, article par article, les débats reprenant avec les mêmes arguments à chacun des articles" (L'Action). Faisant écho à une réunion "secrète, que résumaient les journalistes de La Presse et pendant laquelle M. Lesage aurait dit: "Si vous nommez un bureaucrate, un préfet, ce sera lui qui deviendra le patron et qui se préparera à battre le député", M. André Laurendeau écrivait en éditorial du Devoir:

"J'aurais songé plus spontanément à l'objection inverse: à savoir que ce 'préfet', sûr de sa fonction non électorale, et d'esprit bureaucrate, risquerait de demeurer un personnage froid, distant, peu efficace. Les gens s'adressent au député parce que c'est l'habitude, et parce qu'ils se souviennent de l'avoir élu; le député s'occupe d'eux peut-être par bonté d'âme, mais très souvent parce qu'il songe à sa réélection. L'instabilité même de sa situation stimule son zèle... Certes, il faudrait étudier la question de bien plus près avant d'opter pour une formule semblable. Mais on aurait tard de l'écarter a priori, surtout si l'on n'a pas d'autres solutions à proposer".

Au sujet de la fonction publique, des résolutions proprement "avant-gardistes" furent adoptées: sur le droit pour les fonctionnaires de se syndiquer, de s'affilier à une centrale syndicale qui ne fût pas extérieure au Québec (54) de déclencher des grèves (55), et même sur l'action politique des fonctionnaires. D'autres résolutions demandaient la création d'un ministère du plan, le contrôle des dépenses de l'Etat et la planification budgétaire. Non seulement le congrès s'occupait de protéger les fonctionnaires mais aussi les citoyens pour leur permettre des recours contre les décisions administratives: par une révision des lois administratives, par une loi générale ou un Code administratif, ou par l'octroi d'une juridiction spéciale en matière administrative. D'autres résolutions proposaient la création d'un ministère de la justice, l'établissement d'un système de décentralisation judiciaire, l'abolition de la procédure de la pétition de droit - "un vestige maintenant sans de toute signification d'époques depuis longtemps écoulées et qu'elle ne correspond à aucune exigence du bien commun ou de l'ordre public". Enfin, mentionnons deux résolutions approuvant la création du Comité de l'Assemblée législative sur la Constitution et la "caisse de retraite universelle administrée par l'Etat du Québec", et une troisième réprouvant l'attitude du gouvernement fédéral sur le fonds d'aide aux municipalités et exigeant son "retrait" de ce domaine réservé au provincial". Déjà par cet ensemble impressionnant de textes de doctrine politique, le 9<sup>e</sup> congrès revêtait une importance "historique"





22. - Mais le grand événement du congrès fut le rejet de la résolution (par un vote de 155 contre 342) demandant la distinction de la FLQ de la Fédération "nationale", à laquelle elle était affiliée depuis 1957. Jamais, à aucun des huit congrès, on avait assisté à des débats aussi tumultueux: le ton et l'atmosphère étaient celles des "assemblées contradictoires" de jadis où s'entre-déchiraient "rouges" et "bleus" avec une joyeuse ardeur d'anthropophages (56). Il s'agissait d'une modification de la constitution des associations de comté qui laisseraient libres les militants d'adhérer au parti fédéral de leur choix (57). "Nous autres on veut Jean Lesage, mais on n'aime pas Pearson", s'exclamaient des partisans du NPD. Plusieurs congressistes intervinrent dans les débats mais les chefs des deux factions furent principalement M. René Lévesque et M. Gérard Lévesque, président-fondateur de la FLQ. Le rapport du congrès étant muet sur ce projet de résolution, il faut nous en remettre aux compte-rendus fragmentaires mais complémentaires des journaux.

La thèse "fédéralisante" du statu quo fut exposée par M. Gérard Lévesque. Le Soleil lui prête les propos suivants: "On est rouge ou on ne l'est pas... La Fédération a été fondée en '55 pour se débarrasser des putains qui la trahissaient". Le Presse: "Moi, mon cher c'est Jean Lesage. Et Jean Lesage m'a demandé de voter pour Pearson à la dernière élection". Le Devoir: Quand j'appellerai à l'association locale d'un comté, je n'aimerais pas qu'à l'autre bout ce soit un conservateur, un créditiste ou un NPD qui me répondent (58)... M. René Lévesque est dans le parti depuis trois ans et demi seulement. J'aurais aimé qu'il eût vécu parmi nous plus longtemps (59)... Ce n'est pas un reproche. J'ai même été l'un des premiers qui a contacté M. Lévesque pour l'inviter à joindre nos rangs".

Le thèse "séparatiste" de la revision trouva son principal promoteur en M. René Lévesque. D'après Le Soleil, il déclara (60): "Je fais partie du parti libéral parce que c'est un parti démocratique. C'est pour ça que je suis pour la résolution. Il faut penser à demain pour le parti libéral du Québec, pas seulement à aujourd'hui; penser avec calme aux intérêts prioritaires du Québec; parce qu'un parti doit être un instrument lucide et libre, je préconise l'appartenance libre, tandis que l'adhésion obligatoire est malsaine. Il y a des situations contradictoires qui risquent d'aliéner des éléments vigoureux. On craint le danger de scission? Il l'est plus en refusant l'amendement. Il faut admettre la liberté d'adhésion. Je respecte le sentiment de la majorité (61). Ceux qui veulent rouge partout, c'est leur affaire, mais je voudrais aussi bien l'autre opinion. C'est une résolution réaliste et démocratique qui s'applique au niveau des comtés, chacun étant libre d'adhérer ou non". La Presse: "C'est en bloquant cette résolution qu'on provoquera une scission (62)..."



Un parti québécois ça veut dire qu'on pense totalement aux intérêts prioritaires du Québec. Un parti comme le nôtre doit être un instrument libre, sans ficelle et sans compromission. Il y a fréquemment une résistance à l'attitude du gouvernement fédéral quels que soient les partis au pouvoir" (63). Le Devoir (64): "Aujourd'hui, a-t-il ajouté, nous sommes assis dans le confort du pouvoir. Demain, peut-être, nous trouverons que ce confort est éphémère. Un parti comme le nôtre, qui est au pouvoir à Québec, doit être libre, sans aucune ficelle avec le parti fédéral. Cela nous facilitera de persister, dans certains domaines, dans notre attitude d'opposition inébranlable envers Ottawa. Il faut que les libéraux provinciaux soient libres d'adhérer pour le parti fédéral de leur choix. Une adhésion obligatoire au parti libéral fédéral est malsaine et peut n'être qu'artificielle. Le danger de scission sera encore plus grand si on rejette cet amendement. L'union forcée n'a jamais fait la force. Je respecte le sentiment des gens qui sont rouges à Québec et rouges à Ottawa, mais je voudrais qu'eux respectent l'opinion des autres, l'opinion de la génération montante qui veut être libre. Si libéral veut dire liberté, cette assemblée adoptera l'amendement. D'ailleurs chaque association de comté sera libre de l'appliquer ou non pour l'admission de ses membres". Après le vote, le reporter du Soleil rapporta qu'"on a entendu René Lévesque dire sa déception d'avoir été battu à l'assemblée générale. C'est une glorieuse défaite, mais je vais continuer dans mon comté. Je sais que cela va être illégal, mais enfin!"

Mais ce débat n'était pas qu'un duel entre l'ex-président Gérard Lévesque et l'actuel ministre René Lévesque. Comme proposeur de l'amendement, le député de Montréal-Bourget, M. Jean Meunier, argua que si l'assemblée le refusait, une vingtaine de ses organisateurs, qui n'appuyaient pas les libéraux fédéraux, se sentiraient forcés de quitter les rangs de la FLQ. Selon lui il n'était pas question de "schisme" mais bien d'élargir les cadres de la FLQ pour conserver ses membres et en recruter d'autres qui se trouvaient devant un plus large choix au niveau fédéral (65). "Après le rejet de l'amendement, M. Meunier a déclaré au représentant du 'DEVOIR' que ces quelque vingt membres quitteront la F.L.Q. avec éclat". L'exemple de M. Robert Cliche, "franc libéral" depuis toujours dans son fief de la Beauce, qui s'était opposé à la politique de M. Pearson en matière d'ogives nucléaires pour se rallier au NPD, fut quelquefois cité. M. Pierre Léger, membre de la Commission politique de la F.L.Q. et ancien candidat libéral fédéral en 1962, n'avait qu'à citer son propre cas: il s'était séparé du parti de M. Pearson à l'élection d'avril 1963 parce qu'il n'approuvait pas sa politique nucléaire. M. Pierre Léger et son épouse présentèrent leur démission de l'association de comté de Vaudreuil-Soulanges. Un représentant de Montréal-Laurier (comté de M. René Lévesque), M. Beaulé, distingua entre voter libéral ou fédéral et militer





pour ce parti. "Cet amendement, disait-il, n'aura pas pour but de créer une scission. C'est fausser le problème que de penser ainsi. On doit tenir compte du morcellement des opinions des libéraux provinciaux dans le domaine fédéral. Il y a des milliers de Québécois qui ont voté libéral au provincial et pour un autre parti au fédéral. Il faut respecter ces opinions"... Pour M. Girouard de Montréal-Jeanne-Mance, c'était le fait du droit de vote à 18 ans qui constituait le principal argument en faveur de l'amendement: "Si nous voulons que ces jeunes de 18 à 20 ans, qui forment 29 p.c. du corps électoral, demeurent avec la F.L.Q., il faut à tout prix adopter l'amendement". Un autre représentant de Montréal-Laurier, M. Jean Boivin, soutenait que l'union forcée ne faisait pas la force mais le concubinage. M. Marc Brière, fréquent porte-parole de "l'aile pensante" de la F.L.Q., après avoir noté que des dynasties de "rouges" de père en fils tendaient à disparaître, déclarait: "Depuis deux ans, précisait-il, la commission politique s'est penchée sur ce problème. Il faut accorder la liberté à nos membres dans le domaine fédéral". Deux journalistes de La Patrie se firent d'ardents défenseurs de la proposition d'amendement. Selon Le Devoir, "M. Pierre Chalout... a dit qu'il avait voté en faveur de M. Kierans au provincial, mais que, au fédéral, il n'avait pas appuyé le parti libéral. 'Si l'amendement n'est pas adopté, dit-il, cela veut dire que la F.L.Q., en toute logique, me forcera à voter Union nationale aux prochaines élections provinciales". La Presse résumait ainsi le "vibrant exposé" de M. Yvon Turcot qui "a voulu démontrer que le parti libéral n'est pas le même d'une province à l'autre et qu'être libéral à Québec ce n'est pas la même chose que de l'être à Terre-Neuve ou au Manitoba".

Il était naturel que les journalistes accordent une importance privilégiée aux interventions des tenants de la proposition, très anticonformiste, de l'amendement. Mais il ne semble pas que les défenseurs du statu quo aient été moins nombreux. D'autre part, d'après La Presse, "fait à noter tous les militants libéraux qui ont revendiqué la liberté de choisir l'adhésion à un parti fédéral ont assuré l'auditoire sur le vote libéral à la dernière élection, sauf de rarissimes exceptions dont M. René Lévesque". Mais rapportent ces mêmes journalistes, Jacques Guay et Dominique Clift, - ce qui donne une idée de l'atmosphère orageuse - : "Alors que les défenseurs de la révolution ont qualifié de concubinage forcé l'appartenance obligatoire au parti fédéral, ceux qui y étaient opposés criaient sus aux séparatistes". Le compte-rendu du Devoir fait mention des arguments de quelques défenseurs du statu quo: "M. Gérard Côté, de Beauce, a dit que les principes de bases libéraux étaient les mêmes à Québec et à Ottawa... Mme Paul Taschereau, présidente de la Fédération des femmes libérales, a dit que 'durant 16 ans nous avons eu assez de difficulté avec les gens qui votaient Union nationale au provincial et libéral à Ottawa qu'il ne fallait pas briser l'unité



du parti. N'oublions pas que l'union fait la force... M. Roland Lefrançois, ex-président-fondateur de la fédération des jeunes libéraux a fait remarquer que c'était seulement après l'affiliation de la FLQ à l'Association nationale que les libéraux ont pris le pouvoir à Québec. Un Néo-canadien a soutenu qu'il fallait être libéral à Québec, libéral à Ottawa, libéral partout et libéral toujours".

Il apparaît assez clair que les défenseurs du statu quo étaient principalement des gens de l'appareil: le président-fondateur de la FLQ, la présidente de la Fédération des Femmes libérales du Québec, le président-fondateur de la Fédération des Jeunes Libéraux. Quant aux députés à Ottawa, qui sont restés apparemment cois, le journaliste du Devoir observait: "On a remarqué la présence de presque tous les députés libéraux fédéraux du Québec. Inutile de préciser qu'ils ont voté contre l'amendement". Le Soleil rapporte ce mot désabusé de M. Maurice Lamontagne, représentant du chef du parti libéral canadien à la F.L.Q.: "Après ce qui vient de se passer, je me demande si j'ai encore ma place à la table d'honneur". Les partisans de l'amendement, groupés autour de MM. Jean Meunier et René Lévesque, agissaient plutôt en francs-tireurs ou commandos; ils étaient presque tous d'origine montréalaise, et, en grande partie, provenaient de la "gauche" de la Commission politique. Après une vaine tentative de M. Jean-Baptiste Crépeau, député de Montréal-Mercier, pour que l'amendement soit référé pour étude à la Commission politique, on passa au vote qui donna ce résultat: pour: 155; contre: 332 (certains journaux donnant plutôt le chiffre de 340). L'explication de cette variante tient peut-être dans les conditions très spéciales où le vote fut pris. "C'est finalement dans le désordre, selon La Presse, que le vote a été pris alors que les congressistes devaient quitter la salle pour permettre au personnel de l'hôtel de dresser les tables du banquet. Pour effectuer le décompte, on a demandé à ceux qui étaient 'pour' de sortir par une porte, et à ceux qui étaient 'contre' par une autre".

Avant de passer aux commentaires, il faut signaler trois incidents à saveur "séparatiste". Un agent de la police municipale avait reçu un appel téléphonique annonçant qu'une bombe éclaterait lors du discours de M. Chevrier. Sous le titre: Quelque chose éclata, mais ce n'était pas la bombe annoncée", Le Soleil relate:

"Le président François Aquin vit arriver des policiers municipaux. 'Nous avons reçu un appel disant qu'une bombe doit éclater à 3 h. 15', apprit-il. C'était au cours du discours du ministre de la justice du Canada, M. Lionel Chevrier.

"Sur l'estrade, certaines personnes pâlirent, si on en croit les témoignages.

"La police passa les environs au peigne fin. 'Et cette boîte blanche ... Et les rideaux... etc' Toujours rien! Puis finalement quelque chose éclata. Un verre renversé au cours des fouilles.





"Finalement, 3 h.15 passa... 3 h. 30... aussi. Le président Aquin repassait dans sa tête les endroits fouillés.

"'Et le piano?' Les policiers avaient oublié le piano. Ils n'y ont pas trouvé de bombe".

Au lieu de cette "machine infernale", qui n'était probablement qu'un coup pendable d'un mauvais plaisant, un incident de bilinguisme assez disgracieux se produisit. Au cours d'un débat sur le droit de grève dans la fonction publique, un délégué montréalais (66) s'exclama: "We can't trust those damned selfish union leaders". Selon les journalistes de La Presse, "c'en fut assez pour que la grande majorité de la salle se rallie à la cause des fonctionnaires. La résolution fut facilement adoptée à la suite de cette intervention". M. Thivierge du Devoir rapportait la phase intermédiaire de l'incident: "M. Gérard Lachance, de Montréal-Jeanne-Mance a prié M. Malcolm de répéter en français ce qu'il venait de dire. Ce dernier a répondu en français "à monsieur le séparatiste" qu'il avait le droit de parler anglais. M. Lachance a accroché le micro pour déclarer que les Canadiens français étaient traités comme des chiens. M. Malcolm s'est finalement excusé d'avoir employé un langage plutôt dur envers les chefs syndicaux".

"L'incident semblait clos et les délibérations se poursuivaient, lorsqu'une autre personne, un homme que nous n'avons pas identifié lança brutalement devant le micro: 'Je ne suis pas séparatiste, mais si un Anglais ne sait pas parler français qu'il ferme sa gueule et qu'il reste chez-eux (sic)'" (67).

Plus encore que ces deux "incidents" est significatif le renvoi pour étude ultérieure à la Commission politique d'une résolution, présentée par le comité de langue anglaise, pour condamner avec la dernière énergie toute activité terroriste. Mais les "considérant" soulevaient des objections, puisqu'il était question d'un réaménagement possible des relations entre les deux principaux groupes ethniques canadiens. Selon L'Action, "un délégué de langue française a demandé que la résolution soit traduite en français et a proposé qu'elle soit étudiée paragraphe par paragraphe, de façon à ce que 'nous ne nous apercevions pas un moment donné que nous avons accepté des déclarations de principe sur la confédération, ou un autre truc du genre quelque part entre deux virgules'". La confiance bi-ethnique régnait... Dès le début de la discussion, la séance est "devenue si orageuse que le président a demandé d'ajourner la discussion pour la continuer d'homme à homme". Mais comme le précise le journaliste du Soleil: "Il espérait qu'en s'expliquant on se comprendrait, mais il a pu constater que chez certains, plus ils s'expliquaient, moins ils se comprenaient". Le proposeur de la résolution, M. John McDougall, vice-président du Comité de langue anglaise dut tenir compte de ces difficultés (68). A la fin



d'une assemblée supplémentaire de l'Assemblée générale, le porte-parole du Comité proposa une résolution modifiée (que nous citons d'après la reproduction du Soleil):

"considérant que ce comité déclare que la population de langue anglaise du Québec a toujours été traitée avec justice et équité... et déplore que les minorités de langue française, des autres provinces, ne soient pas aussi bien traitées;

"considérant que la minorité anglaise comprend et appuie les aspirations naturelles et légitimes du Canada français dans le développement économique de la province de Québec;

"considérant que le Québec a joué, au cours de l'histoire, et continue de jouer un rôle prédominant dans le groupe politique canadien;

"considérant que les récentes activités terroristes de mouvements extrémistes irresponsables et dangereux, ont considérablement nui au renom du Québec.

"considérant que tous les citoyens du Québec, quel que soit leur milieu culturel, ont tout à gagner dans une coopération politique et économique avec le reste du pays.

"Il est résolu que ce congrès condamne clairement toute activité terroriste et demande une étude sérieuse de l'Acte de l'Amérique du Nord afin qu'il précise les relations entre les deux principales races du pays".

Le proposeur lui-même a accepté que l'étude de la résolution soit renvoyée à la Commission politique.

Davantage: il fut encore proposé que le Comité de langue anglaise soit dissout et que ses membres soient intégrés dans les divers autres comités. "Tout le long du congrès de la Fédération libérale, notent les journalistes de La Presse, on pouvait noter une hostilité marquée à l'égard de l'élément anglais". Même observation de la part du journaliste de L'Action: "... au cours de plusieurs discussions acerbes, sinon violentes, on a senti qu'il existait entre les deux groupes ethniques une rivalité farouche, et les échanges de mots entre Canadiens français et Canadiens anglais ont fait voir que plusieurs congressistes de langue française étaient légèrement nationalistes sur les 'bords'". Et "cette tendance nationaliste ne s'est pas cependant fait uniquement sentir dans les discussions entre délégués d'expression différente, mais aussi au cours des discussions qui ont marqué le débat sur la résolution demandant que la fédération libérale du Québec devienne indépendante en ce qui a trait à l'organisation au niveau des comtés".

Des débats aussi tumultueux ne pouvaient manquer de susciter nombre de commentaires, même photographiques (69). L'éditorialiste de La Presse, M. Vincent Prince écrivait le 22 octobre 1963: "... j'ai de la difficulté à m'expliquer que la majorité des délégués ne se soit pas ralliée à la résolution préconisant une nette séparation entre le parti libéral provincial et le parti libéral fédéral... cette





séparation n'apparaît dans la logique même des choses... il est encourageant de noter que les tenants de la 'séparation' entendent continuer la lutte. Il convient de leur souhaiter bonne chance". Furent dans le même sens mais d'un ton beaucoup plus "engagé", les commentaires de M. Jean-Marie Léger dans Le Devoir du 24 octobre. Sous le titre: "A Québec, le parti libéral n'a fait que retarder l'option: autonomie ou schisme", il écrivait:

"Le spectacle n'était décidément pas beau du côté de la majorité, ralliée autour d'une tradition de veulerie et d'un sentimentalisme grossier exprimés dans des arguments indignes même du sous-comité électoral du district le plus attardé: "Faisons confiance à nos chefs," de crier l'un; "on ne peut diviser le parti libéral," renchérisse l'autre; "libéraux à Ottawa comme à Québec," clamait un troisième, sous les gloussements satisfaits des petits délégués de province et des députés fédéraux habitués à manger aux deux râteliers.

"On sentait décidément passer sur tout cela la brise rafraîchissante de la politique de grandeur. Qu'il fait bon être "maître chez soi," entreprendre vaillamment une oeuvre d'émancipation avec des troupes de cette trempe! Quel renouveau décidément au sein du parti libéral, quelle intelligence de la situation, quel sens du fédéralisme et de la démocratie!

"Ce qui frappe le plus dans la réaction de la majorité (et qui peut-être au fond en atténue la portée réelle), c'est l'ignorance et la bêtise qu'elle illustre: les mêmes éléments trépignent d'aise lorsque M. Lesage, par exemple, appelle un Québec fort, sert des avertissements à Ottawa, dénonce certaines attitudes, certains empiétements du gouvernement libéral de M. Pearson, l'acclament lorsqu'il fait le procès de la politique du gouvernement central et annonce la "dernière chance de la fédération" mais, du même souffle, applaudissent les représentants de ce gouvernement central et s'engagent à contribuer à leur réélection. Les mêmes éléments qui souscrivent à une politique de très large autonomie pour le Québec refusent de donner cette autonomie à leur propre parti.

"Rarement aura-t-on vu l'illogisme et l'irréalisme se manifester avec une pareille éloquence. Rarement aura-t-on mieux senti qu'il existe en vérité dans la F.L.Q. deux partis libéraux entre lesquels la distance ne cesse de grandir et que le vote de samedi dernier à Québec a assez bien été départagé. Le premier, celui de la majorité "unitaire et solidaire", n'a ni principes, ni doctrine, mais tient par un ensemble de traditions, d'habitudes et de sentiments élémentaires du genre: rouge à Québec, rouge à Ottawa et confiance aveugle aux chefs. L'autre comprend la plupart des éléments jeunes, dynamiques, pour lesquels le parti n'est pas une fin en soi ni un monolithisme et qui y voient simplement le meilleur (ou le moins mauvais) instrument pour faire accepter un certain nombre d'objectifs vitaux et pour faire pratiquer une politique de mouvement, de progrès, d'émancipation dans tous les domaines.

"C'est ce groupe, cette minorité (qui de façon significative comprend notamment René Lévesque et l'équipe dirigeante de la commission politique de la Fédération) qui porte les seules chances d'un parti libéral authentique, c'est-à-dire d'un parti libéral national accordé à la réalité "Québec," expression politique de la nation franco-canadienne...



"Tôt ou tard, sans doute d'ici un an ou deux, la décision de samedi dernier devra être renversée et le parti libéral du Québec, s'il ne veut pas sombrer dans le ridicule de la contradiction permanente ou dans la paralysie, devra rompre avec le parti libéral fédéral. Ou alors, c'est la Fédération libérale du Québec, déjà fortement secouée, qui éclatera elle-même."

M. Pierre O'Neill, directeur de La Réforme, faisant à tête reposée (édition du 23 novembre), un mois après la tenue du congrès, le bilan du congrès, évoque finalement la cacophonie (70) du fameux débat sur "la seule résolution importante, sur plus d'une centaine, qui ait été rejetée par le congrès de la Fédération": "Le fait que cet amendement ait été défait nous a procuré une certaine satisfaction, celle de devenir soudainement conscients de notre devoir d'observer de plus près l'action politique des représentants du Québec à la Chambre des communes... 'La Réforme' organe officiel du Parti libéral du Québec, a manqué dans le passé et devra dans l'avenir commenter les erreurs et les finesses de nos représentants à Ottawa comme à Québec". Au fait, que pensaient-ils les libéraux fédéraux de l'historique débat "séparatiste" du congrès de Québec de la F.L.Q. C'est paradoxal peut-être, mais au lieu d'être inquiets, de se sentir inquiétés, on les trouvait presque satisfaits, rassurés. C'est du moins cette attitude dominante dont faisait état le chroniqueur outaouais du Soleil, M. Amédée Gaudreault, dix jours après le congrès (le 31 août, 1963):

"Il estiment que ce ne sont pas eux qui sont 'tassés', mais le 'clan de M. René Lévesque' qui a obtenu, à leur avis, avec 155 voix, l'appui maximum possible au congrès de Québec. Ils soutiennent que les 'séparatistes' ont travaillé, 'confessé', bref utilisé toute leur influence pour en arriver à ce résultat. tandis que les 'fédéralistes' auraient pu obtenir infiniment plus d'adhésion s'ils avaient 'le moins possible' forcé'. Un député de Montréal affirme qu'il y avait parmi les '155 dissidents, des libéraux certes mais aussi des néo-démocrates, des séparatistes, des créditistes et même un journaliste de Montréal délégué du comté de Duplessis'. Ce député ajoutait: 'Si c'est avec des gens aussi 'solides' que M. Lesage veut bâtir l'avenir de son parti et se passer de nous, libre à lui de le dire. Mais ce ne fut pas son avis apparemment, car de tous les ministres provinciaux, un seul a voté pour la scission, M. Lévesque.'"

"Les libéraux fédéraux estiment donc que ce congrès a révélé la vraie force des 'schismatiques' et ils croient que M. Lesage n'a pas déclaré sans raison à la fin du congrès: 'Que ceux qui se réclament du peuple fassent comme nous: qu'ils se fassent élire'."

#### SEPARATISME ET NATIONALISME

"Un ministre m'a déclaré: 'Nous sommes tous nationalistes, à des degrés divers. Mais à Québec, les libéraux sont aussi séparatistes, à 13 pour cent peut-être, pour prendre le chiffre de l'enquête de 'MacLean'. Tandis qu'à Ottawa, il n'y a pas de séparatisme du tout.' Ce ministre a ajouté que le 'fond de l'affaire' est d'inspiration séparatiste 'ou anti-libérale' dans un effort pour diviser une 'organisation qui nous a valu le pouvoir à Québec et à Ottawa'."





" - On dit que l'union des deux groupes libéraux empêche la libre expression des opinions, a remarqué un député de la banlieue de Montréal. Je me demande ce qu'il faudrait aux libéraux provinciaux pour dire librement ce qu'ils veulent: ils passent leur temps à parler, les ministres surtout, à tel point, qu'on finit par se demander s'ils ont le temps de s'occuper de leur ministère - mais c'est leur affaire - et je ne vois pas quel serait le changement s'ils avaient une organisation distincte..

"Un autre député m'a signalé qu'il y a encore 26 jours d'ici la conférence fédérale-provinciale et que 'ça va sans doute continuer, de Québec. Et après ça, on parle de la propagande centralisatrice'. Va-t-on répliquer, d'Ottawa? On m'a répondu: 'Nous allons faire les déclarations nécessaires, seulement. Nous n'entendons pas régler ainsi le problème.'

#### DES LIBÉRAUX AGACÉS

"Mais à l'échelon des députés, certains députés sont agacés par le propos d'une 'école qui essaie de faire croire qu'un libéral qui fait de la politique provinciale est progressiste, bien intentionné, patriote, tandis que s'il fait de la politique fédérale, il devient automatiquement croulant, centralisateur, allant d'échec en échec, et promis à l'extermination. Sans doute au profit des néo-démocrates ou des créditistes?'

"L'un d'eux m'a même dit qu'il avait hâte de voir 'M. René Lévesque, qui a 'passé' avec l'aide des fédéraux, essayer de se faire valoir comme néo-démocrate ou séparatiste, avec des 'experts' qui n'ont jamais gagné une élection fédérale, provinciale ou de village même'.

"Selon le même député, le congrès de Québec a prouvé la force de ces 'experts, toujours seuls à avoir raison, comme ce soldat qui avait toujours le pas, contrairement au reste de ses camarades. Si nous avions fait le même effort, nous les aurions balayés à 10 contre 1.'

"Un important personnage de l'organisation libérale a soutenu que les quelques 'néo-démocrates qui ont fait du bruit à Québec ne peuvent être des libéraux puisque leur appartenance au NPD national leur interdit de s'affilier à d'autres mouvements. Mais ils veulent que le parti libéral agisse autrement que 'leur NPD'. D'un autre: 'On a prédit des démissions de "séparatistes" après le congrès. Où sont-elles?'

"Plusieurs députés fédéraux m'ont dit qu'ils détiennent la 'véritable organisation' de leur comté et qu'ils ne sont pas pour 'la laisser passer aux mains d'une poignée de séparatistes ou de néo-démocrates qui n'ont aucune influence personnelle'. Si des 'libéraux provinciaux veulent confier leur sort électoral à des dissidents bruyants, c'est leur affaire et ça serait une belle expérience à tenter,' m'a déclaré un député montréalais...

"Bref, ministres et députés de Québec ne se proposent pas de faire des séries de discours et selon l'un d'eux, s'il y a des problèmes 'au provincial, c'est au provincial de les régler: question d'autonomie.'

Un éditorial du Globe and Mail (intitulé: "No Time for Schisms") est un bel exemple de la satisfaction mesurée, qui fut la tonalité moyenne de la presse canadienne de langue anglaise:



"This was a most encouraging conclusion. It means that there is a strong body of French-speaking Canadian opinion that is anxious to continue the dialogue with English-speaking Canadians and to search for solutions within the established political institutions of the Canadian family. It means that the political fragmentation that has occurred in other areas and begun to threaten the cause of strong and stable government in Canada has been averted in this area, at least for the present... we would all be wise, to avoid the creation of schisms. Why begin a process of separation when time may produce a mutual understanding that will make separation unnecessary" (71).

Une dizaine de jours plus tard, les chroniqueurs "biculturels" de La Presse, MM. Daigneault et Clift, replacèrent dans le contexte plus large des relations entre les partis fédéraux et les partis provinciaux le "test case" du dernier congrès de la F.L.Q. Ils trouvaient que les louanges que la presse anglaise décernait aux libéraux québécois pour n'avoir pas rompu avec les grands frères outaouais "font sourire". En effet, le slogan "Rouge à Québec, rouge à Ottawa", selon eux, "n'a rien à voir à l'avancement du bilinguisme ni à la survie de la Confédération". La trop bonne fortune du parti libéral fédéral jusqu'à 1957 a amené la décadence ou l'affaiblissement des partis libéraux provinciaux en Colombie-britannique, en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse, dans l'Île du Prince-Édouard. La raison? "Les politiciens fédéraux se sont mis à imposer leurs idées, en politique fédérale sans se préoccuper de savoir si ces idées correspondaient aux vues des populations de chaque province". Il est significatif que les deux provinces qui "favorisent encore le même parti au fédéral et au provincial" soient précisément "les deux provinces les plus pauvres du pays" (Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve). Aussi "tenter de maintenir des liens usés et démodés entre les partis provinciaux et les partis fédéraux, c'est peine perdue puisque ces liens ne correspondent évidemment plus à la réalité. Une telle solidarité partisane ne fait l'affaire, ou le profit, que d'une poignée de manœuvriers politiques". Le fait capital des dernières années, c'est que "nous avons aujourd'hui de grands partis politiques provinciaux et quatre partis politiques relativement petits à Ottawa ..., (qui) sont en train de perdre les éléments dynamiques qui auraient pu leur infuser du sang nouveau... Conséquence: les partis provinciaux ont aujourd'hui des idées neuves, - que les partis fédéraux ne comprennent pas, - sur ce que doit être la Confédération canadienne et c'est à partir de nos racines respectives, c'est-à-dire en tenant compte des partis politiques provinciaux, que peuvent se reconstruire ou naître des grands partis politiques fédéraux". Il est assez symptomatique qu'"aucun parti fédéral ne peut, à l'heure actuelle, garantir l'élection d'un seul parti provincial, et cela est vrai dans toutes les provinces" (72). Ce schématisme analytique d'une situation globale ne tient évidemment pas compte de nombreux facteurs de complexité, des





rythmes d'évolution, des disparités et "relativités" locales: mais, comme position générale du problème qui nous occupe, on ne saurait nier à ces propos une valeur d'hypothèse suggestive. Les "séparatistes", qui avaient perdu une première bataille, préparaient déjà la manche décisive...

23 - A Drummondville, au début de novembre 1963, la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec tenait son congrès annuel. Le président sortant, M. Auguste Choquette, nouveau député fédéral de Lotbinière, exprima le vœu qu'"en 1967, ... notre pays soit doté de tous les symboles de la souveraineté" tout en insistant sur l'union nécessaire de tous les libéraux du Canada. Deux ministres, l'un fédéral, M. René Tremblay (73), l'autre québécois, M. Bernard Pinard (74), firent entendre des notes non "séparatistes". Le congrès prit fin par des élections qui portèrent à la présidence le docteur Maurice Bonvouloir, chiropraticien de Laprairie, contre un avocat, M. Simon Venne. Ce dernier "a perdu au scrutin en dépit du fait que ses partisans aient retiré la veille une résolution permettant aux partisans libéraux de collaborer sur la scène fédérale à d'autres formations que le parti libéral. Le jeune avocat s'était aliéné un certain appui, notamment chez l'élément anglophone, en appuyant une résolution semblable au congrès de la fédération senior, il y a deux semaines" (75).

Un chroniqueur véridique, qui a parfois la dent dure, M. Jean-V. Dufresne, fit une analyse nullement flatteuse du congrès, sous un titre en coup de cravache: "Les jeunes croulants croulent plus que jamais". Ce congrès, écrivait-il, s'est déroulé "d'une façon lamentable" (76) et à moins d'une sérieuse réforme, "il ne restera plus qu'à démanteler cet organisme, devenu parfaitement inutile".

"Tous ces jeunes hommes et ces jeunes filles qui se sont valu le titre de "jeunes croulants" n'ont rien fait depuis l'année dernière qui puisse autoriser les observateurs à penser que l'appellation peu flatteuse n'était qu'une boutade de journaliste.

"A vrai dire, les seuls "jeunes" que nous ayons eu le plaisir de rencontrer - et, ma foi, leur présence fut rafraîchissante - sont MM. Paul Gérin-Lajoie, Bernard Pinard, René Tremblay, trois vieux de la vieille suivant les barèmes des "salut-les-copains" de la jeune politique. Trois croulants, mais qui avaient au moins quelque chose à dire.

"M. Gérin-Lajoie réussit à retenir l'attention d'une salle à moitié remplie en parlant d'éducation et de fiscalité, M. Pinard fut moins éloquent mais comme il clôturait les assises, tous y étaient. M. Tremblay fit un exposé digne de mention sur l'avenir du Canada français, mais au tiers de son discours on causait tous à table.

"La seule personne qu'on écouta religieusement fut le comédien Gilles Pellerin qui racontait des histoires... du genre que l'on sait ! "

Quant à "la résolution la plus explosive de la fin de semaine, qui eût permis de connaître la position des jeunesses libérales vu l'obligation, pour un partisan,



de ne collaborer sur la scène fédérale qu'avec les libéraux..., on s'attendait que les jeunes libéraux aient le courage, sinon de l'adopter au moins de la débattre. Mais non. Aux proposeurs qui l'avaient provisoirement retirée samedi pour des raisons de tactique, préférant la soumettre après le scrutin, on refusa le lendemain de prolonger l'assemblée plénière d'une demi-heure, bien que celle-ci eut commencé avec près de deux heures de retard, car les délégués à midi sirotaient encore le café du petit déjeuner." Et le journaliste de conclure: "que les croulants se rassurent: la jeunesse libérale du Québec est de tout coeur avec eux" (77).

N'ayant pas assisté à ce congrès, nous ne saurions confirmer ni infirmer ces commentaires d'un journaliste sérieux et à la réputation de probité.

Deux semaines plus tard, les Jeunes Libéraux du Canada tenaient leur congrès à Montréal. Après le tumultueux congrès annuel de la FLQ et le décevant congrès des Jeunes Libéraux du Québec, on portait beaucoup d'intérêt à ces assises qui, pour la première fois de leur histoire, allaient poser carrément le problème du bilinguisme et du biculturalisme canadiens. Le président de la Commission politique de cette Fédération était M. Michel Robert de Montréal, connu pour ne pas partager l'idée de la nécessité de séparer les deux partis libéraux, fédéral et québécois. L'invité-vedette était nul autre que monsieur Pearson lui-même. D'après le reportage de La Presse, "une ovation de quatre minutes interrompit alors le discours du premier ministre" lorsqu'il déclara: "l'unité est à la base de notre survivance. Allons-nous croire que nous ne pouvons résoudre nos propres difficultés". Et les "délégués enthousiastes" de s'écrier: "Nous sommes derrière vous", au moment où M. Pearson affirmait que "le biculturalisme et le bilinguisme ne sont pas une nécessité regrettable, mais constituent un élément qui accroît la puissance et la personnalité de notre pays". Plus loin, le premier ministre fit cette confidence sincère, presque pathétique: "Le parti libéral a eudux leaders de langue française du Québec qui ont accédé au poste de premier ministre. Même s'ils étaient Français, ils étaient également à l'aise en Anglais. A l'avenir, les chefs libéraux devront parler le français aussi bien que l'anglais... comme je souhaiterais être capable de le faire" (78). En outre de M. Pearson, les deux principaux ministres du Québec, MM. Lionel Chevrier et Maurice Lamontagne, assistèrent au congrès.

M. Jean-V. Dufresne de La Presse résumait, en un premier paragraphe, le fait capital de ce congrès - plus sérieux que le précédent:

"Revirement complet chez les jeunes libéraux du Canada. Alors que vendredi les délégués anglophones, favorisés par une maigre représentation québécoise, parvenaient à défaire la majorité des résolutions appuyant les revendications du gouvernement Lesage, hier en assemblée plénière les représentants des jeunes libéraux du Québec dans une contre-attaque bien menée ont fait admettre par une forte majorité le





bien-fondé des réclamations fiscales du premier ministre, exigeant un nouveau partage des impôts sur le revenu des particuliers et des corporations, et sur les droits successoraux."

Les débats avaient mal commencé pour les tenants des positions du gouvernement Lesage. Le petit nombre d'inscriptions lors de la première journée du congrès, la répartition des participants en quatre sous-commissions ne permettaient pas aux délégués du Québec de défendre avec efficacité leurs points de vue. Tant et si bien (ou si mal) que le docteur Bonvouloir, président des Jeunes Libéraux du Québec, crut bon de faire parvenir à M. Lesage un télégramme l'assurant de leur appui malgré le nombre de résolutions autonomistes défaites. Mais grâce au rôle de M. Michel Robert, président de la Commission politique, et du ralliement des délégués québécois en assemblée plénière, la situation se renversa. Et rapporte M. Dufresne, "les principales résolutions portant sur l'autonomie des provinces, la reconnaissance du français comme langue 'interne' dans les organismes fédéraux du Québec, le retrait graduel d'Ottawa des champs de compétence provinciale ont été adoptées sans trop d'opposition".

Deux autres faits "bi-culturels" méritent d'être rapportés. M. Michel Robert, figure dominante du congrès, avait choisi peu de temps avant le congrès de ne pas se porter candidat à la présidence de la Fédération. Il fut toutefois élu, sa candidature ayant été "poussée" par un anglophone de Calgary, M. Cameron Millipin. On créa, en outre, un nouveau poste à l'exécutif du congrès: celui de vice-président francophone (qu'occupera M. Jacques Guilbault de Montréal). Le poste de secrétaire de langue française existant déjà. Nous empruntons encore à M. Dufresne la conclusion de ce congrès - qui pourrait aussi être considérée comme une bonne conclusion pour l'ensemble de ce chapitre:

"Il faut retenir de ces assises, croyons-nous, que si les anglophones n'arrivent pas à saisir les mobiles qui incitent le gouvernement québécois à revendiquer un traitement particulier, ils demeurent convaincus d'autre part que la responsabilité de sauvegarder l'unité nationale leur appartient en propre - une responsabilité presque bilingue, si l'on ose dire - de telle sorte que s'opposant individuellement aux réclamations du Québec, ils adoptent en groupe, en congrès, par exemple, une position souvent contradictoire.

"Ce paradoxe, nous l'avons senti dès les premières heures du congrès et il illustre clairement, pensons-nous, l'inquiétude des anglophones qui craindraient de trahir leur 'mission' en refusant de céder devant les exigences du Canada français." (79).



## CHAPITRE V

### L'ANNEE 1964: LA DES-AFFILIATION DE LA FEDERATION LIBERALE DU QUEBEC DE LA FEDERATION LIBERALE DU CANADA ET LA FIN DU PRINCIPE DE LA "DOUBLE ALLEGEANCE"

24.- Au milieu de l'année 1964, le 5 juillet, se produisit la "dés-affiliation" de la FLQ de la Fédération libérale "nationale". Dans les premiers six mois, un processus irréversible va graduellement s'établir qui rendra les deux groupes d'intéressés, en leur presque totalité, conscients que ce serait, tout au moins, un "moindre mal", presque inévitable. L'état de tension extrême, qui avait caractérisé le dernier congrès annuel de la F.L.Q., ne se résorbant pas ne pouvait plus se perpétuer indéfiniment. Porté par (et, en partie, le conditionnement) l'évolution générale de la politique au Québec, ce processus aurait pu être moins accéléré; mais, à mesure qu'on parlait de la dés-affiliation, on s'habitue à l'idée, à laquelle les plus fermes opposants se mirent à trouver au moins l'avantage d'une clarification de plus en plus nécessaire. Après le 6 juillet, "on s'efforcera, de part et d'autre, de tirer partie d'une situation qui comporterait des avantages structurels et stratégiques certains. Au niveau du personnel politique des "militants de base" et des tactiques locales, il n'était au pouvoir de personne d'effacer d'emblée ce qui avait toujours plus ou moins existé.

La relance de l'offensive "séparatiste" trouva son occasion dans une résolution de l'association libérale du comté de Jeanne-Mance blâmant M. René Lévesque pour avoir prononcé une phrase estimée outrageante pour les ministres fédéraux, MM. Favreau et Laing. Cette phrase de M. Lévesque se lisait comme suit: "J'espère que les ministres trouveront incessamment le loisir de reprendre les pourparlers avec bonne foi et la ferme intention d'effectuer le transfert" (celui de la compétence sur les Esquimaux habitant le territoire du Grand-Nord québécois). Rien ne s'opposait constitutionnellement à ce transfert et c'était la négligence des gouvernements du Québec qui avait jadis permis l'occupation de fait fédérale sur ce territoire et en cette matière. Nous avons déjà signalé le "choc" ressenti par M. Lévesque lors de son premier voyage en cette région en 1961 (cf. no 13). Peu à peu, un contentieux au sujet de l'autorité politique sur les Esquimaux québécois s'ajoutait aux autres pommes de discorde entre Québec et Ottawa.

A ce congrès de l'association de comté participèrent entre 400 personnes, selon le communiqué officiel, et 200 personnes selon un quotidien montréalais du matin. La résolution de blâme contre M. Lévesque fut adoptée avec seulement quelques voix dissidentes. Parmi les 24 résolutions, 9 constituaient des félicitations adressées à des hommes politiques dont MM. Lesage et Pearson. Le thème du congrès





était précisément "l'unité libérale" dont l'expression-slogan est le traditionnel "Rouge à Ottawa, rouge à Québec". Le communiqué reprochait à la FIQ d'avoir "failli à sa tâche en ne remplissant pas adéquatement son rôle de membre de la Fédération libérale" et portait "condamnation des membres du parti qui ont une tendance séparatiste". Le nouveau président, M. Emile Dufresne, prôna dans son discours "l'unité libérale, tant au provincial qu'au fédéral". M. Lévesque n'était évidemment pas invité, mais M. Gérin-Lajoie l'était, qui parla toutefois dans un sens fermement autonomiste. Il se dit "de ceux qui croient à l'impérieux besoin de reviser les bases sur lesquelles le Canada a été établi." A la question: "Que veut le Québec?", M. Gérin-Lajoie répondit: "Le Québec veut à la fois le droit et les moyens de déterminer lui-même son orientation, en conformité avec son génie propre, ses traditions, sa culture, sa façon de voter, l'organisation de la vie en société, en conformité avec la façon dont il voit le développement de la collectivité à laquelle il intervient... Il fut une époque où la priorité, c'était le chemin de fer transcontinental, une autre où c'était la défense... maintenant, tous s'accordent à dire que, dans une bonne partie, c'est l'éducation". Or, comme l'éducation relève des compétences provinciales...

Assistant au congrès de l'association du comté dont il est le député, M. Favreau entendit les souhaits de ses commettants d'être considéré bientôt comme "leader du Québec au gouvernement fédéral." Il fit aussi l'éloge du cabinet de M. Lesage, en lequel il voyait "le plus grand gouvernement au Québec depuis la confédération". Comme quelqu'un demandait au ministre fédéral s'il avait répondu à M. Lévesque, M. Favreau répliqua: "J'ai répondu à M. Lévesque, mais pas par les journaux, par la poste royale". La réaction de M. Lévesque ne se fit pas attendre. Les journaux du lendemain publièrent sa déclaration:

"Le seul aspect vraiment un peu pénible que je trouve à cet incident, c'est qu'une association libérale soit-disant provinciale fasse un reproche à un ministre libéral également provincial sans même prendre la peine de se renseigner sur la question; ou du moins, si l'on s'est renseigné, ça n'a sûrement pas été du côté québécois.

"Sur le fond de la question, pour l'instant je me contenterai de dire ceci: la phrase qu'on m'a reprochée, d'après les comptes rendus on ne pouvait savoir du tout à quel point elle demeurerait, à mon avis, en-deçà de la réalité". (1)

Le même jour, (le 21 janvier), M. François Aquin, président de la FIQ, remit aux journaux une longue déclaration qui équivalait à un cri de guerre suivant une première escarmouche. Elle vaut d'être versée en entier au dossier de notre enquête comme une espèce d'"acte d'accusation" principal:

"Au Congrès de l'Association libérale du comté de Jeanne-Mance, tenu dimanche dernier, sur le thème UNITE LIBERALE, une résolution



a été adoptée reprochant à la Fédération Libérale du Québec d'avoir failli à sa tâche en ne remplissant pas adéquatement son rôle de membre de la Fédération Libérale du Canada. Une autre résolution a été adoptée blâmant l'honorable René Lévesque sur son attitude dans la question des Esquimaux du Québec.

"A titre de président de la Fédération Libérale du Québec, il est de mon devoir de faire la déclaration suivante.

"La Fédération Libérale du Québec est le Parti Libéral du Québec démocratisé. Elle s'exprime démocratiquement par son congrès annuel. Le dernier congrès a été tenu, il y a trois mois. Elle travaille démocratiquement par ses commissions permanentes: Commission Politique (250 membres), Commission d'Organisation (80 membres), Commission de Propagande, Commission de Finance (150 membres), Commission de la Constitution (50 membres). La Fédération Libérale du Québec élabore le programme du Parti, elle est responsable de la publicité et de l'organisation du Parti, elle assume aussi les frais de la permanence du Parti. Pour les questions de stratégie, elle a créé la structure d'un comité réunissant des délégués du Cabinet Provincial et des délégués de l'Exécutif de la F.L.Q.

"Dans les milieux libéraux des dix provinces canadiennes, la Fédération Libérale du Québec est la seule fédération authentique qui soit un parti politique voué à un but d'éducation populaire et non pas une simple organisation électorale.

"Les difficultés, voire l'impossibilité qu'a la Fédération Libérale du Québec de communiquer avec la Fédération Libérale du Canada proviennent du fait que la Fédération Libérale du ne possède pas les structures ni l'orientation d'un parti démocratique.

"La Fédération Libérale du Canada n'a pas tenu de congrès annuel depuis au moins deux ans.

"La Fédération Libérale du Canada ne possède pas de commissions permanentes. Elle n'a pas de commission politique, ni de commission d'organisation, ni de commission de finance, ni de commission de propagande, ni de commission de la constitution.

"Au lieu d'un congrès annuel, la Fédération Libérale du Canada tient, chaque année, à Ottawa un conseil général qui ne groupe que 300 personnes. Le 26 janvier 1963, la Fédération Libérale du Québec a demandé que les questions à être débattues à ces congrès soient au moins transmises à la délégation du Québec dans un délai raisonnable pour lui permettre de les étudier. Cette année, le Conseil Général se tiendra le 24 février prochain et le Québec n'a pas encore reçu l'ordre du jour.

"La Fédération Libérale du Canada a tenu une réunion de son exécutif depuis un an."

"La Fédération Libérale Nationale du Canada a toujours refusé de changer son nom en Fédération Libérale du Canada, en enlevant le mot "nationale" qui implique que le Canada ne constitue qu'une





seule nation.

"Les ministres fédéraux du Québec à Ottawa ont toujours négligé de créer avec la Fédération Libérale du Québec la structure d'un comité de stratégie.

"Suivant les termes mêmes d'un règlement de la Fédération Libérale du Canada, la tenue de convention pour le choix d'un candidat libéral aux élections fédérales doit se faire sous l'autorité de la Fédération Libérale du Québec. Or, dans les deux conventions qui ont choisi les deux candidats libéraux pour les deux élections en cours, soit celle du comté de Laurier et celle du comté de St-Denis, la Fédération Libérale du Québec a été systématiquement mise à l'écart de ces deux conventions. De plus, dans le cas du comté de St-Denis, contrairement à la résolution adoptée, le 30 décembre 1963, par le Comité d'Organisation Fédérale en présence du Président de la Fédération Libérale du Québec, à savoir qu'il n'y aurait qu'un délégué par poll; sans aucune autorisation, l'organisation fédérale a fait tenir en plus des 209 lettres de créance déjà émises, 272 lettres de créance aux énumérateurs leur permettant ainsi de participer à la convention.

"La Fédération Libérale du Québec appuie fermement l'honorable René Lévesque pour l'attitude courageuse qu'il a prise dans la question des Esquimaux du Québec et en ce qui concerne la juridiction du Québec sur ses territoires du Nord. Son attitude est la seule position valable en l'occurrence. Elle représente parfaitement les aspirations du Québec.

"Je me surprends, d'ailleurs, que dans un congrès tenu sous le signe de l'Unité Libérale des membres en profitent pour blâmer un ministre provincial. A moins que certaines personnes croient que l'unité libérale ne doive jouer que dans le sens de Québec vers Ottawa.

"Je tiens de plus à affirmer que la Fédération Libérale du Québec n'est nulle autre chose que le Parti libéral du Québec dirigé par l'honorable Jean Lesage et constitué comme tel un organisme essentiellement québécois. Toute affiliation à la Fédération Libérale du Canada, tant que telle affiliation existe sera toujours subordonnée aux intérêts primordiaux du Québec."

La clarté de ce texte décourage tout commentaire. La FLQ, par la voix de son président qui présentait un tel réquisitoire, n'avait plus le choix de ne pas mener la lutte jusqu'au bout. On pouvait s'attendre à ce que les deux factions, qui s'étaient affrontées au congrès d'octobre de la FLQ, repartent sur le "sentier de la guerre". Et comme le notait M. Richard Daigneault dans La Presse du surlendemain (le 23 janvier 1964), "la déclaration de M. Aquin a ébranlé fortement les partisans du 'rouge à Québec, rouge à Ottawa'... A Québec, certains membres de l'ancienne école du parti ont eu une réaction de colère en apprenant la teneur de la déclaration de M. Aquin... Les partisans de l'unité libérale sont bouleversés". Mais les "provincialisants" voyaient dans la résolution de l'association de Jeanne-Mance" un mouvement de révolte de la vieille garde contre l'aile réformatrice...



M. Lesage a choisi de ne rien dire pour le moment. Mais il est évident que même si, aux yeux du public, il désire rester en dehors du conflit aussi longtemps que possible, il devra prendre une position bien précise avant longtemps... Inutile de dire qu'à la suite de toute cette affaire la FLQ a alerté plusieurs associations de comités à la possibilité de certaines manoeuvres de la part du parti fédéral." D'urgence, une réunion de l'exécutif de la FLQ fut convoquée à Québec pour le 23 janvier. Comme représentant, du chef du parti libéral du Canada, le secrétaire d'Etat, M. Maurice Lamontagne, était membre de cet exécutif et assista à cette réunion. La Presse sous-titrait un reportage de M. Daigneault par cette phrase "belliqueuse": "Les fédéralistes défendent leur forteresse contre François Aquin". La réunion s'étant évidemment tenu à huis-clos, M. Daigneault en était réduit, comme tous les journalistes, à des "conjectures" d'après une certaine logique de la situation et des réactions extérieures. Ce qui lui permettait d'écrire en toute relativité: "La déclaration de M. Aquin a eu le don de faire sursauter les partisans de la vieille garde du parti qui veut à tout prix continuer de bénéficier des avantages du pouvoir à Ottawa comme à Québec.

"Cependant, semble-t-il, la réaction parmi les éléments plus jeunes du parti aurait augmenté le nombre de ceux qui désireraient effectivement libérer le parti québécois de ses attaches avec le parti 'national'.

"Juridiquement, dit-on, la FLQ est une filiale du parti libéral 'national' et on a murmuré dans certains milieux fédéraux que M. Lamontagne s'appêtait à fustiger M. Aquin pour avoir attaqué publiquement la maison-mère du groupe politique.

"Par contre d'autres milieux libéraux doutaient encore hier que M. Lamontagne s'aventure sur ce terrain.

"Effectivement, personne, sauf les membres de la direction de la F.L.Q., sait ce qui s'est passé à l'assemblée" (2).

La première manche avait eu lieu en pleine publicité; la deuxième à huis-clos. La troisième n'allait pas tarder.

25. -- Le 9 février, la Fédération des Etudiants Libéraux du Québec par un vote très serré (26 contre 24) faillit endosser la thèse "séparatiste". Un journaliste de La Presse, M. Luc Beauregard, rapportait que d'acribes prises de bec" avaient ponctué des débats plutôt orageux qui suivirent la proposition du club libéral de l'Université de Montréal. Le clivage selon les lignes ethniques était très clair: "La plupart des tenants de la séparation... étant canadiens-français et leurs adversaires étant canadiens-anglais (juifs, en grande partie), la discussion s'est envenimée par moment et son caractère 'social' a atteint son point culminant lorsque le proposeur de la résolution laissa échapper le lapsus "caucus des Canadiens français à l'extérieur de la salle"... au lieu de 'caucus des dissidents'... les





congressistes de langue anglaise semblaient investis de l'éternelle mission de garder le pays uni. 'A home divided is a house that fails', n'a-t-on pas dit, pour appuyer un étudiant de langue anglaise qui suggérait de poser une sorte d'ultimatum de deux ans à l'Association fédérale". A cause d'une mauvaise formulation de la proposition (3) et de l'heure tardive où le vote s'est tenu (4), les tenants de la "séparation" ont affaibli leur offensive. Enfin, la "confiance bi-ethnique" régnant une fois de plus, il fallut procéder à trois votes différents (5). L'éventualité de la "séparation" continuait à défrayer les manchettes. Les aléas mathématiques avaient abouti à ce qu'à une voix près on peut appeler un "match nul".

Le 15 février, le Conseil général de la FLQ tenait une réunion spéciale pour étudier les résolutions qui, faute de temps, n'avaient pu être étudiées au 9<sup>e</sup> congrès. La Réforme du 8 février, qui annonçait la tenue du Conseil général comme la 2<sup>e</sup> session du 9<sup>e</sup> congrès, disait à la façon d'une inquiétude mal contenue: "Qu'on le veuille ou pas, la passionnante histoire de René Levesque et ses esquimaux va revenir une fois de plus sur le tapis. En effet, le conseil général sera vraisemblablement touché d'une résolution de l'Association libérale du comté de Rimouski, demandant à l'assemblée d'exprimer à l'honorable Jean Lesage et l'honorable René Levesque son appui dans les efforts actuellement entrepris pour que le gouvernement de la province prenne l'entier contrôle de tout le territoire du Grand Nord québécois et de l'éducation des esquimaux qui habitent cette région". On savait dès avant la tenue du Conseil général que les quatre représentants fédéraux "à titre consultatif" n'y participeraient pas. Il y avait à cela une bonne raison ou excuse: un caucus des députés, ministres et sénateurs libéraux devait se tenir à la même date pour préparer la session qui s'ouvrait dans quelques jours. Le correspondant d'Ottawa de La Presse, M. Pierre O'Neil, trouvait étonnante l'absence de M. Lamontagne des deux réunions (7). Et le journaliste relate: "Que la question de la double allégeance revienne sur le tapis à la réunion de la FLQ, on ne s'en fait pas trop à Ottawa... on rappelle assez discrètement dans les milieux libéraux d'Ottawa, qu'avant 1957, la FLQ n'avait pas tellement de souffle et qu'au fédéral, on gagnait quand même des élections de temps à autre". (de 1935 à 1957)". Et le journaliste de conclure son article avec une généralisation peut-être abusive: "On ne peut alors s'empêcher de penser que de l'avis de plusieurs, il existait en ce temps un pacte entre les libéraux fédéraux et... M. Duplessis pour empêcher les provinciaux de prendre trop de force" (8).

Cette réunion du Conseil général aboutit à la création d'un comité spécial des relations fédérales-provinciales pour étudier les rapports entre les deux partis et présenter un projet de résolution au prochain congrès annuel afin de clarifier une



fois pour toutes cette question épineuse. Le principe même d'un tel comité pouvait être interprété comme une victoire de principe (9) pour les "séparatistes". Si des journaux comme Le Devoir ou La Presse avaient adopté une attitude de sympathie pour la thèse "séparatiste", ceux de Québec, comme L'Action ou Le Soleil, étaient beaucoup plus réticents. Ce dernier journal écrivait, en éditorial le 18 février, qu'"il semble qu'un tel projet prenne sa source dans une susceptibilité assez artificielle vis-à-vis du parti fédéral, dans une autonomie par trop 'jalouse' de la Fédération libérale du Québec, comme si les partis fédéral ne partageaient pas, globalement, la même philosophie politique... A la longue, on voit difficilement comment la coopération n'agirait pas entre les deux organisations. Aussi, on peut se demander s'il n'y a pas dans tout cela d'inutiles querelles et si, en fin de compte, le temps ne se chargera pas de refaire ce qu'en certains milieux de la Fédération libérale du Québec on cherche à défaire". Quant à l'expression "Etat du Québec" qu'une résolution substituait officiellement à celle de "province du Québec", l'éditorialiste du Soleil y voyait une "enflure du vocabulaire dont le premier ministre Lesage a lui-même donné l'exemple ..., une ostentation un peu ridicule dans laquelle la Fédération libérale du Québec a démontré qu'elle était prête à tomber".

En effet, la question dite de la "double allégeance" n'a pas été attaquée de front." Le seul accrochage s'est produit lorsque les délégués, par un vote serré de 60 voix contre 55, ont décidé que pour eux, dorénavant, il s'agirait de "l'Etat du Québec" (10). Si aucun député ou ministre fédéral n'assistait au congrès (11), le cabinet Lesage était représenté en force par MM. René Levesque, Pierre Laporte, Bernard Pinard (12), les deux premiers surtout, connus par leurs fortes convictions autonomistes. Selon le reporter de La Presse, "une autre résolution ... appuyant le premier ministre Lesage et M. Levesque, donna l'occasion à ce dernier de sonder l'Association libérale de Jeanne-Mance... M. Levesque lui demanda 'si elle était d'accord'... Elle l'était" (13). Le président Aquin, dans un bref discours d'une rare violence, déclara: "La victoire de 1960 n'a pas mis un terme à notre combat. Nous combattons un régime de fascistes; nous devons maintenant combattre l'ignorance, l'individualisme bourgeois, les préjugés, la tradition. C'est la lutte la plus dure, la lutte des idées" (14). M. Lapalme profita de la tenue de cette réunion pour soumettre un mémoire sur l'Office de la langue française: "la commission linguistique consultative de l'Office doit lui soumettre d'ici à deux mois le projet de normes linguistiques qui, il va sans dire, commande une intervention immédiate et énergique de l'Etat... La rectification de la langue française au Québec repose sur le postulat suivant: motiver la langue dans les domaines sociologiques, économiques, éducatifs et institutionnels" (15). M. Lévesque se fit, par ailleurs, le défenseur inattendu des fonctionnaires nommés sous le régime de l'Union nationale qui,





d'après deux projets de résolution fort sévères, les auraient assujettis aux mêmes examens que doivent subir les candidats à l'administration!

Le président Aquin annonça que, depuis le début de la réunion (le samedi), "La Réforme, journal du parti libéral, appartenait à la Fédération". Cela se vit lors des numéros subséquents de l'hebdomadaire. Il n'avait pu cacher quelque "flottement" sur la "double allégeance" depuis le premier test de force du congrès d'octobre de la FLQ. Son numéro du 7 et 14 mars 1964, publiait deux textes importants confirmant une ligne plus clairement "séparatisante". Dans le premier, "The State of Quebec, Why not?" La Réforme répondait aux objections de journaux de langue anglaise qui voyaient, dans cette appellation nouvellement consacrée, une "évidence that French Speaking Canadians are up to something dark and sinister". La phase de la "tension" montante, l'importance de ce texte à l'intention des destinataires inquiets nous commandent de le reproduire en entier:

"It looks as though 'state' has become a dirty word to some English-speaking Canadians when it appears in conjunction with the word 'Quebec'.

"Some English-language newspapers appear quick to seize on any reference to the 'State of Quebec' as evidence that French-speaking Canadians are up to something dark and sinister.

"Such an attitude does nothing to create the harmony that should and can exist in Canada with a little effort at understanding on both sides of the linguistic and cultural curtain. It expresses rather the mind of the perpetual fault-finder, the thoughtless fault-finder, who denounces without making an effort to get at the facts.

"What is so terrible about the 'State of Quebec?'

"Why should the word 'province' be preferable?

"What is a state and what is a province?

"These questions in Canada have to be considered in the context of Confederation.

"When the British colonies in North America began working towards a federated union a century ago, they were still relatively fresh from the struggles that had won them a large measure of self-government. They had won the battle for representative government but were still in a legal and judicial sense subservient to the British Parliament. Imperial troops were still stationed in Canada for some years after Confederation became a fact. The court of final appeal was still in London until very recently. Full independence permitting Canada a free choice of membership or not in the British Commonwealth of Nations was not achieved until the late 1920s with adoption of the Statute of Westminster.



"A century ago, then, the thinking of the people and their elected leaders was set against a background that people today find difficult to understand. And their choice of terms to describe the individual colonies that would form the new federation was governed by the circumstances of the time.

"They had a ready-made example to study. Immediately to the south was another federation, the United States, at the time emerging from a civil war between 'Unionist' and 'Confederates'. The United States was a federation of sovereign states (also former British colonies) formed into one nation. The individual states pooled their sovereignty, giving the central authority certain powers and retaining certain powers to themselves, including 'residual powers' or powers no otherwise defined.

"The leaders of the colonies in what is now Canada wanted to avoid the sort of conflicts that had led to the U.S. Civil War and in their allotment of powers decided to place residual powers in the central authority. In their choice of titles for the component elements they decided on the word 'province' instead of 'state', feeling that the former word truly described their condition in relation to both central authority and the Imperial Parliament.

"Whatever the thinking at the time, there is no reason why the different elements of Canadian Confederation should continue to call themselves provinces. The word 'province' does, in fact, denote a subservience to a central authority that just doesn't exist.

"In Canada as in the United States there has been a pooling of sovereign powers for the common good of all the individual units. But the units have given up only a part of their sovereignty and have retained the major part for the benefit of their people.

"If Manitoba wants to settle her educational problems in her own way without interference from other units in Confederation, if Albertans choose an off-beat political party to administer their affairs, if Saskatchewan goes socialist and adopts state medicine, if Quebec insists on fiscal powers that are hers of right for the benefit of her people, these are all matters of local sovereignty quite proper to a 'state'.

"As François Aquin, the president of the Quebec Liberal Federation, remarked at the QLF meeting in Montreal in mid-February, it doesn't matter whether Quebec is called a state or a province because they mean the same thing. 'If a federated state you must have constituent states or provinces', he said. That's all there is to it and nobody need to be alarmed when the word 'state' is used".

Les pages centrales du même numéro citaient en exergue des phrases-médailles de M. René Levesque ("Il y a deux gouvernements, deux politiques. On ne peut être





être blanc et noir à la fois") et de M. Aquin ("Nous ne saurions imposer à ceux qui viennent à nous un double programme, l'un fédéral, l'autre provincial"). Cette dernière phrase était contenue dans le contexte suivant: "La dialectique de l'évolution de la Fédération Libérale du Québec est irréversible ... l'adhésion d'un membre à la Fédération Libérale du Québec devient le phénomène important de notre politique. Voilà pourquoi le recrutement autour d'un programme de priorité commune et solidement accepté devient une nécessité toujours plus pressante. Ce recrutement, il doit se faire au sein de la Fédération Libérale du Québec, autour d'un programme essentiellement québécois, avec des membres qui pensent essentiellement québécois."

"Nous ne saurions rejeter hors de nos troupes ceux qui ont combattu pour l'idéal de la libération économique et intellectuelle du Québec, même s'ils sont d'option différente à un autre échelon de gouvernement. Nous ne saurions non plus imposer à ceux qui viennent à nous un double programme, l'un fédéral et l'autre provincial. La Fédération Libérale du Québec, c'est le parti libéral du Québec."

Au verso de la déclaration du président Aquin, La Réforme publiait le texte d'un interview avec un néo-Canadien, d'origine hongroise, l'avocat Akos de Muszka, qui constituait une nouvelle charge contre la Fédération nationale. Nous la citons au texte avec les deux sous-titres. Le titre de l'article était lui-même explosif:

" La même idéologie politique

" Les mêmes fins

" Des structures démocratiques

ou

La séparation (16)

"Le processus de démocratisation de la Fédération nationale n'a même pas encore commencé. Alors que la politique du gouvernement du Québec commence à devenir plus sensible aux aspirations du peuple, la politique du gouvernement fédéral, à cause du manque de structures démocratiques, est plutôt inspirée par les techniciens et les bureaucrates'. C'est ce que déclarait Me Akos De Muszka, président du groupe hongrois de la Commission des groupes ethniques de la Fédération, dans une entrevue qu'il accordait dernièrement au représentant de 'La Réforme'."

"Invité à exposer son point de vue sur le problème des relations entre la Fédération libérale du Québec et la Fédération libérale du Canada, M. De Muszka déclara: 'La Fédération libérale nationale devrait certainement se démocratiser pour qu'elle soit digne de s'afficher comme 'libérale', tout en rappelant que ce n'est pas le nom mais la substance de la politique suivie qui doit guider l'attitude d'un mouvement politique. Si l'on a pas les deux fédérations, la même idéologie politique et qu'elles ne tendent pas vers les mêmes fins politiques, il n'y a, à ce moment-là,



que la ressemblance des noms et non pas d'identité de vues. Cela ressemblerait un peu à deux frères, dont l'un est médecin et l'autre infirmier. A l'exemple de la Fédération libérale du Québec qui possède une commission politique qui inspire la politique à suivre au gouvernement du Québec, la Fédération nationale devrait créer une telle commission, qui tout au moins pourrait influencer le gouvernement fédéral dans l'orientation de politique.'

"Nous avons demandé à monsieur De Muszka quelle attitude, selon lui, la F.L.Q. devrait prendre, si la Fédération nationale ne montrait aucun signe de bonne fois (sic)? Il nous a répondu: 'Après que la Fédération libérale du Québec aura épuisé tous les moyens dans le but d'une collaboration sans heurt avec la Fédération nationale, et les résultats s'étant avérés négatifs, cet état de fait devra se traduire en un état légal, et les relations entre ces deux entités devront prendre fin'.

#### Ni de gauche, ni de droite

"Le président du groupe hongrois, se défend bien d'être de la gauche ou de la droite. 'Je ne crois pas dans les mythes politiques a-t-il dit, je ne crois ni dans la gauche ni dans la droite. Ma philosophie politique se résume dans une démocratie où la personnalité humaine est respectée par l'Etat et où l'individu fait sa part sociale. Je crois que l'individu discipliné, en remplissant son devoir, peut créer énormément, dans le contexte d'une société où le développement de l'individu s'effectue en considérations de ses capacités'.

#### Le rôle de l'Etat (17)

"Ainsi (sic), de préciser M. De Muszka, l'Etat du Québec a fait un grand pas en nationalisant les compagnies d'électricité de la province, mais ce ne doit qu'un début; elle devra aussi prendre en main les compagnies d'assurance, les services d'hospitalisation et médicaux; l'éducation, y compris les universités; les banques, et tous les services de communications, dont le téléphone et les chemins de fer".

M. Marcel Gingras de La Presse voyait dans la "conférence-caucus" des députés fédéraux "une nouvelle séance de démocratisation". La conférence de septembre 1963, par où s'était exprimé le mécontentement des "back-benchers" (cf. no 20), avait "ouvert les yeux de tous sur le vide qui existait entre ministres et députés". Pour combler ce vide "un comité ou service de liaison" auprès de chaque ministre ou presque avait été créé, qui "fait rapport au caucus tout entier de ce qui se passe dans un domaine donné". Et "les ministres se sont engagés, - ou on les a forcés, - à consulter leur comité dans l'élaboration de la législation propre à leur ministère". Toujours selon M. Gingras, la conquête du droit de parole par les députés "sur toute question qui les intéressait particulièrement" est une "chose importante dont il faut nous réjouir". Au total, "réunion de famille" si l'on veut, mais





réunion sérieuse, la conférence-caucus n'est pas non plus le lieu où s'amorce une guerre contre l'opposition. A la conférence de septembre dernier, une seule mention en fut faite et encore, ce fut pour dire que les libéraux, à l'avenir, devront, en tout débat, répondre à l'opposition 'homme pour homme'... Aux mécontents, elle donne l'occasion de vider leur sac; à tous, elle donne une meilleure connaissance de chacun" (17). La "démocratisation" du parti libéral fédéral s'opérait à ce moment-là par des occasions de catharsis chez le simple député et par des réseaux de communication entre les ministres importants et le groupe des "back-benchers" désireux de se faire valoir en ayant, au moins de temps à autre, leur nom dans le Hansard. Il ne semble pas qu'à cette "réunion de famille", il ait beaucoup été question des nouveaux liens de parentage entre les "grands frères outaouais" et les "petits frères québécois" en mal d'émancipation impatiente. Les deux rencontres se tenant simultanément, les uns et les autres ne surent qu'après-coup ce qui s'était passé dans l'autre groupe.

26.- Une semaine plus tard, deux autres réunions, l'une fédérale, l'autre provinciale, se tinrent qui aboutirent, d'un côté, à une mesure conciliatrice d'accroissement du bilinguisme et, de l'autre, par un gain, à l'échelle régionale mais symboliquement plus large, des partisans québécois de la séparation des deux partis.

Au congrès de la Fédération canadienne des Etudiants universitaires libéraux qui se tenait à Ottawa, fut adoptée une résolution prévoyant que, désormais "tout candidat à la présidence devra posséder une connaissance suffisante des deux langues officielles du Canada". C'est un étudiant du Club des Libéraux de l'Université de Montréal qui prit l'initiative du projet, appuyé par un représentant de l'Université de la Colombie-britannique. "L'adoption de la résolution, on le devine bien, ne s'est pas faite sans discussion. MM. Cantin et Lewis qui soutenaient qu'un président unilingue ne peut réellement comprendre l'esprit des membres du groupe linguistique qui n'est pas le sien, rapporte M. Marcel Gingras de La Presse, on a opposé plusieurs objections" dont celle de voir accéder à la présidence un "incompétent dont l'unique mérite serait d'être bilingue alors que d'excellents candidats, par malheur unilingues, auraient été écartés". A quoi M. Lewis répondait que les candidats intéressés n'auraient qu'à se préparer de longue main à maîtriser une seconde langue. Mais, "les tenants du bilinguisme ont finalement emporté le morceau lorsqu'un étudiant de l'Université de Montréal, M. Pierre Dulude eut signalé que le président de toute société doit être représentatif des gens qu'il dirige" (19). Le vote fut pris lors d'une situation ambiguë d'imbroglio de procédure, faute du quorum statutairement prévu. La résolution impliquant une révision constitutionnelle, il fallait la présence de représentants des deux tiers des



clubs libéraux. Un grand nombre de délégués de l'Ouest ayant dû partir avant la fin du congrès, la condition du quorum normal n'était pas remplie. "... au moment du vote, c'est en vertu d'une solution improvisée qu'on est parvenu à voter lorsque le président de l'assemblée a décidé qu'on se limiterait à réunir les délégués des deux tiers des clubs 'venus' au congrès". Il était à craindre que des protestations officielles des clubs universitaires de l'Ouest ne remettent en question la constitutionnalité de la procédure et de la résolution. D'autre part, fut battue une autre résolution réclamant deux vice-présidents et deux secrétaires, un anglophone et un francophone à chacun des postes. Mais ce principe fut accepté pour le directeur et l'assistant-directeur de chaque commission de la Fédération.

Le congrès de l'Association du comté de Montréal-Bourget marqua un autre point pour les adversaires de la "double allégeance". Ceux-ci trouvaient un avocat efficace en M. René Levesque qui l'emporta décisivement sur M. Prosper Boulanger, député fédéral de Montréal-Mercier dont le territoire englobe le comté provincial de Bourget. En son style direct et pittoresque, M. Levesque s'est d'abord élevé contre les situations de "patentes et de combines entre rouges à Ottawa et bleus à Québec," qui prévalait du temps de l'Union nationale. "Que ce soit clair, dit-il: il y a deux niveaux de gouvernement. Ottawa et Québec, ce n'est pas la même chose. Souvent, il y a des oppositions. On ne peut être blanc et noir à la fois. Et c'est normal... Par définition, il faut qu'il y ait des oppositions entre Ottawa et Québec. Ce n'est pas possible qu'il en soit autrement. Les problèmes sont distincts, se présentent différemment. Ce sont deux politiques. Le parti libéral a, si vous voulez, deux vocations... Le parti fédéral veut établir une moyenne, satisfaire tout le monde, d'un océan à l'autre. Mais le parti du Québec doit être ancré férocement aux intérêts du Québec. Ce doit être une idée fixe, sans attaches ouvertes ou - plus dangereusement - cachées. Il y a des priorités qui sont des questions de vie ou de mort. On ne peut pas être d'accord avec Québec et Ottawa en même temps. Et si jamais on l'était, il y a quelqu'un qui paierait et ce serait le Québec!". Et la phrase-choc de sa harangue, que montait en épingle Le Devoir, était peut-être celle-ci: "Si nous n'affranchissons pas le parti libéral provincial du parti libéral fédéral, il y a danger que le premier soit à la remorque du deuxième, il y a danger d'avoir à faire des compromissions... J'espère que nous n'aurons pas à le faire! Mais il y aura toujours le danger d'avoir l'air de les faire, ces compromissions". Au sujet des caisses électorales, M. Lévesque déclara abruptement: "Ce n'est un secret pour personne: il y a à Montréal deux secrétariats, un provincial et un fédéral. La caisse, ça c'est sacré! Il n'est pas questions que nous, du provincial, allions mettre le nez dans la caisse de l'organisation fédérale... Est-ce à dire que l'appartenance des gens est





moins sérieuse que la caisse électorale?" Puis, passant à l'un de ses thèmes préférés, les jeunes qui auront désormais le droit de vote à 18 ans, M. Levesque ajouta: "Ces jeunes-là ne réagissent pas par autocratie. Elle est révolue cette époque où l'électeur pensait comme une machine automatique, selon le bon désir des gros du parti. Or, ces jeunes, il faut les garder au service des intérêts du Québec!... ce qui n'empêche pas les fédéraux d'aller les chercher aussi, mais par un programme adapté à leurs exigences".

Nous avons cité M. Levesque jusqu'à maintenant d'après le compte-rendu de M. Mario Cardinal du Devoir. Celui de M. Luc Beauregard de La Presse le complète à certains égards. Le passage relatif à la "caisse" se lit de la façon suivante dans ce dernier journal: "Quand le parti libéral fédéral a besoin de votes, il vient trouver la FLQ, mais aux élections provinciales, il garde jalousement sa caisse. Ca c'est sacré!" Le passage traitant des deux vocations du parti libéral, qui est peut-être une reprise à un autre moment de l'intervention de M. Lévesque, emploie la formule très forte d'être "vomi par la population": "Il y a deux vocations pour le parti libéral: un parti à Québec, qui travaille pour les Canadiens français, qui doit travailler en fonction des priorités du Québec, sinon il sera vomé par la population, un parti qui doit avoir des idées fixes en faveur du Québec, et il y a l'autre qui essaie de rassembler les dix provinces". Le texte, que M. Beauregard prête à M. Levesque au sujet de la jeunesse, se lit comme suit: "Il y a de 500 à 600,000 électeurs entre 18 et 21 ans qui ne sont plus du tout le produit de ce que l'on a été: ils ne réagissent plus aux automatismes. On ne peut pas prendre les risques de les perdre. L'avenir du parti est dans les jeunes et non dans les vieux automates".

Devant une telle dialectique, la position du député fédéral, M. Prosper Boulanger, n'était pas facile qui exhortait les congressistes à la prudence car "la question va plus loin que l'on pense" (La Presse). "Je suis seul, ici, à défendre mon point de vue. Je n'ai pas invité de ministres... J'aurais pu demander à M. Favreau de venir m'épauler. Mais je suis seul... Cependant, avec toute la sincérité que vous me connaissez, je vous demande d'être très prudents au moment de voter. Soyez très prudents!" (Le Devoir). Les congressistes n'allaient pas suivre son conseil. La résolution, consistant à enlever les deux seuls mots "fédéral ou" (cf. no 22), fut voté à une écrasante majorité (seulement trois voix contre et un certain nombre d'abstentions). A une question, que M. Boulanger voulait insidieuse: "Comment se fait-il que dans le cabinet Lesage, vous soyez le seul à faire campagne en ce sens?", M. Levesque répondit carrément: "Je ne suis pas le seul ministre à souhaiter l'autonomie de la FLQ... Il y a aussi M. Gérin-Lajoie... Et



même si j'étais le seul, je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas ce que je pense" (La Presse); "Nous avons été plus discret. Nous n'avons pas fait comme un de mes homonymes (très probablement Me Gérard Levesque, avocat de Québec et ancienne éminence grise de la Fédération libérale) qui lui, s'est servi du nom de Lesage à l'appui du 'rouge à Québec, rouge à Ottawa' alors même que le premier ministre ne s'est jamais prononcé! Enfin, je ne suis pas seul... Il y a Gérin-Lajoie, il y a... Et même si j'étais seul, je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas ce que je pense!" (Le Devoir).

Selon le reportage de M. Beauregard "si M. Levesque a rabougri son interlocuteur, le discours du président de la Fédération libérale, M. François Aquin, lui a porté le coup de grâce". Et d'après Le Devoir par les passages-clés suivants: "Je suis favorable à un dialogue entre les gouvernements fédéral et provincial. Mais pas à un dialogue de lobbies et de chambres d'hôtel! ... D'ailleurs, pourquoi la Fédération du Québec ne deviendrait-elle pas autonome lorsque la plupart des organisations provinciales des autres provinces le sont? En Saskatchewan, les libéraux pactisent avec les conservateurs, en Alberta et en Colombie-Britannique, ils font des alliances avec les autres partis... Je l'ai vécu. Au conseil national, j'ai siégé aux côtés de créditistes, de néo-démocrates..."; tandis que La Presse cite ces paroles de M. Aquin: "On peut plus charger de 'cover-charge' (l'allégeance à Ottawa) à ceux qui veulent travailler pour la libération culturelle et économique du Québec... Le rouge à Ottawa, c'est du rosé embouteillé pour exportation par la Régie des alcools du Québec!"

Il eut été dommage de trop abrégé ces comptes-rendus, ne fut-ce que pour le style ultra-franc et savoureux des interventions. Mais surtout, en cette quatrième "ronde", les libéraux "séparatistes" de Montréal-Bourget prenaient une éclatante revanche sur les "fédéralisants" de Montréal-Jeanne-Mance. Et La Réforme, qui avait eu longtemps une attitude discrète et attentiste, faisait le point en rappelant le "semblant de défaite" du 9<sup>e</sup> congrès et en évoquant "l'erreur de M. Favreau, ministre de la Justice" (20).

27. - La cinquième "ronde" n'eut pas lieu faute de combattants. Aux coups "en bas de la ceinture" de M. Yvon Dupuis, M. René Levesque dédaigna de répondre... Invité du Cercle italo-canadien du Québec, M. Dupuis, qui se faisait une spécialité de pourfendre, après les créditistes, les séparatistes (21), attaqua de front M. Levesque: "Si M. Levesque avait combattu durant 20 ans le régime de l'Union nationale, si comme moi, il avait combattu à dix pieds de Maurice Duplessis, peut-être chercherait-il pas aujourd'hui à diviser le parti libéral. Mais voilà à cette époque, il n'y était pas (22)... Si des gens ne se veulent pas chez eux





dans le parti libéral, s'ils ne s'y sentent pas à l'aise: qu'ils en sortent. Ce n'est pas pour ces cinq ou six personnes que nous allons oublier tous les libéraux convaincus et diviser le parti" (23). Dès le lendemain, le bruit courait que la FLQ adopterait une motion de blâme contre le ministre sans-portefeuille du cabinet Pearson, lors d'une réunion de la Commission politique qui devait se réunir dans quelques jours. Plus précisément, on lui reprocherait de compromettre l'action du comité de stratégie constitué pour vider la question. Ce comité de stratégie était composé des membres du Conseil exécutif de la FLQ et de quatre ministres fédéraux: MM. Maurice Lamontagne, Guy Favreau, René Tremblay et Maurice Sauvé. Encore à ce moment-là, rien n'était joué irrémédiablement dans un sens ou dans l'autre. L'association de Beauharnois avait emboîté le pas à celle de Montréal-Bourget, tandis que l'association de Beauce, comme celle de Montréal-Jeanne-Mance, favorisait le parti unique. Le nouveau député fédéral de Montréal-Saint-Denis, M. Marcel Prud'homme, s'était également prononcé, à titre individuel, en faveur du "parti unique" ou de la double allégeance" (24).

Commentant la sortie de M. Dupuis, M. Paul Sauriol écrivait dans Le Devoir du 10 mars 1964: "C'est plutôt sommaire, car on ne voit pas bien d'où viennent ces directives d'un groupe monolithique; en effet, si un ministre qui a l'influence et le prestige de M. Levesque n'a pas le droit d'exprimer des opinions personnelles ni de s'efforcer de faire prévaloir ses vues dans le parti, on peut se demander qui prend les décisions. ... Ce n'est pas parce que les libéraux ne sont pas divisés qu'ils ont le pouvoir à Québec, car au contraire, c'est l'énergie de l'équipe de M. Lesage et sa résistance à la politique d'Ottawa qui lui assure la faveur du public... En cas de conflit sérieux, l'opinion québécoise soutiendra sûrement le gouvernement Lesage contre le parti fédéral. Il ne suffit pas que nos ministres et députés libéraux à Ottawa fassent leur possible; il leur faut réussir, sans quoi le parti sera brisé et ils seront victimes de leurs collègues anglophones" (25). Pour les chroniqueurs de "La démocratie au Québec" (La Presse, le 18 mars 1964), MM. Daigneault et Clift, "en s'attaquant à René Levesque, le parti libéral national démontre qu'il n'a rien appris depuis que le socialiste T.C. Douglas a battu la machine de 'Jimmy' Gardner en Saskatchewan, depuis que Duplessis a battu Godbout au Québec...

"Le phénomène est semblable dans presque toutes les provinces. Le résultat des élections provinciales au Canada l'an dernier est une illustration concrète de de phénomène.

"Non seulement Jean Lesage s'est-il refusé à faire de la démagogie sur le dos d'Ottawa, mais il a évité ce filon de la politique québécoise, si longtemps



exploité avant lui. Résultat: les libéraux d'Ottawa purent obtenir l'appui de la majorité des comtés québécois en 1963. C'est ainsi que le gouvernement Pearson réussit à obtenir le pouvoir.

"C'était là un deuxième tour de force. Québec, après avoir élu un parti libéral au pouvoir provincial, votait en faveur d'un parti libéral à Ottawa, parti composé en bonne partie d'anciens collègues de Jean Lesage.

"Le sort leur souriait. Or, ce qui avait permis aux Québécois de voter libéral à Ottawa, sans inquiétude, c'était la politique du 'maître chez-nous de Jean Lesage, la nationalisation de l'électricité, l'ultimatum fiscal, et les grandes réformes dans le domaine de l'éducation.

"Cette politique est formulée, depuis 1960, surtout par René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie, deux provincialistes acharnés."

La semonce attendue de la FLQ à M. Dupuis lui fut servie lors d'une réunion de sa Commission politique. Dans une proportion de 75%, rapporte M. Jacques Pigeon de La Presse, les membres de cette Commission votèrent une mise au point qui, sans prendre position sur le fond du débat, rappelait que M. Dupuis n'était qu'un membre de la FLQ "au même titre que des milliers d'autres", que "ses propos n'engagent que lui-même et il n'appartient pas à un membre de juger si une personne est libérale ou non, non plus que de sommer certains membres du parti libéral du Québec de quitter ses rangs". Enfin, le communiqué concluait: "La commission politique réitère son adhésion indéfectible au principe de la liberté de pensée et d'expression au sein du parti libéral du Québec" (le 16 mars 1964).

Ce même jour, une dépêche de la Presse canadienne rendait compte d'un discours que M. Pearson avait prononcé devant l'Association libérale de Toronto. Le premier ministre prônait la tenue de congrès réguliers de son parti, à tous les deux ans par exemple (26). Après s'être élevé contre la "partisanerie étroite et à courte vue", M. Pearson précisait: "Nous devons d'abord appliquer cette nouvelle politique à notre problème le plus important, celui de l'unité nationale et à la menace posée à cette unité par les différends entre les provinces et le gouvernement fédéral, et les divergences de vues entre francophones et anglophones dont l'alliance a établi la Confédération" (27). La référence à la "partisanerie étroite et à courte vue" pouvait être interprétée comme une allusion à la charge de M. Dupuis contre M. Lévesque.

Mais une semaine plus tard, M. Guy Favreau annonçait une nouvelle attitude plus ouverte des libéraux fédéraux sur le litige qui durait depuis quatre mois. Lors d'un discours au Club de Réforme de Montréal, en inaugurant une série de "déjeuners politiques", il déclarait tout de go qu'il n'était pas, pour sa part, "un





mordu du rouge à Québec, rouge à Ottawa". Comme M. Lévesque, il tenait compte des jeunes pour permettre au parti libéral canadien de se "démocratiser davantage" (28). Il refutait d'abord l'assertion de La Réforme selon laquelle il aurait "imposé sa volonté" à l'association libérale de Jeanne-Mance (cf. nos 24 et 25): "Or, ni de près, ni de loin je n'ai été consulté pour la rédaction ou l'acceptation des résolutions soumises à l'assemblée. J'ai même décliné l'offre de participer au débat de la matinée". De fait, et conformément à la position de départ des tenants de la séparation, il déclare que la question relève des 14,000 militants fédéraux de toute la province en proposant la tenue d'un "référendum démocratique parmi toutes les associations de comté. "En effet, aujourd'hui, notre parti libéral du Québec, celui dont je suis fier d'être membre militant, traverse une période d'orientation très critique. A mon humble avis, ce n'est ni le président de la Fédération libérale du Québec, ni son exécutif, ce ne sont pas non plus les ministres provinciaux ni les ministres fédéraux, ce ne sont pas les députés de Québec ou d'Ottawa. enfin ce n'est ni le journal 'La Réforme' ni les commissions politiques qui doivent décider du sort de la Fédération. Sur une question aussi vitale et essentielle que celle de l'affiliation de la Fédération libérale du Québec avec le parti libéral canadien, il faut s'en remettre aux 14,000 membres ou militants fédéraux de toute la province." Il poursuivait: "Si le débat allait s'envenimer, si un schisme allait se produire, ~~à la faveur d'un climat de haine~~, nous lancerions le Québec et le Canada dans les mains de Johnson et de Diefenbaker". Avec un courage d'auto-critique peu commun, il concédait une grande part de vérité au diagnostic sévère de M. Aquin (cf. no 24) sur le manque de structures démocratiques de la Fédération "nationale": "C'est un grief hélas trop fondé". Mais, "avec l'appui de tous, le parti libéral offrira plus que jamais au pays le visage d'un parti réellement jeune, hardi et progressif" (29). A partir de ce discours de M. Favreau, les observateurs sentiraient que les fédéraux et les tenants québécois de la "double allégeance" ne menaient pas jusqu'au bout un combat qui semblait presque perdu d'avance.

Ce n'était pas le moment où l'aile et les dirigeants "séparatistes" de la FLQ allaient démissionner. Le président, M. Aquin, signait un communiqué dans La Réforme du 11 et 18 avril dans lequel, après avoir dit que la Fédération "vit des heures extrêmement passionnantes", il reconnaissait que "chez certains membres plutôt spectateurs qu'artisans de cet effort de démocratisation, se manifestent des signes de fatigue... Ainsi peut se dessiner une certaine forme de réaction aux idées et aux institutions du parti qui ont fonction de promouvoir ces idées. 'C'est pas les intellectuels qui vont nous conduire...' est toujours une phrase à succès sûr dans ces moments... L'essoufflement n'a jamais mené nulle part: celle



de donner aux québécois l'instrument d'un parti à leur image et à leur mesure, un parti progressif et essentiellement québécois". Dans la même page, on pouvait apprendre que la Fédération des Jeunes libéraux du Québec était "en pleine ébullition". Plus exactement lors d'une assemblée régulière tenue le 15 mars à Sainte-Marie de Beauce, "les membres de l'exécutif adoptèrent à l'unanimité une résolution recommandant que le mot F E D E R A L soit retranché de l'article 4 de la constitution de la Fédération libérale du Québec". Sous le titre de "Un dur coup au fédéralisme", l'hebdomadaire libéral faisait un véritable réquisitoire contre la politique du parti libéral fédéral à une phase particulièrement délicate et tendue des relations fédérales provinciales (conférence de fin mars à Québec). Le "chapeau" présentant une analyse du mémoire soumis par M. Lesage (qui fit effectivement une très forte impression auprès des participants et des analystes politiques) adoptait un style nettement "anti-fédéral", à rendre des points aux discours de M. Johnson lui-même: "... le fédéralisme dans l'hypothèse où il existait..., un fédéralisme qui n'en est plus un..., le fédéralisme coopératif signifie pour lui (Ottawa) la poursuite du même mouvement centralisateur..., le fédéralisme existant de moins en moins..., l'état unitaire vers lequel le fédéral risque fort de voir le Québec et peut-être l'Ontario en dehors de lui" (30). Le 9 avril, lors d'une réunion du Conseil général de la FIQ, il fut votée une résolution explicite de félicitation à M. Lesage pour ses positions autonomistes depuis 1960 et en particulier pour son attitude lors de la dernière conférence qui s'était tenue une dizaine de jours auparavant (31).

28. - La Presse du 11 avril, sous la signature d'un de ses chroniqueurs outaouais, M. Pierre O'Neil, annonçait comme "certain que le caucus des députés fédéraux libéraux du Québec prendra la décision de consommer le divorce entre les organisations fédérale et provinciale du parti" tandis que, dans une colonne voisine, un correspondant de Québec affirmait que la FIQ avait "d'ailleurs déjà pris la décision d'achever la rupture. L'exécutif est même décidé à en prendre l'initiative bien avant le prochain congrès qui ne doit se tenir qu'à l'automne. On dit même qu'il ne reste qu'à choisir une date". La convergence de ces deux informations en provenance des deux capitales inspirait à un éditorialiste du journal, M. Prince, des commentaires dont nous extrayons ces lignes: "Deux choses ici sont claires. Le divorce va se faire un jour ou l'autre. Il va se faire, parce que, de part et d'autre, on se rend compte que la logique l'exige. D'autre part, du point de vue politique et probablement même de l'intérêt du Québec, on s'efforce d'éviter une cassure immédiate et surtout trop bruyante... Préconiser la séparation des associations ne constitue d'ailleurs en rien une concession au séparatisme. C'est simple-





ment reconnaître la nature de notre régime politique qui consacre la séparation des pouvoirs entre des gouvernements également souverains. Le problème ne se pose pas au seul niveau du Québec: il est le même dans toutes les provinces... A notre avis, toute précipitation irréfléchie, qui pourrait très bien s'expliquer au lendemain de l'échec de la conférence de Québec, pourrait nous jouer de vilains tours...

Certains libéraux provinciaux pourraient croire, notamment, que la rupture commande un vote antilibéral à Ottawa. Et le reste du pays pourrait aussi en déduire que les chances de victoire du parti "national" sont devenues nulles par suite de cette "défection" du Québec. Il y a tant de gens qui volent pour gagner... Non, il paraît nettement sage d'attendre avant de poser un geste qu'on pourrait mal interpréter. Ottawa - et par là, il faut entendre le gouvernement Pearson - peut encore se ressaisir. Une rupture différée ne poserait pas les mêmes problèmes"

(32). La question dépassait le plan des conjectures journalistiques, même fondées, lorsque M. Lesage, interrogé à l'émission Conférence de Presse de Radio-Canada, eut à répondre à deux questions directes de M. Michel Roy du Devoir.

" - Vous serait-il indifférent qu'il y ait rupture entre les libéraux du Québec et ceux d'Ottawa?

- Je crois que dans la conjecture (sic) actuelle, il vaudrait mieux que les libéraux d'Ottawa aient leur propre fédération dans le Québec et que la Fédération libérale du Québec, telle qu'elle existe, s'en tienne à la juridiction provinciale. Toutefois, ajoutait M. Lesage, je pense que dans le cas d'une association de comté qui désirerait s'affilier aux deux fédérations, provinciale et fédérale, si cela lui convient, cette association devrait pouvoir le faire, nous sommes un parti de liberté; mais je crois que l'affiliation à la tête, à l'heure actuelle, crée des embêtements et au gouvernement libéral fédéral et au gouvernement libéral que je dirige.

- Croyez-vous que cela faciliterait votre travail que cette rupture faciliterait le règlement de certains problèmes avec Ottawa?

- Certainement. Je pense que nous devrions toutefois éviter de casser les vitres, en s'abstenant d'une part, de faire des déclarations de séparation, je crois que nous devrions nous entendre pour ne pas nous entendre" (33).

Nous n'allions pas attendre longtemps avant d'être fixés sur cet accord volontaire portant sur un désaccord fondamental. Les journaux du 27 avril annonçaient qu'à la suite d'une réunion du 26 avril du Conseil général de la FLQ et d'un caucus des libéraux fédéraux, tenu la veille, un congrès spécial se tiendrait à Québec le 5 juillet suivant pour consacrer la distinction structurelle des deux fédérations libérales. Entre temps, cette perspective n'effrayait plus les libéraux fédéraux du Québec. Comme l'écrivait le chroniqueur d'Ottawa de L'Action, M. Jean Charpentier (le 22 avril), la situation n'était plus qu'en apparence paradoxale:



"Ironie du sort, cette mesure réclamée à l'origine par la F.L.Q. eut tôt fait de s'imposer à l'échelon fédéral pour les raisons contraires à celles qui l'avaient inspirées, et avec une force beaucoup plus grande.

"Irrémédiablement réactionnaire et centralisateurs, et tout élus qu'ils fussent, les libéraux fédéraux, dans l'esprit de Me Aquin, président de la F.L.Q. avaient perdu la confiance du Québec.

"D'abord peiné d'un tel verdict, les vilains fédéraux durent bientôt se rendre à l'évidence qu'aussi bien, tout dialogue était devenu impossible avec leurs collègues québécois dont les raisonnements s'apparentaient davantage au complexe qu'à la réalité.

"L'ennui est que maintenant certains libéraux provinciaux en sont venus à se demander sérieusement si des candidats aussi sûrs et valables que par exemple M. René Lévesque sauront se faire élire sans l'appui de personnages aussi rétrogrades que le sénateur Azelus Denis. Cruelle incertitude! "

A une journée d'intervalle, les libéraux québécois à Québec, et les libéraux fédéraux à Montréal émettaient des communiqués annonçant leur accord de principe sur la tenue du congrès spécial du 5 juillet. Le communiqué officiel remis à la presse par M. Lesage se lisait comme suit:

"La situation politique s'est modifiée avec grande rapidité au Canada depuis que le Parti libéral du Québec décidait, en 1955, de démocratiser sa structure et de se donner des cadres permanents. L'Etat, tant provincial que fédéral, a dû assumer un rôle de plus en plus prépondérant dans des domaines toujours plus nombreux.

"Le Conseil général de la Fédération libérale du Québec, d'accord avec la députation libérale à l'Assemblée législative, croit qu'il est dans l'intérêt de la province tout autant que des libéraux eux-mêmes de donner au Parti libéral du Québec une structure strictement provinciale.

"Le Conseil général, d'autre part, souhaite que les libéraux fédéraux mettent sur pied leur propre structure dans le Québec. C'est à cette nouvelle structure libérale fédérale qu'il appartiendrait de s'affilier à la Fédération libérale du Canada.

"En conséquence, un congrès spécial de la Fédération libérale du Québec est convoqué pour le 5 juillet 1964 à Québec. Il aura pour but d'apporter à la constitution les modifications qui pourraient être rendues nécessaires par les recommandations faites ce jour."

M. Lamontagne, qui se trouvait alors à Charlottetown pour une cérémonie officielle du futur centenaire de la Confédération, n'assistait forcément pas à la réunion de Québec, non plus qu'à celle de Montréal. Un autre ministre fédéral, M. René Tremblay, ainsi que quatre de ses collègues députés, MM. Guy Rouleau, Jean-Charles Cantin, Rosaire Gendron et Marcel Prud'homme assistaient toutefois à la réunion du Conseil de la FLQ. Le ministre fit part aux libéraux québécois des vœux du caucus des députés fédéraux (le sixième n'étant pas le moins significatif):





" 1- La tenue le plus tôt possible d'un congrès plénier de la F.L.Q. aux fins de poser, devant cette réunion des militants libéraux du Québec les sujets suivants:

" 2- L'opportunité de créer des structures distinctes sur le plan de l'aile fédérale et de l'aile provinciale;

" 3- Que les nouvelles structures assurent la liberté à tous les militants de jouer un rôle efficace tant sur le plan fédéral que provincial et que chaque association locale ait un droit absolu de demeurer membre des deux structures en organisation;

" 4- L'opportunité de créer, au niveau de chaque comté, des associations distinctes, lorsqu'il le sera jugé nécessaire, pour assurer une organisation électorale toujours plus efficace;

" 5- Que des nouvelles structures et organisations soient créées dans le but exclusif d'unir l'action des militants libéraux, tant sur le plan fédéral que provincial;

" 6- Qu'un vote de félicitations et de confiance soit adressé à l'hon. premier ministre du Québec, Jean Lesage, et au nouveau leader des fédéraux du Québec, l'hon. Guy Favreau."

Le caucus des libéraux fédéraux fut d'abord l'occasion de la désignation de M. Guy Favreau comme leader du groupe québécois aux Communes, ce qui le consacrait héritier du poste de Louis Saint-Laurent et d'Ernest Lapointe. Dès après sa nomination, il se déclarait favorable à l'établissement de deux organisations distinctes, ayant déjà déclaré (cf. no 27) qu'il n'était pas "mordu du rouge à Québec, rouge à Ottawa". Après le caucus à huis-clos, il déclarait à une conférence de presse: "Le terme division ne m'est jamais venu à l'esprit... Si la séparation des ailes fédérale et provinciale devait apporter autre chose qu'une meilleure coopération, je ne la favoriserais pas" (34). D'après le compte-rendu de la Presse canadienne, M. Favreau a déclaré "qu'il est maintenant nécessaire que les libéraux fédéraux possèdent leur propre véhicule de politique et d'action au Québec... il semble que la déclaration de M. Favreau où il s'est dit favorable à l'établissement de deux organisations distinctes aurait été accueillie par des applaudissements nourris... il appartient à la Fédération libérale du Québec, qui constitue présentement la seule organisation libérale de la province de sanctionner la séparation lors d'un congrès spécial. 'La Fédération, dit-il, n'est pas la chose d'un petit groupe de personnes élues, elle est l'instrument de tous les militants libéraux du Québec qui doivent certes être consultés'. La réunion de samedi groupait quelque 400 personnes y compris la majorité des députés libéraux du Québec et même les candidats malheureux aux élections fédérales de 1963 en plus de trois délégués de chacune des 75 circonscriptions fédérales de la province." La dépêche de la Presse canadienne mentionne encore que le premier ministre du Canada "a déclaré que les gens qui parlent de 'liquidation' et de 'capitulation' lorsque le Québec reçoit un traitement équitable exploitent les problèmes de la nation à des fins politiques.



'Ayons garde de commettre cette erreur'?" Dans son discours d'une trentaine de minutes, il s'est appliqué à poser les trois principes suivants:

" 1- Nous sommes tous libéraux, a-t-il dit, nous croyons aux principes du libéralisme qui a tant fait pour le Québec tout au cours de l'histoire du Canada et nous voulons les garder. Ces principes sont basés sur la reconnaissance, en paroles et en actions, de la position particulière du Canada français dans un Etat fédéral. Ils sont plus importants aujourd'hui que jamais auparavant.

" 2 - Quel que soit le genre d'organisation adopté, il doit y avoir une collaboration et un appui mutuel ainsi que de la compréhension entre libéraux fédéraux et provinciaux. L'esprit à cet égard est plus important que la lettre, a dit M. Pearson, et doit rendre possible le travail en commun. Il doit toujours y avoir collaboration et coordination.

" 3- Enfin, quel que soit le genre d'organisation préféré représentant le parti fédéral, il doit être complètement démocratique, les membres du parti étant en étroite relation à tous les degrés par l'entremise d'organismes du parti choisis démocratiquement" (35).

En somme, par une opération simultanée et en quelque sorte conjointement volontaire, la "séparation de corps", et non un divorce irréversible, se faisait, des deux côtés, en plein "libéralisme"... (36).

La nomination de M. Guy Favreau comme principal lieutenant québécois était, par elle-même, une très grosse nouvelle. A la conférence de presse, lorsqu'on lui demanda si son rôle s'apparenterait à celui de M. Léon Balcer, M. Favreau s'est contenté de répondre: "Je ne sais pas exactement en quoi consiste le rôle de M. Balcer. M. Diefenbaker ne l'a jamais défini. Mon rôle consiste à être le principal porte-parole du gouvernement auprès des députés fédéraux du Québec". Voulant en savoir davantage, M. Claude Ryan se demandait dans Le Devoir du 28 avril 1964: "Le ministre de la Justice sera-t-il le leader de tous les libéraux fédéraux du Québec? Ou se bornera-t-il à être le chef de la députation libérale du Québec aux Communes?" L'éditorialiste dit préférer, "pour le moment, la seconde hypothèse" (37). Mais c'est la distinction réelle des deux partis qui préoccupe principalement le directeur du Devoir:

"Les libéraux sont-ils sincères dans leur désir de mettre sur pied deux organismes distincts dans le Québec? Ou s'ils ne rêvent pas d'une espèce de monstre à deux têtes, qui rejoindrait la base avec des tentacules uniques mais s'ornerait de deux organes différents au sommet?

"M. Favreau a repris à son compte, samedi, une formule équivoque de M. Jean Lesage. 'Chaque organisation locale doit être libre, a-t-il déclaré, d'adhérer à l'une ou l'autre des deux organisations fédérale et provinciale, ou aux deux à la fois'. M. Favreau a de même parlé en termes ambigus de la confiance que les libéraux fédéraux portent à M. Lesage au plan provincial.





"Il faut avoir sur ce point des idées claires et nettes. L'on oeuvre dans deux ordres de juridiction souverains et distincts; il faut deux structures de travail nettement distinctes de la base au sommet. Chaque structure ne doit s'occuper que des questions qui concernent l'ordre de juridiction à l'intérieur duquel elle évolue. Elle doit éviter soigneusement de prendre parti dans les questions qui engagent un autre ordre de gouvernement.

"Pour confirmer cette distinction, il faudrait que les dirigeants de chaque organisme, de la base au sommet, fussent des personnes distinctes. Des individus pourraient naturellement faire partie de l'un et l'autre organisme; ils ne seraient pas autorisés, cependant à jouer simultanément un rôle directeur dans l'un et l'autre organisme. Chaque organisme s'occuperait de ses problèmes, tiendrait ses réunions, disposerait de son organisation, serait responsable de son financement. Il n'y aurait plus ce chevauchement malsain qui a donné naissance à tant d'équivoques dans le passé. Certains parasites politiques, qui réussissent à peine à survivre d'une campagne électorale à l'autre, y perdraient beaucoup; mais la santé générale du corps politique s'en trouverait renforcée.

"Supposons, pour illustrer la fragilité du raisonnement de M. Favreau, une situation où une section de comté serait affiliée en même temps à la fédération provinciale et à un nouveau groupement provincial, relié celui-là, au parti libéral fédéral. Quelle serait l'attitude de cette section dans l'hypothèse où les dirigeants provinciaux de ces deux organismes soutiendraient des vues opposées sur une question intéressant, par exemple, les relations entre Québec et Ottawa? Auquel de ses deux chefs cette section se rallierait-elle? Si l'on élimine au départ la possibilité de tels conflits, c'est qu'on ne croit pas, au fond, à la nécessité de mettre sur pied deux organismes. On accepte cette solution par opportunisme, parce qu'on y est forcé: on n'en voit pas la nécessité vitale.

"On parle de couper le cordon ombilical. Qu'on ne commette pas l'erreur de ne le couper qu'à moitié."

29.- Avant de passer à l'"historique", mais très "prévisible", congrès spécial du 5 juillet 1964, il faut faire état de l'assemblée du Conseil "national" de la Fédération libérale du Canada qui s'est tenu à Ottawa dans les premiers jours de juin. Pour employer la formule déjà citée d'un journaliste, les libéraux fédéraux s'administrèrent alors une seconde "séance de démocratisation", moyennant "un coup de pouce du premier ministre" tout au moins sur un point particulier. La commission de la constitution recommandait un congrès triennal; à l'instigation de M. Pearson, on accepta le principe d'une réunion biennale. "Stimulés par l'attitude positive du chef du parti, écrivait le correspondant parlementaire du Devoir le 2 juin 1964, les partisans d'une démocratisation poussée ont pris une part active aux délibérations de la première journée de ce colloque de deux jours qui réunit dans la capitale environ 235 délégués de toutes les provinces du Canada". A l'exemple de la FLQ, et sur proposition de la commission de la constitution, on établit cinq commissions: Politique, de l'Organisation, de la



Constitution et de la Structure du Parti, des Communications et de la Publicité, des Finances, "qui, tout étant prévues dans la constitution, étaient inopérantes faute surtout d'être définies" et qui "ont maintenant un mandat bien clair" (38). Chaque commission aura deux co-présidents, un anglophone et un francophone. "Les membres comprendront un représentant de chaque organisation provinciale ainsi qu'un représentant de la Fédération libérale féminine, de la Fédération des jeunes Libéraux, de la Fédération des étudiants universitaires libéraux et du caucus libéral fédéral. L'Exécutif est autorisé à adjoindre d'autres membres à chaque commission. Elles rendront compte à l'Exécutif ainsi qu'au Congrès et au Conseil" (39). Au lieu d'un congrès à tous les trois (3) ou cinq (5) ans, il aurait dorénavant lieu à tous les deux (2) ans. Quant au Conseil national, il aurait lieu l'année où il n'y aurait pas de congrès. Enfin, la Fédération libérale "nationale" - à l'instar du NPD qui avait enlevé l'épithète litigieuse du point de vue de Québécois - s'appellera maintenant "Fédération libérale du Canada" (40).

Sur la question particulièrement contentieuse de l'Organisation, il fut recommandé et accepté à l'unanimité par le Conseil:

"Que l'organisateur provincial ou celui qui cumule ses fonctions dans chaque province soit ex-officio membre de cette commission; que la commission permanente tienne sa première réunion d'ici huit semaines et cherche à réaliser ses objectifs en vue de la prochaine élection.

"Que la commission d'organisation n'entrave d'aucune façon le travail du comité national de la campagne et poursuive son travail entre les élections lorsque normalement le comité national de la campagne est inexistant ou inopérant.

"Que le comité national de la campagne s'applique surtout à développer et aider dans la plus grande mesure possible l'organisation politique au palier du district électoral et entreprenne à cette fin l'étude immédiate des questions suivantes:

"1) la création de cliniques d'organisation; 2) mise à pied d'une campagne de recrutement national dirigée par la Fédération libérale du Canada; 3) la production de films d'instruction; 4) la rédaction de manuels d'organisation; 5) méthodes de prélever des fonds au palier local; 6) étude des mesures pour recueillir et rediffuser stratagèmes et méthodes d'organisation dans tous les coins du pays" (41).

Investi de sa nouvelle fonction, M. Favreau se fit le porte-parole autorisé des aspirations du Québec devant les libéraux de toutes les parties du Canada:

"Aujourd'hui, les relations fédérales-provinciales retiennent constamment notre attention. C'est une situation qui n'est pas unique au Canada. Plusieurs des problèmes auxquels nous cherchons solution confrontent d'autres pays dont la structure politique se fonde sur un système fédéral.

"Une différence existe cependant, dans ce que certains ont convenu d'appeler le 'fait québécois', fait dont la nature véritable est faussée





par l'appel aux sentiments et le recours aux extrêmes de part et d'autre ... on a dit qu'il s'agissait d'une 'révolution tranquille', je préfère dire une 'renaissance politique'. Elle s'inscrit dans la tradition libérale. Elle constitue un examen critique de notre société; elle jette un nouveau regard sur nos valeurs et nos traditions ... Elle veut renouveler les instruments de notre système social, scolaire et économique pour pouvoir répondre aux impératifs d'un âge nouveau. C'est un programme de réforme et d'innovation ... destiné à édifier une société meilleure.

"Ce sont des libéraux (le gouvernement de Jean Lesage) qui ont conçu cette renaissance, lui ont donné naissance et l'élèvent, des libéraux dont les principes sont aussi les nôtres ... Cette renaissance politique au Québec est le rêve que tant de gens de l'extérieur caressaient à l'endroit du Québec ... le rêve se réalise aujourd'hui et mérite sûrement l'encouragement de tous les Canadiens.

"La renaissance du Québec est un phénomène ... un phénomène fort complexe. Ses aspects sont multiples et nul esprit objectif ne saurait la décrire en répondant à la question: 'Que veut le Québec?' Il n'est certainement pas d'esprit sérieux qui puisse prétendre répondre de façon aussi précise... Il n'est pas au Québec d'autorité souveraine qui unifie les pensées. Les uns veulent ceci et les autres cela. Il serait également impossible à toute autre province de préciser ainsi ses aspirations.

"On peut cependant être plus précis pour ce qui est des choses dont ne veut pas la grande majorité des Québécois. Elle ne veut pas, par exemple, imposer la langue française, la culture française ou la religion catholique à qui que ce soit. Ils ne veulent pas contraindre tous les Canadiens, ni même tous les fonctionnaires fédéraux, à être bilingues. Ils ne veulent pas rompre avec la Confédération. Cependant, les Québécois abandonneraient la Confédération si on les contraignait à abandonner leur langue et leur culture pour atteindre la qualité de partenaires égaux.

"Les Québécois veulent avoir la ferme assurance que les Canadiens de langue anglaise ne veulent pas imposer l'anglais à tous les gens du pays... ils veulent qu'on reconnaisse leur compétence. Les Québécois veulent se sentir chez eux dans leurs transactions avec le gouvernement et pouvoir faire leurs affaires dans leur propre langue.

"Tout cela, les Canadiens de toutes les provinces doivent le comprendre. Nous Libéraux, nous avons le devoir d'entreprendre cette tâche si notre parti doit demeurer le parti de l'avenir. Nous devons cultiver la tolérance ... assurément la démagogie et l'intolérance sont autant les ennemies du libéralisme que la violence et la dictature" (42).

Ce numéro du Libéral ou The Canadian Liberal de juin 1964 - le premier et le seul qui ait été publié depuis l'élection du 8 avril 1964 - reproduisait aussi avec fierté les résultats du dernier sondage Gallup, publié le 17 juin (43):

"Sondage Gallup

"Importants gains des Libéraux

"Les Libéraux connaissent d'importants gains dans toutes les régions du pays et plus particulièrement au Québec où ils amélio-



rent leur situation aux dépens du Crédit Social. Les conservateurs connaissent un recul net dans les provinces de l'ouest alors que la popularité des Libéraux et du Crédit Social s'accroît légèrement.

"Le pourcentage d'indécis est élevé - tout particulièrement au Québec où 24% soit près du quart de l'électorat n'est pas d'opinion ferme. Au pays, 21% des électeurs sont indécis, en Ontario 20% et dans l'ouest 16%.

"Ce sont les faits principaux qui ressortent du dernier sondage Gallup en réponse à la question suivante:

"Si une élection fédérale était tenue aujourd'hui le candidat de quel parti appuyeriez-vous?

"Le tableau ci-dessous indique la préférence populaire lors de la dernière élection générale et à trois reprises en 1964:

	Cons.	Lib.	NPD	Cr. Social et Autre
Le 8 avril 1963	33%	42%	13%	12%
janvier 1964	35	42	13	10
avril	35	41	13	11
Aujourd'hui	34	44	13	9 "

Les résultats d'un autre "sondage" procédant de techniques peut-être plus rudimentaires (44) et d'un échantillonnage beaucoup plus restreint, vaut d'être mentionné ici, comme indice barométrique de ce que pensaient les jeunes Québécois sur la "situation" imminente des deux partis frères. Cette enquête, oeuvre de deux étudiants du Collège Saint-Viateur d'Outremont, posait une quarantaine de questions sur la politique provinciale, fédérale et internationale aux étudiants finissants d'une cinquantaine de collèges classiques du Québec. La question, qui intéresse immédiatement notre propos, suscita des réponses on peut pas moins équivoques:

"Doit-on, d'après vous, appuyer le même parti sur le plan provincial et fédéral?

- 1 - oui
- 2 - non
- 3 - sans opinion

	MONTREAL		PROVINCE	
	garçons	filles	garçons	filles
1 - Oui	6.41	15.39	2.61	33.33
2 - Non	87.18	80.76	73.25	53.33
3 - Sans opinion	6.41	3.85	23.28	6.67
4 - Abstention	-	-	0.86	6.67
	100%	100%	100%	100%





Le même numéro de La Réforme, le dernier à paraître avant le congrès du 5 juillet, accordait une pleine page à un article de M. Claude Trudel, président de Commission politique de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec (F.E.L.Q.). Ce texte d'un jeune québécois, qui rejette la solution séparatiste pure et simple ajouterait, s'il était nécessaire, à l'éloquence des chiffres du tableau précédent:

"Quant aux partis politiques, il doivent logiquement refléter cette dualité de gouvernements. A des juridictions distinctes doivent correspondre des partis politiques distincts.

"Si le Québec a choisi d'établir ses propres priorités, le programme d'un parti québécois doit logiquement refléter ces préoccupations. Le parti libéral du Québec s'identifie à un programme conçu en fonction des besoins du Québec et il lui faut réaliser ce programme dans la juridiction où il oeuvre, c'est-à-dire à l'intérieur des limites de la province.

"Je ne vois donc rien d'anormal ni de scandaleux à affirmer que la réalité canadienne, qui reconnaît la dualité gouvernementale, demande que les partis qui oeuvrent sur le plan provincial soient distincts des partis fédéraux.

"Voir du séparatisme là où il n'y a effectivement qu'un désir ardent et profond de mieux servir les intérêts prioritaires du Québec, c'est faire preuve de malhonnêteté intellectuelle et d'infantilisme. Il est, à mon avis, des questions dont les principes doivent primer les modalités d'application. Affirmer que les partis politiques ont pour première tâche de formuler une pensée politique réaliste et d'en chercher l'application en fonction des responsabilités qui leur sont propres, ce n'est pas verser dans le séparatisme, c'est tout simplement faire preuve de bon sens et de logique en respectant une réalité vieille de 97 ans: la dualité canadienne. C'est également prouver que les intérêts des québécois passent au premier plan de nos préoccupations, ce qui doit quand même être le premier objectif du Parti libéral du Québec.

"Qu'on le veuille ou non, la jeunesse actuelle est intransigeante, idéaliste et, pour une bonne partie, réellement engagée dans l'action politique. Elle accepte difficilement des situations qui, bien plus qu'anachroniques, lui semblent exceptionnellement dangereuse pour les intérêts immédiats et futurs du Québec. Inutile de préciser, je pense, que la question de la désaffiliation est de ce nombre!

"Pour l'instant, les jeunes québécois, ardemment nationalistes, s'orientent vers un engagement politique limité aux frontières géographiques de la province de Québec. Leur espoir réside dans le gouvernement Lesage et ils entendent bien participer à l'effort de modernisation entrepris il y a quatre ans.

"La jeunesse, ne l'oublions pas, assurera, à longue échéance, l'avenir du Parti libéral du Québec. Elle assurera également le renouveau et l'évolution constante de sa pensée politique. Elle en dirigera bientôt les destinées et en orientera les activités.



"A mon avis, la FLQ n'a pas le droit de négliger pareille relève. Elle doit faire en sorte que ses cadres puissent se renouveler de façon normale, même si parfois il lui en coûte d'apporter des changements radicaux. Or, la question de la désaffiliation est évidemment l'un des changements qui doivent être faits.

"A tout événement, beaucoup de jeunes attendent impatiemment le résultat du vote du 6 juillet avant de décider de leur engagement politique. Il n'en tient qu'à nous d'assurer notre avenir en recrutant ces bonnes volontés. Dans le cas contraire, je crains fort qu'elles ne deviennent le jouet de démagogues dangereux et peu scrupuleux.

"Pour résumer, je dirai que nous N'AVONS PAS LE DROIT DE REPORTE cette grave décision. De part et d'autre, on a examiné la question à fond. Des comités spéciaux ont été formés qui en ont fouillé tous les aspects. Les arguments ont été longuement et fréquemment exposés et rien de bien nouveau n'a été apporté depuis quelques mois. Renvoyer la question à un autre comité d'étude ne réglerait rien. Bien au contraire, car on risquerait alors de scinder la fédération en deux blocs dont les positions deviendraient rapidement irrévocables. De plus, les questions de personnalités, qu'on a tant de peine à éviter, à l'heure actuelle, prendraient rapidement le dessus et envenimeraient un débat déjà fort passionné.

"Qui plus est, et c'est là, je crois, la raison qui devrait nous faire militer en faveur d'un règlement rapide, QUANTITE D'AUTRES PROBLEMES PLUS URGENTS attendent une solution. Nous avons porté un gouvernement libéral au pouvoir et il nous appartient de l'y maintenir. Pour ce faire, il nous faut bâtir une pensée libérale avant-gardiste en proposant des solutions neuves, hardies et dynamiques. Nous avons nous-même mis cette 'révolution tranquille' en marche, à nous d'agir de façon à ce qu'elle ne manque pas de souffle!

"Régions donc définitivement la question de la désaffiliation et passons à autre chose. Le temps presse!"

30. - Aucune surprise au "congrès spécial" du 5 juillet à Québec: la partie était jouée d'avance. Le clou, qui avait commencé à s'enfoncer dans la planche au neuvième congrès d'octobre 1963, allait la séparer en deux dès la fin avril 1964. Le congrès spécial de "désaffiliation" n'était que la formalité d'enregistrement d'un fait accompli. La "cérémonie" n'allait durer que 45 minutes et se dérouler dans une rare atmosphère d'unanimité. D'un coup, tout une série de postulats se trouvaient balayés dont la mise en question, à peine quelques mois auparavant, avait soulevé des débats passionnés. On effaçait un ensemble d'idées reçues pour partir d'évidences nouvelles. Mais tout cela ne pouvait cacher complètement certaines arrière-pensées, surtout du côté des fédéraux à tous les niveaux et de plusieurs provinciaux aux niveaux supérieurs...

Dans son numéro précédant le congrès (les 27 juin et 4 juillet), La Réforme concluait un article intitulé "La minute de vérité": "Contrairement à ce que certains ont prétendu, cet affrontement sur la place publique des deux tendances





opposées au sein du Parti n'a fait aucun tort au parti. Il n'en est sorti que plus sain et plus fort. En ce dimanche du mois de juillet, nous passerons ensemble, la minute de vérité." En cette même page (45), une note synthétique résumait ainsi les raisons - mutuellement bénéfiques - du "Pourquoi la désaffiliation":

"Pourquoi les structures du Parti libéral du Québec devraient-elles être totalement distinctes des structures du Parti libéral du Canada?

"1 - Parce que les libéraux du Québec pourront jouer sur le plan fédéral un rôle aussi actif que sur le plan provincial, s'ils organisent pour leur participation dans la politique fédérale des structures semblables à celles qu'ils se sont données sur le plan provincial. Souvent dans les comtés, vous êtes aux prises avec des problèmes dont la solution est du ressort du gouvernement fédéral, pour ces cas-là, vous ne pouvez être entendus aux congrès de la Fédération parce qu'elle s'occupe exclusivement des problèmes qui dépendent de l'administration du gouvernement de la province. Ne serait-il pas logique qu'au moins une fois l'an, à l'occasion d'un congrès annuel, vous puissiez contribuer aussi à la politique de votre gouvernement fédéral en suggérant des solutions qui pourraient contribuer à régler ces problèmes.

"2 - Parce que le caractère fédératif de la constitution canadienne exige que les partis politiques soient distincts et indépendants comme le sont les parlements et gouvernements provinciaux et fédéraux. La dernière conférence fédérale nous en a fourni la preuve.

"3 - Parce que la Fédération libérale du Québec a un rôle exclusivement provincial, comme parti politique, agissant sous le nom de 'Parti libéral du Québec'.

"4 - Parce que si les mêmes individus et les mêmes cadres politiques étaient responsables du choix des politiques fédérale et provinciale, il en résulterait inévitablement des conflits d'intérêts."

Il faudrait verser au dossier de la question des discours intégraux de MM. Lesage et Favreau (46). Mais, comme les hommes politiques s'étaient déjà prononcés sur la question et qu'ils ne firent guère qu'établir une dernière mise au point, de leur position respective, on pourra se contenter de ne citer que des passages significatifs mais dépourvus, à la vérité, de tout élément de surprise. M. Lesage, après avoir rappelé le "renouveau québécois", poursuivait:

"A mesure que s'affirme le Québec, nous sommes amenés à constater de façon toujours plus tangible que l'essence même du fédéralisme canadien est de mettre en présence des gouvernements constamment appelés à s'affronter. Et ceci est davantage vrai depuis que l'on parle de fédéralisme coopératif. Or, le caractère même du fédéralisme coopératif, tel que je l'entends, accentue, à mon point de vue, la nécessité pour les partis politiques - : premièrement, de refléter aussi fidèlement que possible la dualité de gouvernements établie par la constitution; deuxièmement, d'exercer leurs activités dans leurs domaines respectifs, suivant leurs juridictions propres. En



d'autres mots, il est devenu évident que la réalité canadienne exige de plus en plus que les partis politiques qui oeuvrent sur le plan fédéral soient distincts des partis provinciaux, et vice versa.

"En ce qui nous concerne spécifiquement -- nous les libéraux -- nous reconnaissons qu'il est tout à notre avantage d'établir dès maintenant entre le parti libéral du Québec et le parti libéral du Canada une distinction nette qui permette à l'un et à l'autre de formuler une pensée et d'en vouloir l'application en fonction des responsabilités qui sont propres à chaque juridiction.

"Il n'est pas besoin de chercher bien loin pour trouver un exemple de situation difficile dans laquelle peut être placé un parti politique qui est la pierre d'assise à la fois d'un gouvernement provincial et d'un gouvernement fédéral. On se souviendra de l'attitude adoptée par le Québec lorsque le pouvoir central a voulu instituer des allocations scolaires pour les jeunes de 16 et 17 ans qui poursuivent leurs études, comme nous les avons dans notre province depuis 1961. La Fédération a cru bon de convoquer une réunion d'urgence de son conseil général qui, après analyse sérieuse de la situation, a appuyé publiquement la position que j'ai prise au nom du gouvernement que j'ai l'honneur de diriger.

"L'affrontement s'est révélé aussi sérieux l'an dernier dans le domaine des prêts aux municipalités. Et cette année -- le problème du partage fiscal, ceux des prêts aux étudiants, de la caisse de retraite et des plans conjoints, ont mis en relief les divergences inévitables dans une confédération.

"Notre Fédération étant le parti libéral du Québec et en même temps responsable des intérêts du parti libéral du Canada dans la province, il ne lui était certes pas facile de prendre position pour l'un ou pour l'autre. Le président, l'exécutif et les membres du Conseil général de la Fédération méritent notre gratitude pour la confiance et l'appui qu'ils nous ont toujours accordés avec sincérité et conviction. Je sais me faire l'interprète de mes collègues du Conseil exécutif et de tous les députés libéraux de l'Assemblée législative en disant à Me Aquin et aux autres dirigeants de la Fédération que la même confiance et le même appui leur sont acquis de la part de l'aile parlementaire de notre parti.

"Des situations semblables à celles que nous avons vécues au cours des derniers mois sont inévitablement appelées à se répéter. Il serait injuste, tant pour le parti libéral du Canada que pour le parti libéral du Québec, que la Fédération soit constamment placée dans des dilemmes qui constituent pour ses dirigeants autant de problèmes de conscience. Il est temps, je crois, de procéder à une révision de la conception que nous nous étions faite jusqu'ici du parti libéral et du rôle qu'il a été appelé à jouer simultanément au palier provincial et à l'échelon fédéral...

"Je me dois de dissiper immédiatement un malentendu qui prévaut depuis trop longtemps déjà. C'est ignorer l'évolution qu'a connue le parti libéral du Québec depuis la création de la Fédération à l'automne de 1955 que de prétendre que nous ne formons qu'une aile d'un parti fédéral. C'est tout le contraire qui est la vérité.





"Il ne faut jamais oublier que la fondation de la Fédération a complètement transformé la conception que l'on se faisait jusqu'alors d'une formation politique. Pour la première fois se constituait dans notre province - et peut-être même au pays - un parti démocratiquement structuré et composé de cadres permanents qui, jouissant de la plus entière liberté d'expression, étaient appelés à formuler un programme et à définir l'orientation que nous devions donner à une action politique. Du même coup, le parti libéral du Québec assumait la responsabilité de la pensée et de l'orientation libérales dans notre province.

"En fait, et malgré une résolution de 1957 affiliant la Fédération libérale du Québec à la Fédération libérale du Canada, notre fédération s'est toujours préoccupée d'abord de politique provinciale - et c'était normal. En effet, comme je l'ai dit tantôt, les intérêts sont trop divergents entre le fédéral et le provincial sur le plan de la haute politique pour que les membres de l'exécutif et ceux des commissions ne soient pas constamment pris dans un dilemme que je qualifierais pratiquement insoluble pour eux...

"Je veux qu'on me comprenne bien: les délégués qui sont réunis ici aujourd'hui demeurent entièrement libres de proposer toutes les modifications qu'ils jugent appropriées au projet de refonte qu'on leur demande d'approuver.

"Mais si les recommandations du caucus des députés, du conseil général et la mienne sont acceptées, nous devons reconnaître qu'il n'appartient pas à la Fédération libérale du Québec de déterminer de quelque façon que ce soit, dans sa constitution, la forme que devra prendre la nouvelle structure fédérale dans le Québec, à l'un ou l'autre de ses paliers. Cette tâche est du ressort exclusif des libéraux qui militeront dans la nouvelle structure fédérale.

"A ce sujet, on aura bien remarqué qu'il n'y a rien de restrictif dans le projet de refonte qui vous sera soumis. Ainsi donc, toute association de comté qui voudra s'affilier à la nouvelle structure fédérale pourra le faire en toute liberté.

"J'ai bonne confiance que les délégués réunis ici aujourd'hui comprennent la grande importance de ce congrès spécial et qu'ils voudront apporter leur appui aux conclusions auxquelles en sont venus, après mûre réflexion, la députation libérale à l'Assemblée législative, le Conseil général de la Fédération et les dirigeants libéraux du Québec à Ottawa."

Le discours de M. Favreau insistait sur l'autre versant du même problème dont l'évolution était devenu irréversible et qu'il avait été un des premiers "grands fédéraux" à percevoir ainsi. On pouvait trouver entre ces lignes une tonalité de "A quelque chose malheur est bon" ...:

"Je suis et désire toujours demeurer - et avec quelle fierté! - citoyen du Québec. Je suis et désire toujours demeurer - et avec quelle fierté! - citoyen du Canada. Au Québec et au Canada, je voue un attachement profond et convaincu. A cause de ces sentiments et de cette conviction, parce que j'ai toujours professé un absolu libéralisme de pensée, parce que le triomphe de la liberté dans les



cadres de toutes nos institutions n'a jamais cessé d'être l'un de mes soucis primordiaux, parce qu'aussi, je crois, comme nous le croyons tous, que l'entente, la compréhension mutuelle doivent régner comme sources d'enrichissement et d'affirmation collective, je ne pouvais pas, ayant fait sur le plan fédéral mon option d'action politique, ne pas lier entièrement mon sort à celui qui, à Ottawa, s'avère le chef incontesté de l'unité canadienne, le très honorable Lester B. Pearson et au gouvernement qu'il dirige avec tant de sincérité et d'une façon aussi avertie.

"Pour cette même raison, comme citoyen et électeur du Québec, comme époux et père de famille du Québec, je croirais trahir ma propre conscience et l'avenir de ceux qui me sont chers, si dans le domaine provincial, je ne donnais pas tout mon appui, et ceci de toutes mes forces, au gouvernement qui a réussi à ranimer dans le Québec ce souffle si vital d'une liberté, hélas! étouffée durant tant d'années, au gouvernement qui, 4 ans après son accession au pouvoir, est en voie de rompre les dernières chaînes qui retenaient le Québec dans un véritable asservissement économique, au gouvernement dirigé avec dynamisme et compétence par celui qui est notre chef à tous, en politique provinciale, l'honorable Jean Lesage. Ce sentiment d'une double loyauté, je sais que la presque totalité de ceux qui sont ici présents l'éprouvent avec moi. Je puis dire cependant — et je me sais autorisé à l'affirmer comme leader des Libéraux fédéraux du Québec — que c'est là l'attitude et la profession de foi de tous les députés libéraux élus par le Québec aux élections du 8 avril 1963, ainsi que de tous ceux qui les appuient dans l'oeuvre qu'ils poursuivent au Parlement fédéral.

"Mais cette double loyauté — il est important de le souligner — n'exclut chez aucun d'entre nous le sens des réalités politiques et la compréhension de la nature même des cadres constitutionnels au sein desquels nous vivons.

"La réalité politique du Québec s'affirme et se poursuit d'une façon parallèle à la réalité politique canadienne. L'un et l'autre ne s'excluent pas. Elles se complètent. Mais, pour se compléter d'une façon fructueuse et entière, il leur faut à chacune des moyens d'expression et d'action qui soient suffisamment autonomes pour permettre au parti qui est au pouvoir à Québec, comme au parti qui est au pouvoir à Ottawa, d'exercer leur juridiction respective et de s'acquitter de leurs responsabilités respectives sans entraves, sans obstacles et aussi pleinement que possible.

"Pour cette raison, je suis à l'aise pour dire ici bien haut que je partage la foi professée tantôt par le Premier Ministre du Québec en l'établissement désormais de la Fédération Libérale du Québec comme cadre de pensée et d'action politique des militants libéraux sur le plan provincial et en la création immédiate d'une fédération ou d'une section du parti libéral du Canada, comme cadre de la pensée et de l'action politique des militants libéraux sur le plan fédéral. En effet, Monsieur le Président, si le Conseil de la Fédération Libérale du Québec a voulu faire une recommandation dans ce sens le 26 avril dernier, c'est la veille même, soit le 25 avril, que tous les députés fédéraux du Québec, candidats et organisateurs libéraux fédéraux du Québec, réunis en caucus général à Montréal, formulaient le voeu que ces deux structures soient ainsi établies. Et je crois





avoir bien traduit le sentiment des militants libéraux présents à ce caucus en disant, au cours de la conférence de presse qui a suivi, que les militants libéraux, loin par là de se diviser, se verraient ainsi chacun enrichi, parce qu'ils se verraient ainsi dotés non plus d'un seul forum possible, mais bien de deux, au sein desquels chacun pourrait — selon que la question posée intéresse le domaine provincial ou intéresse le domaine fédéral — s'exprimer et agir librement et efficacement.

"Cette affirmation de ma croyance en l'efficacité de deux structures, l'une fédérale, l'autre provinciale, n'est pas dans ma bouche un vain mot. Elle est le reflet bien clair de la conception que se fait le présent gouvernement libéral d'Ottawa du fédéralisme coopératif et que j'exprimais récemment devant le Canadian Club à Montréal...

"Mais précisément parce que cette renaissance du Québec trouve sa cause d'abord et avant tout dans l'acceptation et la consécration des principes démocratiques qu'a voulu faire triompher l'électorat de chez nous en ce jour merveilleux du 22 juin 1960, de la même façon, les décisions qui seront prises aujourd'hui et qui sont appelées à déterminer les cadres au sein desquels agiront désormais les militants libéraux, tant sur le plan fédéral que sur le plan provincial doivent être prises sous le signe de la démocratie. Elles doivent être marquées au coin bien net de cette démocratie pour laquelle les libéraux ont jusqu'ici victorieusement lutté. Aussi je désire, moi aussi, que soit respectée avant tout l'entière liberté des associations de comté, des associations locales et des militants que groupent ces mêmes associations. Une association de comté doit être libre de disposer d'elle-même. Celles dont les membres désireront limiter leur adhésion à une structure politique purement provinciale, devront être libres de s'affilier uniquement à la fédération libérale du Québec. Celles dont les membres voudront limiter leur adhésion à une structure purement fédérale devront être libres de s'affilier uniquement à la nouvelle Fédération que constituera désormais la section du Québec du Parti Libéral du Canada.

"Mais, par contre, les associations qui, par la décision librement prise des militants libéraux qui les constituent, voudront demeurer membres en même temps des deux fédérations, c'est-à-dire la provinciale et la fédérale, devront être entièrement libres de s'affilier et de demeurer affiliées en même temps à la Fédération Libérale du Québec et à la nouvelle Fédération que constituera la section québécoise du Parti libéral du Canada. Nier ce droit de double affiliation aux associations de comté serait nier d'une façon certaine le droit de chaque association à l'auto-détermination, c'est-à-dire le droit des membres de chaque association locale ou de comté de décider ce qui, pour le groupe qu'ils constituent, représente le meilleur de leurs intérêts et leur mode idéal d'expression et d'action politique.

"Ce seront là mes derniers mots; mais je sais qu'en les formulant, je formule en même temps — quant aux idées et quant aux principes — la pensée profonde de tout le Caucus des députés libéraux du Québec à Ottawa; je sais que je trahis par là, d'une façon bien précise, le sentiment du Caucus général dont j'ai parlé tantôt et qui a été tenu à Montréal le 25 avril dernier.



"Si les décisions qui auront été prises ce soir reflètent ainsi les normes de démocratie et de liberté lesquelles nous n'avons jamais cessé, et ne cesserons jamais, tous ensemble, de lutter, nous pourrions continuer d'avoir confiance en cette philosophie politique qu'est le libéralisme; la seule qui soit susceptible d'assurer au Québec et au Canada tout entier ce bonheur, ce bien-être et cette prospérité que nous recherchons bien pour nous-mêmes, mais que nous désirons plus ardemment encore pour les générations de demain, pour ceux dont l'avenir est, somme toute, notre responsabilité bien nette."

La résolution de "désaffiliation" était d'un laconisme tout autant brutal que dépouillé. Après les polémiques passées, les discours justificatifs et interprétatifs qu'on venait d'entendre, une série d'ATTENDU QUE aurait paru complètement superflue. Cette pièce capitale de notre étude se lisait comme suit:

"CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt du Québec, tout autant que les libéraux eux-mêmes, de donner au Parti libéral du Québec une structure strictement provinciale

"JE, ANDRÉ LEROUX, président de l'association libérale de Chambly, proposeur

"et

"MARC BRIERE, secrétaire de l'association libérale de Vaudreuil-Soulanges, second

QU'IL SOIT RESOLU que la résolution adoptée au 31<sup>ème</sup> congrès de la Fédération libérale du Québec (8-9-10 novembre 1957) autorisant l'affiliation de cet organisme à la Fédération libérale du Canada, de même que la résolution adoptée au 4<sup>ème</sup> congrès de la Fédération libérale du Québec (2-3 novembre 1958) ratifiant cette affiliation soient rescindées et abrogées."

La résolution fut adoptée à la quasi-unanimité des 1,400 à 1,500 congressistes: seulement cinq (5) voix contre, avec douze (12) abstentions. On mesure le renversement de la situation depuis octobre précédant alors qu'une résolution analogue, défendue par MM. Jean Meunier et René Levesque, avait été battue à 155 voix contre 332 (cf. no 22). Très évidemment, la liberté des associations locales de s'affilier à la nouvelle structure fédérale projetée était suffisante pour enlever les dernières réticences et ... faire subsister les ambiguïtés peut-être nécessaires. La discussion précédant le vote avait été très courte: parmi la demi-douzaine de congressistes à prendre la parole, "trois ont parlé en faveur de la proposition, un a demandé que le sujet demeure à l'étude, et les deux autres ont invoqué des points de procédures" (47). Quelques remarques amusantes furent faites par deux délégués. De M. Ross Goodwin de Québec-Ouest: "Si M. Réal Caouette, créditiste à Ottawa, demeurerait dans





Québec-Ouest, il pourrait devenir membre de l'association provinciale du comté et même président. Il n'y a rien qui l'en empêche." A quoi, le député de Québec-Ouest, M. Lesage, "a répliqué que tout cela était hypothétique et que les véritables libéraux du comté sauraient comment réagir si une telle situation se présentait" (48). D'un délégué, qui avait déjà pris parti sur cette question précédemment, M. Anthony Malcolm, cette crainte d'être, à cause de l'insuffisance de la résolution, "à demi-enceint" (49)!

Cette résolution "séparatisante" n'était toutefois pas "séparatiste", ou plutôt, d'après une interprétation de M. Lesage, elle fermait carrément la porte de la FLQ aux séparatistes. Un amendement à la constitution, qui aurait été inspiré par M. Lesage, visait à prohiber l'adhésion des séparatistes par l'inclusion de la catégorie de "groupement politique provincial". A une demande d'explication sur cette expression de "groupement provincial", opposée à celle de "parti", c'est M. Lesage lui-même qui a répondu à la question, en disant qu'on faisait allusion aux séparatistes" (50). On aura peut-être noté l'emploi de l'épithète "provincial", qui, d'après l'exégèse du premier ministre, n'avait plus qu'un usage fort limité. Le premier ministre et ses collègues, quand ils ne se servaient pas de l'expression "Etat du Québec", parlaient "du (ou le) Québec", proscrivant en tout cas la traditionnelle formule de "la province de Québec" (51). M. René Lévesque, qui avait mené depuis l'automne une campagne obstinée et, au début, presque solitaire contre le principe de "double allégeance", se vit mêlé à un "incident" portant sur une question relativement secondaire, moins importante du point de vue du député de Montréal-Laurier (52). Ayant eu finalement gain de cause sur un point mineur, il pouvait savourer la victoire éclatante des partisans de la "désaffiliation", "sa" victoire plus que celle de quiconque...

Un congrès d'une seule journée ne put évidemment venir à bout de son ordre du jour, particulièrement dans une "atmosphère survoltée" (53): l'étude d'une vingtaine d'amendements et d'articles dut être renvoyée au congrès annuel de septembre. Les journaux ont porté une attention spéciale à une proposition que des anciens trouvaient proprement "révolutionnaire": celle de permettre l'adhésion des jeunes de 16 ans à la FLQ. Cette résolution, patronnée par le président de la Fédération des Jeunes Libéraux, M. Maurice Bonvouloir, fut l'objet d'un débat animé, par instants cocasse, qui donna lieu à un vote très serré: la résolution étant finalement rejetée par 192 voix contre 188. M. Paul Gérin-Lajoie avait appuyé finalement la résolution à la suite, rapporte Le Devoir, d'un "important conciliabule (qui) avait lieu derrière la table



présidentielle à la vue de toute la salle" (54). Le ministre s'engagea à fond ensuite en faveur de la résolution: "Le parti libéral est le parti des jeunes, du renouveau, de l'audace, en même temps que celui de la sagesse". Et, continuant de le citer, Le Devoir reproduisait cet autre extrait de son plaidoyer: "Je n'ai aucune objection, a-t-il dit, de me retrouver au sein de mon association de comté à vote égal avec un jeune de 16 ans. Quand je vois, comme je l'ai vu tout à l'heure des gens de 20 ans venir s'opposer à l'acceptation de ceux de 16 ans, je trouve cela honteux. Il faut habituer les jeunes non pas à écouter, comme ils doivent le faire en classe, mais bien à assumer des responsabilités. C'est le meilleur moyen de les préparer à voter à 18 ans."

Un reporter du Soleil rapportait avoir entendu le premier ministre dire: "Ils (les jeunes) ont le droit d'entrer dans le F.L.Q. (Front de libération du Québec), on devrait leur donner le droit d'entrer dans la F.L.Q. (Fédération libérale du Québec) à 16 ans". Un délégué du comté d'Arthabaska, renchérissant, soutenait même qu'"il faut être libéral dès l'âge de raison" (d'après Le Devoir). D'autre part, un pédiâtre, le Dr Paul Letondal, soutenait que c'était prendre un risque de causer des troubles émotionnels et de nuire à l'épanouissement normal de ces jeunes, tandis qu'une demoiselle, "célibataire" précisait-elle, Lucie Touchette, s'opposait fermement: "Nos organisations de comtés ne doivent pas devenir des organisations de 'baby sitters'" (d'après Le Devoir). Deux mois plus tard (numéro du 12-19 septembre) La Réforme, sous la signature de M. Claude Thibault, narrait ainsi les points majeurs du débat sur les droits politiques de la génération "yé-yé" - phénomène, à la vérité, assez inédit dans notre histoire politique:

"La proposition du Dr Bonvouloir, président des Jeunes Libéraux du Québec, de permettre l'adhésion à l'association de comté à partir de 16 ans causa une vive surprise dans l'assistance. Elle suscita quelques envolées oratoires. John Bradley, 16 ans, de St-Maurice souleva un tonnerre d'applaudissements. Son argumentation mettait en lumière le fait que si l'on demande à un jeune de 16 ans de choisir une carrière qui engagera toute son existence, il devient logique qu'à 16 ans l'on puisse joindre les rangs d'une association de comté.

X X X

"Dans son émouvant plaidoyer, le ministre de l'Education, M. Paul Gérin-Lajoie souligna l'importance qu'il attache au dialogue entre les deux générations. Selon lui, un des moyens qui le favoriserait est de fournir à ceux de 16 ans l'occasion d'endosser des responsabilités et de discuter d'égal à égal avec leurs aînés.

"Un délégué qui s'identifia ainsi: Lucille Touchette, Québec comté, célibataire, fit remarquer à l'assistance amusée qu'une association





de comté n'en était pas une de 'baby sitter'.

x x x

"Un jeune d'Arthabaska fit un discours dans la meilleure tradition oratoire des tribunes populaires de jadis. Il cria au monde entier que "les vieux" avaient peur de perdre leur place. Plusieurs minutes plus tard, alors que les débats, étaient engagés sur un autre sujet, il revint avec la même fougue pour tenter de nuancer sa première intervention en précisant que personnellement il n'avait pas cherché à être désagréable à l'égard des plus âgés. Tous "les vieux" de vingt ans en montant en furent satisfaits même si le "jeune" était hors d'ordre d'après le livre des procédures de Morin utilisé dans les débats de la journée.

"On sentait avant l'intervention de M. Gérin-Lajoie que la majorité des délégués se prononcerait contre le droit d'adhésion à l'association de comté pour les jeunes de 16 ans. Cependant le témoignage du ministre provoqua un vote si serré qu'il fallut recourir aux machines à voter. 188 délégués se prononcèrent pour, tandis que 192 se déclaraient contre. On peut présumer qu'à l'occasion d'un autre vote sur la question les jeunes auraient de bonnes chances de l'emporter...

x x x

"A travers les conversations, on pouvait constater que le droit pour les jeunes de 16 ans d'appartenir aux associations de comté avait d'ardents défenseurs parmi plusieurs vétérans du parti. Les principales raisons évoquées sont d'abord un vote de confiance à la jeunesse et ensuite un souci d'éducation politique à cause du vote à 18 ans. On disait aussi que grâce aux moyens modernes d'information, les jeunes d'aujourd'hui sont plus évolués que ceux d'autrefois quand ils eurent le même âge.

x x x

"Par contre, ceux qui optaient contre le droit d'appartenir aux associations de comté trouvaient qu'à 16 ans on est encore trop jeune pour endosser de telles responsabilités. L'irresponsabilité d'une certaine jeunesse barbus et chahuteuse qui viendrait troubler la quiétude des assemblées les inquiétait également.

x x x

"En bref, des deux côtés, on admettait le manque d'éducation politique chez les jeunes. Comme une des solutions au problème les uns désirent ouvrir les portes des associations de comté, les autres trouvent plus prudent de les fermer."

31. - Tout était attendu le résultat de ce congrès spécial que les commentaires se firent peu nombreux et, à vrai dire, sans surprise. Le Globe and Mail du 8 juillet coiffait du titre "Split but still together" une dépêche de Thomas Sloan. Le problème, d'après le journal torontois, s'était plutôt résolu "in the realm of principles rather than facts". La désaffiliation donnait naissance à des "political Siamese Twins, with two separate heads, but a basically common bodily structure". L'article évoquait aussi "the split-



that-is-not a split (which) remains the order of the day; and, as compromise that gives due recognition to the principle while offering no essential violence to the practice, it is hard to see it suffering defeat". Plus près des événements, l'éditorialiste du Montreal Star observait le 7 juillet: "There would be undoubted psychological advantages to having one united party at a time when there is so much disunity in the country. But, as things have developed, there is no party unity and there are only the disadvantages of a divided and wrangling party... Due in large measure to the conciliating efforts of Mr. Favreau, the impending division has not been as bitter as some people feared". Aussi, l'auteur, avait-il commencé son article en évoquant ce faux paradoxe: "It might seem contradictory, but if Quebec Liberal Federation shortly divorces itself from the national party organization, it could well save the party from a disastrous split, just when the federal Liberals need all their strength if they are ever to form a majority government". Sauf dans Le Devoir, ces thèmes étaient peu ou prou repris par des journalistes de langue française.

Le directeur du Devoir, M. Claude Ryan, poussait plus loin sa critique du mois d'avril précédent (cf. no 28) en mettant en cause la curieuse "logique des libéraux" qui, "en affirmant l'autonomie de la Fédération libérale provinciale ... suivant les exigences d'un fédéralisme bien compris", "ont voulu jouer au renard astucieux". Car, "en permettant aux sections locales de s'affilier aux deux partis, ils ont en pratique annulé - ou remis aux calendres grecques - l'effet de leur conclusion ... Le parti libéral du Québec devait tôt ou tard affirmer carrément son autonomie ou s'acoquiner de nouveau avec le parti libéral d'Ottawa. Il a choisi la voix du réalisme et de la santé". Mais, "à sa face même, le compromis du Québec est boiteux. Il révèle la mentalité aristocratique qui prévaut encore chez les dirigeants libéraux ... on refuse d'extirper le mal à la racine, c'est-à-dire au plan local, dans la mentalité même de ceux qu'on nomme pompeusement les militants du parti". A défaut d'avoir adopté "tout de suite une solution complète qui eût clarifié la question une fois pour toutes", M. Ryan dit en conclusion espérer que "M. Lesage complètera tôt ou tard le cycle de son évolution. Il aime à changer d'opinion par étapes. En attendant, les libéraux locaux ressembleront à des joueurs de baseball qui feraient partie en même temps de deux équipes différentes. Il faudra, pour savoir ce qu'ils pensent, se demander d'abord sous quel casque ils décideront d'enfourer leur cervelle".





Le lendemain, le correspondant parlementaire du Devoir lançait une "bombe" que son journal coiffait d'un titre souligné couvrant huit colonnes sur deux lignes: "Le congrès de la FLQ n'a pas été saisi de la recommandation de sa commission politique sur la nécessité d'une scission complète".

On a vu que, de façon continue, cette commission avait été le fer de lance des tendances reformistes et démocratisantes du programme libéral les dix années précédentes. Selon M. Marcel Thivierge, "l'exécutif de la F.L.Q. jouant le jeu de ceux qui veulent à tout prix maintenir le lien entre le parti provincial et le parti fédéral, n'a pas cru bon de communiquer aux congressistes le rapport de cette commission". De ce "rapport très fouillé" et sans équivoque, le chroniqueur cite quelques extraits typiques: "La Fédération libérale du Québec affirme qu'elle a un rôle exclusivement provincial comme parti politique agissant sous le nom de parti libéral du Québec et qu'elle doit être totalement distincte, à tous les niveaux, du parti libéral du Canada... Les partis politiques doivent logiquement refléter cette dualité de gouvernements et de champs d'action et leurs activités, en conséquence, doivent s'exercer sur des plans distincts.... Seule une distinction nette entre le parti libéral du Québec et le parti libéral du Canada peut permettre à l'un et à l'autre de formuler une pensée et d'en chercher l'application en fonction, et exclusivement en fonction, des responsabilités qui leur sont propres". On reconnaîtra les lignes d'argumentation de M. René Lévesque dans les passages suivants: "Les revendications, pourparlers et négociations entre les autorités fédérales et provinciales doivent se faire entre des hommes qui n'appartiennent pas à un même parti agissant sur les deux plans, afin d'éviter des conflits d'intérêts qui deviendraient autrement inévitables au sein de ce parti. Les intérêts des Québécois exigent donc que le parti libéral du Québec soit totalement et exclusivement voué au développement et aux intérêts du Québec". De même à la base, la distinction ne s'impose pas moins: "L'électeur a le droit de voter tant au niveau provincial que fédéral pour le parti de son choix. Lorsqu'il exerce son droit de vote lors d'une élection provinciale, il doit faire ce choix en fonction de la réalité provinciale. Ce même électeur peut, de plus, désirer militer dans les rangs de la Fédération libérale du Québec. Notre devoir est, non seulement de l'accueillir, mais même d'essayer de le recruter. Dire que la double allégeance n'entrave pas la liberté des électeurs, mais d'une poignée seulement de militants est faire preuve d'un illogisme singulièrement accentué à un moment où la Fédération libérale du Québec désire justement devenir et doit devenir, de plus en plus,



un parti de masse, c'est-à-dire un parti avec un nombre toujours grandissant de militants au niveau des associations de comtés". Sur le plan de la pure efficacité, la Commission politique était encore d'avis qu'"admettre la distinction des cadres aux échelons supérieurs seulement ne résoudrait pas les problèmes auxquels nous faisons face. En effet, la confusion des pensées et des programmes politiques, les conflits d'intérêts, les accrocs aux libertés individuelles, etc..., demeurerait inchangés. Il faut surtout considérer que si la distinction des cadres n'est pas réalisée au niveau des comtés, les associations de comté devront recevoir leur orientation de deux organismes supérieurs distincts. Comme ces organismes supérieurs n'auront pas les mêmes intérêts, et même que leurs intérêts pourront, de par la force des choses, être en conflit, les associations de comté seront constamment sujettes à l'écartellement et à la confusion, risquant d'y perdre leur cohésion, leur unité et leur force." Et d'autre part, les organismes supérieurs eux-mêmes ne pourraient être sûrs de l'appui de leurs militants et de leur efficacité en sera nécessairement compromise", d'autant que "le découpage des comtés fédéraux et provinciaux diffère assez pour que leur unité de structure, au niveau des comtés, soit difficilement réalisable" (54).

Le 9 juillet, le directeur du Devoir revenait à la charge en s'appuyant sur ce rapport, tenu secret, pour des raisons certes pas accidentelles, au moment du congrès. "Les raisons qu'invoque la Commission politique écrivait-il, sont tellement fortes qu'elles nécessitent l'insertion, dans les statuts de la FLQ, d'un article spécial prévoyant que toutes les associations affiliées à la Fédération devront s'occuper uniquement de politique provinciale". Pour franchir ce pas, "c'est à persuader leurs confrères de cette nécessité que devront s'employer, au cours des prochains mois, les libéraux qui comprennent les exigences profondes de notre fédéralisme". Et l'éditorialiste d'invoquer le cas du parti ontarien: "L'ancien chef libéral ontarien, M. Wintermeyer, n'a-t-il pas appris à ses dépens, à la dernière élection ontarienne, qu'un parti politique provincial risque de se détruire en se collant de trop près au programme et à la machine de son grand frère fédéral... Le discours de ... M. Favreau fut... un modèle de bonne volonté inefficace. L'homme semble voir clair, mais il veut à tout prix sauver la chèvre et le chou. Ce sont pourtant les libéraux fédéraux qui devraient faire montre, dans ce domaine, de la plus grande détermination ... Malheureusement, les 'fédéraux' semblent craindre de s'affirmer devant leurs collègues du reste du pays. Ils préfèrent, selon toute apparence, jouer avec les mots. Ils veulent bien une séparation, mais à





condition qu'elle ne trouble pas leur tranquillité et se réalise, pour eux, moyennant un minimum de risques. En agissant ainsi, ils causent un tort énorme, non seulement à leur parti - ce serait un moindre mal - mais à la cause du fédéralisme".

32. - On aurait pu s'attendre qu'aux congrès annuels de la FLQ et de la FJLQ de l'automne suivant le combat reprit. En fait, si "combat" il y eut, il ne se déroula pas au grand jour. Tout se passa comme si les partisans de la "désaffiliation", sans doute étonnés d'une victoire si éclatante et acquise en si peu de temps, étaient devenus satisfaits et s'étaient mis à penser à autre chose. Dans cet "autre chose", il pouvait y avoir le calcul que ce serait un "mauvais risque" que de forcer la scission complète à la base: l'ambiguïté à ce niveau pouvait être d'une utile ambivalence électorale. Même les plus autonomistes préféraient avoir comme interlocuteurs fédéraux M. Pearson et son cabinet qu'un Diefenbaker et sa "vieille garde", le Nouveau Parti démocratique de M. Douglas étant hors de course pour la conquête du pouvoir. Cette "base" libérale était forcée d'accepter la scission ou la distinction au sommet; mais elle gardait sa liberté d'action et d'appréciation à son propre niveau local. Ce qui importait pour les partisans de la désaffiliation, c'est que les affrontements à venir se feraient sur la place publique et non dans la semi-clandestinité des chambres d'hôtel ou de plus mystérieuses officines. Et la "gauche" libérale provinciale aurait surtout la possibilité de "voter N.P.D." au grand jour pour calmer sa conscience et rester cohérente avec elle-même: et c'est ce dont elle avait surtout besoin pour son "confort intellectuel" et psychologique. Le pas franchi était tellement énorme pour qui n'oubliait pas le point de départ qu'on pouvait encore trouver dans la situation nouvelle l'amorce à d'autres évolutions le moment venu. Mais, en fait, la tendance "séparatisante" allait être jugulée quelques mois plus tard par une reprise en mains de la FLQ par le premier ministre lui-même. Mais ne précédon pas la séquence des événements.

Avant l'ouverture du congrès, M. Aquin, faisant, dans La Réforme des 12 et 19 septembre 1964, le bilan du travail de la Fédération pendant ses deux termes à la présidence, énumérait ainsi les progrès récemment enregistrés:

"Ouverture des structures de la fédération Libérale du Québec, revalorisation des commissions, dont spécialement la commission politique, démocratisation progressive des finances du parti, autonomie complète de la Fédération Libérale du Québec (55), modifications essentielles apportées à la constitution pour la rendre plus démocratique et plus représentative, détermination des buts du comité de stratégie, voilà en gros les tâches auxquelles j'ai



vaqué pendant mes deux mandats. Je pense que nous avons atteint sur tous ces points des solutions extrêmement satisfaisantes."

Dans ce même numéro, MM. Pierre O'Neill et Claude Thibault faisaient un éloge dithyrambique du président démissionnaire:

"Quand l'histoire fera le bilan des présidents des Etats Généraux du Parti libéral du Québec, elle sera bien forcée d'enseigner que Me François Aquin en fut un d'exception..."

"On peut déclarer en toute sérénité, que François Aquin, président de la Fédération libérale du Québec de février 1963 à septembre 1964 a pratiqué une brèche dans la vie politique libérale. Une brèche qui permet maintenant de respirer. Même du côté de la finance, où seuls les financiers n'étouffent pas, au risque d'asphyxier la politique. En effet, on peut aimablement rappeler que sous le règne de Me Aquin, un début de démocratisation des finances s'est imposé dans le Parti libéral du Québec grâce aux dîners bénéfiques..."

"Avant François Aquin, la Fédération existait. L'heure n'était probablement pas encore venue pour qu'elle vive. Maintenant, il faut qu'elle continue..."

"François Aquin semble tout droit sorti d'une pièce du regretté Corneille. Il a toute la fougue, la détermination, l'assurance et le ton tranchant de ces répliques qui semblent frappées sur des médailles de cuivre pour y demeurer. Polyeucte, Horace. Le Cid; volonté hésitante ou volonté triomphante! Regarder les compromis qu'on pourrait faire et ensuite ne pas les faire. Préférer la raison tout court à la raison d'Etat. Avancer et forcer les autres à suivre. Tels semblent être les mobiles profonds qui animent cet homme d'exception. Et puisque nous en sommes au chapitre de Corneille et qu'un grand jeune homme plein de panache et de dynamisme, malheureusement disparu, Gérard Philippe qui a su sortir "Le Cid" des tiroirs poussiéreux des académiciens pour en façonner un héros aux dimensions des héros contemporains, les astronautes, comment ne pas penser à un autre jeune homme débordant de vie et de charme qui à 34 ans devenait président de la Fédération libérale du Québec..."

"Il y a un style Aquin dans la direction des débats à un congrès, dans les relations sociales qu'on entretient dans ces occasions, comme il y a désormais un style Kennedy aux Etats-Unis."

"François Aquin est un homme qui parle, qui parle beaucoup. Mais que ce soit sur la tribune ou dans une réunion privée; grâce à une capacité assez extraordinaire quand il s'agit de voir rapidement tout l'ensemble d'une situation avec les problèmes qu'elle suscite et à un don remarquable pour la synthèse; on a toujours l'impression qu'il dit l'essentiel, l'important. En dehors de ces considérations, comment ne pas l'écouter? Il se dégage de sa personne ce magnétisme, ce côté fakir. C'est un rare privilège que peu de politiciens ont l'avantage de posséder, du moins à ce point là. Le petit quelque chose que l'on ne voit pas et qui explique l'ascendant qu'un René Lévesque peut avoir sur la foule. En tout cas, quand François Aquin est dans une pièce, on sent ce que les orateurs et les comédiens appellent une présence, quel qu'un qui passe la rampe."





"Affable en société, rieur et l'oeil moqueur, spirituel à la manière d'un enfant espiègle, il excelle également dans les imitations de personnages politiques connus.

"L'estime de tous lui est acquise et selon des chuchotements entendus, celle que lui portent d'abord les femmes se transforme vite en soupirs".

Le thème du 10e congrès annuel était "la jeunesse", comme il convenait après l'octroi du droit de vote à l'âge de 18 ans et après la discussion serrée autour de l'adhésion des adolescents de 16 ans à la Fédération. Près de la moitié des résolutions soumises au congrès avaient rapport au thème de la jeunesse, de l'éducation, des loisirs, de la délinquance, etc... (dont certaines avaient déjà été adoptées au congrès de mai précédent de la Fédération des Femmes libérales du Québec) (56). Une autre série de résolutions portait sur des questions d'intérêt général, principalement axées sur le régime électoral, le système judiciaire, l'administration publique du Québec, etc... Assez curieusement, la troisième catégorie des résolutions "ayant trait à la Fédération Libérale du Québec et à ses structures" ne contient aucune proposition spécifique portant sur les rapports avec le parti libéral du Canada, si ce n'est que très indirectement et partiellement (57). D'après Le Devoir du 21 septembre, sur ce point, "l'étude des amendements n'a pas soulevé de débats animés". Quant à l'admission des jeunes de 16 ans aux associations de comtés, le proposeur a lui-même suggéré qu'une étude plus complète de la question soit renvoyée au prochain congrès annuel de la Fédération, la Fédération des jeunes Libéraux devant d'ici là, à son prochain congrès de novembre, réexaminer l'ensemble de la question. À la suggestion du premier ministre, fut ajouté à la constitution un article provisoire d'une durée d'un an pour permettre dans les cas d'urgence au chef du parti de désigner lui-même un candidat du parti dans un comté. "M. Lesage avait lui-même expliqué, lors du caucus qui avait présidé l'ouverture officielle du congrès, qu'à la prochaine réunion de la F.L.Q. on devrait présenter un autre article définitif qui rendrait plus large la procédure en vue d'une 'convention' pour le choix d'un candidat en lui donnant un caractère plus démocratique", étant entendus, toujours à la demande du chef du parti, que les présidents des associations de comtés accorderaient "une attention spéciale à cette question au cours de la prochaine année" (58).

À part l'effet de stupéfaction causé par le "film-choc" sur la jeunesse - dont il sera question dans un instant -, la seule question qui fit les grandes manchettes des journaux fut l'adoption d'une résolution réclamant, contre l'opinion



du ministre de l'agriculture, M. Alcide Courcy (59), une commission royale d'enquête sur les problèmes agricoles du Québec. Tout une matinée fut consacrée à l'étude de ces questions et les congressistes adoptèrent une quinzaine de résolutions spécifiques. La seule proposition d'inspiration anti-fédérale - retrait du programme ARDA, proposé par l'Association des Etudiants de l'Université Laval - fut repoussée. Cette commission royale d'Enquête fut mise sur pied en juillet 1965. Au banquet de clôture, M. Lesage a fait des "programmes conjoints" le thème de son discours. Ce discours, très "matter of fact" et "business-like" (60), se terminait par une déclaration de politique générale en cinq points.

"1) Nous croyons que le Québec est l'expression politique du Canada français et qu'il joue le rôle de mère-patrie de tous ceux qui, au pays, parlent notre langue. Cela je l'ai dit probablement des douzaines de fois, partout au Canada.

"2) Notre province a des traits particuliers, un caractère propre, qu'il est de son devoir de sauvegarder et qu'elle a le droit de mettre en valeur. Ce caractère propre, le premier ministre du Canada lui-même l'a reconnu. Personnellement, j'en ai parlé clairement je ne sais combien de fois.

"3) Nous vivons dans un cadre institutionnel qui, en évoluant et en s'améliorant, doit permettre à notre communauté d'atteindre elle-même et par les moyens qui lui conviennent les objectifs qu'elle se fixe librement. Cette possibilité d'épanouissement était reconnue au moment de la Confédération, en 1867, et doit continuer à l'être, même si, pour ce faire, le régime constitutionnel du Canada doit s'adapter aux conditions nouvelles.

"4) Le Québec d'aujourd'hui doit posséder et contrôler, dans la mesure du possible, les leviers économiques, sociaux, administratifs et politique grâce auxquels, et grâce auxquels seulement, il pourra réaliser ses aspirations légitimes de peuple adulte.

"5) L'action du Québec moderne doit s'exercer dans la paix et la justice, en tenant compte de la réalité nord-américaine dans laquelle il vit, des liens normaux et souhaitables qui le rapprochent des autres nations de langue française et des relations économiques et commerciales qu'il entretient non seulement avec le reste du Canada mais aussi avec beaucoup d'autres pays du monde."

Le "film-choc" sur la jeunesse stupéfia littéralement les congressistes". Le film, rappelle M. Réal Pelletier du Devoir, d'une durée de quarante minutes et fabriqué à partir d'entrevues obtenues à Alma, comme à Sherbrooke, à Hull comme à St-Thomas de Cherbourg, en Gaspésie, constitue une charge considérable, 'effrayante' selon l'expression d'un délégué, contre la société, contre les 'vieux', les 'croulants', contre aussi la 'gang' des hommes politiques en géné-





ral; ceux du pouvoir n'y échappent pas" (61). Le Devoir rapporte que la projection du film, intitulé Jeunesse, année 0 (d'après le film d'après-guerre: Allemagne, année 0), fut d'abord interdite par le premier ministre. "Quel est le facteur qui a renversé la décision du premier ministre? Un militant influent aurait menacé ce dernier de l'interroger publiquement devant les congressistes sur les motifs qui l'ont amené à supprimer la projection du film... C'est ainsi que Jeunesse, année 0 fut présenté aux congressistes, document qui n'a guère soulevé de protestations, mais qui a l'heur de mettre beaucoup de gens mal à l'aise. Dans la salle noire, des grognements se faisaient entendre" (62). Le président annonça que le premier ministre tenait lui-même à présenter le film. "Ce fut, dira M. Lesage, en conclusion, un congrès sérieux et dénué de toute partisanerie politique. La présentation du film en est la preuve. Nous voulions produire un choc parmi les délégués. Nous avons réussi. Admettez qu'il fallait au parti libéral une bonne dose de courage pour présenter un tel film". M. Michel Roy dans Le Devoir, concédant à M. Lesage la "bonne dose de courage", rappelait au lendemain du congrès l'ignorance abyssale d'une certaine jeunesse(63) et concluait que ce film était un "défi" qu'il n'appartenait pas aux seuls libéraux de relever puisqu'il mettait en cause l'état de sous-développement politique de toute une population quatre ans après l'avènement du nouveau régime. La valeur documentaire du film aurait été contestée par le premier ministre. Mais, d'après un reporter du Soleil, M. Normand Girard, M. Maurice Sauvé a exprimé l'avis, pour sa part, que cet échantillonnage reflétait assez bien le sentiment général de la jeunesse québécoise, contrairement au premier ministre Lesage qui estime que cette enquête ne touche en fait que trois groupes de jeunes et que les mêmes visages reviennent à plusieurs reprises dans le film" (64).

Au total, sans cette représentation cinématographique, le congrès ~~serait~~ apparu aux amateurs de "sensational" un des plus termes de l'histoire de la Fédération. Le "caucus", qui précéda le congrès, avait réglé de l'aveu même du chef du parti, nombre de questions "brûlantes" (dont celle des suites constitutionnelles à donner au congrès de désaffiliation?). Les grands "ténors" ministériels, Lévesque, Kierans, Wagner, Laporte, étaient présents mais n'honorèrent pas la "partition" que d'aucuns attendaient d'eux. Il est vrai que des "fédéraux", MM. Sauvé et Drury assistèrent au caucus. Il en serait sorti certain modus vivendi pacifiant, prohibant par avance des explosions inopportunes. Une Fédération, comme tout organisme, ne peut vivre de façon permanente en un état de tension extrême. Et "le pain sur la planche" ne manquait pas pour du travail sé-



rieux avec une liste de 130 résolutions! Selon M. Girard du Soleil:

"Tout porte à croire encore que les libéraux ont adopté cette ligne de conduite peu coutumière dans l'intention d'éviter les 'éclats' toujours possibles de se produire dans la chaleur d'une discussion, en une période électorale qui coïncide avec une époque d'agitation nationaliste peu ordinaire."

Et il ajoutait: "Une 'autre absence' nous a frappé: celle de la jeunesse! Rares étaient les vraiment jeunes et les étudiants qui ont pris une part active aux délibérations, qu'il faut pourtant qualifier de fructueuses, de ce dixième congrès libéral." Mais, deux mois plus tard, les Jeunes Libéraux devaient tenir leur congrès annuel.

Commentant l'élection du Dr Irénée Lapierre à la présidence de la Fédération, M. David Oncia, du Globe and Mail, entrevoyait pour cet anesthésiste le rôle "to calm the bubbling ardor of those who wish to move too fast", tout en reconnaissant que M. Aquin, "over the long term", était peut-être "a more representative spokesman for Quebec" (65). Dans son discours d'adieu, le président sortant ~~entretenait~~ les styles:

direct et familier: ~~entretenait~~

"Vous auriez pu monter un parti maison réservé à un petit groupe d'organisateurs et de privilégiés. Vous auriez pu fermer vos associations de comté et en faire des associations de cuisine faciles à manoeuvrer pour y discuter le partage de dépouilles..."

engagé et combatif:

"La FLQ compte aujourd'hui 120,000 membres actifs. Ils en sont les propriétaires... Nous ne désarmerons pas contre cette réaction hypocrite animée dans l'ombre par tous les manipulateurs de privilèges, les gardiens de chasses gardées et les profiteurs de l'ignorance... Nous continuons la lutte la plus exaltante, la plus inquiétante, la plus dure de toutes: celle des idées..."

prophétique et lyrique:

"Nous continuons la lutte parce que nous sommes au coeur du Québec, parce que ce Québec doit être la plaque tournante des trois Amériques, parce que ce Québec vit actuellement une dramatique accélération de l'histoire... Nous continuerons la lutte pour conquérir au Québec - dépersonnalisé par des siècles de colonialisme - sa personnalité ... Comme vous le voyez, nous dépassons ici le plan de la compréhension mutuelle que nous prêchent les 'psychiatres du bon ententisme'!... Je crois que l'heure du Québec est dramatique. Dans cette transformation profonde pour laquelle nous travaillons tous, il nous faut dépolitiser l'essentiel national, le maintenir bien au-delà des frontières des intérêts et des rivalités partisannes. C'est notre dernière chance... Il y a ici, au Québec, des choses formidables et sensationnelles à accomplir. Nous allons les accomplir ensemble, nous allons les accomplir avec tous nos membres qui n'ont pu venir ici et avec tous ceux





qui veulent faire avec nous, aujourd'hui, le trajet de la libération. Demain, il y aura les étincelants rivages d'un Québec nouveau."

33. - A trois jours de l'ouverture du congrès de la Fédération des jeunes Libéraux du Québec, Le Devoir écrivait que la "jeunesse année zéro" serait invitée à participer à cette rencontre et à entendre son "idole" René Lévesque, conférencier principal. Mais cette invitation au président et au secrétaire des 39 mouvements affiliés au Conseil provisoire des Mouvements de Jeunes du Québec n'eut guère de succès. Seulement 5 des 39 mouvements envoyèrent des représentants. Serait-ce le signe que les dirigeants et "notables" eux-mêmes des mouvements de jeunesse se désintéressaient de la vie politique, ou du parti libéral en particulier, ou, plus prosaïquement, que, les invitations ayant été lancées vraiment trop tard, beaucoup de responsables, intéressés à participer au congrès, n'avaient pu prendre les dispositions nécessaires. Quant au film lui-même, il ne produisit aucun effet de "choc" chez les congressistes. D'après l'envoyé du Soleil, "douze jeunes sauf un, interrogés à l'issue de la projection, ont dit que le film correspondait à ce qu'ils voient dans leur milieu. On n'est pas surpris" (le 30 novembre 1964). Le Devoir du même jour notait que "cette invitation avait été faite de façon si tardive et si peu convaincante qu'à peine quatre ou cinq mouvements avaient délégué des représentants, dont les Jeunesses musicales et l'A.G.E.U.M., et que même ces derniers n'ont absolument rien dit n'ayant pas été invités à le faire. De sorte que cette expérience d'apolitisme au cours d'un congrès politique a été complètement ratée et est à reprendre... L'idée a été lancée. Elle devrait être reprise et cette fois donner lieu à de réels 'échanges de vues'".

Le fait capital de ce congrès, du point de vue de notre étude, fut la désaffiliation de la Fédération québécoise de la Fédération nationale des Jeunes Libéraux. La chose allant de soi, car cette décision ne souleva guère de discussion. C'était autour de la liberté de choix des jeunes québécois au niveau fédéral que s'était livrée la dure lutte dont nous avons retracé les étapes principales. Mais l'âge de l'admission des membres était abaissé à 16 ans pour être prolongé jusqu'à 35 ans, alors que d'autres congressistes proposaient d'adopter la limite "croulante" de 30 ans. Le cahier des résolutions était fort impressionnant et les congressistes n'eurent le temps que d'en étudier environ la moitié. Certaines résolutions d'inspiration séparatiste ou très avant-gardiste, en matière d'éducation furent rejetées; d'autres moins extrémistes, faisaient toutefois la preuve d'un autonomisme assez hardi. Dans la première catégorie, une résolution proposant l'unilinguisme officiel du Québec fut, d'après M. Gilles



Lesage du Devoir, "largement défaits. La principale raison des opposants est la suivante: le Québec se priverait de dialogue avec les autres provinces et consacrerait son 'isolation', ce qui nuirait aux minorités françaises du pays" (66). L'envoyé du Soleil, M. Claude Tessier, rapportait que "les défenseurs de l'unilinguisme ont fait valoir que c'est la langue de la majorité et que des universitaires, comme le professeur Ethier-Blais le préconisent", mais que d'autres "jeunes libéraux, notamment de langue anglaise, ont dit que la résolution allait contre le principe de la liberté pour tous" (67). La résolution réclamant la "formation immédiate d'un ministère du plan" dut, pour être adoptée, être amputée d'un ATTENDU anti-ARDA (68). Des résolutions portant sur l'étatisation des universités du Québec, sur la non-confessionnalité de toutes les institutions scolaires (69) furent également battues. Une fois rejeté le principe de l'unilinguisme officiel, les congressistes adoptèrent une résolution dont le dernier point établissait que "le français et l'anglais devront être enseignés au niveau secondaire en vue de rendre l'individu bilingue. De plus, tout ce qui pourra conduire à une meilleure compréhension des divers groupes ethniques du Canada devra être entrepris aux niveaux primaire, secondaire et universitaire".

Tout en adoptant une résolution de confiance à M. Lesage pour "le magnifique travail accompli" et "le dynamisme du Gouvernement", les congressistes enlevèrent au chef du parti son statut de membre ex-officio des huit commissions permanentes de leur fédération. Le reporter du Soleil citait un participant: "On ne veut pas que le chef s'infilte jusque là, on veut discuter à l'aise, on ne veut pas le culte de la personne". A quoi, un autre a répondu "que les jeunes libéraux semblent oublier qu'ils peuvent être un jour dans l'opposition et qu'alors la présence du chef sera importante." Faut-il voir une note principalement autonomiste ou "personnaliste" dans cette résolution, somme toute platonique, qui citait en annexe une phrase de M. Lesage?

"ATTENDU que notre économie appartient en majorité aux étrangers;

"ATTENDU que de plus en plus notre économie nous file entre les doigts;

"ATTENDU que les citoyens de la province de Québec ne semblent pas jouer un rôle prédominant à cette économie;

"IL EST SUGGERE:

que le gouvernement de la Province de Québec prenne les moyens pour intéresser les citoyens à participer plus activement à notre économie.

"le relèvement général du standard de vie que peut nous assurer notre économie en pleine expansion ne saurait satisfaire tou-





tes nos aspirations, comme groupe ethnique (70), tant que le contrôle et la gérance de cette économie continuent de nous échapper aussi tragiquement".

Les Jeunes Libéraux refusèrent de se prononcer sur une résolution condamnant formellement le séparatisme. Proposée par M. Christopher Keating et appuyée par M. Michel Tremblay, elle se lisait comme suit:

"Whereas the Young Liberals of the Province of Quebec are keenly aware of the economical, political and social evolution taking place in the Province of Quebec and the rest of Canada:

"1- BE IT RESOLVED that the current aspirations for equality demanded by the French Canadians in Quebec and the rest of Canada, are supported, without reservation, by the Young Liberals of the Province of Quebec;

"2- BE IT RESOLVED, though we sympathize with the principles expounded by Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale, we do not accept separation of the province of Quebec from the rest of Canada as the ultimate and only solution to Quebec's economical, political and social problems;

"3- BE IT RESOLVED that we are increasingly aware of a movement of "provincial isolation" by Quebec and other provinces in this country, and that it is our hope that the agitation caused by this movement will result in the nationalization of the Canadian Constitution, a Canadian flag and a more effective Federal system."

Un des arguments invoqués par le proposeur était qu'"il faut réaliser qu'il y a parmi nous des membres du R.I.N. qui travailleront aux prochaines élections". D'après l'envoyé du Soleil, "le congrès a trouvé que la résolution était mal formulée et qu'il y a des contradictions". Pour éviter un débat qui eut pu évoluer en bataille rangée, il fut décidé de renvoyer la résolution à la Commission politique pour étude ultérieure. Moyen élégant de renvoi ou calendes grecques?

Quelques ministres participèrent au congrès: MM. Lesage, Lévesque, Wagner, Madame Kirkland-Casgrain. Les deux premiers présentèrent les discours "pièces de résistance". M. Lesage ne put taire son "effarement" de ce que révélait le "film choc", Jeunesse, année zéro: "... ce qui frappe le plus dans ce film - et c'est vraiment effarant - c'est l'ignorance quasi complète que certains jeunes ont de nos institutions politiques, de notre système parlementaire, et, ai-je besoin de le préciser, des changements majeurs survenus au Québec depuis quatre ans. Ceci est grave en soi mais l'est encore plus lorsqu'on sait que ces jeunes ont maintenant le droit de vote dès l'âge de dix-huit ans... Ce qui m'inquiète, c'est cette absence quasi totale du sens de la responsabilité politique chez cette partie de la jeunesse dont le film que vous avez vu nous fournit un échantillonnage". Il était normal que le premier ministre



recueillir des applaudissements devant un auditoire de jeunes gens? "Il ne faut pas que vous imaginiez les problèmes dans les salons ou les clubs, mais qu'ils reflètent réellement ceux du milieu, avant d'oser conclure avec une logique presque futuriste". Car, les jeunes, parce que jeunes, n'ont pas toujours raison: "Il leur manque encore le sens du possible, souvent très triste, qui réduit à des proportions manoeuvrables de grands idéaux".

Plus que quiconque, par son action de commando, appuyée par les forces de la FLQ dirigées par M. François Aquin, M. René Lévesque avait rendu "possible" en 1964 ce qui était tenu pour une invraisemblance à peine un an plus tôt: la distinction, au moins "au sommet" des libéraux fédéraux des libéraux provinciaux du Québec. L'"idéal", la question ou l'évolution, qui nous a retenus, avait été ramené à des "proportions manoeuvrables".





## CHAPITRE VI

L'ANNÉE 1965 JUSQU'AU DÉCLENCHEMENT DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES (8 septembre)  
ET À L'ADHÉSION AU PARTI FÉDÉRAL DE MM.  
JEAN MARCHAND, PIERRE-ELLIOTT TRUDEAU ET GÉRARD PELLETIER

34. - En 1965, contrairement à l'année précédente et, à la vérité, à l'ensemble de la période considérée, ce sont les libéraux fédéraux qui, pour le mieux ou le pire, vont, selon l'expression consacrée, "prendre la vedette". Au sein des libéraux québécois, des événements d'importance majeure vont toutefois se produire mais qui ne constituent pas la trame de la phase finale de notre narration: la "surveillance" plus immédiate de la F.L.Q. par M. Lesage; la démission spectaculaire de l'agent de relations publiques de la F.L.Q., M. Maurice Leroux; le discours ("cartes sur table") de M. Lesage sur "la Caisse" et le financement du parti; la lutte, inachevée et définitivement ajournée, poursuivie par M. Lesage pour faire adopter la "Formule Fulton-Favreau"; sa déclaration fracassante à la conférence fédérale-provinciale sur les droits sous-marins du Québec, etc... Encore que ces deux derniers faits puissent avoir un intérêt "fédéral" au moins tout autant accusé (le rejet à l'avance de la compétence de la Cour Suprême du Canada en la matière), on doit constater que c'est la politique outaouaise qui défraie les grandes manchettes et qui, encore une fois, pour le mieux ou le pire, "conditionne" même négativement les rapports entre libéraux fédéraux et libéraux provinciaux: la mise en place des nouvelles structures de la "Fédération libérale du Canada (Québec)"; plusieurs "affaires" dites ou présumées scandaleuses, mettant en cause des ministres francophones du cabinet fédéral; ce qu'on a pu appeler "l'affaire Sauvé" et la lutte, dont le "style" fut diversement apprécié de ce ministre contre la "vieille garde"; surtout, à partir de la fin juin à la suite des ventes massives de blé à l'étranger, les rumeurs presque incessantes sur la possibilité, puis sur la probabilité, enfin de l'imminence des élections fédérales prochaines, le tout s'achevant dans le "climax" du 8 septembre, et le "suspense" presque haletant de l'adhésion du trio Marchand-Trudeau-Pelletier, phénomène dont la portée "biculturelle" est certaine. Ce sera le point d'arrêt chronologique de notre étude. La campagne et les élections du 8 septembre constituent, en soi, un autre sujet et, même selon l'optique de notre étude, mériteraient un traitement particulier.

Ce n'est que dans les premiers mois de 1965 que le grand public apprit par les journaux<sup>(1)</sup> le travail préliminaire et demi-secret des "fédéraux" du Québec pour doter le parti d'une structure complexe, assez à l'image de la F.L.Q., sans toutefois la dédoubler puisqu'elle n'avait de raison d'être qu'en se situant strictement sur



son terrain propre. Après l'historique congrès de dés-affiliation du 5 juillet, aucune réunion officielle n'eut lieu pendant la période morte des vacances. La première "assemblée du Conseil de Direction provisoire de la Fédération libérale du Canada (Québec)" se tint le 26 septembre 1964 au Club de Réforme de Montréal. Le président du Comité provisoire, M. André Dubé, déclarait à l'ouverture: "Notre Fédération ... sera à l'avantage du parti libéral du Canada, mais elle ne doit pas être l'esclave du gouvernement. Nous avons notre entière liberté". Présent, M. Guy Favreau précisait: "Il ne s'agit pas d'échanger la structure provinciale pour une autre. L'une n'exclut pas l'autre, il s'agit de s'enrichir de quelque chose de nouveau. La F.L.C. agira parallèlement à la F.L.C.Q.". Le point principal à l'ordre du jour était la discussion d'un projet non encore complété de constitution. Des opinions diverses ayant été émises sur la distinction des associations de comtés (affilier les associations provinciales qui en expriment le désir, sinon en former de nouvelles, M. Favreau prit la parole:

"Il faut un forum fédéral dans lequel travailleront tous les libéraux. Il existe un sentiment vif de séparation, il ne fallait pas, d'après le caucus, donner l'apparence de l'exclusion du fait et de la pensée fédérale. Nous avons actuellement une véritable option au niveau de l'individu. Pratiquement, la double affiliation est impossible. Je crois que nous devons ici établir une stratégie qui soit faite avec finesse, car dans certains comtés, les militants imbus de l'idée d'al-légeance seront offusqués. Si nous prenons une décision logique nous nous séparons pas, mais nous sommes tout simplement réalistes".

A l'article relatif aux buts de la Fédération, le leader des libéraux québécois proposait encore qu'il soit fait mention de l'importance du rôle du Québec dans la politique canadienne, proposition qui sera entérinée dans la constitution sous le libellé suivant:

"Les buts de la fédération sont:

- A) D'affirmer le rôle du Québec au sein du Canada et d'y promouvoir son progrès économique, social, culturel et politique."

La délibération portant sur le Conseil de Direction - appellation estimée heureuse en comparaison de celle de "Conseil d'Administration" - suscita une discussion assez vive sur le rôle des députés et des relations entre le caucus des députés et le Conseil de Direction. Était-il "démocratique" de ne permettre que la participation de 3 députés sur 42 membres du Conseil, ou valait-il mieux séparer complètement le nouvel organisme du caucus des députés? D'après le procès-verbal de la réunion, "M. Favreau prend en ce moment la parole en mentionnant que nous assistons... à une évolution merveilleuse. Psychologiquement, les députés ont un désir de reprendre leur rôle qu'ils ont perdu en étant expulsés de l'Exécutif de la F.L.Q. Des députés d'Ottawa veulent la séparation de l'aile militante et parlementaire. Ils admettent aussi que la F.L.C. de Québec pense, prépare, élabore et qu'elle est une





structure libre. De grâce, n'allons pas manquer de confiance en leur enlevant le droit de vote. Ce serait mal avisé que de forcer les députés à s'abstenir. C'est le seul lien, la seule marque de confiance de la F.L.C. Québec dans la députation". Cette opinion prévaudra et "trois députés à être désignés par les membres du caucus des députés libéraux du Québec au Parlement canadien"<sup>(2)</sup> seront "membres ex-officio avec droit de vote" (art. 5, A). Pendant la discussion relative à la Commission politique, on envisagea la possibilité d'inclure des "membres non-libéraux". Un participant, M. Gérard Brady, rappela de façon abrupte: "C'est de cette façon que la F.L.Q. a été orientée non par des libéraux mais par un groupe d'individus non-libéraux qui menaient à ce moment la Commission Politique". Cette discussion aboutira à la solution transactionnelle suivante qu'on pourra "recueillir l'opinion d'experts" et que "sur approbation par le conseil de direction de la fédération, chaque commission peut s'adjoindre d'autres membres, à condition toutefois, qu'ils soient membres d'une association de comté, d'une fédération affiliée (ou d'un groupe ethnique reconnu)" (art. 11, E), F).

Les autres points à l'ordre du jour ne donnèrent pas lieu à des échanges aussi nourris. On choisit le thème du futur congrès: "le fédéralisme coopératif". Le budget prévu serait de l'ordre de 15 à 20,000, dont 5,000 avaient déjà été remis au trésorier, M. Maurice Jarry, en attendant un "\$10,000 additionnels". Quant à la stratégique Commission d'Organisation, son secrétaire, L.G. Giguère, mentionna, selon le procès-verbal, qu'on n'avait "pu faire aucun travail étant donné qu'il n'y avait aucun cadre d'établi, aucun principe sur lequel elle pouvait se baser." Enfin, à sa suggestion, on combla des vacances ou absences à des organismes de la F.L.C., Commissions d'Organisation, Politique, Publicité, Finances. C'est la première assemblée du Conseil général provisoire (un mois plus tard: le 24 octobre 1964) qui complètera le travail constituant déjà engagé.

35.- La rencontre précédente s'était tenue à Montréal, celle-ci aura lieu à Québec - toutes deux aux Clubs de Réforme des deux villes. "L'idée principale qui doit nous animer, déclara dès l'ouverture le président du comité provisoire, M. André Dubé, c'est que la F.L.C. (Québec) devrait rendre autant de services au Parti Libéral du Canada que la F.L.Q. l'a fait pour le Parti provincial". Devant les participants qu'il appelait les "Pères de la Fédération", M. Favreau dit:

"Nous travaillons tous à la considération de l'unité canadienne. Cette Fédération est faite pour nous permettre de penser sur le plan fédéral. Rien de ce que nous faisons toutefois, ne doit se faire sur le dos de la députation ou des militants libéraux provinciaux. On s'établit, en fait, sur un plan parallèle. Si quelqu'un veut parler du provincial il a la F.L.Q., mais pour le fédéral, c'est-à-dire, quelqu'un veut parler du Canada ou du Québec au



sein du Canada, il y a un autre forum qui lui s'appelle la F.L.C. (Québec). C'est une idée ou plutôt une reproduction de ce qu'on appelle le 'fédéralisme coopératif'. Les mandataires fédéraux ne sont pas opposés aux mandataires provinciaux. Il faut oublier l'opposition qui ne doit pas exister. On a tenté de créer chez les libéraux, la désunion. Cette nouvelle structure complètera l'union. Vu l'importance et l'exigence de ces assises, je vais permettre la discussion de s'ouvrir sans tarder. Je vous souhaite bonne chance à tous."

Suivit un vote de confiance à l'unanimité en faveur du leader québécois du parti libéral du Canada.

En l'absence du député Albert Béchard, c'est le député Jean-Pierre Côté qui exposa le point de vue de ses "collègues parlementaires":

"Au début les députés n'étaient pas tous d'accord. Finalement nous nous sommes ralliés à l'idée Favreau-Lesage pour l'édification de deux structures différentes. Nous avons présentement trois organismes principaux. L'organisation, la fédération et la députation. Nous espérons que certains problèmes seront discutés avant d'être livrés au public. Les députés actuels comprennent que la Fédération représente l'aile militante et doit être indépendante de la députation. Toutefois, nous devons y prendre part. Nous sommes les mandatés du peuple mais aussi, les mandatés de tous les libéraux. Pour cette raison, il est nécessaire que les députés participent et aient la liberté d'être eux-mêmes des militants libéraux. J'ai pleine confiance que placée entre vos mains, la fédération verra à assurer une représentation normale des députés au sein de son exécutif et surtout une collaboration parfaite avec les membres du caucus."

À l'instigation de la Commission politique, un questionnaire avait été envoyé à quelque 150 personnes dont 50 avaient, jusqu'à présent, fait parvenir leurs réponses. Elles concordaient à "une unanimité presque complète" sur la nécessité de préparer une nouvelle constitution canadienne. D'après le procès-verbal de la rencontre, on aura "recours à des experts" et la commission politique intégrera "un comité consultatif composé de non-libéraux" qui "auraient voix délibérantes aux réunions mais n'en feraient pas partie". L'objection qui avait été soulevée par M. Gérard Brady à la rencontre précédente, fut reprise, cette fois, par M. Gérard Lévesque (président fondateur de la F.L.C.): "Les commissions politiques du passé ont couru le danger de se faire noyauter par les individus non-partisans. Nous ne devrions pas accepter de personnes qui ne sont pas libérales, spécialement dans la commission politique". Après que deux participants eussent abondé dans ce sens, un troisième fit remarquer, d'après le résumé du procès-verbal, qu'il fallait "commencer par donner une orientation libérale à nos activités" et un quatrième, que "nous ne pouvons avant d'avoir été au fond du problème, demander à des non-libéraux comment doit être la constitution canadienne selon les vues du Parti libéral". L'auteur du procès-verbal condense ainsi l'intervention fort significative de M. Auguste Choquette, député de Lotbinière:





"A venir jusqu'ici les députés du Québec à Ottawa étaient complexés ou se demandaient si vraiment ils étaient utiles. Ils se croyaient en fait suspects au Québec. Cette évolution ne peut faire autrement que les aider énormément. Toutefois, il faudra faire attention si vous parlez de partage de pouvoir, personne ou en fait, très peu de personnes vous écoutent. Si vous parlez par contre de gravier ou de graines pour les cochons, on risque de vous écouter, car ce sont là des problèmes qui touchent à la masse". De l'avis de M. Gérard Lévesque, "vous voyez ce qui est arrivé. Il faut répondre aux séparatistes si nous ne voulons pas qu'ils créent dans nos rangs le même problème que l'a fait le créditisme." Suivant une intervention marquante de M. Favreau, un autre député, M. Berger de Montmagny-L'Islet, conseillait à la commission de penser un peu au présent, c'est-à-dire aux élections peut-être imminentes et concluait: "Travaillez immédiatement car si vous faites des expériences trop longtemps on ne sera probablement plus là en temps (sic) que député pour vendre les idées".

L'intervention du leader québécois devait concrétiser et restreindre le débat:

"Les mandataires, dit-il, ont un grand intérêt à l'orientation qui est en fait, la tâche de la commission politique. Toutefois, je dois attirer l'attention des membres sur le fait qu'il y a déjà en marche trois comités d'étude sur la constitution. Qu'il y a d'abord la commission royale 'Laurendeau-Dunton', la commission d'enquête instituée par le provincial et enfin la dernière qui est la 'Conférence provinciale provinciale (sic) sur la fiscalité'. Il ne faudrait pas préjuger ces rapports, mais nous devons être à l'écoute de ce qui va en sortir. Ce devra être un thème pour notre congrès mais pas le seul. Ici je me permets une suggestion, 'le fédéralisme coopératif'. La solution que chaque législature pourra proposer. Il faut donner accès à nos penseurs du jour mais pour le moment nous ne pouvons faire d'eux les membres d'un comité permanent. Les types comme Claude Ryan à force de travail pourrait (sic) peut-être un jour vouloir devenir membre (sic). Nous pouvons pour le moment, recueillir d'eux des pensées qui nous sont favorables. Nous devons également communiquer avec eux et même si possible, communier avec eux."

Le thème du "fédéralisme coopératif" fut donc accepté, de même qu'un "sous-thème": l'agriculture. Plusieurs résolutions relatives à "l'Agriculture de l'Est" allaient être, dans la suite, discutées et proposées par la Commission politique.

Les problèmes d'organisation, de financement, de propagande occupèrent les participants jusqu'à la période finale de l'adoption du projet de constitution. Après un bref historique, le secrétaire de la Commission d'organisation, M. L. G. ("Bob") Giguère proposa la formule de la "collaboration" mais non de l'affiliation directe des associations provinciales à la F.L.C. (Québec). Deux hypothèses peuvent se présenter: 1<sup>o</sup> Dans les comtés où existent déjà des associations fédérales, elles pourront s'affilier à la F.L.C. (Québec) selon les termes de la constitution d'une



association de comté approuvée par le Conseil général; 2° Dans les comtés où il n'y a pas d'associations fédérales mais des associations provinciales qui demanderaient leur affiliation, "nous devons les informer que des cadres strictement fédéraux seront créés et que tous leurs membres qui s'intéressent aux questions fédérales seront les bienvenus dans nos rangs" (3). Un député, M. Jean Chrétien, opinait que, si on ne permettait pas l'affiliation directe, il s'ensuivrait de nombreux problèmes dans certains comtés. M. Giguère renversa l'objection en soutenant qu'au contraire l'affiliation directe soulèverait de nombreux problèmes dans presque tous les comtés de la province. Le député Jean-Pierre Côté rappela opportunément que la F.L.Q. permettait à ses associations de comtés d'inclure dans ses rangs des membres adhérant à d'autres partis libéraux que le fédéral. Un autre participant se demanda ensuite si dans l'hypothèse d'une identité territoriale d'un comté provincial et d'un comté fédéral, il n'y aurait pas lieu de n'avoir qu'une seule association, tandis que le député Auguste Choquette soutint que des structures distinctes dans chaque comté serait à l'avantage du parti libéral fédéral. Finalement, le principe de distinction des deux structures dans chaque comté prévalut à la presque unanimité. Mise au vote, cette résolution fut adoptée par 90 voix contre 2. On passa ensuite à l'examen des autres dispositions de la Constitution et de son adoption.

36. - En annexe à notre étude, on trouvera le texte de la constitution de la "Fédération Libérale du Canada (Québec)". Son article 1 précise son "appellation officielle:

"FEDERATION LIBERALE DU CANADA (QUEBEC)"

"LIBERAL FEDERATION OF CANADA (QUEBEC)"

Le sigle représentant le nom de cette fédération sera:

"F.L.C. (QUEBEC)".

La plupart des points litigieux soulevés par ce projet de constitution ayant déjà été évoqués - évocation aussi politiquement significative que la solution qui sera finalement arrêtée - on ne rappellera ici que la structuration d'ensemble du nouvel organisme. Il fédère les associations de comtés et les fédérations affiliées et "constitue le Parti libéral du Canada au Québec" (art. 2, A). Deux grands districts sont délimités: celui de Québec groupant 28 comtés; celui de Montréal, le reste des 75 comtés, soit 47. L'ensemble de la province était divisé en 17 régions. L'organe principal est le Conseil de Direction, comprenant trois catégories de membres: "A) Les membres ex-officio avec droit de vote"; "B) Les membres élus avec droit de vote"; "C) A titre consultatif avec voix délibérante mais sans droit de vote" (en fait, les fonctionnaires de la Fédération, l'organisateur en chef, le secrétaire administratif, le





directeur des relations extérieures) (cf. art. 5). Le "comité exécutif" du Conseil de Direction comprendra 8 membres dont "le secrétaire-administratif à titre consultatif" (art. 6). Les pouvoirs de ces deux organes sont déterminés aux articles 7 et 8. L'organe le plus englobant est le Conseil général (art. 9) qui groupe, en outre de "tous les membres du conseil de direction":

- "B) Les députés libéraux du Québec au Parlement Canadien.
- "C) Le président et le secrétaire de chacune des associations de comtés ou leurs représentants désignés par le conseil exécutif de comté.
- "D) Six (6) délégués de chacun des exécutifs des fédérations affiliées.
- "E) Les secrétaires des commissions permanentes de la Fédération Libérale du Canada (Québec)..
  - a) (les présidents des associations libérales de chaque groupe ethnique ayant au moins soixante-quinze (75) membres en règle. En suspens).
  - b) (deux représentants désignés par la commission des groupes ethniques. En suspens). "

L'article 10 accorde au conseil général l'"autorité sur le conseil de direction:

- "a) dans toute affaire touchant l'orientation et la bonne marche de la fédération,
- "b) le conseil de direction doit lui faire un rapport complet de ses activités au moins une fois tous les six (6) mois."

L'article 11 traite des "commissions permanentes" qui sont au nombre de 6.

La commission de l'organisation "est composée de dix-sept (17) directeurs régionaux et de cinq membres désignés à chaque année par le conseil de direction", tandis que la composition de la commission des groupes ethniques est relative au nombre encore indéterminé de ces groupes (4). Les constituants ont prévu des commissions à composition restreinte dont le noyau central ne dépasserait pas 10 membres, auxquels s'adjoindraient des représentants régionaux à la commission de la propagande, ou des représentants de chacun des comtés à la commission politique. Mais "les commissions de constitution et de finances sont composées de dix (10) membres désignés chaque année par le conseil de direction de la fédération". Par le nombre fixe de 85 membres<sup>(5)</sup> on évitera ainsi la croissance indéfinie de la commission politique. Les dernières années, la commission politique était devenue un organisme-mammouth au sein de la F.L.Q. Selon des interventions déjà citées, on avait développé comme une psychose de l'infiltration d'éléments dits "non-libéraux". Toutefois, "la commission politique devra se tenir en relation étroite avec les militants libéraux et la population en général, recueillir l'opinion d'experts et élaborer le programme politique du Parti. Elle devra également stimuler un travail équivalent dans les associations de comtés". L'"ouverture" d'une plus grande adhésion à chaque commission reste possible mais est



assortie de la restriction déjà citée: "sur approbation par le conseil de direction de la fédération, chaque commission peut s'adjoindre d'autres membres, à condition toutefois, qu'ils soient membres d'une association de comté, d'une fédération affiliée (ou d'un groupe ethnique reconnu)".

Un congrès annuel est prévu, et des congrès spéciaux pourront avoir lieu, l'un et les autres étant convoqués par le conseil de direction (art. 12). L'article 13 prévoit l'élection des membres du conseil de direction dont le président devra "déjà avoir fait partie du conseil général de la fédération". Son mandat d'une année pourra "être renouvelé pour une deuxième année consécutive". L'article 14 s'occupe des "devoirs et attributions des officiers"; le 15, des finances de la Fédération, non du parti, bien sûr. L'article 16, terminant le premier chapitre portant sur la "constitution de la Fédération Libérale du Canada (Québec)", porte sur les "règlements": "Le conseil de direction est autorisé à faire les règlements nécessaires à l'application de cette constitution et au bon fonctionnement de la fédération".

La constitution des associations de comté fait l'objet de tout un chapitre, constitué de 11 articles, presque aussi long que celui de la constitution de la fédération elle-même. La distinction des deux fédérations étant suffisamment claire et affirmée "au sommet", on comprend le soin et l'explicitation particulières dont ont fait montre les constituants au niveau des comtés. Au plan local, par le principe de la "double allégeance", des membres des associations de comté de la F.L.Q. pourront adhérer à un autre parti fédéral que le libéral; d'autre part, les deux associations libérales de comtés seront distinctes bien que leurs "effectifs" soient susceptibles de coïncider en grande partie<sup>(6)</sup>. D'où un double caractère de nécessité et d'artificialité dans la "séparation" des deux associations libérales de comté: et c'est là le noeud de la question et le point de fixation d'éventuelles difficultés - moins sérieuses qu'elles ne seraient, toutefois, si les circonscriptions territoriales des deux niveaux de gouvernement concordaient exactement. On ne s'étonne pas alors des dispositions redondantes et "allant de soi" de l'article 19, A) al) qui stipule:

"Toute personne âgée d'au moins dix-sept (17 ans) résidant dans le comté (sauf lorsque l'association en décide autrement par une résolution adoptée à une assemblée de ses membres), qui souscrit à la doctrine du parti libéral du Canada et se conforme à la constitution et aux règlements de l'association.

Une personne ne peut être membre que d'une seule association de comté fédéral. "

En outre, la procédure d'administration<sup>(7)</sup>, le droit des nouveaux membres<sup>(8)</sup> le désistement<sup>(9)</sup> sont prévus dans le détail. Même la procédure d'appel en cas de refus d'admission est prévue:





"Tout militant libéral dont la demande est refusée ou indûment retardée, peut en appeler au conseil exécutif de l'association de comté et, en dernier ressort, au conseil de direction de la Fédération Libérale du Canada (Québec)".

Le député libéral fédéral est tout naturellement membre ex-officio de son association de comté, sans qu'il soit fait mention du candidat libéral officiel battu à l'élection précédente (art. 20, A). A l'image de la fédération, l'association de comté comprend un conseil exécutif (art. 20, 21, 22) et, facultativement, un conseil général (art. 23, 24). S'il existe, ce conseil général "administre les affaires de l'association et exécute toutes les décisions de l'assemblée générale et du congrès auxquels il fait rapport"; en outre, "énonçant leurs motifs par écrit, neuf (9) membres du conseil général peuvent exiger du président la convocation d'une réunion du conseil général" et "la réunion doit se tenir dans les quinze (15) jours qui suivent la demande de sa convocation". Toutefois, "si le président refuse de s'y conformer, les réquerants s'adresseront alors au conseil de direction de la Fédération Libérale du Canada (Québec)". La suspension ou destitution d'un membre est aussi également prévue (art. 24).

"Après avis et audition, le conseil général peut suspendre ou destituer pour cause tout membre d'une association de comté.

Cet arrêt prend effet immédiatement.

Ce membre peut en appeler à l'assemblée générale de l'association de comté.

Il a un droit final d'appel au conseil de direction de la Fédération Libérale du Canada (Québec)."

La constitution envisage la création, à l'échelle des comtés - prévision optimiste? - de six commissions permanentes, correspondantes à celles de la fédération: Constitution, Groupes ethniques ("s'il y a lieu"), Politique, Finances, Organisation, Propagande. La tenue des congrès de l'Association est sujette à l'approbation du secrétaire administratif de la F.L.C. (Québec) et doit être communiquée au directeur régional (art. 26). Enfin, "pour être éligible au poste de président de l'association, tout candidat doit déjà avoir fait partie du conseil général de l'association pendant trois (3) mois"; mais son terme d'office peut être deux fois plus long que celui du président de la fédération: deux années avec possibilité de renouvellement pour un autre terme consécutif (art. 27 et 13). Les modalités de cet article 27 sont très explicites comme pour prévenir toute "surprise".

L'article 28 est sans doute le plus important qui détermine la procédure de la "convention pour le choix d'un candidat libéral à une élection fédérale". Elle repose sur les trois principes suivants:

"A) Le conseil de direction de la Fédération Libérale du Canada (Québec) ordonne avant une élection, la tenue d'une convention.



"B) La convention est régie par les règlements adoptés par le conseil général de la Fédération Libérale du Canada (Québec).

"C) La convention est faite sous l'autorité de l'association de comté". (10).

37.- Après l'adoption de la constitution (le 24 octobre 1964), le Conseil de Direction de la F.L.C. (Québec) tint une réunion à Montréal le 19 décembre 1964. Il y fut spécialement question des associations des jeunes libéraux, des femmes libérales et des groupes ethniques. L'absence de M. Guy Favreau durant la première partie de la réunion fut invoquée comme raison pour suspendre un vote sur deux résolutions ainsi libellées: "Le conseil de direction de la F.L.C.(Québec) encourage la formation d'associations de jeunes libéraux de comtés et donne mandat à l'exécutif de la F.J.L.C. (Québec) d'organiser de telles associations et également de former une fédération". La seconde résolution proposait d'enlever les mots "s'ils le désirent" de l'article 19 A), a 2: "S'ils le désirent, les membres d'une association féminine de comté et les membres de l'association de jeunes libéraux de comté sont membres de l'association de comté, jouissant des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que tous les autres membres, tout en conservant leur autonomie". La discussion relative aux groupes ethniques fut interrompue par l'heure du déjeuner. Avant qu'elle ne reprenne au début de l'après-midi, M. Favreau étant de retour, on donna la parole au leader québécois. Le procès-verbal de la réunion reproduit ce passage de son allocution:

"Nous formons une section qui dans un avenir très rapproché, sera le modèle des autres sections canadiennes du Parti libéral canadien. Au cours de la longue session les nerfs se sont tendus. Il s'est produit à cause de l'atmosphère que tente de créer Diefenbaker, un moment où la chose la plus anodine a pu paraître un scandale politique. Il n'y a pas eu d'irrégularités ou d'illégalités. La position ministérielle a été ce qu'elle devait être. Au point de vue conduite morale ou autre rien ne s'est passé. Le chef de l'opposition M. Diefenbaker est devenu un sadique de la politique prêt à détruire n'importe qui. De telles épreuves, si elles sont le prix à payer pour l'unité canadienne, sont infimes en comparaison des résultats à obtenir. Il n'y a plus officiellement deux groupes canadiens, il n'y a que des canadiens qui se rencontrent dans différents groupes ethniques. Aujourd'hui d'être un canadien de langue française ou de langue anglaise, ça veut dire être canadien et parler l'une des deux langues officielles au pays. Je crois donc qu'il est important de maintenir la commission des groupes ethniques mais qu'elle ne soit pas un élément de ségrégation. Je veux vous remercier de votre appui qui sera davantage nécessaire dans les jours et les mois à venir. Rappelons nous que dans la gloire, succès comme dans les difficultés, il y a un homme que nous ne pouvons en aucun temps lâcher, c'est le très Honorable Lester B. Pearson".

A la suite de cette allocution, on adopta une résolution visant à enlever l'article 11 C) dit "en suspens" (11) de la constitution pour lui substituer le





texte suivant:

"La commission des groupes ethniques est formée de dix (10) membres désignés chaque année par le conseil de direction de la fédération et choisis parmi les représentants de chaque groupe ethnique à condition qu'ils soient membres d'une association de comté. (On déterminera postérieurement le rôle qu'ils auront à jouer)".

Au sujet des associations de femmes et de jeunes libéraux, M. Favreau posa la question: "Est-il opportun que des cadres précis de femmes et de jeunes soient établis avant que ne soient sanctionnées par le congrès les structures définitives?" Sa réponse: "Je pense qu'il serait dangereux de fixer une question qui demande du temps. Je veux vous soumettre ceci: deux comités seront formés dans les cadres du conseil de direction avec mission de décider quelles structures seront établies avant ou après le congrès de la F.L.C. (Québec). Ces comités qui seront en fait le même à l'exception des représentants de jeunes et des représentantes féminines, devront faire rapport en dedans d'une semaine". Parmi les six membres fixes de ces comités, on relevait, en outre du leader québécois, le président du Conseil de direction provisoire, M. André Dubé, l'organisateur en chef, M. L.-G. Giguère, le secrétaire-administratif, M. Eugène Lapointe. "Sur une question de privilège", il fut ensuite demandé des explications à M. Michel Robert qui, dans un discours prononcé à Winnipeg, avait dit que la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (Québec) était en train de se former. Des journalistes lui ayant demandé alors s'il s'agissait de "séparatisme", M. Robert réaffirma qu'il avait fait une réponse négative. Et continue le procès-verbal, à "un journaliste qui lui demandé (sic) s'il était possible que certains membres du Parlement ne soient pas réélus à une convention, il aurait répondu, oui."

Le rapport de la commission d'organisation mentionna la nomination de quatre (4) nouveaux directeurs régionaux; celui de la commission des finances annonça la tenue d'un banquet-bénéfice pour le 7 mai ("The Prime Minister's Dinner") puisque M. Pearson y serait l'invité spécial. Quant à la commission politique, son rapporteur, M. Michel Robert, fit état de l'expérience du Policy Development Group de Toronto. Après la soumission d'une liste de noms proposés comme membres de la commission politique, "une discussion, relate le procès-verbal, s'en suit relativement à certains individus suggérés et finalement l'Honorable Favreau clôt la discussion en argumentant sur la nécessité d'oublier parfois les intérêts personnels dans le but de sauvegarder le bien commun". Persistait toujours une certaine méfiance sur l'"intégrité" libérale de la composition de la future commission politique.

38.- Fin 1964 - début 1965, commença le cycle des "scandales" imputés à des ministres francophones du gouvernement fédéral. Le journaliste Robert McKenzie



évoquait ainsi l'ambiance politique prévalant dans les deux Canadas:

"In English Canada, the spontaneous reactions to the events in Ottawa may have been that Mr. Pearson had been stabbed in the back by the French Canada to which he has given so much sympathetic understanding.

"In Quebec, the reaction has taken a completely different form, but its consequences are equally fraught with danger for the future of Canadian unity. Rightly or wrongly, the general impression in Québec is clearly that Guy Favreau, Maurice Lamontagne and René Tremblay - and even Guy Rouleau - have been victims of some kind of anti-French-Canadian plot.

"The propriety of the Tremblay-Lamontagne furniture purchases, the wisdom of Mr. Favreau's actions over the bribery and coercion charges and the role played by Mr. Rouleau in the Rivard affair, all these matters of secondary interest here compared with the general impression that anti-Quebec feelings are at the root of the public storm.

"The consensus in Quebec - again rightly or wrongly - is that the shadow cast on the careers of Messrs. Favreau, Lamontagne and Tremblay is out of all proportion to the seriousness of the mistakes they have made.

"There are even those who believe there is some kind of hoodoo on French Canadians in Ottawa and that the experiences of men like Noel Dorion, Leon Balcer and Guy Favreau prove that only frustration and humiliation await Quebecers who seek to make their mark on the federal scene...

"Naturally, there are a number of 'new Wave' Liberals in Quebec who are prepared to write off the happenings of the past few weeks as the inevitable legacy of the 'old guard' of the Quebec Liberal contingent in Ottawa. But unfortunately, for Prime Minister Pearson, the progressive young Quebec Liberal - many of whom engineered the separation of the federal Liberal organization from the provincial Quebec liberation last year - are in no mood to help him. They feel the federal Liberal hierarchy deserves everything it gets for having played along for so long with 'old guard' Liberal organizers in Quebec " (12).

Un éditorial du même journal, quelques semaines plus tard, se posait au sujet de M. Pearson la question de savoir si "he is able to deal decisively with problems presented by his Quebec ministers and thus restore confidence in his cabinet and himself... More than party fortune is involved here. Our national honor is at stake. Relations between French and English Canada have become cynical and suspicious. Ugly overtones of racism are developing amid expressions of smugness and false political piety in English Canada" (13). Dans ces conditions, l'éventualité d'un "retour" de M. Lesage à la politique fédérale - thème récurrent dans la presse anglophone - fut une fois de plus évoquée, mais cette fois-ci avec une insistance particulière. Il n'en allait pas autrement du reste du côté des conversateurs. Tantôt Marcel Faribault est présenté comme "l'espoir des tories du Québec" (14),





tandis que le même journaliste supplée les chances de Jean Drapeau pour renflouer la barque de l'Union nationale (15). Il est assez notable que dans ces spéculations au sujet du passage de M. Lesage à la politique fédérale, on s'occupe, ou on continue à s'occuper presque autant de M. René Lévesque, pas toujours présenté comme l'énigmatique "vilain" de l'unité canadienne. Ainsi, ces observateurs avertis de la politique québécoise, les journalistes Daigneault et Clift, dans un article intitulé "Out of News, Levesque still makes it". 1964 a été une année "of high drama for Levesque... he launched full - sail into two main ideas:

"1. The necessity of separating the Quebec Liberal from the national liberal party.

"2. The need for Quebec to obtain the status of an associate state and to reject cooperative federalism".

En conclusion, les journalistes reconnaissaient:

"Levesque remains exactly the same man. His personality matches Quebec mood and ways.

"Levesque has learned one thing, though. If you're going to slam head - on into what might be termed the established order, it is to be expected that the established order is going to hit back - and hard" (16).

Quant à M. Lesage, M. McKenzie du Toronto Star avertissait ses lecteurs:

"Destination: Ottawa? Watch Lesage - he's on the move" (17). A la mi-février, un éditorialiste du même journal opinait: "One of the most encouraging developments of 1965, so far as Canada is concerned, is the report that Premier Lesage of Quebec is being considered as the next leader of the federal Liberal party" (18). M. Peter Newman, évoquant son "impressive flair for practical politics", se demande toutefois, si son autonomisme militant ne constituerait pas un obstacle difficilement surmontable:

"Lesage has many bitter enemies in the federal party who have vowed him that he will never be leader. They blame him for the fact that the Liberals lost the 1962 campaign and failed to achieve a majority in 1963. (In the 1962 contest, Lesage ignored Pearson's pleas for help and even closed his eyes to a few of the organizers who were working for Social Credit candidate. In the 1963 campaign, Lesage did come out fairly strongly for Pearson and against Diefenbaker, but his enemies contend that he waited to do so until he felt certain the Liberals would win the election)".

Mais, dans une hypothèse désespérée:

"If Canada's survival were at stake and Lesage's return to Ottawa could be painted as nation - saving gesture (much like Charles de Gaulle's 1958 move to Paris from his exile at Colombey-Les-Deux-Eglises) it is just possible that English Canada might reluctantly accept Lesage as the only man who could salvage Confederation" (19 ).



En gros, ce semble aussi être l'opinion de MM. Daigneault et Clift qui, dans la même page du journal, décrivent le premier ministre du Québec comme un "gambler par excellence, master of the paradox, the man who moves in when everybody gives up"(20). Ils parient que "Lesage will go to Ottawa, sooner than later, and that he will get overwhelming support in Quebec in his new federal role" (21). Avant de passer à une autre question, il nous apparaît indispensable de verser au dossier "Lesage-à-Ottawa", cette autre appréciation, par le tandem Daigneault et Clift, de la philosophie politique de Lesage - ou de ce qui en tient lieu:

"Lesage is basically an opportunist, averse to planning ahead. He is a brilliant improviser and can readily sense what people think they want.

"His personal philosophy - if it can be called that - is extremely conservative. But it has been overshadowed by the image which a Quebec leader has to project: The image of a fearless reformer and a staunch French Canadian nationalist... Any more on Lesage's part that might be construed as a step towards socialism might ruin his chances on the national scene"(22).

Une semaine plus tard, les mêmes journalistes complétaient leur pensée:

"To sum up all the situation, it's probably fair to say the power establishment wants Lesage to keep things on keel, the socialists want him in Quebec to avoid having him in their way in federal election where they now see new hopes, and the 'nationalists' are afraid that if Lesage goes to Ottawa he'll prove they're all wrong about English Canadians, thereby pulling the rug from under the theory that French-Canadians haven't got a chance in the rest of the country if they stand up for their rights.

"Well this, in our estimation, is a beautiful situation for Jean Lesage..." (23).

39.- Alors même que les libéraux québécois du parti libéral du Canada se donnaient l'agriculture (de l'Est) comme "sous-thème" de leur étude (cf. no 35), la commission politique de la F.L.Q. se concentrait sur l'examen du même problème. "L'économie rurale dans un Québec moderne" avait déjà été choisi par le Conseil exécutif de la F.L.Q. comme thème du prochain congrès. A grand renfort de publicité (toute la page frontispice et les deux pages du centre), La Réforme du 31 janvier 1965, annonçait une "nouvelle orientation à la Commission politique de la Fédération libérale du Québec". Le nouveau président de la commission, M. Réal Thérien, y déclarait: "Je veux que le thème du congrès devienne le sujet d'une véritable enquête à l'échelon de la province". D'où le projet d'une décentralisation de la Commission, de l'organisation de tables rondes à l'occasion des congrès régionaux, de la constitution des dix comités: agriculture, forêts, industrie et commerce, pêcheries, structures politiques et administratives en milieu rural, santé, recherches et documentation, convention (24), éducation. Le comité-clé de recherches et documentation était





sous la responsabilité de M. Raymond Garneau qui "devra s'enquérir auprès d'experts ou de spécialistes, auprès des ministères pour fournir aux autres comités la documentation et les renseignements indispensables à l'étude du sujet". Le "noyau" de la Commission politique sera constitué de 10 membres (25) et "selon la constitution deux représentants pour chacune des dix-huit régions s'ajoutent. Lors de leurs premières réunions, ces membres élisent leur exécutif et procèdent à la formation des divers comités en désignant les présidents. Ces derniers pourront s'adjoindre d'autres membres selon les besoins. Ils peuvent les choisir en dehors de la Fédération ou des cercles politiques".

En ce mois de février 1965, deux congrès de jeunes partisans des deux branches libérales se tinrent à moins d'une semaine d'intervalle. Ce fut d'abord la réunion de l'exécutif provisoire de la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (Québec) qui se tint à Montréal le 6 février 1965. Bien que le projet de constitution de la F.L.C. (Québec) ait été adopté, ses structures n'étaient encore que provisoires et certain flottement régnait encore sur l'opportunité "de créer immédiatement la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (Québec) car certaines personnes trouvaient cette formation trop hâtive". Mais, continue le procès-verbal de la réunion, "après réflexion et consultation, il a été décidé que la jeunesse pourrait former un exécutif provisoire et aborder franchement le travail". Parmi les 13 personnes qui assistaient à la réunion, se trouvaient deux députés libéraux, MM. Raynald Guay et Jan Watson, ainsi qu'une femme, Madame Denise Lacroix. Les partisans se mirent d'accord sur le principe de la représentation d'un membre de la F.L.C. et d'un député représentant le caucus au sein de leur exécutif. L'adhésion de deux membres fut contestée: celle de M. Claude Trudel, "en raison de ses déclarations publiques indépendantistes et de ses vues personnelles en politique" (26), et celle de M. Joseph Muss, "étant donné les relations possibles entre son nom et celui de Hal Banks dont il est l'avocat" (27). Il fut "ensuite décidé que jusqu'à la tenue du congrès, les quatre membres parlementaires dont les noms suivent, siégeront aux réunions mais qu'ils n'exprimeront toutefois qu'un seul vote. Ce sont: Jan Watson, Vincent Drouin, Jean Chrétien et Raynald Guay". Deux participants firent "part de la difficulté de séparer le fédéral du provincial dans l'esprit des québécois". Entre autres "suggestions" proposées pour y arriver, relevons celles qui consistaient à "envoyer des cartes de membres provinciales-fédérales ensemble" et à "demander l'aide du député libéral qui a sûrement quelque chose à dire". Toutefois, un tiers de page plus loin, on peut lire: "Pour ce qui est de Montréal, Claude Lafrance a commencé un travail de défrichage. Toutefois, en raison des problèmes inhérents à la députation, il doit faire face à de nombreuses difficultés."



Le sixième congrès annuel de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec se tint à Montréal les 12, 13 et 14 février 1965. Dans cette association, on n'a pas pour préoccupation de s'apurer avant même d'être institué; on pratique tout au contraire une politique d'"ouverture" aux non-libéraux. Le document préparatoire au congrès annonce que "les étudiants libéraux ont voulu, cette année, organiser un événement singulier." En effet, ils ont invité la "Jeunesse Ouvrière Catholique du Canada, la Jeunesse Rurale Catholique du Québec et la Jeunesse Démocratique Québécoise, à venir délibérer toute la matinée. En premier lieu, les présidents de ces trois mouvements composeront un panel chargé de dire aux étudiants ce que leur groupe respectif pense de nos universitaires. Suivra une assemblée plénière durant laquelle les délégués de ces mouvements uniront leurs efforts à ceux des étudiants pour discuter les résolutions intéressant les jeunes travailleurs, ruraux ou démocrates. Cette période purement apolitique promet d'être révélatrice et permettra une prise de conscience collective de la part des étudiants face aux responsabilités qu'ils ont envers leur société: la terre des hommes". Autre initiative encore plus hardie, peut-être, était le projet de tenir un débat sur la Confédération: "Désireux d'avoir l'opinion de tous, les étudiants libéraux ont innové en invitant un membre du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale et éditorialiste au Quartier Latin, M. Pierre-Louis Guertin, à venir défendre sa position avec trois autres étudiants dont M. Michael Miller de l'université Sir George Williams et ancien vice-président de la F.E.L.Q., et deux étudiants de l'Ontario. Nous soulignons le fait que c'est la première fois qu'un congrès politique a la visite d'un membre d'un autre organisme politique et par surcroît Indépendant. Ceci n'a pour but que de répondre à une objectivité essentielle dans les cadres de ces débats."

Le thème du congrès "Intégration ou Isolement" était inspiré par la constatation que "les étudiants s'isolent des autres jeunes et mènent une vie bien personnelle". La première partie des résolutions reçues au congrès portait d'abord sur le thème du congrès (28) tandis que les autres, encore plus audacieuses, s'occupaient de politique générale. Qu'on en juge par la liste des sujets suivants:

- a) abolition de la monarchie à savoir que toute références à la Couronne britannique soient supprimées et qu'un président soit nommé par le Premier Ministre pour remplir les fonctions du Gouverneur général;
- b) proposition que le gouvernement du Québec déclare la langue française comme la seule langue officielle au Québec;
- c) nomination d'un ombudsman pour le Québec;
- d) La nonconfessionnalité de l'enseignement et secteur public non confessionnel;
- e) l'étatisation des universités du Québec;
- f) l'intégration de toutes les fédérations libérales à la F.L.Q.
- g) l'unilinguisme pour le Québec."





Dans sa constitution dont le préambule reste à rédiger, la F.E.L.Q. se donnait comme premier but (article 3: Buts) "de jouer un rôle de critique, de surveillance et surtout de moteur du Parti Libéral du Québec" (29). Un mémoire de sept pages, portant sur l'éducation politique de la jeunesse québécoise, fut présenté aux congressistes par la Commission politique de la fédération. Après avoir déploré la "vague d'inconscience, d'ignorance et de laisser aller qui caractérise l'ensemble de la population actuelle du Québec face à la réalité quotidienne", les auteurs disent avec insistance: "Ce que veulent les jeunes présentement, ce n'est rien d'autre qu'une transformation radicale de la vie politique québécoise, la revalorisation de la notion d'Etat, de gouvernement, de fonction publique. Ce que les jeunes veulent, c'est encore la participation active et désintéressée de toute la population du Québec à la vie politique du Québec". Une fois rejeté "l'utilisation systématique du referendum... tant à cause de l'immensité du territoire qu'en raison du régime dans lequel on vit", il ne reste plus que les ressources de l'éducation populaire et une "initiation politique scolaire de base" (30). En outre, il faut promouvoir des clubs d'initiation politique dans les écoles et collèges, qui seraient quelque peu analogues à "l'organisation des Nations Unies Modèles". Et "ces clubs politiques non-partisans pourraient être éventuellement complétés, pour ceux qui en manifesteront le désir, par des clubs politiques partisans, tels les clubs affiliés à la F.E.L.Q." Le mémoire se termine en rappelant la responsabilité qui est celle du gouvernement en ce domaine" (31), d'où la suggestion "AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC ET, PLUS PRACTIQUEMENT AU MINISTERE DE L'EDUCATION, (de) la CREATION D'UN COMITE CONSULTATIF (composé de jeunes étudiants et autres, d'éducateurs et de fonctionnaires), CHARGE D'ETUDIER CETTE QUESTION ET DE FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN CE SENS" (32). Déjà, devant la création et le travail de ce comité consultatif, nombre de résolutions présentées au congrès explicitaient ces objectifs généraux selon l'économie générale qui les inspiraient (surtout la résolution élaborée, reproduite aux pp. 5 et 5a du cahier des résolutions, portant sur le COMITE CONSULTATIF). Une résolution du club libéral de l'Université Laval proposait même "qu'un rassemblement des états généraux de tous les mouvements de jeunesse du Québec soit organisé". Enfin, signalons une dizaine de résolutions portant sur le système d'éducation du Québec: statut d'institutions indépendantes de l'autorité publique; sur l'enseignement du français et de l'anglais "aux niveaux primaires et secondaires en vue de rendre l'individu bilingue" (33); sur l'étatisation des universités du Québec (34); sur la non-confessionnalité au moins relative (35); sur l'accessibilité et la fréquentation scolaires; sur l'enseignement technique et professionnel; sur les allocations d'étude ou de substance et le développement, "si possible", la politique des camps de travail pour étudiants; sur la



"création de bibliothèques régionales"; sur "l'éducation physique, les loisirs et les sports" (Rapport Bélisle) et la formation de moniteurs des loisirs en nombre suffisant "pour répondre aux besoins de tous les milieux et de toutes les classes de la société", avec une attention spéciale à la situation des jeunes libéraux.

Mais sous l'angle particulier de notre étude, ce sont évidemment les résolutions de politique générale, dont nous avons déjà présenté la liste des sujets, qui méritent de nous retenir davantage. D'autant que certaines d'entre elles étaient d'une audace inédite. La résolution du Club libéral de l'Université Laval, considérant, d'une part, "que la province de Québec a droit à un statut spécial au sein de la confédération" et que, d'autre part, "la formule de repatriement (sic) de la constitution canadienne ... acceptée unanimement par le gouvernement fédéral et les gouvernements des dix provinces", proposait:

"1.- que la F.E.L.Q. s'oppose à cette formule de repatriement;

"2.- que le repatriement de la constitution soit retardé jusqu'à ce qu'une formule adéquate soit trouvée".

Autour de la formule dite Fulton-Favreau, s'était déjà engagé un débat public très violent que nous évoquerons comme l'un des événements marquants du mois de mars (cf. no 42). La résolution sur l'"abolition de la monarchie" fut proposée en anglais par un congressiste anglophone, M. Michael Miller. A cause de l'importance du principe mis en cause par cette résolution, elle vaut d'être reproduite au texte:

"WHEREAS Quebec is a constituted member of the Canadian Confederation;

"WHEREAS Quebecers wish to be proud Canadians in a Canada which is united and truly Canadian in every respect; independent and free from foreign control, either actual or nominal;

"WHEREAS An agreement has been reached which will shortly give Canada the power to amend its own constitution;

"WHEREAS Canada has finally adopted the symbol of its nationhood, a distinctive Canadian Flag ;

"WHEREAS Presently the Canadian Constitution recognizes a foreign head of state as the head of state of Canada ;

"WHEREAS Canada has evolved from colony to Dominion in an evolutionary and peaceful manner;

"WHEREAS peaceful change must continue;

"WHEREAS the "status quo" must be changed in a positive and constructive manner;

"THEREFORE, BE IT RESOLVED:

that the Quebec Student Liberal Federation request the Quebec Liberal Government to strive for an amendment to the "British North America Act" once repatriated, so that all references to the British monarch (the Queen) be removed and that the chief Head of State of Canada be then known as





PRESIDENT who shall be appointed by the Prime Minister for a period of six years; that this Head of State alternate between French speaking and English speaking persons, each for six years."

Pour des raisons identiques, voici du texte, la résolution sur l'"unilinguisme au Québec" proposée par des étudiants de l'Université de Montréal (le sort qui lui sera fait sera évoqué en fin de ce chapitre):

"ATTENDU que la grande majorité des résidents de l'Etat du Québec sont de langue française;

"ATTENDU que le Québec est le seul grand centre français d'Amérique;

"ATTENDU que le Québec est connu aux yeux des touristes comme la région française;

"ATTENDU que l'opération 'Maître Chez Nous' se poursuit toujours;

"ATTENDU que la grande fierté des Québécois pour leur langue maternelle est toujours grandissante;

"ATTENDU que de grandes campagnes sont faites parmi la population pour donner au Québec un visage vraiment français;

"IL EST RESOLU:

de proposer au gouvernement du Québec qu'une loi soit adoptée le plus tôt possible reconnaissant la langue française comme la seule langue officielle dans l'Etat du Québec."

Il est superflu de souligner le contraste entre la teneur de ces deux résolutions et l'esprit "confédéraliste" qui, jusque là, semblait animer les jeunes libéraux canadiens (section de Québec). On peut faire état de certaines autres résolutions avant-gardistes portant sur les questions spéciales: institution de la fonction d'"Ombudsman ou protecteur public"; nationalisation par le gouvernement du Québec du secteur des assurances-automobile; institution d'une "caisse d'assurance-récoltes"; développement des conseils régionaux d'orientation économique (36). La résolution prônant l'intégration de toutes les fédérations libérales à la F.L. . . vaut surtout comme document significatif par ses deux "considérant":

"Considérant, qu'aux termes de leurs constitutions actuelles, les fédérations affiliées peuvent avoir une pensée, un programme, voire même des buts non en accord avec ceux de la Fédération Libérale du Québec, et ceci contrairement à l'esprit du paragraphe un, article deux, chapitre un, de la Constitution de la Fédération Libérale du Québec telle qu'adoptée lors du congrès de juillet et de septembre 1964 - paragraphe se lisant comme suit: 'La Fédération Libérale du Québec désigne la fédération des associations de comtés et les fédérations affiliées et constitue le Parti Libéral du Québec'.

"Considérant, de plus, que ce qui précède peut être une cause de zizanie au sein d'un parti qui ne peut avoir raison d'être que s'il cherche l'unité de pensée et d'action de tous ses membres.



"Il est résolu que la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec demande à la Fédération Libérale du Québec de former, dans les dix jours qui suivront l'adoption de la présente résolution, une commission temporaire où seront représentées toutes les fédérations affiliées chargées d'étudier la possibilité de fonder en une seule toutes les fédérations libérales constituant présentement le Parti Libéral du Québec, mais ceci en cherchant à préserver l'autonomie administrative dont jouissent les fédérations affiliées, et de demander à ladite commission de faire rapport au Conseil général de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec dans les trois mois qui suivront l'adoption de la présente résolution".

Le document remis aux congressistes, en s'excusant de n'avoir pu réimprimer le mémoire La jeunesse et quelques-uns de ses problèmes, citait la conclusion "pour une intégration de la jeunesse québécoise à la vie de la province". Retenons-en les deux paragraphes suivants:

"Ce qu'il faut vraiment c'est modifier certaines institutions pour permettre aux jeunes de prendre charge de certaines activités qui intéressent la vie de la province, l'activité réelle de la société québécoise. Un bon exemple serait, à notre avis, l'institution d'un département des affaires étudiantes au ministère de l'Éducation, la représentation étudiante au Conseil supérieur de l'éducation ou encore, la participation des jeunes ruraux et des jeunes travailleurs à des comités, consultatifs ou autres, de certains ministères..."

"La jeunesse, répétons-le, n'est pas une classe à part, un groupe parasitaire qu'il faut entretenir par des mesures qui se rapprochent beaucoup plus d'une politique générale d'assistance sociale que d'une politique orientée vers la prise en charge de responsabilités réelles, dans des activités intégrés à la société."

Dans son discours au banquet de clôture, il était inévitable que, devant un tel auditoire réuni à l'enseigne d'un tel thème, le premier ministre développât le thème de la jeunesse de son parti et de son gouvernement:

"Le parti que je dirige est un parti jeune. Les idées qui l'animent sont jeunes. Les hommes qui le composent sont jeunes. Il n'y avait qu'un parti jeune pour donner le droit de vote dès l'âge de dix-huit ans. Et il n'y a qu'un parti jeune pour attirer autant de jeunes dans ses rangs."

"Voyez les hommes qui ont conservé intact le dossier électoral de notre parti lors des dernières élections partielles. La moyenne d'âge des six nouveaux députés libéraux à l'assemblée législative est de moins de 36 ans. Et celle des membres du cabinet n'atteint pas 50 ans. Je ne crains pas de me tromper en affirmant que jamais auparavant le gouvernement du Québec n'a été composé d'hommes aussi jeunes d'âge et d'esprit. Il ne faut donc pas se surprendre que les libéraux se sentent bien chez eux parmi la jeunesse de nos villes et de nos campagnes, que cette jeunesse soit aux études ou au travail."





M. Lesage fit naturellement état des mesures que son gouvernement avait déjà prises pour favoriser l'éducation des étudiants québécois, tout en répétant, après tant d'autres, à ses auditeurs que "la politique est justement l'art du possible" (37). En conclusion, le premier ministre rappelait que "certains croient que les étudiants, de par leur formation, sont seuls d'imprimer une direction à cet avenir. Je pense bien que vous n'êtes pas aussi présomptueux et que, contre le thème même de votre congrès l'indique, vous ne cherchez pas à imposer votre point de vue à qui que ce soit".

40.— Les mois du printemps 1965, la F.L.C. (Québec) poursuivait son organisation dans le demi-secret. Ce n'est qu'à la mi-avril 1965, que, par une entrevue, à La Presse, de son secrétaire, M. Eugène Lapointe, que le grand public fut informé des résultats acquis jusqu'à ce jour. Le contenu des quelques documents, dont nous puissions faire état dans l'intervalle, ne sont guère pertinents à notre étude (38). Dans son entrevue à Mlle Françoise Côté de La Presse, le secrétaire-administratif dévoilait qu'à la date du 17 avril, "52 associations de comté (39) sur les 75 projetées sont fondées et le travail d'organisation se poursuit dans les 23 autres" et notait "en particulier le fait que les présidents des commissions permanentes de la F.L.C.Q. sont automatiquement présidents conjoints des commissions permanentes de la fédération libérale du Canada. S'élevant contre des déclarations de M. Lesage à l'effet que le Québec est l'expression du peuple canadien-français. "Alors que font nos députés québécois à Ottawa", se demande M. Lapointe qui ajoute textuellement: "Le Québec dans sa plénitude est la seule expression du Canada français, mais il ne s'agit pas d'un Québec restreint au gouvernement québécois. C'est un Québec qui comprend également les représentants qu'il envoie au Parlement canadien". La moyenne d'âge inférieure à 40 ans des militants est un autre point que relevait le secrétaire administratif. D'après le reportage de La Presse, "M. Lapointe reconnaît que dans 95 pour cent des cas, les personnes qui participent à l'association fédérale sont les mêmes qui militent dans l'association provinciale" (40). Suivait la description sommaire des principales structures de la nouvelle fédération dont nous avons déjà fait l'analyse (cf. no 36). L'article rappelle que le conseil de direction se situe "à un niveau plus élevé" que celui du conseil général avec ses 250 membres et que le comité exécutif est le noyau de ce conseil de direction.

Dans une colonne voisine, il est encore fait mention du travail de la Commission politique provisoire qui "s'est réunie quatorze fois", et qui compte parmi ses membres un ministre, M. Maurice Sauvé, et sept députés dont M. Jean-Luc Pépin. Le programme d'étude de la commission se subdivisait en 18 catégories, dont la première ("Politique culturelle") comprenait les affaires relatives au Secrétariat d'Etat, à



Radio-Canada, à l'aide aux universités, aux bourses d'études. Dans son rapport au Conseil de direction après avoir tenu 11 réunions, la Commission politique rappelait que sa "méthode de travail a été simple. Nous avons demandé à chacun des membres de la commission politique ou à un groupe de membres de préparer un document de travail sur un aspect particulier de l'activité politique. En conclusion, de ce document nous avons décidé de formuler des résolutions précises devant être soumises au congrès général". Mais "quant à l'avenir, nous nous permettons quelques suggestions. Nous soumettons que la commission politique a vraiment deux rôles à remplir selon le texte même de la Constitution. En effet, nous devons d'abord élaborer des politiques concernant l'activité du gouvernement central et de plus, nous devons nous tenir en relation étroite avec les militants libéraux et stimuler la pensée politique des membres des associations de comtés. Nous croyons que les deux rôles sont différents dans leur but et que par conséquent, nous avons deux méthodes différentes pour les remplir" (41).

Les deux principaux documents de travail étaient l'un, très bref, de M. Michel Robert, sur Les deux majorités au Canada, l'autre, beaucoup plus long, de M. Jean-Luc Pépin, intitulé Le vocabulaire et les options. Partant du fait que les Canadiens francophones constituent plus clairement une "nation au sens sociologique du terme" que les anglophones (42), l'auteur constate que "les Canadiens français manifestent à l'endroit du gouvernement central de l'indifférence, du mépris et de la crainte. Pourquoi? Parce que le gouvernement fédéral n'a jamais été le gouvernement des canadiens de langue française. Il a toujours été le gouvernement des 'étrangers'", car "le canadien-français qui veut faire carrière soit comme homme public, soit comme fonctionnaire au sein du gouvernement central, doit apprendre la langue anglaise et utiliser cette langue comme instrument de travail. Il doit s'intégrer au système conçu par le groupe anglophone, sinon, il est rejeté. La plupart du temps, ce rejet n'est pas le résultat d'une discrimination consciente des anglophones vis-à-vis les francophones. Il s'agit plutôt d'une conséquence nécessaire inhérente au système." L'auteur refuse ensuite l'hypothèse d'un "statut" qui ferait du gouvernement provincial "la seule expression politique valable des québécois": proposition qui "est attrayante", mais qui ne paraît "pas souhaitable pour plusieurs raisons" : "... brisure avec le passé canadien valable..., brisure également avec les traditions valables, le respect des libertés fondamentales, la tolérance religieuse, l'attitude non partisane et désintéressée du Canada dans les relations internationales..., brisure avec le passé et le retour au passé constituant un exercice inutile d'abord et ensuite dangereux, puisqu'à chaque stage du processus, on peut sombrer dans la démagogie ou le racisme avec tout ce que ces phénomènes comportent d'injustice et d'iniquité...





(brisure aussi) du marché intérieur en deux sections" (43).

Après le rejet de l'hypothèse des états associés, l'auteur propose sa conception très générale des "deux nations": "...il faudrait reviser l'ensemble des structures du gouvernement central, en tenant compte de l'existence au Canada de deux majorités, c'est-à-dire de deux sociétés distinctes, ayant leurs propres règles, leur propre langue et leur propre tradition. De plus, il faut reconnaître l'égalité collective de ces deux groupes fondamentaux... En présence de deux groupes non homogènes la règle (de la majorité) ne s'applique plus ou du moins doit être appliquée en tenant compte de la diversité. Les structures centrales du gouvernement doivent être revisées et modifiées de façon à assurer la participation active de la nation canadienne-française, à l'élaboration des politiques canadiennes et la construction du Canada de demain... Sans ces réformes en profondeur, le gouvernement de Québec, appuyé en cela par les élites québécoises et éventuellement par la grande population s'orientera définitivement vers la construction d'un état national pour les Canadiens-français, dont le siège sera à Québec. Si nous voulons éviter cette échéance qui nous apparaît dangereuse et inutile, nous devons poser des gestes concrets dans un délai relativement court."

En présentant son mémoire d'une quarantaine de pages sur "Le vocabulaire et les options", M. Jean-Luc Pépin ne pouvait oublier sa qualité d'ancien professeur de science politique. De la reine à M. Kierans, en passant par MM. Pearson, Diefenbaker, Lamontagne, Gordon, Churchill, Gordon, Sharp, Sauvé, Lesage, René Lévesque, Laporte, il relève les acceptations diverses, souvent contradictoires, de termes comme race, nation, ethnie, culture, fédéralisme ou confédération ainsi que leurs qualificatifs et leur composantes en "bi" et en "multi". Selon M. Pépin, il faut d'abord "proscrire de nos discours" le terme de "race" et de ses dérivés; ensuite, il importe de "combattre l'usage du mot nation comme synonyme d'Etat". Mais à "l'exception possible de M. Lesage ('mais je n'ai peut-être pas tout lu'), le consentement est général dans le cabinet provincial. Le Canada français constitue une nation, au sens sociologique, le seul valable, du mot". L'auteur se pose la question: "La thèse (in offensive) des deux nations doit-elle devenir la thèse des 'deux Etats' ou des 'Etats associés'? Voilà la question". Et il affirme: "La constitution d'un Etat indépendant n'est pas essentielle en principe à la nation canadienne-française. Du côté des Canadiens anglophones, M. Pépin déclare de façon abrupte: "A eux de choisir! Les Canadiens français ne vont tout de même pas décider si les Canadiens de langue anglaise avec ou sans les néo-Canadiens forment une nation! Il peut fort bien exister une nation canadienne-française partageant un nationalisme canadien avec un groupe anglophone qui préfère que son propre nationalisme s'y exprime totalement". Selon l'auteur, "pour



roi, il existe une nation canadienne-française, une nation canadienne-anglaise (si le groupe anglophone s'y refuse, qu'il nous le fasse savoir) et une nation canadienne aussi. Il n'y a pas là contradiction, surtout si on accepte la priorité du "vouloir-vivre collectif" dans la définition de la nation. Le Canada sera essentiellement un 'Etat fédéral' mais beaucoup plus 'décentralisé' que durant l'après-guerre; bi-national bien que socialement multi-ethnique; bi-culturel parce que bi-national".

Traduites en langage de "résolutions" par la commission politique, ces vues prévalèrent en grande partie.

Il fut résolu:

"De proscrire l'usage de ce mot (race) pour désigner les entités fondamentales de notre pays, soit le groupe canadien-français et le groupe canadien-anglais.

"De reconnaître l'existence de la nation canadienne-française, non seulement comme une communauté linguistique et culturelle, mais comme une communauté sociologique.

- "1.- De distinguer nettement les notions de Nation et Etat;
- "2.- De reconnaître la non-nécessité de l'équation 'Etat-Nation';
- "3.- De reconnaître que l'Etat-Nation ne représente pas la façon d'être unique et exclusive d'une nation;
- "4.- De reconnaître qu'une nation n'a ni le droit strict, ni le devoir de se constituer en état national mais plutôt, que l'état national représente l'une des façons d'être politiques d'une nation.

- "1.- De maintenir un régime fédéral de gouvernement du Canada;
- "2.- D'écarter la solution qui consiste à établir un état national souverain pour la nation canadienne-française.

- "1.- De réviser les structures parlementaires et administratives de l'Etat central en tenant compte de la dualité des deux nations sociologiques au Canada;
- "2.- Modifier les structures parlementaires et administratives de l'Etat central en respectant l'égalité des deux partenaires et de façon à assurer la pleine participation de la nation canadienne-française dans l'élaboration de la politique centrale;
- "3.- Etendre le bilinguisme à l'ensemble de la capitale canadienne et l'usage de la langue française comme langue de travail de l'administration centrale dans tous les centres francophones du pays".

Jamais peut-être au Canada, un document émis par un organisme d'un parti n'aura eu à ce point l'apparence d'un résumé de cours de science politique. Les "attendu" et "considérant" ne sont guère moins significatifs que les "résolutions"





elles-mêmes; ils reproduisaient ou transposaient plusieurs des idées et définitions des documents de travail de M. Robert et Pépin. Le "sous-thème" d'étude, "l'agriculture de l'Est", fut aussi l'objet d'une attention spéciale de la Commission politique. Il en sortit une série de recommandations remarquablement bien ordonnées:

### I.- OBJECTIFS GENERAUX

### II.- OBJECTIFS SPECIFIQUES POUR L'AGRICULTURE DE L'EST

#### A. Objectifs

#### B. Programmes suggérés

1. Conciliation des objectifs de croissance pour l'économie, ou mesures soulignant aux gouvernants l'importance d'analyser les répercussions sur l'agriculture des politiques ayant trait à la santé économique nationale.
2. Mesures de protection des revenus agricoles.
3. Mesures propres à accroître l'efficacité des exploitations individuelles.
4. Mesures touchant la structure externe des fermes.
5. Mesures et programmes d'aménagement régional.
6. Mesures pertinentes à une mise-en-marché ordonnée.
7. Mesures pour la protection générale et la promotion sociale des producteurs agricoles.

Parmi les recommandations portant sur la "réforme des structures administratives", on relèvera d'abord les résolutions à portée bi-culturelle suivantes:

"Tout Cabinet canadien doit avoir auprès du premier ministre un principal associé de l'autre groupe ethnique du pays. Tout Cabinet canadien doit refléter le caractère ethnique du pays.

-----

"Il doit exister un bureau des relations fédérales-provinciales au Conseil Privé.

-----

"La première édition des Débats qui paraît le lendemain du débat doit fournir le compte rendu du débat dans la langue utilisée par chaque orateur. D'autres éditions unilingues peuvent paraître simultanément".

Au sujet des "affaires culturelles", un court rapport de M. Pierre Thomas, notait: "J'ignore si vos constatations sont les mêmes que les miennes, mais il me semble que d'un programme d'origine européenne, j'en sors enrichi, alors que d'une émission américaine, je suis demeuré dans la même nonchalance coutumière. L'homme 'au micro' au Canada a rempli 'sa job', alors que l'Européen a collaboré à ma culture... Le Canada a besoin de Marius Barbeau dans toutes les branches de la culture, en théâtre, cinéma, musique, lecture, enfin dans tout. C'est là seulement que nous concrétiserons notre culture... Enfin, pour terminer, je propose-



rais que l'Etat, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, établisse une université bi-culturelle, espèce de centre de recherches, de perfectionnement et de culture, divisé en autant de facultés qu'il y a d'arts, sous la surveillance du Conseil des Arts du Canada, lequel serait également chargé d'établir une politique d'affaires culturelles". L'unique recommandation en cette matière proposait "de demander au gouvernement fédéral d'établir un système qui permettra que les films présentés au Canada, lorsqu'ils doivent être doublés en français ou en anglais, le soient au Canada, par des Canadiens".

41.- Moins d'une semaine après que la F.L.C. (Québec) ait rendu public le travail de structuration accompli jusque là, "l'affaire Leroux" attirait l'attention sur le malaise latent de la F.L.Q. A vrai dire, ce malaise était manifeste depuis le 10<sup>e</sup> congrès du mois de septembre précédent. Les journaux du 22 avril annonçaient la démission fracassante de M. Maurice Leroux, directeur des relations extérieures de la F.L.Q. Avant de se joindre à l'organisation libérale du Québec, M. Leroux avait la réputation d'être l'un des tout premiers réalisateurs de télévision à la chaîne française de Radio-Canada. Pendant l'élection "historique" de novembre 1962, il avait été le conseiller spécial en techniques audio-visuelles de M. Lesage et aurait, en particulier, été l'un des principaux artisans du succès remarquable du chef libéral lors de son affrontement "spectaculaire" avec le leader de l'Union Nationale. Ce débat télévisé aurait permis à M. Lesage de marquer des points décisifs lors de l'élection de novembre 1962. Depuis ce temps, M. Leroux dirigeait l'émission Le Québec en Marche qui permettait au premier ministre de dialoguer avec les citoyens, d'après la formule "réponses au courrier". Le succès de cette émission serait l'un des facteurs de la permanence de la popularité de M. Lesage - dont les qualités de "bête de télévision" continuaient de s'affirmer efficacement. De tels rapports à ce niveau n'avaient pu que nouer des liens très intimes entre les deux hommes. Mais la détérioration de leur amitié était déjà perceptible depuis le lancement et la projection du film-choc, Jeunesse, Année Zéro (cf. nos 32 et 33) dont M. Leroux avait eu l'idée. La pellicule fut d'ailleurs retirée de la circulation ainsi que remercié de ses services son réalisateur, M. Jean Bellemare.

"Je quitte la fédération libérale parce que je ne veux pas être complice du retour en arrière qu'effectue présentement le gouvernement du Québec": c'est la phrase lapidaire que montaient en épingle les journaux québécois du 22 avril. C'est de Los Angeles, où il prenait des vacances professionnelles, que M. Leroux annonçait, par téléphone sa décision de démissionner de son poste de responsable des relations extérieures de la F.L.Q. D'après L'Action et Le Devoir, il ajoutait que, s'il s'était joint à la F.L.Q. en 1960, c'était parce qu'il avait "cru que





M. Lesage avait réuni une équipe décidé d'assurer la libération politique et économique du Québec... mais les choses ont changé... on n'est pas lié à un parti pour la vie; pour moi, un parti c'est un moyen, non une fin". Et M. Leroux voyait dans le dernier congrès annuel "l'éloignement de l'aile dynamique de la fédération" et, davantage, "un coup de barre à droite de la part du gouvernement" dont les preuves étaient "le samedi de la matraque" lors de la visite de la Reine à Québec, les déclarations "autorisées" de M. Bona Arsenault contre les forces progressistes du Québec, et surtout les efforts de M. Lesage de "vendre" aux Québécois la formule dite "Fulton-Favreau" de rapatriement de la constitution. "Mais, poursuivait-il, je quitte de bons amis à la Fédération libérale. Souvent, j'ai failli quitter les rangs du parti, mais des événements comme la nationalisation de l'électricité, la caisse de retraite, la séparation des ailes fédérale et provinciale m'en ont retenu. Le gouvernement manifestait alors une politique d'affirmation nationale du Québec et j'étais heureux d'y apporter ma contribution". Définissant son attitude passée comme celle du "bout de chemin avec", le démissionnaire ajoutait: "Maintenant, je me rends compte que nos routes idéologiques se sont trop éloignées pour que le compromis demeure possible, en toute honnêteté. Le gouvernement a sincèrement voulu la libération politique et économique du Québec: des hommes sincères la voulaient et la veulent encore au sein du parti, mais l'orientation générale ne joue plus dans ce sens-là". Admettant qu'il y avait eu dans le parti libéral "un processus satisfaisant de libération", ainsi qu'"une nouvelle conception d'une saine administration, un nouveau style de leadership", M. Leroux constatait encore que, si le gouvernement s'était fait tirer l'oreille sur la question de la nationalisation de l'électricité, il avait tout de même su montrer qu'il "pouvait aller jusque là". Mais l'ancien responsable des relations extérieures du parti déclarait ne plus vouloir être "complice" de la présente marche en arrière du cabinet Lesage. Se disant "sans amertume", M. Leroux concluait: "J'ai été très bien traité à la fédération; j'ai même été gâté à l'occasion... Peut-être apparaîtrai-je un traître et un ingrat aux yeux de plusieurs, mais j'ai consulté plusieurs de mes amis avant de prendre une décision".

Sous le titre "La révolution barrée ou trop tranquille", l'éditorialiste de L'Action, M. Jean Royer écrivait: "Cette déception n'est certes pas improvisée et s'appuie sur des divergences de vues bien précises. Et aussi, elle est le fait d'une partie de la population autant que d'un certain groupe de libéraux. C'est en cela que la démission du directeur de la Fédération libérale du Québec devient un écho dont on ne peut nier l'importance... Ce mouvement en arrière est-il réel? Cela dépend du point de vue et non du mouvement lui-même". Car, se demandait M.



Royer, "si 'coup de barre à droite' il y a, est-ce prudence ou franche infidélité? Preuves ou contre-preuves sont à établir". Et l'éditorialiste de conclure: "Une chose est certaine: il y a matière à procès" (44). Pour le chroniqueur parlementaire du Devoir, M. Marcel Thivierge, cette démission "n'a surpris personne dans les milieux gouvernementaux" (45) et, "d'autre part, on admet que son esprit d'initiative ne pouvait plus s'exercer au sein d'une fédération qui a perdu sa moelle épinière depuis le dernier congrès". Et le journaliste citait l'avis d'un des "hauts fonctionnaires de la nouvelle vague": "On ne peut pas toujours vivre dans l'exaltation. Ce que ces jeunes fonctionnaires ne pourraient concevoir, c'est que le gouvernement lui-même décide de se reposer sur ses lauriers... des projets comme la sidérurgie, l'assurance-santé et la société minière du Québec - dont le principe est accepté par le cabinet - prouvent que le gouvernement continue à aller de l'avant. Quand l'un des jeunes hauts fonctionnaires démissionnera il y aura là raison de s'inquiéter".

A son retour de Californie, M. Leroux déclarait à Mlle Françoise Côté de La Presse (46): "On m'a offert la présidence du RIN, je suis prêt à servir là où on voudra". Car, déclarait-il, "la seule solution pour le Québec réside dans l'indépendance", qui lui apparaît comme un "préalable essentiel"; et "comme je ne crois pas en l'action individuelle isolée, j'ai décidé de militer dans un parti indépendantiste, en occurrence le R.I.N.". M. Lesage ayant qualifié la démission de son collaborateur de "fait divers", "M. Leroux a simplement dit qu'il n'entend pas entreprendre une controverse avec M. Lesage. Il tient cependant à dire qu'il n'y a pas d'offres d'emploi importantes et qu'au contraire, il doit se trouver un travail. Il a cependant certains projets qu'il espère réaliser" (47). Selon M. Réal Peltier du Devoir, M. Leroux faisait ainsi l'éloge de l'idéologie du Rassemblement pour l'Indépendance nationale: "Il s'agit d'un programme conçu par des spécialistes de premier calibre du monde des sciences sociales et économiques. Ce programme accroît le rôle de l'Etat du Québec à l'égard de la collectivité Québécoise, sans s'inspirer toutefois d'une doctrine rigide en cette matière, il veut plutôt apporter une réponse réaliste aux programmes sociaux et nationaux qui se posent au vingtième siècle à la collectivité québécoise" (48). Quelques jours encore plus tard, d'après un compte-rendu de la Presse Canadienne, M. Leroux déclarait "que la haute finance qui avait traditionnellement appuyé l'Union nationale, est toujours au pouvoir et le régime actuel, après un bon départ, est retombé dans 'un colonialisme qui nous épuise depuis deux siècles'". Tout en se déclarant "socialiste de coeur" mais "non doctrinaire", M. Leroux s'en prenait au système: "Il m'est devenu évident que la libération politique et économique de la nation québécoise ne peut se faire dans les





structures actuelles et qu'elle postule le préalable de l'indépendance ... le maître chez nous passe par le socialisme". Parmi les faits récents impliquant le "coup de barre à droite", M. Leroux relevait explicitement: "Le samedi de la matraque, l'orientation vers le pouvoir personnel, le muselage du journalisme au Soleil, la grève de La Presse, le congédiement de M. Gérard Pelletier, les tentatives d'imposition de la formule Fulton-Favreau pour le rapatriement de la constitution, l'affaire Legault (49), les déclarations d'un Bona Arsenault et d'un Claude Wagner" (50). Le journaliste John Yorston du Montreal Star rapporte ces autres propos de M. Leroux: "He suggested that if certain members of the Liberal party want to remain 'logical to themselves' they would soon leave and join the separatist movement... 'I would like to have René (51) in the RIN very much'. But he said it was the minister's decision. Asked if there were other Liberal members of the legislature or cabinet ministers who might join the separatist movement he said he had 'other person' in mind" (52). Quant à sa candidature à la présidence du RIN, comme on lui faisait remarquer que M. Pierre Bourgault avait fait connaître son intention de se présenter à nouveau, M. Leroux avait déclaré: "Il est normal, je pense, dans un parti démocratique, que le choix d'un chef soit contesté" (53). Pour des raisons non pertinentes à notre étude, M. Leroux décidait finalement de ne pas se porter candidat à la présidence du R.I.N. Au congrès national de ce mouvement, il en sera élu un des directeurs le 24 mai suivant (54).

A l'échelle de la politique générale du Québec et des responsabilités d'un premier ministre, la démission de M. Leroux pouvait bien être réduite à la signification d'un simple "fait-divers". Mais au niveau de la F.L.Q., c'était un indice fort significatif, sinon d'un "coup de barre à droite", du moins d'un temps d'arrêt ou, positivement, d'une reprise en main par le chef du parti de l'orientation de la fédération et de sa commission politique. D'autant que les faits évoqués par M. Leroux étaient réels et que des esprits indépendants s'en étaient inquiétés en même temps que des membres de l'aile progressiste de la F.L.Q. Au moment de la démission de M. Leroux, M. Réal Pelletier écrivait dans Le Devoir:

"Deux mois après la séparation des partis, soit au congrès général de septembre, on observait que:

"1) François Aquin, qui avait occupé pendant un an et demi un poste aussi important que celui de président de la Fédération libérale du Québec, se retrouvait avec le poste secondaire d'organisateur du congrès;

"2) un des principaux lieutenants de M. Aquin, M. Claude Desrosiers, qui occupait le poste important de secrétaire de la commission politique, devenait simple directeur de la commission juridique;

"3) huit des dix membres de la commission politique - cerveau de la fédération - ont été remplacés par des éléments qu'on juge généralement



comme des esprits plus conservateurs que leurs prédécesseurs. Il s'agit des 10 membres proposés par le conseil général, dont M. Henri Dutil est le secrétaire.

"4) un personnage modeste, le Dr Irénée Lapierre devenait président de la Fédération libérale du Québec."

Quelques jours plus tard, le correspondant à Québec de La Presse, M. Michel Lapalme écrivait un long article sous le titre de "M. Lesage a voulu assagir la Fédération libérale du Québec". Le journaliste commençait son article par cette phrase d'un "ancien milicien de la F.L.Q.": "La Fédération libérale du Québec a été décapitée, et elle perd ses membres virils". Selon le journaliste, l'ex-président de la F.L.Q., M. François Aquin, "amenait dans son sillage les bouillonnements de son nationalisme et de sa rancœur... Chose unique dans l'histoire de la F.L.Q., le nouveau président, M. Irénée Lapierre, anesthésiste de profession, a vanté lui-même ses qualités d'endormeur professionnel dans son discours d'acceptation, ajoutant même qu'il croyait que c'était pour cela qu'on l'avait choisi (55) ... Mais les dirigeants du parti n'étant pas satisfaits d'avoir placé à la direction de la F.L.Q. un homme qui, à la différence de son prédécesseur, contrôlerait constamment son humeur, ils décidèrent d'adoucir également les prises de position nationalistes et socialisantes de la commission politique". D'après le journaliste de La Presse, les président et secrétaire "logiques" de la Commission politique, MM. Claude Desrosiers (56) et André Brassard (57) furent écartés. "En fait, continue-t-il, presque tout le monde s'attendait à ce que la petite équipe qui avait su ébranler certaines vieilles structures poursuive son action sans d'autres difficultés qu'un léger roulement de personnel" (58). En prévision du prochain congrès de 1965, précédant l'élection attendue pour 1966, M. Lesage (59) aurait déclaré à une réunion de novembre 1964: "Je ne veux plus de trouble avec la commission politique". M. Desrosiers fut nommé président de la commission juridique (60) et "on n'entendit plus parler de M. Brassard jusqu'à ce que, comme d'autres l'avaient déjà fait avant lui, il reprenne un siège au sein de la commission politique par l'intermédiaire des associations régionales". Furent élus à la présidence de la commission, un ingénieur, M. Réal Therrien, "très peu connu au sein du parti", et au poste de secrétaire, M. Jean-Pierre Goyer, "simplement inconnu" (mais député au Parlement fédéral depuis l'élection du 8 novembre 1965). Le journaliste rapporta les propos de plusieurs personnes qui assistaient à la réunion de novembre: "quand le premier ministre a déjà pris des décisions, comment peut-on voter contre?" Il évoque ensuite la rentrée de M. Alcide Courcy, qui y avait certes sa place comme ministre de l'Agriculture (61) - thème du prochain congrès et des comités d'études de la Commission politique (cf. no 39) - mais qui est aussi l'organi-





sateur en chef du parti et dont la loyauté inconditionnée à M. Lesage est toujours considérée comme notoire. "C'est pourquoi, conclut M. Michel Lapalme, au sein même de la F.L.Q., on ne pense plus que le chef du parti doit être soumis à l'autorité du congrès, mais plutôt le congrès à l'autorité de l'organisateur en chef" (62).

Environ une semaine après cet article de La Presse, devant l'Association Libérale des Cantons de l'Est, le président de la F.L.Q., le dr Lapierre fit un plaidoyer pro domo sur la thématique des deux "vagues", l'ancienne et la nouvelle:

"Certains individus classifient avec autant d'aisance que d'absurdité tout ce qui n'est pas spectaculaire, comme étant de l'ancienne vague, a dit M. Lapierre.

"Qu'est-ce donc que cette nouvelle vague, quelle condition faut-il remplir pour avoir ce précieux privilège d'y appartenir? Faut-il se piquer d'être marxiste ou léniniste? Faut-il s'abstenir de respecter toute autorité établie? Faut-il accepter de faire sauter des bombes ou de tuer des citoyens paisibles?

"Si c'est cela être de la nouvelle vague, je n'en suis pas et je n'ai aucunement l'intention de l'être.

"Je crois n'être ni de cette nouvelle vague, ni de l'ancienne, à laquelle on veut donner un sens péjoratif. Je suis et je me contente d'être de cette véritable vague de fond, celle qui a balayé la province en 1960 et qui a redonné au Québec un gouvernement honnête et progressif" (63).

Peut-être faut-il voir une préoccupation, quelque peu identique à celle de la F.L.C. (Québec), sur l'intégrité "libérale" des membres des associations de comtés dans le discours que prononçait le président de la F.L.Q., une couple de mois plus tard devant le congrès régional des Bois-Francs? "Le problème auquel nous faisons face actuellement est que nos associations de comté doivent renouveler leurs cartes de membres à toutes les années". Car, d'après la dépêche de La Presse Canadienne, "si un exécutif de comté ne travaille pas au recrutement et au renouvellement des membres, nous pouvons arriver à la veille d'une période électorale avec une association de comté qui n'est plus représentative d'abord des libéraux du comté et ensuite de toute la population électorale, a ajouté M. Lapierre" (64).

Un mois plus tard, lors d'un congrès régional tenu à Rouyn, le Dr Lapierre s'interrogeait sur l'orientation de la F.L.Q. au moment où les libéraux sont au pouvoir: "J'avoue qu'il y a là un problème angoissant qui appelle nécessairement à une prise de conscience, ce qui amènerait la commission politique à redéfinir sa position". Et d'après la Presse Canadienne, "la Fédération deviendrait-elle dans ces conditions un groupe de pression au même titre que les corps intermédiaires? - Une chose est certaine, c'est que nous devons nous surpasser pour rivaliser dans nos études avec les comités gouvernementaux" (65).



Deux jours plus tard, un observateur averti et parfois astucieux, M. Thomas Sloan du Montreal Star, replaçait le discours du Dr Lapierre dans le contexte de l'évolution générale de la F.L.Q. depuis ses débuts. Après avoir rappelé qu'à ses origines (cf. chap. I), la fédération s'était donné comme première tâche de démocratiser le parti pour en faire une force militante du libéralisme québécois. Mais, après 5 ans de pouvoir, la Fédération tend à prendre naturellement une attitude plus défensive qu'offensive, car, en pratique, "it was the problems of the manipulation of power that began increasingly to take up the attention of the leadership." Selon M. Sloan, le noeud de la question réside en ceci:

"At one level, this occurred by open interference of local federations in the operation of the laws and attempts to give orders to local civil servants; at another, by the more concealed but the more concealed but not always hidden operation of the spoils system taken over from the National Union. Despite the brave pre- and post-electoral talk of the abolition of political patronage, the federation was in some areas giving the impression of developing into a gigantic dispenser of patronage on its own hook.

"Despite the best efforts of a portion of its leadership and frequent denunciations by Premier Lesage, neither activity has completely stopped; and indeed, there is still a fairly widespread feeling both within and outside Liberal ranks that the major activity of the federation is in the field of more or less covert patronage". (66).

Citant le mot du président de la fédération à l'effet qu'elle "doit précéder le gouvernement et non pas le suivre", M. Sloan appréciait ainsi son discours: "It was a bold call for imaginative political thinking and in a sense a declaration of independence on the part of the federation from the Liberal government. It was all the stranger - and stronger - in coming from a man who just last May described himself as belonging neither to the old nor the new guard of the Liberal party".

Mais vouloir faire remplir à une organisation de masse le rôle d'une "Fabian society" n'est certes pas facile: "Nevertheless, as a goal to work for, the idea of a provincial party to a considerable extent independent of its own government is a step beyond the structural democratization that the Quebec Liberal Federation has always maintained as its aim. While it is not necessarily a logical extension of the ideal of democracy, it could lead to an interesting and unique experiment in Canadian politics. Dr. Lapierre's idea is itself a concrete illustration of the type of creative thinking he envisages for the federation as a whole" (67).

42.- Le projet de la Loi prévoyant la modification au Canada de la Constitution du Canada (68), dite aussi la "formule Fulton-Favreau de rapatriement de la constitution" allait être une nouvelle occasion de démontrer l'emprise - et le pouvoir de séduction - de M. Lesage sur ses partisans libéraux. En février dernier,





il avait déjà réussi, en compagnie de deux ministres, MM. Laporte et Wagner, de convaincre la Fédération des Etudiants libéraux du Québec à retraiter, au moins de façon provisoire, sur le principe de l'unilinguisme officiel pour le Québec (cf. no 39). La bataille autour du principe de la "formule F-F" était déjà bien engagée au Québec lorsque M. Lesage crut bon de "forcer" l'adhésion de la F.L.Q. - ce qu'il obtint sans trop de peine lors d'une réunion plénière de son Conseil général le 13 mars. Mais, deux mois plus tard, la polémique continuant de plus belle, les Jeunes Libéraux du Québec étaient pour le moins réticents; et, à nouveau, M. Lesage réussira, mais avec plus de peine, à faire endosser par leur fédération le principe de la "formule F.-F."

Nous n'avons pas, dans le cadre d'un développement incident, à analyser et, encore moins, à juger de ce mode de révision et de ses conséquences déterminantes pour l'avenir. Rappelons sommairement que cette formule 1<sup>o</sup> ramènerait de Londres à Ottawa le pouvoir de modifier la constitution du Canada - ce qui n'est pas un "rapatriement", puisqu'elle fut toujours à "l'étranger", "expatrié", pour ainsi dire, depuis sa naissance; 2<sup>o</sup> établirait les règles pour reviser à l'avenir la constitution du Canada; 3<sup>o</sup> modifierait l'actuelle constitution sur deux points cruciaux - objet des oppositions et du litige - : a) délégation des pouvoirs aux provinces à Ottawa et vice-versa, et b) réduction des compétences d'amendement par le seul Parlement fédéral. Il semble que l'opposition à la formule ait été lancée dans le Québec par un professeur de droit à l'Université de Montréal, M. Jacques-Yvan Morin, qu'elle ait rebondi par un article publié par le journal des étudiants de Laval, Le Carabin (69), qu'elle ait été répandue par la campagne menée par le chef de l'Union nationale, M. Daniel Johnson. Les séparatistes et séparatistes québécois emboîtèrent le pas avec passion pour finalement se retrouver dans le même camp que... M. Diefenbaker, se déclarant adversaire de la formule pendant la dernière campagne électorale fédérale! Le noeud de l'argumentation de M. Lesage tenait en la réduction d'un faux dilemme:

"En réalité, deux hypothèses sont possibles: ou bien le Québec et le reste du Canada désirent des changements dans la même direction, et alors le veto des autres provinces est inoffensif; ou bien le Québec demande des réformes dans un sens - disons la décentralisation - et le reste du Canada demande des réformes dans un autre sens - disons la centralisation. Dans ce dernier cas, il est vrai que les autres provinces peuvent bloquer les réformes proposées par le Québec, mais le Québec à son tour peut bloquer les réformes que désirent les autres provinces. Dans de telles circonstances, il n'y aurait d'autre solutions différentes pour le Québec d'une part et les autres provinces d'autre part. De la sorte, le droit de veto du Québec sur l'évolution de la situation constitutionnelle du pays tout entier peut se révéler l'un des instruments les plus puissants que nous ayons pour atteindre les objectifs qui nous sont chers"(70).



La presse du Québec, devant cette question complexe, argumentait différemment selon que ses éditorialistes considéraient le progrès sur ce qui était ou les dangers sur ce qui pourrait être - la "camisole de force" pour l'avenir. Ainsi, M. Vincent Prince dans La Presse du 11 mars 1965:

"A notre humble avis, il entre dans ces attitudes d'opposition une forte dose d'émotion et d'irréalisme dont il convient de se méfier. Certes, le document en question comporte des clauses qui ne nous plaisent pas à cent pour cent, mais les inconvénients susceptibles d'en résulter pour le Québec ne seraient-ils pas, par hasard, compensés par les avantages qu'il offre? Nous sommes enclin à le croire..."

"Et si ces négociations à venir aboutissaient à des résultats heureux pour le Québec et les minorités françaises, on ne pourrait alors que se réjouir d'avoir accepté une formule d'amendement comme la formule Fulton-Favreau qui permettrait au Québec d'opposer son veto à toute modification ultérieure.

"Enfin, le mécanisme de délégation de pouvoirs entre Ottawa et les provinces en intrigue un bon nombre. Il risque, c'est évident, d'isoler Québec de façon gênante pour lui-même et le reste du pays. Mais au fait, les autres provinces auraient-elles intérêt à provoquer pareille situation?"

... et M. Lorenzo Paré dans L'Action du 16 mars:

"Grande victoire sur le passé? Oui, à condition que le rapatriement soit une étape vers l'avenir.

"Trahison et camisole de force? Oui, si la formule Favreau-Fulton était un point d'arrivée.

"Or, le rapatriement ne peut être qu'un point de départ. Tout y oblige et tout y travaille!

"C'est le grand mérite de tous les Canadiens qui ont réussi à trancher le vieux noeud gardien du rapatriement constitutionnel: ils se sont donnés à eux-mêmes un instrument de travail. Ils ont donné aux générations le point de départ d'un Canada nouveau".

Tandis que M. Claude Ryan avait déjà détecté dans Le Devoir du 4 mars les tares de la formule:

"1) D'abord, la formule a pour effet de geler la Constitution sur les points cruciaux quidevront faire, avant longtemps, l'objet d'une sérieuse revision..."

"2) Sur les articles de la Constitution autres que les articles dits de 'sauvegarde', la formule Fulton-Favreau prévoit (article 5) que le Parlement du Canada pourra procéder à des amendements moyennant 'le concours d'au moins les deux tiers des provinces représentant au moins 50 pour cent de la population du Canada'. Il suffit de savoir compter pour s'apercevoir que le reste du pays pourra désormais amender des parties substantielles de la Constitution sans requérir le concours du Québec..."





"3) La partie la plus grave peut-être de la nouvelle formule est celle qui a trait à la délégation des pouvoirs du fédéral aux provinces et, vice-versa, des provinces au fédéral. Dans le premier cas, la formule est claire et assez rigide... Dans le deuxième cas, la formule s'assouplit étrangement...

"4) La formule Fulton-Favreau remet enfin à la Cour suprême toute la responsabilité de l'arbitrage des conflits constitutionnels qui pourront surgir entre Ottawa et les provinces...

"Il ne faut pas s'y méprendre. Dans la formule Fulton-Favreau, le 'rapatriement' est comme le sucre qui recouvre la pilule. Ce qui compte surtout, ce sont les amendements substantiels à la Constitution actuelle que la formule charroie avec elle. Déjà, la procédure de modification est, en soi, un amendement important. La procédure de délégation des pouvoirs en est un autre. Ni l'un ni l'autre de ces deux formules d'amendement ne nous paraissent acceptables."

Dans cet état de complexité constitutionnelle (71), les opposants à la formule F.-F. ne manquaient certes pas d'arguments, parfois contradictoires, pour la combattre efficacement. Lors d'une table ronde à l'université de Montréal, deux ministres de M. Lesage, MM. René Levesque et Laporte durent convenir que, si la formule controversée n'était pas une défaite pour le Québec, elle n'était pas non plus une victoire devant la force dialectique de leur opposant, le professeur Jacques-Yvan Morin (72).

Au début de mai, les Jeunes Libéraux du Québec décidèrent de tenir un "caucus" au sujet de la fameuse formule qui avait soulevé tant d'oppositions passionnées. Selon Mlle Françoise Côté de La Presse, "M. Lesage, qui avait été invité à rencontrer les délégués à l'issue du caucus, a lui-même exprimé le désir de participer à la discussion de la formule Fulton-Favreau" (73). Trois jours avant la tenue du caucus du 8 mai au Club de Réforme de Québec, les Jeunes Libéraux d'Outremont s'étaient prononcés "presque à l'unanimité contre la formule F.-F." (74). Comme la réunion se tint à huis-clos, on doit s'en remettre à ce qui en a transpiré - et dont ont fait état les journaux. "Il est évident, déclarait le président des Jeunes Libéraux, M. Maurice Bonvouloir, que si nous avions été d'accord avec la décision prise à Montréal par le conseil général, nous n'aurions pas convoqué le caucus d'aujourd'hui" (75). Selon un participant, "le caucus a été plus difficile à convaincre que celui de la fédération senior"; et, selon un autre, "nous n'étions qu'un petit groupe. C'était plus facile de dialoguer que devant les 300 participants du caucus qu'a tenu à Montréal, sur le même sujet la fédération senior. Là, c'était un monologue et c'était plus facile de faire du sentiment. Ici, il (M. Lesage) a essayé d'en faire, mais on l'a tenu au texte" (76). Selon M. Marcel Thi-



vierge du Devoir, "plusieurs des Jeunes Libéraux qui ont assisté au caucus d'hier avaient, pour éviter de participer au vote, quitté la salle lors de la réunion, il y a plus d'un mois, du conseil général de la F.L.Q. dans la métropole" (77). Toujours d'après le même journaliste, "un grand nombre" parmi la cinquantaine de jeunes libéraux qui assistaient au caucus se déclarèrent, après une discussion de quelque trois heures avec le premier ministre, "favorables" à la formule d'adversaires qu'ils en étaient avant la rencontre.

Quant à M. Lesage, il était "d'excellente humeur, mais peu loquace": "La réunion a consisté en un échange de vues en toute franchise dans la meilleure atmosphère qu'on puisse désirer." A la question directe: "Avez-vous réussi à mettre tout le monde d'accord?", M. Lesage fit une réponse de Normand: "Je n'ai rien à dire. Si je dis 'non', vous allez me demander: 'Quels sont ceux qui ne sont pas d'accord?' Si je dis 'oui', vous allez me demander: 'Comment en êtes-vous arrivés à ce point?' Le plus sage est de ne rien dire..." Je comprends très bien la nature de votre travail. Mon rêve serait d'être à la fois premier ministre et journaliste. Le dernier pousserai dans le dos du premier." Au sujet de la discussion de la formule à l'Assemblée législative, M. Lesage répondit: "Vous connaissez la condition préalable: la restriction des pouvoirs du conseil législatif. Ce sera la première expérience au Québec d'une adresse au parlement de Londres. On ne sait pas combien de temps prendront toutes ces procédures". Comme le journaliste insistait: "En somme si le débat est retardé à l'an prochain, cela ne peut que vous rendre service", M. Lesage s'est contenté de sourire. Ce sourire signifiait à peu près ceci: "Le plus grand service que pouvait me rendre le conseil législatif, c'était de s'opposer au bill 3" (78). Dans les semaines qui suivirent, les débats entre Ottawa et Québec sur les compétences internationales de "l'Etat du Québec" auraient aussi contribué à mettre la formule litigieuse sur ... une voie d'évitement et pour un temps indéfinie.

On peut estimer que le "dialogue" s'est achevé dans une atmosphère d'ambiguïté au sujet de l'éventuel "statut particulier", ambiguïté relative et librement consentie de part et d'autre (79). "C'est ce doute qui constituait ma principale objection à la formule", déclarait un participant. En fait foi aussi ce dialogue entre le journaliste du Devoir et un jeune libéral montréalais.

"Les arguments d'ordre purement juridique ne les ont guère frappés. Le Québec garde un droit de veto, très bien. 'Le fédéral ne pourra dépouiller le Québec d'aucun de ses pouvoirs sans son consentement. C'est tout de même une bonne garantie."

- "Mais si le Québec veut obtenir certains pouvoirs qui appartiennent actuellement au fédéral?"





M. Roland Poupart de Montréal-Sainte-Marie, répond: Alors c'est la règle des deux tiers des provinces et des 50 pour cent de la population qui joue."

- "Croyez-vous que la moitié de la population du Canada sera d'accord pour donner au Québec des pouvoirs supplémentaires?"

- "Oui. Car, à ce moment, c'est la force politique du Québec qui entre en jeu."

- "D'accord si le Québec a un gouvernement puissant; mais si ce gouvernement est faible."

"M. Poupart réplique catégoriquement: 'Tant que M. Lesage sera là, nous pouvons être optimiste'."

- "Ne trouvez-vous pas très précaire cet optimisme qui repose sur un seul homme?"

- "Je veux dire M. Lesage et son équipe, car il n'est pas seul."

- "Mais si les libéraux perdaient le pouvoir aux prochaines élections?"

- "Il n'est pas question d'attendre longtemps. Il est certain que nous allons vers un statut particulier. Et ce statut, nous le voulons tout de suite. Disons, un an ou deux. M. Lesage et son équipe peuvent nous l'obtenir'."

"Plusieurs jeunes libéraux interrogés on fait le même raisonnement que M. Poupart, ce qui laisse croire que M. Lesage les aurait convaincus que d'ici un an ou deux, le Québec aurait le statut particulier vers lequel il s'achemine irrévocablement."

C'est le même son de cloche que d'autres participants firent entendre au journaliste de La Presse, M. Michel Lapalme:

"Je continue de croire, a dit l'un d'entre eux, qui si l'on étudie la formule F.-F. en rapport avec son aspect social, avec les Etats associés ou l'indépendance comme terme, ce n'est pas la formule qu'il nous faut, mais d'un autre côté, l'opinion qu'a exprimée M. Lesage se défend..."

"Moi, j'ai pensé et je pense encore que c'est insuffisant, a commenté un autre apprenti-dissident, mais puisque c'est devenu la politique du parti et que je suis membre du parti, je vais travailler à l'intérieur du parti pour gagner plus tard ce que la formule ne donne pas tout de suite."

La controverse au sujet de la formule Fulton-Favreau sembla s'assoupir quelque peu pendant les mois d'été. A partir de septembre, M. Johnson réaffirma plus d'une fois que la lutte ne faisait que commencer (80) - ce que à quoi il fallait s'attendre. Pendant la campagne électorale fédérale, M. Pearson lui-même, interrogé par un journaliste à Québec, a répondu 'qu'un mot du Québec' pourrait inciter son gouvernement à réétudier cette formule controversée dans le Québec touchant le rapatriement et la modification de la constitution canadienne" (81).



M. Duff Roblin, en campagne dans le Québec, déclarait à Trois-Rivières: "Je pense qu'elle devrait être mise de côté comme moyen acceptable de modifier la Constitution... Il serait préférable de réunir les chefs politiques canadiens, un peu comme ils se sont réunis il y a cent ans" (82). Il n'est jusqu'à M. Mitchell Sharp qui, à quelques jours du scrutin fédéral, à Toronto même, annonçait des fureurailles de première classe pour la formule Fulton-Favreau (83). A la Législature québécoise, M. Lesage opéra à la fin octobre ce qu'on peut qualifier une "retraite stratégique" au retour de son voyage dans l'Ouest:

"Je pense aux moyens d'avoir pour le Québec un statut particulier, d'avoir pour nos minorités françaises des droits égaux à ceux qui sont accordés ici à la minorité de langue anglaise; je pense à un Canada bilingue et multiculturel; je pense à un Canada uni dans la diversité."

"Mais quand je pense à cela, avait ajouté M. Lesage, je n'ai pas encore trouvé les mots, les phrases, les points et les virgules qui me permettront de m'asseoir avec d'autres et de m'entendre sur un texte qui consacrera les quatre principes que je viens d'énoncer. Aussi, avant de poser quelque geste que ce soit, de nature négative ou positive, il me faut voir, il me faut prêcher aussi. Il faut que chacun des membres de cette Chambre prêche. Il faut que nous parlions le même langage. Nous, nous nous comprenons; nous avons nos chicanes politiques, c'est évident - la vie serait tellement ennuyeuse - mais au fond nous pensons tous la même chose. C'est cela qu'il faut faire comprendre aux autres. Il faut essayer de comprendre aussi ce que les autres veulent, ce qu'ils désirent. Ce n'est pas mûr. Je ne suis pas prêt à demander à M. Pearson de reprendre l'étude de la formule Fulton-Favreau. J'ai l'impression bien nette que si je faisais ça, je me heurterais à des difficultés sans nombre autour d'une table de conférence, et peut-être que le manque de connaissances mutuelles étant ce qu'il est, je pourrais empirer la situation au lieu de l'améliorer... Je ne suis pas prêt à présenter à nouveau une motion demandant l'approbation de la formule. Je veux réfléchir sur le dialogue à entreprendre. Qu'on ne s'imagine pas que je cherche un avantage politique." (84).

Quant à M. Favreau, il a déclaré à la télévision à une question du journaliste Jean-Marc Léger:

"Si vous demandez si je crois encore à ma formule. Oui j'y crois."

"Et d'expliquer que le premier ministre Pearson n'aurait pas déclaré qu'il n'attendait qu'un mot du Québec pour mettre la formule en veilleuse mais bien qu'il suffisait que le Québec s'y oppose officiellement pour qu'on tente de l'amender à la satisfaction de tous" (85).

43.- Le 26 mai 1965, lors d'un "dîner-bénéfice" à \$50.00 le couvert de la F.L.Q. à Québec, M. Lesage fit un "discours-choc" au sujet du financement de son parti. Peu auparavant, à l'émission de télévision "Cartes sur Table", M. Gérard Pelletier avait, pour ainsi dire, poussé dans ses derniers retranchements sur le même sujet, M. Réal Therrien, président de la Commission politique. C'est le même





à  
titre "Cartes sur Table" que M. Lesage donna son discours devant les mille convives. Le chef libéral dévoilait, en cette forme schématique, les règles de financement du parti:

"Premièrement: - le trésorier du parti libéral du Québec est désigné sous le nom de secrétaire aux finances du parti.

"Deuxièmement: - les seules personnes autorisées à recevoir les contributions entre les périodes électorales sont le secrétaire aux finances, le bâtonnier Roger Létourneau, de Québec, et ses adjoints, MM. René Hébert et Peter Thomson, de Montréal.

"Troisièmement: - en période électorale, des solliciteurs pourront être désignés par le secrétaire aux finances qui leur remettra une pièce d'identité à cet effet, valable seulement pour la période concernée.

"Quatrièmement: - il est interdit aux personnes qui sont autorisés à recevoir ou à solliciter des contributions:

a) d'accepter des contributions conditionnelles ou des contributions faites en vue de transiger avec le gouvernement ou l'un de ses organismes ou une société de la couronne ou une institution subventionnée;

b) de dévoiler à aucun membre de la législature ou à aucun fonctionnaire ou employé d'une société de la couronne ou d'une institution subventionnée, le fait qu'une contribution quelconque a été recueillie, de même que le refus ou l'omission de souscrire;

c) de faire quelque démarche en vue de faciliter ou assurer à un souscripteur, en tant que tel, une transaction quelconque avec le gouvernement ou l'un de ses organismes ou une société de la couronne, ou une institution subventionnée.

"Cinquièmement: - Les contributions en espèces sont interdites.

"Sixièmement: - Toutes les contributions doivent être faites par des chèques payables à l'ordre de "Le Trust Royal" ou "Le Trust de Montréal", exception faite pour les sollicitations publiques et ouvertes: cotisations des membres des associations libérales de comtés, cotisation des associations de comté à la fédération libérale du Québec, billets pour diners-bénéfices des associations de comté, des groupements régionaux et de la fédération libérale du Québec, appels spéciaux pour publicité entre les élections générales ou partielles, exemple 'Le Québec en marche', et autres activités du genre.

"Septièmement: - Les compagnies de fiducie soumettent des rapports au secrétaire aux finances qui, à son tour, les soumet semestriellement au chef du parti, et seulement au chef du parti. Ces rapports indiquent les retraits et autres renseignements pertinents, ainsi que l'ensemble des contributions perçues au cours de la période en question, sans préciser la provenance des fonds.

"Tout ce que je viens de dire est conforme à la pratique suivie chez nous depuis quelques années et à des instructions écrites que j'ai données il y a quelques mois à MM. Létourneau, Hébert et Thomson.

"Cette procédure fort stricte doit être respectée par tous et, personnellement, je n'accepterai pas qu'on la transgresse. S'il



"arrivait qu'on y déroge et que quelqu'un en soit témoin, il n'aura qu'à m'en faire part. Je verrai à prendre les moyens pour que la chose ne se répète pas.

"Certains diront peut-être: pourquoi ne pas transcrire dans la loi le code d'éthique que vous appliquez au parti libéral du Québec afin que tous y soient soumis? Nous y avons pensé sérieusement. Je vous répète qu'un comité étudie le problème depuis déjà passablement de temps. Il n'a pas terminé son travail. Malheureusement, il n'a pas réussi jusqu'ici à trouver la formule qui permettrait d'inscrire dans la loi une telle disposition sans risquer de créer de la présomption et de l'injustice. Je ne connais pas d'ailleurs de loi électorale qui aille aussi loin. Ce qui n'est évidemment pas une raison pour que nous n'innovions pas dans ce domaine comme nous l'avons fait dans tant d'autres."

"On parle souvent, a dit M. Lesage, de la limitation des souscriptions électorales et de la publication des noms des souscripteurs et l'on prétend que si telle limitation et telle publication étaient obligatoires en vertu de la loi, cela pourrait avoir une plus grande efficacité. J'en doute fort." (86).

En outre, M. Lesage commentait ainsi les dispositions de la loi électorale de 1963:

"Il me semble que l'Etat a toutefois fait un grand pas déjà en décidant de rembourser, aux candidats qui se qualifient, les dépenses permises par la loi, moins 20 cents par électeur.

"Avant de songer à faire rembourser, à même l'argent des contribuables, toutes les dépenses des partis et des candidats qui satisfont à la loi, il importe pour le moment que les partis fassent également leur part et démontrent leur bonne foi .

"La solution, comme je l'ai expliqué, fit-il remarquer, est bien plus dans la limitation des dépenses électorales et par leur remboursement par l'Etat, que dans le contrôle toujours problématique et difficile des souscriptions aux partis...

"Les partis politiques, pour leur part, dit-il, verront leurs besoins financiers réduits d'autant, ce qui est un excellent moyen d'éviter la tentation toujours présente d'avoir recours à des procédés souvent douteux, parfois même condamnables, pour recueillir des fonds électoraux...

"A la suite de l'expérience que nous acquerrons au cours des prochaines élections générales, nous verrons s'il n'y a pas lieu, tout d'abord, de faire rembourser au total par l'Etat les dépenses permises des candidats, afin de faire disparaître l'élément le plus difficile à contrôler: les souscriptions électorales au niveau du comté...

"Notre fédération, dit-il, étudie présentement le problème sous tous les angles et nous ne désespérons pas d'y trouver une solution raisonnable, surtout avec l'expérience qui sera acquise au cours des prochaines élections générales...

"Tous savent, dit-il, jusqu'à quel point l'administration de la chose publique servait sous l'ancien régime à alimenter la 'machine infernale' par le truchement de la caisse électorale. Tout ce que je désire vous dire, c'est que nous avons pris les moyens voulus pour que l'administration





de la chose publique ne serve pas à bâtir une nouvelle machine infernale...

"Ce qui nous importe, à nous les libéraux, c'est que l'argent du peuple serve à l'évolution et au bien-être des citoyens plutôt qu'à enrichir scandaleusement certains individus qui accepteraient allégrement de redevenir bailleurs de fonds des partis qui n'ont pas scrupule à se laisser corrompre." (87).

Le lendemain de ce discours, l'éditorialiste de La Presse, Cyrille Feltzau, se demandait si M. Lesage, "en bon joueur de poker politique", n'avait pas "gardé par devers lui - sans nécessairement les mettre sous la table - quelques grosses cartes, des as, même?... rendons au moins cette justice au premier ministre. Pour la première fois de notre histoire, sauf erreur, un chef de parti et de gouvernement s'est attaqué de front en public à un sujet essentiellement tabou, le mécanisme interne de la caisse électorale de son parti... Israël Tarte a dû en frémir dans sa tombe". Mais "de ces précisions intéressantes et inédites, il ressort que le chef du parti - et non un comité de la F.L.Q. - est l'arbitre suprême en ce qui a trait à l'affiliation du code d'éthique de la trésorerie". D'autre part, "du côté de l'Etat, le gouvernement Lesage a fait un premier pas indispensable par sa loi de 1963 qui, tout en fixant des limites aux dépenses essentielles des candidats, tant au niveau des parties reconnues que des circonscriptions... En dernier ressort, le tout revient à une question d'équilibre. On peut raisonnablement croire que les caisses secrètes disparaîtront le jour où un équilibre s'établira entre, d'une part, les dépenses restreintes par la loi à l'essentiel et d'autre part, la partie défrayée par le gouvernement et celle que pourra apporter une caisse alimentée par des souscriptions populaires" (88). Le correspondant parlementaire du même journal, M. Michel Lapalme, conclut pour sa part que "le simple membre de la Fédération libérale du Québec ne sait pas plus qu'avant d'où vient et où va l'argent", et qu'il ignore même celle du budget officiel de la F.L.Q., qui est distinct et ne représenterait qu'"un cinquième de la caisse" (89).

Nous n'avons évidemment pas les moyens de vérifier cette proportion, non plus que les avancés de M. Lapalme, selon lesquels c'est la "caisse" qui, en définitive contrôlerait le budget de la F.L.Q. en l'alimentant en sa plus grande partie pour lui faire atteindre le respectable montant du quart de million de dollars (90).

Mais ce sont les commentaires de M. Claude Ryan du Devoir qui tinrent le plus complètement compte de l'ampleur et la complexité du problème: "Ce que M. Lesage a décrit c'est, en somme, le code de procédure que doivent observer les tré-



soriers et fiduciaires du parti.. Qui nomme le secrétaire aux finances du parti et les adjoints de ce secrétaire? A qui ces responsables rendent-ils des comptes? ... la responsabilité repose apparemment entre les seules mains du parti... (Mais) il n'est même pas informé, lui, le chef du parti, de la provenance des fonds (91)... c'est quand même lui qui se porte garant de tout, car c'est de lui - et de lui seul - que relève le fameux percepteur en chef". Distinguant entre les contributions individuelles et celles des sociétés, M. Ryan opine qu'"il ne sera jamais possible, ni même souhaitable, en démocratie de type libéral, de financer entièrement l'activité des partis politiques à même des contributions de l'Etat... Les contributions versées par des individus à des partis devraient même être déductibles pour fins d'impôts sur le revenu du moins jusqu'à concurrence d'un certain montant." (Mais) "autant les individus devraient être incités à souscrire aux partis politiques, autant les sociétés commerciales et financières devraient se voir rigoureusement interdire cette pratique hypocrite qui ne convient aucunement à leurs objectifs et à leur nature... Lorsqu'elle verse des fonds à un parti, une société détourne injustement, selon nous, des sommes qui appartiennent à ses actionnaires... C'est l'existence de deux caisses distinctes qui semble être le mal radical... aussi longtemps qu'on n'aura pas coupé le mal à sa racine, l'opinion saine continuera de s'inquiéter, elle demeurera sceptique devant des professions de foi et d'intégrité morale qui ne vont pas jusqu'au bout de leur logique." Et le directeur du Devoir soutenait en conclusion que les parties devraient "tendre vers des normes du type suivant:

"1. la situation financière détaillée de chaque parti devrait être connue et contrôlée par des hommes qu'élirait l'assemblée générale du parti et qui seraient chargés de présenter régulièrement des comptes à celles-ci.

"2. La situation financière de chaque parti devrait, dans ses grandes lignes, être communiquée annuellement au public, après vérification indépendante par un officier public qui échapperait, en raison de sa situation privilégiée, à toute tentation de collusion, à toute crainte de représaille". (92).

44.- En ce printemps de 1965, les Libéraux fédéraux du Québec poursuivirent le travail de structuration de leur fédération. Mais avant d'en rendre compte, il importe de faire écho à une interview de M. Pearson à M. Terence Robertson, qui eut une très grande diffusion dans le magazine biculturellement "jumeaux" Weekend Magazine - Perspectives du 3 avril 1965. Lors de ce très franc entretien, M. Pearson fit un large tour d'horizon des problèmes confrontant le premier ministre du Canada. Nous n'en retiendrons que les propos relatifs aux problèmes posés par la dualité canadienne:





"The most important factor in the growth of Canada over the next decade or so is to maintain national unity as we expand. We must not grow away from each other regionally. For instance, I would not like to see British Columbia or any other province develop in a way that might give the rest of Canada the impression that it was on its own. That's why it is important for federal and provincial governments to maintain close contact in terms of national development....

"To remain Canadian as we become more North American, that is our root problem. I can see pressures ahead all the time, but I think we can resist these pressures providing we foster pride in our own country, in its history, its traditions and in its destiny. We have to become more aware of Canada as a nation with its own symbols of national and separate identity.

"We must become increasingly proud of the composition and character of our people - the French part, the English part, and the third force. We must develop a more exuberant spirit of patriotism. Some diffident people have become accustomed to think of this as almost un-Canadian. But we need more flag-waving, and now we have a flag to wave that is exclusively our own.

"Our official national anthem should be O Canada and we must learn to sing it often and with fervor as others do their anthems...

"I don't believe that the Anglo-Saxon element in our society need be subordinated or minimized, because Canada is now a multi-racial society. In rough terms one-third of our population is of Anglo-Saxon stock, one-third of French stock and one-third which is neither French nor English. We cannot allow traditional feelings and loyalties to dominate the situation to a point where the English-speaking group appears as some sort of master race.

"Quebec, you know, is going through a revolution, an industrial, cultural and political revolution; a change of life. Quebec is moving into the sixties of the 20th Century in a stimulating and exciting way. We should all be happy about this. But movement of this kind creates its own problems, its own tensions, its own frictions. So as the Quebec government pushes ahead with changes and reforms, it has been very careful to insist that not only Quebec's rights and privileges under our constitutional system be respected, but also that it has full access to all the financial resources it can secure under Confederation to enable it to do these things that must be done in the province.

"That is why they so often come to Ottawa and say to us: 'Give us more room in this or that tax field. We want it. We need it. If we share a tax field under the constitution the province must have priority for its needs.' And Quebec is not the only province that takes this stand. They all do.

"There is continuous conflict of this nature between the provincial and federal governments; conflict in a positive and friendly sense. We are going to have to work out a means of living together as Canadians, federally and provincially, in the face of these tax and other problems. We are going to do it through co-operative federalism, which requires, among other things, frequent meetings between the federal and provincial government representatives. We've had more federal-provincial meetings in the last two years than ever before.



"Co-operative federalism, as its name implies, also means that the federal government must not take any action in a jurisdictional field which is reserved under the constitution for the provinces without the approval of the provinces concerned. It means too that in those fields where jurisdiction is shared - and the British North America Act includes many share fields of jurisdiction - the central government must always try to act with the co-operation of the provinces and after consultation with them. We should also be careful not to take action in Ottawa even in fields which may be, technically speaking, federal but which have important provincial aspects, without discussing such action with the provinces. By the same token, the provinces must be careful not to impinge upon our federal responsibilities or act without consulting up in matters which concern us.

"Co-operative federalism is simple to define, but it is difficult to operate...

"Yes, federal government policies have been the subject of controversy between political parties and inside parties. It has been charged we were surrendering, capitulating, giving in to Quebec. The reply is that we have not made concessions of any kind to Quebec that were not justifiable in the light of today's circumstances and to which other provinces were not equally entitled if they had asked for them - as they on occasion did" (93).

Le 21 avril, se tenait l'assemblée de fondation de l'association fédérale du comté de Saint-Henri. Ce fut l'occasion d'une manifestation d'entente entre "fédéraux" et "provinciaux" au niveau d'un même comté. Entre M. H. "Pit" Lessard, député fédéral et M. Favreau, principal invité, avait pris place M. Phil Lalonde. Ce fut l'occasion pour M. Favreau d'affirmer que "les deux associations libérales provinciale et fédérale se complètent et doivent être un signe de l'unité canadienne au sein de la Confédération... Il ne s'agit pas d'une scission, d'une séparation comme certains de nos adversaires le voudraient" (94).

Le 1er mai, la F.L.C. (Québec) tenait une réunion de son Conseil de Direction à Québec. Présent, M. Favreau ne pouvait se défendre de quelque nostalgie en se rappelant l'anniversaire, quelques jours auparavant, du caucus du 24 avril 1964, qui allait prélude à l'élaboration d'une nouvelle structure fédérale pour les libéraux québécois (cf. no 28). "L'unanimité s'est faite, déclara-t-il, autour de graves décisions qui ont amené ce que nous avons aujourd'hui... nous avons réussi à faire de la F.L.C. (Québec) un organisme qui, à l'heure actuelle est considérée par tous comme étant très fort... ensemble nous avons réussi à changer la mentalité qui voulait qu'une personne militant sur le plan fédéral était un renégat ou un arriéré" (95). Les participants discutaient de l'intégration du comité d'organisation à la fédération. Comme un participant arguait que ce serait une bonne réponse à donner aux critiques des journalistes, M. Favreau répondit par cette déclaration qui ne voile pas un vif sentiment d'impatience:





"Ce n'est pas parce que les journalistes sont butés qu'on doit se sentir obligé de légiférer dans leur sens. Ce qu'on lit présentement dans les journaux est archi-faux. Ce qu'on dit de l'organisation n'est pas fondé. Je suis contre les libéraux qui ont créé des mythes sans savoir de quoi ils parlaient. Lorsque nous avons créé la Fédération Libérale du Canada (Québec), nous avons dû nous battre pour faire accepter l'idée au peuple. Si nous continuons dans ce sens, nos députés vont se décourager et ils vont demander à ce que la Fédération Libérale du Canada n'existe plus.

"Je défie, dit-il, n'importe quel journaliste de me prouver qu'il savait de quoi il parlait lorsqu'ils ont écrit sur le comité d'organisation ou sur la question des finances du Parti. Donner le comité d'organisation à la F.L.C. (Québec), serait rendre un bien mauvais service au Parti. Toutefois, je vous en assure, si jamais vous décidez de le remettre entre ses mains, je me rallierai à votre idée et je serai l'un des premiers à défendre cette prise de position."

Le procès-verbal de la réunion rappelle l'opinion que, selon son secrétaire-administratif, "la F.L.C. (Québec) fait un peu figure d'enfant séparé au sein de la grande famille libérale du Canada". Et, "comme solution première à cet état de choses, il est décidé d'inviter Paul Lafond, secrétaire administratif de la Fédération Libérale du Canada, à nos réunions, tant du comité exécutif que du conseil de direction et du conseil général. Toutefois, la proposition de André Dubé à l'effet que le président de la Fédération Libérale du Canada ou son représentant soit invité à nos réunions est finalement acceptée". Plus significative encore est l'intention d'établir des liens de coordination avec la F.L.Q.: "L'idée du comité de coordination est acceptée et il est proposé que Eugène Lapointe et Raymond Letarte soient désignés par la Fédération Libérale du Canada (Québec) et que les démarches soient faites auprès de la F.L.Q. pour qu'elle désigne à son tour des individus qui compléteront les cadres de ce comité."

Le grand événement public du printemps fut le "dîner-bénéfice" de \$50. le couvert, le 7 mai à Montréal - the "Prime Minister's Dinner". Ce fut l'occasion d'un "pep-talk" de circonstance par M. Pearson devant les quelque 2 000 convives (96), parmi lesquels se trouvaient l'ancien premier ministre, Louis Saint-Laurent. Selon un usage déjà établi, il n'y avait pas de table d'honneur (97), mais les principaux invités furent présentés sur une tribune. Et comme le notait un reporter du Devoir, "sept personnes séparaient M. Maurice Sauvé du premier ministre Pearson: le sénateur John C. Connely, les ministres Eudore Robichaud, Lucien Cardin, Maurice Lamontagne et Guy Favreau, ainsi que M. Louis Saint-Laurent". Il est notable que les trois principaux journaux aient présenté à la suite de cette manifestation des manchettes très différentes: La Presse: Tenez vos armes prêtes - Pearson: des élections... mais quand?; The Montreal Star: Pearson Says Ottawa Won't Betray



or Surrender Role - PM Stresses Constitutional Responsibility; Le Devoir: Favreau: les Québécois doivent conjuguer leurs loyautés envers Québec et Ottawa - M. Pearson: Eviter les conflits entre le fédéral et le provincial. Dans une colonne toute voisine, par une curieuse coïncidence, Le Devoir nous apprenait que "M. Marchand nous confirme son intention de démissionner et La Presse que "Marchand remet sa démission" (98).

Le journaliste de La Presse commençait son reportage en rapportant le cri de guerre (éventuelle) du premier ministre:

"Soyez sur le qui-vive!"

"Organisez-vous!"

"Tenez vos armes électorales prêtes à faire feu".

"Les prochaines mesures pourraient nous conduire à des élections générales. Qui sait! Je ne puis évidemment vous révéler la date puisque je ne la connais pas". Et le premier ministre d'ajouter: "On sent chez les partis minoritaires le désir de luttes âpres et acrimonieuses et la menace de notre disparition à chaque jour mais, lorsque le vote arrive, les Tories veulent être certains de perdre et partant d'éviter une plus grande perte... Mais un jour ils peuvent établir de mauvais calculs, ou, nous pouvons, nous, calculer. Les dés seront alors jetés..." Ainsi que l'indiquait sa grande manchette, c'est aux passages relatifs au fédéralisme fédératif, que le Star consacrait le plus d'importance et d'espace:

"Co-operative federalism means co-operation on both sides. It cannot operate on a one-way street and lead anywhere - except perhaps to a collision... If it doesn't work, there will be no Canada - and if there is no Canada what will become of its parts, of its provinces... In its turn, the Federal Government has a responsibility within the constitution to the whole of Canada. It is not going to betray or surrender that responsibility. It is going to maintain the power and authority needed to discharge it. And the Federal Government, too, must have resources adequate for that purpose." Faisant allusion aux "assertions injustes et sans fondement" contre de ses collègues du Québec, M. Pearson affirmait: "Je vous dirai ce soir que j'ai foi dans l'intégrité, le sens de l'honneur et le patriotisme de mes collègues du Québec dans le cabinet" (99). Le premier ministre félicita aussi "my friend", Jean Lesage, pour avoir lancé au Québec une "revolution of progress": "This is a healthy development and should be welcomed as such by even Canadian outside Quebec".

"Les relations entre Canadiens de langue française et de langue anglaise ne seront pas résolues selon des données précises en noir et blanc, de façon définie et satisfaisante pour tous... Lorsque vous résolvez un problème, vous voyez souvent surgir deux ou trois autres problèmes. Mais ne vous en plaignez pas. Vous commencez à vous attaquer





aux autres problèmes sachant très bien que, si vous n'aviez pas résolu le premier, vous seriez aux prises avec cinq ou six problèmes, non deux ou trois nouveaux, et d'une réelle gravité"(100).

Du discours de M. Favreau, qui fit la grande manchette du Devoir, et la manchette de la première page d'un cahier intérieur, extrayons les passages suivants:

"Lutter pour le Québec, a soutenu M. Guy Favreau, est non seulement compatible avec la défense du Canada; cette lutte est la condition immédiate de la prospérité canadienne... C'est sous la protection d'un Canada reconstruit que les aspirations du Québec peuvent se réaliser le plus sûrement. Entre ces deux loyautés, il ne faut voir ni contradiction ni rivalité, mais enrichissement mutuel et complémentarité... L'option du Canada canadien, c'est-à-dire à loyautés conjuguées, me paraît la seule digne du Québécois intelligent et progressif.

"Nous, le peuple d'un Canada français renaissant... ne pouvons ni respecter l'arrogance, ni nous humilier dans la crainte" (101).

"Dans cette phase fédérale de la révolution tranquille ... tout cet appareil est radicalement réformiste ... 'Je suis certain qu'une fois prouvée, une fois victorieuse notre section québécoise servira de modèle à toutes les autres sections de notre parti au Canada... Il s'agit chez nous du peuple en marche, un ralliement des patriotes qui penseront et agiront avant, et après les élections. Il s'agit de la conscience vigilante d'une révolution permanente...

"Etre militant de la nouvelle fédération veut dire que l'on croit possible de concilier les intérêts du Québec et du Canada... Nous savons que c'est sous la protection d'un Canada reconstruit que les aspirations du Québec peuvent se réaliser le plus sûrement...

"Voilà une conception du patriotisme que peuvent assimiler seuls des hommes au cœur généreux et à l'esprit flexible. L'option du Canada canadien, c'est-à-dire celle des loyautés conjuguées, me paraît la seule digne du Québécois intelligent et progressiste...

et en anglais:

"Le Canada dans lequel nous voulons vivre doit façonner ses attitudes à partir d'un nouveau symbolisme. A la vieille mythologie de l'inégalité nous devons substituer l'image de la fraternité. Désormais, les relations entre Canadiens anglais et français ne doivent pas se déformer sous l'influence du stéréotype impertinent des Plaines d'Abraham; elles doivent se resserrer dans les solidarités ennoblissantes d'aujourd'hui, celles qui unissent nos fils en un service pacifique dans les dunes de Gaza, dans les collines de Chypre et dans les jungles du Vietnam".

Au sujet du nouveau drapeau canadien, M. Favreau y voyait une "consécration définitive et inoubliable du patriotisme dans un symbolisme majestueux" (102).

Selon La Presse, deux ministres provinciaux assistaient au dîner, Madame Claire Kirkland-Casgrain et M. Gérard-D. Lévesque, ainsi que le trésorier de la F.L.Q., M. Jean Morin. Le même journal rapporte encore qu'un sondage a été effectué dans 4 comtés représentés aux Communes par des députés de l'opposition. Dans



les deux premiers de ces comtés représentés par des créditistes (Shefford et Québec-Est) et dans le troisième par un conservateur (L'Assomption-Montcalm), on aurait relevé une "tendance très fortement libérale". Dans le quatrième, dont l'ancien député créditiste est devenu indépendant (Lac Saint-Jean), 33 pour cent des électeurs seraient favorables aux libéraux contre 32 pour cent pour l'actuel député. "La section de Québec de la nouvelle Fédération libérale du Canada, commentait quelques jours plus tard l'éditorialiste de La Presse, Renaude Lapointe, s'annonce comme un gros poupon qui a bonne envie de vivre et qui a même bonne envie de vivre... Le tout à l'ombre des deux drapeaux, canadien et québécois, que célébrait une brise annonciatrice de victoire, et avec l'appui moral de celui qui recueillit l'ovation la plus délirante, le très honorable Louis Saint-Laurent" (103). Lors de cette première grande manifestation publique de la F.L.C. (Québec), il y avait certes de la poudre - électorale - dans l'air... (104).

Le 5 juin suivant, c'était autour du Conseil général provisoire de se réunir à Montréal. Son président, M. André Dubé, se plaisait à souligner la présence de deux ministres, MM. Maurice Sauvé et René Tremblay, et de plusieurs députés fédéraux. Cette journée d'étude semble avoir été propice à l'euphorie métaphorique: le président comparant la fédération à "un soleil ardent" et M. Favreau voyant dans le président un véritable "Gibraltar" (105). Evoquant à nouveau le caucus de l'année précédente, qui avait consacré le principe de la distinction structurelle des libéraux fédéraux et provinciaux, M. Favreau disait à ses partisans: "... vous tous ... avez posé la pierre angulaire du plus bel instrument de pensée et d'action politique", car "les circonstances d'alors étaient telles que les cadres de la F.L.Q. ne suffisaient plus à contenir deux mouvements, soit le provincial et le fédéral. Il fallait nous épanouir dans un mouvement bien à nous. Nous ne sommes pas des frères séparés; nous travaillons et luttons tous dans le même but: 'servir le Québec et le Canada tout entier'". Comme à la rencontre précédente, M. Favreau s'en prit aux journaux qui "déforment le sens de nos paroles... D'abord on dit que le Parti libéral fédéral au Québec ne veut pas se donner des structures pour jouer dans (sic) le fédéral le rôle le plus intéressant possible. Les détracteurs ajoutent que nos structures ne sont pas démocratiques. Deuxièmement, on dit que le comité d'organisation électorale également n'est pas démocratique et est dominée par certains individus. Tout cela (sic) est faux. Nos structures correspondent aux aspirations du Québec et notre programme est un modèle de démocratie". Lors de cette rencontre le trésorier, M. Maurice Jarry, présenta un rapport succinct des finances de la F.L.C. (Québec) (106):





Total des dépenses au 16 mai 1965..... \$ 55,563.90

En caisse..... \$ 41,976.25

Le vice-président de la Commission politique, M. Michel Robert, en présenta le rapport, auquel étaient annexés les documents de travail et les résolutions dont nous avons déjà fait état (cf. no 40). Le procès-verbal rapporte le point de vue de M. Robert selon lequel "en principe, il est difficile pour le conseil général provisoire d'accepter ou de rejeter chacune des résolutions étant donné que d'après la consultation, c'est le congrès qui doit procéder à cette tâche. Toutefois, la commission politique a quand même besoin de l'approbation du conseil général". Le procès-verbal nous rappelle que "l'organisation va bon train" (107), bien "qu'à date, il n'y eut qu'une seule convention, soit dans le comté de Villeneuve. Cependant, dit-il, lors de la prochaine réunion du comité d'organisation, il en sera question à cause de la redistribution des comtés". Au sujet de règlements de convention, nous relèverons l'important amendement suivant:

"Tout candidat doit être élu à une convention en vertu des présents règlements. Le leader du parti, de concert avec le conseil de direction de la Fédération Libérale du Canada (Québec) ou son représentant dûment mandaté, peut, pour des raisons extraordinaires, dispenser de la tenue d'une élection dans un comté, après consultation avec l'association de comté."

A la fin de la rencontre, M. Robert fit lecture des résolutions de la Commission politique (cf. no 40). Le procès-verbal ne fait mention que de la prise de position d'un ministre, M. René Tremblay:

"En ce qui a trait au premier groupe de résolutions, soit 'le vocabulaire et les options', l'honorable René Tremblay ne se dit pas tellement d'accord.

"Le Canada dit-il, doit reconnaître le fait que plusieurs nations existent et que des mesures doivent être prises pour développer ces deux nations. Le problème des Etats associés n'a pas été abordé. L'état fédéral peut avoir deux états associés qui soient l'expression politique de deux nations. Le problème n'a pas été abordé et il serait opportun d'étudier de quelle façon des mesures pourraient être prises pour permettre l'épanouissement des deux nations. Il faudra donc faire un prolongement de l'étude afin d'y mettre plus de lumière.

"Michel Robert rappelle ici que le mot nation n'est pas employé pour le groupe anglophone. Nous avons utilisé plutôt, dit-il, le mot dont on s'est servi à la commission Laurendeau-Dunton, soit les "deux majorités distinctes au Canada." La possibilité d'Etats associés est donc écartée. En revisant les structures parlementaires, nous avons prôné une dualité horizontale et non pas verticale entre l'état du Québec et le gouvernement central."

Mais le fait saillant de cette rencontre fut peut-être ce que M. Jean-V. Dufresne du Devoir appelait la "réplique" de M. Favreau qui s'adressait "de toute évidence



à son collègue Maurice Sauvé, qui, deux jours auparavant, demandait que son parti rompe avec "certains éléments du passé" et s'abstienne de "mettre du vieux vin dans des urnes nouvelles". Le leader québécois s'en prenait aux "Cassandres qui préférèrent les mythes aux réalités, qui prétendent que le parti libéral du Canada au Québec serait en retard sur son siècle, sont eux-mêmes en retard d'une révolution. A ceux qui, refusant de reconnaître la réalité éclatante de ces faits, persistent à exiger des épurations sanglantes, je demande d'ouvrir les yeux: prenons soin, en liquidant le passé, de ne pas guillotiner ceux qui font la révolution" (108) Quelques jours plus tard, M. Sauvé assistait tout de même, en compagnie de MM. Favreau et Tremblay, à une assemblée de l'Association libérale du comté de Lévis, à Saint-Romuald. Le compte-rendu de La Presse lui prête les propos suivants: "C'est aujourd'hui qu'il faut amorcer ces réformes, car si elles n'interviennent pas avant les prochaines élections, rien n'autorise à croire qu'elles s'opéreront après, du fait que le parti libéral connaîtra un triomphe électoral aux prochaines élections, même sans faire ces réformes."

Dans sa "colonne syndiqué", M. Gérard Pelletier était d'avis que, si les mesures amorcées par M. Favreau n'avaient "rien de très radical", elles allaient toutefois "dans le sens de la réforme". Et, tout en constatant, que "les machines politiques libérales et conservatrices, dans les autres provinces, ne font l'objet d'aucune attaque sérieuse, par les temps qui courent," le journaliste-futur député concluait:

"Il faudrait peut-être que MM. Favreau et Sauvé en soufflent mot à leurs collègues de l'Ontario, de l'Ouest et des Maritimes. Car s'il existe dans tous ces endroits un mouvement similaire à celui dont nous sommes témoins au Québec, il serait grand temps de le faire connaître. Et s'il n'en existe pas, il serait plus urgent encore d'en amorcer un.

"Il ne semble pas possible, en effet, de ne réformer que la moitié d'un parti, sans obtenir pour résultat un parti à moitié réformé" (109).

Ce que les journalistes appelaient depuis quelques temps déjà "l'affaire Sauvé" ou "l'affaire Favreau-Sauvé" est une assez longue histoire qui mérite le traitement d'un paragraphe spécial.

45. - "L'affaire Sauvé", ou la lutte du ministre des Forêts contre "la vieille garde" du parti libéral; entre les deux, le leader québécois, M. Favreau: tels étaient les 3 points d'angle d'un triangle où s'enfermaient les débats serrés sur l'orientation et la structuration de la F.L.C. (Québec) au printemps et au début de l'été 1965. Tout cela par la presse, ou, selon ses adversaires, par M. Sauvé via la presse, éclatait avec fracas dans l'opinion. M. Sauvé était entré au ministère sur le tard; il se disait on était le fer de lance de l'aile réformiste et





"impatiente" du parti. Avant son entrée dans la politique fédérale, qui ne lui aurait pas été facilitée par l'organisation se refusant à lui laisser tenter sa chance dans un comté montréalais, il était déjà une figure controversée. Bien qu'on lui reconnaissait des qualités de dynamisme et de sens de l'organisation, une bonne formation intellectuelle, on s'empressait de noter aussi chez lui une ambition excessive, ainsi qu'un manque d'habileté, confinant à la rudesse maldroite; bref, un "mauvais coucheur", un collaborateur peu conventionnel qui n'était pas de tout repos. A son sujet, nul n'était indifférent: apparemment, il avait plus de partisans dans les salles de rédaction qu'au sein de son propre parti, à tous les niveaux. Ses classes politiques, il les avait faites avec l'équipe Lesage: selon un degré que l'histoire politique éclairera plus tard, il aurait été un des grands artisans des victoires de "l'équipe du tonnerre" de M. Lesage à l'élection provinciale décisive de 1960. Mais ce ne sont pas les antécédents "provinciaux" de M. Sauvé qui lui valaient méfiance ou opposition au sein de son parti; c'était plutôt sa personnalité et son "style" d'action très particuliers.

Tout cela étant dit, il y avait une question de "système" engagée dans l'affaire Sauvé, dont on ne pouvait faire abstraction. Selon H. Guy Cormier, éditorialiste à La Presse:

"Il n'y a pas de cas Sauvé. Mais il y a le cas de l'aile québécoise d'un parti fédéral qui se trouve dans l'obligation austère d'aligner, non point des Canadiens français de valeur, mais des Canadiens français qui ont deux fois plus de valeur que leurs collègues d'une autre langue. Non pas un talent, mais deux, afin qu'il devienne impossible de les ignorer au sein de la majorité. Il est possible qu'ils ne soient pas reconnus malgré tout. Mais alors, c'est le système qui se condamnera de lui-même, dans tous les partis, en favorisant une médiocrité qui va habituellement avec la souplesse de l'échine. M. Sauvé n'est pas médiocre. M. Pearson le reconnaîtra sans mal" (110).

M. Leslie Roberts voyait en M. Sauvé un "abrasive but brilliantman", qui:

"has been the speaker of New Guard politics in this province. Ever since the present government came to office he has been striving to purge the Augean Stable of Quebec Liberal federal politics.

"More than once he has played rough. This is a very impatient man, a man contemptuous of second-raters, but a man of high personal integrity, an out-and-out federalist, but also a New Quebecer.

"His efforts have been frustrated at every turn. The Old Guard has been, and still is, too strong for him...

"To put it tersely, the perpetuation of Old Guardism can wreck the hopes of the Liberals in this province. The High and the Mighty in Ottawa refuse to believe a word of it.



"They look at Gallup Polls and such like evidence which tells them that their fortunes are on the upswing again, and nothing anyone says to the contrary has the slightest impact - a condition which arises from the woeful ignorance of Quebec which exists in today's high federal Liberal echelons.

"Since they won't listen to Sauvé, there isn't much likelihood that they will listen to anybody else" (111).

Dans la presse canadienne-française, ce sont surtout les articles de M. Jean-Pierre Fournier du Devoir et, dans la presse anglophone, ceux de M. Peter Newman qui ont posé, et peut-être entretenu, devant l'opinion "l'affaire Sauvé". Le Devoir du 22 avril titrait une dépêche de son correspondant outaouais: "M. Pearson attend avec appréhension le retour d'Europe de M. Sauvé", car "le jour de son départ, le premier avril, M. Sauvé lui a adressé une note confidentielle dans laquelle il lui disait qu'il allait profiter de son voyage pour réfléchir à la situation politique et à son avenir." Cette nouvelle nous apprend encore que "le 13 février, veille de la Saint-Valentin, il a déjeuné en tête-à-tête avec le premier ministre et lui a exposé ses griefs. M. Pearson l'a écouté avec attention, il ne s'est pas engagé davantage. Son action (sic : peut-être erreur typographique pour "inaction") n'a fait qu'aiguïser l'impatience de M. Sauvé de sorte que la menace de sa démission pèse toujours sur le cabinet." En effet, poursuit le journaliste: le ministre est sollicité par l'entreprise privée et la tentation est forte de se tourner vers un domaine d'activité où il pourra exercer son talent et son énergie sans crainte de froisser constamment l'ambition et les susceptibilités de son entourage."

Entre les 26 avril et 1er mai, M. Fournier écrivit une série de quatre articles sous le titre général de "Le dilemme des libéraux". De ce "dossier", extrayons quelques passages clés. D'abord du premier article "Le pronunciamiento de Maurice Sauvé":

"Les sujets d'irritation ne manquent pas dans la politique fédérale - elle obéit depuis cinq mois à la même logique que l'intrigue d'un roman surréaliste - et il n'en est aucun qui échappe à la colère de M. Maurice Sauvé ... Le premier ministre témoigne ... d'une indulgence excessive à l'endroit de la vieille garde. Malgré les déboires récents qu'elle lui a suscités, il ne peut encore se résoudre à la dépouiller de son autorité sur l'organisation et les finances du parti. Il craint de ne pouvoir se dispenser de ses services en temps d'élection et juge plus prudent de l'épargner jusqu'à ce qu'il dispose d'une bonne majorité à la Chambre des Communes ... M. Sauvé pense que la plupart des crises qui ont gêné les relations fédérales-provinciales depuis deux ans auraient été évitées si le gouvernement de M. Pearson n'avait pas craint d'offenser la susceptibilité des autres provinces en engageant des négociations bilatérales avec le gouvernement de M. Lesage ... Le premier ministre lui-même ne s'est pas soucié d'inclure un Canadien français dans son entourage immédiat. Les hommes-clés de son





entourage sont, outre Tom Kent, MM. Richard O'Hagan, secrétaire de presse, James Regan et Hal Dornan, adjoints spéciaux, et James Coutts, secrétaire particulier. Un Canadien français est attaché à son bureau à titre de secrétaire à la correspondance... En réalité, M. Sauvé ne réclame rien pour lui. Du moins, ouvertement. Il propose simplement de remettre la caisse et l'organisation du parti entre les mains de M. Louis de Gonzague Giguère, déjà directeur général des libéraux québécois, et de lui abandonner toute autorité... L'urgence des réformes proposées par M. Sauvé est conditionnée par la proximité d'une élection. Le ministre tient qu'une élection générale, dans les conditions actuelles, serait un trompe-l'oeil pour autant qu'est concernée la province de Québec: elle ne changerait rien, ne garantirait pas une meilleure représentation à la Chambre, une politique mieux adaptée aux besoins du peuple canadien-français et des rapports plus harmonieux avec le gouvernement provincial ... La vieille garde (112) a alors (en 1963) enregistré contre lui une victoire éclatante, réussissant à l'écarter du premier cabinet de M. Pearson".

Le deuxième article de M. Fournier pose un diagnostic sévère mais non forcément inexact: "Les députés du Québec ne font pas le poids". Après un rapide relevé des adjoints parlementaires et "ministrables" anglophones, le journaliste établit un bilan fortement positif: "Bref, la députation de langue anglaise offre un réservoir presque inépuisable. Jamais auparavant dans son histoire, dit-on, le parti libéral n'a réuni un tel assemblage de talents". Mais, du côté des députés francophones, M. Pearson ...

"Êt-il le besoin de remplacer le trois ministres du Québec (MM. Guy Favreau, Maurice Lamontagne et René Tremblay) dont les noms ont été mêlés à des affaires scandaleuses à l'automne, le premier ministre se serait vite trouvé à court de sujets. Une fois qu'il aurait eu décerné un portefeuille à M. Jean-Luc Pépin, député de Drummond-Arthabaska, il aurait été dans l'obligation d'abandonner les deux autres à des gens de second ordre.

"Certes tous ne sont pas dépourvus de qualité. MM. Jean Chrétien (St-Maurice-Laflèche), Jean-Pierre Côté (Longueuil), Auguste Choquette (Lotbinière) ou Rosaire Gendron (Témiscouata-Rivière-du-Loup), par exemple, sont à la fois actifs et intelligents et seront sans doute en mesure un jour de remplir avec compétence des fonctions ministérielles, mais ils sont pour le moins inexpérimentés. Il n'est pas exclu évidemment qu'ils soient quand même promus très tôt au ministère car non seulement y a-t-il pénurie de personnel qualifié, mais le premier ministre se livre parfois à des caprices; il a déjà préféré MM. Yvon Dupuis et Léo Cadieux à M. Pépin, pourtant mieux préparé, et on dit maintenant qu'il songe à donner un portefeuille à M. Jean-Marie Cantin, député de Québec-Sud et secrétaire parlementaire du ministre des transports.

"Il est commun de mettre en doute la morale de nos députés. Pourtant, s'il n'en fut pas toujours ainsi, les députés du Québec sont aujourd'hui au-dessus de tout soupçon sous ce rapport. En général, ils sont probes, loyaux et désintéressés. Ils se dépensent sans ménagement pour les électeurs de leur circonscription et sacrifient dans beaucoup de cas des revenus bien supérieurs à



leurs indemnités de \$18,000 par an pour s'acquitter proprement de leurs fonctions.

"Ce sont plutôt leurs aptitudes à traiter les problèmes éminemment complexes d'une société moderne qu'il faut suspecter..."

"Le fait est que sur la plupart des grands problèmes qui préoccupent la nation, c'est à peine si la voix du Canada français se fait entendre, pas plus d'ailleurs des rangs de l'opposition que des rangs ministériels. Tandis que les députés de langue anglaise consacrent le meilleur de leur temps à leur devoir de législateurs et qu'un corps de garde, au moins, exerce une vigilance de tous les instants sur les affaires de l'Etat, les députés de langue française s'absorbent presque tout entiers dans des fonctions de commis..."

"Des 75 membres de la députation québécoise, 57, c'est-à-dire plus des deux tiers, proviennent des professions libérales ou commerciales. Ils sont avocats ou bien croque-morts, courtiers en valeur, agents d'assurance ou bien gratte-papier, optométristes, notaires ou bien mesureurs.

"Or, un avocat de campagne, fût-il diplômé d'université, n'a pas nécessairement l'habitude, ni le goût du travail et de la recherche. Sa profession ne l'incite pas particulièrement à les développer: jour après jour, il incorpore les mêmes types de compagnies, plaide le même genre de causes devant les mêmes juges.

"L'ère des avocats-politiciens et des médecins-politiciens est révolue. Nous sommes à l'ère des techniciens.

"Seulement sept de nos 75 députés peuvent légitimement se piquer de ce qualificatif. Cinq sont de langue française: MM. Maurice Lamontagne, Maurice Sauvé, René Tremblay, Guy Favreau et Jean-Luc Pépin; deux de langue anglaise: MM. Charles Drury et John Turner.

"Pourtant, il ne suffit pas non plus de posséder cette qualité pour réussir ou pour s'acquitter avec brio de toutes les tâches comme en témoignent MM. Lamontagne, Tremblay et Favreau..."

"L'argument qu'on invoque le plus fréquemment pour excuser le calibre de la députation québécoise tient en deux points; d'une part, dit-on, les députés représentent le peuple et il est indispensable qu'ils restent en contact étroit avec lui; d'autre part, trop d'intellectuels risqueraient d'encombrer le ministère puisqu'ils ne pourraient souffrir bien longtemps de ne pas avoir de portefeuille (M. Lamontagne servit cet argument en particulier pour justifier la candidature de MM. Marcel Prud'homme et Fernand Leblanc à l'élection complémentaire de février 1964 dans Laurier-Saint-Denis).

"Au premier point, on peut répondre que les techniciens ne sont pas forcément inaptes à communiquer avec leurs électeurs, à preuve MM. Pépin, Turner et Sauvé.

"Le second point est si farfelu qu'il mérite à peine qu'on s'y arrête. Disons simplement qu'en général, les députés ne sont pas si ambitieux qu'ils ne peuvent tolérer de rester à l'arrière-plan s'ils tiennent les hommes du premier rang pour plus compétents qu'eux. M. Pépin ne s'est pas trop mal accommodé jusqu'ici de n'avoir pas de portefeuille même s'il pouvait difficilement tenir M. Yvon Dupuis pour son supérieur."





Dans son troisième article, M. Fournier fait le compte des "griefs du parti contre Maurice Sauvé":

"Quoique M. Maurice Sauvé n'ait pas scrupule à lancer la première pierre, il est loin d'être sans péché. Il en confesse volontiers quelques-uns, en fait davantage et personne ne se fait faute de lui en prêter beaucoup d'autres de sorte que la litanie des griefs que nourrissent contre lui le cabinet, le parti et ses collègues du Québec égale bien celle qu'il a dressée, avant son départ outre-mer ... Avant tout, ils ne présentent pas son tempérament, ni ses manières. Le ministre est fier, arrogant et impétueux. Il a certes du talent, mais il en doute trop peu... En outre d'être perspicace et intelligent, son savoir est fort étendu, particulièrement dans les sciences de l'économie où la députation canadienne française est le plus faible, mais il est avare de ses lumières... Dans ses rapports avec les députés de langue française, il est hautain et frondeur. Le tact et l'étiquette sont le moindre de ses tourments. S'il lui faut donner son appréciation d'un homme ou d'une chose, il pousse la franchise et l'exactitude jusqu'à la brutalité ... Ses pires ennemis l'accusent d'être vantard, de ne rechercher que la gloire et ils soupçonnent la presse de donner dans son jeu, voire d'être complaisante ... naguère, on prétendait même qu'il paraissait avec de faux titres universitaires ... Pourtant, c'est faire trop d'honneur au ministre des forêts - et trop peu à la presse - que d'insinuer qu'il a le pouvoir de dicter toutes les manchettes qui le célèbrent. Il possède incontestablement le génie de l'opportunité: il flaire les occasions de se mettre en vedette (113)... ce sixième sens ne suffirait pas encore à lui attirer toutes sortes de glorieuses épithètes, du jeune 'James Bond de la confédération', s'il n'avait, en outre, le don d'imprimer à chacune de ses actions un caractère sublime de cache et de courre qui frise l'héroïsme... Du reste, il a déjà révélé la mesure de ses aspirations secrètes un jour qu'il faisait état, devant quelques-uns de ses confidents, d'un dossier 'épais comme une maison' sur les hommes de fer qu'il se propose d'attirer dans la politique fédérale. Quant on lui a demandé pourquoi il s'abstenait de communiquer leurs noms au premier ministre, il a répondu: 'C'est pour le jour où je serai général' ... député depuis moins de trois ans, il a brandi trois fois la menace de sa démission... Boeuf au travail, M. Sauvé l'est aussi dans l'action. Il a le pied pesant et ne remue jamais que dans une gloire de poussière qui enveloppe tous les gens qui l'entourent... Il a des relations parmi les gens qui comptent; des relations qui partagent ses vues aussi bien que sont (sic) sentiment d'urgence."

Enfin, M. Fournier établit que les "faits précis qu'on tient contre M. Sauvé tombent souvent dans la catégorie des demi-vérités, sinon de la fantaisie pure. Le premier ministre, dit-on, lui reproche:

- "1) de fréquentes absences du cabinet;  
il est certes mieux en mesure que personne de juger de l'assiduité de ses ministres et, s'il adresse ce grief à M. Sauvé, c'est peut-être qu'il est fondé;
- "2) de trahir les secrets du cabinet;  
c'est une accusation plus grave qui, cependant pourrait sans doute être portée contre chacun des ministres; tous ont des



amis - généralement de plus intimes hors du cabinet qu'à l'intérieur du cabinet - et il n'est pas inconcevable qu'il leur arrive parfois de les consulter sur des sujets qui les tourmentent particulièrement; si le premier ministre veut parler de trahir les secrets du cabinet au profit de la presse, c'est une autre histoire; l'éthique interdit au journaliste de divulguer ses sources, mais il peut bien divulguer celles qu'il n'a pas, et M. Maurice Sauvé, assurent quelques-uns des journalistes qu'on soupçonne de publier les secrets du cabinet n'est pas la leur;

- "3) de faire parler de lui dans tous les journaux; encore une fois, le ministre n'est pas si puissant qu'il puisse dicter à la presse les articles qu'elle publie; il faut donner crédit à la presse d'écrire parfois ce qu'elle veut et ce qu'elle pense; du reste, la presse n'est pas moins partagée que la députation au sujet de M. Sauvé; une section - notamment certain quotidien québécois de province, - lui voue une haine farouche et l'a systématiquement traité avec cruauté; une autre, - représentée surtout par des quotidiens de langue anglaise, - l'a en odeur de sainteté et l'a parfois exalté jusqu'à l'indécence.

"Quelques-uns des collègues québécois du ministre lui reprochent:

- "1) de négliger les responsabilités qu'il a déjà dans le ministère; en réalité, M. Sauvé a déjà atteint les 2 objectifs qu'il s'était fixés en assumant ses fonctions; réformer l'ARDA et réorganiser le ministère des forêts; lui et les ministres provinciaux ont mis au point une nouvelle entente qu'on pourrait qualifier de premier programme véritable de planification fédéral-provincial, - quoique circonscrit aux territoires ruraux, - et le document ne requiert plus que leurs signatures;
- "2) de leur refuser sa collaboration; chaque ministre québécois pourrait battre sa propre coulpe sous ce rapport, semble-t-il; la première tragédie du cabinet, c'est que les ministres du Québec ont de la peine à se parler; ils se méfient l'un de l'autre, dit-on, et ne collaborent pas sur les questions essentielles; les ministres de langue anglaise ne se conduisent pas différemment en apparence, mais ils savent bien se retrouver dans les matières qui comptent.

"Toutes ces excuses qu'on invoque pour justifier le rôle de second plan dans lequel est confiné M. Sauvé et pour se défendre de ne pas céder à ses revendications ne sont que des prétextes, affirment les gens. La vraie raison, c'est qu'on le craint: il représente un nouveau type de politicien québécois dont la force et les intentions sont encore inconnues, mais dont on sait déjà qu'il est inconfortable."

Le journaliste du Devoir se demande finalement dans son quatrième article "Et si Maurice Sauvé disait vrai...":

"Tel le berger de la fable, M. Maurice Sauvé a si souvent crié "au loup" que personne ne le croit plus. Ministres et députés libéraux sont prêts à parier gros comme le bras qu'il ne renoncera jamais à la politique. "Il s'en trouve trop bien, disent-ils. Il n'ignore pas qu'il s'embêterait dans une autre carrière." Ainsi rassuré, il n'est pas étonnant que M. Lester Pearson réponde par la tiédeur au mécontentement de son ministre.





"Et s'ils se trompaient tous? Naguère M. Sauvé avait bien peu à perdre et beaucoup à gagner en faisant peser la menace de son départ: il était simple député, n'exerçait que peu d'influence sur le parti et de faire courir tel bruit était susceptible de persuader la haute direction, qui le savait compétent, d'exploiter davantage ses talents et de mettre à profit quelques-unes de ses idées. N'ayant rien de précis vers quoi se tourner, il n'en parlait quand même qu'à demi sérieusement.

"Sa situation diffère aujourd'hui: il est ministre et les promunciamienti ne sont pas le plus sûr moyen d'augmenter son empire, ni d'avancer sa carrière. Pourtant, il a pris la peine d'informer par écrit le premier ministre et quelques-uns de ses collègues qu'ils ne pourraient peut-être plus compter sur lui avant longtemps et l'attitude qu'il a observée depuis son retour d'Europe démontre clairement qu'il ne badine pas:

- Quand M. Gordon Fairweather (PC, Royal) s'est enquis du résultat de ses réflexions lundi à la Chambre des communes, M. Sauvé a dédaigné le traditionnel TOUT-VA-POUR-LE-MIEUX-DANS-LE-MEILLEUR-DES-MONDES et il a répondu que le député saurait bien à quoi s'en tenir 'en temps utile';
- Dès, la publication du premier des articles de la présente série, un mouvement s'est dessiné parmi la députation québécoise, invitant M. Sauvé à nier publiquement l'existence du problème qu'ils soulèvent et à proclamer sans réserves son adhésion au parti et à sa direction; il n'en a rien fait;
- Au contraire, dans un discours intitulé "Québec 1965" devant le Canadian Club de Bowmanville (Ont.), mardi, il a fait part de son désenchantement dans la politique fédérale, déploré la faiblesse de la députation et les carences du gouvernement.

"Sauf le travail qu'il a été en mesure d'accomplir depuis qu'il dirige un ministère, M. Sauvé a eu l'impression de tourner en rond dans la politique fédérale. Il est fortement attiré par l'entreprise privée. Des offres alléchantes lui sont faites, il est débordant de vitalité et il brûle d'éprouver son talent et ses énergies dans un secteur où il ne risquerait pas constamment de heurter les ambitions et les susceptibilités de son entourage...

"La caisse est toujours entre les mains du sénateur Louis Gélinas. Il cherche lui-même à s'en défaire depuis un an, mais on ne lui a pas encore désigné de successeur et on hésite à confier l'administration et la sollicitation des fonds à une commission de la fédération. En précipitant une réforme dans ce secteur, M. Favreau craint d'indisposer le sénateur et d'effrayer les cotisants. Seul M. Gélinas connaît les noms des cotisants et il pourrait refuser d'en fournir la liste à une commission du parti ou au successeur qu'on lui désignerait si celui-ci ne lui plaisait pas. En réalité, pourtant, la liste n'est ni si longue ni si mystérieuse qu'il ne soit pas possible de la reconstituer si jamais le sénateur refusait de se plier à la volonté de la direction...

"Encore qu'il n'estime pas fondées les craintes de M. Favreau, M. Sauvé est prêt à concevoir une étape intermédiaire durant laquelle M. Bob Giguère, directeur général de l'organisation, gèrerait les fonds



du parti. Afin de ne pas autoriser la formation d'une 'nouvelle vieille garde', pense-t-il, il faudrait cependant se hâter d'intégrer la caisse à la fédération.

"La commission d'organisation électorale est sous la direction de M. Bob Giguère. Le ministre de la justice en fait partie à titre de leader du Québec et elle comprend, en outre, deux représentants de la fédération, trois représentants de la région de Québec et trois représentants de la députation. La vieille garde y est solidement représentée par M. René Legarde, qui occupe la fonction de secrétaire.

"En principe, c'est cette commission qui s'occupera d'approuver les candidatures au prochain scrutin général. Comme pour la caisse, M. Sauvé insiste pour que cette tâche soit confiée à la fédération.

"Il n'est pas exagéré de prétendre qu'à travers ces deux organismes la vieille garde domine toujours le parti libéral et qu'il suffirait de les subordonner à la Fédération pour accommoder M. Sauvé."

Le 1er juin, date de la publication du dernier article de M. Fournier, une dépêche de M. Pierre O'Neil de La Presse s'intitulait: "Sauvé resterait encore quelque temps avec le parti libéral". Ce même jour, deux journalistes influents, MM. Peter Newman et Claude Ryan, commentaient le "cas Sauvé". Selon le premier, les réformes de structures financières du parti "détruiraient, effectivement, la 'machine' libérale du Québec et feraient de Sauvé l'héritier national de la puissance libérale dans sa province...

"Ses partisans ... admirent le dur réalisme de son style politique et soutiennent que de tous les ministres de M. Pearson, il est le seul qui réponde aux aspirations de la génération d'après-guerre, au Canada anglais comme au Canada français ... Son triomphe représente pour eux le meilleur espoir de moderniser et de démocratiser le libéralisme québécois. Son échec marquerait, par ailleurs, la fin de leurs propres ambitions politiques à l'échelon fédéral. 'Si Maurice ne peut, avec son énergie et son imagination, réussir à réformer le parti, dit un jeune libéral, alors aucun de nous ne pourra croire qu'il est possible d'aller à Ottawa et d'avoir voix au chapitre'...

"C'est donc sans l'appui de la majorité de ses collègues que Sauvé engage la bataille. Mais c'est un lutteur exceptionnel. Lorsqu'il fut nommé directeur des relations publiques du parti libéral provincial vers la fin de 1959, Sauvé convoqua le personnel dont il avait hérité de son prédécesseur, un pilier de la vieille garde, et congédia tout le monde sur-le-champ. Son allocution de congédiement se terminait par l'adieu peu sentimental que voici: 'Ne vous préoccupez pas de remettre vos clefs. Je fais changer toutes les serrures.'

"Une bonne partie de l'hostilité que rencontre Sauvé remonte à sa participation à la victoire de Jean Lesage en 1960, alors qu'il avait essayé de démocratiser un peu certaines associations libérales de comté. Des députés libéraux de la vieille garde, tels que Lionel Chevrier, Yvon Dupuis, Azellus Denis, Guy Rouleau et Alexis Caron, assuraient leurs victoires depuis des années au moyen de discrets pactes





de non-agression avec la machine politique de l'Union nationale, dont ils recevaient l'appui tacite en retour de leur quasi-assivité pendant les campagnes provinciales. Sauvé s'était appliqué à mettre fin à ce genre d'accords.

"C'est l'une des raisons pour lesquelles, lors de la formation du gouvernement Pearson, en 1963, MM. Chevrier et Denis refusèrent catégoriquement de faire partie d'un cabinet qui comprendrait M. Sauvé et ce ne fut qu'après leur nomination par M. Pearson, le premier à Londres et le second au Sénat, qu'il reçut un portefeuille...

"Mais en rentrant au Canada samedi dernier, Maurice Sauvé avait pris sa décision: il demeurerait ministre et sortirait la vieille garde ou il sacrifierait sa carrière dans l'aventure.

"Pour le moment, une seule chose est certaine dans cette épreuve de forces au sein du parti libéral au Québec: il y a plus en jeu, et beaucoup, que l'avenir politique de M. Maurice Sauvé"(114).

Dans la presse canadienne-française, c'est certainement le directeur du Devoir qui est revenu le plus souvent sur le traitement inadéquat, et même injuste, que les libéraux faisaient à M. Maurice Sauvé. Commentant "le dilemme des libéraux fédéraux ou le cas de M. Sauvé", M. Claude Ryan écrivait le 1er mai, pour sa part:

"Une première observation s'impose. L'équipe libérale fédérale ne peut se payer le luxe de laisser aller M. Sauvé, encore moins de le faire moi-sir sur place... les libéraux du Québec sont désespérément faibles en hommes qui soient capables, en raison de leur formation et de leurs dons personnels, de jouer un rôle-clé dans le gouvernement... Or, c'est ici qu'apparaît la force de M. Sauvé. Là où ses collègues aînés sont faibles, il déborde d'un talent qui n'est qu'à demi utilisé. S'il s'agit de mettre un milieu en action, de concevoir un programme, de trouver des candidats pour des fonctions importantes, de créer à travers le pays un réseau de contacts, de démolir un échecaveau compliqué, M. Sauvé possède, pour accomplir la tâche, des qualités d'initiative et d'imagination tout à fait remarquables. Il possède, en plus, une prudence pratique que fait trop oublier, hélas, la témérité dont il fait souvent preuve quand il discute de son cas personnel... Si M. Pearson a confiance en M. Sauvé, s'il veut vraiment identifier son action au nouvel esprit qui s'exprime dans le Québec, il doit le montrer par des actes concrets. Il doit confier à M. Sauvé des responsabilités plus grandes et plus claires, tant dans l'organisation du parti que dans le gouvernement lui-même. Nous ne demandons pas que M. Pearson fasse de M. Sauvé le chef unique. Nous ne demandons pas le renvoi de M. Favreau. Nous proposons simplement que M. Sauvé soit promu au rang de ministre 'senior' en compagnie de ceux qui le sont déjà et que ses dons d'organisations soient utilisés à meilleur escient dans le parti... Il n'a d'amende honorable publique à faire à personne. S'il y a malaise autour de sa personne, ce n'est pas d'abord lui qui l'a créé, mais plutôt ceux qui se sont débattus comme des diables dans l'eau bénite pour le garder à l'écart.

"Cela étant dit, il faut cependant convenir que M. Sauvé n'est pas sans faiblesse. Il a été tantôt injuste, tantôt frondeur, tantôt étrangement indifférent, envers certains de ses collègues qui, souvent, méritaient un meilleur sort. Il a trop joué, depuis



quelques mois, avec l'arme de sa démission: ce jeu finit par fatiguer ceux qui ont assez d'expérience pour savoir qu'en fin de compte, peu d'hommes sont aussi indispensables qu'ils veulent le croire. Il a également traité de trop haut certaines questions, par exemple celle du drapeau, les considérant volontiers comme des questions sentimentales, alors qu'elles agitaient, qu'il le voulût ou non, le fond même de la conscience du pays.

"Si le ministre des forêts veut vraiment devenir un chef politique, s'il ne veut pas rester seulement un 'technicien de talent' condamné à se ronger les ongles dans la politique, il devra apprendre à respecter davantage les autres, surtout quand ils sont plus faibles que lui à s'élever à une certaine noblesse de sentiment qui, pour être moins 'fonctionnelle', n'en est pas moins un trait essentiel de l'homme d'Etat. Il devra surtout faire son choix, c'est-à-dire décider de rester en politique, et cesser de regarder en arrière ou de côté, comme s'il voulait se faire accroire, contre toute évidence, que là n'est pas sa vocation".

Trois semaines et demi passèrent. Le même jour du 25 mai, la "colonne" de M. Gérard Pelletier et un éditorial du Star ramenaient l'affaire Sauvé au centre de l'actualité politique fédérale:

"Ainsi donc, selon M. Pelletier, la partie serait déjà jouée. Et perdue pour M. Maurice Sauvé, ministre fédéral des forêts. L'aile québécoise du parti au pouvoir ne subira aucun changement de quelque importance, d'ici la prochaine élection. C'est du moins ce qu'annoncent plusieurs dépêches en provenance d'Ottawa, sur le ton de la plus entière certitude. Ces dépêches sont certes officieuses, mais de toute évidence inspirées par des libéraux très officiels. Si nous décidons d'y ajouter foi, quelle signification faut-il en dégager?... On doit toutefois se demander si c'est là la défaite du seul Maurice Sauvé ou si ce n'est pas plutôt une défaite pour le parti libéral lui-même.

"Car le retour en force des vieux renards aura pour effet inévitable de faire fuir le sang neuf dont l'aile québécoise a un si pressant besoin. Autant le départ des Asselin, Dupuis et tutti quanti, suivi d'un nettoyage en règle de l'organisation aurait pu attirer vers les structures renouvelées du parti des candidats honnêtes, prestigieux et compétents, autant la consolidation de la vieille garde contribuera à les éloigner. Ce n'est pas là une question d'idéalisme exagéré ou de 'purisme' politique; il s'agit seulement de comprendre que des hommes soucieux de leurs réputations hésiteront à s'aventurer sans un minimum de garanties.

"On connaît l'histoire du candidat québécois scrupuleusement honnête, et entraîné vers la politique par les plus nobles motifs, qui fit confiance entière à l'organisateur que lui avait assigné l'organisation libérale. Or, quelques mois après sa victoire, le député apprenait que son homme de confiance venait d'être condamné pour délit criminel. N'a-t-on pas vu défiler devant la commission Dorion quelques spécimens du 'personnel électoral' employé au Québec par les libéraux d'Ottawa? Après ce spectacle et quand ils apprendront que la vieille garde est maintenue aux postes-clés, seront-ils nombreux les candidats nouveaux et valables disposés à





courir le même risque?...

"Aussi faut-il se demander pourquoi les autorités du parti refusent le nettoyage à fond, alors qu'il est si urgent d'y procéder. A cela, il existe deux explications l'une officielle et honorable. la seconde d'ordre "pratique".

"On connaît déjà la première: M. Pearson s'abstient de chasser M. Asselin parce qu'il ne veut pas devancer ainsi le jugement des tribunaux; il hésite à modifier le statut de M. Favreau parce qu'il ne veut pas donner à croire qu'il manque de confiance en lui après les incidents que l'on sait, etc., etc.

"Mais je crains pour ma part que la seconde explication soit la seule vraie. Elle réside dans le résultat d'un sondage d'opinion pratiqué tout récemment dans quelques régions du Québec; il révèle une nette remontée de la popularité libérale, au cours des derniers mois, en dépit de toutes les anicroches du gouvernement. Dès lors, pourquoi une réforme, si l'on est assuré des votes? - Il faudrait toutefois se rappeler que cette faveur populaire, les libéraux l'obtiennent par défaut, à cause de M. Diefenbaker, et qu'en 1963, aussi les sondages étaient encourageants..." (115)

Commentant cet article, l'éditorialiste du Star écrivait le même jour:

"Mr. Sauvé's defeat, if that is what it is, will raise no cheers among those in this province who believe that new Quebec deserves better of the federal Liberal party than another dose of a discredited past. But setback is probably a more accurate word than defeat. The day of the old guard is gone. Those who support them are digging their own political graves. If there is a future for the Liberal party in this province, and there must be for it is vital to the health of the country, then it lies with the Sauvés of the party and those who believe as he does; not with the group which appears to have a temporary victory."

Le lendemain, une correspondance de M. Jean-Pierre Fournier au Devoir rappelait que la seule réforme qu'"ait jamais réclamé pour l'immédiat" M. Sauvé était:

"que l'administration des fonds et la direction de l'organisation électorale soient remises entre les mains de la Fédération libérale; bref, que l'opération de démocratisation du parti dont on fait état en haut lieu soit consommée, qu'on n'abandonne pas à la fédération que les boutilles, mais toutes les affaires du parti..."

M. Sauvé a-t-il perdu cette bataille? Pour l'instant, il semble bien que oui. Pour des raisons aussi mystérieuses que saugrenues, ni M. Favreau, ni M. Lester Pearson - de qui relève la décision en dernier ressort - ne paraissent disposés à confier à la nouvelle fédération libérale du Québec le soin d'administrer la caisse et de diriger l'organisation du parti.

"Aussi longtemps que les finances et l'organisation des libéraux québécois ne seront pas proprement intégrées à la fédération, on pourra dire que M. Sauvé n'a pas gagné la "bataille" qu'il a engagée contre la "vieille garde". Cependant, plus le parti



tardera à prendre cette décision, plus il risque d'être lui-même le grand vaincu.

"Car - il est nécessaire de le souligner, ne serait-ce que pour dépersonnaliser le malaise qui étirent aujourd'hui les libéraux fédéraux - cette bataille n'est pas seulement celle de M. Sauvé. Elle sera aussi celle de M. Jean Marchand et de tous les candidats de même calibre dont le parti libéral sollicite l'adhésion en vue de la prochaine élection. Si les structures actuelles restent intactes, pense-t-on que M. Marchand consentira à se porter candidat libéral et courra le risque d'apprendre en lisant les journaux de Toronto six mois après son élection, que l'argent de Hal Banks ou de quelque entreprise douteuse a servi à le faire député?

"Le véritable enjeu de la bataille que mène présentement M. Sauvé n'est donc pas simplement son avenir politique - ce qui serait, somme toute, assez secondaire - mais le renouvellement des cadres du parti libéral fédéral et, surtout, la qualité de ce renouvellement."

Le 3 juin, M. Sauvé portait sa lutte sur la place publique, en l'occurrence devant les membres du Conseil du Travail de Montréal. Les journaux du lendemain donnèrent une grande place à l'avènement. Le Devoir du 8 juin et La Presse du 10 reproduisirent de larges extraits de son allocution:

"Le Canada anglais s'est généralement bien acquitté de cette obligation d'envoyer à Ottawa des représentants qui soient les porte-parole authentiques de leurs électeurs et les vrais chefs de leur peuple. Le Canada français, malheureusement, ne l'a pas toujours fait. Les Canadiens français ne pourront jamais devenir des partenaires égaux dans la Confédération si nous sommes incapables de traiter avec les représentants du Canada anglais sur un pied d'égalité. A cette fin, il nous faut envoyer à Ottawa, des hommes qui soient reconnus comme les représentants authentiques du Québec nouveau du Québec de la réforme de la compétence et du progrès. C'est alors seulement que nous pourrons participer pleinement à la vie politique du pays, assumer les responsabilités les plus élevées au gouvernement fédéral, à la Chambre des Communes et aux caucus des partis, et devenir des partenaires égaux de fait plutôt qu'en théories. Cela ne veut pas dire que ce soit tout ce que le Canada français ait à faire, mais c'est un chaînon essentiel de la chaîne de la force et de l'unité du pays, et maintenant surtout il est urgent d'y penser sérieusement....

"Comment pouvons-nous attirer des hommes de cette trempe parmi les Québécois vers la politique fédérale? La responsabilité qui nous incombe en cette matière vitale est double. Tout d'abord, nous avons tous, comme citoyens du Québec, l'obligation de nous intéresser et de participer plus activement à la politique fédérale; ceux d'entre nous qui y sont aptes ne devraient pas hésiter à se porter candidats aux élections fédérales. Le fait d'entrer dans la politique active signifiera, pour plusieurs de nos citoyens en vue, de grands sacrifices d'ordre personnel. Cependant, si nous





croynons vraiment en notre pays, ce sont des sacrifices que nous devrions accepter de consentir. N'oublions pas que nous pouvons servir le Québec nouveau non seulement dans la politique, la fonction publique ou les institutions provinciales, mais aussi à Ottawa. A cette époque cruciale, nous sommes tous responsables de l'avenir du Canada et du Québec; et nous devons renforcer notre association en affermissant et en étendant la part qui est nôtre.

"En second lieu, des obligations très réelles incombent à nos partis fédéraux au Québec car ils sont les agents par le concours desquels des candidats sont désignés. Il leur incombe de rendre la vie politique fédérale aussi attrayante que possible aux hommes qui peuvent vraiment représenter la force et l'esprit nouveaux du Canada français, aux hommes qui peuvent sentir, comprendre et faire connaître les réalités du Québec moderne, aux hommes qui peuvent prendre place à Ottawa aux côtés des meilleurs que le Canada anglais peut y envoyer. Nos partis politiques ne doivent pas seulement faire bon accueil à ces hommes, mais aussi les chercher activement et les persuader de se porter candidats aux élections fédérales.

"Nous devons réformer l'image populaire de la politique fédérale et des hommes politiques fédéraux aux yeux de la population. Il est tout à fait naturel que l'intérêt des Québécois depuis 1960 se concentre sur la politique et sur les hommes politiques de la province. Il est de toute nécessité de réveiller l'intérêt pour les affaires fédérales, et nous y réussirons dans la mesure où nos partis réussiront à attirer comme candidats des porte-parole authentiques de l'esprit de la révolution tranquille...

"Que doivent donc faire nos partis fédéraux pour attirer des candidats de calibre? Il leur faut d'abord posséder un programme et des vues qui reflètent et acceptent les vues du Québec nouveau et avec lesquelles des hommes comme eux puissent s'identifier. En second lieu, nos partis fédéraux doivent démocratiser complètement et à fond leur structure et leur organisation. Les hommes que nous voulons attirer vers la politique fédérale répugneront beaucoup à s'associer à un parti qui ne soit pas complètement démocratique. Ces hommes auront probablement à consentir de grands sacrifices personnels pour entrer dans la politique active. Ils sont probablement bien implantés dans leur carrière et se trouvent au sommet ou presque dans leur domaine propre. Ils refuseront de compromettre leur avenir en se liant à un parti sur lequel ils ne peuvent exercer que peu d'influence et dont les destinées sont dans une large mesure entre les mains d'autres gens.

"Ces hommes, il faut leur permettre de diriger nos partis au lieu d'être menés par eux, et nos partis doivent, de ce fait, être démocratiques à tous les paliers: dans les comtés, dans la province, et à l'échelon du pays. Faute de ces conditions, nos citoyens en vue boudront la vie politique parce que leur participation personnelle s'assortira de trop de risques pour leur réputation. Certes, des risques raisonnés s'imposent souvent dans la vie politique...

"Pour être démocratique, un parti fédéral au Québec doit maintenir dans chaque comté une association à laquelle tous ses militants



sont libres d'adhérer, dans laquelle il leur est loisible de briguer les postes de direction, et qui est responsable de la mise en nomination démocratique dans le comté d'un candidat aux élections fédérales, selon les lignes de conduite proposées par la fédération. Le parti doit se doter d'une fédération provinciale qui soit chargée de formuler des prises de position au sujet des politiques et du programme du parti fédéral et de voir à l'organisation d'élections générales et partielles. La fédération doit aussi avoir le contrôle démocratique du comité d'organisation, du choix des agents financiers du parti et de la nomination du personnel des secrétariats de Montréal et de Québec afin de les doter de gens qui reflètent l'esprit de ses membres.

"Pourquoi le parti doit-il, en se dotant de nouveaux cadres au Québec, rompre complètement avec certains éléments du passé et pousser ses réformes aussi loin que possible, imitant en cela l'exemple du parti libéral provincial? C'est, d'abord, que nous devons nous garder d'éprouver un faux sentiment de sécurité à cause de l'absence à l'heure actuelle d'aucun autre parti qui puisse vraiment évincer le parti libéral fédéral au Québec. Si les électeurs du Québec avaient un autre choix raisonnable, la situation du parti libéral pourrait s'en trouver tout à fait différente. Les choses pourraient changer du jour au lendemain et nous devons nous tenir prêts à cette éventualité. Il y a une raison plus importante, cependant, et c'est que le Québec ne se contentera plus de bons députés libéraux aux Communes si l'équipe ne comprend pas plus d'hommes exceptionnels qui soient nettement les porte-parole des aspirations du Québec et qui puissent vraiment représenter l'ensemble de la province. Si le parti libéral ne recrute pas des hommes de cette trempe avant les prochaines élections, ces hommes, et les Québécois dont ils sont la voix, pourraient fort bien se tourner vers d'autres partis politiques ou même en créer de toutes pièces ou encore mépriser Ottawa pour s'orienter vers la politique provinciale.

"Une troisième raison pour laquelle il importe particulièrement que le parti libéral, plus encore que tout autre parti, opère des réformes est celle-ci:

"En ce qui concerne les partis qui ont quelque chance de former un gouvernement majoritaire à Ottawa, le parti libéral du Canada est le parti fédéral qui soit le plus en mesure de gagner suffisamment l'appui de la population de la province de Québec pour lui permettre d'obtenir une majorité dans la Chambre des Communes. Cela semble partial, mais c'est une vue objective de la situation. Comme on l'a vu tantôt, il est indispensable qu'un parti ait un programme et exerce une action qui reflètent les idéaux du Québec moderne avant de pouvoir espérer attirer les meilleures compétences du Québec. Grâce à la direction éclairée de l'honorable Lester Pearson, le parti libéral a un programme et exerce une action de cette nature. Ce n'est pas le cas de nul autre parti aujourd'hui.

"Mais l'appui dont jouit le parti libéral au Québec doit être autre chose qu'un appui purement négatif, résultant du fait que les électeurs n'ont pas d'autre choix. Il est donc essentiel que la nouvelle Fédération libérale qui est en train de se constituer au Québec ait le contrôle absolu de ses cadres d'organisation et





de la nomination des membres de tous ses comités (comité d'organisation politique, comité de finances, etc.) et que ses secrétariats soient étoffés d'hommes et de femmes de la nouvelle génération du Québec.

"Pour renverser la métaphore, nous ne devons pas mettre du vieux vin dans des urnes nouvelles. Il importe que nos institutions et nos structures nouvelles, qui seront vraiment représentatives du Québec nouveau, soient servies et administrées par des hommes imbues de l'esprit nouveau et convaincus de la nécessité d'institutions démocratiques." (116).

Les extraits de ce dossier-diagnostic et discours-programme de M. Sauvé furent commentés largement dans La Presse (éditoriaux de M. Guy Connier et anonyme du Montreal Star du 5 juin 1965, citant des passages caractéristiques). Mais c'est, une fois de plus, M. Peter Newman qui joignait au commentaire un supplément d'information - les adversaires de M. Sauvé soutenant que c'est le ministre "deviant" qui lui la "refilait":

"Ever since he first came to Ottawa, following the 1962 election, Sauvé has been in trouble with the established hierarchy of his party for the simple reason that he refuses to obey some time-worn rules of the political game. The wheels of power grind slowly in Ottawa and the transfer of authority from one generation of politicians to the next is a difficult process which cannot be rushed. Political pre-eminence is customarily achieved through slow rings of growth, each larger in circumference, until finally power is passed on in natural painless succession .

"Driven on by a barely concealed assumption of his own intellectual superiority, Sauvé has deliberately ignored such traditions. In the process, he has broken another cardinal rule of power politics in Ottawa: the belief that since power is based on personal relationships which are constantly changing, they must steadily be multiplied. Instead of attempting to enlist allies of his cause, Sauvé now stands virtually alone - a man who will negotiate but cannot readily be negotiated with.

"Sauvé's rude demands for reform have been represented by his enemies in Ottawa as a direct challenge to the authority of the Prime Minister. During a stormy private luncheon on April 29, Guy Favreau, Pearson's chief Quebec lieutenant insisted that Sauvé should disavow some of his stronger utterances. But in a private meeting with the Prime Minister on May 3, Pearson appeared to back Sauvé's call for reform. The difference between the two men is essentially one of timing.

"Pearson remains a prisoner of the fact that Guy Favreau is the only man he ever begged to come into politics with him, and he is determined not to undermine Favreau's authority. Pearson is willing to support an overhaul of the Quebec organization, but with one important rider - he wants to wait until after the next election.

"By then, Sauvé is convinced, it will be too late. The enlightened Quebecers currently seeking an outlet of political expression will have enlisted their energies in other directions. One possibility being



discussed in the province is the organization of a Federal Quebec Party, in the style of the Progressives of the 1920s. It's a measure of the desperation of this dispossessed group of intellectuals, that they're even investigating the long-term prospects of the Conservative Party.

"Sauvé faces some formidable difficulties.

"The most serious of these is the opposition of Guy Favreau and Secretary of State Maurice Lamontagne, who support reform only on a mild, long-term basis. One of these gentlemen recently confided to a friend that a good reason for not carrying out strong reforms immediately, is that Maurice Sauvé would get most of the credit. With such bitterness in play within the Quebec wing of the Liberal Party, the embattled forestry minister still faces an agonizing difficult task" (117).

A son tour, M. Claude Ryan se demandait: "Maurice Sauvé a-t-il perdu sa bataille?"

"La véritable épreuve de force viendra au moment où l'on tentera d'intéresser activement à la politique fédérale un certain nombre d'hommes nouveaux" du Québec. Certains s'imaginent actuellement que la partie sera facile. Ils découvriront peut-être, à leur grande surprise, que le prix de l'entrée en scène d'hommes vraiment dynamiques sera assez proche de celui que n'a cessé de définir M. Sauvé.

"Jaloux comme seuls des Canadiens français savent souvent l'être, certains militants libéraux - il faudrait écrire "militants de la machine électorale" - mènent depuis des mois contre M. Sauvé une campagne de noircissement. M. Favreau lui-même - qui nous paraît trop méfiant à l'endroit de M. Sauvé et trop naïf à l'endroit de certains personnages qui ne vont pas à la cheville du ministre des forêts - ne serait pas tout à fait insensible à certaines opinions qui circulent, comme il se doit, dans le dos de l'intéressé. Le leader des libéraux fédéraux du Québec devrait oublier certains incidents personnels mais secondaires et reconnaître franchement le rôle que M. Sauvé peut jouer dans la revalorisation de la politique fédérale au Québec. Si M. Favreau devait refuser de s'ouvrir les yeux, il obligerait M. Pearson lui-même à agir tôt ou tard" (118).

De son côté, après avoir rappelé le "ton ferme, pressant et serein" de la conférence de M. Sauvé, l'éditorialiste de La Presse, M. Cyrille Pelteau, poursuit:

"Il y a lieu de s'étonner et de regretter que la réplique indirecte de M. Favreau à cette sorte de mise en demeure ait été faite sur un ton beaucoup moins serein, lors de la réunion du conseil général provisoire de la Fédération samedi dernier. On n'ignore pas que les luttes internes des partis sont souvent les plus âpres et que plus encore que dans les assemblées publiques, une certaine enflure verbale vient déformer les idées et les prises de position des parties en cause.

"Mais était-il besoin de parler 'd'épurations sanglantes' de 'Cassandres qui préfèrent les mythes aux réalités' et de 'prophètes





discussed in the province is the organization of a Federal Quebec Party, in the style of the Progressives of the 1920s. It's a measure of the desperation of this dispossessed group of intellectuals, that they're even investigating the long-term prospects of the Conservative Party.

"Sauvé faces some formidable difficulties.

"The most serious of these is the opposition of Guy Favreau and Secretary of State Maurice Lamontagne, who support reform only on a mild, long-term basis. One of these gentlemen recently confided to a friend that a good reason for not carrying out strong reforms immediately, is that Maurice Sauvé would get most of the credit. With such bitterness in play within the Quebec wing of the Liberal Party, the embattled forestry minister still faces an agonizing difficult task" (117).

A son tour, M. Claude Ryan se demandait: "Maurice Sauvé a-t-il perdu sa bataille?"

"La véritable épreuve de force viendra au moment où l'on tentera d'intéresser activement à la politique fédérale un certain nombre d'hommes nouveaux" du Québec. Certains s'imaginent actuellement que la partie sera facile. Ils découvriront peut-être, à leur grande surprise, que le prix de l'entrée en scène d'hommes vraiment dynamiques sera assez proche de celui que n'a cessé de définir M. Sauvé.

"Jaloux comme seuls des Canadiens français savent souvent l'être, certains militants libéraux - il faudrait écrire "militants de la machine électorale" - mènent depuis des mois contre M. Sauvé une campagne de noircissement. M. Favreau lui-même - qui nous paraît trop méfiant à l'endroit de M. Sauvé et trop naïf à l'endroit de certains personnages qui ne vont pas à la cheville du ministre des forêts - ne serait pas tout à fait insensible à certaines opinions qui circulent, comme il se doit, dans le dos de l'intéressé. Le leader des libéraux fédéraux du Québec devrait oublier certains incidents personnels mais secondaires et reconnaître franchement le rôle que M. Sauvé peut jouer dans la revalorisation de la politique fédérale au Québec. Si M. Favreau devait refuser de s'ouvrir les yeux, il obligerait M. Pearson lui-même à agir tôt ou tard" (118).

De son côté, après avoir rappelé le "ton ferme, pressant et serein" de la conférence de M. Sauvé, l'éditorialiste de La Presse, M. Cyrille Pelteau, poursuit:

"Il y a lieu de s'étonner et de regretter que la réplique indirecte de M. Favreau à cette sorte de mise en demeure ait été faite sur un ton beaucoup moins serein, lors de la réunion du conseil général provisoire de la Fédération samedi dernier. On n'ignore pas que les luttes internes des partis sont souvent les plus âpres et que plus encore que dans les assemblées publiques, une certaine enflure verbale vient déformer les idées et les prises de position des parties en cause.

"Mais était-il besoin de parler 'd'épurations sanglantes' de 'Cassandres qui préférèrent les mythes aux réalités' et de 'prophètes



en retard d'une révolution'? Sous la poussée peut-être désordonnée du ministre des Forêts, le parti libéral fédéral doit procéder à une 'révision déchirante' de sa structure interne et de ses positions dans le Québec. S'il ne s'y résout pas, il sera le premier à en souffrir. Comme on dit, tout est 'dans la manière'. Et les épuisions nécessaires, si pénibles soient-elles parfois, ne sont pas nécessairement sanglantes..." (119).

Mais tous les commentateurs de la politique canadienne n'étaient pas favorables à la dernière "opération Sauvé". Dans L'Action, M. Jean Charpenteur, spécialiste du "titre-calembour", signait le 7 juin un billet "C'est du plus haut vomique":

"Le plaidoyer du ministre des Forêts, M. Maurice Sauvé, jeudi dernier à Montréal, en faveur de la démocratisation des structures de son parti ne laisse pas de susciter un certain scepticisme.

"Rien de très nouveau, à vrai dire, dans ce discours. Rien en tout cas que n'aient maintes fois réclamé certains éditorialistes qui manquent peut-être de réalisme mais qui ont l'excuse de n'être pas dans le coup.

"Mais dans la bouche de M. Sauvé, les mêmes arguments rendent un son particulièrement discordant. Ce discours reposait tout entier sur un double contre-sens. Contre-sens intrinsèque, d'abord puisque M. Sauvé réclamait à la fois une organisation plus démocratique et une représentation plus aristocratique.

"Contre-sens enfin entre la teneur de ces propos et ce qu'incarne leur auteur. Lorsque le député improvisé des Îles de la Madeleine dénonce les méfaits de la machine d'une machine dont il est le produit le plus patent, on croit vraiment rêver.

"En somme, M. Sauvé propose de substituer ses gens à ceux déjà en place en nous promettant que le Québec aura alors à Ottawa des représentants vraiment dignes de lui. 'Des porte-parole authentiques de l'esprit de la révolution tranquille'.

"Le ministre des Forêts ignore apparemment que la démocratie parlementaire se fonde sur un acte de foi dans la population et que si cette dernière n'élit pas davantage de porte-parole de la révolution tranquille, c'est probablement que la population se refuse à prendre ce phénomène au tragique.

"C'est pour cette raison que l'on dit que les peuples en démocratie ont les gouvernements qu'ils méritent" (120).

Le jour même où il commettait "par mégarde" une indiscretion à la Chambre (121) - confirmant, sur ce point, les reproches de "gaffeur" que lui faisaient ses adversaires, M. Sauvé reçut l'appui inattendu de M. Kierans, ministre provincial du revenu, dans sa lutte contre la "vieille garde" des libéraux fédéraux. Devant l'Association libérale provinciale de Notre-Dame de Grâce, M. Kierans attaqua son homologue fédéral, M. Edmund Asselin, en ces termes: "Mr. Asselin has not asked me for my support for his nomination as federal member in M.D.C. If he did, I would refuse it" (127). A la question d'un auditeur sur le port qu'il conviendrait





de faire au député fédéral, M. Kierans répondit que la question n'était pas posée à la personne qu'il fallait, car "I am probably one of the most possessed enemies of the liberal 'old guard' that exist on the island of Montreal. I think you all know why". Sa définition de la "vieille garde": quelqu'un qui "considers his work is done when he become skilled in petty politics... What M.D.G. needs - whether Asselin qualifies for this, I could doubt it - is a candidate who has a grasp of the fundamental problems that are besetting the country from coast to coast... and to help with the number of post offices he can bring to a riding" (123). Au sujet des efforts de "démocratisation" de M. Favreau: "If I were the president of the N. D. G. Liberal Federation I would ask Mr. Pearson or Mr. Favreau to send me, in writing, their endorsement of the present federal member". Et, élargissant la perspective de son propos, M. Kierans fit ce diagnostic impitoyable:

"What N.D.G. needs federally, what Quebec needs federally, is a very considerable upgrading in all the representatives sent to Ottawa because the real danger to Confederation is not that the people I meet in provincial governments all across the country are so strong but that the federal members are so weak."

Quelques jours plus tard, au poste radiophonique, C.J.A.D., de Montréal, M. Kierans revint à la charge contre la vieille garde, se définissant à nouveau "one of their most possessed enemies". Traitant de la trop faible participation au niveau des associations de comté, M. Kierans dit: "I would like to see 1,000 members of both the federal and provincial federations of N.D.G... We must play a part in selecting candidates... We must outnumber the old guard..., the professionals who support candidates for past favors or future promises" (124). La prise de position de M. Kierans dans une querelle "fédérale" n'était pas nouvelle (sa campagne contre les crédidistes du Québec avant son entrée dans la politique; ses critiques acerbes contre le premier budget de M. Walter Gordon). Le journaliste James Ferrabee de la Montreal Gazette se demandait le 15 juin, quelle pouvait être la raison de la dernière intervention de M. Kierans: "But what is he doing in this one? More particularly one wonders what he is doing in it when only last year, after much agony, the federal and provincial Liberal organizations went their separate ways? Was not one of the reasons for the split the fact that the provincial Liberals wanted nothing to do with the federal Liberals and vice-versa?" Et, référant au moyen de la "ruthless" qu'il proposait, contre la méthode plus simple de M. Favreau, M. Ferrabee se demandait:

"But is the type of basic reform which Mr. Favreau has in mind - such as giving autonomy to the local organizations to choose their own candidates - compatible with the 'ruthless' approach advocated



by the other two?

"In fact, isn't 'ruthless' a good way to describe how the 'Old Guard' has operated in the province up to now? A militant Liberal worker might ask himself whether the brand of ruthlessness which Mr. Kierans proposes is much of a substitute for the old kind.

"In the meantime, you wonder what all the argument is about when the 'Sauvéistes' and 'Favreauistes' apparently have the same aims in mind.

"And you wonder if Mr. Kierans' aim in entering the argument was to help Mr. Sauvé. You wonder, too, whether he considered that by so doing he might have done Mr. Sauvé more harm than good.

"No matter how much one might want to wish otherwise, Mr. Favreau has the tough job of actually carrying out the reforms and building the organization.

"Mr. Kierans has no such responsibility" (125).

Au début de l'été, il semblait que M. Sauvé quitterait le cabinet et la politique à la suite d'un "ultimatum" dont beaucoup de journaux faisaient état. Les 22, 23, 24 juin 1965, le correspondant d'Ottawa du Soleil, M. Anodée Gaudreault, consacrait trois articles à la situation des ministres du Québec dans le cabinet et les deux derniers avaient justement pour titre: "Maurice Sauvé vu par lui-même et par ses collègues", "L'intelligence de Sauvé et l'intégrité de Sauvé". Dans le premier article, M. Gaudreault écrivait:

"M. Maurice Sauvé, sacré Moïse des libéraux fédéraux par des articles que le ministre des Forêts affirme n'avoir jamais inspirés et où on lui prête des vertus détergentes et administratives aussi exclusives que totalement désintéressées, est considéré par l'immense majorité de ses collègues comme un autodidacte extrêmement doué, auquel on souhaite l'acquisition d'une autre qualité: celle de pouvoir travailler avec eux en leur inspirant confiance. Plusieurs ministres de langue anglaise, dont il eut d'abord la sympathie, ont eu des "expériences" agaçantes et je puis donner un exemple public qui est survenu après mes consultations avec les ministres, celui de M. Sharp à propos de la Commission nationale du blé. Néanmoins, les ministres de langue anglaise, en quasi-totalité, trouvent à M. Sauvé tellement de dynamisme et de talent qu'ils veulent le voir rester dans le cabinet. Son fameux ultimatum? Il n'y a guère personne pour prendre ça au sérieux. J'ai aussi de bonnes raisons de croire que M. Pearson possède tous les éléments authentiques nécessaires pour évaluer la situation et que lui aussi désire que le ministre des Forêts reste dans le cabinet. Mais si j'étais M. Sauvé, je ne mettrais pas l'imprudence de vouloir me faire demander ça à genoux par le premier ministre..."

Du second article, ne retenons que ces opinions parfois lapidaires de certains collègues (non nommés) de M. Sauvé: "On n'avait jamais vu une ambition aussi effrénée dans le parti depuis Jimmy Gardner"; "Ceux qui se plaignent des procédés de M. Sauvé affirment qu'il a tendance à faire des dénonciations 'qu'il adoucit ou élimine par la suite'"; "Pendant que Sauvé prêchait, Favreau dressait des cadres





nouveaux avec un personnel rajeuni dont 'Bob' Giguère, auquel Sauvé veut confier un grand rôle mais que Lamontagne a amené au parti, il y a longtemps déjà". "On est en train de faire croire aux gens qu'à part Sauvé, tout est pourri chez les libéraux québécois"; "Si on laisse actuellement Sauvé mettre le nez dans l'organisation, dix jours après, il prendra tout le crédit de ce que nous avons accompli depuis un an"; "Plus on parle de Sauvé, plus on exagère son importance et son rôle réel"; "Chaque fois qu'il serre la 'nut' (l'écrou), il réduit ses chances". Cet article mentionne deux réponses de M. Sauvé. Sur son ambition personnelle: "Si j'avais voulu monter et n'avais écouté que cette ambition qu'on me reproche, je me serais collé à la vieille garde et hop, je serais rapidement arrivé au sommet". Sur le fait d'avoir été "parachuté" dans le comté des Îles de la Madeleine: "A ceci M. Sauvé riposte que si 'quelqu'un a gagné son comté en 1963, c'est bien lui, qui est allé batailler seul là-bas, avec des ressources limitées, dans une circonscription où d'autres ne voulaient pas se risquer et où on ne s'est pas essoufflé à le seconder. C'est 'mon' comté, affirme-t-il avec énergie" (127).

Dans son troisième et dernier article, M. Gaudreault cite ces paroles d'un ministre torontois: "Les idées de réforme de M. Sauvé éveillent beaucoup de sympathie chez moi", mais il "semble si ambitieux et rude", quoiqu'il soit "très intelligent et bon ministre". "Mes recherches, écrit M. Gaudreault, m'ont appris que M. Sauvé n'a pas que bousculé des collègues de langue française, mais que maints ministres de langue anglaise l'ont soudain découvert dans leurs plates-bandes.." Et d'ajouter M. Gaudreault:

"C'est d'ailleurs un peu pour ça qu'on est parfois enclin à ne pas juger trop sévèrement M. Sauvé pour de tels gestes, estimant qu'il lui arrive de 'ne même pas s'en apercevoir quand il écrase les pieds du voisin'. Mais d'autres affirment que 'c'est impossible, s'il est si intelligent.'

"'Intelligent', c'est un tribut initial et spontané qu'on rend très souvent à M. Sauvé. On loue aussi son dynamisme. 'S'il pouvait accepter de travailler en équipe et mettre la bride à son ambition', s'est-on écrié. Un ministre m'a révélé qu'à l'époque où M. Sauvé n'était que député, il voulut 'l'obtenir' comme secrétaire parlementaire, impressionné par son talent. Plus tard, devenu ministre, M. Sauvé se comporta de façon à déplaire à son ancien admirateur auquel j'ai demandé: 'Que va-t-il arriver?'

" - He is able and needed! (il a du talent, et on a besoin de lui) s'écria aussi spontanément que généreusement le même ministre.

"Et ce n'est pas là un phénomène isolé dans le Cabinet. Chez les ministres de langue anglaise particulièrement, on s'inquiète de la 'stratégie' du ministre des Forêts, mais on lui trouve aussi un talent qu'on regretterait de perdre. On n'a pourtant guère d'illusions et une fois, alors que je demandais si l'on croyait un 'changement d'attitude' possible, je reçus pour toute réponse un sourire...



où il y avait plus de résignation que d'espérance! On m'a comparé M. Sauvé à M. Diefenbaker, qui fut souvent un rebelle dans son parti quand il était député, ce qui ne l'empêcha pas, à la longue, d'atteindre le sommet. Mais on notait aussitôt que certains aspects de la situation sont différents, M. Sauvé étant par exemple 'déjà' dans un cabinet où 'la solidarité ministérielle n'a pas la même élasticité qu'ailleurs.'"

Cet article pullule au contraire de témoignages sur l'intégrité de M. Favreau: "L'homme le plus charitable que j'aie vu en politique", "Il est difficile de trouver un ministre plus estimé au sein du Cabinet que M. Favreau, a dit un autre ajoutant qu'il serait injuste de l'associer à la vieille garde. Toutefois, on lui a imposé trop de travail et il a dû se familiariser avec la politique active: 'On ne peut demander à quelqu'un de piloter un DC 8 tout de go!' Mais 'on voudrait M. Favreau 'plus ferme' et d'aucuns prévoient qu'il le deviendra, à la faveur de l'expérience acquise depuis deux ans, quand l'enquête Dorion sera terminée'. A ce sujet, les ministres sont évidemment prudents, mais il y a ~~une chose qui~~ est sacrée pour eux: l'intégrité totale de M. Favreau qui, à l'heure actuelle, prend sa pilule et attend", m'a-t-on encore dit". Lorsque, au début de juillet, M. Pearson remania son cabinet sans que M. Sauvé ne reçoive de "promotion", plusieurs observateurs se demandèrent comme M. Pierre O'Neil de La Presse s'il ne s'agissait pas là d'"un coup mortel pour Maurice Sauvé?"

"Le premier ministre ne l'a jamais tenu en grande amitié. Il le tient pour malhabile et l'insistance de toute la presse du pays pour qu'il soit nommé à un poste important semble avoir eu l'effet contraire sur le premier ministre... Si on l'ignore quand toute l'aile québécoise du parti est en déroute, on voit mal à quel moment le premier ministre pourra prêter l'oreille à M. Sauvé.. c'est presque une indication dans la voie à suivre, plusieurs journalistes pensent bien qu'il décidera d'ici quelque temps de quitter la vie politique" (128).

Dans "l'affaire Sauvé", les facteurs de personnalité se dissocient difficilement des questions de principes et de système...

46.- L'événement capital de la politique fédérale à l'été 1965 fut certes la soumission du Rapport Dorion le 29 juin. Cette commission royale d'enquête, créée pour enquêter sur l'affaire Denis-Rivard, n'est pertinente à notre propos que sous son aspect "affaire Favreau", si l'on peut dire. On n'a pas à commenter l'ensemble de l'enquête ni des conclusions du commissaire. Rappelons seulement que le rapport reprochait à M. Favreau un "manque de jugement" (129), voyait dans l'intervention de M. Guy Rouleau un "acte répréhensible", tandis que la conduite d'un autre ministre, M. René Tremblay, était jugée "absolument irréprochable". Conséquence





immédiate: M. Favreau offrait sa démission de ministre de la Justice, tout en restant membre du cabinet, à un poste inférieur. Ironie du sort, moins d'une semaine plus tôt, un sondage Gallup nous apprenait que la "cote de popularité" de M. Favreau remontait depuis un an, si - seconde ironie du sort? - M. Favreau recueillait un plus fort pour cent de blâme dans le Québec et les provinces maritimes (130).

Ce "blâme" imputé à M. Favreau eut littéralement l'effet d'une bombe au Québec dans toute la presse canadienne - si son "intégrité" n'était toutefois pas mise en doute dans le rapport ni, du reste, dans les innombrables commentaires qui suivirent. Sa position comme leader québécois risquait d'en être fortement ébranlée. Aussi, son rôle en cette affaire allait faire l'objet de beaucoup d'analyses et de jugements dont l'ensemble devint partie du nouveau visage politique du parti dont il assumait un si important leadership. M. Ryan du Devoir se demandait si:

"Les erreurs imputées à M. Favreau étaient-elles suffisamment graves pour justifier sa démission comme ministre de la justice? La sagesse à courte vue, l'inefficacité administrative et la naïveté dont a fait montre le ministre confirment ce que tout le monde savait déjà. M. Favreau n'avait ni la poigne, ni la perspicacité voulues pour diriger un ministère de premier plan. Cela étant dit, il eût été excessif, vu que l'intégrité de M. Favreau n'a aucunement été mise en doute, de le renvoyer du cabinet à cause des omissions que lui reproche le juge Dorion. Celui-ci prend d'ailleurs soin de noter que le ministre de la justice était justifiable, au moment où il prit sa décision, 'de croire qu'une plainte, portée contre la ou les personnes impliquées, serait difficilement prouvée devant les tribunaux'. En renvoyant M. Favreau, M. Pearson eût imposé à celui-ci une sanction excessive. Mais on peut prévoir, d'ores et déjà, que la diminution de prestige dont souffrira inévitablement M. Favreau obligera M. Pearson à procéder plus vite qu'il ne le prévoyait à une redistribution des tâches au sein de l'équipe ministérielle. Ce ne sera pas sans besoin...

"Au sortir de ce bain de fange qu'a été l'affaire Rivard, on est ramené comme malgré soi au mal profond qui fut à l'origine de l'histoire.

"Ce mal, c'est le caractère occulte de la caisse électorale d'un parti politique. Si le parti libéral avait possédé une caisse vraiment régie par des normes saines et démocratiques, le malheur qui fond aujourd'hui sur un homme intègre comme M. Favreau ne se serait pas produit.

"M. Favreau avait espéré pouvoir éliminer le mal par étapes. Il n'a pas écouté ceux qui lui conseillaient une action rapide et radicale. Il fut, hélas, envahi jusque dans son propre ministère par l'action contagieuse de la gangrène. La pourriture qui essayait par tous les moyens de se coller à son nom respectable n'aura pas été satisfaite de chercher à l'utiliser comme une sorte d'otage inconscient. Il fallait qu'elle en fit une victime."



Dans un premier éditorial de La Presse, M. Roger Champoux ne parle pas spécifiquement du rôle de M. Favreau:

"Précis comme un chronomètre, sans partialité comme sans ménagement, le rapport Dorion suit jour après jour le déroulement de mille incidents qui structurent l'affaire. Les mensonges - un tissu dans certains cas - sont démasqués à pleins feux, de même pour les combinaisons qui se voulaient savantes et les astuces qui croyaient habiles.

"Etre agréable à un ami, intervenir ici ou là pour rendre service, offrir de l'argent, beaucoup d'argent, commettre une brochette d'infractions en se disant que jamais personne n'en saura rien, chercher à compromettre les gens en place... tout l'appareil a été utilisé: le palmarès est complet. Et n'insistons pas sur certains messieurs de la Gendarmerie royale: un dur chapitre leur est consacré et il est à lire.

"Et maintenant? Le rapport Dorion est là implacable dans sa sobre éloquence. C'est plus qu'un document-choc. Il est un miroir: on y voit des faits ahurissants et portant atteinte à la confiance que nous pouvions avoir à l'endroit de préceptes et principes que nous tenons pour sacrés."

Deux jours plus tard, son collègue, M. Guy Cormier, s'étonne que M. Favreau n'ait pas démissionné du cabinet tout simplement:

"Le ministre de la Justice, dans toute cette histoire, est innocent comme l'agneau qui vient de naître. Pourquoi démissionne-t-il alors? - Mais il ne démissionne pas du Cabinet. Il démissionne comme ministre de la Justice. - Et M. Pearson, lui? Pourquoi ne démissionne-t-il pas? M. Macmillan, de Grande-Bretagne, a bien fini par démissionner, après le rapport Denning sur l'affaire Profumo. - Mais M. Pearson, ce n'est pas pareil, voyez-vous... - Bon, n'en parlons plus. Quant à la "Royale Montée à Cheval", elle peut retourner à ses attelages. Pour tout l'amour qu'on lui voue...

"La vérité, c'est que si la morale n'est pas sauvée dans toute cette histoire c'est que le moral n'est pas bon...

"La démission de M. Favreau relève d'un choix personnel. De tout ce que l'on sait, il appert que, loin de le pousser, M. Pearson a tout fait pour le retenir. Mais comment faut-il interpréter son geste?

"M. Favreau n'eût-il pas mieux fait de quitter irrévocablement la vie publique, pour stigmatiser une ambiance devenue irrespirable? Car tout le monde sait qu'il n'est pas un cynique. Ou de se maintenir coûte que coûte, en rappelant que ce n'est pas SON gouvernement?"

Selon The Montreal Star, en éditorial:

"The Immediate result of the Dorion report is that Justice Minister Favreau has resigned. But it will be noted that Mr. Justice Dorion lets him off very lightly. He should have left, he says, to his departmental advisors what should be done about erring, or should we say, corrupt minor officials and others. But that note of criticism was enough for Mr. Favreau. He got out, an honorable and, in contemporary terms, almost quixotic thing to do..."





"There will be general relief at the findings. Enough is contained in them, however, to justify fully the actions of Mr. Erik Nielsen, Conservative MP for the Yukon, who raised the whole business in Parliament. There is no virtue in hindsight, but perhaps the government has learned that immediate disclosures to the House of what was known many, many months ago could have ended the discussions before they began."

L'éditorialiste du Globe and Mail écrivait:

"Thus Mr. Favreau emerges as a man caught by his own efforts to take on more work than he was capable of accomplishing, caught as a man whose effectiveness was reduced by his own loyalties to his colleagues or his own reluctance to think ill of them. Ministers of Justice cannot be forgiven such indiscretion. Mr. Favreau was right to resign; Mr. Pearson right to accept his resignation..."

"The final question, however, must be: Is the Liberal Government itself beyond reproach? A switch in Cabinet portfolios cannot answer. Mr. Favreau was only one of those tainted by a murky crew to whom bribery was not unthinkable, corruption not impossible and taking care of one's own the thing to do. Canada has waited 187 days for righteousness to be asserted in Ottawa. It has patience to wait no longer."

M. Peter Newman trouvait à l'événement une occasion de relier "l'affaire Sauvé" à l'affaire Favreau":

"The reorganization of the Liberal party's Quebec structure now becomes more pressing than ever. With Favreau's political credit seriously diminished, the positions of Lamontagne and Tremblay in jeopardy, and no outside alternative yet installed in the cabinet, the future of Maurice Sauvé becomes even more of an issue. This doesn't mean that Sauvé has suddenly gained acceptance as the Liberals' Quebec lieutenant, but Pearson may have no choice other than to move the controversial forestry minister into a senior portfolio: appointing him with higher authority in the party hierarchy."

"In all of this political confusion the personal tragedy of Guy Favreau has taken second place. The desperation of his situation can be measured by the fact that his retirement from politics would inevitably have been interpreted as a personal admission of guilt in the scandal which led up to the Dorion Commission; his dismissal from cabinet would have amounted to a verdict of guilt from his colleagues."

"The choice he made last night leaves him suspended in a curious political limbo, shorn of his power yet struggling to retain his vaunted honor. More a victim than a villain, his chief error seems to have been a misguided attempt to protect minor political hacks, who took advantage of his inadequate capacity for ruthlessness."

"It was in the service of this understandable, if not excusable, objective that Guy Favreau refrained from allowing the full force of the justice department to come to bear on the dark events that were reported to him."

"But the relationship between those who administer justice and those who are required to obey it remains too fundamental in a



democratic society to tolerate exceptions". (131)

Dans Le Devoir du 2 juillet, M. Gérard Pelletier se posait la question:

"Si Me Guy Favreau a jugé nécessaire d'abandonner son poste, alors que seul son jugement est mis en doute par le rapport Dorion, comment le député de Dollard (M. Guy Rouleau) peut-il s'accrocher à son mandat...?" La seconde partie de cet article s'attaquait à la "Gendarmerie royale, (qui) en dépit de sa réputation mondiale comme corps d'élite à nul autre pareil, a conduit toute cette enquête selon les méthodes et l'esprit qui règnent en général dans les polices de village... Quant au commissaire McLellan, s'il n'a pas la décence d'offrir lui-même sa démission, il faudrait le congédier dans les formes". Et "ainsi, il passera à l'histoire comme policier démonté; il ne l'aura certes pas volé".

Dans sa "column" au Montreal Star du même jour, le futur député concluait:

"The question now is: 'How many more good men will be sacrificed in this fashion, before a clean-up is made?' Up to now, 'reasonable' Liberals of the 'moderate' type insisted that the reform should be carried out gradually, without hurting anyone's feelings. From the content of the Dorion report, it becomes obvious that part of the clean-up has to do with near criminals. So the idea of a 'gradual' approach sounds ludicrous, as far as these people are concerned.

"As for the other objectives of a true reform, they also need to be achieved, or at least attempted, in a hurry. The handling of election funds, for instance, requires an immediate clarification, not a mere musical chairs game by which the till would simply be transferred from one party hack to another. Similarly, the organization personnel of the party needs a good purge.

"In other terms, either Guy Favreau's resignation will be contrived into a demonstration of the fact that so called 'intellectuals' or 'new blood' candidates cannot succeed, or it will be interpreted in its true sense as proof that a corrupt political machine inevitably, albeit unwillingly most of the time, destroys the honest men it supports."

Revenant sur le sujet, M. Claude Ryan dégageait, entre autres "leçons permanentes de l'enquête Dorion", la suivante:

"A un niveau plus élevé, notre système a engendré un type spécial qui joue, lui aussi, un rôle ambigu. Il s'agit de l'adjoint exécutif du ministre. La fonction publique fédérale est rigidement organisée. Les nominations à des postes supérieurs ne sont pas censées se faire sous l'influence de la politique partisane: en général, ces normes sont respectées. Ce système, appliqué à la lettre, engendre toutefois un danger de domination de l'appareil gouvernemental par les technocrates. Afin de donner un peu de liberté au ministre, la loi autorise celui-ci à s'adjoindre un 'assistant' qu'il nomme lui-même et dont le salaire relève du cabinet. Ces adjoints sont, semble-t-il, attachés à la personne du ministre. Ils ne sont pas intégrés formellement dans le personnel du ministère. Leur rôle varie beaucoup d'un ministère à l'autre. Il va du rôle de simple secrétaire à celui de grand conseiller et de gardien des intérêts politiques du ministre.





"L'erreur de certains ministres, c'est de s'adjoindre, pour ce rôle délicat, des hommes qui ont trempé trop activement dans le travail d'organisation politique et qui seront tentés, souvent sans malice, d'introduire dans la conduite des affaires du ministère, des considérations partisans. Supposons le cas d'un ministre un peu bonasse et au surplus débordé de travail qui se donne un adjoint exécutif actif, envahissant et entreprenant, un adjoint qui se voit comme la conscience de 'son' ministre. Cet adjoint sera très tôt tenté de prendre des libertés considérables et de poser des actes engageant directement son chef sans que celui-ci y puisse grand-chose. C'est ce qui s'est produit dans le cas de MM. Denis et Letendre, quoique à des degrés très différents de gravité. Si l'on veut prévenir la répétition de tels abus, il faudra soit éliminer purement et simplement ces postes ambigus, soit en circonscrire les attributions avec beaucoup plus de rigueur. Aussi longtemps que dure le système actuel, le ministre est responsable, à un titre tout à fait spécial, des actes posés par ses adjoints exécutifs." (132).

Trois jours plus tard, après avoir lu en entier le compte-rendu des témoignages de M. Favreau, M. Ryan, s'étant ainsi mis "au neutre", ré-éstudiait "la responsabilité de M. Favreau dans l'affaire Denis". Après avoir établi les deux premiers points qu'"en principe, le ministre n'était pas tenu de consulter les avocats du ministère" et qu'"en décidant de ne pas intenter des poursuites, M. Favreau a agi en homme de droit", il se demande "pourquoi M. Favreau a-t-il quand même erré?"

"Deux des personnes 'nommées' dans les rapports de la Gendarmerie étaient ses propres adjoints, donc des personnes envers qui il pouvait légitimement nourrir une certaine sympathie personnelle. Une autre personne, M. Guy Rouleau était membre du même parti politique que le ministre et passait même, à l'époque, pour n'avoir pas été étrangère à une manoeuvre qui aurait hâté la nomination de M. Favreau au poste de leader du parti dans le Québec..."

"Le péché majeur de M. Favreau, ce fut d'avoir agi seul dans une affaire où son objectivité pouvait facilement ne pas être considérée comme totale. De la part de n'importe quel ministre, mais surtout d'un ministre de la justice, c'est une faute grave qui justifiait la conclusion du juge-enquêteur."

Et le directeur du Devoir mentionne ensuite quelques "autres erreurs" du ministre de la justice: "la première erreur dénote une grande naïveté. M. Antoine Geoffrion, l'associé senior de Me Pierre Lamontagne, avait téléphoné à Favreau afin de le prévenir des révélations que M. Nielson se proposait de faire aux Communes. N'importe qui aurait été inquiet par ce tuyau, mais pas M. Favreau. La seconde erreur fut une erreur d'omission. Quinze jours s'écouleront avant que M. Favreau ne parlât à M. René Tremblay du pétrin dans lequel se trouvait l'adjoint



de celui-ci... La troisième erreur fut celle d'une trop grande complaisance administrative... Quelle que fût la mesure exacte de responsabilité de M. Letendre, l'accusation était assez grave pour justifier un congé diplomatique ou autre de l'adjoint pendant la durée de l'enquête". Finalement, considérant "la démission: dénouement inévitable", M. Ryan conclut:

"Notre système de gouvernement, là où il fonctionne de manière à peu près correcte, se nourrit largement d'une sorte de culte des formes et des apparences. Aucun système humain de gouvernement ne tient d'ailleurs sans une certaine dose de cela. Une des lois du système, c'est qu'il doit "apparaître" à tout instant comme fonctionnant suivant des normes d'objectivité et de détachement beaucoup plus rigides que celles qui existent en général dans la pratique.

"L'opinion que le système, entretenu par ses apologistes, se fait de lui-même, est si exigeante qu'on se demande, à certains moments, si tout cela n'est pas le reflet d'un puritanisme excessif. On se le demande d'autant plus que tout le monde sait que plusieurs, possédant à fond la grammaire du système, y survivent longtemps à des erreurs beaucoup plus répréhensibles que celles qu'a commises M. Favreau.

"Impuissant - vu que les formes sont souveraines - à se défaire de certains monstres qui sont intouchables au chapitre des apparences, le système éprouve le besoin, de temps à autre, de s'offrir en holocauste des hommes excellents qui ont eu le malheur, en faisant le bien, de commettre l'une de ces erreurs que le système ne pardonne point. Il faut que la victime soit alors bien candide pour croire qu'elle n'a pas été sacrifiée sans rémission. M. Favreau devrait relire la vieille fable des animaux malades de la peste..." (133).

Il ne saurait être question de faire une revue de presse from coast to coast (134) qui relèverait tel ou tels aspects de cette lamentable histoire. Beaucoup de journaux ont reproduit ces commentaires. Mais, dans la perspective de notre étude l'aspect "canadien-français" de cette affaire par ses "incriminés", ses "mis en cause" ne saurait être éludé. Pour M. Lorenzo Paré de L'Action, "aucun élan de sympathie ne peut atténuer l'humiliation de M. Guy Favreau et, à travers lui, l'humiliation de tout le Canadien français... Canadiens de langue française, buvons jusqu'à la lie cette coupe d'humiliation; nous la méritons par notre manque de civisme et autant que par notre légèreté devant la loi. Mais si on avait mis autant d'acharnement à aller au fond du ganstérisme politico-syndical de Harold Banks, nos compatriotes de langue anglaise, qui se voilent la face devant l'affaire Rivard, pourraient-ils longtemps crier aux pharisiens" (135).

Dans un tout autre style de journal, Métro-Express de Montréal, le "columnist" - comédien Jean Duceppe se posait, le 5 juillet, la question: "A quoi ça sert d'être honnête?" Il signait ainsi le billet de sa rubrique Feu vert à Jean Duceppe:





" JEAN DUCEPPE  
CANADIEN-FRANCAIS  
NON TERRORISTE  
MAIS CURIEUX!

"Or donc, écrivait-il, nous nous trouvons devant un dilemme assez nouveau: un homme honnête qui voulait bien faire doit donner sa démission parce qu'un corps de police, dont la renommée ternit de plus en plus, ne lui a pas donné les renseignements qu'il était en droit d'attendre comme ministre de la Justice, parce qu'un commissaire général d'un corps de police, qui était jadis une légende, a cru bon mener une ou faire une enquête d'une façon dont rougirait le plus crétin des policiers du Congo!

"Un homme honnête, c'est tellement rare à Ottawa! Il semble que le gagnant du prix Nobel de la paix qui gouverne notre pays aurait pu agir plus promptement et faire en sorte de prendre les mesures sévères et définitives qui s'imposaient pour le protéger. Non, il a préféré prendre tous les détours imaginables pour essayer de sauver tout le monde. Résultat: Un homme qui lui était dévoué doit laisser son poste et tous les autres salauds de l'affaire tirent comme des marins en fête. Résultat: Le commissaire général de la Gendarmerie dite Royale continuera à se croire dans une colonie où la stupidité est permise et où il peut jouer à la Gestapo, en étant continuellement convaincu que lui seul est intelligent et pur!

"C'est pitoyable et on se demande où un homme comme monsieur Guy Favreau peut trouver le courage de vouloir encore servir au milieu d'un groupe de rastaquouères comme ceux qui l'entourent.

"Nous ne pouvons que lui souhaiter d'être plus chanceux et de trouver à son prochain poste un peu de propreté morale parmi ses aides et ses amis.

"Quant au commissaire général de la Gendarmerie dite Royale, j'exprime le voeu à Saint-Jude patron des causes désespérées, qu'il puisse trouver le plus tôt possible une retraite malheureuse et em....

"Une question reste cependant sans réponse: Qui gouverne le pays et est élu pour gouverner? Le gouvernement, le premier ministre ou la Gendarmerie dite Royale?"

Dans son article hebdomadaire au Montreal Star, M. Leslie Roberts voit dans toute cette affaire "the Urgent Need For a Herculean Housecleaning" (selon le titre de son article du 3 juillet): "... not at some moment in the sweet by-and-by, but now... True, the spanking administered to Justice Minister Favreau was fundamentally applied to the ministerial derrière (136) for the political ineptitude with which he conducted himself". Selon M. Roberts, M. Favreau manque de l'une des deux conditions indispensables à un homme politique: "It remains necessary to make the point that real political leadership calls for two essential qualifications. They are total personal integrity coupled with a healthy cynicism



about the human species and its condition. Mr. Favreau has the former, but never managed to acquire the latter. Only when a man links the two does he qualify as an upright professional in the free world's toughest league, which is politics."

Mais avant de traiter des "écuries d'Augias" (cas Dupuis, Rouleau, Asselin, etc.), M. Roberts répond, comme par avance, aux insinuations sur l'aspect "canadien-français" des scandales dévoilés par le Rapport Dorion, en élargissant la question et en remontant à quelques années en arrière:

"Having said that, what next? One simple truth which needs repeating is that there has not been a major party leader in Canada for many years who has enjoyed any real understanding of what Quebec is all about. As a gentle understatement, Mr. Diefenbaker has never been able to conceal what sometimes even appears to be his dislike of French-Canada.

"The Messrs. Thompson and Douglas are like innocents abroad when they drop in on Quebec. The Prime Minister has never seen under the political surface, although he has remarkable achievements to his credits in recognizing the Quebec awakening and encouraging it.

"His failure has been in his choice of men for the top, first in Chevrier who was not even a Quebecer but was an old guard, followed by Favreau, who not only had no qualifications as a pro, but had no real appeal to the mass of his own people, to many of whom, because of his professional legal associations, he appeared as that indefinable and inexplicable phenomenon known as 'Un Anglicisé' which is not a compliment in today's Quebec.

"Out of all this comes one strange condition. Quebec, until five years ago the abiding place of the country's most scurrilous provincial political machine, is now clean as any in the country and cleaner than most. Federally, where the toxic breath of scandal had not fouled the air for years, Quebec relinquished in one year all claims to the title of La Belle Province in its federal political context, solely because the English-speaking wing of the party and government dwell in total ignorance of what makes French-Canada tick.

"Many Anglo-Canadians elsewhere like to imply with the insufferable air of whitened sepulchres, that the French-Canadian attitude to politics is that the acquisition of power implies its use for the benefit of the operator. 'To the victor the spoils' is the operative phrase.

"This is one of those grave generalizations which are incapable of proof, whereas the reverse is at least indicated to any unbiased observer who has been witness to what Jean Lesage has done in his province and the record of achievement rolled up by the Drapeau-Saulnier Administration in Montreal.

"You do not have to approve of every act or policy of either to accept the view that Quebec's and Montreal's current political leaders not only get things done, but in doing them each has also produced an enviable record for the decencies of administration and politics " (137).





Le rapport Dorion avait à peine été déposé à la Chambre depuis quelques jours, les premiers commentaires des journaux des 30 juin et 2 juillet étaient à peine connus que toute "l'affaire" rebondissait de façon encore plus inflammatoire. Le 1er juillet au soir - fête "nationale" du Canada - le bureau du premier ministre rendait publique une déclaration de M. Favreau, qui fut immédiatement télégraphiée au juge-commissaire, M. Frédéric Dorion. Cette déclaration demandait au commissaire de "corriger" un élément de fait de son rapport: était-ce le 2 septembre 1964 - selon le rapport - ou seulement le 23 novembre 1964 - selon le premier ministre - que M. Pearson avait été averti par M. Favreau que son adjoint parlementaire, M. Guy Rouleau, était impliqué dans l'affaire Denis-Rivard? Ce qui ne pouvait être considéré comme un élément de fond, susceptible de changer les conclusions juridiques du rapport, avait tout de même une portée politique considérable... puisqu'elle mettait en cause la "crédibilité" du Premier ministre. La première réponse, sèche, du juge Dorion tenait en ces mots: "Je n'ai rien à modifier dans mon rapport. Il s'appuie sur la preuve (le témoignage de M. Favreau), et si quelqu'un d'autre veut l'interpréter à sa guise, il est bien libre de le faire. Quant à moi, je n'y changerai pas un iota". Puis, rejoint au téléphone à sa maison d'été, il ajoutait: "Il est bien humain qu'un témoin ait pu commettre une erreur dans son témoignage, particulièrement à une enquête du genre de celle que j'ai conduite. Si tel est le cas, peut-être ce témoin voudrait-il me faire savoir qu'il s'est trompé" (Les journaux du 2 juillet). Le Devoir du 3 juillet nous apprenait, d'après M. Jean-V. Dufresne, qui venait d'avoir une "entrevue téléphonique" avec le juge Dorion, que ce dernier lui avait déclaré: "Je n'ai pas de commentaires à faire, en principe. Je considère que j'ai rédigé mon rapport en m'appuyant sur la preuve qui m'a été remise. Mais il se peut qu'à la suite de la déclaration de M. Favreau parue hier, il y a quelques développements possibles. Mais il n'en dépend pas de moi... Vous comprenez que je ne peux dans ma situation soulever une polémique, étant donné le rôle que j'occupe. Mais certains développements sont possibles". A la question du journaliste: "Existe-t-il une autorité plus haute que la vôtre?" le juge a répondu: "Oui, le cabinet lui-même". A Ottawa, le même jour, à la fin d'une réunion de cabinet, M. Pearson déclarait aux journalistes: "Je suis persuadé que cette question sera résolue, comme un malentendu". Le même jour, M. Ryan écrivait dans Le Devoir: "Devant pareille situation, le juge devrait, selon nous, s'empresse de corriger son rapport. S'ils persistait dans son refus, il affaiblirait considérablement la portée générale de son document."

Le 5 juillet au matin, le juge Dorion remettait aux journalistes un communiqué où il disait "sans aucune hésitation" corriger son rapport, en "considé-



rant cette preuve additionnelle". Ce communiqué se terminait par cette phrase en quelque sorte compensatrice: "Je crois que ce geste de l'honorable Guy Favreau, en outre de clarifier une situation qui a soulevé de nombreux commentaires, constitue une autre preuve de la dignité qui le caractérise" (138). Les chefs de l'opposition s'opposèrent radicalement à ce procédé inattendu, qualifié par M. Diefenbaker d'"unprecedented and utterly unjustified", et par M. Douglas de "farce". Les rumeurs que M. Claude Wagner soit appelé à M. Favreau au ministère de la Justice (138) ne firent pas long feu. Lors du remaniement de son cabinet en date du 7 juillet, c'est M. Lucien Cardin qui remplaçait M. Favreau, dorénavant président du Conseil privé et responsable des relations fédérales-provinciales. A la fin de juillet, une nouvelle de la Presse canadienne en provenance d'Ottawa disait que "des sources dignes de confiance ont fait savoir hier à Ottawa que le juge en chef Frédéric Dorion n'a accepté de changer son rapport sur l'affaire Rivard qu'après en avoir discuté personnellement avec l'ancien ministre de la Justice, M. Guy Favreau" (140).

La position de M. Favreau comme leader québécois de son parti? Il ne semble pas qu'elle ait été à aucun moment sérieusement compromise.

"A ce propos, rapportait M. Gaudreault dans sa chronique quotidienne au Soleil, le président du Conseil privé se disait, hier, particulièrement réconforté voire enthousiasmé par les télégrammes qu'il a reçus de la quasi-totalité des associations libérales du Québec pour l'inviter à demeurer à son poste. 'Et ce n'était rien de stéréotypé ou d'organisé, puisqu'il n'y avait pas trois de ces télégrammes qui étaient identiques', a ajouté M. Favreau qui a tenu à mentionner celui de la Fédération des étudiants libéraux du Québec comme lui ayant particulièrement fait plaisir, 'parce que venant de jeunes'" (141). Quant à M. Favreau, le "dur coup" du rapport lui avait arraché des larmes. "C'était la première fois depuis mon enfance que la chose m'arrivait, confiait-il au journaliste Roger Nadeau... je venais d'encaisser un rude coup - on a dit que c'était le pire de ma carrière... Certes, le juge Frédéric Dorion, dans son rapport, ne met nullement en doute non honnêteté. Mais il me blâme. Et je ne m'attendais pas tout <sup>du</sup> à un blâme du juge Dorion. Il y a peut-être lieu de souligner que c'est le ministre de la Justice que le juge a blâmé. Comme vous le savez, je réussissais assez bien dans la pratique du droit, avant d'entrer dans le ministère. De plus, j'ai déjà été sous-ministre de la Justice à Ottawa. Je sais un peu comment ça doit fonctionner le ministère de la Justice... Je sais quels sont les droits et devoirs du ministre de la Justice... - Monsieur Nadeau, vous le savez, certaines gens, disent même que je suis naïf et incompetent. Ah! je n'hésite pas admettre que je me trompe quelquefois. Il n'y a





que le pape... et les fous qui ne se trompent pas... Mais prétendre que je suis incompétent!!"(142).

La F.L.C. (Québec), le caucus des députés libéraux du Québec réitéraient leur confiance inébranlée en leur leader. Le président du caucus, M. Albert Béchard, remettait aux journalistes la déclaration suivante:

"A une réunion régulière des députés libéraux du Québec tenue ce matin, la députation québécoise a confirmé dans un geste spontané et unanime sa confiance indéfectible et enthousiaste dans son chef de file, le Leader des députés du Québec, l'honorable Guy Favreau.

"Tous reconnaissent que l'honorable Guy Favreau est victime de circonstances qui n'affectent en rien son intégrité, sa sincérité, sa valeur et sa compétence."

Le journaliste Pierre Chalout, après une enquête dans le comté de M. Favreau, intitulait son article par ce jugement d'un électeur: "Dans son comté, Guy Favreau serait élu plus fort qu'avant". Et M. Chalout de citer un de ses interviewés qu'il appelle le "savant du groupe":

"On a demandé au juge Dorion d'enquêter sur l'affaire Rivard et de dire si, dans cette histoire d'accusation l'un contre l'autre, M. Favreau avait agi comme il devait le faire. Le juge conclut que M. Favreau a agi comme un parfait honnête homme, mais il le blâme parce qu'il n'a pas jugé comme lui. Quand les juges de la cour d'Appel disent que le juge de la Cour supérieur n'a pas jugé comme eux, est-ce qu'ils le blâment?..."

"Le rôle du juge c'est de dire si la loi a été transgressée ou pas. Est-ce qu'il y a une loi qui dit que le ministre de la Justice doit faire prendre ses décisions par un autre que lui?"

"Qui est-ce qui était ministre de la Justice: M. Favreau ou M. Dorion? Pourquoi le juge fait-il au ministre des procès d'intention? Peut-être que le juge a raison. Mais peut être aussi que c'est le ministre qui a raison. C'est pas au juge, c'est à nous autres les électeurs de décider...(143).

Pendant que M. Diefenbaker soutenait que M. Favreau "n'a plus à faire dans le cabinet", M. Pearson forçait M. Rouleau à démissionner - M. Erik Nielson trouvait "incroyable qu'on ait dû le forcer à poser ce geste" (144): "Je ne suis entretenu avec M. Rouleau au sujet des conclusion du commissaire. Il a été convenu, après que je lui en eus fait part, qu'il devait démissionner comme député de Dollard au parlement et ne pas se porter candidat de nouveau lors de la prochaine élection générale." C'était la troisième démission de M. Rouleau. Le 24 novembre précédent, il avait démissionné de son poste de secrétaire parlementaire du premier ministre; en février précédent, il avait dû abandonner ses fonctions de président du caucus libéral. A l'agence de la Presse canadienne, M. Rouleau déclarait:



"Néanmoins, quand je jette un coup d'oeil rétrospectif sur cette affaire, je reconnais avoir fait une erreur de jugement en faisant des représentations pour l'individu concerné. Je crois sincèrement avoir également fait preuve de naïveté... Est-il nécessaire de dire que je demeure libéral?" (145). "En forçant le député de Dollard de démissionner, écrivait l'éditorialiste du Soleil, le premier ministre était poussé dans le dos... Il a eu exactement la même attitude dans le cas de l'ancien ministre sans portefeuille, M. Yvon Dupuis dont la cause est pendante devant les tribunaux... Le départ de M. Rouleau est insuffisant. Le chef du gouvernement doit éviter que le système puisse fabriquer d'autre cas Rouleau" (146).

"En insistant pour retenir dans son cabinet l'ex-ministre de la Justice, écrivait dès le 3 juillet dans La Presse Mlle Françoise Côté, le premier ministre Pearson aurait voulu, apprend-on, non seulement démontrer qu'il conserve toute sa confiance à M. Guy Favreau, qu'il considère d'ailleurs comme une victime de pratiques politiques qui lui répugnent, mais aussi rassurer les hommes de prestige que le parti libéral cherche à s'attacher au Québec et qui risquent de s'en détourner à la suite du rapport Dorion. M. Favreau ... avait eu une dizaine de jours à peine avant la publication du rapport Dorion une rencontre avec l'ancien président de la Confédération des Syndicats nationaux, M. Jean Marchand pour tenter de le persuader de rallier les rangs libéraux". Il n'est pas indifférent de rappeler qu'au moment où un journal, étiqueté "conservateur" comme The Montreal Gazette, écrivait: "... Mr. Favreau is not primarily concerned in the report: he was criticized only for an error of judgment" (147), le directeur du journal "nationaliste" par excellence, M. Ryan, se faisait beaucoup plus sévère pour Favreau qui devrait "logiquement quitter le cabinet":

"Depuis le rapport Dorion, l'équipe ministérielle est engourdie comme un boxeur qui vient de recevoir un mauvais coup. Elle ne sait plus trop de quel côté tourner la tête...

"On soupçonne vaquement M. Pearson de ne vouloir faire que des changements mineurs dans son équipe...

"Si M. Pearson allait agir de la sorte, il se méprendrait gravement sur la portée véritable de l'enquête Dorion. Après ce que nous avons écrit hier de M. Favreau, nous considérons que celui-ci doit logiquement quitter le cabinet. Qu'on ne l'ait pas laissé tomber brutalement la semaine dernière, c'était un geste de solidarité qui s'expliquait bien sous la pression du moment. Maintenant, l'opinion a pu mesurer la portée exacte des erreurs commises par M. Favreau: ces erreurs furent trop lourdes pour justifier autre chose qu'une démission complète de M. Favreau comme membre du cabinet.

"Cette première question étant réglée, c'est tout le problème de la présence canadienne-française au sein du gouvernement qui se pose à nouveau. Si M. Pearson veut vraiment renforcer cette présence, non seulement en nombre, mais en efficacité réelle, il





devra, selon nous, faire davantage confiance à M. Maurice Sauvé et faire entrer dans le cabinet un couple d'hommes capables d'épauler ce dernier.

"Ce qui s'est écrit sur M. Sauvé depuis une semaine sent l'intrigue et la jalousie à plein nez. Certains s'agitent afin de barrer la route au coureur qui les effraie. S'il fallait en croire certains correspondants complaisants, ces intrigues sembleraient devoir réussir encore une fois"(148).

Au lendemain du remaniement ministériel, le collègue éditorialiste de M. Ryan, M. Gérard Pelletier lui-même, s'en prenait au "ravaudage signé Pearson". Il n'était pas moins sévère au sujet de M. Favreau:

"On aurait dû se douter, dès l'annonce de la démission de M. Favreau, que M. Pearson ne bougerait pas encore cette fois. Le fait de garder dans son cabinet l'ex-ministre de la justice indiquait assez clairement que M. Pearson n'avait rien compris. Qu'on nous entende bien: il ne s'agit pas d'insinuer que le député de Papineau est coupable, au-delà de toute rémission, ni de suggérer que M. Pearson aurait du lui imposer le départ en guise de châtiment. Nous croyons au contraire que M. Favreau est un homme de valeur, capable de rendre encore des services éminents à ses concitoyens, mais non plus dans le domaine politique. Et M. Pearson rend un mauvais service à M. Favreau lui-même en le retenant auprès de lui" (149).

Mais c'est contre la R.C.M.P. que la "corde nationaliste" a vibré le plus fortement dans toute cette affaire (150). Le rapport Dorion lui reproche des torts graves que relevait M. Paul Sauriol du Devoir.

"Le rapport Dorion formule plusieurs blâmes à l'adresse de la police fédérale, et il est utile de distinguer les divers aspects de ces critiques; le juge reproche aux officiers de la gendarmerie royale d'assumer auprès du ministre un rôle qui ne leur appartient pas, il estime que leur enquête dans cette affaire a été déficiente sur divers points, et enfin il dénonce l'attitude de ce corps policier à l'égard de la langue française...

"En fait M. McClellan n'est pas du tout indiqué comme bouc émissaire, car à l'enquête il fait preuve d'une meilleure attitude que le surintendant Fraser. Il a admis carrément que la langue de travail à la Gendarmerie est l'anglais. Mais il a ajouté: 'J'aimerais bien voir le jour, - et je ne suis commissaire que depuis un peu plus d'un an - où il sera possible à n'importe quel agent de la Gendarmerie de présenter ses rapports dans l'une ou l'autre langue'.

"Le juge Dorion a eu raison de souligner cette attitude de M. McClellan qui dénote chez le commissaire le souhait d'une réforme qui s'impose. Celui qu'il faut congédier de la police fédérale, c'est le surintendant Fraser qui a fait preuve de fanatisme dans son unilinguisme arrogant. Des réformes profondes s'imposent à la Gendarmerie royale qui sort assez mal en point de cette aventure. A moins de rendre ses procédures et ses cadres bilingues, elle devient de moins en moins compétente comme corps policier d'un Etat fédéral bilingue" (151).

Un mois et demi après la soumission du rapport Dorion, M. Gérard Pelletier se posait la question dans sa "column": "Something Sacred About R.C.M.O.?" Après



avoir noté que "The press was unanimous in representing that Guy Favreau had to resign but to my knowledge, only one newspaper suggested that Commissioner McLelland was in the same situation", M. Pelletier terminait son article par les deux paragraphes suivants:

"How can we account for that? I really don't know. Except that those few lines from the letter to the editor quoted above might give us a clue. If there are enough people in Canada who can't even envisage open criticism being directed at the RCMP, it means that a section of public opinion considers the federal force not as a democratic institution but as a kind of extension of the royal family, so to speak, something which is part of our democratic system but at the same time endowed with a sacred character which in turn produces some kind of immunity.

"If this were the case, one would understand why nothing happened concerning the RCMP after the Dorion report. But for all those, and one wishes they are the vast majority, who consider the federal police as just another police corps operating in Canada, it is quite obvious that the new justice minister, Mr. Cardin, should put a few questions to Commissioner McLelland before the whole thing is forgotten" (152).

Il n'y a pas lieu de s'étonner que ce soit le journal du R.I.N. L'Indépendance, qui ait fait vibrer cette "corde nationaliste" avec le plus d'intensité. L'éditorial de son numéro du 18 juillet, curieusement intitulé: "Favreau versus C.D. Howe", commençait par l'évaluation suivante:

"Encore une fois, à Ottawa, les Canadiens français en prennent pour leur rhume. Cette fois, le gouvernement "canadien" d'Ottawa se sert du rapport Dorion pour les abattre. Il nous faut donc réfléchir à quelques aspects de cette affaire.

"Il faut constater en premier lieu que les plus malhonnêtes s'agrippent désespérément au pouvoir pendant que ceux qu'on croit honnêtes lâchent beaucoup trop facilement.

"Ainsi, M. Rouleau, qui a toujours eu mauvaise réputation, qui est reconnu depuis toujours comme un politicien véreux, refuse de démissionner. Il se débat, jure qu'il ne lâchera jamais et M. Pearson n'a pas d'autre choix que de le mettre à la porte. M. Favreau, d'autre part, qu'on dit honnête et naïf, se décourage tout d'un coup, laisse tomber le morceau et s'incline devant un premier ministre qui l'a supplié de le seconder et qui maintenant le renie, sans autre forme de procès.

"On accuse M. Favreau d'avoir été naïf. Cela est vrai sans doute, mais ce n'est pas une raison suffisante pour l'humilier de la pire façon en le reléguant au Conseil privé, petit organisme sans importance qui ne s'est réuni qu'une fois en 20 ans. M. Favreau accepte cette humiliation. Pourquoi?

"Voilà un homme qui a été trompé par la RCMP; cette police fédérale lui a fourni un rapport incomplet. M. Favreau qui n'a aucune expérience de la politique, qui ne connaît pas les méthodes véreuses de la RCMP, juge les faits d'après les documents qu'on lui apporte.





Naïf, d'accord! Et puis après? Pourquoi n'aurait-il pas le droit lui aussi de se tromper?

"Il aurait donc dû tenir tête à M. Pearson; il aurait dû fustiger la RCMP pour avoir tenté d'induire un ministre en erreur; il aurait dû crier son intégrité personnelle; il aurait dû se tenir debout en somme. Au contraire, il préfère jouer au marthyr, il voudrait qu'on braille sur son sort. Il s'apitoie sur lui-même. Il plie comme tous les bons Canadiens français savent le faire devant les puissants d'Ottawa. C'est honteux. Il manque de courage, cela est évident. Mais cela n'est pas suffisant pour expliquer ce qui se passe à Ottawa.

"Tous les Canadiens français sont pris dans des scandales depuis un an. Dupuis, Lamontagne, Pépin, Favreau, Rouleau et les autres. Petits scandales, rien de bien épouvantable.

"Pendant ce temps, les scandales des Anglo-Canadiens restent bien étouffés. Cela dure depuis la naissance de la Confédération. Des scandales beaucoup plus importants que tout ce que les Canadiens français ont pu produire. Pourtant personne n'en parle"(153).

Pendant ce temps dans l'ambiance trouble des révélations du rapport Dorion, la F.L.C. (Québec) poursuivait son travail d'organisation. A la réunion du Comité exécutif du 10 juillet, il fut proposé par M. Roger Thibodeau, appuyé par M. Bernard Deschênes qu'un télégramme de solidarité soit envoyé à M. Favreau: "La Fédération libérale du Canada (Québec) réitère son entier appui et sa plus profonde confiance en l'honorable Guy Favreau. La Fédération est fière de son chef de file et elle continuera à lui donner le support qu'il a toujours su se mériter". Il fut, en outre, résolu d'accepter "la démission de Guy Rouleau comme membre du Conseil général" et "d'attendre la décision des tribunaux" dans le cas de M. Yvon Dupuis. Quant au cas de M. Edmund T. Asselin, pris à partie le mois précédent par M. Kierans (cf. no précédent), il fut résolu à l'unanimité" que le comité exécutif de la Fédération libérale du Canada (Québec) convoque une assemblée du conseil de direction de la Fédération pour étudier s'il y a lieu de suspendre ou de destituer ledit Edmund T. Asselin comme membre de l'association libérale de Notre-Dame-de-Grâce et du conseil général de la F.L.C. (Québec) et que conformément au paragraphe 'G' de l'article 7 de la constitution, un avis soit envoyé audit Edmund T. Asselin". Enfin, dans sa brièveté en quelque sorte élogieuse, le procès-verbal de la réunion rapporte que

"Me André Dubé propose une résolution pour abolir la caisse électorale.

"Le comité exécutif demande à la commission politique d'étudier le problème du financement des partis politiques au Canada.

"a - solution à long terme.

"b - solution à court terme".



Le comité exécutif se réunit à nouveau le 26 juillet. D'un très bref procès-verbal d'une page et demie, extrayons les deux passages significatifs suivants:

"M. Favreau dit quelques mots sur l'honnêteté de monsieur Asselin. Une discussion s'en suit.

"Il est donc résolu, qu'en raison de la déclaration de monsieur Asselin, l'assemblée du conseil de direction soit annulée.

-----  
 "Pour donner suite à un télégramme qui a été expédié à Georges-Etienne Barrière par la F.L.C. (Québec):

"Attendu que Georges-Etienne Barrières ne s'est pas conformé aux directives de la F.L.C. (Québec):

"IL EST RESOLU:

"Que ledit Georges-Etienne Barrière soit remplacé comme directeur régional de la région de Richelieu par M. Fernand Bonin, aux fins de compléter l'organisation de ladite région."

47 . - La conférence fédérale-provinciale, annoncée "par mégarde" par M. Maurice Sauvé (cf. no 45) pour le 19 juillet, est l'une des plus importantes de cette longue série de rencontres qui permettent d'ausculter les malaises du fédéralisme canadien (154). La position du Québec y fut fermement défendue par M. Lesage et sa délégation, qui, sur certaines questions litigieuses, eurent l'appui d'autres provinces. Mais l'affrontement entre les thèses parfois contradictoires du gouvernement québécois, qui se trouve à être "libéral", et du gouvernement central, qui se trouve aussi à être "libéral", relève d'une évolution et d'une perspective débordant les cadres de notre étude. Il faut se borner à relever quelques aspects plutôt accessoires ou épisodiques de cette conférence. Déjà avant la distinction des deux structures libérales du 5 juillet 1964, les délégations du Québec ne s'étaient pas senties inhibées par le fait que, depuis le 8 avril 1963, les "frères outaouais" avaient la responsabilité du pouvoir central. Cette même "liberté", la représentation du gouvernement de l'Etat du Québec n'avait pas à s'en priver. Sur la question des droits d'exploitation des richesses sous-marines, M. Lesage, appuyé en cela par MM. Roberts de l'Ontario et Bennett de la Colombie-Britannique, soutiendra "que le gouvernement fédéral veut faire 'un coup de force', que sa façon de procéder est 'injustifiable', 'inacceptable' et risque de saper la confiance que l'on pouvait avoir dans les conférences des premiers ministres puisque toutes les provinces intéressées se sont fermement opposées, l'an dernier, à ce que la Cour suprême soit saisie du litige" (155). Au sujet de la réforme de la loi des banques, M. Walter Gordon révélait, lors d'une interview pendant la conférence, que "toute bataille





formidable au sujet de la loi des banques opposera la conférence fédérale-provinciale, M. Kierans à M. Lesage, et non M. Lesage à moi" (156). La faiblesse de la représentation canadienne-française fédérale, au niveau du cabinet aussi bien que de la fonction publique fut relevée une fois de plus, non par Le Devoir mais, cette fois-ci, par La Presse (157).

La question du "séparatisme" - espèce de serpent de mer de notre politique lorsque les nouvelles se font rares - fut évoquée avec vigueur par M. Lesage lors de la sixième conférence interprovinciale de Winnipeg au début d'août. Pendant une "conférence de presse improvisée" dans un hôtel de cette ville, M. Lesage déclarait catégoriquement:

"Attendez les prochaines élections. Pas un candidat qui se présentera sous la bannière indépendantiste ne se fera élire. Je suis prêt à vous gager n'importe quoi qu'ils ne prendront pas 200 voix par comté... Nous avons un petit groupe d'extrémistes, mais il n'y a pas que des extrémistes au Québec... Les extrémistes, nous les connaissons tous... Quant à la question du séparatisme, allez dans les usines du Québec, questionnez les jeunes ouvriers et vous verrez qu'ils ne sont pas séparatistes, mais nationalistes" (158).

Etablissant dans son journal le "bilan d'une longue session", M. Claude Ryan était d'avis qu'au sujet de la "formule Fulton-Favreau", M. Lesage avait "essuyé une rebuffade importante. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, il s'est fait rappeler, par une opinion publique vigilante, certaines normes qu'il ne saurait franchir impunément" (cf. no 42). Bien qu'"habile tacticien", M. Lesage a su éviter une confrontation décisive sur cette question décisive au Parlement sur cette question controversée. Il a réussi à distraire vers une cible secondaire (le Conseil législatif) un thème qui menaçait de l'embarrasser". Au total toutefois, M. Lesage apparaît plus solidement maître de son parti qu'à l'automne de 1964. Mais en même temps, il est plus majestueusement solitaire, à la tête de sa monture, qu'à aucun moment depuis 1960. Sur la formule Fulton-Favreau, sur Sidbec, sur la loi de la fonction publique, M. Lesage s'est défendu à peu près seul. Des hommes comme Lévesque, Kierans et Gérin-Lajoie ont à peine ouvert la bouche" (159).

Dès la fin de la session, la rumeur commença à circuler que M. Léon Balcer, en rupture fracassante avec le chef conservateur fédéral ("Il n'y a pas de place pour un Canadien français..."), joindrait le cabinet Lesage, ou tout au moins le parti libéral du Québec. M. Lesage s'empressait de nier la rumeur le 12 août (160); mais, quelques semaines plus tard, il était nommé responsable pour le Québec des Fêtes du Centenaire du Canada. Après plusieurs mois, il se



montrait ostensiblement au congrès de la F.L.Q. des 19-20 novembre à Québec, déclarant que "ce n'est pas tout le parti qui m'intéresse que l'équipe qui le dirige" (161).

L'évolution de M. René Lévesque - autre "serpent de mer" de la politique québécoise? continuait à préoccuper aussi les journalistes, car on commençait à le trouver par trop "silencieux" depuis un certain temps... En fait, M. Lévesque méditait... ce qu'il expliquera, avec sa candeur coutumière, à la nouvelle émission de télévision Le Sel de la Semaine, espèce de la réplique de la formule de This Hour Has 7 Days. Il relancera sa carrière comme ministre de la Famille et du Bien-Être en jumelant son action avec celle de l'autre "tête forte" du cabinet, M. Eric Kierans, nouveau titulaire du ministre de la Santé. Dans le Magazine MacLean de septembre, M. Richard Daigneault voyait M. Lévesque "et ceux qu'il incarne sur la scène politique" comme "momentané coincés". Ou selon une autre métaphore: "René Lévesque fait maintenant partie des éléments qui couvent sous les cendres de la Révolution tranquille." Etant "arrivé au pouvoir sur le dos d'une machine électorale puissante, Lévesque a pu s'imposer avec une vigueur étonnante au cabinet des ministres durant les deux premières années du régime Lesage". Mais "au cours des deux années qui suivirent cette rencontre, on peut dire que la machine libérale mit tout en oeuvre pour mettre Lévesque hors de service. Inutile de rappeler ici toutes les étapes de cet épisode sordide. Signalons celle qui lui coûta le plus cher, c'est-à-dire la séparation du parti libéral québécois et du parti libéral fédéral... L'affaire étant lancée dans le public, Lesage n'eut d'autre alternative que celle de consommer lui-même, avec l'accord de quelques ministres fédéraux, ce que Lévesque avait proposé". Mais "pas même le Canada anglais n'a pris cela au sérieux. Par la suite, les efforts de Lévesque pour rattrapper sa position de prestige furent assez vigoureux mais n'eurent plus grande emprise sur l'opinion publique". D'autre part, poursuit M. Daigneault, "Lesage prenant en main lui-même le lancement de Sidbec et de Caisse de retraite, Lévesque s'est vu plus ou moins écarté de la possibilité de prendre des positions radicales sur ces deux questions primordiales pour l'avenir du Québec". Enfin, "pour Lévesque, la période actuelle de transition présente des difficultés, parce qu'il nage dans l'inconnu". Cet "inconnu" est maintenant "connu": M. Lévesque, en tandem avec M. Kierans, vont désormais se consacrer au réaménagement de toute la législation et l'administration du bien-être social au Québec, à la veille de la mise en vigueur de Medicare.

À la fin de la campagne électorale fédérale du 8 novembre, M. Lévesque déclarait, lors de la tenue d'un forum des étudiants de Laval, que contrairement





à M. Lesage (162), il "accepterait volontiers d'aider certains candidats qui ne seraient pas nécessairement des libéraux" (163). Au sujet de la formule Fulton-Favreau: "Vous savez, j'ai comme l'impression que c'est une chose qui commence à faire partie de l'histoire". Quant à son avenir, "tout ce que je puis dire c'est que je suis actuellement dans un gouvernement, que j'y suis solidaire et que je fais mon effort au sein de l'équipe. A la question directe: "Avez-vous changé d'idée au sujet du pouvoir?" - "Non; elle s'est amendée un peu au cours de route. On ne peut pas gagner toutes les choses qu'on voudrait. Il faut faire une délimitation des compromis qui sont acceptables". L'occasion de la rencontre de M. Lévesque était la campagne de recrutement du Club Libéral de Laval. Les propos suivant prennent toute leur portée quand on a rappelé ces circonstances: "Il faut vraiment être illusionné que de vouloir faire du recrutement pour un parti politique au sein de la jeunesse étudiante. Vous manifestez envers les partis politiques une espèce d'indifférence, à cause premièrement de vos études, et ce n'est pas malsain du tout et ensuite parce que, à votre âge, l'étudiant se retrouve beaucoup mieux dans l'opposition".

Si quelques douzaines de "réalistes" voulaient toutefois infiltrer un parti qui est au pouvoir, l'expérience pourrait être profitable" à la condition que ce ne soit qu'à titre provisoire". A l'éternelle question sur sa position relativement au séparatisme, M. Lévesque en parla comme d'"une solution que le Québec a le droit d'envisager en scrutant son avenir" (164).

A la mi-septembre, la F.L.Q. faisait pour la première fois depuis plusieurs mois les grandes manchettes. La Presse du 17 septembre sur six colonnes en deux lignes coiffait ainsi un article très "révélateur" du journaliste Teddy Chevalot: "La Fédération libérale se plaint de n'avoir qu'un rôle de façade". L'occasion était une rencontre de l'exécutif de la F.L.Q. avec douze membres du cabinet (165). Selon M. Chevalot les dirigeants de la Fédération pensent... que la F.L.Q. est considérée, politiquement, par le gouvernement, comme moins importante que le plus petit des groupes intermédiaires provinciaux qui, lui, a au moins l'avantage d'être totalement indépendant du pouvoir ... à cause de sa dépendance vis-à-vis du pouvoir, elle ne peut même pas le critiquer... Pour plus d'un, s'il est vrai que le premier ministre possède encore la faveur publique, on ne peut plus en dire autant de son parti qui, selon eux, est très basse". Selon le journaliste de La Presse, "l'exécutif de la FLQ avait pris bien soin de coucher par écrit l'essentiel de ses remarques désabusées sur la situation du parti dans la province... A cette réunion, il fut donc question, pêle-mêle, du patronage, de l'importance de la FLQ dans la vie politique provinciale, de l'im-



portance du parti libéral provincial, du manque de programme cohérent pour les années à venir, du désintéressement des militants de la base, du manque de coordination entre la FLQ et le cabinet ministériel et, pour couronner le tout des solutions à adopter pour remédier à ces maux." Toutefois selon M. Chevalot, furent aussi blâmés les fonctionnaires qui "marquent aussi bien les députés libéraux que les militants de ce parti pour les questions de "patronage". "On a même été jusqu'à dire que le 'patronage, ce n'était plus une pratique des politiciens mais bien une pratique de fonctionnaires'... qui, 'forts de leur puissance, ... ne se gênent pas pour les envoyer promener'." Les dirigeants de la F.L.Q. se plaignaient encore de constater que leur organisme n'est plus le "cerveau penseur du parti" et qu'elle "s'endort sur ses lauriers". Sans blâmer M. Lesage pour avoir tenté de "forcer" l'adhésion à la formule Fulton-Favreau, "il n'en demeure pas moins que l'exécutif de la F.L.Q. estime que cette question devra être entièrement étudiée par les instances du parti". Après ce diagnostic, M. Chevalot rapporte que les solutions proposées sont: la "délégation de pouvoirs, de la part du premier ministre, à la FLQ, pour les domaines suivants: programme et pensée politique; organisation; propagande et finances...; l'instauration d'un système d'achats et d'emplois régional ou local "pour que "les petits contrats soient octroyés sans passer par le système des soumissions, et qu'il existe des emplois non soumis à la Commission du Service civil, de façon qu'ils soient accordés à des personnes de la région qui, il va de soi, posséderont les qualités requises voulues".

La rencontre s'étant tenu à huis-clos, M. Chevalot n'a pu recueillir ces données qu'en interrogeant des participants à l'"indiscrétion" peut-être "calculée". De toute façon, il concluait qu'"il a été très difficile de savoir sur quelles bases l'accord a pu être établi, hier, entre le premier ministre et les dirigeants de la F.L.Q." Dans une colonne voisine, mais sous un titre beaucoup plus minuscule ("Lesage: il ne s'est rien passé..."), nous pouvions lire les propos évasifs du premier ministre, peu de temps du reste avant le départ de sa grande tournée dans l'Ouest (166):

"Nous n'avons parlé que de problèmes de régie interne, qui ne concernent uniquement que la Fédération et ses commissions, et qui ne sont d'aucun intérêt public... Cette réunion en a été une de perfectionnement au cours de laquelle il ne s'est rien passé de sensationnel, et vos journaux n'auront rien à imprimer demain, parce qu'il n'y a rien à imprimer sur ce qui s'y est passé."

Le chef libéral précisait encore qu'à cause des élections fédérales annoncées pour le 8 novembre, le congrès de la FLQ, prévu pour les 8, 9 et 10 octobre, serait tenu plutôt les 19, 20 et 21 novembre.





En principe, cette rencontre devait aussi ou principalement étudier un mémoire de cinquante (50) <sup>été</sup> pages préparé par le sociologue Gérard Fortin de l'Université Laval et qui lui avait commandité par la Commission politique. Il ne semble pas que ce texte ait longtemps retenu l'attention des participants, les points soulevés dans le mémoire des doléances de l'exécutif de la F.L.Q. occupant tout le temps. Au congrès de novembre, il sera largement distribué et discuté. Nous trouvons opportun d'en reproduire ici quelques passages caractéristiques: "La réalité nouvelle de la Province, c'est d'être constituée de 30 à 50 grandes villes (peut-être 55?), dont certaines sont des villes à forte densité et les autres des régions polarisées. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les problèmes de l'agriculture et non dans celui d'un milieu rural désormais artificiel... Sauver l'agriculture, dans un contexte de société moderne, cela veut dire permettre à 25-30,000 cultivateurs du Québec de s'organiser de façon rentable et de ré-orienter les 50,000 autres vers de nouvelles occupations. Vouloir garder sur la terre 75,000 travailleurs est une utopie déjà démentie tous les jours par les faits... En conclusion, je voudrais simplement rappeler deux postulats qui, à bon sens, doivent fonder toute politique agricole et toute politique rurale. Il ne s'agit pas de sauver l'agriculture, mais de créer une nouvelle agriculture. Il ne s'agit pas de sauver le milieu rural, mais de créer de nouvelles régions polarisées, c'est-à-dire de nouvelles villes à faible densité".

Une dizaine de jours plus tard se tenait le congrès de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec, qui avait justement adopté le même thème que celui de la F.L.Q.: "L'économie rurale dans un Québec moderne". Présent à ce congrès du 26 septembre, le ministre d'Etat, M. Gaston Binette, rejoignant l'inspiration générale de l'étude du professeur, prônait "la consolidation des fermes", car il "faudra peut-être à un moment donné régionaliser les productions agricoles, suivant des critères qui détermineront la possibilité d'une productivité maximum de tel produit dans une région donnée". Mais les deux questions spécialement pertinentes à notre propos qui furent débattues à ce congrès sont le regroupement des deux fédérations et la formule Fulton-Favreau. Une résolution demandait que les trois fédérations affiliées (femmes libérales, étudiants et jeunes libéraux) soient intégrées dans la F.L.Q. et que leurs membres en soient considérées à part entière. Mais une contre-proposition fut présentée par le président sortant, M. Maurice Bonvouloir, prônant plutôt deux fédérations: la première composée d'adultes (hommes et femmes); la seconde de jeunes (groupant les étudiants, car les "jeunes risquent d'être engloutis dans un mouvement qui les noierait"). A peine la moitié des 75 résolutions a pu être étudiée au congrès (167); les autres furent référées pour étude ultérieure



au conseil général. Les jeunes libéraux, qui avaient été réticents à se laisser convaincre par M. Lesage du caractère bénéfique de la formule Fulton-Favreau en mai précédent (cf. no 42), savaient fort bien que le rejet de cette formule était une question fort délicate qui aurait équivalu à une motion de non confiance, au moins sur ce point, à leur chef. Aussi, les "trois résolutions condamnant la formule ont été enfin référées à un 'sous-comité du statut particulier' de la commission politique de la jeune fédération. Un délégué de Terrebonne, M. Denis Hardy, a notamment fait appel à la 'sagesse' des délégués, et sans appuyer tout à fait la position de M. Lesage sur les "non-instruits", a signalé que 'trop de gens se prononcent sur cette formule sans la connaître réellement'. M. Hardy s'est opposé en effet, à la tenue d'un référendum sur cette question en expliquant que l'examen de la formule Favreau-Fulton sur le rapatriement et les amendements à l'Acte de l'Amérique du Nord doit se poursuivre dans un 'climat dépolitisé'" (168).

Invité d'honneur au dîner de clôture, le premier ministre intérimaire, M. Gérin-Lajoie fit un discours très "dans le vent": "Mettez-en du yé-yé dans la politique... il nous faut à tout prix des jeunes libéraux dans le vent... vous devez être à l'avant-garde de la pensée politique... s'il n'y a pas au sein des communautés libérales des jeunes dans le vent, on risque de se retrouver des croulants". La journaliste Françoise Côté de La Presse rapporte que ce passage "a suscité l'enthousiasme presque délirant de plus de 150 jeunes libéraux". Sur le même ton, il ajoutait: "Avoir des jeunes qui ne brise (sic) pas des vitres... ce sont des jeunes anormaux... La jeunesse de tout (sic) les temps a agi de cette façon". Et, comme le programme de 1960 a été entièrement accompli, ce mot de la fin sur le parti libéral qui "doit accepter de se faire bousculer par vous" (169).

48. - Un mois plus tard, à la fin octobre - à quelque deux semaines des élections fédérales -, le congrès de la Fédération allait être l'occasion de la querelle de l'unilinguisme évoluant sur la thèse de la "priorité" du français" - elle-même estimée irrecevable par au moins deux ministres provinciaux: Madame Claire Kirkland-Casgrain et M. Claude Wagner. L'arrière-plan de cette question remonte au congrès des Etudiants libéraux du Québec de février 1965 (cf. no 39). Les étudiants de l'Université de Montréal avaient alors proposé une recommandation réclamant l'unilinguisme officiel pour l'Etat du Québec. Lors de la discussion, les adversaires de la thèse de l'unilinguisme officiel soutinrent que ce n'était pas en éliminant l'anglais qu'on améliorerait la qualité du français; l'autre groupe trouvait que c'était trop peu que de réclamer le français prioritaire





puisqu'il était déjà un état de fait. Finalement, la thèse de la priorité du français l'emporta décidément mais en maintenant deux "attendus" de la résolution originelle:

"ATTENDU QUE le bilinguisme est une des causes de la dégénérescence du français;

"ATTENDU QUE le bilinguisme parfait ne peut exister, mais uniquement la coexistence d'unilinguismes."

De façon très curieuse - et une fois de plus - , dans une fédération d'étudiants du Québec, les participants francophones étaient en minorité: ce qui peut signifier deux choses: 1<sup>o</sup> les étudiants francophones sont peu intéressés à un "vieux parti" et préfèrent s'encadrer dans d'autres mouvements plus avant-gardistes; 2<sup>o</sup> les étudiants anglophones n'ont pas la même répugnance et, sentant leur groupe ethnique "menacé" , ils viennent en force lors des combats décisifs (170). "L'amendement, rapporte le journaliste du Devoir, a été accepté par 23 voix contre huit, ce qui correspondait à la curieuse représentation des étudiants francophones et anglophones du congrès; à part les cinq membres de l'exécutif, 22 étudiants représentaient les maisons d'enseignement anglaises, et huit représentaient les maisons d'enseignement françaises". Une autre résolution fut l'occasion d'un même clivage d'opinions selon les lignes de division linguistique. Il s'agissait de décider du thème du prochain congrès: "L'étudiant libéral présent au Québec", ou selon les étudiants de l'Université de Montréal, tenants de la recommandation sur l'unilinguisme, "un statut particulier pour le Québec". Selon un délégué, "aussi longtemps que nous adopterons des thèmes abstraits comme celui qu'on nous propose, on ne réussira jamais à intéresser les étudiants à la Fédération libérale. La question du statut particulier est dans l'air, et ce serait le moment idéal de l'examiner." Mais "par 17 voix contre 8, c'est le thème de la 'présence de l'étudiant libéral' qui fut adopté. Dans la salle, une remarque très intelligible: 'C'est encore Français contre Anglais'... Par la suite, le ministre Laporte devait dire que les partisans de chaque thème avaient raison de part et d'autre, mais qu'il était impossible que les étudiants libéraux ne puissent étudier la question du statut particulier du Québec" (171).

Au congrès précédent, la recommandation sur l'unilinguisme avait été retirée à la suite d'une intervention de M. Lesage. Son représentant à ce congrès, M. Pierre Laporte, qui devait développer la thèse du français prioritaire dans son discours de clôture, avait "tenu à préciser publiquement que le président du congrès l'avait informé que celui qui devait présenter l'amendement à la résolution lui avait parlé de son intention quelques jours auparavant. Cette remarque est



très importante, a dit le ministre" (172). Le président du club libéral de l'Université de Montréal, M. Claude Blouin, avec les autres délégués de ce groupe s'est retiré de la salle après avoir fait la déclaration "séparatisante" suivante: "Le club de l'Université de Montréal étudiera, conjointement avec celui de l'Université Laval, la possibilité de s'affilier directement avec la Fédération des jeunes libéraux du Québec". Le président de la fédération, M. Guy B. Wilson, déclara que "c'est avec regret que nous avons vu ce geste". Selon M. Jaques Girard de La Presse, les tenants de l'unilinguisme étaient "ulcérés", et qu'au départ, "ils en avaient tout particulièrement à celle de la délégation de l'Université Sir George Williams, où selon eux, les adhérents du club libéral n'avaient pas de cotisation à acquitter, ce qui favoriserait le recrutement d'éléments ne portant au parti libéral qu'un intérêt restreint, en plus d'augmenter considérablement les effectifs du club". Ils déclaraient encore "sans se faire prier qu'ils ne goûtaient guère d'être minoritaires, en tant que Canadiens français, au sein de la FELQ... Ils tiraient cependant quelque espoir de l'éventualité de la création de clubs du parti libéral à des collèges classiques". Mais, "par ailleurs, les suffrages à la priorité du français au Québec et contre l'unilinguisme français ont été le fait non seulement d'étudiants d'institutions d'enseignement anglophones, mais aussi de certains autres délégués, canadiens-français," ce qui n'empêcha pas que "l'ensemble du congrès de samedi avait été marqué au coin de l'animosité entre 'unilinguiste' et leurs adversaires là-dessus, de quoi il fût question à un moment donné" (173).

Mais c'est la prise de position en faveur de la priorité du français par le ministre des Affaires culturelles, après la tenue du vote dans les conditions qui viennent d'être rappelées, qui devait faire les grandes manchettes des journaux du 25 octobre 1965. Chaque quotidien de Québec ou de Montréal reproduisait des passages substantiels du discours de M. Laporte:

Selon Le Devoir:

"J'ai la ferme impression que le jour est venu où nous devons déclarer que le français est prioritaire" a-t-il dit en anglais, en demandant aux anglophones de comprendre pareille mesure... Il a dit que c'est plutôt l'anglais qui est la langue prioritaire actuellement au Québec, et qu'il faut renverser la situation."

Selon The Montreal Star:

"Mr. Laporte, who represented Premier Lesage, said at the opening that 'the delegates should be very careful about adopting a resolution favoring unilingualism'.

"He indicated that he favored priority of the French language instead of making French the sole one.

"He was adamant also, when the priority amendment came up that he had not 'in any manner inspired it'.





"In his closing remarks, after the walkout and the vote, he blandly noted without comment that 'your house surely needs some putting in order'.

"He made it clear also that in his view 'priority' did not mean 'the maintaining of a vague status quo'.

"Some laws will have to be enacted by the Legislature', he repeated at least twice, 'because we cannot wait for events to take care of themselves'.

"The suppression of English would not add a whit to the quality of our French', he said. "We already have priority in the fields of education, information media and in government administration. The same cannot be said of the world of business generally."

"Not skin will be taken off anybody's nose, if the government legislates on the use of French here,' he said, 'and much advantage can be gained'".

"This is not a blow to Canada,' he added. 'On the contrary, much advantage is going to be derived if the satisfaction of a legitimate French Quebec aspiration is met.'

"The minister also deplored the lack of communication between English and French, 'as was evidenced here today'".

Selon La Presse:

"Dans son allocution d'ouverture, le ministre avait fait une mise en garde aux partisans de l'unilinguisme français leur disant qu'il y avait sans doute dans l'assistance des gens qui avaient manifesté devant certains immeubles, à propos qui du Vietnam, qui de St-Domingue: ils devaient prendre garde que ne finissent par se produire devant d'autres immeubles, d'autres manifestations..."

"M. Laporte est revenu, dans son discours de clôture, sur l'importance qu'il accorde à l'adoption d'une loi qui donne au français un statut prioritaire dans le Québec. Il a dit constater un accord quasi général comme quoi l'état de la langue française ici ne 'répond ni au désir de la majorité, ni à ce qui devrait être la norme de la langue française, qui est une, qui devrait être la même dans le monde.'

"Il a poursuivi en disant que le français n'était certes pas prioritaire au Québec actuellement, que c'était le contraire. Et d'ajouter: 'C'était un fait il y a quatre ans que le domaine économique nous échappait complètement, ça a commencé à changer. Ça pourrait être la même chose pour la langue'... 'Et nos amis de langue anglaise vont devoir l'admettre, si nous devons adopter une telle priorité, cela devra se faire par une loi qui ne sera pas un coup porté au Canada, mais 'exactement le contraire'. Cette province a fait depuis 1960, beaucoup de progrès, qui ne doivent pas se dégrader. 'Si je disais le contraire, ce serait le contraire du sentiment de la majorité.'"



Selon Le Soleil:

"Ce n'est pas en faisant disparaître la langue de l'autre qu'on va atteindre la promotion de la langue française.

"Comme mesure de rechange, il a proposé d'entreprendre une campagne en vue de faire de la langue française la langue prioritaire dans le Québec. 'Mes collègues, E. Kierans, Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque et moi-même, a-t-il dit, sommes d'accord pour proposer des dispositions législatives afin de faire de la langue française une langue de pensée, une langue d'expression et une langue de communication'".

Questionné en montant dans l'avion qui l'amenait d'Italie, où il allait inaugurer la Maison du Québec à Milan, M. Lesage disait ne pas savoir de quoi il s'agissait, déclarait vouloir s'entretenir avec M. Laporte à ce sujet, 'à son retour', tout en prononçant carrément contre l'unilinguisme: "Comment voulez-vous qu'une ville cosmopolite comme Montréal soit unilingue... D'ailleurs, je ne connais pas de pays, même pas la France, qui soient unilingues... Lorsqu'on m'adresse de la correspondance en italien, je réponds en italien... C'est une question de simple courtoisie." Et le journaliste Gilles Pratte qui avait recueilli ces propos rapportait que M. Lesage "a souligné qu'actuellement au Parlement de Québec, tous les échanges et toutes les communications interministérielles se font en français, sauf, a-t-il précisé, dans certains cas où il est plus utile d'employer l'anglais" (174). Quant aux ministres dont M. Laporte avait dit qu'ils étaient d'accord avec lui, ce fut M. Eric Kierans qui fut le plus évasif: "Je n'ai aucune déclaration à faire. Je demande que vous exigiez de M. Laporte des explications". M. Kierans était visiblement contrarié de se faire interroger là-dessus." Le ministre de l'Éducation s'engagea davantage tout en commençant par déclarer: "Je n'ai pas de commentaire. L'état du français ici nous préoccupe. Nous n'avons pas encore envisagé les modalités de mesures à prendre à ce sujet. Quant au principe, je suis entièrement d'accord. Il est capital que le français devienne véritablement une langue de travail, ce qui n'a pas été le cas depuis toujours."

Pour M. Lévesque, "la priorité du français se traduirait dans le monde du travail par ceci que partout où les chiffres l'imposent, les conventions collectives et règlements de régie interne devraient être en français et l'exécutif même du travail également. Il s'agit d'aider à créer le caractère utilitaire du français, ce qui se fera par voie législative. M. Lévesque s'est dit prêt à discuter d'unilinguisme si jamais la question était présentée raisonnablement, tout en soulignant qu'il n'était pas d'accord, si cela signifiait que la minorité n'a pas droit à sa langue."





Parmi les réactions défavorables à la thèse de M. Laporte, deux venaient de collègues du cabinet. D'abord M. Wagner qui déclara: "Il ne peut y avoir de priorité d'une langue sur l'autre. Nous avons deux langues officielles et elles ont le même statut.

"Tant que la constitution existe comme elle l'est, il n'est pas question d'accorder la priorité à une langue sur l'autre." (175). Quelques jours plus tard, de retour d'un voyage de trois semaines à la Nouvelle-Orléans, Mme Claire Kirkland-Casgrain se déclarait en désaccord avec la thèse du français prioritaire devant les diplômés d'une école secondaire de Lachine:

"Je ne partage pas cette opinion de mon collègue, surtout parce que j'ai toujours défendu le bilinguisme dans la province - et la véritable conception du bilinguisme présuppose l'égalité des deux langues...

"Pour votre bien, une autre des obligations de la vie - surtout pour vous qui vivez et allez probablement passer le reste de vos jours dans la province de Québec - c'est que vous devez maîtriser les deux langues. Le français et l'anglais sont les langues officielles de cette province - toutes deux sont essentielles aux relations humaines et aux relations d'affaires...

"Au moment où le concept même de la confédération est réexaminé soigneusement, il est plus important que jamais que nous dominions l'exemple en ayant la largeur d'esprit nécessaire pour reconnaître l'égalité des deux langues dans l'intérêt d'un sain canadianisme.

"Je ne crois pas, dit Mme Kirkland-Casgrain que nous puissions travailler efficacement à la résurrection de la nation qui s'enorgueillit d'avoir déclenché la révolution tranquille, si nous devons nous imposer des baillons et des oreillères. Pour ma part, je crois que c'est un enrichissement personnel que de pouvoir parler plus d'une langue.

"Au risque de paraître me vanter, je vous certifie qu'il me fait plaisir de converser non seulement en anglais et en français, mais aussi en espagnol, ce qui m'a permis de faire un excellent séjour au Mexique" (176).

L'ancien ministre du cabinet de M. Diefenbaker, M. Pierre Séryigny éleva aussi une voix discordante. Devant les membres du Club Richelieu-Maisonneuve, il déclara: "Unity through equality, that's the byword... But equality does not mean priority of any kind, and I am opposed to Mr. Laporte's recent statements that French should be given priority status in Quebec." Le même jour, le président sortant du Barreau canadien, M. Hugh Hansard prônait le principe de l'égalité, mais non celui de la priorité, car "somebody on our side should speak out"... We, in English Canada have fallen down, disait-il par ailleurs, I suggest we have been lulled into a complacency about ourselves to the point where we are no longer prepare



to compete with French Canada. The result is that the so-called 'Quiet Revolution' is not being matched by anything equivalent in other parts of the country where English-speaking people predominate... I say to you that it is high time we as individuals began to match the competition being offered. What must come in Canada is an end to the nonsense of setting up a 'bogey' called French Canada" (176). Une autre voix de "l'autre côté de la barrière", M. Alfred Warkentin, candidat conservateur dans le comté de Saint-Laurent-Saint-George, s'opposa au principe d'une "priorité légale du statut de la langue française dans Québec", si un tel statut produisait "l'effet que l'anglais deviendrait une langue de seconde classe" (177). Pour sa part, le colonel J. Gordon Ross, président de l'Alliance canadienne, soutient que "personne ne songe, dans une province ou dans l'autre, à ce qu'il n'y qu'une seule langue, car la constitution garantit la liberté de langue et de religion à chaque citoyen canadien et personne ne peut changer cela" (178).

Mais les réactions favorables à la thèse de la priorité du français furent encore plus nombreuses. M. Daniel Johnson déclara aux journalistes: "Je m'entends avec M. Pierre Laporte, sur cette question", tout en rappelant qu'"aux dernières assises de l'Union nationale, les congressistes ont proposé une résolution favorisant l'unilinguisme français au Québec tant et aussi longtemps que le bilinguisme ne serait pas reconnu au Canada. Cette résolution a été battu carrément". Le président général de la Société Saint-Jean-Baptiste du Québec, M. Georges-Henri Fortin, réaffirma la position de son organisme qui avait adopté, trois ans auparavant, une résolution réclamant l'unilinguisme officiel du Québec. Mais ce résultat ne pourra se faire que par étapes qui pourraient prendre dix ans. Parlant de Montréal, qui a la réputation d'être la deuxième ville française du monde, M. Fortin s'exclamait: "Quel mythe et quelle farce. C'est nous leurrer nous-même et tromper les autres que de continuer à propager une telle farce, alors que tout ce qui est richesse, puissance, tout ce qui a visage important pour l'étranger, tout ce qui accueille, grands hôtels, gares, grands restaurants, tout cela d'abord, sinon exclusivement a un visage anglais". M. Fortin ne voyait pas d'autre moyen de revaloriser le français au Québec. Et d'ailleurs en tant que président général de la Société Saint-Baptiste, j'escompte bien revenir sur le sujet dans un avenir rapproché!" (179). D'autre part, Mgr Paul-Émile Gosselin du Conseil de la Vie Française et M. Roger Vézina, directeur général de la Chambre de Commerce de Québec, se déclaraient favorables à la thèse de la priorité du français et non pas de l'unilinguisme" (180). Selon M. Bernard Fortier, président à Québec de l'Association des Manufacturiers canadiens, la "priorité de la langue française est déjà établie, en partie, dans le monde des affaires à Québec (181). La Ligue d'Action Nationale, présidée par M.





François-Albert Angers, émit au début de novembre le communiqué suivant:

"La Ligue d'Action nationale a pris naissance avec satisfaction de la prise de position du ministre des Affaires culturelles, monsieur Pierre Laporte, en fonction d'un régime de priorité pour la langue française au Québec. C'est en somme le mot d'ordre que l'Action nationale avait lancé, dans son éditorial d'octobre 1961, à la suite d'un article d'André Laurendeau, au Devoir. 'Que l'Etat provincial de Québec aille du côté de l'exclusivisme français autant qu'il le pourra', écrivait monsieur Laurendeau: 'non par vengeance, mais pour nous aider à refaire nos forces'. 'Faisons d'abord de la province de Québec une province française d'aspect et de comportement', écrivait l'Action nationale, 'non pas une province bilingue'. Pourquoi, en effet, accepterions-nous d'être plus bilingues que les autres provinces? Et si les autres provinces n'estiment pas violer les droits de la minorité française en restant essentiellement anglaises, pourquoi serait-ce une violation des droits de la minorité anglophone que de nous organiser pour être un Québec essentiellement français? Etablissons l'égalité de situation, après quoi, comme le suggérait André Laurendeau, nous pourrions négocier. Nous attendrons donc avec intérêt que soient livrées à notre connaissance, les mesures que propose le gouvernement de Québec afin de faire du Québec un Etat français, comme les autres provinces sont des Etats anglais."

M. Georges-Henri Fortin qui se promettait bien de revenir sur le sujet, le fit à l'occasion du congrès annuel des sociétés Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Saint-Jean. La résolution principale qui sortit de ces délibérations recommandait l'unilinguisme officiel pour le Québec. Le Devoir du 22 novembre 1965 résume ainsi les vues de M. Fortin:

"M. Fortin a exprimé l'avis que si le thème de la 'priorité au français' conduit à des mesures législatives concrètes, on aura franchi à ce moment-là une étape majeure vers l'objectif inéluctable de l'unilinguisme.

"Mais si, dit-il, la 'priorité au français' ne demeure qu'un thème vague et sans conséquence positive pour le Canada français comme l'est celui du 'fédéralisme coopératif' et s'il n'est qu'un écran destiné à perpétuer le statu quo, cette proposition s'écarte sensiblement de l'unilinguisme que les sociétés St-Jean-Baptiste se sont donné comme règle, dès le congrès national de 1963.

"M. Fortin a noté les progrès considérables qu'a connus l'idée de l'unilinguisme depuis la décision prise par la fédération des SSJB. Les discussions autour de ce thème ont fait boule de neige, dit-il, et aujourd'hui, des ministres parlent du 'français prioritaire'. Mais 'dans quelques mois,' a ajouté M. Fortin, les ministres parleront de l'unilinguisme.

"Le président des sociétés St-Jean-Baptiste est d'avis qu'une législation destinée à reconnaître la priorité du français au Québec devrait au minimum s'attaquer à la langue employée dans les diverses fonctions de l'Etat québécois - par exemple, répondre en français aux lettres en anglais - et à la langue employée dans les conventions collectives de travail"(182).



Mais les prises de position n'étaient pas toute enfermées dans l'alternative unilinguisme - priorité. Lors d'une conférence prononcée à Beauport, M. Lorenzo Paré opinait qu'une loi consacrant la priorité du français serait interprétée par le reste du Canada comme un défi. "Cependant, précisait-il, cette priorité est absolument essentielle; mais elle doit venir du peuple lui-même, du sentiment que la population a de sa dignité de Canadiens français et de sa supériorité dans le Québec... Par crainte de se distinguer, les Canadiens français ont la coquetterie, le snobisme du 'joual'". Au sujet des Canadiens anglais, "ils ressentiront le besoin de la seconde culture quand ils auront subi, au Canada et à l'étranger, l'humiliation de n'être pas bilingues". Le président de la Fédération des Travailleurs du Québec, M. Louis Laberge estimait pour sa part que "le débat sur cette question est mal amorcé, qu'il s'engage dans un climat d'une improvisation. Il est pour le moins inquiétant, dit-il, que le premier ministre Jean Lesage ait été pris par surprise par le projet de M. Laporte, que M. Kierans soit incapable de le commenter, que M. Gérin-Lajoie reste aussi vague à ce sujet, que M. Lévesque se dise prêt à discuter, lui, la question de l'unilinguisme, alors que son collègue des Affaires culturelles écarte cette éventualité"(183).

La déclaration du ministre des Affaires culturelles avait, en effet, fait long feu... Le congrès de la Fédération des Etudiants libéraux était à peine terminé que M. Laporte dut expliciter sa pensée. Dans son propre comté, lors d'une cérémonie d'inauguration de nouvelles industries, il s'efforçait de calmer toute crainte panique sur ce projet de rendre la langue française prioritaire au Québec: "The talk of French language priority is frightening a lot of people" avouait-il selon The Montreal Star du 26 octobre, qui lui prête d'autres propos: "Nothing is going to be taken away from anybody... The French language is sick; it needs a shot in the arm... The English culture isn't in trouble here. The French is. "Et "we will intervene, I think at the industrial level and try to convince our friends that French should be used when it is the language of the majority in the plants." A l'émission télévisée Aujourd'hui, M. Laporte prévisait encore: "C'est à titre personnel que j'ai affirmé aux étudiants que le français devraient avoir la priorité, c'est-à-dire qu'il devrait être de plus en plus une langue de travail." Le lendemain devant les étudiants de Laval, M. René Lévesque traitait -entre autres sujets - celui qui "était dans l'air" depuis quelques jours.

"Tout le monde ne sait pas au Québec, a dit le ministre, ce qu'est l'unilinguisme, y compris une bonne partie de ceux qui en parlent. J'ai terminé, hier soir, la lecture du livre de Raymond Barbeau sur l'unilinguisme. Il est un des avocats les mieux cotés en cette matière. Une foule des arguments de M. Barbeau démontrent que le français est pour nous une valeur irremplaçable. Je suis d'accord. Je sors de ce





livre sans savoir comment dans la réalité l'auteur définit son unilinguisme (184).

"Je vais vous dire ce que j'en pense. Devant le comité de la constitution, j'ai entendu des gens dire que pour eux, l'unilinguisme signifiait l'abolition du système d'éducation anglais dans la province à commencer par McGill. Si c'est cela qu'on entend par unilinguisme, moi je suis contre. Pourquoi? Pour des raisons qui tiennent au fait que je veux être civilisé. C'est aussi simple que cela...

"En Finlande, il y a une population de cinq millions, deux langues officielles, le finnois et le suédois. Environ 9 pour cent de la population utilise le suédois. Tous les documents au gouvernement central sont dans les deux langues. Au niveau local, où plus de 10 pour cent des gens utilisent l'autre langue, tout est officiellement bilingue. Là où la proportion est moins de 10 pour cent, c'est la langue de la majorité qui est celle de l'administration. En Suède, c'est grosso modo, le même système.

"Ici dans le Québec, a expliqué le ministre, on compte environ 20 pour cent de la population qui est de langue anglaise. On dira que ce n'est pas démocratique, qu'ailleurs au Canada, comme par exemple au Nouveau-Brunswick, les 45 pour cent de la population de langue française n'ont même pas le droit d'avoir l'essentiel de leur reconnaissance culturelle. On dira que ce n'est pas démocratique ni civilisé. Je suis d'accord. Est-ce qu'en imitant le reste du Canada on ferait des progrès?

"L'unilinguisme, quand quelqu'un l'aura défini autrement que pour faire des petits débats passionnels sans du tout avoir le courage de regarder la réalité et aussi la qualité de civilisation qu'on peut avoir, là on pourra peut-être en discuter.

"Entre temps, il y a une chose dont je suis convaincu pour ma part, c'est que le français prioritaire - pas du verbalisme - un français prioritaire qui s'inscrit dans les faits est une étape essentielle et rentable que même les Anglo-Saxons, qui sont nos concitoyens dans le Québec et qui garderont leurs droits à cent pour cent, sont de plus en plus prêts d'accepter, ceux de moins de trente ans, en tout cas."

"Ce français est prioritaire et rentable est une chose sur laquelle il vaut la peine de travailler autrement qu'en se gargarisant" (185).

Après les premières prises de position de M. Claude Wagner et de Mme Claire Kirkland-Casgrain, M. Guy Wilson, président de la Fédération des Etudiants libéraux, déclara lors d'une conférence de presse: "De par ses fonctions, M. Wagner doit peut-être se confirmer à un certain conservatisme. Il a fait sa déclaration dans l'optique de ses fonctions juridiques... D'ailleurs nous allons le rencontrer sur cette question... Quant à Mme Claire Kirkland-Casgrain, sa réaction est peut-être justifiée par ses nombreux électeurs anglophones". M. Jean Larivée, président de la Commission politique de la fédération affirmait que "nous avons une des langues les plus bâtardees qui soit". Et selon M. Réal Pelletier du Devoir, "M. Larivée croit qu'on a



tort d'invoquer l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique à l'encontre de la thèse du français prioritaire. Le Québec est maître de sa constitution, dit-il. Seul l'unilinguisme entre en opposition avec l'AABN, qui stipule que les deux langues sont officielles au Québec... "Nous croyons 'encore' au bi-nationalisme canadien, ont ajouté MM. Wilson et Larivée, se définissant un peu, inconsciemment, par rapport à un milieu ambiant qui n'y croirait plus. 'Nous croyons encore au bi-nationalisme canadien et nous voulons voir notre nation s'épanouir dans un contexte purement québécois, disent-ils. Nous veillons au respect des droits des minorités françaises dans les autres provinces. Nous vivrons, désormais, dans un climat familial que l'Etat national des Canadiens français a le droit d'exiger'" (186).

Les éditorialistes n'ont pas fini de commenter cette question complexe qui, elle-même, on peut en faire le pari, rebondira plus d'une fois à l'avenir! Contentons-nous de citer des extraits de trois journaux peu de temps après la tenue du congrès des étudiants libéraux. Pour Mlle Renaude Lapointe, "que ce congrès ait eu lieu au Ramada Inn indique déjà assez clairement que le Québec n'est pas la France et qu'il n'est même plus la Nouvelle-France". Et en conclusion:

"Le vote de samedi rejetant l'unilinguisme mais approuvant le principe d'un statut prioritaire pour le français a-t-il vraiment signifié 'la consommation de la défaite de 1759 sur les plaines d'Abraham' comme l'a déclaré l'un des délégués déçus? Son désespoir romantique nous touche mais ceux qui voient les choses avec plus de recul croient au contraire qu'il s'agit là d'une victoire déjà importante. Si les décisions qu'elle implique sont prises en haut lieu, puis menées à bien dans un enthousiasme collectif par toute la population francophone, cette victoire sans aucun doute de prélude à beaucoup d'autres, aussi brillantes peut-être que le soleil d'Austerlitz..." (187).

Selon l'éditorialiste du Montreal Star:

"If the concept of 'priority' now being put forward as possible party policy is not clearly defined, Quebec could still be embarrassed in the dialogue between French and English Canada. Legislation involving specific problems, such as those in the labor-management situation, might be acceptable, though common sense should dictate such a course to industry without the need of law. If, however, priority were defined in a too-broad context, it could weaken the argument being made for equal status for English and French across Canada" (188).

La conclusion d'un éditorial de la Gazette n'était pas tellement différente:

"Bilingualism in Quebec would be to the best interests of all in people. French and English alike. But unilingualism, or linguistic priority enforced by law, would be to the disadvantage of all. As the great majority of French-speaking Quebecers fully





realize, it is not by such methods that problems as complex as those faced by Quebec are to find their most effective and advantageous adjustments. Such methods are too small for the size of Quebec's future" (189).

49. - Le congrès annuel de la F.L.Q. se tint, tel que prévu les 19-20-21 novembre, une dizaine de jours après l'élection fédérale du 8 novembre, pour laquelle il avait été retardé. Les deux événements n'ont pas d'autre liaison - si ce n'est la présence à ce congrès de deux ministres fédéraux nouvellement réélus, MM. Favreau et Tremblay, et de la nouvelle recrue la plus prestigieuse du parti libéral fédéral, M. Jean Marchand. Il s'agit toutefois là d'un fait d'une importance capitale dans la perspective de notre étude <sup>et</sup> que nous considérons avec quelque attention dans un instant.

Le thème du congrès "L'Economie rurale dans un Québec moderne" avait suscité le tiers (106) des 339 résolutions groupées en deux forts cahiers. Relevons quelques-unes de ces résolutions en rapport à la "régie interne" de la fédération. D'abord, celle qui propose que "le thème du congrès annuel de la Fédération Libérale du Québec soit choisi deux ans à l'avance, lorsque les circonstances le permettent", que soit prévu "un mandat de deux ans pour le président et le secrétaire de la Commission Politique ainsi que pour les dix membres désignés par le Conseil exécutif de la Fédération" et que soit fourni "à la Commission Politique, pour fins de recherches, un budget annuel adéquat" (Cahier no 1, pp. 107-108); ensuite, la résolution demandant la formation temporaire où seront représentées toutes les fédérations libérales affiliées, chargée d'étudier la possibilité de fondre, en une seule, toutes les fédérations libérales constituant présentement le Parti libéral du Québec. Ceci tout en cherchant à préserver l'autonomie administrative dont jouissent présentement les fédérations affiliées. Ladite commission temporaire devra faire rapport à l'Exécutif de la Fédération Libérale du Québec, dans les trois mois qui suivront l'adoption de la présente résolution (Ibidem, p. 109). Une résolution demande à "la Commission de la Constitution d'étudier les moyens de rendre la Constitution plus simple et plus malléable" (p. 110), tandis qu'une autre suggère la distribution de la constitution à chaque membre et que, tout au moins, la fédération voit à ce que La Réforme la reproduise au texte (p. 117). La suppression des frais d'inscription au congrès pour les étudiants fut aussi proposée par l'Association des Jeunes Libéraux du Collège Saint-Laurent (p. 113). Une des résolutions les plus originales fut certes celle du congrès régional du Nord-Ouest québécois proposant "que le gouvernement donne l'assurance que les résolutions desdites Associations Libérales soient reçues dans le même esprit qu'elles sont proposées et



que, par conséquent, une attention toute particulière soit accordée auxdites résolutions" (p. 115). Ainsi une autre résolution demandait que la F.L.Q. "porte plus d'attention et respecte davantage les résolutions soumises par les Associations de Comté" (p. 116). Deux autres textes proposés par le congrès régional du Nord-Ouest québécois méritent d'être relevées par le souci de "démocratisation" qui les inspire. Le premier propose une consultation plus étroite de l'association de comté par le député "afin qu'elles puisse être au courant des projets de loi du gouvernement et puisse émettre ses points de vue avant que des décisions finales soient prises" (190) (p. 122). Comme pour appuyer cette résolution, le président de cette association régionale, M. Robert Racine émit une "déclaration de principe" dont le dernier alinéa se lit comme suit: "Si nos dirigeants envisagent la possibilité d'une étroite collaboration, nous serons alors en mesure de leur faire part des besoins et des aspirations de chaque milieu libéral, et nous considérons que, marchant ainsi main dans la main, d'innombrables services seront rendus au parti en le maintenant comme tel et, faisant plus, en le maintenant au pouvoir" (pp. 123-124).

Il n'est évidemment pas question de donner une idée de la très grande variété des résolutions, mais certaines d'entre elles, qui portent sur des questions de structures politiques ou d'administration, ont quelque rapport à l'organisation et à l'action de la fédération et du parti libéraux du Québec. Telles sont celles qui demandent "qu'un édifice gouvernemental, groupant les représentants de tous les ministères, soit construit dans chacun des comtés de la province" (p. 137) et "au gouvernement de décentraliser l'administration afin d'éliminer le blâme que subit actuellement le gouvernement à ce sujet, et que ces postes administratifs soient confiés à des personnes bien pensantes qui ont à coeur de bien servir la population, relevant ainsi le prestige du parti à un niveau plus normal" (p. 138); ainsi que "tous les achats des différents ministères, et également ceux des établissements subventionnés par le gouvernement, soient faits d'abord localement, dans chaque comté, afin d'encourager les nôtres dans l'immédiat et de permettre aux personnes de la région de recevoir le part qu'il leur revient" (p. 141), ou qu'"il soit établi un service de vérification et de contrôle des méthodes de fabrication et de la compétence des soumissionnaires, ... de la technique et des matériaux utilisés" et qu'enfin, "il soit établi qu'un plus grand nombre de soumissionnaires soit convoqué par le Gouvernement et qu'il se serve de moyens de publicité à sa disposition" (p. 142). Spécialement importante, nous apparaît la résolution de l'Association des Jeunes libéraux de Bourget qui demande d'"éliminer le double mandat et le triple mandat dans les postes suivants: député,





maire, échevin et commissaire d'école", car "trop souvent il y a, ou peut y avoir conflit d'intérêt" et, à cet effet, d'amender en conséquence le code municipal et la loi électorale, celle des cités et villes, ainsi que celle qui régit les commissions scolaires. Faut-il relever la résolution, devenue "classique", réclamant l'abolition du Conseil législatif? Mais, cette fois les proposeurs (le groupement régional Richelieu), après avoir reconnu que "le gouvernement a eu raison de vouloir limiter les pouvoirs du Conseil législatif, ne voient là qu'une étape" et proposent que "ce projet d'abolition soit un des thèmes de la prochaine élection générale". En outre, ils prévoient qu'une fois le Conseil aboli, "une procédure spéciale et plus exigeante (comme la majorité des deux-tiers, par exemple) soit prévue pour certains sujets ayant trait à la constitution ou aux droits des minorités du Québec" (pp. 144-145). Une autre résolution, aussi concise que la précédente était circonstanciée, proposait tout crûment que l'on "change le nom de la Cour du Banc de la Reine en celui de Cour Suprême du Québec". On ne s'étonna guère de cette proposition "à saveur républicaine" en sachant qu'elle était proposée par l'Association des Etudiants libéraux de l'Université de Montréal. Le congrès régional du Nord-Ouest québécois, qui, dans des résolutions précédentes, se montrait soucieux d'établir les liaisons avec les autorités du parti et de la fédération, ne l'était pas moins en ce qui concerne la revision de la carte électorale réclamant "que les associations libérales, dans les comtés qui sont appelées à être divisés, en soient informés et qu'elles soient appelées à faire valoir leur droit avant qu'aucune décision ne soit prise" (Cahier 2, p. 184). Le même groupement prônait le principe du "bon patronage". Après avoir constaté que "depuis l'avènement du parti libéral au pouvoir, trop de fonctionnaires qui ont été appointés ou promus, ont été choisis parmi les membres reconnus de l'Union nationale, au détriment des libéraux qualifiés", il proposait "qu'il soit demandé que dorénavant ils soient choisis parmi les libéraux ayant les qualifications requises" (p. 196). Il n'est certes pas indifférent, dans une étude portant sur un sujet "biculturel", de noter une résolution, proposée par M. Henry Anderst de Noranda et libellée en anglais et français, demandant "qu'un département du gouvernement, avec différents bureaux à travers la province aux endroits où résident les groupes ethniques, soit instaurés et dirigés soit par un Ministre ou un Député dont les responsabilités durant les cinq années avant que l'immigrant obtienne la citoyenneté canadienne, seront de sauvegarder les droits et intérêts des groupes ethniques dans le Québec" (p. 330). Le congrès régional de la Chaudière proposa "avec le plus grand enthousiasme et la plus complète unanimité leur confiance à l'hono-



nable Jean Lesage ..., notre brillant chef ... (qui) a fait un travail de géant, aussi bien personnellement que comme chef d'une équipe"... (p. 336).

Rendant compte de ce congrès quelques jours seulement après sa tenue, nous n'avons pu savoir avec exactitude lesquelles parmi ces résolutions, présentant quelque pertinence à notre sujet, ont été approuvées ou rejetées, ni même celles qui ont été discutées ou renvoyées. Mais c'est déjà parti du "phénoménal politique" qu'elles aient été conçues, rédigées et régulièrement déposées. Les résolutions relatives au thème du congrès, beaucoup d'autres relevant de l'une ou l'autre des domaines de la vie québécoise, quelques-unes de celles que nous venons de relever ont une "incidence" pré-électorale (191). On aura peut-être noté que les cahiers de résolutions n'en contiennent aucune relative à des questions, hier encore brûlantes, telles que celle de l'unilinguisme ou du français prioritaire (192) ou cette autre sur la formule Fulton-Favreau. Y eût-il "self-restraint" des libéraux sur ces matières ou le comité des résolutions, agissant motu proprio ou par ordre venant d'en haut, a-t-il systématiquement écarté de telles résolutions? C'est ce que nous n'avons pas eu les moyens - principalement le temps - d'éclaircir. Au sujet de la formule d'amendement à la constitution canadienne, le président, M. Irénée Lapierre, déclarait quelques jours avant l'ouverture du congrès: "Cette question est absolument en dehors du thème du congrès. D'ailleurs, je ne crois pas que l'on puisse étudier toutes les résolutions touchant à l'économie rurale, parce qu'elles sont extrêmement nombreuses". C'est évidemment l'économie rurale qui est le point faible du "record" de la "révolution tranquille": ce qui pourrait être l'objet de quelque "inquiétude" des libéraux en considérant la force de l'Union nationale dans les régions rurales et les deux "impondérables" des créditistes et des "rinistes" qui se lanceront dans la prochaine bataille électorale. Aussi les libéraux qui, jusque là, n'avaient pas fait une forte consommation d'"experts" du moins dans les congrès pléniers, s'étaient-ils offert le "luxe" d'inviter M. Gérard Fortin, sociologue de Laval et M. Roland Pigeon, membre de l'exécutif de la Coopérative fédérée (193). Le trait marquant de ce congrès, c'est qu'il aboutit en fait à une remise en question fondamentale de toute l'économie rurale et agricole du Québec: sujet en soi intéressant et même passionnant dans la conjoncture actuelle, mais qui n'a qu'un rapport lointain avec l'objet de notre étude.

Du point de vue combat autonomiste ou tendance "séparatisante", ce congrès passera probablement à l'histoire comme une tentative de freinage. L'allocution d'ouverture de M. Lesage en donnait le ton que traduisaient ainsi les grandes manchettes des journaux du 20 novembre 1965: The Montreal Star: "Lesage Urges





**Caution** on BNA Act Change"; **Le Devoir**: Dans sa lutte constitutionnelle - Lesage: Québec doit être ferme, prudent et patient"; **La Presse**: Soyons fermes dans notre lutte mais, de grâce, pas d'impatience - Jean Lesage"; **Le Soleil**: "Demeurer ferme, mais ne pas risquer une rupture - M. Lesage invite la population à user de patience"; etc... Rendant compte de son récent voyage dans l'Ouest et l'Ontario, M. Lesage s'est demandé **selon quelles lignes le dialogue bi-ethnique pourra réaménager la constitution canadienne**:

"Chose certaine, c'est que le Québec devra toujours garder à l'esprit deux choses: d'abord le contexte économique nord-américain dans lequel il sera obligé d'évoluer, peu importe le mot à mot du texte constitutionnel qui le régira et ensuite le fait qu'il est, à l'intérieur de la Confédération, le point d'appui du Canada français tout entier.

"Déjà de notre propre réflexions, a-t-il ajouté, certaines idées maîtresses commencent à se dégager:

"1- Une proportion de plus en plus considérable de nos concitoyens croient que le Québec devra en fin de compte jouir d'un statut particulier à l'intérieur de la Confédération: celui d'une majorité dans une majorité. Et je pense ici au pittoresque expressif des mots anglais 'Built-in'. Nous sommes 'built-in' dans un continent anglo-saxon. Nous y sommes un phénomène permanent.

"2- Une telle Confédération renouvelée devra garantir à nos minorités françaises à travers le Canada le respect de droits égaux à ceux qui sont accordés à la minorité anglaise du Québec.

"3- L'unité canadienne doit être fondée sur une diversité permettant l'épanouissement de la langue et de la culture des deux majorités et respectant la culture des nombreux groupes ethniques qui habitent ce pays'.

"Le premier ministre a soutenu que le chemin à parcourir avant d'en arriver à une nouvelle constitution sera difficile et les solutions acceptables de part et d'autre ne pourront pas être dictées par la démagogie.

"Il nous faudra, a-t-il précisé, de la patience, de la prudence et, par-dessus tout, beaucoup de fermeté et de compétence. Comme je l'ai souvent dit, demeurons fermes dans nos revendications, mais de grâce, que notre impatience ne soit pas la cause d'une rupture définitive. D'un autre côté, méfions-nous d'une certaine complaisance qui serait la cause de retards indus à la solution de nos problèmes constitutionnels. Notre victoire (et seuls les exploiters professionnels du désordre me chicaneront sur ce terme), elle se bâtit jour après jour. Après chaque gain que l'on réussit à obtenir, il nous faut poser des crans d'arrêt inamovibles qui nous permettent d'éviter les retours en arrière, qui nous servent également de point d'appui pour des étapes additionnelles, et qui sont, si vous me permettez une comparaison tout à fait de notre époque, les divers étages d'une fusée qui sera placée en orbite."



"Selon le premier ministre, 'il faut en somme nous assurer que ce que nous avons gagné de haute lutte ne nous sera pas ravi le lendemain. Une élémentaire prudence nous dicte cette stratégie; notre désir de réussir nous engage à l'adopter'" (194).

Dans son discours au banquet de clôture, M. Lesage annonça qu'à la demande même des agriculteurs, la politique agricole de son gouvernement "prendra un caractère de dirigisme entièrement nouveau" (195), car "c'est une ère nouvelle qui débute en vue de corriger en faveur des agriculteurs, les graves inconvénients économiques et sociaux du marché libre des produits de la ferme" (196). A part les échanges parfois drus sur le problème agricole, la seule discussion animée porta sur un projet de nationalisation des compagnies de téléphone sans exclure la Compagnie de Téléphone Bell. Et comme par hasard, c'est un étudiant libéral de l'Université de Montréal qui était proposeur de cette résolution. A son appui, un délégué voyait dans cette mesure un utile "cheval de bataille" pour la prochaine campagne électorale: "Nous avons eu la clef avec la nationalisation des compagnies privées d'électricité, nous aurions maintenant la clef du téléphone". Un autre argument invoqué en faveur de la nationalisation était les \$70 millions que la Compagnie de téléphone Bell paie en taxes fédérales. Un autre étudiant dont il a été question plus haut, M. Jean Larrivée, président de la Commission politique de la Fédération des Etudiants libéraux, s'opposa à cette mesure soutenant qu'une étude sur la question a déjà été faite sur la question et qu'il en coûterait \$1,600,000 à l'économie québécoise. Finalement, la résolution fut amendée dans le sens d'une demande d'étude complémentaire par le Conseil d'Orientation du Québec qui devra rendre publique son étude dans la prochaine année. La seule autre pointe de "radicalisme" fut le fait d'autres étudiants qui voulurent faire adopter un manifeste exprimant "le sens de l'histoire vers la socialisation" ou une "orientation vers la gauche". Un observateur, M. René Lévesque, proposa de substituer aux mots ambigus de "gauche" et de "socialisation" ceux de "démocratie sociale et économique" et vit son amendement battu. "Nous sommes même plus craintifs que nos aînés, soutint l'auteur du manifeste. Si notre chef, le premier ministre Lesage peut <sup>se</sup> dire de centre-gauche, le mot 'gauche' ne devrait pas nous effrayer". Le manifeste se terminait par un appel aux jeunes "à chercher davantage à devancer qu'à suivre la pensée libérale du Québec, et ce tant vis-à-vis de la Fédération libérale, que du parti et du gouvernement" (197). "Ils (les jeunes libéraux) veulent voler la vedette au congrès..." (198), aurait dit un des organisateurs du congrès.

Les journaux du 22 novembre ont largement répandu une photo, assez inattendue, montrant M. Lesage, en conversation enjouée avec le président de la F.L.Q.,





M. Irénée Lapierre et ... M. Guy Favreau! En effet, l'exécutif provisoire de la F.L.C. (Québec) avait profité de l'"occasion" pour se réunir à huis-clos, simultanément au congrès de la F.L.Q. "Dans ce genre d'événement, le 'hasard' tolère toujours un minimum d'organisation", remarquait M. Guy Cormier (199). Les "frères (hier) amis" sous la même tente?... 29 des 35 membres de l'exécutif assistaient au caucus qui, à l'issue d'une réunion de trois heures, annonçait que le congrès de fondation, annoncé pour l'automne 1965, aurait lieu le 25 mars 1966. Selon un porte-parole de l'exécutif de la F.L.C. (Québec) compte 30,000 membres et ce chiffre devrait atteindre les 50,000 à la fin de mars 1966. Peu de jours après la démission de M. Walter Gordon, alors que des journaux de l'une ou l'autre langue "suggéraient" à M. Favreau de démissionner aussi, le leader québécois se vit octroyer un vote de confiance et de félicitation. Quant à lui, M. Favreau, il avait déclaré: "Je ne vois rien dans ce qui est arrivé depuis le 8 novembre, qui devrait me faire changer d'idée à ce sujet" (200). Un homme était intéressé à marquer des points en exploitant cette curieuse simultanéité: M. Daniel Johnson. Selon une nouvelle non signée du Soleil, il ne s'en fit pas faute:

"Interrogé sur les assises de la Fédération libérale du Québec, tenues en fin de semaine, le chef de l'opposition a déclaré que ce congrès a démontré que la scission des frères siamois n'est pas réelle, que l'opération n'a pas réussi et que les deux partis libéraux, celui d'Ottawa et celui de Québec, sont encore collés. M. Johnson a dit que ce fait a été démontré de toute évidence par le congrès et que 'rouge à Québec, rouge à Ottawa' n'a pas perdu de son actualité.

"Le chef de l'opposition a ajouté que le parti libéral du Québec ne pourra jamais être un parti provincial, au même titre que l'Union nationale, et qu'il demeure ce qu'il a toujours été, soit une succursale du parti libéral fédéral, surtout avec un chef comme M. Jean Lesage qui reste prisonnier de son passé et de ses ambitions" (201).

Les éditoriaux furent assez unanimes à trouver "terne" ce congrès et les premiers commentaires se tinrent à un certain degré de généralité assez peu compromettante sur la nouvelle politique "dirigiste" du gouvernement Lesage en matière de rénovation rurale et agricole" (202). Mais le fait dominant en "politique pure" de ce congrès fut évidemment ce sous-produit du caucus de l'exécutif provisoire de la F.L.C. (Québec) avec la présence de deux ministres, le leader québécois, M. Favreau, et le ministre senior de la région de Québec, M. René Tremblay, ainsi que celle d'un ministre virtuel, M. Jean Marchand. La présence d'un observateur "intéressé" M. Léon Balcer, en double rupture de ban du parti de M. Diefenbaker et de la politique fédérale, fut déjà mentionnée. Sauf les petits "numéros" d'esbrouffe du manifeste socialisant et de la nationalisation



des compagnies de téléphone, ce congrès très sérieux ne fut peut-être pas aussi inoffensif qu'il ne semble au premier abord. Si elle parvient à se transformer en législation impérative, la nouvelle politique "dirigiste" de M. Lesage en matière agricole risque d'être le programme le plus "révolutionnaire" de la "révolution tranquille"... (203). Mais, en attendant, le talent propagandiste des libéraux devra s'ingénier à présenter ce programme sous un jour de "rentabilité électorale" - condition de survie parlementaire. Et d'ici là, on discerne une réaction de "poujadisme" agricole qui ne sera pas facile à amener à composition... Nous verrons bien, d'ici peu.

Parlant élections, c'est le temps de passer aux fédérales du 8 novembre, qui furent anticipées, inattendues et décevantes pour tout le monde. Alors que le peuple canadien devra apprendre à s'installer dans l'instabilité gouvernementale, les libéraux fédéraux devront apprendre à vivre avec leur insécurité psychologique. Aussi, est-ce peut-être la clef de la présence ostentatoire de leur état-major aux assises provinciales? L'appel à la "prudence" du premier ministre Lesage dans cette perspective peut bien-être interprété comme une décision de ne pas "abuser" de la faiblesse des faux "frères ennemis" d'Ottawa, "adversaires complémentaires" dans les futurs affrontements fédéralistes. Mais les libéraux provincialisant qui, à peine 16 mois auparavant, avaient, au prix d'une révolution de palais, précipité une "séparation de corps", sinon un divorce définitif, que pensaient-ils du retour à l'apparence tout au moins de la coexistence de jadis? Un observateur au congrès, M. Vincent Prince trouvait qu'il faut passablement de subtilité pour comprendre. Au fait, il en faut peut-être un peu trop. Et tous ne seraient pas assez subtils, semble-t-il pour toujours faire les distinctions nécessaires. Des libéraux pour qui le provincial est la grande préoccupation m'ont avoué, en tout cas, qu'il leur semblait parfois qu'on ne respectait pas toujours en pratique le fameux principe de la séparation et cela les choquait visiblement... Ainsi l'un d'eux ... (constatait que)... des libéraux 'provinciaux' se sont conduits comme si le principe de la séparation n'avait jamais été voté... au secrétariat de la Fédération libérale du Québec, ici même à Québec, on aurait travaillé activement pour le compte de l'organisation fédérale. Au secrétariat du même organisme, à Montréal, par contre, on s'en serait abstenu. Je n'ai pas vérifié cette assertion, mais si elle est fondée, il faut reconnaître qu'elle est troublante... En somme, on ne se soucierait guère de sauver les apparences, ni, à l'occasion, de violenter un tantinet le régime de séparation des juridictions qu'on s'était imposé. Mais, au fond, et à bien y penser, c'est qu'on a peut-être tout simplement de la peine à rompre avec de vieilles habitudes. Ça prendra





probablement un peu de temps avant de s'y résigner complètement" (204). Bien que M. Lesage ait ouvertement pris position sur le parquet de la Législature en faveur du parti de M. Pearson, on doit constater que nul dans la presse, à notre connaissance, n'ait mentionné que l'avenir hypothétique du premier ministre du Québec au sujet de la succession de M. Pearson y ait peut-être été pour quelque chose...

50. - L'élection fédérale du 8 novembre 1965 passera peut-être à l'histoire comme la plus "imprévisible": non seulement par ses résultats qui déçurent tout le monde, y compris les sondeurs d'opinions qui sentirent le besoin d'"étirer" la marge des erreurs techniquement admissibles, mais qui fut encore "imprévisible" en son principe, en son déclenchement, bien que, des mois à l'avance, des rumeurs sur d'éventuelles élections circulaient, rebondissaient. On savait d'où elles émanaient, quelques ministres et quelques grands organisateurs libéraux "forçaient" l'hésitation du premier ministre, les réticences de l'ensemble de la députation, le désintéressement de la population, qui se trouverait nul intérêt à un troisième "jeu électoral" en quatre ans sans parler des élections provinciales et municipales. D'un mot, rarement élection n'aura été lancée avec si peu de nécessité. Et les analystes politiques trouvaient des arguments autrement valables pour appuyer la thèse d'élections non anticipées. Selon la ligne de notre propos, l'étude de cette campagne et de ce scrutin doit se borner à ses incidentes canadiennes-françaises et à ses aspects rapports parti libéral du Québec et aile québécoise du parti libéral fédéral. La première en importance de ces "incidentes" fut certes l'adhésion des trois recrues d'élite, MM. Jean Marchand, Pierre-Elriot Trudeau et Gérard Pelletier. La situation de faiblesse, pour des raisons et à des degrés divers, de la représentation québécoise au sein du cabinet faisait que ces candidatures avaient une portée "bi-culturelle" certaine. Aussi méritent-elles une attention spéciale.

Nous avons déjà rappelé le "pep-talk" du premier ministre, lors du "dîner-bénéfice" de la F.L.C. (Québec) à Montréal au début de juin (cf. no 44). M. Pearson demandait à ses troupes de tenir leur poudre sèche, car on ne savait pas à quel moment, par un "mauvais calcul" l'opposition rendrait une confrontation électorale inévitable. A la fin juin, en tournée d'organisation au Lac Saint-Jean, les ministres Favreau et Tremblay évoquaient la possibilité d'élections "vers la fin octobre ou le début novembre" (205). Puis la publication du Rapport Dorion au début juillet (cf. no 46) refroidit l'enthousiasme de ceux qui réclamaient des élections hâtives; mais on renversait l'argument en soutenant que, les "scandales" ayant peu d'effet sur le corps électoral québécois, il fallait



profiter des difficultés internes du parti conservateur pour assurer, enfin, au Canada un "gouvernement stable". Un sondage de l'Institut canadien de l'opinion publique, à la fin juillet, révélait que les scandales et les séquelles du Rapport Dorion n'avaient pas modifié les attitudes des électeurs (206). Conférenciers aux fêtes marquant le centenaire de la mort de Sir Etienne-Pascal Taché à Montmagny, M. Favreau avait déclaré le 1er août:

"Bien que sachant que, dans certains milieux, le mot 'compromis' est synonyme de trahison, j'estime, pour ma part, que le compromis, à condition de respecter la dignité et les intérêts de chacun, n'est que la caractéristique d'une civilisation mûre et chrétienne. Je crois pouvoir affirmer, sans illusion partisane, que le régime actuel du fédéralisme coopératif répond à ce critère. Jouissant de l'appui de toutes les provinces et de tous les partis nationaux, ce régime permet à nos deux grandes communautés culturelles de chercher dans la paix et la confiance les bases de leur épanouissement tant commun qu'individuel" (207).

Le 11 août, la vente massive de blé (pour un montant de \$450 millions) à l'Union soviétique relançait le projet d'une élection à l'automne: "Les journalistes ont eu la puce à l'oreille dès qu'ils ont constaté de quelle façon on allait annoncer la nouvelle de la vente; départ précipité de M. Sharp pour l'Ouest, conférence de presse extraordinaire dans un climat surexcité, présence des négociateurs soviétiques, etc., etc." (208). A la fin août, les tournées de MM. Pearson et Dieffenbaker dans le château-Fort respectif de l'autre, le premier dans l'Ouest, le second dans le Québec, ajoutaient encore à la vraisemblance d'élections prochaines. M. Caouette déclarait pour sa part qu'il ne croyait pas à des élections avant juin 1966. Avant que le premier ministre ne se soit prononcé, M. Keith Davey, le "fonctionnaire" numéro 1 du parti, ne se faisait pas faute de déclarer:

"Beaucoup de personnes, surtout des membres du parti, exercent des pressions fortes sur le premier ministre et lui demandent d'annoncer la tenue d'une élection. Pour ma part, je crois qu'une élection générale à l'automne serait tout à fait dans l'intérêt du pays et dans l'intérêt de notre parti" (209).

Les travaux de révision de la carte électorale amenaient quelque flottement sur la décision de tenir des élections et sur le moment possible - le premier ministre soutenant que cette redistribution ne rendrait pas possible une consultation avant la fin de 1966. Mais quand il annonça à Vancouver le 26 août qu'il prendrait sa décision dans une couple de semaines, les journalistes traquirent prématurément et avec exactitude que M. Pearson, cédant aux pressions qui s'exerçaient sur lui, déclencherait des élections à l'automne. Le ton presque général de la presse des deux langues était défavorable à la tenue d'elec-





tions hâtives (210). Une rare, et peut-être unique, exception fut le point de vue de M. Lorenzo Paré, rédacteur en chef de L'Action, qui intitula son éditorial du 31 août: "Des élections fédérales à l'automne? Pourquoi pas?" Après avoir examiné les arguments négatifs, M. Paré concluait: "Bref, tous ces arguments demeurent fort secondaires en face de la nécessité d'obtenir, partout où c'est possible, des gouvernements forts pour des temps difficiles" (211).

Le 1er septembre, une nouvelle très importante relativement aux finances de l'aile québécoise des libéraux fédéraux était rendu publique: L'unique trésorier jusque là, le sénateur Louis Gélinas, "dont la démission, selon Mlle Françoise Côté de La Presse, déposée pour la première fois sur le bureau du premier ministre Pearson au début de 1964, a été acceptée il y a environ deux mois" et à sa place était constitué un comité de 4 membres sous la présidence du courtier montréalais, M. Jean Ostiguy. "Le choix de M. Ostiguy, commentait la journaliste de La Presse, spécialiste réputé des campagnes de souscription pour de multiples oeuvres humanitaires depuis douze ans, tire momentanément la caisse électorale des libéraux fédéraux du dilemme où elle se trouvait engagée depuis le printemps dernier". La substitution au trésorier unique d'un comité de quatre membres (dont les trois autres membres, encore inconnus, représenteraient les trois groupes ethniques du Québec: Francophones, Anglophones, Juifs) était "un premier pas important vers la démocratisation de la trésorerie du parti... même si la Fédération libérale du Canada, section Québec, ne fut pas consultée". Présentant M. Ostiguy comme non étranger "aux idées de financement démocratique d'un parti politique" et croyant "à la participation des militants au financement du parti", Mlle Côté se posait la question capitale. "Ce qui importe est de savoir à qui le comité des finances devra répondre de son action. Devra-t-il répondre conjointement à la Fédération et au chef du parti, ou le devra-t-il uniquement au chef du parti?" Déjà, le comité exécutif de la F.L.C. (Québec) avait proposé à sa commission de faire une étude générale de la Caisse électorale (c. no 46). "Fruit de plusieurs semaines de démarches de la part de M. Favreau, le choix de M. Ostiguy et l'établissement d'un comité des finances complètent, pour les libéraux fédéraux, l'opération nettoyage entreprise au lendemain du rapport Dorion... Mais avec l'imminence d'une élection générale, la question de la caisse électorale devenait cruciale. Le maintien du statu quo risquait d'écarter du parti des candidats de valeur, que l'on cherche à attirer. Enfin rien n'empêche la commission politique de la F.L.C. de procéder avec l'élection à son étude pour une réforme de la caisse électorale" (212).

Après la réunion du cabinet du 1er septembre, les dés semblaient joués



(213). Ce n'était plus qu'une question du moment où M. Pearson annoncerait la date des élections. Questionné ce même jour sur sa tournée projetée dans l'Ouest entre les 18 septembre et 6 octobre, M. Lesage: "Je serais surpris s'il y avait des élections fédérales cette année". Et d'ajouter qu'il ne remettrait pas sa tournée dans l'Ouest: "Pour aucune considération électorale, ni même para-électorale, il n'est pas question que je remette mon voyage" (214). "Mon voyage n'a d'autre but que celui de donner une image du Québec aux Provinces de l'Ouest" (215). Mais il s'ensuivrait tout de même certaine conséquence plus immédiatement fédérale par, ainsi que le commentait le Montreal Star, "in so as the West learns that the Quebec premier is essentially a moderate and deeply a Canadian, then Mr. Pearson's response to French Canada, so often misconstrued, can become more valid in Western eyes" (216). Un moment l'on crut à une "diversion" du premier ministre Pearson lorsqu'il offrit ses bons offices "immédiats" dans la querelle indo-pakistanaise au sujet du Cachemire. Selon une dépêche de la Presse Canadienne, publiée dans les journaux du 4 septembre: "Le premier ministre Pearson s'est aventuré dans la crise du Cachemire sans y avoir été invité vendredi et immédiatement, il a suscité une vague de spéculations selon laquelle il a déjà décidé de ne pas tenir d'élections générales à l'automne, comme le prétendent les observateurs de la politique fédérale depuis plus d'un mois et demi".

Pendant ces jours d'attente, le Québec assista à la naissance d'un parti d'abord "fantôme", puis mort-né: "Le Bloc du Québec" - ce qui n'était pas sans rappeler le "Bloc Populaire Canadien" lors de la dernière guerre et qui eut comme leaders fédéral, M. Maxime Raymond, et provincial, M. André Laurendeau. Dans La Presse du 24 août, le pénaliste bien connu, M. Raymond Daoust, qui avait fait parler de lui encore récemment en dénonçant l'illinguisme de la RCMP au moment de l'arrestation Doherty, continuait que des démarches avaient été entreprises auprès de lui pour prendre la direction d'un nouveau parti fédéral québécois. D'après le quotidien montréalais, "le 'Bloc du Québec', comme son nom l'indique, visera essentiellement un front uni des députés québécois à Ottawa. Il s'agit en réalité de canaliser toute la représentation québécoise à Ottawa plutôt que de la laisser dispersée comme elle l'est actuellement au sein des cinq partis fédéraux qui siègent aux Communes... Selon lui (M. Daoust), le dénominateur du 'Bloc du Québec' qui pourrait rallier des hommes politiques québécois des partis actuellement existants serait les intérêts du Québec au sein du Canada". M. Daoust se donna une semaine de réflexion avant de donner sa réponse. Le 2 septembre, une conférence de presse était convoquée par M. André Leconte, journaliste, président du comité de coordination, pour annoncer la création de la nouvelle





formation qui serait peut-être "le parti de la dernière chance pour le Canada." M. Leconte produisait aussi une liste partielle de quelque 70 hommes "sans prétention, sincères et conscients de l'urgence d'une telle action nationale", qui patronnaient le nouveau mouvement rendu nécessaire par "la débâcle la plus spectaculaire, la plus strictement spectaculaire que l'on ait vue chez nous." Et le communiqué illustrait ensuite cette "débâcle" à l'intérieur des partis canadiens: le parti libéral est "divisé et désorganisé à cause des indécisions de l'administration Pearson et la réputation douteuse de certains de ses ministres"; le parti conservateur, "John Diefenbaker l'a tué au Québec"; les créditistes "se rabattent sur le provincial dans un geste de désespoir"; le N.P.D. a connu lui aussi "une scission et essaie encore de se faire comprendre du peuple". Selon la Presse Canadienne, "dans quelques jours, au moins cinq députés fédéraux se joindront au Bloc, a déclaré M. Leconte. Il n'a cependant pas révélé de noms. La déclaration proclamait:

" - qu'il faut déclarer une fois pour toutes l'indépendance du Canada et briser tous les liens qui unissent notre pays à la Couronne britannique;

" - qu'il faut instaurer un régime présidentiel, capable de libérer les ministres des servitudes de la politique";

" - qu'il faut doter notre système parlementaire de deux Chambres, l'une de langue anglaise et l'autre de langue française.

"Le Bloc du Québec soutient également qu'il faut reconnaître constitutionnellement l'existence de cinq régions économiques naturelles: les Maritimes, le Québec, l'Ontario, les Prairies, et la Colombie 'Canadienne' (sic); chacune d'entre elles devrait recevoir le statut spécial qu'elle requiert pour permettre aux Canadiens qui y habitent le plus haut standard de vie possible. Ces cinq régions devant former 'un marché commun canadien' et éventuellement nord-américain" (217).

Tout n'était pas absurde dans ce programme mais dire qu'il fut pris au sérieux dès sa naissance serait une exagération (218). De toute façon, il n'eut guère le temps de s'organiser et de se manifester, le parti des "anti-partis". Il fait aussi songer à certain "parti" dont on disputa à la fin du règne de Duplessis et qui ne vit pas le jour, quoiqu'on ait pressenti M. Esdras Minville pour en assumer le leadership. Il s'agissait de mener en quelque sorte la lutte autonomiste du chef de l'Union nationale sur le plan fédéral.

Plus que la déclaration de M. Pearson annonçant les élections du 8 novembre et les réponses éinglantes des chefs des partis d'opposition, sont intéressants pour notre propos les premiers commentaires de la presse du Québec, ainsi que ceux de M. Lesage. M. Roger Champoux commençait son éditorial de La Presse du 8 septembre, intitulé "Un féroce affrontement", par les phrases suivantes:



"Courageux M. Pearson! Malgré les avis répétés de toute la presse du pays, en dépit des conseils des spécialistes, y compris des adversaires, négligeant un fait capital, à savoir l'absence d'une carte électorale distribuant les sièges selon les données du recensement de 1961, le chef du parti libéral a finalement retenu les avis des stratèges et organisateurs libéraux".

The Montreal Star concluait son éditorial du même jour: "From the point of view of this province, what is important is not so much the group as the individual. We urgently need in the federal House men who represent Quebec. This is something different from the old days. Quebec should have in federal politics men of ideas and men of principle, not a collection of political ciphers capable of rising to their feet at the appropriate moment and repaying political favors with unquestioning party obedience."

Examinant "les inconnues de la prochaine campagne" (Le Devoir, le 9 septembre), M. Claude Ryan écrivait: "Le sentiment général, c'est que nous nous acheminons peut-être vers un autre gouvernement minoritaire... Tous ces calculs reposent sur une hypothèse. Il apparaît probable que les partis dirigés par MM. Diefenbaker et Thompson perdront des sièges le 8 novembre. Dans le cas du groupe Thompson, ce pourrait être une déroute. Dans le cas des conservateurs, ce devrait être encore une fois une défaite honorable... Mais cette hypothèse ne suffit pas à fonder un pronostic nettement favorable aux libéraux. Ceux-ci ont déjà oublié leurs histoires compromettantes des derniers mois. Le peuple ne les a point oubliées. Si par miracle, une alternative vraiment sérieuse était offerte au peuple canadien, les inconnues que nous avons évoquées pourraient se résoudre d'une manière plutôt désagréable pour un certain nombre de perroquets qui s'abritent actuellement derrière l'argument douteux de l'urgence absolue d'un gouvernement numériquement fort." Pour M. Louis-Philippe Roy, dans L'Action du 9 novembre: "Enfin le sphinx a parlé: Des élections fédérales auront lieu le 8 novembre. Le Premier Ministre Pearson l'a annoncé sans aucun enthousiasme. Les partis oppositionnistes ont accueilli la nouvelle avec une certaine aigreur. Ceux-ci eussent évidemment préféré continuer à garder entre leurs mains le sort du gouvernement. L'hon. M. Pearson les a déjoués.". Revenant sur le sujet, La Presse du 9 septembre, sous la signature de M. Cyrille Felteau écrivait: "Le Canada entrera bientôt, à reculons, dans sa troisième campagne électorale en moins de quatre ans... Ce qui semble le plus probable, c'est qu'encore une fois, du moins dans le Québec, le NPD fasse piètre figure, surtout si après lui avoir dérobé nombre de ses idées, on pousse l'audace jusqu'à lui 'voler' ses hommes" (219).





Etonné, M. Lesage faisait confiance à M. Pearson:

"J'ai déclaré en janvier dernier, a-t-il dit, et j'ai répété par la suite que je ne croyais pas que des élections fédérales aient lieu cette année. Aucun élément nouveau n'est survenu qui aurait pu me faire changer d'opinion. Cependant j'admets que M. Pearson étant plus au courant de la situation fédérale, a d'excellentes raisons pour décréter des élections. M. Pearson est un homme de jugement et je me fie à son jugement."

Il réaffirmait encore son intention de ne pas retarder sa tournée dans l'Ouest:

"Cette tournée, a-t-il expliqué, n'a rien à voir avec la politique. Ce voyage a strictement pour but de présenter les Canadiens français sous leur vrai visage. D'ailleurs la plupart de mes discours sont prêts et il n'y est pas question de politique. De plus, si au cours du voyage, on m'interroge sur des problèmes de politique fédérale, je répondrai qu'il s'agit là d'un sujet tabou dans les circonstances" (220).

Deux résultats des sondages Gallup sont intéressants à rappeler depuis qu'on connaît les résultats électoraux du 8 novembre. D'après un premier sondage effectué dans les jours suivant l'annonce des élections, 28% des Canadiens entrevoyaient que les libéraux obtiendraient le "même nombre" de sièges, tandis que 27% prévoyaient des "pertes", et seulement 24% des "gains". Un sondage antérieur, fait la veille de l'annonce des élections par M. Pearson accordait 48% des suffrages éventuels au parti libéral, ce qui était beaucoup plus que le pourcentage de l'élection du 8 avril 1963, qui s'établissait à 42, et davantage que le sommet précédent de janvier 1965 qui atteignait 47 (221).

Les élections anticipées forçaient à retarder le congrès de fondation de la F.L.C. (Québec) et à mettre sur la voie d'évitement beaucoup de "réformes" projetées. La F.L.C., fondée à l'automne 1955, avait précédé l'élection provinciale (la dernière de Duplessis) de juin 1956. Pour la F.L.C. (Québec), ce sera l'inverse: sa création, prévue pour mars 1966, aura suivi de 5 mois des élections générales décevantes pour les libéraux. Les grandes manœuvres électorales ne sont pas une période idéale pour les affrontements traditionnalistes-réformistes, "vieille garde" — "jeune garde", etc... Jean-Pierre Fournier consacrait à la question un article du Magazine MacLean d'octobre: "La vieille garde libérale croule", qui portait en sous-titre, l'explication: "L'âge, les scandales et des réformes-clés en ont eu raison. Des hommes neufs s'apprentent à prendre la relève". Il citait deux définitions de la "vieille garde" par deux hommes qui symbolisaient la jeune garde. De M. Maurice Sauvé:

"L'homme de la vieille garde, c'est celui qui place son bien personnel avant le bien commun, qui est préoccupé avant tout par sa réélection, nullement par la transformation de la société."



De M. Jean-Luc Pépin:

"La jeune garde, dit-il, est celle qui a imposé les objectifs de la révolution tranquille et qui compte poursuivre sur le plan fédéral l'oeuvre commencée à Québec; elle est sensibilisée aux problèmes actuels du fédéralisme et prétend qu'il lui appartient autant qu'au gouvernement du Québec d'assumer la défense des intérêts du Canada français à l'intérieur de la Confédération; elle ne tolère plus que la députation fédérale québécoise néglige ce devoir.

"La vieille garde, c'est celle qui admet les jeux politiques traditionnels, qui s'accommode des cadres anciens et qui se contente de préserver le statu quo".

L'aspect le plus intéressant de l'article de M. Fournier est sans doute ce classement "typologique" des jeunes et vieilles gardes avec leurs effectifs francs et "tièdes" aussi qu'une zone, non compromise, de "neutres".

"Le partage le plus équitable paraît être le suivant:

"La jeune garde: Maurice Sauvé, Jean-Luc Pépin, Jean Chrétien, Jean-Pierre Côté, Ian Watson.

"Les tièdes: Patrick Asselin, Gustave Blouin, Léo Cadieux, Auguste Choquette, Alexandre Cyr, Vincent Drouin, René Emard, Guy Favreau, Yves Forest, Rosaire Gendron, Milton Klein, Maurice Lamontagne, Hermann Laverdière, Bryce Mackasey, Jean-Paul Matte, Bernard Pilon, Maurice Rinfret, René Tremblay, John Turner.

"La vieille garde: Prosper Boulanger, Jean-Charles Cantin, Alexis Caron, Fernand Leblanc, Yvon Dupuis, Rodolphe Leduc, H.-Pit Lessard, Gérard Loiselle, Guy Rouleau.

"Les tièdes: Georges Lachance, Marcel Prud'homme.

"Les neutres: Albert Béchard, Lucien Gardin, Jean-Paul Deschâtelets, Raymond Eudes, Raynald Guay, Gérard Laniel, Alan Macnaughton, Jean Rochon, Raymond Rock, Charles Drury, Jean Berger.

Pour tempérer quelque peu ce que tout classement de cette nature a de trop catégorique, M. Fournier ajoutait les nuances suivantes: "Jean Chrétien et Jean-Pierre Côté, par exemple, ne se distinguent d'Auguste Choquette et de Rosaire Gendron que parce que leur engagement apparaît plus ferme et plus soutenu. Des hommes tels que Maurice Lamontagne et Guy Favreau mériteraient en réalité d'être placés dans une catégorie particulière: ils ne sont pas vraiment de la jeune garde au sens où on l'entend habituellement, mais ils sont d'une trempe bien supérieure à la majorité de leurs collègues... le fait que Maurice Sauvé ait jusqu'ici incarné la jeune garde a pu contribuer à fausser légèrement le partage des forces. Quelques-uns nourrissent pour lui une telle aversion qu'ils n'hésitent pas à s'allier parfois à la vieille garde contre leur tempérament pour combattre ses opinions... le cas notamment de Georges Lachance qui voue à Maurice Sauvé une inimitié si profonde et si ancienne qu'il ne se souvient plus très bien ni pourquoi ni comment elle a pris racine".





Toujours selon l'analyse de M. Fournier, "le départ de M. Chevrier en décembre 1963 a sonné le glas. Simultanément, Azellus Denis a été promu au Sénat et Eugène Lefrançois a quitté ses fonctions d'administrateur de la caisse d'urgence du parti. La vieille garde a bientôt retrouvé son poste d'écoute au cabinet dans la personne d'Yvon Dupuis, mais l'hydre était à l'agonie et les scandales qui n'ont pas tardé à éclater l'ont achevé". Quant M. Louis de Gonzague ("Bob") Giguère fut nommé organisateur en chef, "un mouvement s'est dessiné dans la députation en vue de supplanter Bob Giguère, ennemi juré de la vieille garde et de le remplacer à la direction générale de l'organisation par René Lagarde... Favreau eut un moment d'hésitation, puis coupa court au mouvement en annonçant que sa propre démission serait le prix du congédiement de Giguère". Faisant allusion au congrès spécial du 5 juillet 1964, "La séparation de la Fédération libérale du Québec et de la section provinciale du parti libéral fédéral, en forçant celle-ci à se donner des cadres démocratiques, a privé la vieille garde de ses moyens d'action... La vieille garde est pratiquement exclue des organismes provisoires qui présideront à la fondation de la section québécoise de la Fédération à l'automne (222)... Des partisans de la jeune garde occupent bon nombre de sièges qui ne sont pas attribuées aux députés si bien qu'elle domine quatre organismes-clés de la nouvelle Fédération: l'exécutif, le conseil de direction, la commission politique et la commission de la constitution... L'emprise de la jeune garde est plus faible sur la commission des finances, mais on ne saurait prétendre non plus que ces deux organismes sont la proie de la vieille garde. Ni l'une, ni l'autre gardes n'y sont bien représentées". Mais "ces deux commissions n'ont d'ailleurs qu'une importance relative puisque, suivant le nouveau organigramme de la section québécoise du parti, la gestion de la caisse électorale et l'organisation des élections échapperont à leur contrôle" (223). Et l'auteur de conclure par cette projection qui sert de transition naturelle pour passer à notre prochain développement:

"Une fois que le congrès de fondation de la Fédération aura consommé les réformes institutionnelles, la vieille garde, hier toute puissante, en sera réduite à lécher ses dépouilles et il existe de fortes chances qu'elle ne s'en remette jamais.

"Début septembre, il était presque assuré qu'au prochain scrutin général, Jean Marchand, Gérard Pelletier, Pierre-Elliott Trudeau et d'autres peut-être, viendraient grossir les rangs de la jeune garde. Indépendamment de leur nombre, la qualité de ces renforts devrait suffire non seulement à terrasser définitivement la vieille garde, mais encore à déclencher la 'révolution tranquille' de l'ordre fédéral."



"Les "trois colombes", le "trio lyrique" - on n'est pas allé jusqu'à parler de la "Sainte Trinité" - comme des adversaires qui se voulaient malveillants ont surnommé MM. Marchand, Trudeau et Pelletier, devraient être l'apport extérieur le plus important à la "jeune garde", ou mieux à un éventuel "nouveau style" des libéraux fédéraux du Québec. Ces trois hommes sont trop connus depuis au moins une quinzaine d'années, même dans les cercles politiques et intellectuels du Canada anglais, pour qu'ils soient nécessaire de retracer ici leurs antécédents. Avec quelques autres, ils s'étaient identifiés à une lutte, inégale mais toujours constante, contre le duplessisme triomphant de la dernière période de 1949-1959. M. Marchand surtout, par sa longue carrière syndicale, était une figure largement connue hors du Québec. Tous trois avaient déjà eu la consécration de notoriété du "cover feature" du Magazine MacLean. Justement le numéro de septembre du magazine contenait un article de tête, avec grande photo de couverture, portant sur la carrière de M. Marchand. Le titre se voulait d'une ambiguïté calculée: "Jean Marchand - Ce grand chef ouvrier a-t-il viré capot'?" Il était notoire que ces trois hommes, sans être "doctrinaires", étaient tout au moins de sympathies socialistes, tout en étant "fédéralistes" - i.e. qu'ils acceptent, selon l'expression de Claude Ryan, "l'hypothèse canadienne". Nous savons déjà que M. Marchand avait démissionné de son poste de président de la C.S.N. au début de mai (cf. no 44) et que, prenant des vacances méritées et "stratégiques", il était en disponibilité... Le N.P.D. québécois, qui faisait sous la direction de M. Robert Cliche un effort plus grand que jamais pour percer la muraille du Québec, les aurait accueillis à bras ouverts. Ils s'y seraient sans doute trouvés, idéologiquement, à l'aise. Ils optèrent finalement pour le parti libéral.

Ce fut fait dans une atmosphère de "suspense" sans scénario, dans les jours suivant l'annonce des élections, pour se dénouer par une conférence de presse que le trio accorda à la presse le 10 septembre. Les péripéties fort longues, surtout en ce qui concerne M. Marchand, qui menèrent à cette adhésion constitueraient un épais dossier de coupures de journaux, qu'on pourrait compléter et recouper par des renseignements de la part de tous les intéressés. Mais cela, qui ne serait pas strictement "une autre histoire", serait une histoire fort longue à raconter! Bornons-nous à enregistrer le fait le plus notoire: les ministres libéraux, MM. Lamontagne et Favreau, ne tenaient qu'à l'adhésion du seul M. Marchand. Mais celui-ci fit de sa solidarité avec MM. Trudeau et Pelletier - au sujet desquels, "on" fut, tout à tour, réticent - une condition sine qua non de sa propre adhésion. Essayons de ne voir que les aspects bi-culturel et





structurel de l'arrivée dans un parti en crise, pratiquant la fuite en avant (i.e. les élections anticipées), de recrues d'un tel poids et d'un passé dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'était pas de stricte obédience libérale! Claude Ryan voyait dans l'avènement en train de se produire se dessiner "l'option de toute une génération, celle qui est aujourd'hui arrivée à maturité après avoir milité pendant vingt ans dans les corps intermédiaires et l'action privée... nous sommes peut-être sur le point d'assister à la rencontre des 'néo-démocrates de l'après-guerre' avec cet ingénieux assimilateur qu'a toujours été au Canada le parti libéral" (224). Les libéraux durent donner des gages: traitement fait à MM. Rouleau, Dupuis, constitution du comité des finances, etc... Mais le pari valait d'être couru puisqu'il était la chance de constituer une représentation canadienne-française en mesure de disloquer efficacement avec les éléments forts de l'équipe québécoise de M. Lesage (225).

L'auteur de la présente étude, connaissant depuis longtemps les néo-libéraux, sait, à la suite de quels longs et, à certains égards, douloureux cheminement, ces trois hommes, en leur belle maturité de leurs 45 ans, prirent un risque, mûrement calculé, et qui n'a de sens que si l'on sait qu'il intègre un très vif sentiment d'urgence. Moins l'"urgence" de sauver la Confédération telle qu'elle est que de donner "une dernière chance" à la réalité historique Canada; pas du tout l'urgence de renflouer un parti traditionnel, mais l'urgence de rendre apte l'outil immédiatement utilisable à cette fin; urgence de s'appliquer, dans des circonstances favorables qui ne se représenteront peut-être pas, à une oeuvre de "démocratisation" d'un parti fortement autocratique; urgence de donner une présence active et efficace du Québec au sein des conseils qui vont avoir une influence immédiate dans les grandes décisions relativement au destin du Canada français dans le plus grand tout canadien. Nous terminerons en opinant que, plus que leur indépendance politique passée, c'est l'esprit de grande lucidité qui a animé ces hommes dans leur option qui est le garant de leur éventuelle efficacité. Tous trois ont été frappés par l'expérience, pourtant "solitaire" et très anticonventionnelle, d'un René Lévesque sur le plan provincial. Tous trois sont, intellectuellement et caractérologiquement, aussi différents que complémentaires. Seul l'avenir dira si leur "pari" dépassait leurs possibilités. Ni un échec, ni un succès éclatants ne peuvent être décrétés à l'avance. Ce "quelque chose d'intermédiaire", qui sera probablement leur lot, sera probablement un des phénomènes les plus fascinants à suivre qu'ait jamais fournis l'histoire politique canadienne.



Le double aspect de "nécessité", par sentiment d'urgence, et "contre-nature", à cause de leurs antécédents idéologiques, n'a pas manqué d'être souligné par des gens appartenant en quelque sorte à la même famille spirituelle qu'eux. Certaines critiques furent presque vitrioliques surtout par ceux qui avaient opté pour le camp du N.P.D. : un Robert Cliche, un Charles Taylor, un Réginald Boisvert. D'autres plus dégagés, tel Claude Ryan, montrèrent une sévérité non moins grande surtout au sujet du mode très peu courant de leur entrée en politique. Ces documents nous apparaissent plus importants à relever que les réactions des libéraux de toutes tendances, qui "acceptaient" plus volontiers M. Marchand, à cause de sa force démontrée d'homme d'action, que MM. Trudeau et Pelletier qui soulevaient l'objection majeure chez les "réalistes" de la politique d'être des "intellectuels" - ce qui n'est pas loin d'être une tare en ces milieux, d'autant qu'en l'occurrence, on pouvait exhumer de leurs écrits passés des jugements très durs sur le parti auquel ils donnaient leur adhésion.

Comme il convenait, ce fut M. Robert Cliche, le leader québécois du N.P.D. qui fut le premier à dénoncer ce qu'il appelait un "hold-up". Dans une lettre publiée dans Le Devoir du 9 septembre, il se demandait d'abord:

"Un vent de folie a-t-il soufflé sur le journalisme du Québec?  
A quoi rime donc cette escalade publicitaire autour de Jean Marchand et de ses amis..."

"La semaine dernière, par hasard, je rencontrai un sénateur libéral. Après m'avoir salué avec un condescendance que je sentais méprisante, après s'être informé de la santé du Nouveau Parti, il m'annonça avec un grand plaisir et un certain sourire, qu'il se pourrait que Marchand et ses associés joignent leurs rangs. Le loup s'en pourléchait déjà les babines. Bien plus, ce fin capitaliste me fit l'éloge de Marchand qui, d'après lui s'assagit, a pris de l'expérience et qui a un grand rôle à jouer! ... Le comté historique de Québec-Est lui est d'ailleurs tout réservé. Du coup, j'ai tout compris.

"J'ai compris aussi que l'on voulait holduper l'électorat de cette Province. Ce stratège libéral me dit avec candeur que ce grand parti avait de la place pour des gars comme Marchand. Il parlait d'agrandir l'éventail du parti. D'autres parlent d'élargir le centre. Les libéraux pourront alors montrer au peuple les bons candidats au bon moment et suivant les besoins de la victoire. Aux ouvriers inquiets, l'on présentera un Jean Marchand bien agressif; aux intellectuels, un Gérard Pelletier intelligent et subtil; tandis qu'on paradera Pierre Elliot-Trudeau dans les comtés mixtes et bilingues de la Province. Quant à l'"Establishment" qui contrôle le parti libéral, on aura soin de montrer d'autres fétiches. On exhibera en temps utile un Sharp ou un Gordon. Je vous le dis, il y en aura pour tous les goûts! ...

"N'avez-vous point peur qu'ils ne deviennent des esclaves des bailleurs de fonds cachés, de cette mafia qui semble faire la force du parti?





"Que penser de l'argument qu'il faut être pragmatique en politique! J'en suis, mais à la condition que ce pragmatisme ne mette pas de côté les principes élémentaires du bon sens de la logique et de l'honnêteté. Ceux qui parlent du pragmatisme progressif qui a été la clé des succès libéraux dans le passé ne se leurrent-ils pas? Voyons où ce pragmatisme nous a conduit: à un Canada malade et brisé, à une classe agricole justement en révolte, à des ouvriers devenus sceptiques et inquiets, à une jeunesse désabusée qui perd la foi dans ses hommes politiques et dans tout le système. Si c'est ce genre de pragmatisme qu'il faut admirer, je vous salue bien.

"Que penser aussi de ceux qui disent que Marchand et associés sont las de l'action revendicatrice et fatigués d'être toujours dans l'opposition. Si tel était le cas - j'en doute cependant - quand a-t-on vu des héros fatigués retourner à l'action? On les décore et on leur demande d'écrire leurs mémoires.

"Non! Je ne crois pas que Marchand, Pelletier et Trudeau se joignent aux libéraux fédéraux. Publiquement, ils disent admirer le N.P.D. et son programme. S'ils sont honnêtes, courageux et conséquents c'est au sein de notre parti qu'ils doivent militer et ils n'ont rien à faire dans la galère libérale...

"Mais s'ils viennent avec nous dans le N.P.D., ils réaliseront que le Parti offre des solutions concrètes et immédiates que tous les partis tentent de nous voler lorsque nous les mettons de l'avant: négociations inter-provinciales pour les minorités canadiennes-françaises, bilinguisme intégral au Nouveau-Brunswick, égalité véritable entre les deux grandes nations qui composent le pays, statut particulier pour le Québec, droit pour les Québécois de travailler dans leur langue... etc.

"Par ailleurs, si par un aveuglement inexplicable, ils allaient tenter de renflouer la vieille barque libérale, je n'en continuerais pas moins d'être optimiste. Comme me le disait un de mes amis intellectuel qui est peintre en bâtiments: "Les jeux se feront plus vite". Autour du N.P.D. se grouperont enfin dans une action politique cohérente, les vraies forces du Québec. L'entrée de Marchand et de ses amis chez les libéraux me rendra chagrin, mais non amer. Je penserais cependant que la population de la Province dira avec une amertume grandissante que ses élites politiques, une fois de plus, ont encore tenté de la trahir"(226).

Les journaux séparatistes et universitaires dirent pis que pendre, et volontiers sur un ton grossier, de MM. Marchand, Trudeau et Pelletier. Le président de la Fédération des Travailleurs du Québec, M. Louis Laberge se déclara "dégoûté" de leur décision. "Après avoir critiqué le parti, voilà qu'ils passent maintenant le grand pinceau sur les scandales libéraux... l'orgueil de Marchand lui interdisait de risquer une défaite" (227). Plus modéré, l'ancien président de la Confédération syndicale dont M. Marchand fut le successeur et avec lequel il avait longtemps formé équipe, comme secrétaire-général, M. Gérard Picard déclarait:



"Je ne crois pas opportun de porter un jugement sur la situation. Je suis débordé à l'heure actuelle et je ne sais s'il s'agit d'une lutte entre le chêne et le roseau ou entre le lièvre et la tortue. Il faut attendre.

"Les faits et gestes des prochaines semaines mettront en lumière, pour le mieux ou pour le pire, l'orientation encore hésitante de l'équipe du tonnerre. On peut dire que Marchand, Pelletier et Trudeau semblent bien représenter les libéraux trop pressés dont parlait un ancien ministre du Canada.

"Leur promotion individuelle possible sera-t-elle ou non un élément de promotion sociale? L'avenir le dira. Personnellement, je demeure membre du Nouveau parti démocratique et j'appuie toujours les idées fondamentales du socialisme démocratique" (228).

Le collègue de MM. Trudeau et Pelletier à l'équipe de direction de Cité Libre, M. Charles Taylor, qui allait aussi être l'adversaire N.P.D. de M. Trudeau dans le comté de Mont-Royal, envoyait une "opinion libre" au Devoir que le journal reproduisit le 24 septembre:

"L'entrée dans les rangs du parti libéral de Marchand, Pelletier, et Trudeau laisse planer une équivoque que leur conférence de presse n'a pas dissipée; et c'est dans l'esprit de tous qu'il leur convient de la dissiper...

"On pourrait peut-être penser qu'ils ambitionnent de mettre la main au gouvernail du parti libéral pour le réorienter vers la gauche. Hypothèse vraisemblable à première vue, mais inapte à expliquer tous les faits. D'abord, comment entendraient-ils exécuter une telle manœuvre? Ils pourraient à la rigueur former une équipe de rechange au Canada français (les trois, avec le concours de Sauvé, Pépin et Chrétien), mais il n'existe pratiquement pas de gauche Libérale anglaise. Sur qui compter pour la défense du programme de gauche dans l'aile anglophone du parti? Sur Pauline Jewett, qui aura peut-être entretenu perdu son comté à Georges Hees? Ou sur Mlle Judy Lamarsh?

"Mais il y a problème plus grave encore. Assurer, grâce au parti Libéral, la mise en oeuvre du programme de gauche impliquerait une modification profonde des assises de son pouvoir. Il lui faudrait accepter de perdre presque totalement l'appui des économiquement puissants - avec tout ce que cela entraîne: presse, radio, télévision, argent et prestige - ce qu'il faudrait nécessairement compenser par un appui plus étoffé dans les grandes masses. Un revirement de ce genre n'est pensable qu'au prix d'une lutte intestine acharnée, une lutte qui ferait pâlir les discordes actuelles parmi les Conservateurs, au point de leur donner un gentil petit air de querelle de famille.

"Or, une chose est sûre: au sein d'un parti, un tel revirement et une telle lutte ne sont possibles que lorsque le parti se trouve dans l'opposition. Cela est vrai non seulement parce que les partis au pouvoir ne ressentent guère le besoin de se renouveler; mais aussi parce que, même si la lutte se déclenchait pendant que le parti détient encore le pouvoir, il risquerait fort de se trouver rejeté dans l'opposition. L'exemple de Diefenbaker aux prises avec l'aile droite de son parti en dit long...

"Les explications peu convaincantes des trois ont suscité une véritable angoisse chez tous les éléments de gauche. Si nos néo-libéraux





trouvent impensable une étape consacrée à l'opposition, quels atouts leur reste-il, tout minoritaires qu'ils sont au sein de la machine libérale? Sont-ils donc prêts à accepter des concessions sans bornes, face au chantage de l'unité: ne divisons pas le parti, surtout ne risquons pas la défaite."

En réponse à un éditorial du Montreal Star (le 29 septembre 1965), qui contestait l'argument de M. Taylor au sujet de la nomination de M. Trudeau dans le comté principalement anglophone de Mont-Royal, M. Taylor répondit dans une lettre au journal (le 1er octobre 1965):

"I am not making a plea for votes on racial lines, which would certainly be absurd in view of my own mixed background.

"But the fact that Trudeau must seek nomination in an English-speaking riding surely shows that the exercise he is engaged in has failed from the start.

"Trudeau and his companions are supposed to be renovating the leadership of the French-speaking wing of the Liberal Party. And yet Trudeau is incapable of getting a nomination in any French-speaking constituency. Indeed he is incapable of getting a nomination anywhere without vigorous efforts being made on his behalf by the top brass. If this isn't a sign of failure, I don't know what is.

"The Position of Trudeau as one of the potential leaders of the Quebec wing of the party will be perpetually undermined by this failure. Even if he were eventually to be elected he would go on laboring under a handicap.

"It may be unfortunate, but Trudeau is already considered by many French Canadians as having shown inadequate understanding of the present mood in French Canada. Seeking election in an English constituency will hardly help this image."

Un autre ami des membres du trio, qui avait opté pour le N.P.D. se présentait candidat de ce parti dans Lafontaine. Il déclarait pour sa part:

"Ils s'illusionnent grandement s'ils croient pouvoir réformer une vieille machine rouillée comme le parti libéral. Je prévois que s'ils réussissent à se faire élire, ils se retrouveront en peu de temps très seuls parmi leurs nouveaux associés et sortiront profondément déçus de cette aventure" (229).

Quelques extraits des articles de M. Ryan au Devoir méritent d'être versés à ce "dossier". D'abord en date du 13 septembre:

"Devant le cas de conscience que pose le choix de MM. Marchand, Trudeau et Pelletier, l'opinion 'réaliste' ricanera en secret. Les esprits dogmatiques moraliseront: ils crieront à la trahison et à la démission.

"L'opinion impartiale préférera, elle, demeurer réservée. Elle retiendra pour un temps son jugement. Elle attendra les hommes à leurs actes concrets, comme elle le fit il n'y a pas tellement longtemps pour d'autres hommes qui furent placés dans des circonstances analogues.



"Si les nouveaux 'libéraux' savent se rendre efficaces sans renier les principes qui firent leur prestige d'hier, on louera leur hardiesse et leur réalisme. S'ils prennent trop vite la couleur de leur milieu d'emprunt, ou s'ils se montrent impuissants à agir vite et décidément, on les jugera sévèrement avant de les ensevelir pour de bon avec leurs rêves de jeunesse."

Puis, onze jours plus tard, alors que MM. Trudeau et Pelletier trouvaient quelque difficulté à "s'ouvrir" un comté à Montréal:

"On se retrouve devant le paradoxe que voici. Deux hommes, après avoir proclamé qu'ils ne voulaient être candidats que moyennant une investiture démocratique, en sont réduits à faire dépendre leur sort de l'issue douteuse de pourparlers de coulisse qui se poursuivent fiévreusement dans la salle vice-royale de l'hôtel Windsor!

"Nonobstant ce qu'ils ont écrit à ce sujet dans le passé, MM. Trudeau et Pelletier semblent devoir être, eux aussi, englués dès le départ de leur carrière politique dans la vase peu réjouissante des conventions 'paquetées' à l'avance. Cela est trop insolite pour qu'on fasse mine de ne pas s'en apercevoir.

"Une première faiblesse saute aux yeux à propos de l'option de MM. Trudeau et Pelletier. Il s'agit d'une option de type aristocratique plutôt que démocratique...

"De toute manière, on plaint M. Favreau d'avoir à faire tardivement ces démarches bizarres. Si le leader libéral avait été stratège, il aurait exigé que le travail pénible de déblaiement qu'il accomplit présentement se fit avant la conférence de presse du 10 septembre. Maintenant, il est pris. Il faut qu'il marche, sinon il perdra le gibier dont il annonçait l'autre jour la capture. Mais s'il marche trop fort, il pourrait, d'autre part, indisposer dangereusement des troupes qui ne semblent guère priser le genre de combat dans lequel on veut les plonger.

"Si malheureux que cela soit, M. Favreau, MM. Pelletier et Trudeau, et les 'militants' libéraux risquent tous de sortir affaiblis et diminués de cette démocratie de coulisse à laquelle ils sont livrés depuis deux semaines.

"Le passage trop brusque de la théorie à la pratique ne semble pas être la manière la plus sûre de collaborer au renouvellement de la vie politique."

Quatre jours après la publication de cet article (le 28 septembre 1965), M. Ryan, faisant allusion aux "quelques douzaines de réactions diverses" qu'il lui avait **value s**, écrivait:

"Si tant de lecteurs m'ont mal compris, c'est que je n'ai pas été assez clair. On ne m'en voudra point de tenter de clarifier ce qui est demeuré obscur.

"Je maintiens qu'en principe, la voie normale d'accession à une candidature, c'est l'insertion humble et utile dans un milieu précis...





"A qualités égales, un député qui connaît très bien le comté qu'il représente a plus de chance d'être utile et efficace que le député qui brille par ses idées mais qui n'a pas de racines dans son comté.

"Cela étant clairement établi, il ne faut pas, d'autre part, interpréter de manière étroitement unilatérale l'argument d'enracinement. Il faut surtout éviter de minimiser la capacité de discernement des électeurs et des responsables du niveau local...

"Tout ce problème tient évidemment à la qualité des organisations locales. Terriblement oubliée jusqu'à une date récente, l'organisation locale n'a pas pu faire l'objet d'un travail suffisant de redressement pour qu'on puisse, sauf dans quelques cas exceptionnels, porter une très grande confiance aux 'conventions' qui se multiplient ces temps-ci. Ces 'conventions' resteront, dans la majorité des cas, trop fortement conditionnées par la décision préalable de l'organisation locale."

"Le travail des prochaines années devra consister à élargir l'assiette de la participation locale, à insuffler une vie démocratique à l'intérieur des associations de comté, à établir entre les associations locales et la direction du parti des relations de travail plus authentiques. Tant que ce travail n'aura pas été accompli, l'observateur impartial devra demeurer sévère et continuer d'appeler les choses par leur nom. Cela ne l'empêchera pas, le moment venu, de faire connaître ses préférences concrètes."

On sait maintenant la suite. M. Marchand l'emporta de haute lutte dans son comté de Québec-Ouest, où il triompha de justesse contre un adversaire créditiste, ancien député. Auparavant, il avait été le choix d'une convention régulière et son adversaire, le maire Jean-Paul Nolin de Québec-Ouest, se désista pour un choix unanime. Pour M. Pelletier, c'était "du tout cuit" dans Hochelaga où il recueillait la succession de M. Raymond Eudes. Aussi M. Trudeau l'emporta aisément au scrutin contre ses adversaires, y compris contre son ami et collègue à Cité Libre, M. Charles Taylor; mais, il dut livrer une chaude lutte, lors de la convention, et battit régulièrement un "solide" candidat, le docteur Goldbloom.

Un indice très sûr de l'aspect bi-culturel de l'adhésion des "néo-libéraux" fut le retentissement qu'elle eut dans la presse anglophone du pays. Comme dans le Québec, cette nouvelle fut présentée "à la une" sous de grandes manchettes et nombres d'éditoriaux la commentèrent favorablement (230). Selon l'Ottawa Citizen, "on peut en déduire que l'événement indique un recul de l'isolement québécois en faveur d'un engagement décisif dans le domaine plus vaste de la politique fédérale". Le Montreal Star rappelle que "la vieille garde n'est pas encore disparue, mais c'est là un ferme avertissement qu'elle doit céder le pas et que son règne est sur le point de se terminer". Pour le Toronto



Star, "ces hommes ne se contenteront pas de siéger aux Communes comme de simples porte-parole du particularisme québécois... Et comme ils sont doués de talent, ils fourniront les éléments nécessaires pour assurer un gouvernement ferme et progressif" (231). Enfin, selon le Record de Kitchener-Waterloo, "L'arrivée de ces trois hommes, s'ils sont élus, accélérera le renouvellement des cadres politiques québécois et le remplacement des politiciens traditionnels par des députés nouveau style qui abordent les affaires de l'Etat dans un esprit révolutionnaire et qui se montrent très revendicateurs quant à la place qui revient au Canada français à l'intérieur de la Confédération" (232). Dans sa "column", M. Peter Newman notait qu'"en traitant de toutes les questions importantes directement avec M. Jean Lesage plutôt que par l'intermédiaire des ministres fédéraux du Québec, M. Pearson a sacrifié une grande part du respect que les Canadiens français réfléchis conservaient pour Ottawa". Et, après avoir rappelé que, seul M. Marcel Cadieux est membre des trois douzaines de hauts fonctionnaires qui forment l'Establishment d'Ottawa, M. Newman poursuit: "Mais la participation à la politique fédérale de MM. Marchand, Pelletier et Trudeau changera nécessairement l'esprit qui entraîne pareil déséquilibre". Et davantage: "Si les trois personnages gagnent chacun une circonscription et le 9 novembre rejoignent le ministère libéral réélu, le caractère de la puissance libérale au Canada sera transformé. Dans le passé, les "lieutenants" québécois de cette puissance, par exemple MM. Lionel Chevrier, Maurice Lamontagne et Guy Favreau, détournaient les aspirations profondes du Canada français au service des nantis de la province à la répartition des faveurs du pouvoir." Le Globe and Mail du 14 septembre ne contenait pas moins de trois articles où il était fait l'éloge des membres du trio. De M. George Bain: "The three are associated with the beginnings of Quebec's so-called Quiet Revolution. They are progressives both in the social policies they espouse and in their thinking about intra-party affairs. Their addition to the Liberal ranks is expected to check a movement of disaffected young Liberals to the NPD." De Québec, M. Frank Howard commentait: "But their backgrounds of social action and their willingness to participate in the Canadian experiment could also leave them open to charges of betrayal from two powerful segments of the intellectual leadership of French Canada: the ideological left and the Quebec nationalists". L'éditorial de tête affirmait: "The first truly exciting occurrence of the election campaign is the announcement by three prominent French-Canadian moderates that they will seek nomination as Liberal candidates in Quebec... These men do not belong to Quebec's old-guard Liberal-machine. In fact, it is a large question if they are Liberals at all; their





philosophy smacks more of the New Democratic Party. With true Latin logic, they may have selected the Liberal Party as that most likely to win power and therefore the most promising instrument for translating their policies into action... If elected, they would speak for the new Quebec, perhaps loudly enough to assert the dominance of the federal forum over the provincial. But unlike many Quebec nationalists, they have found Quebec in large part responsible for her own problems, and see the solutions only within Confederation. In their efforts to bring a French Quebec into full partnership they have been willing to quarrel with church, state and province."

Lors de leur conférence de presse "historique" du 10 septembre, les trois néo-libéraux ont dit clairement qu'ils voyaient dans le parti libéral l'outil le plus approprié pour faire tenir le Canada ensemble. M. Marchand: "Je considère cette structure politique la mieux adaptée à l'heure actuelle pour régler les problèmes qui se posent au Canada." M. Pelletier: "... les échéances sont telles que je n'hésite pas à me joindre à un parti que j'ai souvent critiqué, car ce parti est le seul qui me semble avoir la volonté et les moyens d'apporter des solutions d'ensemble aux problèmes canadiens". M. Trudeau: "Le parti libéral m'apparaît aujourd'hui l'instrument le plus 'ouvert' pour permettre au Québec d'assumer son rôle à l'intérieur de la confédération comme dans la communauté des nations" (233). L'équipe de rédaction de Cité Libre (234), dans l'éditorial de son numéro d'octobre 1965, a tenu à se dissocier d'une décision prise par trois de ses membres.

"Elle affirme, de plus, que cette décision la déçoit parce que:

"1. elle semble indiquer qu'en politique canadienne, il n'y a pas de choix qu'entre le fédéralisme et le séparatisme;

"2. elle semble suggérer qu'il n'y a plus de place pour les tiers-partis au Canada.

"Nous ne sommes absolument pas d'accord là-dessus.

"Toutefois, par delà les divergences, nous respectons la manière de voir de nos amis, et nous leur souhaitons bonne chance."

Par courtoisie, Cité Libre a permis à ses deux premiers co-directeurs de s'expliquer. Leur article commençait par les trois paragraphes suivants:

"Platon disait: 'Ce qu'il en coûte aux gens de se désintéresser de la chose publique c'est d'être gouvernés par des pires qu'eux-mêmes?'"

"Or il y a deux façons de s'occuper activement de la chose publique: de l'extérieur, en faisant l'examen critique des idées, des institutions et des hommes qui tous ensemble constituent la réalité politique; ou bien de l'intérieur, en devenant soi-même un homme politique."



"Ceux qui optent pour la première façon et qui jouent le rôle de critiques politiques doivent toujours aller au bout de leur pensée. S'ils devaient songer aux ennemis que leurs écrits pourraient leur faire, aux portes que leurs paroles pourraient fermer, ils perdraient leur indépendance et avec elle leur utilité. C'est pourquoi les auteurs du présent article n'ont jamais mis de cran d'arrêt à leur pensée; et en tentant d'aiguillonner les politiciens sur la route du progrès, nous avons dit et écrit beaucoup de mal de tous les partis politiques canadiens, sans exception..."

Et leur paragraphe de conclusion - leurs dernières lignes? - dans la revue qu'ils avaient fondée il y a 15 ans:

"Pour nous, il n'existe aucune rupture, nous ne renions aucune de nos convictions. Nous avons seulement résolu de poursuivre ailleurs et autrement le même combat intellectuel et social qui nous occupe depuis toujours."





## CONCLUSIONS: INTERPRETATIONS

I. - De notre "dossier-chronique", tentons de dégager quelques lignes maitresses. Comme premiers points de repère généraux, reprenons la division chronologique, signalée en introduction, et que nous n'avons pas suivie pour des raisons signalées alors. Notre période générale de 10 années se subdivise en 4 phases, où nous voyons d'abord, en une première phase (1955-1957), les libéraux fédéraux au pouvoir et les provinciaux dans l'opposition, puis, une situation complètement inversée dans la troisième sous-période (1960-1963). Entre ces deux phases, s'intercale la deuxième (1957-1960), pendant laquelle, les deux familles libérales, partageant une commune infortune, font, selon le cliché en usage, "une cure d'opposition" - les fédéraux en ayant perdu jusqu'au souvenir, les provinciaux cherchent désespérément à sortir des "travées sombres" de l'opposition. A la quatrième phase qui dure encore (depuis 1963...), les deux partis sont au pouvoir dans leur capitale respective.

Une première observation générale s'impose d'évidence: c'est dans cette dernière phase que les "difficultés" entre les deux partis libéraux atteignent leur point le plus aigu, menant à la dés-affiliation de la Fédération libérale du Québec à la Fédération libérale "nationale" (ou "du Canada", comme on l'appellera désormais), puis à la constitution de la Fédération libérale du Canada (Québec), autonome et distincte de la Fédération libérale du Québec. Cette première observation commande deux interprétations, en apparence seulement, contradictoires: "on" ne se dissocie généralement pas dans une situation de commune ~~bonne~~ fortune; mais c'était, pour parodier George Orwell (1), peut-être parce que certaines "bonnes fortunes" sont meilleures que d'autres que la dissociation s'opéra, surtout en prévision des tensions et combats passés et à venir au sujet du contentieux durable des relations fédérales-provinciales, surtout en matière de répartition fiscale. Il faut nuancer et peut-être tempérer l'observation générale et son interprétation faussement paradoxale par la considération des trois phases précédentes, présentant des situations gouvernementales différentes.

Quand commence notre chronique, les libéraux fédéraux sont au pouvoir sans interruption depuis 20 ans. Et l'on pourrait même dire que leur "bonne fortune" est bien antérieure, en considérant comme un interlude, causé par la crise économique, le régime Bennett de 1930 à 1935. Au leadership fort et efficace de Mackenzie King a succédé le leadership plus souple et non moins efficace de M. Saint-Laurent depuis 1948. Connaissant une espèce d'apogée depuis l'élection de 1953, les libéraux apparaissent plus forts que jamais deux



ans plus tard et rien ne laisse présager l'"accident" de 1957. "Rien"..., si ce n'est la longue et pernicieuse usure du pouvoir que connaît un parti devenu plus "d'administration" que "de gouvernement" et auquel la "chance" sourit de façon continue. L'accusation d'"arrogance" (crises du pipeline, de Suez, etc...), que porteront les conservateurs sous le leadership nouveau et dynamique de M. Diefenbaker, aura trouvé un écho plus favorable que prévu auprès du corps électoral canadien, tandis que le Québec continuera à réaffirmer sa traditionnelle fidélité libérale.

Les libéraux provinciaux du Québec, qui avaient été bousculés par le tourbillon de 1935-1936, avaient pris une revanche hâtive dès 1939, grâce à un "risque mal calculé" de M. Duplessis et à l'appui massif des fédéraux. Sous la direction de M. Godbout, ils avaient "fait" la guerre et peut-être empêché que le Canada <sup>ne</sup> se scindât à jamais en deux parties - ce que, peut-être, les historiens de l'avenir établiront de plus exacte façon. Mais, dès avant la fin de la guerre, ce furent les libéraux provinciaux qui subirent l'odieux de l'impopularité de la politique de guerre des libéraux fédéraux, quand le corps électoral québécois, lors de l'élection de 1944, remittra au pouvoir l'Union nationale de M. Duplessis. Et les libéraux fédéraux se verront à nouveau confirmés à Ottawa l'année suivante, en grande partie grâce, une fois de plus, aux citoyens du Québec, "travaillés" les années précédentes par des mouvements autonomistes et fortement "anti-politique fédérale de guerre" surtout au sujet de la conscription. Battus en 1944, effondrés en 1948, les libéraux provinciaux ne pouvaient que faire une remontée en 1952 sous le nouveau leadership, depuis 1950, de M. Lapalme - ancien député à Ottawa et membre du "petit Chicago"... En exécution tardive d'une résolution de la convention de 1950, la Fédération libérale provinciale naîtra à la fin de 1955, à quelques mois de la prochaine élection de 1956 (cf. no 1).

Le rapport des forces libérales aux deux paliers de gouvernements montre, en cette phase, une évidente inégalité: les fédéraux sont trop forts et depuis trop longtemps; les provinciaux, trop faibles et depuis trop longtemps. Après l'élection de 1956, où les libéraux allaient régresser légèrement devant l'Union nationale, ce parti aurait peut-être été aussi désarmé qu'en 1948. Mais il y avait tout au moins la jeune FLQ, qui affirmait, à son deuxième congrès, une présence libérale devant l'Union nationale, présence d'autant nécessaire que la maladie contraignait M. Lapalme à abandonner provisoirement un leadership, devenu, en ces circonstances, encore plus ambigu que vacant. Les libéraux du Québec ne s'étaient pas encore remis du coup de massue subi en juin





lors de leur congrès d'automne 1956. Et, autour de l'équivoque congénitale du slogan "La Fédération, c'est le parti", et sans la présence du leader, les libéraux connaissaient une épreuve collective presque aussi pénible que celles de 1948 et 1936 (cf. no 2). Les rancœurs accumulés, dans les années précédentes, au sujet des fédéraux "collabos" et du manque de coordination (pour ne pas dire, des politiques contradictoires) entre les leadership de MM. Saint-Laurent et Lapalme, sur des questions fondamentales, éclatèrent en tensions assez vives et durables (cf. nos 3 et 4). Depuis 1948, du point de vue québécois, deux hommes semblaient assumer toute la réalité de la politique canadienne: les deux "grands chefs", pourtant adversaires mais canadiens-français, Saint-Laurent et Duplessis. Les Québécois avaient deux "grands protecteurs" dans leurs deux capitales. Fait d'équilibre fédératif, ou besoin de stabilité conservatrice pour continuer à jouir de la prospérité d'après-guerre, relancée après une récession maligne par la guerre de Corée? Probablement les deux facteurs entremêlés. "Nous digérons", écrivait André Laurendeau dans Le Devoir après l'élection de 1956.

1957: c'est l'année du grand tournant. Les deux partis vont se donner un nouveau chef à quelques mois d'intervalle l'année suivante. Les fédéraux choisissent comme leader le plus "extérieur" et prestigieux de leurs ministres; les provinciaux iront chercher, de nouveau à Ottawa, leur chef dans la personne du plus dynamique et "fédéralisant" - jusque là - des ministres canadiens-français, et qui deviendra dans la suite le plus efficacement "autonomisant" des premiers ministres de la vieille province française. Ce n'est ni au congrès de fondation de 1955, ni à celui des grands malaises de 1956, mais au troisième congrès de la FLQ, celui de 1957 que sera prise la décision d'affilier la fédération libérale "provinciale" à la "nationale" (cf. no 5). Aussi bien sur les plans fédéral que provincial, l'avenir, incertain, n'inclinait pas alors à l'optimisme. Mais, pour les libéraux provinciaux, une esquisse d'espoir: l'Union nationale et son chef vieillissent et, surtout, "l'hypothèque fédérale" est levée puisqu'ils cesseraient de faire les frais de la politique anti-outaouaise de M. Duplessis.

Mais avant de "démocratiser" la province, les libéraux prétendaient démocratiser leur propre parti. L'Organisation, noyau dur et fort du Parti, était à la fois omni-présente et clandestine dans la Fédération. Celle-ci apparaissait être ni mère, ni fille, ni tutrice du Parti, mais le symbole et l'instrument de sa démocratisation en même temps qu'elle fournissait le lieu d'une catharsis annuelle pour les "militants de base". Il était déjà question de la "vieille garde" (cf. no 2, p. 5) (2) et des "propriétaires du parti". Dans un rapport de la Commission politique, ratifié à l'unanimité, le principe de distinction des deux partis pro-



vincial et fédéral était posé (cf. no 2, p. 7), mais ce n'est que 7 ou 8 ans plus tard que la "double allégeance" deviendra une question cruciale. Enfin, comme indice d'une recherche pour une idéologie sociale plus ferme, une résolution fut lue à un congrès, mais non formellement présentée, qui proposait de substituer l'appellation de "Fédération libérale provinciale" pour celle de "Parti libéral populaire" (cf. no 2, p. 8). Quant au slogan, "La Fédération c'est le parti", il exprimait plus un idéal qu'une réalité. Comme preuve que les deux organismes étaient distincts, la Fédération, par exemple, parlait au nom du parti dans la lutte contre les "collabos" (cf. no 3, p. 12).

Dans la deuxième phase (1957-1960), les deux partis sont dans l'opposition. Mais tandis que le fédéral, qui vient de se donner un nouveau chef, est tout éberlué par l'ampleur de sa défaite de 1958 (recueillant toutefois dans le Québec seul la moitié de ses faibles effectifs), le parti provincial a du vent dans les voiles: le dynamisme et le sens de l'organisation du nouveau chef n'a guère le temps de se manifester qu'il est fort opportunément servi par le scandale du gaz naturel (cf. no 8). Et si les "ouvertures" que M. Lesage fait aux ligues d'action civique et au Rassemblement n'entraînent pas de véritable dialogue, si le projet de l'Union des forces démocratiques avorte, il n'en demeure pas moins que le parti libéral et sa fédération, en même temps qu'ils manifestent une combativité nouvelle, avaient pris les risques d'un élargissement à leur gauche intellectuelle et d'une intégration d'éléments d'un nouveau nationalisme réformiste. Quant mourut le premier chef de l'Union nationale, les 100 jours du "sauvisme" la ranimera et aurait pu la relancer pour plus longtemps. Une lutte entre un parti libéral nouvellement aguerri et une Union nationale ranimée, sous la direction de ces deux forts joueurs, MM. Lesage et Sauvé, aurait certes été un match d'un caractère inédit dans l'histoire politique du Québec! Tant était encore forte l'emprise de l'Union nationale dans les milieux ruraux, que M. Lesage ne l'emportera toutefois que de justesse, à la suite des épreuves de leadership qui frappèrent ce parti. L'Union nationale survivra à son fondateur. Les libéraux fédéraux avaient tout lieu de se réjouir de la victoire libérale de juin 1960. En coordination avec leurs frères québécois, il pourraient s'attaquer librement à la politique de M. Diefenbaker. Un parti provincial faible ne les avait pas desservis au temps de leur bonne fortune; mais le regain du parti québécois, suffisamment fort pour prendre le pouvoir, devenait le signe précurseur de leur remontée au niveau canadien, que confirmait un sondage Gallup (cf. no 13). Puis, M. Robichaud installait à son tour les libéraux au pouvoir au Nouveau-Brunswick.





Cette remontée libérale fédérale fut enregistrée lors de l'élection de 1962, qui coupa presque de moitié l'énorme majorité conservatrice. M. Diefenbaker se verra comme en 1957, à la tête d'un gouvernement minoritaire, exposé à tomber d'un jour à l'autre. Selon la dialectique simple des élections de 1957 et 1958, c'est massivement que les libéraux auraient dû reprendre le pouvoir lors du prochain affrontement électoral qui ne saurait tarder - et qui ne tarda pas en effet (le 8 avril 1963). Dans cette troisième phase, le style "new look" de la "révolution tranquille" devient, à travers le Canada, un sujet de satisfaction, d'emballement même, puis très tôt d'inquiétude surtout lorsqu'éclatera l'explosion séparatiste à la fin de 1961. Après avoir hésité un moment à jouer au "Duplessis, seconde manière", le nouveau chef de l'Union nationale, M. Johnson doit très tôt se consacrer à raffermir son leadership vacillant à l'intérieur de son propre parti, ainsi qu'à rendre des points, si possible, à une nouvelle gauche, non pas "nationaliste", mais "séparatiste" et "indépendantiste". En pleine agitation séparatiste, qui risque de le déborder sur sa gauche nationaliste, il saura faire une bonne lutte, dans des conditions difficiles, lors des élections de novembre 1962. Cette élection, prématurée à cause de la crise intérieure du cabinet Lesage sur la question de l'électricité, permettra à M. Lesage de raffermir sa majorité, doublant le nombre des sièges de son opposants (63 contre 31) et obtenant un pourcent du vote (57%) que n'avait jamais eu M. Duplessis au temps de sa plus grande puissance. Dans cette troisième phase, où les provinciaux sont au pouvoir, les citoyens québécois portent une attention très soutenue à leur "révolution tranquille" et l'élection du 18 juin 1962 ne les intéressera guère qu'après coup à cause de la présence opinée de la "troisième force" créditiste. Ainsi donc, le climat de la "révolution tranquille" aura débridé trois forces latentes de la société québécoise: celle du laïcisme qui, pour la première fois depuis un siècle, lutte à visage découvert et de façon organisée; celle du séparatisme qui avoue moins son nom (préférant celui de l'"indépendantisme") que ses objectifs clairs et radicaux en une campagne d'agitation qui touche principalement des couches importantes du monde étudiant et un certain nombre d'intellectuels; enfin, le créditisme ou le caouettisme, phénomène de télévision atteignant les régions déprimées et économiquement retardées, qui étonne tout le monde avec son contingent de 26 députés du Québec sur 30.

Cette phase, par contraste avec la simplicité des deux précédentes, se présente en un tableau de "brouillage", où trop de processus, disparates et simultanés, sont engagés dont on ne sait pas qu'elle en est la trame directrice -



à part, bien sûr, la "révolution tranquille" y compris sa frange mythique. De toute façon, cette trame n'est certes pas à rechercher dans les rapports entre les deux partis libéraux, mais bien entre le parti au pouvoir et sa fédération, fondée et conçue lors des jours les plus sombres du parti. La récurrence du thème du "patronage" montre bien que le mal est loin d'être extirpé. On assiste aussi à la naissance d'un vedettariat politique: René Lévesque, le plus anticonventionnel de nos hommes politiques et idole d'une nouvelle jeunesse, qui a su "forcer" la solution au problème de l'étatisation de l'électricité; Gérin-Lajoie, qui s'attaque à une gigantesque et radicale réforme de l'éducation; le chef du parti, lui-même, véritable "bête politique" qui sait vite faire pardonner des maladroites verbales et capitaliser à son profits les gains des mouvements lancés par d'autres. Le bouillonnement d'idées au sein de la FLQ est souvent l'expression des courants profonds de la société québécoise. La fédération, en certains cas, les explicite et les cristallise, "compromettant" le parti et même l'équipe ministérielle. Par exemple, au 7e congrès, l'ATTENDU d'une résolution proclame que le Québec "possède le droit fondamental de décider de sa destinée et que ce droit est généralement reconnu" (cf. no 14, p. 65). Au total, depuis 1960, "le Québec bouge" et la fédération et le cabinet libéraux plus que le parti. Mais l'ensemble donne l'impression de forces engagées en plusieurs directions, dynamisme contrastant avec la faiblesse de la représentation canadienne-française chez les libéraux oppositionnistes à Ottawa.

Les élections fédérales ne pouvaient tarder, elles eurent lieu le 8 avril 1963. Comme M. Diefenbaker en 1957 et en 1962, M. Pearson prendra le pouvoir mais avec des forces minoritaires. La situation se répétant le 8 novembre 1965, le Canada se voit installé pour un temps indéfini dans l'instabilité. C'est sa crise, ou peut-être mieux une conséquence et un reflet de sa crise. C'est aussi la crise du parti libéral canadien. On annonce des élections provinciales pour le début du printemps 1966. Le gros de ses appuis se trouvant dans le Québec, le parti fédéral, s'il soit se survivre au gouvernement subira un contre-coup des résultats de l'élection québécoise, quels que soient ces résultats. Pour l'instant, (janvier 1966), les relations entre les deux partis libéraux sont encore celles d'un parti moindre et plus fort avec un parti plus "gros" et plus faible. Les positions autonomistes de M. Lesage dans les négociations avec le pouvoir central n'ont été en rien inhibés par la présence à sa tête de son ancien "patron", M. Pearson, dont il fut un court temps assistant parlementaire aux affaires extérieures. Ce n'est pas le lieu de glosier





sur le film des événements qui se sont déroulés en 1963 et 1964 (cf. chap. IV et V). Dans l'histoire antérieure, nous avons relevé suffisamment d'indices annonçant la nécessité d'une "clarification" qui se produisit avant d'être entériné au congrès officiel du 5 juillet 1964 (cf. nos 22 à 30). Les libéraux fédéraux s'attelèrent à la tâche de se donner des structures correspondant à celles de la FLQ. Patiemment, nous avons tenté de rendre compte du travail de la future FLC (Québec) (cf. Nos 34 à 37, 40). D'autre part, la série des "scandales", réels, présumés, ou grossis, qui touchèrent exclusivement des ministres du Québec dans le cabinet Pearson, créèrent une ambiance morbide, qui ne semble pas plus avoir nui aux libéraux provinciaux qu'elle n'a aidé M. Diefenbaker. Le large remaniement du cabinet Pearson, avec des postes importants accordés à deux des trois "sages", devrait renforcer l'influence du Québec à Ottawa. Mais, écrivant au lendemain du discours du trône, on peut faire état d'une politique de durcissement à venir dans les relations fédérales-provinciales. Dans son discours du 20 janvier 1966, M. Pearson déclarait: "Quoiqu'il en soit, le gouvernement central n'a pas l'intention d'être pris dans un tourbillon de concessions unilatérales et imprudentes qui pourraient détruire notre système fédéral de gouvernement". A quoi répondra le discours du Trône de la législature du Québec (le 25 janvier 1966): "Mon gouvernement maintiendra son attitude ferme et positive. En visant à une répartition plus saine et plus efficace des responsabilités, il épaulera avec plus de vigueur que jamais l'effort d'affirmation de sa population dans le respect intégral des droits que la constitution lui reconnaît".

La quatrième et dernière phase de notre étude est trop importante et chargée d'événements (la désaffiliation, la reprise en main de la FLQ par M. Le Sage; les "affaires" Sauvé et Favreau, le travail d'élaboration de la FLC (Québec) pour qu'on y puisse en dégager un seul trait dominant. Il conviendrait d'abord de la subdiviser en sous-périodes: 1<sup>o</sup>, celle antérieure aux débats relatifs à la désaffiliation (avril 1963 au congrès d'automne de la FLQ) (cf. nos 19 et 20); 2<sup>o</sup> celle du conflit, à épisodes multiples, portant sur le principe de la "double allégeance" (automne 63 jusqu'au 5 juillet 1964) (cf. nos 21 à 30); 3<sup>o</sup>, après la désaffiliation (jusqu'au déclenchement des élections fédérales de novembre 1965 (cf. nos 30 à 50). Enfin l'intervalle entre les dernières élections fédérales et les prochaines élections provinciales constituerait la quatrième phase, en sa plus grande partie, inconnue. Etant donné la tonalité des textes des deux premiers ministres en ouvrant la session en leur capitale respective, on peut prévoir d'autres relations difficiles entre les (faux, dixit



M. Johnson) "frères ennemis" du parti libéral canadien et du parti libéral québécois. Sur cette "projection" inoffensive, on peut passer à une autre ligne d'interprétation.

II.- Comme le rappelait un auteur américain récent, nous n'avons pas encore de théories générale des partis politiques (3). Mais certains analystes politiques élaborent des typologies d'habitude élémentaires, toujours discutables, mais souvent utiles. Telle nous paraît être celle que Giovanni Sartori (4) établit entre a) les partis parlementaires-électorales; b) les partis électorales de masse; c) les partis de masse organisés. La troisième catégorie est peu pertinente à notre étude. Les partis communistes français et italien, plusieurs partis socialistes en seraient des prototypes. Mais leurs caractères généraux pourraient toutefois rendre compte de quelques traits du N.P.D. et du Crédit social (mouture québécoise) et du jeune R.I.N., leur existence même faisait la preuve qu'ils ne visent qu'à une influence politique générale et non à prendre le pouvoir dans l'immédiat. En outre, fortement doctrinaires, ils ont une infrastructure de militants fidèles et dévoués en état de "mobilisation" permanente; ils s'alimentent en fonds par les cotisations des membres dûment enregistrées; ils ont encore à leur service exclusif un appareil bureaucratique, plus ou moins imposant mais spécialisé; et leurs congrès réguliers n'ont rien du "pageant" mais tiennent plutôt beaucoup de la "recollection" pieuse et auto-critique.

Pour notre propos, les deux premières catégories sont plus éclairantes. La distinction essentielle entre les partis libéraux canadien et québécois consisterait en ce que le parti libéral du Québec, depuis 1955, par sa fédération et tout ce qu'elle a permis depuis, a passé du stade du pur parti parlementaire-électorale à celui du parti électoraliste de masse, tandis que ce n'est pas encore le cas du parti libéral fédéral, même depuis la mise sur pied des organismes provisoires de la FLC (Québec). Ce n'est évidemment qu'à son prochain congrès de fondation qu'on verra jusqu'à quel degré de démocratisation la dernière fédération ira dans sa structuration en vue de se donner les militants et animateurs qui lui manquent pour devenir précisément "électoraliste de masse". Mais déjà s'imposent quelques observations importantes: 1<sup>o</sup> Ce n'est que forcé par un processus, devenu irréversible, que le parti fédéral a consenti à se distinguer, au niveau des structures supérieures, du parti provincial, accusant ainsi une dizaine d'années de retard dans son propre processus de "démocratisation", i.e. en sa conversion en parti électoraliste de masse; 2<sup>o</sup> Ce





n'est qu'en l'une de ses sections (celle du Québec) que le processus s'est sérieusement engagé, tenant compte du fait que l'élection anticipée du 8 novembre l'a provisoirement enrayé; 3° Ce fut sous le seul impératif d'une situation-défi à un plan local, ou, si l'on préfère, en suppléance à un vide subitement créé, que le processus s'est déclenchée. Dans la mesure où le parti fédéral dans son ensemble et sa fédération se démocratiseront ou opéreront la "conversion" dont nous venons de parler, ce sera encore sous l'impact d'un mouvement en provenance du Québec, car les autres "sections" du parti libéral à travers le pays ne semblent pas "bouger" (...). La demi-victoire du 8 novembre devrait, presque autant qu'une défaite décisive, fournir les incitations indispensables que suscite une "médiocre fortune", presque autant, encore une fois, qu'une "mauvaise fortune" prolongée. On verra en mars et dans la suite.

Trop longtemps heureux dans ses tâches "administratives", le parti fédéral se contentait d'une adhésion minimale des membres (lors des élections, y compris de ses "organiseurs", qui lui "prêtaient" le parti provincial); il représentait aussi des orientations assez différentes de son grand adversaire - l'autre "vieux parti" - par ses programmes législatifs et sur certains points de son "style" gouvernemental; ses organisateurs étaient certains "notables" ambivalents qui se sentaient en général plus à l'aise et "engagés" en politique provinciale; le facteur personnel de son leadership (Uncle Louis, C.D., Mike...) était fortement accusé. La masse allait à lui en période électorale, parce que, selon l'expression de Lavau (cité en Introduction), il avait quelque chose d'"abstrait comme un lieu géométrique de forces divergentes." Récemment, la "masse" québécoise lui fit faux bond en 1957, puis de façon plus partielle, par "l'infidélité créditiste" en 1962 et 1963. Il faut la rejoindre, l'aller chercher. Comme la FLQ y est, partiellement et par soubresauts mais toujours progressivement, arrivé, et que les fédéraux présentent volontiers comme "modèle".

Il serait injuste de comparer une fédération qui a 11 ans d'existence à une autre qui, encore en sa phase préparatoire, vient de connaître un tourbillon électoral dont les résultats lui furent cruellement décevants. Ce qui sortira du congrès de la fondation de la FLC (Québec) pourra se comparer à ce qu'était la FLQ à la fin de 1955. Mais l'ambiance politique générale ne sera pas comparable. C'était pour "gagner les élections" de 1956 que les libéraux provinciaux, à la suite d'une longue gestation, mirent enfin sur pied leur fédération. Ils n'étaient pas un parti parlementaire-électorale - comme à l'époque de Gouin et Taschereau - depuis 1944 qu'ils étaient absents du pouvoir. Mais, dans leur conversion en parti électorale de masse, toute une



série de transformations s'opérèrent lentement: les notables et comités plus ou moins secrets tinrent de moins en moins en place; des professionnels ou semi-professionnels occupèrent des fonctions officielles qui entretenaient l'esprit de "mobilisation" électorale à chaque congrès annuel et non pas à tous les quatre ans; le caucus de ses parlementaires, non plus que le chef, n'occupaient toute la place, car ils devaient se montrer, dialoguer avec la FLQ et ses commissions, parfois les affronter; la commission politique, (ou plus correctement d'"orientation politique"), diverses commissions spéciales furent les lieux et instruments de l'élaboration de "politiques", que les services de publicité traduisirent en "plate-formes" électorales. L'"idéologie" n'avait pas la cristallisation de celles des partis de masse organisés; mais elle indiquait plus que des "tendances" politiques. Le "maître chez nous" ou le "levier (ou la clé) de notre économie" étaient les expressions-slogans de cet entredeux idéologique. Les libéraux provinciaux avouaient leur nationalisme et leur autonomisme, tout en récusant le séparatisme ou l'indépendantisme; ils ne reculaient pas devant des programmes dirigistes tout en ne se présentant pas comme socialistes: ils se situaient au "centre-gauche", comme le disait M. Lesage. A mi-chemin de son histoire, la FLQ était devenu suffisamment réformiste pour avoir réussi à élaborer un plan assez impressionnant de réformes dont certaines entraîneraient des ruptures violentes d'avec une situation de stagnation généralisée.

Et lorsque les libéraux prirent le pouvoir en 1960, ils étaient liés par un programme large et assez généralement explicite, élaboré d'en bas et par pièces détachées. Reportés au pouvoir en 1962, ils se trouvaient devant un mandat précis, qui s'insérait tout naturellement dans leur "programmatisation antérieure". Depuis un an, certain "essoufflement" ou besoin de récupérer se fait sentir à quoi répond M. Lesage: "Ce n'est pas nous qui avons ralenti notre rythme, c'est le peuple qui s'est habitué à notre rythme."

Ce n'est pas le lieu, ni notre propos, d'établir le bilan de la politique gouvernementale depuis 1960, encore moins de fonder ou de valider la prétention des chefs libéraux de l'avoir suffisamment "réalisée" pour devoir se donner maintenant un nouveau programme. Il faudrait, pour cela, considérablement élargir le cadre de l'analyse pour considérer l'évolution générale de la société québécoise depuis quelques années. M. Vincent Lemieux disait au congrès de l'Union nationale de mars 1965, que "trois transformations sont en train de se produire dans la politique chez nous, et par le fait même, dans la façon de faire des élections". D'abord, "les secteurs de l'activité collective





qui font l'objet des politiques gouvernementales sont de plus en plus nombreux, que l'on aime cela ou non". Ensuite, "ces problèmes politiques de plus en plus nombreux sont aussi de moins en moins strictement locaux, et de plus en plus régionaux ou provinciaux". Ensuite, "parce qu'ils sont plus complexes ainsi que plus régionaux et plus provinciaux ces problèmes qui se posent aux partis politiques ne peuvent être compris, étudiés ou résolus qu'avec le concours de gens qu'on ne trouve pas toujours dans les associations locales ou de comté: experts, dirigeants des groupes intermédiaires, en plus bien sûr des conseillers ~~du parti~~ au niveau provincial". (5). A son dernier congrès sur le thème de l'économie rurale, la FLQ avait invité un autre sociologue de Laval, M. Gérald Fortin (cf. no 47). Plus que partout au Canada, les citoyens au Québec se sentent "près" de leur gouvernement et de leurs partis provinciaux. Depuis peu, leurs "groupes de pression" - dénommés pudiquement et, de façon peut-être involontairement plus correcte (voir Montesquieu), "corps intermédiaires" - se sont fait actifs et très attentifs, revendicateurs et fort critiques. Après avoir évoqué "les facteurs multiples qui détournent les corps intermédiaires du Québec d'une pression efficace sur le gouvernement d'Ottawa" (6), le même sociologue politique, que nous venons citer, constatait que de "quasi impossible qu'elle était il y a quelques années encore, la participation des corps intermédiaires au gouvernement de notre société est soudainement devenue praticable et fort pratiquée". Il lançait même l'intéressante hypothèse théorique que "les partis, au même titre que les groupes de pression, peuvent être considérés comme des corps intermédiaires, en ceci qu'ils font le relai entre l'individu isolé et l'appareil étatique" (7).

La fédération et le parti libéraux ne peuvent, à eux seuls, fournir ce relais; mais ils sont devenus progressivement - par d'autres voies que celui du contact interpersonnel du "patronage" - des pièces indispensables d'un continuum politique d'organisation sociale. Il s'ensuit un sens de l'appartenance et de l'identification dont les malaises et tiraillements actuels, en matière d'éducation et de politique agricole par exemple, font précisément la preuve a contrario de sa réalité. C'est, à constituer ce relais, rompu depuis 1957, que la députation libérale du Québec et la FLC (Québec) doivent s'employer dans les prochains mois. Leur tâche est très difficile, non pas seulement à cause de leur dix années de retard par rapport à la FLQ, ou parce qu'ils doivent justifier une espèce de "dédoulement" qui apparaît artificiel au plus grand nombre des adhérents et des militants libéraux, mais surtout parce que le besoin (ou l'habitude de voir la nécessité)



de ce relais n'est pas clairement ressenti. Ici, encore, il faudrait élargir les cadres de l'analyse en nous plaçant devant la conjoncture politique générale du Canada. Lors de la dernière rencontre de la Société canadienne de Science politique (Congrès de l'Acfas, novembre 1965), le professeur John Meisel voyait trois changements majeurs dans le régime des partis du Canada: le "déclin de l'importance du rôle joué par les partis"; "la consolidation et la normalisation du multi-partisme" et "la montée significative de la régionalisation des partis" (8). Les deux premiers facteurs ne sont pas favorables aux tâches qui attendent les libéraux fédéraux du Québec. Et si le troisième leur est en principe bénéfique, il nous fait retrouver en son entier le problème de naguère: un parti politique canadien, avec l'"aile" provinciale oeuvrant sur ce terrain et l'"aile" fédérale de ses députés et candidats venant du Québec.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que semble s'être accomplie, aux dernières élections fédérales, la prévision de M. André Dubé selon laquelle 80 à 90% des membres de la FLQ travailleraient pour les libéraux fédéraux advenant un scrutin fédéral (cf. note 16 du chapitre VI, et no 49, pp. 271-272). Et est-il encore naturel que les nouveaux députés fédéraux du Québec sentent le besoin de justifier en quelque sorte leur utilité devant un parti libéral puissant dans l'Etat du Québec et qui a pris l'habitude de "négocier" directement avec le gouvernement de "l'autre capitale" - sans évoquer certaines manifestations, qui ont parfois l'air d'incartades" (l'affaire de la lettre de M. Kierans protestant contre la politique financière de Waskington), de la "politique étrangère" dudit Etat du Québec. C'est le principe même du fédéralisme qui se trouve posé au niveau partisan. Pour la première fois peut-être l'état de tension chronique, ponctué de quelques "crises" aiguës, est ressenti aussi clairement dans le "difficile ménage" entre deux partis frères. Leur complémentarité même est gênante pour les deux à leur palier respectif. Et les fédéraux du Québec éprouvent plus de difficulté à justifier le caractère indispensable de leur présence à Ottawa parce qu'ils sont intégrés dans le plus faible des deux partis, même s'il est le plus "gros" et qu'il fut pendant très longtemps le plus fort, tout en étant le plus "distant".





III. - Ce difficile "ménage" des partis libéraux fut aggravé par le fait de l'inégalité entre les deux leaderships. Dès 1960, dans l'équipe ministérielle de M. Lesage, percèrent deux ministres influents et fortement polarisateurs de l'opinion publique, MM. Gérin-Lajoie et René Lévesque, encore qu'il convient de rappeler que, seul, le premier avait fait ses classes régulières dans la FLQ et le parti libéral. Puis vinrent, mais encore "de l'extérieur", MM. Laporte, Kierans et Wagner. Les ministres forts du cabinet Lesage lui donnent l'allure d'une famille quelque peu turbulente. La solidarité ministérielle, ou "l'esprit de famille" en subit certains contre-coups. M. Lesage doit souvent rétablir l'équilibre en essayant, pour sauver la face, de réaffirmer la ligne commune après-coup: lui-même, plus d'une fois, n'a-t-il pas dû replâter une situation que des risques mal calculés ou l'impulsivité de son tempéramment avaient détériorée? Faut-il parler d'autorité paternelle du leader qui accepte, sans éclats publics, ces écarts, d'autant que son autorité n'est pas contestée en principe et que ces incartades mêmes, qui sont souvent plus des risques tactiques que des "déviation", se font selon un certain "air de famille" justement?

M. Diefenbaker a eu la confiance réticente et même mesquine envers ses principaux lieutenants canadiens-français. M. Pearson, par tempéramment et par sentiment de nécessité, était beaucoup plus ouvert à une collaboration la plus effective possible de ses collègues du Québec. Mais il ne fut pas plus chanceux. Il n'est qu'à rappeler la lutte entre la jeune et la vieille garde dont "l'affaire Sauvé" ne fut qu'un épisode (cf. no 45), l'ambiance des "scandales", grands et petits, réels ou seulement présumés, pour qu'on soit porté à se demander si quelque Némésis ne s'acharne pas, depuis le départ de M. Saint-Laurent, à empêcher un Canadien-français de s'élever au-dessus de sa condition de simple ministre. Une espèce de fatalité aveugle a marqué le destin politique d'hommes de valeur comme MM. Maurice Lemontagne et Guy Favreau. Aujourd'hui, on attend beaucoup de M. Marchand et de ses "acolytes" MM. Trudeau et Pelletier, car l'ancien leader syndical n'avait pas fait l'erreur de se lancer en franc-tireur dans la grande bagarre (9). Mais, dans le cas de ces "néo-libéraux", il s'agit encore d'une "importation de l'extérieur". Moins encore que les provinciaux, les libéraux fédéraux "font des petits". C'est le cas de nous rappeler ce truisme: les partis ne sont pas des entités organiques qui vivent de leur vie propre. Il leur faut des hommes avant d'en permettre l'épanouissement politique. Devant le sextuor d'hommes forts du Québec, nul ténor n'a été à même jusqu'à maintenant à chanter sa partition en français



à Ottawa.

Les hommes, mais aussi l'argent, c'est-à-dire la caisse pour financer le parti. Sur ce plan, les provinciaux sont aussi en avance. La FLQ se finance elle-même, comme le fera la FLC (Québec). Mais le gros des fonds reste au parti, à l'organisation et, ultimement, au chef lui-même. Plus d'une fois, il en fut question à la FLQ. A son sixième congrès, celui "de la victoire" en 1960, une résolution proposait que "tous les fonds du Parti libéral du Québec soient perçus et administrés sous l'autorité de l'Exécutif et la Commission permanente des finances de la Fédération libérale du Québec" (cf. no 12, p. 58). Sous la présidence de M. François Aquin, au 9<sup>e</sup> Congrès, on réduisait le problème à une question des "modalités", selon lesquelles s'opérerait le transport de la caisse des mains du chef du parti à la fédération (cf. no 21, p. 94). Mais ce n'est que plus tard que M. Lesage fera ses révélations - "Cartes sur Table" - sur le mode de financement de son parti (cf. no 43). Des critiques partiiaux (comme M. Johnson) et impartiaux (comme certains journalistes) soutinrent que toutes les cartes n'étaient pas sur la table... Mais, toutefois, un plus grand nombre étaient étalées que sur la table des fédéraux, qui se décidèrent finalement à remplacer un trésorier provincial unique, du reste en instance de démission, par un comité de quatre membres présidé par M. Jean Ostiguy (cf. no 50). Cette décision et son annonce furent englouties dans la nouvelle du prochain fracas électoral du 8 novembre. Depuis lors, dans le public, on n'en entendit plus parler.

Relié à cette question, est évidemment le problème du "patronage", aussi ancien sans doute que la vie parlementaire elle-même. Tout juste au moment d'écrire ces lignes de conclusion, à quelques jours d'intervalle, le gouvernement Lesage vient d'intenter des poursuites contre deux de ses propres députés, présumément coupables de concussion. (Ce n'est pas le lieu de disserter sur le thème du "bon" et du "mauvais" patronage". Nul autre qu'un ancien ministre du cabinet Lesage, nommé juge par la suite, en avait lancé l'antithèse désormais classique.) L'Union nationale, qui a un passé lourd à ce chapitre, répliquait immédiatement par la voix de son chef, M. Johnson: "Le public est en droit de se demander si on n'est pas en train de lui offrir, en victime expiatoire à la place des véritables requins, un petit poisson des chenaux" (10). Ce qu'ont révélé les enquêtes Salvais et Dorion peut être à l'origine d'une certaine sagesse prudentielle...

Pendant cette crise d'unité nationale, certains observateurs de langue anglaise ont tenu à préciser que le "patronage" ou certaines formes de corruption





administrative ne sont pas la marque distinctive des politiciens ou administrateurs du Québec (cf. M. Leslie Roberts, no 8, p. 36). Mais lors de la dernière campagne fédérale, on a pu enregistrer deux réactions contraires dans les deux Canadas. Il ne manquait pas de Canadiens français pour croire que, si tant de libéraux fédéraux du Québec avaient été touchés par des "scandales", c'est qu'il y avait eu probablement une espèce de conspiration anti-canadienne-française à Ottawa pour affaiblir, ou même détourner de la carrière fédérale, "nos meilleurs hommes". D'autre part, après avoir fait au début de la dernière campagne fédérale du "porte à porte en compagnie d'un spécialiste des scrutins d'opinion", M. Philip Deane rapportait que "les protestants auxquels nous avons parlé se disent libéraux mais voteront pour les conservateurs parce que - notez bien ça - les scandales impliquent des Canadiens français", car "il est clair que si ces scandales avaient entaché la réputation des Canadiens anglais, M. Pearson n'aurait pas perdu ses voix". Le rapport "scandales-traitement de faveur au Québec" était ainsi établi par certains interviewés: "Si l'élection avait lieu aujourd'hui, M. Pearson perdrait des votes d'Anglo-saxons, parce qu'il a trop favorisé les Canadiens français... Pearson a ouvert la porte au Québec, et vous avez vu ce qui est arrivé. Scandales" (11).

Il faut dire un mot des jeunes et des étudiants libéraux. Dans la FLQ, ils furent actifs et efficaces et parfois lamentablement absents en leur propre fédération provinciale, étant, surtout ces dernières années, débordés par un plus fort membership de langue anglaise. Les jeunes anglophones québécois ne subissent pas l'attraction qu'exercent sur les nouveaux "jeunes citoyens" de "L'Etat du Québec" d'autres mouvements politiques et para-politiques, indépendantistes ou socialisants. Mais, au fil de notre chronique, on a pu constater que les jeunesses libérales, étudiantes ou non, furent, comme il convenait, souvent à l'avant-garde politique et socio-économique. Ils furent à l'origine du recouvrement de rébellion contre le leadership hésitant de M. Lapalme (cf. no 5). Ils accueillirent les idées nouvelles et dirigisme et de planification, de démocratisation de l'enseignement (gratuité et étatisation), de réformes radicales en matière constitutionnelle; mais parfois, ils donnèrent aussi un spectacle vraiment peu édifiant de manque de sérieux (cf. no 23). Et quand se tinrent des débats portant sur un "statut particulier" pour le Québec ou sur l'unilinguisme officiel ou de français prioritaire, par exemple, par une présence insuffisante en nombre, ils furent débordés par des anglophones, tout à coup paradoxalement majoritaires (cf. no 48) dans des associations québécoises. A un congrès des Jeunes Libéraux du Canada, M. Pearson fit un aveu



sincère, presque pathétique, sur son "unilinguisme" désuet. On ira jusqu'à exiger, à un congrès de la Fédération canadienne des Etudiants universitaires libéraux, que "tout candidat à la présidence devra posséder une connaissance suffisante des deux langues officielles du Canada" (cf. no 26). Au moment de la rédaction de ces lignes, les journaux nous apprennent que l'Union québécoise des Etudiants libéraux du Canada préconise "l'abolition de la monarchie constitutionnelle, l'instauration d'un régime républicain..." Partant de la thèse des "deux nations" (cf. no 40), les congressistes (12) voient dans le Québec l'Etat national du Canada français, "sa seule expression politique viable, sa seule structure politique qui ait de l'avenir" (13). D'autres débats houleux sont à prévoir quand l'étude de ces questions sera portée au niveau de la fédération "senior": La FLC (Québec).

x x x

IV.- Il faut résister à la tentation sécuritaire de recourir au facteur unique de causalité pour expliquer la désaffiliation des deux fédérations, ce facteur fût-il aussi global que la crise du fédéralisme canadien et les poussées séparatistes au Québec, qui en sont à la fois symptômes et conséquences. Il faut expliquer comment, en moins d'un an, du 9<sup>e</sup> congrès d'automne de 1964 au congrès spécial de juillet 1964, ce qui, quelques mois à peine auparavant, eut paru "impensable", devint un impératif majeur et s'imposant d'évidence. L'état de tension, à cette période, entre les gouvernements libéraux d'Ottawa et de Québec dans le réaménagement des compétences constitutionnelles et fiscales, resserre à peine le champ de l'explication globalisante qu'on vient d'évoquer. Bien sûr, "tout est dans tout" et "rien ne sort de rien". Ces larges processus sont plus qu'un arrière-plan d'antécédents, qu'une toile de fond. Mais, de soi, ils ne comportaient pas la nécessité d'une distinction des structures supérieures des deux partis. C'est un secret de Polichinelle, qu'en toutes circonstances et à tous égards, M. Lesage aime mieux "négocier", fût-ce âprement, avec M. Pearson qu'avec M. Diefenbaker - et vice-versa: il y a, la connaissance mutuelle des deux hommes et, en profondeur, la commune fibre libérale. Et surtout, la foi profonde que le Canada doit subsister en comportant le "risque", désormais ressenti comme inéluctable de part et d'autre, d'un Québec fort et dynamique, et, donc, trublion. Dans ses luttes contre le gouvernement Diefenbaker, M. Lesage ne tirait aucun avantage tactique devant l'Union nationale, non "compromise" officiellement avec le parti conservateur, et qui cherche à rendre au parti ministériel des points en sa politique autono-





miste frisant le "crypto-séparatisme". Les deux premiers ministres ne sont pas seuls: il y a leur cabinet, leur parti, les partis d'opposition; il y a les diverses couches, secteurs, régions, origines de l'ensemble de la population canadienne. Dans leurs affrontements, réels et non "feints", ils sentent qu'ils doivent jouer une dure partie, mais en deçà du point of no return, ce qui détermine d'instinct la barrière du "jusqu'où il ne faut pas aller trop loin". Mais, menant cette dure lutte contre un gouvernement libéral, M. Lesage se trouve à donner des gages de sa bonne foi, au risque, pour lui, de brûler ses chances personnelles d'accéder au leadership du parti canadien et de devenir le troisième premier ministre d'origine française, qui serait peut-être requis pour relancer le Canada au lendemain de son centenaire (14). Son voyage dans l'Ouest, en septembre 1965, l'a plus influencé qu'il n'aura influencé ses auditeurs (cf. son appel à la patience et à la prudence lors du dernier congrès de la FLQ, no 49). D'une part, ses attaques contre le séparatisme sont aussi fermes que ses prises de positions autonomistes où, dirions-nous, violemment pro-qubécoises; mais, d'autre part, tandis que M. Pearson songe à confier l'étude du "rapatriement de la Constitution" à un comité parlementaire, M. Lesage déclare n'avoir nulle intention de répéter cette étude au comité de la constitution de l'Assemblée législative. Et pourtant quelques mois auparavant, M. Lesage avait forcé l'adhésion de l'opinion et des partisans libéraux (cf. no 42) - l'affaire pendante du Conseil Législatif lui fournissant une fort opportune occasion d'opérer une retraite stratégique.

Ce ne sont pas les interprétations générales de ce type qui nous fournissent la clé d'explication de la désaffiliation; mais, elles gardent une certaine validité pour la compréhension de ses conséquences en grande partie fictives. Il faut établir clairement la ligne de clivage de 1960. Avant 1960, les manifestations et courants "anti-parti fédéral" trouvaient leurs origines dans la "mauvaise fortune" prolongée des libéraux québécois; après 1960, ils provenaient d'un souci d'assurer leur nouvelle "bonne fortune" contre le vis-à-vis d'Ottawa, que celui-ci fût M. Diefenbaker ou M. Pearson. Pour la première période quinquennale, le coefficient bi-ethnique est faible; dans la seconde, ce coefficient est toujours plus ou moins fort, mais jamais faible. Depuis 1963, il ne fallait surtout pas que les liens de parentage atténuent l'efficacité et la portée de la lutte constitutionnelle: d'où cette espèce de surenchère d'un "ultimatum" - qui-n'en-est-pas-un-puisque le mot n'a pas été prononcé - mais-qui-en-est-un-quand-même... Mais, encore une fois, une explication de ce type est trop courte.



Il y a des éléments accidentels et personnels. D'abord, l'accession à la présidence de M. François Aquin au 8<sup>e</sup> congrès (cf. no 18). Cette fois-ci, M. Lesage avait adopté une politique de neutralité en ne prenant pas partie officiellement pour l'un ou l'autre des candidats. Mais à partir de ce moment les "jeunes éléments" réformistes vont occuper une place de plus en plus grande à la FLQ et la Commission politique, qui avait déjà commencé à grossir presque démesurément, prendra des initiatives de plus en plus hardies. Mais à noter que la désaffiliation n'était pas au programme de M. Aquin et qu'elle n'était même pas, chez lui, un dessein secret. A ce 8<sup>e</sup> congrès provincial, M. Pearson rend hommage à la FLQ, "qui rend de grands services au parti libéral"; et son nouveau président appuie, quoique sans ferveur, le parti fédéral au début de la campagne électorale de 1963. Ainsi fait M. Lesage un peu plus tard, mais, semble-t-il, davantage pour extirper le chancre créditiste que par solidarité libérale. L'autre élément, très "personnel" et pas complètement "accidentel", fut, au 9<sup>e</sup> congrès, la prise de position très ferme de M. René Lévesque, qui, comme dans sa campagne pour l'étatisation de l'électricité, s'embarqua à fond pour appuyer l'amendement proposé par M. Jean Meunier, député de Montréal-Bourget. L'algarade avec son homonyme, M. Gérard Lévesque, premier président de la FLQ, lui vaut, par la force de sa sincérité et de sa dialectique, un succès de prestige et une défaite honorable (cf. no 22). Mais, c'est après que les partisans de la "double allégeance" (et tous les "fédéraux" à ce stade) se seront sentis rassurés, croyant avoir abattu décisivement le cheval de la désaffiliation, que vont culminer toutes les rancœurs accumulées et les griefs latents. C'est désormais une question cruciale, pensable et dont l'opinion est maintenant saisie par la large publicité accordée aux thèses des deux débat-tants homonymes.

Il manquait encore une occasion pour que l'affaire rebondisse. Le président Aquin fut favorable à la proposition Meunier, éloquemment défendue par M. René Lévesque. Mais jusqu'au mois de janvier 1964, il sait qu'il n'a pas l'appui de son propre exécutif pour "forcer" la situation. Quant à M. Lévesque, il attend l'occasion de marquer des points. Les 155 votants en faveur de la désaffiliation étaient, eux, presque étonnés de se trouver si nombreux lors d'un premier test: un congressiste sur trois! Mais la fusée aurait pu se désarmer si l'association libérale du comté de Jeanne-Mance n'avait pas censuré M. Lévesque (cf. no 24). Lors d'un congrès d'une association de comté qui avait adopté pour thème "l'unité libérale", la FLQ est mise en accusation pour avoir "failli à sa tâche en ne remplissant pas adéquatement son





rôle de membre de la Fédération libérale" et en hébergeant "des membres du parti qui ont une tendance séparatiste". C'en était trop! La réplique du président Aquin fut cinglante: un véritable réquisitoire qui, en nos propres termes, "équivalait à un cri de guerre suivant une première escarmouche" (p. 110). Il semble qu'alors M. Lesage ait appuyé officieusement ou tacitement M. Aquin. Nous savons déjà (cf. no 21) que les rapports entre le chef du parti et le président étaient lâches. Mais le chef du parti ne pouvait présenter la défense de la Fédération "nationale", contre le président de sa propre fédération alors qu'il avait souvent proclamé "la Fédération, c'est le parti", qu'il lui rendait annuellement compte au début de chaque congrès (les votes de confiance qu'il obtenait toujours facilement comme une espèce de "formalité" allant de soi; mais sait-on jamais...). Surtout le premier ministre savait que le diagnostic sévère de M. Aquin n'avait rien d'outré, lui qui avait passé suffisamment de temps à Ottawa pour savoir ce qu'il en était de la Fédération "nationale". En outre, devant l'opinion, si la "scission" ou "désaffiliation" se produisait, il se trouvait à donner des preuves supplémentaires qu'il avait ses coudées franches avec le "grand frère" d'Ottawa.

Les relais de l'histoire du conflit désormais lancé furent le congrès de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec (ainsi que les autres faits rapportés au no 25); celui du congrès de l'Association du comté de Montréal-Bourget, où les deux principaux protagonistes, MM. Aquin et Lévesque, enfoncent le clou (cf. no 26); l'attaque en porte-à-faux de M. Yvon Dupuis, suivi du dédaigneux silence de M. Lévesque et de la mise au point de la Commission politique de la FLQ. A partir du moment où M. Favreau se déclarera "non mordu du rouge à Québec, rouge à Ottawa", contre l'opinion de plusieurs de ses collègues-ministres du Québec, et que, de son côté, M. Lesage attachera le grelot en faisant ressortir, devant un large auditoire de télévision, les "inconvenients de l'affiliation" en même temps que l'utilité de "nous entendre pour ne pas nous entendre" (cf. nos 27 et 28), à partir de ce moment-là, le mouvement déclenché était et apparaissait être irréversible. La proposition de la tenue d'un référendum sur le principe de la double allégeance ne fit pas long feu, précisément pour éviter les "feux" d'une bataille rangée qui eût divisé les libéraux davantage que la formule de distinction alors envisagée. Après la nomination de M. Favreau comme leader des libéraux québécois, la déclaration de M. Pearson sur la nécessité d'une "collaboration et d'un appui mutuel", "quel que soit le genre d'organisation adopté", constituait la plus haute con-



firmation de l'irréversibilité du mouvement. Et voilà que s'engage un processus de démocratisation et de structuration de la Fédération "nationale", pendant que les jeunes québécois optent résolument contre l'automatique "double allégeance" (cf. no 29).

Tant fut rapide le processus de désaffiliation, tant furent insignifiantes et rares les prises de position des opposants, qu'on se rend compte que l'affaire, quant au fond, avait été réglé quelques mois auparavant au niveau des leaderships suprêmes (cf. no 30). Le rapport plus radical de la Commission politique de la FLQ réclamant une scission complète, ne fut rendu public qu'après la dernière rencontre du congrès du 5 juillet 1964 (cf. no 31). Eut-il été connu avant ou pendant le congrès, que l'opération dés-affiliation aurait risqué de s'enrayer complètement. De part et d'autre, on voulait se séparer dans la dignité et l'amitié, en soulignant les avantages mutuels d'une séparation... relative (les discours de MM. Lesage et Favreau, pp. 137-143) - dès lors qu'était maintenue la liberté des associations locales de s'affilier à la structure fédérale projetée. Séparation au sommet, mais non à la base, du moins pas forcément: les "ambiguïtés" du passé allaient se trouver constitutionnellement consacrées; mais tout le monde y trouvait son compte. Ce fut l'habileté de MM. Aquin et Lévesque, opportunément servie par la "gaffe" de l'Association libérale de Montréal-Jeanne-Mance, de mettre de leur côté, en un temps record, l'opinion libérale, M. Lesage et donc le cabinet. Mais à la fin avril, ce sont MM. Favreau et Lesage qui prennent le mouvement en main, en font leur propre affaire, jugulent par avance une évolution débridée. Mais sans les deux protagonistes principaux, MM. Lévesque et Aquin, aucun mouvement ne se serait déclenché...

Le reste de l'histoire est déjà, en partie, passé (la "double allégeance" efficace lors de l'élection du 8 novembre 1965). Ce qui est à venir sera déterminant: la survie du gouvernement Pearson, le congrès de fondation de la FLC (Québec), les prochaines élections québécoises prévues pour 1966, la force des nouveaux ministres fédéraux (avec une attention particulière pour le destin de M. Jean Marchand). Cela comporte suffisamment d'aléas et d'imprévu pour qu'on ne succombe pas à la tentation de la prospective...





## R E F E R E N C E S

### CHAPITRE I

- (1) Rapport du 5<sup>e</sup> Congrès annuel, Québec, les 16-17 octobre 1959, p. 19. La Réforme du 12-19 septembre 1964 donnait la liste des noms des "pères de la Fédération". En outre de MM. Georges-Émile Lapalme, Jean-Marie Nadeau (candidat qui se rallia à la candidature du précédent au poste de chef de parti en 1950) et de Jean-Louis Gagnon, tous trois considérés comme "penseurs" du parti et principaux instigateurs de la Fédération, on y relève les noms de M. René Hébert, président du Comité directeur provisoire, de M. Jean-Paul Grégoire, deuxième président de la Fédération, de M. Lionel Ross (dont il sera question au paragraphe 3), de M. Yvon Dupuis, futur Député provincial, puis fédéral avant d'être nommé ministre sans portefeuille dans le cabinet Pearson, dont il dut démissionner dans des circonstances trop récentes pour qu'on sente le besoin de le rappeler.
- (2) Cité par Gérard Brady, Rapport du 5<sup>e</sup> Congrès annuel, p. 39. Sur la convention de 1950, cf. Les Carnets secrets (à paraître) de Jean-Marie Nadeau, dont le Magazine MacLean de décembre 1965 citait de larges extraits: "Les jeux étaient faits... C'était exact que tout était arrangé, mais sans mon accord" (p.57)
- (3) "Que le parti devienne la propriété de tous les libéraux, c'était une idée audacieuse, mais que chaque libéral, ... ait son mot à dire dans l'élaboration du programme du parti, c'était pour quelques-uns une idée révolutionnaire et dangereuse. Et pourtant, c'est ça que nous voulons: et que nous continuons à vouloir: entendre la voix de l'ouvrier, du colon, du cultivateur, de l'homme d'affaires, du professionnel, de tous ceux qui sont dans nos villes et nos villages, les dépôts sacrés de l'idée libérale... Pour gagner, le parti libéral doit entendre la voix du peuple. Un parti qui a perdu contact avec l'âme de la communauté, c'est un parti qui a perdu l'amour du peuple et l'amour est, et doit être toujours réciproque. 1944 au provincial, 1957 au fédéral, doivent être des leçons" (Gérard Lévesque, ibid., pp. 19-20).
- (4) Ibid., p. 19
- (5) A la veille du congrès, un éditorial de La Réforme écrivait: "En quelque sorte, la cotisation est une garantie à l'effet qu'il y aura continuité dans les tâches commencées et qu'on aura les moyens de les conduire à bonne fin... Nous n'avons pas pour ambition de réunir au sein de la Fédération les 736,000 électeurs et électrices qui, en juillet 1952, ont voté libéral. Mais en acceptant de constituer les cadres permanents du Parti les cotisants de la Fédération seront à la fois la conscience et le bras du libéralisme dans le Québec. Qu'on leur demande par surcroît de fournir à la Fédération l'argent dont celle-ci a besoin, ils le comprendront d'autant mieux qu'eux-mêmes réclament depuis longtemps une réorganisation des structures" (19 octobre, 1955). Ce journal s'était fondé grâce à des fonds recueillis un peu partout dans la province lors d'une tournée de M. Lapalme et de M. Jean-Louis Gagnon, comme le signalait l'éditorial du premier numéro: "La direction du Parti libéral provincial aurait pu réaliser une économie de temps en demandant à quelques personnes de réunir les capitaux nécessaires au rendement du journal. Mais nous avons préféré que La Réforme soit la voix pleine et forte de tous les libéraux et, qu'à ce titre, sa publication soit le résultat d'un effort collectif" (Ibid., 30 mars 1955).



- (6) Toutes les citations de résolutions ou de discours, prononcés lors des congrès de la Fédération, qui ne comporteront pas de références sont extraites des rapports officiels des Congrès
- (7) Reproduit dans La Réforme, 16 novembre 1955.
- (8) Ibid.
- (9) Le Devoir, 2 novembre, 1955.
- (10) Cité, La Réforme, 6 avril 1955.
- (11) Le Soleil, le 31 mars, 1955.
- (12) Cité, La Réforme, 8 juin 1955.
- (13) Le 30 mars 1955. Cette expression était à nouveau reprise comme titre d'éditorial du numéro du 12 octobre 1955, précédant de quelques semaines la tenue du congrès de fondation.
- (14) Pierre Laporte, Le Devoir, 9 novembre 1955.
- (15) Le Devoir du 14 août 1956 dans une nouvelle, intitulée "La Fédération libérale prend la direction du parti", résumait ainsi une interview de M. Gérard Brady, chef du secrétariat de la Fédération: "M. Brady nous a déclaré que le but de ces réunions est de permettre à la Fédération de prendre charge du parti, tel que l'a voulu M. Georges-Émile Lapalme, en 1950, lorsqu'il a pris la direction du parti libéral dans le but d'en démocratiser les cadres. Ce travail n'avait pu être effectué, avant les dernières élections provinciales, puisque la Fédération libérale a été fondée seulement à la fin de 1955. Maintenant que la fièvre électorale est apaisée, a souligné M. Brady, nous avons quatre années devant nous pour donner des cadres démocratiques au parti libéral".
- (16) Cf. les deux articles des 30 et 31 août 1956: "Le parti libéral provincial: son congrès 'de la dernière chance'". L'expression "de la dernière chance" allait avoir une fortune de lieu commun, auquel ne songeait certes pas son auteur...
- (17) Manifestement une erreur de typographie: il s'agit du professeur Lavan (et non Lavan).
- (18) Vrai, 2 novembre 1956. M. Marc Brière, qui prit une part active au Congrès, répondit aux critiques de M. Trudeau (Ibidem, 17 novembre), auquel répliqua ce dernier (Ibid., 24 novembre).
- (19) M. Gagnon ajoutait plus bas: "Je regrette que M. Marc Brière ait écrit: 'Je pense que l'on peut être libéral dans le domaine provincial, sans nécessairement être libéral à Ottawa'. Parce que des libéraux n'acceptent pas certaines décisions d'un gouvernement ou qu'ils sont mécontents du choix de tel ou tel candidat, cela ne veut pas dire qu'ils sont disposés pour autant à cesser d'être des libéraux. Au fait, c'est généralement parce qu'ils se disent et qu'ils sont des libéraux, qu'ils peuvent à l'occasion combattre les 'collabos' ou souhaiter un coup de barre à gauche. C'est précisément parce qu'il était un libéral que Laurier a voulu





un jour repenser la doctrine de notre parti. Et croit-on que s'il n'eut été démocrate, Franklin Delano Roosevelt eut songé à reformer le parti démocrate?"

- (20) Dans un cadre plus restreint, fut soumise au congrès la résolution suivante (no 3): "Il est proposé par M. Painchaud et secondé par M. Armand Goyette que l'Exécutif de la Fédération Libérale Provinciale ne prenne aucune décision importante sans avoir, au préalable, consulté les députés libéraux provinciaux". Dans l'interprétation de cette résolution, il fut spécifié que l'Exécutif devenait sujet au contrôle des députés.
- (21) L'Action Catholique, 30 octobre 1955.
- (22) Le Devoir, 7 janvier 1955.
- (23) Ibid., p. 8, janvier 1955. Ce même jour, le directeur du Devoir, M. Gérard Filion commentait en éditorial: "Il y a de 'braves gens qui se feraient mettre en charpie pour leur parti... Et pendant qu'ils laissent libre cours au prosélytisme qui les brûle, leurs chefs pactisent avec l'ennemi. Heureusement que ces négociations se poursuivent secrètement. Autrement, ils se sentiraient couverts de honte". Quelques semaines plus tard, un lecteur, bien connu pour ses convictions nationalistes depuis 30 ans, M. Albert Levesque, commentait en "tribune libre": "Depuis que la grande finance a renoncé aux idéologies traditionnelles..., pour distinguer la paternité des partis politiques au Canada, il faut connaître leur père commun: les ploutocrates qui les soutiennent, qui les maintiennent, qui les utilisent, qui les asservissent, que les partis représentent en un mot au sein de nos parlements tant fédéral que provinciaux, pour que la législation totale du pays demeure favorable à leurs profonds intérêts" (le 20 janvier 1955).
- (24) D'après Le Devoir du 17 décembre, 1955.
- (25) Claire et peut-être involontaire admission que les deux organismes sont distincts...
- (26) Communiqué émis le 10 décembre 1955 et reproduit dans La Réforme du 28 décembre 1955.
- (27) Le Devoir, le 6 mars, 1955.
- (28) Reproduit dans La Réforme du 22 février 1956.
- (29) Le Soleil, 16 février 1956.
- (30) Ibid., le 20 décembre 1956.
- (31) Au cours du débat relatif à cette résolution, deux fédéraux émiront des restrictions sur sa portée. M. Maurice Bourget, député de Lévis, argumenta autour du thème de "Cessons nos luttes fratricides!" et M. Pierre Gauthier, député de Portneuf, déclara: "On cherche à entrer un coin entre le parti libéral provincial et le parti libéral fédéral, à faire, de ces partis, deux partis distincts... On fait le jeu de M. Duplessis!" (Le Soleil, 22 octobre 1956).



(32) Le Devoir, le 2 mai 1957.

(33) La nouvelle continue, sous la signature de M. Pierre Laporte: "M. Lapalme aurait été sur le point de faire une déclaration dénonçant les candidatures de M. Ménard dans Saint-Jean et de M. Auguste Vincent dans Longueuil. Ils sont, selon les libéraux provinciaux, deux des plus grands 'collaborateurs' de la province" (le 20 mai 1957).

(34) Extraits d'un communiqué publié intégralement dans Le Devoir du 21 mai 1957 et La Réforme du 23 mai 1957. Rappelons qu'au congrès de 1956, le Rapport de la Commission d'Orientation politique avait été adopté à l'unanimité, qui contenait la résolution suivante: "Considérant que des plaintes ont été faites concernant certains députés libéraux fédéraux qui auraient manifesté une absence de véritable libéralisme par leur collaboration avec l'Union nationale aux dernières élections:

"Il est résolu que l'exécutif étudie chaque cas particulier qui pourra lui être soumis et décide l'exclusion des députés fédéraux jugés coupables de collaboration."

(35) L'hebdomadaire de choc Vrai, peu de temps après, faisait écho à des rumeurs de scission au sein du parti libéral, qui serait causée par l'impatience de quelques militants libéraux. Aux deux noms précités, il ajoutait celui du député Robert Théberge: "Tous les trois sont reconnus pour leur 'flirt' constant avec les organisateurs de l'Union nationale dans leurs comtés respectifs, et ils conspirent, soit par le silence, soit par une solidarité aussi malheureuse qu'ouverte avec la députation unioniste à Québec. (Et il y a au moins trois autres compromissions du genre que nous nous permettrons de dévoiler au grand jour, en temps et lieu). Leur attitude non équivoque lors de la passation du bill Dozois a fini de dégoûter l'ensemble de la Jeunesse libérale provinciale..." (le 12 janvier 1957).

(36) D'après The Gazette du 13 février et Le Devoir du 14 février 1957.

(37) Le Soleil, le 18 mars 1957.

(38) Le Devoir, le 8 avril 1957.

(39) On aura observé la pudeur laconique de ce communiqué

(40) Le 6 juillet 1957.

(41) Le Soleil, 19 juin, 1957.

(42) La Presse, 5 octobre, 1957.

(43) L'Événement, 7 octobre, 1957.

(44) Comme celle de Québec-Est qui déclarait: "L'attitude de M. Sarto Fournier ne laisse aucun doute sur ses intentions de 'collaborer' à l'oeuvre néfaste de l'Union nationale... Si M. Sarto Fournier est un véritable libéral, qu'il se retire de la lutte et le prouve".

(45) "Cette alternance de démissions retirées et d'engagements abandonnés, écrivait Gérard Filion, n'est pas de nature à relever son prestige ni à renforcer





l'influence de son parti. Elle indique la présence dans les rangs libéraux de forces contradictoires, de factions adverses. Ce n'est pas en étalant au grand jour le spectacle de leurs divisions ni en confiant leur destin à un chef inconstant que les libéraux gagneront la confiance de l'électorat et formeront une opposition rigoureuse, à défaut d'un gouvernement majoritaire" (Le Devoir, 13 novembre 1957).

- (46) Le retentissement de la lettre des abbés Dion et O'Neill, à l'été, le second congrès à l'automne 1956, en attendant "le scandale du gaz naturel" en juin 1958.
- (47) Numéro de 5 mars, 1955.
- (48) M. Lapalme disait encore: "Il ne faut pas oublier que le déficit de l'année en cours ne sera pas plus considérable pour une raison bien simple: c'est que l'impôt sur le revenu provincial, apportant une somme additionnelle de \$25 millions, évitera au gouvernement l'annonce d'un déficit de 61 millions. En d'autres termes, l'impôt sur le revenu des particuliers dans la province de Québec a servi à combler la moitié du déficit de 51 millions que nous aurions eu si ce même impôt n'était venu à la rescousse".
- (49) Ces textes furent colligés dans La Réforme du 27 avril, 1955.
- (50) "Un personnage très au fait des finances de son parti m'a dit: 'Un journal a déjà écrit que le parti libéral fédéral avait très peu aidé le parti provincial aux dernières élections. C'est inexact. Ce qu'il aurait fallu écrire c'est qu'il ne nous a pas donné un sou'" (Pierre Laporte, Le Devoir, 7 janvier, 1955).
- (51) Le Devoir, éditorial du 8 janvier 1955.
- (52) Mais c'était leur droit le plus strict de ceux-là de le faire. Nous avons rappelé plus haut (cf. No 1) le mot d'Ernest Lapointe que citait M. Philippe Brais en présentant M. Saint-Laurent au congrès de fondation de la FLP. Aux Communes, le premier ministre répondait ainsi à une question posée par M. Donald Fleming: "Je ne crois pas, M. le Président que ce soit là une question pour la Chambre des Communes du Parlement fédéral. Je suis électeur dans la Province de Québec comme le sont les députés représentants les comtés de la province de Québec, et comme le sont ceux de ces députés qui font partie du gouvernement. Chacun des électeurs de la province de Québec a sa liberté d'action comme citoyen de la province". A la question "supplémentaire" posée par un député conservateur du Québec, M. Wilfrid Dufresne, "Le très hon. Premier Ministre pourrait-il nous dire de qui ont reçu les ordres ceux qui actuellement participent à la campagne provinciale dans le Québec?" M. Saint-Laurent répondit péremptoirement: "M. le président, les députés de la province de Québec et ceux d'entre eux qui sont ministres ne reçoivent d'ordre à cet égard de personne" (dialogue rapporté dans La Réforme, le 30 mai 1956).
- (53) "Canadians... because aware more easily of their differences than of their common features. Thus we often hear it said that the province of Quebec is not like the other provinces. But in this regard it can equally be said than the Atlantic provinces, the province of Ontario, the Western provinces and British Columbia also have characteristics of their own" (Discours devant la National Conference of Canadian Universities meeting to consider "Canada's Crisis in Higher Education", le 12 novembre 1956, reproduit



dans The Canadian Liberal, vol. 9, nos 1-2, first quarter, 1957, p. 23).

- (54) Au programme télévisé Press Conference, de la CBC (le 12 novembre 1957), un journaliste, M. Blakely (de The Gazette) posait une question insidieuse: "Are you aware, Mr. Pickersgill of criticisms that the Liberal party has now become the party of Quebec? I understand that calculations indicate that seventy per cent of your Members of Parliament are either from constituencies, or from other constituencies largely French Speaking?" A quoi M. Pickersgill répondit: "Well I happen, you know, to represent almost the most completely Anglo-Saxon constituency from coast to coast, so that I'm not very acutely conscious of this at all, Mr. Blakely". Comme le journaliste insistait: "Isn't this, however, a far cry from the days when the Liberal claimed to be the only national party?", M. Pickersgill s'écria: "Oh, I think we're still the only national party", sur quoi s'acheva opportunément l'émission, le temps étant écoulé (Reproduit ibid., vol. 9, no 4, last quarter 1957, pp. 40, 41).
- (55) Traduit et reproduit dans L'Événement du 28 juin 1957.
- (56) Pour la "petite histoire" - et nous faisons mention de la nouvelle pour ce qu'elle vaut -, avant l'élection fédérale du 10 juin 1957, un journal de Québec faisait écho à la création d'un nouveau parti fédéral dans le Québec, sous la direction de M. Esdras Minville, et qui "aurait été formé principalement de personnages plutôt favorables à l'Union nationale et le but qu'on poursuivait était d'envoyer à la Chambre des Communes une équipe de bons hommes à tendances nationalistes, qui auraient fait à Ottawa la lutte constitutionnelle et fiscale que l'hon. Maurice Duplessis mène depuis quelques années dans la province de Québec... Un informateur très sérieux nous dit que l'idée, abandonnée pour cette année, pourrait être remise à l'étude après l'élection, pour la mener à bonne fin avant la consultation populaire de 1961" (Le Soleil, 27 avril, 1957).
- (57) "M. Lapalme a promis des réformes sociales. Les éléments jeunes de son parti l'appuyaient. Mais on a bien senti qu'il n'entraînait pas toute la troupe. Il avait beau se compromettre, on avait beau l'estimer sincère, on n'arrivait pas à croire qu'il aurait au pouvoir la liberté de réaliser ses principales réformes. Alors pourquoi changer?" (André Laurendeau, "Une autre 'dernière chance'", éditorial du Devoir, le 8 novembre 1957).
- (58) Le Soleil, le 11 novembre, 1957. Le "congrès plénier", par suite des élections fédérales de mars 1958, allait avoir lieu dans les derniers jours de mai 1958.
- (59) La Presse, le 11 novembre, 1957.
- (60) D'autres députés fédéraux participaient au congrès, ainsi que MM. Hughes Lapointe et George Marler.
- (61) Les soulignés sont de nous.





## CHAPITRE II

- (1) Au lieu de "provinciale" - comme l'on disait auparavant.
- (2) Pour deux des rares études faites sur ce mouvement, cf. les trois articles d'Isocrate au Devoir (les 11, 12, 13 avril 1957) et la thèse de maîtrise en science politique de M. Pierre Joncas à la Faculté des Sciences sociales de Laval.
- (3) Rapporté par plusieurs journaux: "Hon. Jean Lesage ... yesterday declared categorically he would not be a candidate (The Montreal Star, 11 janvier 1958); "... M. Lesage a déclaré emphatiquement qu'il n'est nullement question qu'il brigue les suffrages des délégués" (Le Soleil, 11 janvier 1958); etc...
- (4) Comme ancien ministre, et le plus grand espoir canadien-français dans l'éventualité d'un retour de son parti au pouvoir, il faisait campagne à la grandeur du pays et de la province au début de la campagne. Mais, sentant "la soupe chaude" comme jamais dans son comté, il dut s'y concentrer presque exclusivement à la fin de la campagne, arrachant sa victoire littéralement à la force des poignets. C'est peut-être le risque - non nécessaire - le plus fort qu'il ait jamais pris de toute sa carrière. Celui de déclencher des élections précipitées en 1962 était un risque devenu nécessaire..
- (5) A l'âge de 41 ans, en 1953, il fut nommé ministre des Ressources et du Développement, ministère qui fut transformé trois (3) mois plus tard (le 16 décembre 1953) en celui de "Ministère des Affaires du Nord et des Richesses nationale" ("Northern Affairs and National Ressources").
- (6) "Ses qualités transcendantes ont tout naturellement fait naître chez nous une admiration sans égale, un dévouement illimité et une affection filiale pour ce grand Canadien. Qui ne reconnaît en Louis Saint-Laurent un rare esprit de justice, un sens du devoir inégalé et un amour total pour son pays? Louis Saint-Laurent est le plus grand des Canadiens, parce qu'il est le plus grand patriote véritablement canadien".
- (7) Le Libéral, Ottawa, vol. 4, no 1, novembre 1957, p. 4.
- (8) Au lendemain du caucus libéral suivant l'élection du 10 juin, Gérard Morin rapportait dans Le Soleil du 22 juin 1957: "Le caucus libéral a voté avec enthousiasme confiance au chef du parti, celui qu'ils appellent 'chef de l'opposition temporaire' ... Les libéraux ont salué leur chef comme le plus grand premier ministre que le Canada ait jamais eu, nous disent les députés dans les corridors, et ils sont confiants qu'il restera à la direction du parti encore longtemps. Et le fils du premier ministre, Jean-Paul, de déclarer que "l'ex-premier ministre garde une santé de fer et qu'il peut rester à la tête du parti pour dix ans encore". A une semaine de l'ouverture du congrès, M. Clément Brown écrivait dans Le Devoir (le 18 janvier 1957)" "Le plus grave est la tentation de répudier un passé encore récent. Le congrès des jeunes libéraux ontariens, à Presqu'île, en septembre, a fait plus de tort au parti libéral, par la violence de ses récriminations, que la défaite du 10 juin. M. Walter Harris, par exemple, a cru devoir s'y sacrifier à la vindicte des siens et se muer en bouc émissaire. M. Lester-B



Pearson, dans une cruelle analyse, s'est empressé d'énoncer les principes d'un "néo-libéralisme" dont il faut conclure qu'il désavouait l'ancien. M. Paul Martin y est allé également d'une confession publique. Et il n'est pas dit que ce n'est pas ce congrès qui a décidé M. Saint-Laurent à invoquer son état de santé et à annoncer sa retraite ... deux jours après avoir déclaré qu'il se portait à merveille et qu'il restait au poste. L'impression est restée que les libéraux jetaient leur chef par dessus bord, comme les conservateurs l'avaient fait tant de fois pour leurs propres leaders."

Mais le même journaliste ajoutait plus bas: "Je crois que le pire des injustices serait de conclure qu'il existe dans le parti libéral un courant antifrançais. Mais il y a certes un mouvement pour atténuer l'impact du Québec sur le parti libéral. Dieu merci, les libéraux n'entendent pas y réussir en jetant Québec aux lions mais, bien plutôt, en reconstituant le parti dans les autres provinces. Mais on se sent quand même gêné de ce qu'un porte parole libéral ait senti le besoin de nous avertir qu'un chef québécois serait, cette fois, de trop."

Le journaliste Brodie Snyder décrivait dans The Gazette du 15 janvier l'ambiance de son discours d'adieu au congrès: "'With regret, but without anxiety,' Louis St. Laurent, the leader, said good-bye to the Liberal Party tonight.

"The former Prime Minister, his voice firm and strong and his eyes bright and slightly damp toward the end of his half-hour speech, made his valedictory address a smashing success by managing to produce the first wild enthusiasm among the 1,520 delegates assembled in the Coliseum here after a desultory first day of the fourth National Liberal Convention.

"This was another night of triumph for the man who won the leadership of his party in a similar convention in the same Coliseum 10 years ago.

"He was cheered to the echo when he arrived to deliver his farewell, preceded by three Scottish pipers and a pair of special policemen. The ovation grew in thundering intensity among delegates and spectators alike as he marched down the long centre aisle followed by groups of sign-toting young Liberals from a dozen universities across the country."

- (9) Ibid., p. 3. Le point d'interrogation et les soulignés sont évidemment de nous.
- (10) Ibid., pp. 8,7.
- (11) A quelques jours du vote, le directeur du Devoir, M. Gérard Filion, en une formule à la fois paradoxale et ... normande, prévoyait: "Les deux tendances pourraient fort bien ne triompher qu'à moitié. On pourrait assister en même temps à l'élection de M. Pearson et au triomphe des idées de M. Martin, ou encore l'inverse" (le 15 janvier 1958).
- (12) Reproduit de Queen's Quarterly, LXXV, no 1, 1958 dans Hugh G. Thorburn, Party Politics in Canada, Prentice Hall of Canada Ltd, Toronto, 1963, pp. 41-42,47.
- (13) La Réforme, 23 janvier, 1958.
- (14) Devant les membres de la Fédération des Etudiants libéraux du Canada, M. Le-sage déclarait (selon une dépêche de la Presse canadienne du 13 janvier): "Je suis sûr que le parti libéral, en tant que parti, est disposé à endosser





le principe de l'enseignement gratuit à tous les niveaux. Il me semble que tous les gouvernements, fédéral, provinciaux et même municipaux, pourraient, tous ensemble, prendre des mesures pour réaliser cet objectif souhaitable." Pendant une assemblée générale du congrès, M. Lesage, parlant en français, louait les derniers arrangements fiscaux du gouvernement dont il faisait partie avant la défaite de 1957: "Toute la doctrine du parti libéral dans le domaine fédéral-provincial peut se résumer dans cette formule: Justice et égalité, autonomie et liberté pour toutes les provinces... Il peut y avoir des changements dans les chiffres, mais il est essentiel que le principe de la péréquation soit intégralement respecté. Le parti libéral a donné à notre pays une formule foncièrement juste et équitable qui tout en étant simple et flexible a le grand mérite de mettre toutes les provinces sur un même pied" (Le Soleil, le 16 janvier 1958). La Réforme du 23 janvier donnait un texte plus complet du discours de M. Lesage.

- (15) Comme pour la résolution-choc lue par M. Marc Brière lors d'un congrès précédant de la FLP (cf. no 2).
- (16) Et, comme fondement de la preuve, cet autre "ATTENDU qu'on ne peut s'affilier directement à la Fédération Libérale Nationale ni en être membre et qu'on ne peut participer à ses activités qu'en faisant partie des cadres des dites Associations libérales provinciales."
- (17) A l'élection générale de 1956 et à l'élection complémentaire de 1957, par suite du décès du député de l'Union nationale (en ce second cas, victime désignée par M. Duplessis et "exécuté" par son meilleur homme, M. Paul Sauvé).
- (18) Cf. "Deux solutions 'extérieures': M. Lesage et M. Drapeau", par Isocrate, Le Devoir, le 14 avril, 1958.
- (19) Le Soleil, le 19 décembre, 1957. La Presse du 20 décembre ajoutait sous la signature de Vincent Prince: "Dans l'intérêt des candidats, car cela leur fournirait l'occasion, s'ils ne sont pas bien connus, de se faire connaître; dans l'intérêt du parti, car les délégués à l'avance pourront se mieux préparer à faire un choix judicieux". Et ajoute le correspondant du quotidien montréalais: "Comme un journaliste faisait remarquer, sur le ton badin à M. Lapalme qu'il ne suivait apparemment pas lui-même son conseil, en ne disant pas s'il serait candidat oui ou non, le chef libéral a répondu qu'il n'avait pas encore effectivement pris de décision et que, de plus, à tort ou à raison, il avait l'impression que les libéraux du Québec avaient eu le temps de le connaître, depuis les 7 ans qu'il dirige le parti."
- (20) "Après consultations des leaders libéraux des différentes parties de la province et en accord avec les responsables de l'organisation libérale dans le comté d'Outremont..."
- (21) "Pour le moment, je ne sais pas si je serai candidat. Des amis ont mentionné mon nom, mais je n'ai pris aucune décision. D'ailleurs, il reste encore à voir quelle position prendra M. Lapalme lui-même avant que je ne prenne une décision" (Le Devoir, 18 novembre 1957).
- (22) La Presse, 10 février, 1958.



- (23) Contentons-nous de citer la version de M. Lesage lors de l'annonce, un mois avant le congrès, de sa candidature: "Les entrevues que je viens d'avoir à Montréal, avec M. Lapalme, m'ont ancré dans cette détermination. Je n'aurais pas été candidat à la convention, si le parti libéral avait conservé son chef. M. Lapalme m'a dit qu'il avait pris une décision irrévocable et cela, quelle que soit ma décision à moi, de poser ma candidature ou non.

"Aujourd'hui, je vous dis simplement que je suis prêt à la lutte.

"Comme vous le savez, depuis plusieurs mois, des citoyens de tous les comtés de la province me demandaient de poser ma candidature à la direction du parti libéral provincial. Il s'agissait là d'une décision qui est certes importante pour le parti; mais elle est aussi très sérieuse, vous le comprendrez, pour ma famille et pour moi-même.

"En ces derniers jours, ces demandes se sont faites de plus en plus pressantes. J'ai eu de nombreuses consultations avec un très grand nombre de citoyens de toute la province, représentant tous les groupes et toutes les classes. Visiblement, une proportion considérable de mes concitoyens voudraient me faire confiance pour grouper les forces montantes d'opposition au régime décadent qui nous tient lieu aujourd'hui de gouvernement.

"En toute humilité, j'accepte le poids de cette confiance qui est mise en moi. Je briguerai les suffrages au congrès du parti libéral provincial qui se tiendra à Québec, le mois prochain." (Le Devoir, le 29 avril, 1958).

- (24) Le Devoir, 10 février 1958. (Le souligné est de nous).

- (25) Une victoire aussi décisive que celle de M. Pearson et dont les proportions du scrutin ne sont pas sans rappeler étrangement celle du congrès de janvier, alors que M. Pearson avait obtenu 1,074 votes, contre 305 pour M. Martin et 1 pour M. Henderson.

- (26) Dans un discours d'adieu, M. Lapalme prononça cette phrase à la fois amère et sybilline: "J'ai accepté d'être la victime de la politique et non le complice de cette politique dans la province de Québec". D'après les reporters du Soleil, M. Henri Dutil et Denys Paré, "ce fut une scène pathétique que n'oublieront pas de sitôt ceux qui ont entendu le chef libéral démissionnaire" (le 31 mai 1958).

Les commentaires de M. Duplessis sur le chef intérimaire de l'oppositif et de son assistant, M. René Hamel, n'avaient rien de "pathétique" (d'après Le Soleil du 14 juin 1958): "M. Lesage qui a remplacé M. Lapalme sera maintenant remplacé par M. Lapalme, et comme M. Lapalme ne paraît pas assez fort, il aura comme adjoint, au point de vue procédure et stratégie parlementaire, M. René Hamel. Le remplaçant du remplacé aura un remplaçant comme procédurier et stratège. Et quel stratège: 97 votes au congrès sur environ 855 délégués. Grand bien leur fasse. En temps et en lieu, nous signalerons à l'opinion publique les contradictions et les attitudes regrettables de M. Lesage, de son remplaçant et de l'assistant du remplaçant".

- (27) Allusion à un mot d'ordre de confirmer un choix fait à l'avance par les plus influents dirigeants du parti. Fut aussi jugé comme une erreur le fait d'avoir promené un hideux bonhomme de carton-pâte, représentant un





"parti libéral malade".

- (28) En ces derniers jours de mai 1958, nous étions à 15 jours du soir du 13 mai à Alger ... Et les mêmes journaux du lundi deux juin annonçaient l'élection de M. Lesage du samedi et l'investiture du général de Gaulle du dimanche.
- (29) Allusion au Rassemblement et à la Ligue d'Action civique de Montréal, dont il sera question plus loin.
- (30) M. Duplessis ne quitta pas son ironie mordante en commentant l'élection de M. Lesage: "Il est plus évident que jamais que le parti libéral provincial est l'appendice, la succursale du parti fédéral. Il est singulier de constater jusqu'à quel point ce parti s'accroche à Ottawa... Apparemment l'opposition n'a pas compris les leçons répétées que l'électorat du Québec lui a données. Encore une fois elle est allée chercher un chef à Ottawa ... Il paraît qu'il s'est rendu à Ottawa pour nettoyer son bureau. On admettra que ce n'est pas une grande bataille" (Le Devoir, le 7 juin 1958).

On résiste difficilement, en quittant cette question, à la tentation de rappeler le "traitement de choc" que le directeur de La Réforme, M. Jean-Louis Gagnon, a donné aux congressistes. Ce fut, avec le discours d'adieu de M. Lapalme, les deux grandes pièces d'éloquence du congrès: "Pendant huit ans, nous avons donné à l'ennemi le spectacle de nos divisions; depuis vingt-quatre heures, nous lui donnons en plus le spectacle de notre indiscipline. Où va le congrès? Où va le parti? Y a-t-il encore un parti? Depuis les cabaleurs de tous les côtés, jusqu'aux vendeurs de frites et de cacahuètes, le congrès donne l'image d'une foire; on croirait que pour beaucoup c'est dans les coulisses que se tient le congrès; certains recourent à des manoeuvres que ne désavouerait pas le régime duplessiste. Qu'ils aillent donc rejoindre les rangs de l'Union nationale ceux qui agissent de la sorte, qui se sentent le coeur et l'âme duplessiste: le parti libéral qu'ils pourrissent les supporte depuis trop longtemps..."

Et un peu plus loin: "Le parti libéral a tué Georges Lapalme: vous êtes en train de tuer le prochain chef. Sommes-nous des libéraux, à la fin? Pourquoi avons-nous été fondés? Et le pouvoir, si nous l'obtenions, qu'en ferions-nous si nous continuons à connaître les manoeuvres et les méthodes qui triomphent ici, si nous continuons à donner à l'ennemi le spectacle de nos divisions, à poignarder nos chefs dans le dos, à remettre sans cesse en question, avec la discipline du parti, le programme que nous nous sommes donné et auquel un trop grand nombre n'ont souscrit que du bout des lèvres".

Le reste à l'avenant...

- (31) Le Devoir, 2 août, 1958.
- (32) Article au Montrealer, dont les extraits furent reproduits dans La Réforme, le 17 juillet 1958.
- (33) Elles furent plus tard publiées en volume aux Editions du Jour de Montréal sous le titre Jean Drapeau Vous parle.



- (34) Dès l'annonce de sa candidature au leadership du parti libéral (le 28 avril), M. Lesage déclarait vouloir rencontrer M. Drapeau. "Il est naturel que je recherche l'appui des ligues d'action civique dont les buts coïncident avec les nôtres" (Le Devoir, le 29 avril, 1958). D'après M. Laporte du Devoir du 3 juin, le congrès fut "dominé par la crainte d'un troisième parti et, parallèlement, par une vigoureuse volonté de renouveau". Quelques jours plus tard, M. Wilbur Arkison de la Gazette écrivait: "With a new leader safely installed in office, the Quebec Liberal Party's next job is to decide just what kind of an alliance, if any, it will establish with the militant Civic Action League". Et plus loin:

"A spokesman for the Gerin-Lajoie group told the writer that they planned a meeting this week-end 'when we will decide what course of action we will follow.'"

"Some observers believe that former Mayor Drapeau and his group would not 'go it alone' as a third party movement but that they might be inclined to take such a course if they could form an alliance with the young Liberals headed by Gerin-Lajoie."

"It is difficult to estimate the strength of the Liberal group headed by Mr. Gerin-Lajoie. However, it is fairly certain that its position is weaker at the present time than it was before the party convention where he received 145 votes out of a possible 964." (Le 9 juin 1958).

- (35) Le Réforme, le 14 août, 1958. Il avait auparavant déclaré: "J'ai toujours dit que les ligues d'action civique remplissent un rôle nécessaire et qu'elles ont rendu de grands services. Il serait bon qu'elles soient répandues à travers toute la province. M. Drapeau ne mérite que des félicitations pour le travail incessant qu'il a fait et qu'il veut continuer de faire dans le but de répandre partout dans le Québec, les principes du civisme et de moralité politique qui font partie du programme du parti libéral provincial" (Ibid., le 24 juillet, 1958).
- (36) Ibid.
- (37) Allusion non seulement aux ligues d'action civique, mais aussi au Rassemblement et au parti PSD (anciennement GCF, nouvellement baptisé dans le Québec, parti social-démocratique).
- (38) Le Devoir, le 19 août, 1958. Selon la nouvelle de la Presse canadienne de ce même jour, "un informateur près des dirigeants de la Ligue a expliqué qu'il s'agissait actuellement de définir les cadres d'un organisme provincial et d'établir une politique d'action "et" que pour l'instant il n'est pas question que la Ligue présente des candidats dans les luttes électorales qui pourraient survenir dans la province".
- (39) Le Devoir du 4 août 1958 avait toutefois rapporté que M. Duplessis aurait déclaré, à Saint-Denis de Kamouraska lors d'une cérémonie en hommage à Sir Thomas Chapais: "Vous verrez qu'avant longtemps, nous ne craignons pas d'aller devant l'électorat". De même, The Financial Post du 9 août 1958, sous la signature de M. Vince Lunny, faisait écho à ces "persistent rumors in Quebec political circles that Premier Maurice Duplessis may call an election next spring".





- (40) Pour M. Gérard Filion "le parti libéral trouvera dans le communiqué de la Ligue matière à réflexion. Ou bien il laisse tomber les éléments louches qui l'encombrent pour rendre possible une entente en temps opportun; ou bien il devra faire face à la dure nécessité d'affronter une lutte à trois avec la certitude de rester dans l'opposition et de consacrer la pérennité de l'Union nationale" (Le Devoir, le 20 août 1958). D'après la conclusion de l'éditorialiste anonyme du Quebec Chronicle Telegraph, "Drapeau has definite political aspirations, and the alliance may well prove to be a parallel of the story of the Arab who invited his camel to share the warmth of his tent. Eventually, the Arab found himself out in the cold" (le 21 août 1958).
- (41) A notre connaissance, MM. Lesage et Drapeau se sont rencontrés pour la première fois lors d'une Table ronde organisée par Le Devoir à l'été 1959, avec comme co-participants, madame Thérèse Casgrain, vice-présidente nationale du PSD et M. Jean Marchand, secrétaire général de la C.T.C.C. MM. Lesage et Drapeau ne sont guère affrontés. Bien que n'ayant "pas à défendre la position d'Ottawa", M. Lesage justifiait la politique fédérale d'aide aux universités, tandis que M. Drapeau opinait "que le gouvernement fédéral n'a pas le droit de fausser l'interprétation de son droit de faire des cadeaux, pour contracter des obligations d'une façon permanente". Le seul véritable petit accrochage fut au sujet de la caisse électorale des libéraux: M. Lesage s'étant dit favorable "à la participation de la population au financement des activités électorales", s'ensuivit le dialogue suivant:
- "M. Drapeau: Nous sommes heureux de voir votre conversion tardive!
- "M. Lesage: Tardive? Non pas. J'ai pris cette décision quelque mois à peine après que j'ai eu la responsabilité qui me permettait de le faire.
- "M. Drapeau: Dans l'autre arène, vous l'aviez.
- "M. Lesage: Cela n'a jamais été ma responsabilité". (Le Devoir, le 14 juillet, 1959).
- (42) Le Devoir, le 10 septembre, 1958.
- (43) La Réforme, le 9 octobre, 1958.
- (44) La Réforme, le 16 octobre 1958.
- (45) Ibid., le 30 octobre 1958.
- (46) Depuis la fondation de la Fédération en novembre 1955, "nous avons eu, en juin 1956 l'élection provinciale; en novembre 1956, deuxième congrès de la Fédération; en juin 1957, l'élection fédérale; en novembre 1957, le 3<sup>e</sup> congrès de la Fédération; en janvier 1958, le congrès plénier du parti libéral canadien; en mars 1958, l'élection fédérale; en mai 1958, congrès plénier du parti provincial et, enfin, en novembre 1958, aujourd'hui, nous avons le 4<sup>e</sup> congrès de la Fédération.
- (47) Le texte de La Réforme et la copie de travail du congrès ajoutait: "par Jean-Louis Gagnon, dans son rapport de la Commission de propagande".
- (48) La copie originale du travail, au lieu de déterminer des titres et fonctions, nommait, en outre de M. Lesage, MM. Lapalme, Paul Gérin-Lajoie, Alcide Courcy,



Jean-Marie Nadeau, Jean-Louis Gagnon, Maurice Lamontagne et le président de la Fédération libérale provinciale.

- (49) Le 15 novembre, 1958. Un peu moins catégorique, le directeur du Devoir, M. Gérard Filion s'était déjà demandé: "Est-il possible de mettre d'accord des éléments aussi disparates sur un programme minimum en vue d'objectifs à court ou à long terme. Il faudrait en tenter l'expérience avant de répondre dans l'affirmative ou dans la négative" (Le 7 novembre, 1958).
- (50) Vrai, le 15 novembre, 1958.
- (51) Pour la situation suivant immédiatement le congrès, on pourra consulter l'article de Vincent Prince dans La Presse du 6 novembre, "Coalition prévue de toutes les forces d'opposition en 1960", dans lequel l'auteur, après avoir envisagé cinq types d'alliance, concluait à la plausibilité de seulement deux d'entre eux: le "Front Commun" et le "Front uni". "De toute façon, concluait-il, il ne fait aucun doute que quelque chose bouge présentement sur la scène politique provinciale. A deux ans des élections générales, le phénomène est sûrement significatif." Plus tard, La Réforme du 20 novembre 1958 faisait un tour d'horizon des réactions soulevées par l'enquête de La Presse.
- (52) The Canadian Liberal, vol. X, no 3, décembre, 1958.
- (53) Le Devoir, le 22 juin, 1963. En chambre, M. Lapalme disait à la face du parti ministériel: "La mort de l'ancien premier ministre a eu un effet foudroyant: elle rendit la vue aux aveugles, elle délia les langues, elle fit relever les échine courbées depuis 15 ans. En bref, ce fut le commencement de la 'destalinisation' de l'Union nationale" (La Réforme, le 5 décembre 1959).
- (54) Ce n'est certes pas le seul: les "tiraillements" entre M. Drapeau et M. Pierre Desmarais, son principal associé depuis 1954, étaient déjà perceptibles en 1959. Selon M. J. Z. Léon Patenaude, secrétaire de la LAC., ce qu'on a appelé la "scission Drapeau-DesMarais" fut "en fait ... une trahison de Me Jean Drapeau envers une association, la Ligue d'Action Civique, qui en quelques années avait fait de l'avocat défait à deux reprises qu'il était, l'une des vedettes provinciales de la politique". L'ouvrage de M. Patenaude s'ouvrait par cette phrase de M. Drapeau, dite à un journaliste du Montreal Star du 29 avril 1959 (à noter la date): "SI QUICONQUE était assez naïf pour ajouter foi à des rumeurs de scission entre M. DesMarais et moi, après dix ans de collaboration étroite, je l'invite dans un autre dix ans, constater la permanence de notre unité... A peine plus de quinze mois plus tard, Me Drapeau quittait avec fracas la Ligue d'Action Civique, lui volant l'essentiel de son nom, et entraînant avec lui, un mois avant une élection, plusieurs de ses candidats, ainsi que les plans détaillés de la campagne électorale" (l'ouvrage de M. Patenaude, Le Vrai Visage de Jean Drapeau, Montréal, 1962, p. 7).
- (55) L'hebdomadaire de l'Union nationale, Le Temps faisait la gorge chaude sur les ambitions "littéraires" des deux opposants au parti de M. Sauvé: "La note dominante de ces tristes écrits est la vanité, la fatuité, le désir de passer pour 'intellectuels' et d'épater les 'intellectuels' de gauche. ... La foule, la masse qui fait et défait les régimes politiques, ne comprendra rien à ces bavardages saugrenus" (le 5 novembre 1959). Devenu chef du parti, M. Johnson cédera à la même "faiblesse" en publiant un





livre en 1965: Egalité ou Indépendance.

- (56) Cette forme au passé est involontairement significative, puisque l'auteur écrivait pendant les "Cent-Jours" de M. Sauvé, qui n'avait pas changé le nom du parti de M. Duplessis...
- (57) Extraits aussi reproduits dans l'hebdomadaire de M. Richer, Notre Temps, le 2 janvier, 1960.
- (58) P. 77.
- (59) P. 93.
- (60) Pp. 25, 28.
- (61) Ces co-signataires, d'origines fort diverses, étaient, par ordre alphabétique: Gérard Bergeron, Marc Brière, Jean-Paul Coulombe, Roger Craig, Fernand Daoust, Jean David, Jean-Charles Falardeau, Jean-Paul Geoffroy, René Hamel, Jacques Hébert, Paul King, Hector Langevin, Micheline Legendre, Jean Marchand, Bruno Meloche, Jean-Robert Ouellet, Gérard Pelletier, Adrien Plourde, André Thibodeau, Pierre E. Trudeau, Philippe Vaillancourt.
- (62) Guy Gagnon écrivait dans La Réforme du 23 avril 1959: "... jusqu'à la publication du manifeste des 21, elle n'a pas semblé inciter les autres groupements à imiter le geste posé par le parti libéral. Car, à moins qu'on ne l'ait fait sans l'annoncer, aucun des autres groupes concernés, à l'exception peut-être du Rassemblement n'a nommé de comité pour étudier la conjoncture politique actuelle et les moyens d'entamer des pourparlers à cet effet".
- (63) Tel M. Blair Fraser, qui écrivait dans MacLean's du 5 décembre, 1959: M. Sauvé "is apparently just as formidable an opponent for Liberal leader Jean Lesage as Duplessis would have been. But even if Lesage should win provincially, Sauvé is still a tremendous asset to federal Conservatives. He delivers the party from the curse that Duplessis put on it in the rest of Canada, and makes a Quebec Conservative respectable again. " Pour Miriam Chapin (Saturday Night, le 21 novembre, 1959), "Sauvé is above all else an organisation man, in the old-fashioned sense of believing in organization as getting things moving, of delegating authority to carry out policies determined at the top. He is an excellent administrator, who likes to see the political machine run smoothly... Sauvé is an organization man in another sense. He is no reformer... On the whole, the new regime will bring Quebec into closer contact with English Canada than it has ever had, but that contact will be along lines laid down by the Hon. Paul Sauvé."
- (64) Le nouveau président reprenait la formule de M. Lapalme: "La Fédération c'est le parti" dans son discours au banquet de clôture: "Il y a une autre question qui nous est souvent posée. Quel est exactement le rôle de la Fédération Libérale du Québec dans l'organisation électorale? En théorie, la réponse est facile, puisque la Fédération c'est le parti".
- (65) "C'est bien là l'expression, souvenez-vous en, qu'employait l'ancien chef de l'Union nationale pour qualifier un régime de plus de quinze ans de pouvoir - celui qu'il appelait en 1936 le régime Taschereau-Godbout-Bouchard."



- (66) Réponse de M. Sauvé: "De temps en temps on nous dit: c'est exactement le même gouvernement et, du même souffle, avant que la phrase ne soit terminée, on nous accuse d'avoir tout changé. Nous disons, nous: C'est la même politique qui se continue. Elle a évolué de 1944 à 1959 et évoluera encore. Qu'y a-t-il de surprenant à ce que nous essayions d'améliorer ce qui a été édifié?" (Le Temps, le 26 novembre, 1959). En une autre circonstance, M. Lesage disait: "Nous avons maintenant la dictature avec le sourire, mais c'est la même dictature qui continue" (La Réforme, le 5 décembre, 1959).
- (67) "S'appuyant sur un fonctionnarisme affranchi et stimulé selon ses mérites et ses initiatives, l'Etat du Québec mettra des études, de l'ordre et des plans là où il n'y avait depuis vingt ans qu'improvisations, ignorance et politicaillerie... Québec, sous une direction libérale deviendra un Etat fort et créateur, qui utilisera cette force et ce sens créateur, non seulement dans le cercle de la famille québécoise, mais dans l'ensemble de la Confédération où notre province apportera la richesse de ses différences à nos compatriotes des autres origines, tandis que les minorités de langue française des autres provinces trouveront une nouvelle raison de vivre dans la fierté que le Québec saura enfin leur inspirer."
- (68) Une telle "convention" aura lieu, toutefois, une année plus tard, sans qu'il soit question du choix du nouveau leader du parti (cf. chapitre suivant, no 11).
- (69) The Canadian Liberal, vol XI, no 1, janvier 1960, p. 7.

### CHAPITRE III

- (1) Métaphore dont il s'était déjà servi...
- (2) Son adversaire, M. Lesage, visiblement ému, déclara à la nouvelle de sa mort: "Avec tous les citoyens de ma province, j'ai été saisi de stupeur devant la disparition d'un second premier ministre en moins de quatre mois. La consternation est d'autant plus vive que la mort atteint, cette fois, un homme dans la force de l'âge qui venait à peine d'assumer la direction du gouvernement... Le sacrifice est portée aujourd'hui à sa limite douloureuse par la fin prématurée d'un homme qui a certes abrégé ses jours par son dévouement au bien commun". De M. Lapalme: "Comme chef de l'opposition, je puis dire que mes relations avec M. Sauvé furent toujours cordiales, même quand les luttes parlementaires nous opposaient violemment. Je garderai de lui le souvenir d'un homme qui se faisait une conception humaine de la politique" (La Réforme, le 9 janvier 1960). Et à l'Assemblée législative, M. Lapalme toujours: "Nous venions de converser avec lui. Il nous semblait que nous venions de le quitter, lui qui était l'image même de la santé... La mort n'a pas voulu de lui sur les champs de bataille (M. Sauvé avait fait toute la guerre comme officier dans l'armée canadienne). Il revient au pays, il atteint au sommet de sa carrière politique et, au moment où il se prépare à jouir de cette sorte de gloire qui accompagne la fonction à laquelle il avait accédé, la mort vient le surprendre au milieu de sa famille, au lendemain de la fête du Nouvel An."





Et évoquant son aveu récent: "Quant à moi, je me sens épuisé", M. Lapalme lui répliqua: "Dans ce cas-là, vous savez ce qui vous reste à faire: c'est de vous reposer pendant le congé des fêtes. Il m'a dit que c'est ce qu'il se proposait de faire. Mais j'étais loin de penser alors, que ce repos serait le dernier pour lui. Je pense à l'homme affable et souriant, qui, depuis plusieurs années, avait pris l'habitude de s'arrêter devant ce pupitre pour converser quelques minutes; je pense aussi à l'homme politique qui voulait humaniser la politique et la vie politique elle-même" (Le Temps, le 14 janvier, 1960).

- (3) Nous ne sommes pas en possession des renseignements sur l'alchimie secrète qui a permis à M. Barrette de "passer" entre les "candidatures" de M. Antoine Rivard, l'homme de "la vieille garde", de M. Yves Prévost, classé en centre et de M. Daniel Johnson, porte-parole d'une "jeune garde". Cette question ne s'intégrerait pas d'ailleurs dans notre sujet. Contentons-nous d'évoquer la rébellion ouverte du dr Fernand Lizotte, député de l'Islet. Dans une déclaration aux journaux du 13 janvier, il disait, entre autres choses: "J'ai décidé de démissionner de mon poste de député de l'Islet parce qu'au caucus, on n'a pas eu la liberté de choisir le candidat que nous voulions choisir... Notre choix était fixé sur l'hon. Yves Prévost et je pense que nous avons des raisons sérieuses de le faire. Ma politique a été basée sur la vie de Duplessis avec franchise et droiture de conscience... L'hon. Barrette s'est absenté pendant deux ans alors je voyageais chaque jour de Saint-Jean-Port-Joli à Québec pour assister aux séances de la Chambre, je n'ai pas le droit de servir sous un tel chef... Si on m'avait demandé de voter pour lui, je l'aurais fait, mais la question avait été décidée ailleurs. Les députés ont droit de décider eux-mêmes alors que c'est le cabinet qui a décidé. Dans ces conditions, je me retire."
- (4) Remarque qu'on avait déjà faite au sujet de M. Adéland Godbout lorsqu'il avait devant lui M. Duplessis comme chef d'opposition entre 1939 et 1944.
- (5) On assistait à la naissance du nouveau "mythe" Paul Sauvé, le "débloqueur" qui paraissait déjà comme un éventuel grand "réformateur"...
- (6) D'après les extraits relatifs au "patronage" que reproduisait La Réforme du 27 août 1960.
- (7) La Canalisation du Saint-Laurent, Horizons d'Après-guerre, Entreprise privée et Socialisme. Ses Carnets secrets (cf. note (1) du chap. 1) doivent être ajoutés à cette liste.
- (8) "Beaucoup de libéraux et d'indépendants qui ont travaillé au renversement du régime s'impatientent parce que le changement de gouvernement ne s'accompagne pas d'un changement complet et immédiat d'appareil administratif; par ce que les injustices dans la structure du fonctionnarisme régi par la seule règle du favoritisme risquent maintenant d'être immobilisées et consacrées par notre respect de la loi... D'un autre côté, le gouvernement est accusé de retourner au système du patronage. De nombreux journaux de la province, - et certains de l'extérieur - nous ont reproché avec amertume le remplacement de certains employés temporaires. Signalons que tous ces journaux ont assisté dans un silence de vingt ans à l'édification du plus formidable empire de 'patronneux' jamais vu dans un pays libre! Applaudissons à leur réveil: c'est la meilleure preuve que la victoire libérale n'a pas été vaine et que la liberté n'est plus en prison dans la province de Québec!"



- (9) Par proposition de mademoiselle Alice Frigon, présidente des Femmes libérales du Québec, et de M. François Aquin, président de la Fédération des Jeunes Libéraux.
- (10) On ne disait plus guère officiellement "parti Libéral National" - à peu près dans le même temps que la Fédération libérale provinciale (FLP) devenait la Fédération libérale du Québec ...
- (11) L'"événement" devant se produire en avril 1963.
- (12) "La récente démission spectaculaire d'un chef de parti qui ne pouvait plus agir parce que l'argent de son parti était devenu plus puissant que lui, doit servir de leçon."
- (13) "... on se rend facilement compte que ce sont les gains réalisés par les libéraux et non pas les pertes subies par l'Union Nationale qui ont libéré notre province du régime corrompu et corrupteur qui l'accablait depuis plus de quinze ans. Alors que le vote U.N. demeurait stable (997,318 en 1960 contre 956,082 en 1956), les libéraux enregistraient un gain de plus de 235,000 votes (1,000,135 en 1960 contre 839,890 en 1956). C'est dire que les libéraux ont su gagner l'appui des nouveaux électeurs (214,799 en 1960) ainsi que des indifférents qui, cette année, ont jugé nécessaire de se prévaloir de leur droit de vote... Les femmes étant autant sinon plus nombreuses que les hommes dans notre province, on peut dire que dans les deux catégories ci-dessus... etc."
- (14) Le Devoir, le 11 octobre 1960. Le matin même de l'ouverture, M. Jean-Marc Léger se posait la question: "Après avoir été l'instrument de rénovation du parti libéral, la fédération voudra-t-elle être le moyen d'un rassemblement national?" Car, avait-il écrit plus haut: "Il faudrait être aveugle pour contester que notre communauté est plus que jamais pressée de dangers, investie de toutes parts, et que le présent gouvernement est probablement celui de la dernière chance" (*Ibid.*, le 8 octobre, 1960). Ça n'allait pas être la dernière évocation de la "dernière chance"...
- (15) La question posée à ce sondage était:
- "D'après vous, quel serait le parti qui, s'il était au pouvoir, serait le plus capable de résoudre le problème que vous venez d'indiquer: le parti conservateur, le parti libéral ou le social démocrate?" (Nous citons d'après La Presse du 19 octobre 1960.)
- (16) Compte Rendu des Delibérations du Congrès Libéral National convoqué par Fédération libérale nationale du Canada à la demande du Très honorable W.-L. Mackenzie King, C.P., P.M., M.P., jeudi, vendredi et samedi les 5, 6 et 7 août 1948 au Colisée, Ottawa, Canada, pp. 166-167.
- (17) "It is a relevant point worth remembering that the three Liberal PMs of this century, Laurier, King and St. Laurent, were intellectuals and egg-heads and never tried to conceal the fact. Mike Pearson, it seems to me, will win the premiership only as himself; he will disappoint his friends if he puts on the disguise of a windjammer or a Billy Graham", écrivait J. B. Geachy, dans The Financial Post du 17 décembre, 1960.
- (18) Qui allait effectivement se porter candidat pour ce parti à l'élection de 1963, M. Clément Brown du Devoir.





- (19) Le Devoir, le 13 janvier 1961. Dans le même sens l'éditorialiste anonyme de The Gazette concluait: "Every effort at compromise brings dissatisfaction from those who gain only part of what they wanted. But the Liberal party no doubt felt it could scarcely leave the New Party in possession of part of the left, and those old "Tories" in possession of another part. But to find a place between the two did not prove easy, without making some undertakings that may seem curiously unreal, in the calmer light of another day" (le 16 janvier, 1961).
- (20) Le 13 janvier 1961.
- (21) D'après la "revue de presse" du Soleil du 16 janvier, 1961.
- (22) Bel exemple de l'ironie mordante de M. Fillion, qui enchaînait: "L'un des chefs du parti libéral, M. Lionel Chevrier, député par surcroît d'un comté de la province de Québec, s'est torturé les méninges pour trouver des explications. Il a parlé des bourses comme d'une continuation logique des allocations familiales. A ce compte, on pourrait en dire autant des pensions de vieillesse. Pourquoi ne pas joindre les deux bouts, en instituant un régime d'assistance en vertu duquel les allocations familiales finiraient au moment où la pension de vieillesse finirait."
- (23) Le 14 janvier, 1961.
- (24) Qui allait être effectivement fondé le 5 novembre, 1961, à Montréal et qui sera communément désigné par son sigle MLF - à ne pas confondre avec la "Multilateral Force"...
- (25) Le Soleil, le 2 juin, 1961.
- (26) La déclaration de M. Aquin précisait: "Comment peut-on aussi invoquer les Talbot et les Johnson devant le discours prononcé hier par le premier ministre qui affirmait ce qui suit: 'En fait comme endroit au Canada français, l'Eglise et l'Etat sont tous deux souverains dans leur domaine respectif'... 'Etat où existe juridiquement la liberté des cultes. Etat officiellement chrétien et pratiquement tolérant, le Québec applique exactement ses principes de l'égalité des citoyens devant la Loi'."
- (27) L'Action Catholique, le 2 juin 1961.
- (28) Texte complet du dialogue d'après Le Soleil du 2 juin:
- "M. LESAGE: Je n'ai pas affaire à lui... C'est le président de la jeunesse libérale du Canada.
- M. BELLEMARE: "Je ne connais pas cet homme..."
- M. LESAGE: Je le connais, mais...
- "Le premier ministre n'en a pas dit plus.
- "Quelques minutes plus tard, le député unioniste de Bagot, M. Daniel Johnson, a dit qu'il voulait sympathiser avec le premier ministre quand il est 'éprouvé'.
- "M. LESAGE: Epruvé comment?
- "M. JOHNSON: Par vos affiliations nationales.



"M. LESAGE: Le député fait allusion à une déclaration dont on m'a parlé mais que je n'ai pas lue. Ce n'est pas une épreuve du tout. Je n'ai pas honte de mon discours d'hier. Si ce monsieur a des opinions qui diffèrent des miennes, c'est son affaire à lui, mais je n'ai pas affaire à lui, car il est président d'une association nationale. Il ne semble pas avoir lu mon discours."

- (29) Selon La Réforme du 12 août, 1961.
- (30) Les commentaires de M. Laporte du Devoir étant particulièrement anti-johnsonnistes: "M. Johnson a donc le devoir d'oublier les leçons de 'morale' politique de M. Duplessis. Il a également intérêt à le faire, car son ancien chef a été enterré trois fois depuis sa mort: par les fossoyeurs de Trois-Rivières, par le 'désormais' de M. Paul Sauvé, et par les élections du 22 juin 1960" (le 26 septembre); "L'Union nationale veut revenir à ses sources! ... Cela ne l'empêchera pas d'être de droite - chose souhaitable à plus d'un point de vue, - mais elle cessera d'être un parti qui a plus de ventre que de tête" (le 27 septembre); "Dans son propre intérêt, l'Union nationale devrait rectifier le tir de sa propagande. Celle-ci consiste à dire que l'Union nationale est déjà presque au pouvoir, que la province passe son temps à désirer le retour du duplessisme, que le nouveau gouvernement pratique un patronage si éhonté qu'on en oublie les abus de l'ancien régime, que le parti est parfaitement uni, enthousiaste et glorieux, que jamais les journaux ne lui rendent justice, etc..." (le 29 septembre); "Est-ce notre faute si nous voyons en lui un autre Maurice Duplessis, et non un nouveau Paul Sauvé?" (le 30 septembre).
- (31) Trop, à son gré, jugera-t-il plus tard...
- (32) D'après La Réforme du 28 octobre, 1961.
- (33) Cf. le rapport de M. Jean Morin, à la fois trésorier de la FLQ et président de la Commission des Finances à la p. 25 du Rapport du 7<sup>e</sup> Congrès annuel.
- (34) En outre de M. Marc Brière, porte-parole depuis quelques années de la jeune gauche réformiste, on relevait parmi ses membres les noms de MM. Paul Lacoste, Claude Morin, Maurice Sauvé.
- (35) Allusion à l'étude de la Commission Grenier, composé d'universitaires, pour mettre au point de nouveaux principes de division électorale.
- (36) D'après le reporter du Devoir, M. Marcel Thivierge, "il y avait foule, samedi, à la Commission des dépenses électorales. Les résolutions originales ont été amendées à plusieurs reprises. De vives discussions se sont élevées au sujet du paiement par l'Etat d'une part des dépenses électorales des partis politiques. Les uns ont soutenu que cet argent ne ferait que grossir une caisse électorale déjà existante (et très riche dans le cas de l'Union nationale). Les autres ont soutenu que les dépenses étant limitées par la loi, c'est le parti qui aurait la plus grosse caisse qui souffrirait le plus..." (le 13 novembre 1961). Rappelons toute une série de résolutions relatives à la loi électorale, à la carte électorale, et, surtout au "paiement des dépenses électorales des partis et des candidats" au "paiement des dépenses des partis entre les périodes électorales", à





"la publication des sources de revenus des partis et des candidats". Jamais, à notre connaissance, un "vieux parti" ne s'était avancé aussi loin en cette direction. Mais comme ces propositions n'entrent pas dans la perspective de notre sujet, nous ne pouvons guère qu'en faire le rappel par incidence.

(37) Cf. le livre en collaboration, L'Université dit Non aux Jésuites, Montréal, 1961.

(38) "IL EST RESOLU:

"QUE le Conseil de l'Instruction Publique soit, désormais, appelé Conseil Supérieur de l'Education;

"QUE ce Conseil ait juridiction, au point de vue académique, sur tous les secteurs de l'enseignement; etc..."

(39) Jacques Bonnier, La Presse, le 11 novembre, 1961.

(40) "... dont il avait été d'ailleurs notoirement absent ainsi que tous ses ministres", notait M. Clément Brown du Devoir (le 15 novembre 1961).

(41) Ibid.

(42) Cf. le rapport de ce congrès publié par les Presses Universitaires Laval, Québec, 1962.

(43) La Réforme, 17-24 février 1964.

(44) La Presse, le 26 mai 1962.

(45) Cf. le livre publié sous la direction de John Meisel, Papers on the 1962 Election, Toronto, 1964.

(46) La Réforme, les 12-19 mai, 1962.

(47) Cité dans La Réforme du 12-19 mai 1962. Des journaux de langue anglaise opinèrent dans le même sens: "Mr. Pearson ... displayed a sense of statesmanship for which the current session of Parliament has not been notable" (The Montreal Star): "It is fair to say that any English-speaking leader of a major party has gone before towards recognition of the aspirations of the new Quebec and he has also proposed some practical first steps towards a new understanding between the two races that came together in Confederation but in recent years have drifted dangerously apart" (Maurice Western, Winnipeg Free Press). Ces deux derniers extraits sont cités dans The Canadian Liberal - CHALLENGE, vol. XIII, no 4, janvier 1963 (dont le nouveau titre français Le Libéral - A L'OEUVRE).

(48) Cf. le second tableau du Gallup Poll cité plus haut.

(49) Selon M. Marcel Thivierge du Devoir, " Les statèges du parti libéral et de l'Union nationale sont inquiets. Depuis quatre jours, ils scrutent les résultats des élections fédérales dans le Québec. Ils jonglent avec les chiffres, les retournent en tous sens pour tenter de trouver jusqu'à quel point la victoire créditiste a pu affecter leur parti" (le 23 juin 1962).



#### CHAPITRE IV

- (1) Ne prenons pas a priori partie, par le choix d'un mot trop fort ou trop faible, sur le phénomène que nous étudierons au chapitre suivant.
- (2) Futur candidat créditiste à l'élection du 8 avril 1963.
- (3) "Il y aura toujours des gens qui prendront des rêves pour des réalités. Nous en avons eu encore la preuve, la semaine dernière, quand les journaux ontariens ont parlé d'une alliance possible et même souhaitable, d'après les libéraux, entre le parti libéral de l'Ontario et le Nouveau parti démocratique de cette province. D'autres sont allés plus loins (sic). M. Gérard Pelletier, dans un éditorial paru dans la Presse, propose une alliance des libéraux et des néo-démocrates sur le plan fédéral..."
 

"Pourtant MM. Gérard Pelletier et Pierre Elliot-Trudeau doivent se souvenir de l'échec retentissant du fameux Ralliement, de cette union des forces démocratiques en vue de renverser le gouvernement de l'Union nationale dans les années 1958, 1959 et 1960..."

"Malgré un dénominateur commun puissant, soit la haine de tous ces gens à l'égard de Duplessis et de son régime, il fut impossible de réaligner l'unité, de trouver des lignes de force acceptables à toutes les parties composantes. Ce fut l'échec, puis la débandade."
- (4) Ancien président de l'UCC (Union catholique des cultivateurs).
- (5) L'auteur ajoutait: "On parle... de M. Maurice Sauvé, mais ses talents parlementaires restent... à établir, tandis que sa personnalité donne lieu à moins que de l'admiration chez certains de ses collègues québécois depuis l'élection du 18 juin. Il démarre donc avec un handicap qui ne pourrait lui permettre d'afficher sa réelle valeur. M. Lucien Cardin est bien servi par un talent reconnu, mais il doit ménager sa santé. MM. Alexis Caron, J.-P. Deschatelets et Gérard Légaré peuvent livrer de bonnes batailles. Mais peut-on s'attendre, sans ne vouloir en rien diminuer leurs ressources, de ces députés qu'ils chaussent un jour les souliers de MM. Saint-Laurent, Lapointe et Chevrier? ... Un Canadien français extrêmement influent auprès de M. Pearson est sans doute M. Maurice Lamontagne, qui possède également des qualités d'économiste qui lui valent une réputation enviable, mais surtout en dehors du Québec. Il a 'pensé' une importante partie du programme libéral et préparé, ces dernières années, des discours et des documents pour lesquels d'autres politiciens ont obtenu de retentissants succès. Je m'en souviens par exemple d'avoir entendu dire, à propos d'un excellent document autonomiste, par un ancien journaliste au "Devoir" maintenant député libéral de Chambly: 'Quand Maurice Lamontagne va voir ça?' Or, M. Lamontagne avait été le principal conseiller de l'auteur du document; aujourd'hui, M. Lamontagne se demande s'il va continuer de tirer les marrons du feu pour les autres" (Le 4 septembre, 1962).
- (6) Le 3 novembre 1962.
- (7) La célèbre strip-teaseuse, de nationalité américaine et d'origine allemande, déclarait son étonnement d'avoir été l'objet d'une attention politique et, surtout, qu'on l'ait considérée comme un des symboles de la culture canadienne-française... (à une interview à l'émission de télévision, Les Couche-





Tard, au réseau français de Radio-Canada, alors qu'elle était en représentation dans un cabaret de Montréal, à l'hiver 1965).

- (8) Cf. le discours de M. Lesage au 6<sup>e</sup> congrès, (no 12). Voici deux passages de ce texte que rappelle M. Roy (Le Devoir, le 28 juillet, 1962):

"Le noeud du problème, déclarait M. Lesage devant les délégués au 6<sup>e</sup> congrès annuel est de définir les relations qui doivent exister entre le gouvernement libéral désormais au pouvoir et le parti qui l'y a porté, qui s'identifie au gouvernement sans pourtant s'y confondre..."

"La Fédération, en étroite collaboration avec les députés et les anciens candidats, doit donc dresser immédiatement un programme d'éducation populaire, qui utilisera tous les moyens modernes de diffusion dont la province est abondamment pourvue, qui ajoutera à ces moyens la vertu de persuasion des contacts personnels et des études en commun, qui puisera dans l'expérience des ministres, des experts, des hauts fonctionnaires, des députés et des membres du parti afin de faire rayonner partout dans la province de Québec la pensée positive sans laquelle l'action du gouvernement est vouée à l'échec."

- (9) Le Devoir, le 6 février, 1963.

- (10) Le vote de confiance au chef du parti fut présenté par M. Alphonse Barbeau, vice-président de la FLQ et candidat à la présidence, en ces termes:

"Le Parti libéral a instauré dans la province de Québec, depuis 1960, un climat de liberté et a replacé dans l'administration de nos affaires, le règne de la loi et celui de la justice. Par une action législative constante et précise, par des initiatives honnêtes et positives, le Parti libéral du Québec a ramené notre province dans le sentier de l'honneur et de la fierté.

"Sous la direction dynamique de son chef, l'honorable Jean Lesage, le Parti libéral a entrepris, depuis 1960, d'une façon ordonnée, la tâche d'assurer l'émancipation économique des citoyens du Québec.

"Pour le véritable leadership dont il a fait preuve, pour son dynamisme, sa personnalité et ses véritables qualités de chef, monsieur le Président, j'ai l'honneur de proposer, secondé par la présidente de la Fédération des Femmes Libérales du Québec, par le président des Jeunes Libéraux du Québec et par le président de la Fédération des Etudiants Libéraux que ce 8<sup>e</sup> congrès de la Fédération réitère sa confiance la plus absolue en la personne de son chef, l'honorable Jean Lesage. (Ont suivi les allocutions de Mme Paul Taschereau, de MM. Auguste Choquette et Denis Hardy)

"Adopté à l'unanimité."

- (11) On lui avait reproché le printemps précédent d'avoir dit crûment: "Ce ne sont pas nos ennemis qui nous causent le plus de difficultés, ce sont nos propres amis libéraux" (mot rapporté par M. Jean-V. Dufresne, La Presse, le 23 février 1963).
- (12) Il avait précédemment dit: "J'aurais voulu promouvoir un système d'éducation politique populaire par le truchement des associations de comté et grâce à un service de recherches et de documentation. Malheureusement, les fonds manquaient et le secrétariat pouvait à peine suffire à une tâche déjà trop



accablante imposée à un personnel qui se résume à deux ou trois personnes. Il aurait fallu augmenter le personnel, avoir une équipe volante, une imprimerie et quoi encore. Ce n'était pour l'instant qu'utopie et le projet a dû être remis à plus tard."

- (13) Cf. p. 27 du 8<sup>e</sup> congrès annuel: Les revenus étaient de \$63,256.07 et les dépenses de \$57,910.33, auxquels "les revenus du dîner-bénéfice ... viennent se greffer.

Ces revenus se chiffrent à	\$ 72,215.40
Les dépenses encourues pour ce dîner	14,556.06
Chèques sans provision	<u>650.00</u>

TOTAL \$ 16,056.97."

- (14) Qui était alors M. Maurice Lamontagne, futur député et ministre après l'élection du 8 avril, 1963.
- (15) Plus loin dans son discours, le futur premier ministre du Canada dira encore en français: "Le gouvernement libéral donnera un sens nouveau à la Confédération canadienne. Nos deux peuples seront enfin placés sur le pied de l'égalité. Ils auront les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils seront de vrais partenaires dans la Confédération... Loin de le regretter, le Canadien de langue anglaise doit être fier qu'il en soit ainsi. En effet, l'apport du Québec déborde de beaucoup son cadre géographique, car c'est le coeur et la patrie de Canadiens qui habitent toutes les autres provinces de notre pays" (les soulignés sont de nous).
- (16) Et le plus jeune des présidents de la FLQ, ayant été élu à l'âge de 33 ans.
- (17) Les programmes des deux candidats reflétaient ce contraste "nouvelle vague" et "gens en place". Autant le programme de M. Aquin était précis, réformiste, avant-gardiste (mais sans qu'il y soit fait mention des relations avec le parti libéral canadien), autant celui de M. Barbeau était vague, "conservateur", détaché:

"Adapter efficacement la constitution de la F.L.Q. à l'existence et aux exigences des associations de comtés.

"Décentraliser l'administration de la F.L.Q. pour permettre à toutes les régions de la province de s'exprimer.

"Assurer à la Commission politique un caractère ouvert et dynamique par la création d'un centre de recherches et de documentation à l'usage de tous les libéraux et aussi par l'établissement de comités permanents chargés d'étudier les questions suivantes: éducation, justice, travail, ressources naturelles, fiscalité, administration, agriculture, sécurité sociale, et affaire économiques."

"Augmenter le personnel du secrétariat de la F.L.Q., pour assurer la liaison constante entre l'exécutif, les conseils régionaux et les associations de comté.

"Organiser des équipes de conférenciers chargés de faire connaître le programme législatif du gouvernement libéral du Québec.





"Permettre des rencontres plus fréquentes entre les présidents des associations de comtés et les députés libéraux du Québec.

"En un mot, rapprocher la F.L.Q. des militants libéraux en leur confiant la maîtrise et l'orientation finale de leur fédération.

"Considérer les femmes libérales, les jeunes libéraux et les étudiants libéraux comme des membres à part entière de la F.L.Q."

(FRANCOIS AQUIN)

"Le poste de président de la F.L.Q. est lourd de responsabilités: il comporte l'engagement de servir au maximum de ses connaissances et capacités.

"C'est dans cette optique que j'ai accepté de poser ma candidature.

"Je ne sollicite pas le poste: je suis prêt à l'assumer si l'on croit que je suis à la mesure de la tâche.

"La Fédération a un rôle à remplir: un rôle immense et indispensable. Son action a été bienfaisante; elle a été pour nous un instrument de victoire, un facteur de dynamisme.

"Il importe de la maintenir vivante: d'améliorer ses structures, de compléter et bien définir son rôle.

"Certains libéraux s'inquiètent, non sans raison, du rôle qu'elle a rempli depuis quelques années; il est devenu impérieux et urgent de trouver des réponses et d'apporter des solutions pratiques et conciliables à ces problèmes.

"Imbu de ces nécessités, je suis au service des libéraux du Québec."

(ALPHONSE BARBEAU)

- (18) Toujours selon le même journaliste, "on connaît la technique: son fils Jules allait innocemment s'asseoir dans la suite du candidat favori."
- (19) "Dans cette situation, tout mouvement massif du vote d'un candidat vers un autre paraîtrait suspect, et on aurait vite fait d'en attribuer la cause à une intervention d'en haut" (La Presse, le 23 février, 1963.
- (20) D'après M. Réal Pelletier du Devoir, le 23 février, 1963.
- (21) "Le développement harmonieux de l'économie du Québec ne doit pas être laissé au hasard des décisions du secteur privé, mais est plutôt, dans les conditions actuelles de l'économie moderne, une responsabilité de l'Etat."
- (22) Actuellement secrétaire de la FLCQ (Fédération libérale du Canada, section Québec).
- (23) La Réforme, le 9 mars 1963.



- (24) "En refusant aux collègues classiques le droit de vote, à la Fédération, c'est encore les Canadiens français qui souffriront de cette mesure... Le collégien francophone est ..., assez souvent, au même niveau qu'un universitaire anglophone. Si ce dernier, parce qu'inscrit à l'université a droit de vote au sein de la Fédération, pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'étudiant canadien-français?" (France Demers, La Réforme, le 6 avril 1963).
- (25) Cités dans La Réforme du 9 mars 1963.
- (26) Nous citons ces extraits d'après la nouvelle reproduite dans l'Action catholique, le 12 février, 1963.
- (27) "Les libéraux le cachent assez bien, à leur présent congrès. Ils affichent un large sourire de commande. Ils crient leur confiance de balayer le pays le 8 avril... Pour livrer cette lutte, les libéraux sont admirablement préparés par leur chef, M. Pearson, le seul anglo-canadien de très haute envergure qui comprenne le sens historique de la Confédération et qui ait pris une position nette, ferme et absolument courageuse à notre égard... A l'heure qui sonne, la grande peur des biens pensants est de voir s'ouvrir une autre ère d'instabilité gouvernementale à Ottawa... Quant aux conservateurs, ils ne peuvent cacher l'inquiétude qui les dévore. De temps en temps, ils grimacent un sourire jaune, c'est tout ce qu'ils peuvent faire. Ils discernent que le Québec et l'Ontario urbain veulent leur tourner le dos. Ils doivent se rabattre sur l'Ontario rural, sur les Prairies et sur les provinces Maritimes."
- (28) La Presse, le 23 mars, 1963.
- (29) Alors M. Gérard Picard pour le NPD, maintenant M. Robert Cliche; M. Caouette pour le crédit social dont on sait que le co-leadership, trop inégal en plusieurs sens, n'a pas duré longtemps...
- (30) La Presse, le 4 avril 1963.
- (31) M. Laurendeau reconnaissait que M. Pearson avait nié "avec la plus grande indignation" avoir fait une telle déclaration qui "est de celles qu'un chef de parti ne peut reconnaître, moins de deux semaines avant le scrutin". Mais "la déclaration qu'on lui prête ressemble à l'homme: elle a son style, sa forme particulière de maladresse politique, de détachement et de désintéressement personnel": "A moins que nous (libéraux) n'obtenions une majorité suffisante, je démissionnerai et j'espère que M. Diefenbaker en fera autant."
- "Il n'existe point de divergences entre nos deux partis qui ne puissent être éliminées: et de nouveaux hommes, des hommes jeunes dans les deux partis et je parle d'hommes vraiment nouveaux et non de membres de la vieille garde, pourraient unir leurs forces et donner au pays le gouvernement stable dont il a tant besoin."
- (32) Au moment d'écrire ces lignes (fin juillet 1965) les journaux sont plutôt remplis de rumeurs d'élections.
- (33) Le Devoir, le 30 mars 1963.
- (34) M. Lesage avait demandé de voter contre le parti de M. Caouette et donc pour celui de M. Pearson. M. Laurendeau, dans Le Devoir, et M. Pelletier dans La





Presse, avaient tous deux mis en question la sagesse de cette position de M. Lesage, qui ne gagnait <sup>rien</sup> à paraître comme un lieutenant de M. Pearson.

- (35) Le Devoir, le 6 avril 1963. Le correspondant occasionnel au Devoir, Isocrate, avait déjà ainsi présenté les éléments de la crise en profondeur (le 29 mars 1963): "Distraits (ou blasés?) par les jeux du cirque électoral, par certaines anecdotes parfois savoureuse, nous n'avons pas une claire conscience que l'entité politique au Canada est dans la plus précaire situation générale de son histoire. Il y a bien un malaise généralisé; on sent que 'quelque chose ne tourne pas rond'. Mais ni les sources du malaise, ni le malaise lui-même ne sont pleinement conscients. En rapport à une urgence qui nous échappe, le malaise ne se traduit pas en un moyen actif 'pour en sortir'. Ce malaise est suffisant pour créer l'instabilité; cette non-conscience de la gravité de ses causes risque de prolonger l'instabilité."
- (36) Le 4 avril 1963.
- (37) "Equally important, there are at least nine men in the new cabinet who have hold senior positions in the civil service, either in Ottawa or in provincial governments": Pearson, Pickergerskill, Gordon, Sharp, Lamontagne, Drury, Nicholson, Tremblay, Favreau. "The overwhelming majority of the other ministers can add at least one university degree to their names, and among those in line for parliamentary assistantships are people like Pauline Jewett (Ph. D., Harvard), professor of political science, Carleton University". Dans cette dernière catégorie, l'auteur aurait pu aussi mentionner MM. Maurice Sauvé et Jean-Luc Pépin, ce dernier professeur de science politique à l'Université d'Ottawa.
- (38) Le 22 juin, 1963.
- (39) "La dernière conférence fédérale-provinciale fut souvent saluée comme une réussite. On aurait tout aussi bien pu la saluer comme un échec. La différence tient à quelques détails sur lesquels il faut encore faire des réserves. Le plan conjoint de prêts municipaux marque une amélioration sensible sur les autres plans conjoints. La création d'un secrétariat permanent des affaires fédérales-provinciales est la réalisation d'un projet mis de l'avant depuis au moins 1960. En retardant la mise en application de son projet de pension, le gouvernement donne le temps aux provinces d'en préparer un et d'occuper ainsi la place. Ce sont les trois victoires, mais elles laissent planer un climat d'insécurité". (La Réforme, 3 août, 1963.)
- (40) La Presse, le 27 juillet, 1963.
- (41) "While there are seven French Canadians from Quebec in the federal cabinet, they are all either 'old gard' or so new that they have no following in the province".
- (42) Le 6 juin 1963.
- (43) D'après le titre d'un article de M. Thomas Sloan au Globe and Mail, le 8 août, 1963.
- (44) Selon un article de M. Gordon McCaffrey du Toronto Star, (le 20 juin 1963), "Mr. Gordon, describing Kierans' criticism as 'intemperate and irresponsi-



ble in tone and content', yesterday withdrew the tax 'temporarily' because of 'administrative difficulties'... As an economist Kierans doesn't rate highly with some University of Toronto economists, who are frequently called on to advise the federal government... 'But this is a little unfair', says one U. of T. professor. 'Kierans isn't an ivory tower theorist. When he makes a statement, he's holding a pistol at his head... Kierans, says this academician, 'is not a theory builder. He has a healthy respect for the facts and the best way to attack a specific problem.'

Pour M. James Ferrabee du Globe and Mail (15 juin 1963).

"His qualifications for political office are formidable:

"He is known to agree with many of the progressive ideas of the Lesage cabinet's most radical thinker, Rene Levesque.

". He speaks and write French.

". His political philosophy tends more to the left than to the right.

"And then, by coincidence, he lives in Notre-Dame de Grace and went to school there".

(45) Martin Goodman, Toronto Star, le 24 septembre, 1963.

(46) Le journaliste du Devoir conclut (le 27 septembre, 1963)

"En acceptant de convoquer la conférence, le gouvernement cherche à prévenir les coups. Il a voulu aller au devant du désir de ses députés en préparant la réunion à la manière d'un congrès, en inscrivant parmi les orateurs les principaux coulissiers du parti. Cependant, il risque de rater le coche. Quelques députés qui avaient fondé de grands espoirs sur cette réunion déchantent déjà. Ils craignent qu'elle ne prenne l'allure d'une séance de lavage de cerveau. Les ministres d'ailleurs ne seront pas tous présents, n'attachant pas tous autant d'importance à la réunion que les simples députés."

(47) "A cet égard, les gens de la FIQ reprochent au cabinet de se montrer un peu hypocrite. Alors qu'on cherche à faire beaucoup de publicité autour de la revalorisation de la fonction publique, on ne parle pas du gros patronage qui se fait par l'entremise de la caisse dans les contrats et les achats qui sont justement sous le contrôle du premier ministre et de ses collègues... Ils constatent que ceux qui donnent de l'argent à la caisse ont plus d'influence que ceux qui donnent leur temps et leurs énergies au parti" (La Presse, le 18 octobre 1963). Mais les mêmes journalistes rappelaient après le congrès que "la caisse électorale n'a plus, dans notre politique, ni l'ampleur ni l'utilité souveraine qu'elle avait naguère... Aujourd'hui, un chef de parti a encore besoin, pour demeurer en place, d'une caisse qu'il contrôle personnellement. Mais le jour n'est pas loin où ses idées et sa personnalité suffiront à imposer son autorité. La caisse pourra à ce moment être confiée à un groupe élu et contrôlé par les militants" (Ibid., le 23 octobre 1963).

(48) Sur proposition du vice-président de la FIQ, appuyé par les présidents des fédérations des Jeunes libéraux, des Etudiants libéraux et des Femmes libérales.





- (49) Non seulement M. Chevrier, mais encore MM. Saint-Laurent et Lamontagne furent présents au congrès. Un quotidien de Québec, L'Action (anciennement L'Action Catholique) publiait une large photo de cinq colonnes nous montrant ces deux derniers faisant "un brin de causette" avec MM. Lesage et Bona Arsenault. Et la légende ajoutait: "Gageons que l'on a parlé de cette fameuse résolution demandant que la Fédération Libérale québécoise devienne indépendante" (1<sup>er</sup> 21 octobre 1963). De même, une photo de La Presse représentant les quatre hommes politiques, portait la légende: "RESTONS TOUJOURS UNIS"... C'est ce que semblent se dire ces quatre personnalités libérales, tant fédérales que provinciales..."
- (50) Ce qui n'était pas l'avis de Wilfrid Laurier: "Les Canadiens français n'ont pas d'opinions; ils n'ont que des sentiments" - mot qu'aimait citer Henri Bourassa.
- (51) Tous les extraits de presse des journaux que nous citons sans date sont de leur édition du 21 octobre 1963.
- (52) Voici quelques extraits du discours du président Aquin au banquet de clôture, juste avant le discours de M. Lesage: "Il y aurait lieu, maintenant, pour la Fédération libérale du Québec d'assumer pleinement, par le truchement de sa commission de finance, la perception et la dépense des fonds nécessaires à la permanence du Parti et aux activités électorales. Cette orientation est devenue possible, je crois, grâce aux jalons déjà posés et à la possibilité de vastes manifestations populaires rémunératrices" (allusion aux "dîners-bénéfices qui avaient rapporté \$128,869,41, selon le rapport du trésorier, p. 24 du Rapport du 9<sup>e</sup> congrès)... Amis libéraux vous êtes devenus les propriétaires de votre Parti... La Fédération, c'est le Parti libéral... Les mots Fédération et Parti désignent la même réalité: l'ensemble de ces 100,000 personnes... Entre le parti que nous sommes et celui que nous devons être, la Commission Politique est le lieu vivant et essentiel, la planche de salut. Si un jour, la Fédération se vidait idéologiquement, ce serait la fin... A côté des traditionnels qui croient que les élites les moins nombreuses doivent tripoter le plus d'affaires possibles, il y a ceux qui font confiance à la population et à la démocratie". Les journalistes de La Presse, MM. Dominique Clift et Jacques Guay, concluaient leur analyse du congrès par la remarque: "M. Lesage semblait stoïquement heureux. François Aquin avait eut soin de déclarer: 'Il est le seul chef de gouvernement ici, qui non seulement réalise son programme, mais aussi le dépasse à tous les jours pour atteindre des objectifs sans cesse plus exigeants. Ces objectifs, il les puise dans son amour profond de l'Etat du Québec qu'il dirige et représente dans le monde avec prestige'."

"Mais malgré toutes les critiques implicites dans les résolutions adoptées par le Congrès libéral, jamais l'autorité de M. Lesage fut mise en doute."

- (53) "Ce changement est dû à la Commission politique de la FLQ dont la composition a été élargie considérablement depuis l'an dernier... La Commission politique ... était composée d'environ 45 membres; elle en compte maintenant 125. Des non-libéraux ont été invités à participer aux travaux qui s'effectuent entre les congrès de la FLQ. Ce sont des indépendants et des membres du Nouveau Parti démocratique. Aucun créditiste et aucun conservateur n'a été invité". A noter que M. Aquin, qui avait été élu au congrès (ajourné) de février, fut réélu à l'acclamation.



- (54) Le président de la Fédération du Travail de Québec y vit une "entrave à la liberté" en empêchant les fonctionnaires de s'affilier au Congrès du Travail du Canada. Et M. Robert Martin, secrétaire-général des employés de la province de Québec accusait la F.L.Q. et la Confédération des Syndicats nationaux d'être de connivence, la C.S.N. se voyant offrir 35,000 employés provinciaux "sur un magnifique plateau d'argent" (La Presse).
- (55) Toujours, selon les journalistes de La Presse: "Le premier ministre Jean Lesage était personnellement opposé à plusieurs des résolutions avancées par la Commission politique de la FLQ, et il a privément exprimé sa colère sur certains sujets, notamment le droit de grève aux fonctionnaires provinciaux et la décentralisation administrative..."
- "Ironie du sort, M. Lesage quittait le congrès dimanche après-midi pour se rendre à Philadelphie pour recevoir un certificat de l'Association nord-américaine des fonctionnaires qui l'a nommé 'L'homme de l'année pour l'année 1963, dans le domaine de la fonction publique'.
- "La résolution sur la fonction publique a reçu l'appui de trois ministres: Pierre Laporte, René Lévesque, et Bona Arsenault. Les mauvaises langues soutiennent que Bona Arsenault n'avait pas le choix, puisqu'il était assis à côté de René Lévesque.
- "Le ministre des Richesses naturelles s'est aussi montré favorable au droit de grève pour les fonctionnaires, applaudissant un orateur qui défendait ce droit.
- "Plus tard, un autre orateur, Pierre Chaloult, journaliste à La Patrie, devait déclarer: 'Si vous ne donnez pas le droit de grève aux fonctionnaires, vous allez les forcer à faire des grèves illégales. A ce moment là, si le cabinet sévit, vous allez obliger René Lévesque à quitter le parti. Parce que René Lévesque a été amené à la politique en faisant une grève illégale à Radio-Canada'.
- (56) D'après le compte-rendu de L'Action (initialé R.B., probablement M. Roger Bruneau): "Tout le débat fut marqué de nombreuses manifestations. Le président, M. François Aquin, a demandé à deux reprises de ne pas huer les orateurs. Le ministre René Lévesque fut lui-même hué et applaudi par les délégués durant son bref discours" (le 21 octobre 1963).
- (57) Il s'agissait seulement d'enlever les deux mots "fédéral ou" dans le texte suivant: "Toute personne âgée d'au moins 18 ans, qui souscrit à la doctrine et au programme du parti libéral, qui n'adhère pas à un autre parti politique fédéral ou provincial, qui est dûment admise et qui se conforme à la constitution et aux règlements de l'association est membre de l'association de comté". Le proposeur de cet amendement était M. Jean Meunier, député de Montréal-Bourget.
- (58) S'ensuivirent des "applaudissements nourris" d'après le reporter du Devoir, M. Marcel Thivierge.
- (59) Toujours selon le reporter du Devoir: "Le ministre des richesses naturelles a encaissé le coup en grimaçant tandis que la foule a protesté". Et selon MM. Jacques Guay et Dominique Clift de La Presse, cette phrase "n'a pas eu beaucoup de succès dans la salle."





- (60) Le reporteur du Soleil précise en quelles circonstances: "surpris (sic) d'abord, l'instant d'une seconde, l'assistance a vu qu'il allait prendre rang (le 4<sup>e</sup>) derrière le micro. On l'a applaudi. Qu'allait-il dire?"
- (61) M. Lévesque ayant déjà le sentiment que la résolution serait battue...
- (62) D'après les reporters de La Presse, "D'une voix calme, contrastant avec la violence des autres exposés, M. Lévesque a poursuivi"...
- (63) Après cette citation, les journalistes enchaînent: "M. Lévesque a dénoncé le danger pour le parti libéral du Québec de s'asseoir sur le confort présent et d'oublier l'avenir. Il a souligné que les jeunes qui ne sont pas engagés aussi traditionnellement dans les factions politiques représentent un vote flottant et qu'en les obligeant à être en même temps libéral à Québec et à Ottawa le parti libéral allait se priver d'éléments vigoureux.
- "M. Lévesque a été fortement applaudi. Comme tous les orateurs éloquents, quelles que soient les idées exprimées tant l'assistance ne savait plus où donner de la 'claque'".
- (64) "Enfin, M. René Lévesque vint... précédé par les applaudissements des partisans de l'amendement "(qui)" a dit d'abord qu'il était depuis trois ans et demi membre 'essentiellement' du parti libéral provincial." \*
- (65) "Nous voulons aller chercher toutes les bonnes volontés possibles, même les gens qui sont contre le parti libéral fédéral". Il devait ajouter: "Et même les convertir" (D'après La Presse).
- (66) Que le journaliste du Devoir identifia comme étant M. Anthony Malcolm du comté de Jacques-Cartier.
- (67) Les journalistes du Devoir, habitués à corriger discrètement le "joual" politique et ... parlementaire, rapportant ce propos, le cite avec une variante: "...qu'il reste chez lui." Autres variantes des journalistes de La Presse: "Moi, je suis séparatiste, mais si un anglais veut parler icite, qu'il parle français ou qu'il ferme sa gueule".(sic)"
- (68) Selon des reporters de La Presse:

"Alors que la discussion s'engageait en anglais, M. Yvon Turcot, chef de l'information à La Patrie demanda:

"On va parler anglais pendant combien d'heures?"

"M. Marc Brière déclara en anglais que la résolution devrait se limiter à féliciter le procureur général d'avoir attrapé les terroristes du FLQ.

"Quelqu'un demanda une traduction. Un autre déclara en français: 'On est pas large d'esprit', tandis qu'un autre encore disait 'ah, bien non'.

"C'est alors que M. Pierre Chaloult, journaliste à La Patrie intervint:



"Avant d'adopter une résolution condamnant des terroristes dans une assemblée avec des Anglais... Ce sont eux qui sont responsables..."

"Hors d'ordre" lança quelqu'un. Mais Chalout continuait: "Quand on pense qu'on a un premier ministre qui n'a pas le coeur de parler français".

"Si vous voulez l'avoir, vous allez l'avoir", dit M. Yvon Turcotte en anglais.

"On n'a pas le droit de parler de Pearson comme ça" entendit-on en français.

"Présentez votre résolution comme ça, et tous les libéraux vont partir d'ici séparatiste", dit un autre.

"On veut savoir si les libéraux sont pour ou contre le terroriste", dit en français M. Harry Blank, député de Montréal-Saint-Louis.

"C'est pas des Anglais qui ont condamné les terroristes, mais des Canadiens français, et pour des actes reprehensibles" entendit-on.

"Je vous suggère de refaire votre résolution" déclara M. Rolland Chauvin, président de la réunion de la Commission politique qui s'était transformée officiellement et officieusement en "assemblée d'amis".

- (69) La Presse, dans une photo exclusive, montrait, face à face, M. Lesage et M. René Lévesque se rencontrant dans les couloirs du Château Frontenac. La légende l'accompagnant ne dit pas moins que la photo elle-même: "LESAGE ET SON TURBULENT LIEUTENANT - Même s'il a subi une défaite personnelle en fin de semaine, alors que les congressistes de la Fédération libérale eurent décidé de repousser une résolution qui aurait consacré la séparation des partis libéraux, fédéral et provincial, à laquelle il s'est déclaré personnellement favorable, le ministre des Richesses naturelles, M. René Lévesque, n'en a pas moins conservé un certain sourire frondeur en rencontrant son chef, M. Jean Lesage, dans les corridors du Château Frontenac".
- (70) "Des interventions, c'est peu dire; des bourdonnements plutôt, des cris, et des hurlements."
- (71) Le 22 octobre, 1963.
- (72) La Presse, les 1er et 2 novembre, 1963.
- (73) "Notre tradition doit être épurée de ses valeurs folkloriques, produits d'une époque où nous vivions repliés sur nous-mêmes".
- (74) "... le Ministre de la voirie annonça qu'il serait nécessaire de signer un nouveau programme conjoint pour assurer le parachèvement des travaux de la route transcanadienne... Le Ministre a précisé toutefois que le Québec ne signerait rien 'à l'aveuglette' et qu'il exigerait au contraire un régime spécial pour le Québec" (Ces deux notes d'après un compte rendu anonyme de La Presse, le 4 novembre, 1963).
- (75) Ibidem.





- (76) "La constitution a été violée à maintes reprises. L'assemblée plénière, durant les deux jours, n'a siégé que trois heures. Aucune résolution n'était préparée à l'avance. On les rédigeait, à la bonne franquette, dans les chambres enfumées... Tandis que le conférencier invité, M. Paul Gérin-Lajoie... attendait patiemment que les délégués prennent place dans la salle, les jeunes libéraux... s'attardaient désabusés dans les bars, les chambres de comité, les couloirs... Les Whips furent bien incapables de les rappeler à l'ordre. Au cours de la première assemblée plénière, on entendit même, dans le haut-parleur d'un televox, un délégué saoul crier des obscénités... de tous ceux qui ont voté, un grand nombre n'ont pas assisté au congrès, se contentant d'y être à temps pour le scrutin... La majorité des associations n'existent que sur papier et le comité des lettres de créance dut avoir recours à l'identification par les permis de conduire pour s'y retrouver... Dans cette société, un peu perdus, hésitants, les ruraux se cherchaient une place... Mais on leur en trouva une, car le président sortant... eut l'ingénieuse idée de leur pondre des résolutions à l'incubateur, une bonne dizaine, sur les graines de provende, une banque d'expansion agricole, l'assurance-chômage pour la (sic) manoeuvre agricole, et quoi encore!"
- (77) Ibid.
- (78) La Presse du 18 novembre 1963, d'après une nouvelle, non signée, qui faisait la grande manchette de "la une" - surplombant, en l'encadrant à moitié, une autre nouvelle: "L'enquête sur le bilinguisme affaiblit la Confédération - M. Diefenbaker."
- (79) La Presse, le 18 novembre, 1963.



## CHAPITRE V

- (1) La Presse, le 21 janvier, 1964.
- (2) La Presse, le 24 janvier, 1963.
- (3) "... la mauvaise formulation des 'attendus' de la résolution, de même que l'absence d'"attendus" qui auraient dû en être mais que les proposeurs n'avaient pas prévus, ont largement contribué à sa défaite".
- (4) "Car si les deux tiers des quelque 85 étudiants inscrits au congrès étaient de langue française, il n'en restait à la fin de l'après-midi qu'un peu plus de la moitié dont la proportion entre Canadiens anglais et Canadiens français était plus équilibré"; ce qui laisserait entendre que le nombre des "sans opinion" chez les Canadiens français était assez élevé...
- (5) Après un premier vote à main levée, et "un second où chacun devait se lever pour faire connaître son avis", le président, "débordé", ordonna que tous les 'pour' se rangent d'un côté de la salle et les 'contre' de l'autre. Cette fois, il n'y avait plus de doute: il y avait bel et bien 26 votes contre la proposition, la battant par deux fois" (La Presse, le 10 février 1964).
- (6) Selon l'article 7 de la constitution, sont membres du Conseil général avec droit de vote: les membres du conseil exécutif (10 membres); 3 représentants des députés libéraux à la Législature; un représentant des candidats libéraux provinciaux choisis par la dernière convention dans leur comté respectif; les présidents des groupements régionaux (16 régions); 3 représentants désignés par l'Exécutif de la Fédération des Femmes libérales du Québec; 3 représentants désignés par l'Exécutif de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec; 3 représentants désignés par l'Exécutif de la Fédération des Étudiants libéraux du Québec. Parmi les membres à titre consultatif, on relève le représentant du chef du Parti libéral du Canada (M. Maurice Lamontagne) et 3 représentants des députés libéraux fédéraux (MM. Léo Cadieux, Rosaire Gendron et Guy Rouleau). La Presse du 14 février 1964, sous la signature de M. Pierre O'Neil, mentionnait le nom de M. Vincent Drouin au lieu de celui de M. Léo Cadieux.
- (7) "Il aurait de bonnes raisons d'y être dans chaque cas". Le journaliste évoque la course au leadership des députés du Québec entre MM. Lamontagne et Favreau: question qui est hors de notre propos.
- (8) Le 14 février 1964.
- (9) D'après M. Mario Cardinal du Devoir, "Il est aussi permis de croire, faisait remarquer un observateur, que la Fédération provinciale entend faire savoir à la Fédération nationale qu'il devient urgent pour celle-ci d'avoir ses propres structures plutôt que de reposer sur celles des organismes provinciaux". Selon ce journaliste, le projet de résolution était "dans le sens de la séparation. Il a été référé à la commission politique et à la commission juridique de la fédération avec l'assentiment de Me Marc Brière, secrétaire de l'association libérale de Vaudreuil-Soulanges qui avait présenté le projet".





- (10) D'après M. Jean Sisto, La Presse, du 17 février. Voici comment Le Devoir relate les bizarres conditions de ce vote: "Les délégués au congrès spécial de la Fédération libérale du Québec ont adopté hier par un vote serré l'expression 'Etat du Québec' mais dans sa formulation anglaise 'State of Quebec'."

"Le débat s'est engagé autour d'un projet de résolution du club libéral de l'université Sir George Williams invitant le gouvernement du Québec à poursuivre ses négociations pour obtenir le plein exercice de sa juridiction sur les Esquimaux qui habitent le Québec. Le projet de résolution disait: '... over the Eskimos that reside in this province'. Quelqu'un a proposé: 'in the State of Quebec'. Le président Aquin de l'assemblée a demandé le vote ... 56 députés étaient en faveur de l'amendement. M. Aquin a alors demandé: 'Que ceux qui sont pour 'l'Etat du Québec' se lèvent...' Soixante se sont prononcés en faveur, cinquante-cinq contre!"

"Les mots 'State of Quebec' avaient été biffés d'une résolution adoptée tout juste avant celle-là!"

- (11) Le Devoir du 17 février 1964, sous la signature de M. Mario Cardinal, rapportait toutefois: "Deux députés fédéraux ont été aperçus au cours du congrès mais étaient absents au cours des délibérations d'hier: M. Maurice Sauvé, 'un provincialiste', disait un observateur, et M. Marcel Prud'homme, successeur du sénateur Azellus Denis dans Saint-Denis... Les autres devaient être au caucus du parti libéral qui s'ouvrait hier dans la capitale canadienne."
- (12) "Qui ont tous trois insisté sur la nécessité d'avoir une organisation vraiment démocratique. M. Pinard s'est élevé contre les députés fédéraux ou provinciaux qui croient qu'ils sont propriétaires de leur association de comté, M. Lévesque a dénoncé les cliques, les chapelles qui se croient seuls dépositaires du parti alors que 'le parti est là pour les priorités du Québec'" (Le Devoir, le 17 février 1964).
- (13) La Presse, le 17 février, 1964.
- (14) Ibid. Le reportage de M. Cardinal au Devoir contient des variantes et des compléments à ce texte: "Nous avons vécu dans un véritable régime fasciste, a-t-il dit en pesant bien les mots. Nous avons vécu une dictature de la droite qui s'était imposée au bénéfice d'un groupe de reptiles... L'Union nationale continue de se faire le porte-parole des arriérés, des rétrogrades, de tous ceux qui ne veulent pas que ça bouge au Québec. Nous continuerons la lutte contre l'ignorance, les préjugés, l'individualisme bourgeois, contre ceux qui s'opposent systématiquement à toute intervention de l'Etat..."
- (15) Ibid.
- (16) Ces deux mots en plus gros caractères.
- (17) Les deux sous-titres en plus gros caractères.
- (18) La Presse, le 14 février, 1964.



- (19) "Lorsqu'un président unilingue vient nous visiter sans pouvoir nous comprendre, sans pouvoir participer à nos discussions, nous ne sommes pas contents' a-t-il dit, appuyé en cela par un autre qui a signalé que puisqu'on exige le bilinguisme d'un candidat de langue française, il n'est que juste de le réclamer d'un de langue anglaise."
- (20) "On se rappelle que lors du 9<sup>e</sup> congrès de la Fédération tenu en novembre 1963, à Québec, une telle résolution avait été présentée devant l'assemblée plénière et 332 'prétendus' délégués avaient voté contre, tandis que 155 autres s'étaient prononcés en faveur. Ce semblant de défaite n'a cependant jamais été établi démocratiquement puisque sur cette question plus de la moitié de ceux qui ont voté sur la résolution n'avaient pas le droit de vote. Les fédéralistes se frottaient les mains, tandis que les autres se consolaient en disant: ce n'est que partie remise au prochain congrès.
- "Seulement, cette année, les choses ne se présentent pas tout à fait de la même façon: il y eût d'abord l'erreur de M. Favreau, ministre de la Justice qui, avec M. Emile Dufresne, président de 'International Office Equipment' et président de l'Association de Montréal - Jeanne Mance, réussissait à faire adopter par une assemblée de certains membres du comté, une résolution blâmant M. René Lévesque et une autre attaquant la Fédération libérale du Québec." (le 7 et 14 mars, 1964).
- (21) La journée précédente, invité à un dîner de l'Association libérale de Renfrew-Sud, il avait reproché à la Société Radio-Canada, "établie en vue de favoriser l'unité nationale et non pas en vue de diviser le pays", d'aider la cause des séparatistes québécois. "Cette minorité jouit du privilège de propager ses idées à grand renfort de publicité, ce qui est intolérable et nuisible à l'unité canadienne". Et M. Dupuis rappelait des émissions récentes où avaient participé MM. Marcel Chaput, Michel Chartrand, président du P.S.Q. (parti socialiste du Québec) et Yvon Turcot, jusqu'à tout récemment adjoint au rédacteur en chef de La Patrie (d'après une nouvelle de la Presse canadienne, La Presse, le 9 mars 1964).
- (22) Ce type d'argument n'avait guère été "populaire" lorsque M. Gérard Lévesque l'avait utilisé au 9<sup>e</sup> congrès (cf. no 22).
- (23) D'après M. Jean Sisto de La Presse, "M. Dupuis a finalement fait une confession: 'Je n'aime pas le NPD', a-t-il avoué en soulignant au passage que M. Lévesque et M. Douglas Fisher avaient beaucoup d'amis en commun et que les prises de bec entre les deux hommes le laissent plutôt perplexes" (le 9 mars, 1964).
- (24) "Mais on croit comprendre que cela représente l'opinion de son comté" selon M. Jean-V. Dufresne (La Presse, le 1er mars, 1964). Voisinant cette nouvelle, une autre dépêche mettait en cause M. René Lévesque. D'après M. Marcel Gingras du même journal, un député conservateur, néo-canadien, M. Reynold Rapp. soulevait une "question de privilège" en s'appuyant sur une remarque qu'aurait faite M. Lévesque, d'après le Star Phoenix du 7 mars, et selon laquelle les "Néo-Canadiens ont fait des provinces de l'Ouest un 'melting-pot' de seconde classe". "A titre de citoyen de l'Ouest et de Néo-Canadien, je me sens personnellement visé par ces remarques et j'ajoute que si M. Lévesque était membre de mon parti, il





mériterait d'en être expulsé, mais non sans recevoir 'un bon coup de poing sur le nez!'. Le correspondant de La Presse ajoute: "Haut comme trois pommes et perdu dans des vêtements beaucoup trop amples pour lui, le belliqueux petit député a ensuite repris son siège pendant que certains députés, même des conservateurs, maîtrisaient avec peine le fou rire dont ils étaient secoués".

Dans la même ligne de pensée, si l'on peut dire, une courte nouvelle de la Presse canadienne était publiée dans le même journal, en contiguïté aux articles de MM. Dufresne et Gingras. Elle citait Madame Judy Lamarsh, qui avait dit lors d'une émission télévisée de Toronto: "Si nous avions comme premier ministre une personne aussi catégorique que moi, le séparatisme serait déjà devenu une réalité", quoique se défendant du reproche que lui faisait M. Douglas Fisher d'être "rude, partisane et tranchante".

Le Globe and Mail avait noté quelques jours auparavant au sujet de M. Lévesque: "It is splendid news that Quebec Resources Minister Rene Levesque has promised to make no more speeches on biculturalism... Mr. Levesque has become a bore - and sometimes worse than a bore. His colossal ego has driven him to seek the role of interpreter to the rest of Canada, and his efforts have done far more harm than good" (le 9 mars, 1964).

- (25) Le même jour, sous le titre "Fission among Liberals", le Toronto Star commentait: "So far as the Liberals are concerned, the proposed division is a by-product of Canada's constitutional crisis and the tension between French and English Canada... With an independent federal Liberal organization, we have some assurance that, whatever stand the provincial government takes at the next national election, there will be at least one group in the field in Quebec campaigning on the basis of national unity".

En ce printemps 1964, la personnalité de M. Lévesque intéressait particulièrement les journaux anglais. Pour M. John Bird, il y avait deux Lévesques: "the darling of young intellectuals and the bete noire of diehards" (Toronto Star, le 16 mai 1964). M. Bruce Hutchison voyait en lui "a curious combination of high talent, immense public appeal, sincere idealism and inner hesitation" (Ibid., le 20 mai 1964). Le Globe and Mail, plus rudement, demandait que M. Lévesque soit "remis à sa place": "There could be nothing more dangerous in the present state of Canada than a demagogue, and Mr. Levesque has shown of becoming one. It is right that he should be placed in his place by his own people, and if he fails to heed the warning, there is always Premier Jean Lesage to administer discipline in his cabinet" (le 18 mai, 1964). C'était le moment où une déclaration improvisée (et sortie de son contexte) de M. Lévesque avait fait un tour de presse transcanadien. Selon la Canadian Press, M. Lévesque avait dit: "Yes, I could very well become a separatist if we don't get an acceptable solution... We are not living in a confederation but in a federal system when the provinces are nothing more than partial states". Quant au statut d'"Etat associé", "he said this status would have to be negotiated with the rest of Canada 'without guns and without dynamite as much as possible... if this status is refused Quebec, we will have to separate'" (le 16 mai 1964). Quelques semaines plus tard, quand M. Lévesque répudia la violence et le terrorisme comme moyen d'action politique, on se sentira rassuré et le Toronto Star trouvera que cette déclaration aura "a wholesome effect on the public opinion in the province" (14er juillet 1964).



- (26) Rappelons que le congrès de 1948 avait décidé de la tenue de congrès quadriennaux - décision qui fut "oubliée" sous la direction de M. Saint-Laurent...
- (27) La Presse, le 16 mars, 1964.
- (28) "Il n'y a aucune raison pour que sur le plan fédéral, nous ne bénéficions pas d'une égale participation, de la part de la Fédération canadienne des étudiants universitaires libéraux, à la détermination de la politique du parti, et éventuellement du gouvernement".
- (29) Nous citons d'après le reportage de M. Jean Rivest, dans La Presse, du 24 mars, 1964.

Tout en reconnaissant que le "triomphe" de MM. Lévesque et Aquin était "likely, if not certain, at next Fall's scheduled Q.L. meeting", le Globe and Mail se demandait si M. Favreau n'était pas en train de gagner "the Quebec split": "First, he has partially disarmed the autonomists, at least as their personal feelings for him are concerned... Second, he has also made the autonomist's success a little less certain. If they reject his ideas, it will look like a rejection of party democracy... Third, even should they be successful, Mr. Favreau and, through him, the whole federal Liberal group, would still retain a good deal of prestige, as having been the originator of the referendum idea" (le 11 avril, 1964).

- (30) Allusion à la position de M. Roberts réclamant, pour sa province, le droit de se retirer des plans conjoints et en particulier, du projet fédéral de la caisse de retraite.
- (31) Voici le texte intégral de cette résolution (d'après La Réforme, 11 et 18 avril, 1964):

"Le Conseil Général de la Fédération Libérale du Québec félicite le Premier Ministre, l'Honorable Jean Lesage, pour la façon dont il a fait valoir les droits du Québec au cours des différentes conférences fédérales provinciales depuis 1960 et, en particulier, au cours de la dernière conférence tenue à Québec le 31 mars 1964.

"Le Conseil Général endosse les positions prises par le Gouvernement Lesage sur les questions essentielles suivantes:

- "a) La revision des arrangements fiscaux relatifs à l'impôt sur le revenu des particuliers; à l'impôt sur les profits des corporations et à l'impôt sur les successions, ainsi que le calcul de la peréquation sur la base du rendement des impôts dans la province où ce rendement est le plus élevé.
- "b) le droit du Québec de se retirer des programmes conjoints avec l'équivalence fiscale.
- "c) l'autorité exclusive du Québec en matière d'éducation et l'exigence de l'équivalence fiscale dans le cas de tout projet fédéral d'allocations scolaires et de prêts aux étudiants.





"d) Le plan de caisse de retraite présenté par le Gouvernement du Québec au cours de la dernière conférence fédérale-provinciale."

(32) La Presse, le 11 avril, 1964.

(33) D'après La Réforme du 11 et 18 avril, 1964.

(34) D'après le reportage de M. Luc Beauregard de La Presse du 27 avril 1964.

(35) Reproduit dans le reportage de M. Luc Beauregard, (Ibid.).

(36) Ce "libéralisme" valut de la part de MM. Daigneault et Clift des éloges à M. Gérin-Lajoie qui "dans son comté... lançait le mouvement qui aboutira demain à la séparation des partis libéraux, provincial et fédéral. Les chroniqueurs de La Presse l'approuvaient d'avoir dit à ses commettants:

"Votre liberté, complète et entière, d'adhérer au parti politique que vous voulez, si vous le voulez, quand vous le voulez, votre liberté d'adhérer à un parti provincial seulement, à un parti fédéral seulement, ou à deux partis, provincial et fédéral, c'est ça que nous voulons respecter et c'est ça que je vous propose de respecter, comme membre de l'association, les uns envers les autres et nous tous envers qui que ce soit..."

"Car il faut bien se rendre compte, - et cela vous le savez, - et cela vous le savez, c'est depuis 1956 que nous en parlons, - la politique, aujourd'hui, ce n'est plus l'affaire d'organiser des élections; la politique, aujourd'hui, c'est une réalité qui dure d'une élection à l'autre, tout le temps, et c'est une réalité qui est basée sur des idées, qui est basée sur un programme.

"Aujourd'hui, plus que jamais, et ce sera de plus en plus vrai, ce sont les idées qui vont chercher les votes."

Ils commençaient leurs articles par les paragraphes suivants:

"Paul Gérin Lajoie démontre à l'occasion une lucidité rare. A la différence de plusieurs hommes politiques, il a l'esprit suffisamment dégagé des préjugés de notre société pour entrevoir l'avenir et, surtout, se dégager d'illusions fondées sur des circonstances révolues.

"Il n'est évidemment pas seul à jouir de ce don particulièrement précis. Nous avons souligné à l'occasion les traits de lucidité d'un Maurice Sauvé, d'un René Lévesque, d'un Daniel Johnson et d'un Jean-Jacques Bertrand.

"Avant de citer le cas qui nous occupe aujourd'hui, notons que tous ces hommes sont à peu près du même âge et sont capables, à certains moments, de s'élever au-dessus des préoccupations de la politique partisane. Ils cerment alors la réalité d'une société nouvelle et, par voie de conséquence, nous permettent d'entrevoir dans quelle direction s'orientera la génération qui demain détiendra le pouvoir". (La Presse, le 30 avril 1963).

(37) Car, "il n'a pas fait ses preuves comme homme d'action", apparaissant "un



peu comme l'honnête homme qui cherche encore sa voie dans un milieu dont il est encore à découvrir l'esprit et les lois".

- (38) D'après Le Libéral (version française de The Canadian Liberal, publié par la Fédération libérale du Canada), juin 1964, p. 3.
- (39) Aussi "on a exprimé l'espoir durant la discussion des changements que les associations provinciales établiraient, chaque fois que possible, des commissions parallèles dans leur propre province afin de permettre une consultation et une action rapide lorsque les circonstances l'exigeraient" (Ibid.).
- (40) On était alors en plein débat-fleuve sur le "drapeau distinctif". Le correspondant du Devoir écrivait: "On a noté, contrairement à l'usage, l'absence de tout pavillon dans les salles de délibérations du Conseil national, ni drapeau à feuilles d'érable, ni Union Jack et, surtout pas de Red Ensign qui s'identifie de plus en plus avec le parti conservateur à mesure que se développe le débat sur le drapeau. On a demandé à des délégués et aux dirigeants du Conseil pourquoi on avait omis d'arborer le drapeau à feuilles d'érable. Tous ont expliqué comme s'ils s'étaient consultés au préalable que le gouvernement voulait éviter de faire de la question du drapeau une affaire de parti."
- (41) Ibid. Sans intention insidieuse de notre part, il ne nous apparaît pas indifférent dans une étude sur des phénomènes de bilinguisme et de biculturalisme de citer certaines traductions maladroites du type: "la production de films d'instruction..., méthodes de prélever des fonds..., etc."
- (42) Ibid.
- (43) Cf. le sondage précédent où 48% des Québécois se déclaraient "sans opinion".
- (44) "Notre enquête, notent Daniel Latouche et Claude Morin, respecte tous les standards scientifiques. Par exemple, nous avons expédié le questionnaire à 280 finissants et finissantes choisis au hasard parmi la liste complète qui nous avait été fournie par les Faculté des Arts de nos différentes universités québécoises. Nous avons reçu 235 réponses, soit 84%. Notre échantillonnage représente 8.6% des finissants de cette année ce qui, au point de vue sociologique, est amplement suffisant pour nous permettre de tirer des conclusions applicables à l'ensemble du groupe" (La Réforme, les 27 juin et 4 juillet 1964).
- (45) Tout à côté d'une photo dont la légende, massivement ironique, sous le titre "La main dans la main vers la désaffiliation" se lisait ainsi:

"Qui aurait pu prévoir que même les plus fédérasstes seraient tombés d'accord sur la question. Même le TRES BRILLANT député de Saint-Jean-Iberville-Napierville, futur Premier ministre du Canada, a voulu se joindre à la nouvelle vague. C'est, pourtant bien ce que laisse entendre la photo ci-dessus, qui fut prise quelques instants après la conférence de presse au cours de laquelle M. Guy Favreau, chef des députés libéraux à Ottawa, s'était dit en faveur de la désaffiliation. Dans l'ordre habituel, l'on reconnaît: les honorables Maurice Sauvé, Yvon Dupuis, Guy Favreau, M.C. Drury, René Tremblay et Jean-Paul Deschâtelets." (L'expression "fédérasstes"





était employée depuis quelque temps par des séparatistes. C'était au moins une trouvaille politico-linguistique...).

- (46) Qu'on trouve dans le Rapport (polycopié) du Congrès spécial de la Fédération libérale du Québec tenu au Motel des Laurentides à Beauport, le dimanche, 5 juillet 1964.

- (47) D'après Le Soleil, du 7 juillet 1964, qui rapporte plus bas: "M. John McDougall, délégué de Terrebonne, a présenté la séparation comme une décision logique. Il s'est dit favorable à l'établissement de deux structures, l'une strictement provinciale et l'autre fédérale, tout en espérant que l'on continue de voter 'rouge' à Ottawa et 'rouge' à Québec.

"Pour sa part, M. Robert Racine, de Rouyn-Noranda, a précisé qu'il était en faveur de la séparation des deux organisations, parce que, a-t-il ajouté, cela confirme un état de faits qui existe depuis plusieurs années.

"Un délégué de langue anglaise, du comté de Jacques-Cartier, M. Antony Malcolm, a déclaré que le problème des structures constituait 'l'épine dans le pied de l'organisation politique du parti libéral du Québec'. M. Malcolm a réclamé un parti exclusivement provincial avec une voix strictement provinciale.

"Un employé de Radio-Canada à Ottawa, délégué du comté de Matane, M. Paul Bernier, s'est opposé à la séparation soutenant en particulier que tout organisme qui se subdivise est voué à sa ruine...

"La procédure ultra-rapide suivie pour l'adoption de cette résolution a donné lieu à une intervention d'un délégué de la Beauce, M. Gérard Côté, qui a tenté de reprendre la discussion après coup. Il a dit que l'appel du vote demandé par le président de la F.L.", M. François Aquin avait été prématuré. Devant les protestations de l'assistance, M. Côté a dû reprendre son siège, non sans crier au baillon".

M. Marcel Thivierge, dans Le Devoir du même jour, rappelle au sujet du dernier incident que "la salle a accueilli cette protestation par un immense éclat de rire". Le reportage du Montreal Star précise qu'un des opposants à la résolution, M. Paul Bernier, vota finalement en sa faveur.

- (48) D'après le reportage de M. Thivierge, rapportant l'intervention de M. Goodwin (et non "Goodwill" comme il l'avait écrit), et qui venait de rappeler qu'"au cours de la discussion, M. Lesage a déclaré qu'il savait que l'association libérale de son comté de Québec-Ouest s'affilierait aux deux fédérations; 'mais ce n'est pas le cas de tous les comtés', a-t-il ajouté."

- (49) D'après le Montreal Star du même jour:

"One English-speaking delegate, Anthony Malcolm, of Jacques Cartier county, spoke against the resolution as drafted, because it did not make it mandatory for county associations to belong only to the provincial federation, but leaves them free either to join both the federal and provincial bodies or only one.

"He said if separation was to be accomplished, it should be done



at the bottom as well as at the top.

"I don't want to be half-pregnant", he said amid laughter and jeers in the hall. 'If I am going to be half-pregnant, I wouldn't like to experience the feeling of conception'".

- (50) L'article 19, paragraphe A stipulait qu'est "membre de la F.L.Q. toute personne ... qui souscrit à la doctrine et programme du parti libéral du Québec et qui n'adhère pas à un autre parti ou groupement politique provincial". (Le souligné est de nous.)
- (51) Le Montreal Star, spécialement sensible à ces mutations de langages, rapportait: "As a matter of policy, the government is avoiding the phrase 'the Province of Quebec,' Premier Lesage yesterday told the Quebec Liberal Federation meeting.

"Members of his cabinet were referring, instead in public speeches to 'Le Québec'.

"The word province was being used only when necessary to distinguish between areas of jurisdiction, he said.

"Speaking on a motion to change the name of the federation to 'Quebec Provincial Liberal Federation', the premier said he felt the present name was well known and should be kept.

"Other speakers from the floor said the FLQ initials are sometimes misrepresented to mean the Quebec terrorist movement 'Front de Libération Québécoise.' After Mr. Lesage's intervention, however, the motion was beaten by a large majority."

- (52) Voici comment Le Devoir narre l'incident:

"M. René Lévesque a expliqué que dans les circonscriptions de Montréal plus particulièrement, il arrivait que des libéraux dévoués à la cause depuis vingt ans démenageaient des comtés tout en conservant amis et influence dans le comté qu'ils sont obligés de délaisser.

"Le ministre a dit que si on adoptait tel quel cet amendement on détruisait plus ou moins l'association libérale de son comté de Montréal - Laurier. C'est pourquoi il a proposé d'ajouter en sous-amendement: 'Résidant dans le comté, sauf lorsque l'association de comté en décide autrement par une résolution de son assemblée générale.'

"Le président, Me François Aquin a demandé le vote. Des personnes en faveur du sous-amendement se sont levées. Puis, celles qui s'y opposaient. Me Aquin, prenant l'avis des secrétaires préposés au décompte des votes, a décidé que le sous-amendement était accepté par les deux tiers de l'assemblée.

"Une clameur s'est élevée contre cette décision. Plusieurs délégués, dont Mme Claude Taschereau, présidente de la Fédération des femmes libérales, ont protesté affirmant qu'il était faux de prétendre que les deux tiers obligatoires, selon les règles de procédure ont donné leur adhésion à ce sous-amendement. On a vainement réclamé un nouveau vote, le président





insistant pour passer à l'étude d'un autre article. Il a demandé la collaboration de la salle.

"Mme Taschereau a répliqué: 'M. le président, nous vous avons demandé tout à l'heure votre collaboration et vous nous l'avez refusée'.

"Un délégué a finalement proposé pour dissiper ce malaise et rétablir l'ordre un vote sur la décision du président.

"Seuls quelques délégués ont refusé d'entériner la décision de Me Aquin. Après ce vote presque unanime, la discussion a pu se poursuivre dans un calme relatif."

- (53) Comme un des "à côtés" du congrès, Le Soleil rapportait:

"Les délibérations du congrès spécial de la Fédération libérale du Québec se sont déroulées dans une atmosphère survoltée, dans un va-et-vient presque continu, plusieurs délégués ne pouvant obtenir un siège dans l'enceinte même du congrès. D'ailleurs, le président de la Fédération libérale du Québec, M. François Aquin, a eu pas mal de fil à retordre avec les procédures. Ceci est apparu d'une façon criante lors de la mise aux voix de l'amendement sur l'admission des jeunes de 16 ans. Faute d'en arriver à un partage clair des voix des délégués, on a dû recourir aux machines à voter. A plusieurs reprises, également, il a fallu procéder à un recomptage des voix, les délégués votant à main levée."

- (54) Avec les projets de réforme des cartes électorales fédérale et provinciale, cet argument aura plus de poids dans un proche avenir.

- (55) Le souligné est de nous.

- (56) Cf. le Cahier des Résolutions, miméographié. Le Devoir du 21 septembre 1964 fournissait une liste des 12 résolutions les plus importantes du congrès:

- 1 - Nomination d'un représentant des étudiants au Conseil supérieur de l'Education;
- 2 - La création au sein du ministère de l'éducation d'un bureau de loisirs et des sports;
- 3 - L'établissement de centres de loisirs à l'échelle régionale et paroissiale;
- 4 - Le droit de vote pour les parents aux élections scolaires des commissions de Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières;
- 5 - La fusion des écoles normales dans les centres populaires;
- 6 - La création de camps de vacances pour étudiants sous forme de camps agricoles, miniers, techniques et autres;
- 7 - Un réseau d'auberges de jeunesse;
- 8 - Des mesures pour favoriser l'emploi d'étudiants dans l'industrie;
- 9 - La hausse de l'échelle des salaires des instituteurs en milieu rural;
- 10 - Le renforcement dans les écoles régionales des matières techniques reliées à la gestion de l'entreprise rurale et la création de services d'orientation afin de mieux guider les jeunes ruraux désirant faire



carrière dans les professions industrielles et autres;

11 - La mise en application des recommandations du rapport du comité d'études sur les loisirs et les sports;

12 - La gratuité scolaire à tous les niveaux.

- (57) Une résolution de l'Association des Etudiants libéraux de l'Université de Montréal proposant "un vote de félicitations... à l'endroit du président de la Fédération Libérale du Québec, Me François Aquin"; plus élaborée, la résolution de l'Association libérale du comté de Bourget, dans une référence claire à l'initiative de l'Association de Jeanne-Mance (cf. no 24) proposait "que des félicitations chaleureuses soient adressées à Me François Aquin ... pour son attitude énergique à la suite du vote de blâme à l'endroit de la Fédération Libérale du Québec, enregistré lors du congrès annuel d'une association de la région métropolitaine".
- (58) Le Devoir, le 21 septembre, 1964.
- (59) Selon M. Thivierge du Devoir, "une telle commission constituerait ni plus ni moins qu'une perte de temps 'alors que tous les efforts du gouvernement, a-t-il expliqué, sont orientés actuellement vers la hausse du niveau de vie des cultivateurs'" (le 21 septembre, 1964).
- (60) Du genre: "Ainsi, le régime des subventions conditionnelles contre lequel le Québec s'est souvent élevé sera en très grande partie remplacé par un élargissement très appréciable de la part que le Québec percevra de l'impôt sur le revenu des particuliers. En 1966, dernière année des arrangements fiscaux actuels, le Québec touchera donc lui-même directement au moins 47 p.c. de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette proportion sera constituée comme suit: 24 p. c. d'abattement régulier, 3 p. c. d'équivalence fiscale provenant de la compensation applicable aux programmes conjoints..."

"Il y aurait, pour le Québec, a-t-il dit, un risque financier important à accepter dès maintenant, comme base de calcul du règlement final, l'équivalence qui sera consentie par le gouvernement fédéral dès la première année où la formule d'option s'appliquera. C'est pourquoi il importe de prévoir une période de transition au terme de laquelle on pourra établir une équivalence définitive qui tiendra compte de l'expérience vécue dans l'intervalle et des perspectives d'avenir. Il ne faut pas oublier en effet que le Québec a participé au régime des programmes conjoints bien après les autres provinces et que par conséquent, certains programmes dont il se retirera ne sont pas rendus à maturité..."

"Pour faciliter le calcul de l'équivalence fiscale, a expliqué le premier ministre, le Québec a offert, dès la conférence de mars-avril, de ne pas modifier, pendant la période de transition, l'étendue ou la portée des programmes conjoints dont il se retirera. Pour la même raison, il fera état auprès du gouvernement fédéral des dépenses encourues au titre de ces programmes. Toutefois, après la période de transition, il ne subsistera pour le Québec, relativement à ces programmes, aucune obligation administrative ou comptable à l'égard du gouvernement fédéral."





(61) Quelques réponses citées par ce journaliste:

" - Nous autres, on n'est pas content du gouvernement: Y'a pas d'ouvrage...

" - Tous les politiciens sont de la même gang... ils f... tout dans leurs poches...

" - Moi, j'suis d'accord 100 pour cent avec les bombes...

" - On a eu l'impression qu'il se faisait quelque chose au Québec depuis quelque temps; mais il ne s'est rien fait..."

D'après M. Roger Bruneau de L'Action (le 22 septembre 1964):

"Une très grande proportion des jeunes interviewés, soit environ neuf sur dix, se désintéresse totalement de la politique. Ils ignorent même les problèmes de la plus vive actualité sur le plan politique. Pour plusieurs, les hommes politiques ne sont que des machines à promesses, mais qui ne produisent rien d'autre.

"Un jeune à qui on demandait ce qu'il ferait s'il était premier ministre a répondu simplement qu'il 'mettrait d'abord toute la gang dehors'. Quelques-uns semblent savoir qu'on parle beaucoup d'éducation dans la province, mais la majorité croit que le gouvernement ne s'intéresse pas assez aux jeunes."

(62) Le journal ajoute: "Il y en aurait de plus vigoureux sans doute si on avait présenté intégralement les cinq ou six heures de film qui ont été tournées. Une question incidemment était la suivante: 'Qui voyez-vous comme successeur de M. Lesage dans le parti'? Tous les jeunes, moins un, par toute la province, ont répondu: René Lévesque. Le dissident optait pour Gérin-Lajoie".

(63) "Cette révolte s'accompagne presque toujours d'une ignorance effarante. On critique, on rêve de recourir aux bombes, on veut tout raser, mais on ne connaît pas les structures que l'on cherche à renverser. On ne sait pas les structures que l'on cherche à renverser. On ne sait pas, par exemple, ce qu'est le Bill 60; on ne connaît pas davantage le code du travail. Pourtant, le mécontentement et le désarroi sont immenses. Sans être familiers avec les structures de la société, encore moins avec les mesures législatives que l'on adopte, les jeunes interrogés souffrent de ces structures: ils ne savent pas ce qu'ils veulent, mais ils ne veulent pas ce qu'ils ont. Beaucoup d'entre eux souffrent du chômage; la majorité est hostile à 'la politique', aux 'politiciens'. S'ils ont un espoir, c'est souvent celui qu'ont fait naître en eux les actes de violence des terroristes. D'autres, aux antipodes, n'hésitent pas à dire ce qu'ils cherchent ici-bas: 'Un gros char'".

(64) Le 21 septembre, 1964.

(65) Le 23 septembre, 1964.

(66) Nous citons d'après les journaux du 30 novembre 1964.

(67) Mais quand "un orateur est revenu à la charge pour parler de la 'dictature linguistique anglo-saxonne' ... il a soulevé des 'Holà!'" (Le Soleil).



- (68) "ATTENDU que la loi ARDA étant une législation fédérale administrée conjointement avec le gouvernement provincial, les provinces devant normalement voir elles-mêmes au développement et à l'aménagement des régions situées sur son territoire et qui tombent sous leur juridiction, cette dernière est une façon pour le gouvernement central de s'immiscer dans le domaine provincial;
- (69) De la longue résolution du McGill Liberal Club réclamant que "toute les institutions scolaires, écoles et universités, sous la juridiction du ministère de l'Education devraient être des institutions non-confessionnelles", il ne restait plus que l'unique proposition plus "libérale" suivante (maintenant toutefois le CONSIDERANT originel):
- "CONSIDERANT que la non-confessionnalité de l'enseignement assure une meilleure sauvegarde des droits et libertés de l'individu;
- "IL EST PROPOSE:
- que certaines institutions scolaires, écoles ou universités, sous la juridiction du ministère de l'Education devraient être des institutions non-confessionnelles."
- (70) Le souligné est de nous.
- (71) Un sur-titre du Montreal-Star, dominant le titre "New Liberal Program Soon", disait évocativement: "Lesage Asks Pointers".
- (72) Commentaire d'un journaliste étudiant: "Ce dernier congrès, tout optimiste qu'il ait été, ne laisse pas de susciter chez nous quelques questions sur son caractère représentatif de la Jeunesse Québécoise, puisque la grande majorité des délégués venaient une fois de plus de milieux bourgeois et universitaires du Québec" (Louis Saint-Aubin, Le Carabin, Québec, le 3 décembre, 1964).
- (73) Nous avons cité d'après le texte miméographié distribué au congrès.





## CHAPITRE VI

- (1) La première mention que nous avons relevée est un article largement descriptif de Françoise Côté dans La Presse du 17 avril 1964, à la suite d'une entrevue avec M. Eugène Lapointe, premier secrétaire-administratif de la Fédération libérale du Canada (Québec). Dans les passages suivants, tous les textes cités, qui ne comporteront pas de référence particulière, seront tirés des procès-verbaux dont nous avons pu nous procurer des photocopies grâce à l'obligeance de M. Eugène Lapointe, secrétaire-administratif de la future F.L.C. (Québec).
- (2) L'expression "députés libéraux du Québec au Parlement canadien" étant substituée à celle de "députés fédéraux".
- (3) "Il faut, continue le procès-verbal, que chaque comté ait son exécutif provisoire au cours du mois de novembre, qu'on fixe un objectif minimum de un membre par poll avant le 1er février 1965 afin que notre fédération compte de dix à quinze mille membres à cette date."
- (4) "article 11, C) (La commission des groupes ethniques est formée du président et du secrétaire des associations libérales de chaque groupe ethnique et du président de la commission correspondante des associations de comtés (en suspens))."
- (5) Article 11 - Commissions permanentes
  - E) Commission politique
    - a) La commission politique est formée de dix (10) membres désignés chaque année par le conseil de direction et du président ou de son représentant de la commission correspondante de chaque association de comté.
- (6) Selon un propos de M. André Dubé, président du Conseil de direction provisoire, recueilli par Robert McKenzies "Mr. Dubé said '80 or 90 per cent' of members of the Quebec Liberal Federation would go to work tomorrow for the new organization if there was a federal election" (The Toronto Star, le 26 octobre, 1964).
- (7) "Sur l'approbation de la demande d'admission par le conseil exécutif et après perception d'une cotisation fixée par l'exécutif de ce comté, le secrétaire de l'association de comté transmettra immédiatement la demande au secrétaire de la Fédération Libérale du Canada (Québec) qui devra émettre la carte de membre et la transmettra au secrétaire de l'association de comté, sans délai.  
Cette carte portera la signature du président et du secrétaire de l'association de comté et du secrétaire de la fédération."
- (8) "Ils ne peuvent voter que trente (30) jours après l'émission de leur carte de membre" et "pour être éligible aux postes de l'association, il faut en avoir été membre depuis au moins trois (3) mois".
- (9) "Tout membre peut cesser de faire partie de l'association en adressant un avis au secrétaire qui devra le transmettre au secrétaire de la fédération".



- (10) Du troisième et dernier chapitre, comprenant l'unique article 29, on retiendra la disposition d'un vote qualifié: "Chaque amendement requiert l'approbation des deux-tiers des députés-électeurs participant au scrutin.
- (11) " La commission des groupes ethniques est formée du président et du secrétaire des associations libérales de chaque groupe ethnique et du président de la commission correspondante des associations de comtés. (en suspens)."
- (12) The Toronto Star, le 13 janvier. 1965.
- (13) Le 27 janvier, 1965. Dans le même journal, Peter Newman écrivait en date du 25 novembre 1964: "The alleged behavior of the involved - Raymond Denis, Guy Rouleau as well as several others yet to be accused - does not represent the ethics of contemporary Quebec, any more than it is typical of the political morality of the nation at large.  
 "These men are ambassadors to Ottawa of a vanishing breed of French-Canadian politico, once described by Pierre Elliott-Trudeau, the University of Montreal law professor, as being chosen 'not so much for their ability to serve democracy as for their ability to make democracy serve their party, their main qualification being familiarity with machine politicians and schemers'".
- (14) Ainsi l'article de Robert McKenzie dans The Toronto Star (le 4 janvier, 1965): "Marcel Faribault - hope of Quebec's Tories."
- (15) "1. The Lesage regime seems to be aging politically, more rapidly than Levesque himself who, at same stage or other, may feel he has to pursue his career outside the Liberal party;  
 "2. The Union Nationale opposition is in a state of both ideological and financial bankruptcy;  
 "3. Jean Drapeau has proved he is a top rate political organizer capable of building up the large electoral fund without which any new party would be doomed.  
 "4. Drapeau has the indefinable "stamp" and authority of a future premier which Levesque, despite his enormous popularity, may feel he lacks" (le 21 janvier 1965).
- (16) The Toronto Star, le 9 janvier 1965. Quelques mois auparavant, dans le même journal, Robert McKenzie concluait un article, "Québec's quiet revolt" worse than Duplessis" (évocation des "procès de tendance" du premier ministre, du ministre Bona Arseneault contre la presse, Radio-Canada, les séparatistes, ainsi que de la neutralisation "of reform elements at the Quebec Liberal federation" annual convention in September"): "And although Levesque has a strong base of popular support in Quebec, it is difficult to see exactly how he could translate this into a cohesive political force if he resigned tomorrow" (le 26 novembre, 1964).
- (17) Ibidem, le 3 février, 1965.
- (18) Le 15 février, 1965.
- (19) Ibidem, le 20 février, 1965.





- (20) "This is because Lesage is candid enough to sit down at his desk every day as if he were about to write a new page of history.

"He simply takes a bearing on the main course of events and goes for it. People love it.

"As for the establishment and its view that Lesage will leave a mess behind him, that only stems from fear and worry...

"Most people don't understand how Lesage operates, what he's like and how he reacts. As we've pointed out, he has no theories to fight for; no axes to grind. He approaches politics with the simplicity of a child but the muscle power of a trained wrestler. He seems to thrive in the midst of contradiction and impossible situation."

- (21) Ibidem.

- (22) Ibidem. le 12 février, 1965.

- (23) Ibidem. le 20 février, 1965.

- (24) "...un comité spécial des conventions sera chargé d'étudier les différentes méthodes suivies dans d'autres pays pour l'élection des candidats officiels du Parti à la veille des élections. Il devra trouver un moyen démocratique de procéder susceptible d'attirer sur les rangs les candidats les plus sérieux et les plus compétents et que leurs chances d'être élu soient égales à celles de figures souvent populaires mais incompetentes. Le rapport devra précéder les prochaines élections provinciales" (La Réforme, le 31 janvier, 1965).

- (25) M. Réal Therrien, Me Jean-P. Goyer, Me Alphonse Barbeau, Me Jean Bienvenue, Me Gontran St-Onge, Mme Monique Marchand, Me Roland C. Chauvin, Dr. Roger Paulin, M. Simon Fortin, M. Gérard Martin, ~~m.p.p.~~ (le deuxième fut élu député libéral fédéral à l'élection du 8 novembre 1965).

- (26) Avant l'adoption du procès-verbal de la dernière assemblée, le procès-verbal rapporte qu'"il est proposé par Michel Robert, secondé par Pierre Dubé qu'une rectification soit faite au paragraphe concernant la présumée nomination de Claude Trudel. Il est donc proposé que le mot 'nommé' soit remplacé par le mot 'proposé'?" Et la proposition de l'adoption du procès-verbal fut alors "adoptée à l'unanimité". Plus bas, le procès-verbal précise: "Etant donné qu'aucun avis officiel n'avait été envoyé à Claude Trudel pour l'aviser de la présidence de la commission politique, l'exécutif clôt toute discussion possible en acceptant le (sic) proposition faite à l'effet de rectifier les minutes."

La Réforme du 31 janvier 1965, annonçant la tenue du congrès de la Fédération des Etudiants libéraux du Québec, présente M. Claude Trudel, comme "très avantageusement connu dans les milieux libéraux". Le journal fait écho à des rumeurs voulant qu'il se présente à la présidence de la Fédération ou que, plutôt, il "manifeste le désir d'accéder au secrétariat."

- (27) A son sujet, le procès-verbal rapporte: "Après discussion et établissement des faits, les quatre députés présents déclarent qu'ils ignoraient certains détails importants et qu'ils sont prêts à se porter défenseurs de Joseph Nuss. Une résolution est alors formée dans le sens suivant:



"Après avoir étudié les raisons invoquées par le conseil de la F.L.C.Q. concernant la démission de Joseph Nuss, étant donné que ces raisons invoquées ne semblent pas valables, il est proposé à l'unanimité que Joseph Nuss conserve son poste à la vice-présidence anglaise de la Fédération des Jeunes Libéraux du Canada (Québec)".

Plus bas le procès-verbal, on peut lire à son sujet: "D'ici deux mois environ, les comtés sous la responsabilité de Joseph Nuss seront organisés, à l'exception de Cartier où un problème est causé par un grand nombre de gens qui viennent de l'extérieur. Aucun autre comté n'est handicapé."

- (28) En outre des résolutions portant sur l'éducation politique des jeunes, trois d'entre elles montraient l'intention des étudiants libéraux de s'intégrer aux mouvements de jeunesse québécois: "un mandat pour la commission politique à l'effet d'étudier le syndicalisme étudiant actuel; une représentation de la F.E.L.Q., au sein des mouvements de jeunesse québécoise; une coopération avec les chantiers d'étudiants".
- (29) La composition dualiste du conseil exécutif de la fédération vaut d'être rappelée ici (art. 16.01):
- "a) à titre consultatif:
- le Chef du Parti libéral du Québec
  - le Président de la Fédération des Jeunes Libéraux du Québec
  - la Présidente de la Fédération des Femmes libérales du Québec
  - le Président sortant de charge
  - le Président de la Fédération libérale du Québec
  - le Secrétaire-administratif.
- "b) à titre votant:
- le président
  - le vice-président aux affaires internes
  - le vice-président aux affaires externes
  - le secrétaire de langue française
  - le secrétaire de langue anglaise
  - le trésorier."
- (30) "Si, par exemple, dès la fin du cours primaire, on donnait une orientation politique à l'enseignement de cette science (l'histoire), ce serait déjà un bon pas de fait. Ce système, étant poussé plus avant au secondaire, l'histoire universelle constituerait la matière idéale à l'élaboration d'une étude politique plus détaillée et plus directement orientée vers le but que nous nous sommes fixés. L'étude, par exemple, des origines de la notion d'état, de pouvoir politique supra-individuel, son élaboration à travers les âges, cadrerait bien avec les exigences d'un tel programme."
- (31) "Il pourrait, par exemple, financer les organismes qui s'occuperaient de donner des cours d'initiation politique, ou encore, publier nombre de documents sur nos structures et leur fonctionnement, encourager la création de cours télévisés, éduquer à la démocratie dans l'action en finançant les organismes de jeunesse. Le tout devrait être complété par la réalisation d'une vaste campagne d'information à l'échelle de la province."
- (32) Quelques pages auparavant, cet aveu presque brutal: "... on serait porté à croire que les problèmes de cet ordre ne se posent qu'en milieu extra-étudiant; or, il n'en est rien. Depuis trop longtemps, on a bonne conscience parce qu'on a accordé aux étudiants le droit d'élire, par voie de démocratie directe, un exécutif dirigé par un président. Or, il ne s'agit en fait là





que d'une parodie: on joue aux élections, bien plus qu'on expérimente la démocratie en niant tout pouvoir effectif aux représentants étudiants".

- (33) Cette résolution était présentée par le McGill Liberal Club.
- (34) Cette résolution présentée par les étudiants de l'Université de Montréal, était d'un laconisme frappant tenant en ces trois lignes:
- "IL EST RESOLU:  
que la Province de Québec  
étatise les universités de la  
province".
- (35) Cf. la résolution (p. 19 du cahier des résolutions) présentée par le Club Libéral McGill.
- (36) Faut-il qualifier d'"avant-gardistes" les résolutions demandant la "refonte complète des statuts du Québec", qui ne s'est pas faite depuis 24 ans (et "à ce titre nous sommes 10 ans en arrière sur toute autre province"), ou celle qui réclame l'abolition immédiate de "l'obligation de prendre un repas pour pouvoir boire un verre d'alcool le dimanche" (ainsi, "nous nous rendons ridicules" aux yeux des étrangers).
- (37) "Certains peuvent craindre qu'un tel point de vue n'engendre la passivité et le conformisme. Je ne le crois pas; de fait je suis certain que tel n'est pas le cas, car depuis 1960 c'est là la politique que nous avons suivie et Dieu sait combien de réformes en ont découlé. Ces réformes, d'ailleurs, des groupes attardés nous les reprochent aujourd'hui, nous accusant d'aller trop vite. En même temps, d'autres groupes trouvent que nous n'avancions pas assez rapidement. Vous vous en doutez bien, dans un pays démocratique l'homme politique a simultanément raison et tort selon la façon dont ses gestes sont interprétés par un groupe ou par l'autre. S'il se situe à droite, la gauche le critique; s'il se situe à gauche la droite l'attaque; s'il se situe au centre, la droite et la gauche, d'un commun et curieux accord, le vouent à la damnation politique. Je suis personnellement de centre gauche comme l'est, je crois, l'élément dynamique de notre société québécoise. N'allez pas croire que cela m'exempte pour autant des attaques des deux extrêmes parce que j'essaie, en étant aussi réaliste que je le peux, de retenir la droite et de la gauche, les éléments valables de ces tendances politiques. Eh non! Mais j'accepte la règle du jeu car si Lafontaine disait qu'on ne peut satisfaire tout le monde et son père, il semble bien qu'en politique on ne puisse pas à la fois satisfaire son grand-père et son petit-fils!"
- (38) Tel le procès-verbal de la réunion d'Ottawa du comité exécutif de la Fédération libérale du Canada (Québec), tenue le 16 mars (organisation du "dîner-bénéfice" ou "Prime Minister's Dinner - en anglais dans le texte; propositions que la Commission politique travaille "dans le genre des 'Policy Development Groups' qui existent à l'heure actuelle à Toronto, et qu'elle se réunisse "deux ou trois lundis par mois à Montréal et un samedi à Québec"); ou le "deuxième rapport sur le premier congrès de la Fédération libérale du Canada (Québec) qui sera tenue au Château Frontenac de Québec les 26-27 et 28 mars 1965" (" dans le but de restreindre ou plutôt de simplifier la procédure utilisée, principalement en ce qui touche les lettres de créances pour les délégués-électeurs").



- (39) "Les effectifs des 52 associations de comté organisées à date varient entre 1,200 et 200. Deux associations de comtés ont dépassé le millier de membres tandis que dix en comptent de 5 à 600. Les autres ont quelque 200 membres".
- (40) "Il dit qu'il y eut même des difficultés dans certains comtés à convaincre les militants libéraux de la nécessité de deux associations distinctes."
- (41) "Nous croyons que les deux rôles sont différents dans leur but et que par conséquent, nous avons deux méthodes différentes pour les remplir. Nous suggérons, à la lumière de l'expérience tentée par l'association libérale métropolitaine politique de Toronto que la commission soit composée d'un nombre restreint de membres ayant la compétence nécessaire et le temps voulu pour travailler à l'élaboration des politiques en question. Nous suggérons de plus, que des associations de comtés soient invitées à tenir des réunions de leurs membres au cours desquelles la commission politique déléguera un de ses membres pour soumettre les politiques élaborées et engager un dialogue avec les militants. De cette façon, nous pourrions amorcer une réflexion politique qui ira dans les deux sens, soit de la commission politique jusqu'aux militants et vice-versa."
- (42) "Toutefois, il est possible quand même de constater que les anglophones au Canada constituent très probablement une nation au sens sociologique du terme".
- (43) "Au moment où l'économie canadienne entre dans une période d'industrialisation secondaire, nous constatons que le marché intérieur canadien est à peine suffisant pour faire vivre nos industries secondaires. En divisant le marché, on affaiblit l'économie canadienne et on accroît notre indépendance vis-à-vis les marchés internationaux et principalement le marché des U.S.A."
- (44) L'Action, le 24 avril, 1965.
- (45) "On s'attendait à son départ depuis plusieurs mois. On savait que M. Leroux avait reçu des offres alléchantes de firmes privées et que, de plus, il caressait le projet de fonder sa propre compagnie de réalisation de films pour la télévision. D'ailleurs M. Leroux ne cachait pas ses intentions. Il en a parlé à plusieurs reprises au premier ministre lui-même." Le Devoir, le 22 avril, 1965.
- (46) Le 29 avril, 1965.
- (47) Ibidem.
- (48) Le 4 mai 1965.
- (49) Suicide d'un jeune séparatiste emprisonné, Gilles Legault. D'après Le Devoir du 22 avril, "Le suicide de Gilles Legault à la prison de Bordeaux a semé la panique au département du procureur général. Survenant quelque temps après l'évasion de Lucien Rivard, cette tragédie n'a fait qu'ancrer les hauts fonctionnaires du ministère dans leur détermination de régler une fois pour toutes le problème des prisons dans le Québec". A ce sujet, M. Lesage avait commis un mot malheureux au sujet d'un jeune homme qui "se pend avec sa béquille". (En effet, l'inculpé, infirme, avait une jambe artificielle dont il s'était servi d'une lanière pour se pendre.)





- (50) Le Soleil, le 8 mai, 1965.
- (51) René Lévesque, évidemment!
- (52) Le 7 mai, 1965.
- (53) Le Devoir, le 4 mai, 1965.
- (54) Le journal officiel du RIN, L'Indépendance, en date du 20 juin 1965, présentait la nouvelle recrue par le paragraphe introductif suivant: "Sur le plan de la politique québécoise, l'année 1945 n'aura pas débuté à l'enseignement de tout repos, si l'on songe que la seule démission spectaculaire de M. Maurice Leroux de son poste de Directeur des Relations extérieures à la Fédération libérale du Québec, aura privé le Gouvernement Lesage d'un des plus grands spécialistes québécois des relations extérieures de la publicité et de la propagande".
- (55) "Il n'a jamais cru si bien dire", se sont aussitôt exclamés les 'sortant de charge'", rapporte M. Lapalme.
- (56) "... un avocat membre de la commission politique depuis au moins trois ans qui avait fourni un travail particulièrement efficace à l'occasion de la séparation des deux fédérations, canadienne et québécoise."
- (57) "... qui venait de passer deux années au sein de la commission politique et dont le travail discret avait su se faire remarquer".
- (58) "Ces pronostics étaient d'autant plus fondées que la tradition veut qu'à la FLQ, les responsables soient connus au moins six mois avant leur élection ou leur nomination, un peu comme dans les clubs sociaux qui changent de direction à tous les ans... Ainsi, à la FLQ, même s'il y a des postes qui restent invariablement entre les mains des mêmes personnes - celui de trésorier par exemple -, il arrive souvent qu'on connaisse un an ou deux à l'avance les futurs détenteurs de certains postes, dont celui de président de la FLQ et celui de président de la commission politique".
- (59) "... qui n'assiste à ces réunions que dans les moments de grandes décisions, était sur les lieux".
- (60) Toujours d'après M. Lapalme, "J'en ai besoin à la commission juridique", a simplement répondu M. Lesage...". Et l'amendement à la proposition du chef du parti a l'effet "que, au moins par délicatesse, M. Desrosiers soit nommé au nombre des membres de la commission politique... fut aussitôt battu".
- (61) Le lendemain de la publication de l'article de M. Lapalme, que nous venons de citer abondamment, le même journaliste écrivait un autre article: "Sous le prochain programme électoral libéral, un sigle: le CPAR" (Comité - interministériel - permanent d'Aménagement des Ressources). La commission politique a dû se réorganiser d'après la structuration du CPAR: "En somme, le CPAR prépare une documentation, étudie des projets qui correspondent exactement au travail qu'a entrepris la commission politique. Et l'organisateur en chef du parti, M. Alcide Courcy, siège en même temps au deux endroits, au CPAR en tant que ministre de l'Agriculture, à la commission politique en tant que représentant du chef du parti" (La Presse, le 27 avril, 1965).



- (62) La Presse, le 26 avril, 1965.
- (63) Le Devoir, le 4 mai, 1965.
- (64) Le Soleil, le 21 juin, 1965.
- (65) L'Action, le 27 juillet, 1965.
- (66) Une quinzaine de jours plus tôt, à la Législature, M. Lesage dirigeait une attaque contre des libéraux influents de certains comtés qui n'avaient pas encore compris que l'ère du système de patronage de l'Union nationale n'était pas révolue: "Ce sont des gens, a-t-il ajouté, qui ont de la misère - cela fait cinq ans que je le dis - à déraciner de leur coeur et de leur esprit les méthodes inacceptables de l'Union nationale. Si nous nous faisons disputer - pour me servir d'un terme poli - ce n'est pas par l'opposition, parce qu'elle n'a pas raison de nous disputer, mais par nos chefs libéraux qui ont été mal élevés par le système de l'Union nationale" (Le Devoir, le 10 juillet, 1965).
- (67) Le 29 juillet, 1965.
- (68) Cf. Le livre gris sur la Modification de la Constitution du Canada, émis par "l'honorable Guy Favreau, ministre de la Justice, février, 1965, chez l'Imprimeur de la Reine, et, en particulier, les deux appendices: "Loi prévoyant la modification au Canada de la Constitution du Canada - le 6 novembre 1961" (pp. 109-113); "Loi prévoyant la modification au Canada de la Constitution du Canada - le 30 octobre 1964" (pp. 120-125).
- (69) Articles de M. Marcien Roy, "Le Québec trahi!", le 12 novembre 1964 et, 3 mois plus tard, "Le Québec re-trahi", le 18 février, 1965.
- (70) Discours devant la Chambre de Commerce de Québec au Lac Beauport, le 10 mars 1965, publié par les soins de M. Lesage et distribué sur le campus de Laval pendant la campagne du référendum des étudiants de cette université, les 16 et 17 mars 1965. En exergue à ce discours, deux citations de M. Lesage: "Rien n'empêche le Québec d'obtenir un statut particulier" (L'Événement, le 11 mars 1965) et : "On ne peut pas avoir en même temps les avantages de la rigidité constitutionnelle et ceux de la flexibilité" (Le Devoir, le 11 mars 1965).
- (71) "Le raisonnement suivant lequel la formule Fulton-Favreau serait forcément parfaite du seul fait que centralisateurs et décentralisateurs s'y opposent est évidemment vicieux. Bien qu'il ait été invoqué en haut lieu, pareil argument ne fait que souligner la nécessité d'une accommodation. Les centralisateurs canadiens-français, dont je ne suis pas le seul, ceux qui jugent qu'une autorité centrale forte est seule en mesure d'instaurer le bilinguisme d'un océan à l'autre, ceux-là s'opposent à la formule Fulton-Favreau parce qu'elle subordonne tout cela au veto d'une seule province.
- "De même, ceux qui préconisent l'avènement d'un état canadien-français arbitrairement restreint aux frontières du Québec conspuent cette même formule pour les raisons contraires. Tout le malheur de l'homme 'canadien', comme on se plaît à le spécifier sur la façade du Musée de l'Homme à Ottawa, vient apparemment de ce qu'il ne différencie plus entre la finesse et la géométrie" (M. Jean Charpentier, L'Action, le 24 mars 1965).





Le professeur Bora Laskin - le premier universitaire à être nommé à la "Supreme Court" de l'Ontario - était lui aussi un adversaire de la formule F.-F. D'après le Globe and Mail, "an unabashed centralist in this era of growing provincial autonomy, Prof. Laskin has opposed the Fulton-Favreau formula for revising the British North America Act, which he sees as a scheme which would entrench the provincial veto and provide a 'type of rigidity unknown in any other federal state'. He has scolded federal legislators for being 'shrinking violets' and reminded them that power contracts by the failure to use it" (Cité dans la Newsletter de la Canadian Association of University Teachers, sept. 1965).

- (72) Qui, incidemment, avait les avantages de la "claque" des étudiants: "prérogative" dont ne bénéficia, pour la première fois de sa carrière politique devant un tel auditoire, M. René Lévesque.
- (73) Le 6 mai 1965.
- (74) Selon M. Michel Lapalme, La Presse, le 10 mai, 1965.
- (75) Cité par M. Marcel Thivierge du Devoir, le 10 mai 1965.
- (76) La Presse, le 10 mai, 1965.
- (77) Le 10 mai 1965. Précisons que la résolution suivante avait alors été votée à l'unanimité le 13 mars 1965:

"CONSIDÉRANT que le Canada est un pays libre et indépendant;

"CONSIDÉRANT qu'il convient de faire disparaître tout vestige de colonialisme dans la constitution canadienne;

"CONSIDÉRANT que la constitution canadienne appartient aux Canadiens et qu'il est logique et normal de vouloir qu'elle soit au Canada;

"CONSIDÉRANT qu'avant de songer à modifier ou même à refaire la constitution, il importe d'en être les maîtres;

"CONSIDÉRANT que les provinces, le Québec surtout, ont le plus à gagner de la définition constitutionnelle d'une procédure d'amendement comme le permet la formule de rapatriement soumise à l'Assemblée législative;

"CONSIDÉRANT que la formule proposée: 1) définit précisément la procédure d'amendement, 2) garantit l'autonomie des provinces, 3) au Québec un pouvoir d'amendement unilatéral sur sa propre constitution, 4) restreint le pouvoir unilatéral d'amendement du Parlement fédéral, et, 5) comporte pour la première fois, la reconnaissance d'un statut officiel à un document constitutionnel rédigé en français;

"IL EST PROPOSÉ par l'exécutif de la Fédération Libérale du Québec

QUE le Conseil général de la Fédération libérale du Québec réuni à Montréal ce 13 mars 1965, déclare que la formule de rapatriement de la constitution canadienne garantit les droits acquis du Québec et permet son évolution constitutionnelle.

QUE le Conseil général approuve la formule proposée qui constitue une grande victoire constitutionnelle pour le Québec.

QUE le Conseil général endosse l'attitude positive prise par le gouvernement libéral du Québec relativement au rapatriement de la constitution canadienne" (Texte reproduit dans La Réforme du 27 mars, 1965).



- (78) Ces propos étaient recueillis par M. Marcel Thivierge du Devoir, le 10 mai, 1965.
- (79) Précisons qu'aucun vote ne fut pris à l'issue de la rencontre puisqu'il s'agissait d'un "caucus" d'information et non d'un congrès ou assemblée régulière de la fédération.
- (80) Selon M. William Wardwell du Montreal Star, M. Johnson aurait déclaré devant le Club Optimiste-Maisonnette: "The Quebec people as a whole are endowed with much keener political sense than certain people seem to think. They will never agree to live under a constitution that they haven't contributed to nor freely adhered to."

"There is no judicial formula that can stand against the life of a nation" (le 8 septembre).

En octobre, M. Roger Bruneau de l'Action rapporte cet autre propos de M. Johnson: "Bref, conclut M. Johnson, la formule F-F ne pourrait pas avoir d'autre résultat que celui de nous enfermer à perpétuité dans le ghetto d'infériorité et de dépendance dont nous souffrons depuis un siècle. Toutes les autres provinces se sont empressées de la ratifier. Il ne manque plus qu'un maillon à la chaîne qui se referme sur nous. M. Lesage sera-t-il celui qui ramera ce dernier maillon ou celui qui, d'un mot que lui seul peut dire et que tout le Québec attend avec anxiété, brisera la chaîne?" (le 21 octobre).

Une semaine plus tard, d'après le reportage de Mlle Paule Beaupré-Champagne de La Presse: "C'est la méthode de l'établissement d'Ottawa. Pendant qu'on amuse la population canadienne-française, l'établissement met le verrou sur tout changement de statut... La différence d'attitude entre le parti de M. Lesage et l'Union nationale, sur la formule F-F comme sur le reste c'est la suivante: les libéraux veulent sauver la Confédération même aux dépens de la nation canadienne-française, alors que l'Union nationale veut l'épanouissement de la nation canadienne-française, même au prix de la Confédération" (le 28 octobre).

- (81) Le Soleil, le 12 octobre, 1965.
- (82) Ibidem, le 21 octobre, 1965.
- (83) Selon M. Gordon Pape de la Gazette du 4 novembre, 1965: "Replying to a question from the floor last night, Mr. Sharp told the crowd of more than 500; "I don't think the Fulton-Favreau formula is really going to survive."  
 "We have to start again to find some way to bring the constitution home."  
 "We will have to find some plan for amending the constitution, but I don't think the Fulton-Favreau formula is it."
- (84) Cité par M. Marcel Thivierge, Le Devoir, le 25 octobre. Cette argumentation inspirait à M. Claude Ryan les commentaires suivants: "Ces propos nous font sourire. Le vrai motif du changement d'attitude de M. Lesage, ce n'est pas le voyage de l'Ouest. Ce sont plutôt les objections qu'il a rencontrées dans le Québec même, bien avant de partir pour l'Ouest. Dès l'été dernier, tout le monde "savait" que la formule F-F allait subir un enterrement de première classe à Québec. On ne s'interrogeait déjà plus que sur les motifs qu'allait invoquer le chef du gouvernement quand viendrait le moment d'an-





noncer son changement d'opinion.

"Le voyage de l'Ouest a fourni à M. Lesage le prétexte que ses amis cherchaient pour lui. Le prétexte a l'avantage d'être assez plausible. Mais il ne nous convainc ni ne nous édifie. A ce procédé un peu gros, et somme toute assez disgracieux, qui fait de nos amis de l'Ouest des boucs émissaires, nous aurions préféré une explication plus directement reliée aux causes véritables du changement d'attitude du gouvernement" (*Ibidem*).

(85) La Presse, le 1er novembre. Cf. la citation de M. Pearson à la note 81.

(86) Le Devoir, le 27 mai, 1965.

(87) Le Soleil, le 27 mai, 1965. Le lendemain, les journaux rapportaient deux déclarations violentes de M. Lesage. La première au sujet d'un article d'un journal montréalais, titré: "Crise au sein du cabinet sur le statut de Sidbec": "Je ne comprends pas cette manie de grossir jusqu'à la crise une discussion normale dans un climat détendu", s'en prenant à ce "tissu de faussetés qui ne peut s'expliquer que par un besoin de sensationnalisme pour damer le pion aux confrères plus mesurés et plus véridiques". La seconde constituait une réponse à M. Johnson qui avait qualifié d'"hypocrites et menteurs" les propos de M. Lesage sur le financement de son parti. Se levant sur une "question de privilège", le premier ministre traitait le chef de l'opposition de "lâche" pour avoir porté son attaque en son absence. Selon Le Soleil, "au cours d'un débat orageux, hier soir, M. Johnson avait accusé le premier ministre d'avoir tenu des paroles hypocrites et menteuses au sujet de la caisse de son parti, donnant l'impression de préparer à l'avance des alibis pour parer les coups qui pleuveraient prochainement sur le gouvernement dans un procès en cours, celui des pistes de courses". M. Johnson avait aussi reproché à M. Roger Létourneau d'être directeur de 22 compagnies depuis 1960 et d'appartenir au trust des engrais chimiques exploitant les cultivateurs. Dans sa réponse, M. Lesage attaquait à son tour M. Jean Raymond, conseiller législatif et trésorier de l'Union Nationale, en mentionnant les noms des entreprises chimiques dont le trésorier était directeur. Et M. Lesage produisait une lettre de M. Roger Létourneau, à lui adressée, et qui commençait par la phrase suivante: "Je suis l'un des douze administrateurs d'une nouvelle compagnie appelée 'L'Engrais du Saint-Laurent Limitée'... mise sur pied par la Société générale de Financement du Québec..." et se terminait par la suivante: "Enfin, je ne suis relié, ni directement ni indirectement, à aucune autre entreprise d'engrais chimique." A qui douterait que la politique du Québec n'est pas de tout repos, cet échange de propos entre les deux adversaires politiques l'en dissuaderait: "S'il y a un geste qui inspire le mépris, c'est celui d'attaquer une personne en son absence.

"Le Chef de l'Opposition y prend plaisir avec une régularité qui nous donne une bonne idée de son courage.

"Il y trouve son profit: En l'absence de celui qu'il accuse, il n'est pas obligé de ravalier, il n'est pas obligé de ravalier ses faussetés. C'est un risque qu'il ne peut courir, car il s'empoisonnerait en avalant ses paroles.

"Avec son courage artificiellement éveillé par mon absence, il a affirmé gratuitement hier que j'avais tenu des propos hypocrites et menteurs en parlant des finances du parti libéral.



"Projetant comme d'habitude ses propres péchés chez les autres, jugeant les autres d'après la honte de son parti, le Chef de l'Opposition a sciemment menti en affirmant gratuitement que je mentais.

"Mais alors que j'ai joué cartes sur table, je veux faire remarquer ceci. Le style, c'est l'homme. C'est sa marque de fabrique. La lâcheté de l'attaque en l'absence de l'adversaire et la fausseté de l'accusation, voilà les deux marques de fabrique du Chef de l'Opposition." A quoi M. Johnson répliquait: "Le premier ministre vient d'affirmer à cette Chambre une chose qui est fausse. Je n'ai pas le droit, évidemment, de répondre point par point, à tout ce qu'il vient de dire mais je pense bien que vous me permettez d'éclairer la Chambre et la province sur certains propos.

"L'hon. Jean Raymond, conseiller législatif n'est pas trésorier, ni l'un des trésoriers et la raison est indiquée dans une résolution du congrès de 1961 qui prévoit la formation d'un comité des finances qui doit être composé exclusivement de non parlementaires.

"M. Raymond étant un parlementaire n'a pas le droit de l'être et ne l'est pas. Quant à l'accusation de lâcheté qu'a portée le premier ministre, c'est un mot qui n'est pas parlementaire. Deuxièmement, ce n'est pas dans ma nature d'avoir peur de tenir certains propos, même en la présence du premier ministre.

"Moi, je n'attaque pas des gens qui sont morts depuis 5, 6 et 7 ans, et ça c'est de la véritable lâcheté. Ce que j'ai dit hier soir, c'est que les propos du premier ministre étaient mensongers et hypocrites." Et le reporter de résumer ainsi la dernière phase de ce "débat orageux": "M. Johnson a ajouté qu'il ne comprenait plus rien si c'est faire preuve de lâcheté que de parler de documents publics et s'il faudra qu'il se retire de la Chambre chaque fois que le premier ministre n'y sera pas.

"Il demanda alors au premier ministre de retirer ses paroles. M. Lesage les répéta avant de consentir, après que M. Johnson eût lui-même retiré les siennes à la demande du Président." (Le Soleil, le 28 mai, 1965).

(88) Le 28 mai, 1965.

(89) "Un incident fort à propos est venu confirmer ce dernier point au cours d'une réunion de l'Exécutif de la Fédération, au début de la présente année.

"Un des vice-présidents de la FLQ, M. Marc Brière, a voulu connaître l'origine de la destination des fonds, chose qui est accessible, affirme la propagande du parti, à tous les membres en règle de la Fédération.

"Le trésorier de la FLQ, M. Jean Morin, un des cinq grands de la caisse, répondit schématiquement en disant combien les dîner-bénéfice, les cotisations avaient respectivement rapporté et combien avaient coûté "La Réforme", les deux secrétariats, etc.

"M. Brière était plus exigeant, cherchant à connaître celui qui avait versé l'argent lors du dîner-bénéfice et celui qui avait perçu l'argent au nom de "La Réforme" ou d'un secrétariat.

"Mais M. Morin ne voulut point donner ces précisions.

"Comment alors un simple membre de la FLQ pourrait-il obtenir des renseignements qui ne sont pas accessibles à un des vice-présidents de cet organisme?





"Et encore, ceci ne porte que sur un cinquième de la caisse, les sommes recueillies par MM. Roger Létourneau, René Hébert, Peter Thompson et Paul Bédard ne concernant pas directement la fédération, mais le parti libéral" (le 28 mai, 1965).

- (90) "La Fédération libérale, dont le budget annuel est d'environ \$250,000, dit en conséquence qu'elle se finance elle-même à partir des cotisations des membres et des dîners-bénéfices.

"Si les cotisations ont rapporté une année \$25,000 à la Fédération et à 'La Réforme', ce fut une bien bonne année, le chiffre étant généralement de beaucoup inférieur à cela. En moyenne \$17,000.

"Les dirigeants du parti disent que le profit net des dîners-bénéfices est de \$75,000. Ces dîners, à \$50 du couvert, ne sont d'abord pas à un prix tellement abordable pour l'ensemble des militants. Et l'ensemble de militants n'achète pas de billets pour aller à ces dîners.

"Une très grande partie des billets n'est donc pas vendue et elle est finalement achetée par cette partie de la caisse qui est contrôlée par MM. Létourneau, Hébert et Thompson.

"Les trésoriers consentirent même une fois à payer tous les billets d'un dîner-bénéfice afin de pouvoir l'annuler plus facilement et concentrer leurs efforts sur la dernière campagne électorale fédérale.

"Les sources de revenu de la FLQ sont donc les suivantes: disons \$25,000 de cotisation et d'abonnements à "La Réforme", deux dîners-bénéfices pour \$150,000 dont la plus grande partie est payée par la caisse elle-même et le dernier \$75,000 est encore payé par la caisse.

"Au total, les membres de la Fédération payent donc moins de \$100,000 sur les \$250,000 qui sont nécessaires à son fonctionnement, chaque année.

"Ceci ne concerne évidemment pas cette partie de la caisse qui est entre les mains de M. Paul Bédard, de Québec, et qui sert en principe à la diffusion des émissions de télévision de M. Lesage sur "Le Québec en marche".

"Et ceci ne comprend surtout pas la partie proprement électorale de la caisse que se partagent MM. Létourneau, Hébert et Thompson, laquelle dépasse largement le \$250,000 par année que contrôle M. Jean Morin" (La Presse, le 28 mai, 1965).

- (91) C'est peut-être le lieu de rappeler que Mackenzie King se faisait, a-t-on dit, un point d'honneur d'ignorer volontairement la provenance des fonds électoraux de son parti.
- (92) Le 28 mai 1965. A la fin de la campagne fédérale, M. René Lévesque déclarait, devant le Club Toastmaster de Québec, que les caisses électORALES donnaient l'impression de constituer un "gouvernement occulte" et qu'elles étaient le "poison le plus destructif qui puisse nuire aux institutions parlementaires" (selon le reportage de M. Antoine Ladouceur, Le Soleil, le 29 octobre, 1965).
- (93) Nous avons cité d'après l'original anglais de Weekend Magazine - que nous considérons comme la version officielle plutôt que la traduction de Perspectives. Il est d'intérêt de prendre note de l'opinion, à cette date, du premier ministre sur la tenue éventuelle d'élections en 1965: "There was one question to which the Prime Minister declined to give a specific reply.



Was this election year? 'We have a big legislative program for this session and the next', he said. 'My concern is putting this program into effect. I'm not concerned with an election. Governments which hope to stay in office for a full term are not responsible for quick elections. The Opposition can always determine an election by defeating a minority government with the help of other parties. The Opposition can also bring about an election by bringing the business of a government to a halt.

"If these two things do not happen we shall press on with our program. That is our purpose. I'm more concerned with getting things done for the good of Canada than I am with elections at this time".

- (94) La Presse, le 27 avril.
- (95) Tous les textes cités des prochaines rencontres de la FLC (Québec) sont tirés des procès-verbaux polycopiés par le secrétariat de l'organisme.
- (96) "Officials said 2,315 tickets were sold at \$50 each and estimated up to \$80,000 would be made after expenses" (The Montreal Star, le 8 mai, 1965).
- (97) Bien que MM. Pearson, Favreau et Saint-Laurent étaient assis à la même table.
- (98) Selon la journaliste du Devoir, Evelyn Gagnon, sa démission n'entrera pas en vigueur immédiatement, car il veut "donner au bureau confédéral le temps de se retourner et de prévoir le remplacement"; au journaliste de La Presse, M. Marchand dit: "Je sors d'un mouvement syndical. Il est évident que je serai obligé de trouver du travail", à quoi le reporter commentait: "Il est en quelque sorte, en disponibilité".
- (99) Selon Le Devoir et La Presse.
- (100) Selon La Presse.
- (101) Selon Le Devoir.
- (102) Selon La Presse.
- (103) Le 11 mai, 1965.
- (104) "Prime Minister Pearson's pep talk to the Liberals last weekend started the rumor factories working overtime. This was deliberately done by Mr. Pearson who wants this election machine ready to move into high gear. A sadly disorganized Conservative party, riven with internal strife, is a big temptation to the only man in Canada in a position to choose an election date" (éditorial du Montreal Star, le 12 mai 1965).
- (105) "Lorsqu'on en parle, j'aime employer cette expression si populaire à la télévision et sur ce, personne ne me contredit, André Dubé est un véritable 'Gibraltar' tant par sa conscience politique profonde, son dynamisme, sa connaissance politique et son dévouement. Ce 'Gibraltar', c'est pour nous une assurance, une assurance de permanence et de succès, qui se dépense sans compter".
- (106) D'après le reportage de Mlle Françoise Côté de La Presse (le 7 juin 1965): "Pressé de questions au sujet de la caisse électorale, en présence du leader





des libéraux fédéraux du Québec, M. Guy Favreau, et d'autres ministres fédéraux, dont M. Maurice Sauvé qui avait réclamé la remise de la caisse à la Fédération, M. Dubé a dit que cette question est à l'étude et n'avait pas été discutée. Pour sa part, il croit que 'la fédération ne doit pas avoir un rôle aussi électoral que celui de contrôler la caisse électorale'.

"Dans son discours, M. Favreau avait dit qu'à la demande du sénateur Louis Gélinas, trésorier actuel des libéraux fédéraux, on étudie le projet d'établissement d'un comité de gérance. Quant à M. Dubé, il favoriserait volontiers un comité tripartite pour la gérance de la caisse.

"Pour ce qui est du comité d'organisation électorale, dont la composition tripartite place la Fédération en position minoritaire, il avait été présenté par M. Favreau dans son discours du début de la journée comme un pas important vers la démocratisation.

"Toutefois, dans le projet soumis au conseil général, on prévoyait un comité d'organisation électorale dont tous les membres auraient été nommés par la Fédération en consultation avec le leader québécois des libéraux fédéraux. Mais la formule proposée par M. Favreau a rallié les suffrages du conseil général. Le comité comprendra donc, en nombre égal, des membres élus par la fédération, des membres élus par le caucus des députés libéraux du Québec à Ottawa et des membres nommés par le chef du parti."

- (107) Extrait du rapport de M. L.-G. Giguère sur l'organisation des comités: "Lors de la première réunion du conseil général provisoire à Québec en octobre 1964, nous nous étions fixés comme objectif dit-il, de former nos associations dans les 75 comtés avant notre congrès de fondation. Aussi, nous nous étions fixé un objectif de 10,000 à 12,000 membres, soit une moyenne d'au moins un membre par poll. Après cette réunion, dit-il, j'ai informé les 17 directeurs régionaux qu'ils devaient entrer en contact avec les députés libéraux fédéraux et l'exécutif de la FLC (Q) en vue de former les comités provisoires dans les comtés dont ils étaient responsables."
- (108) Le Devoir, le 7 juin 1965. Mlle Françoise Côté de La Presse cite cet autre passage du discours de M. Favreau: "La réforme des idées chez-nous n'est pas un truc pour épater les mandarins; elle est, depuis le début, notre principe essentiel, notre raison d'être. Pour nous libéraux, citoyens à la fois du Québec et du Canada, ce principe exige que nous prenions position sur tous les problèmes de notre pays" (le 5 juin 1965).
- (109) Le Devoir, le 8 mai, 1965. Un autre "columnist", M. Peter Newman consacrait quelques jours plus tard un article au sénateur John Black Aird en se demandant si le "grand argentier du parti" n'était pas en train de devenir "le nouveau penseur des libéraux". Ce "membre du conseil d'administration de dix-sept grandes sociétés canadiennes dont la Banque de Nouvelle-Ecosse, n'est pas le grand bourgeois classique". La philosophie économique du nouveau sénateur se fonde "en grande partie sur le mémoire du sociologue américain Walter Weisskopf, intitulé: "Croissance économique et bien-être". M. Aird en a envoyé des exemplaires à quelques notables libéraux d'Ottawa qu'il espère engager dans sa campagne pour réorienter la pensée du parti. M. Pearson a lu et approuvé l'allocation de M. Aird au Sénat; M. Walter Gordon, le ministre des Finances, a rendu à M. Aird l'extraordinaire hommage de s'absenter des Communes pour aller écouter le discours au Sénat, parmi les spectateurs des galeries.



"Le sénateur Aird sait parfaitement qu'il n'exprime la pensée que d'une infime minorité de l'entreprise. Mais il est profondément convaincu que le salut du Canada dépend de la puissance de l'Etat, et il continue à chercher des prosélytes" (La Presse, le 17 juin, 1965)

- (110) Le même journaliste avait noté précédemment: "On ne pourra pas indéfiniment réclamer à cor et à cri des hommes éclairés et intègres pour la sphère politique et, faire des procès d'intention, dès qu'il s'en présente quelques-uns qui soient aptes et décidés à prendre des risques électoraux. Car, la démocratie, quand elle n'est pas, par dérision, un insignifiant concours de popularité, elle est un risque électoral. Le jour où les dés seront suffisamment pipés et les cartes suffisamment truquées, au point que plus personne n'aura foi dans la possibilité d'un affrontement réel, il ne restera plus qu'à gouverner le pays par la télévision... M. Sauvé n'a pas annoncé sa démission. Il n'est pas en rupture de ban avec l'état-major de son parti. Il n'est pas considéré par le premier ministre, par M. Guy Favreau, par ses collègues du Cabinet comme étant hors des voies normales. Voilà ce qu'on sait" (La Presse, le 3 mai 1965).
- (111) The Montreal Star, le 29 mai, 1965.
- (112) "Elle a été longtemps représentée par trois sénateurs, MM. Louis Gélinas, Eugène Lefrançois et Azellus Denis. Aux dernières nouvelles, le premier gérait les fonds du parti, le second administrait la caisse d'urgence et le troisième, même s'il ne fait officiellement partie d'aucune commission, maîtrisait une partie de l'organisation dans la région de Montréal".
- (113) "En avril 1964, MM. Maurice Lamontagne, Walter Gordon et Mme Judy LaMarsh, sont rentrés de la conférence fédérale-provinciale de Québec persuadés que la nation touchait à l'heure de l'agonie: les pourparlers avaient tourné à l'impasse Ottawa refusait tout accommodement fiscal et Québec se tenait à l'écart du régime de retraite, en en compromettant la mise en oeuvre dans le reste du Canada. Tout paraissait avoir été dit quand M. Maurice Sauvé a plongé dans la mêlée en compagnie de M. Tom Kent. Au bout de neuf jours de négociations in extremis, dont la presse a suivi avec passion toutes les péripéties, MM. Pearson et Lesage prononçaient solennellement le rétablissement de la Confédération: Québec conformait son programme de retraite au projet fédéral en revanche des concessions fiscales qu'elle avait réclamées".
- (114) La Presse, le 1er mai 1965.
- (115) Le Devoir, le 25 mai 1965.
- (116) Nous avons cité d'après les "extraits" du Devoir du 8 juin, plus complets que ceux de La Presse.
- (117) The Montreal Star, le 5 juin, 1965.
- (118) Le Devoir, le 7 juin, 1965.
- (119) La Presse, le 8 juin, 1965.
- (120) L'Action, le 7 juin, 1965.





- (121) Selon le correspondant outaouais de La Presse, M. Jacques Pigeon rapportait en date du 9 juin 1965: "M. Sauvé répondait à une question du chef de l'opposition, qui voulait savoir si le ministre avait bien déclaré dans un discours que tout le programme de la guerre à la pauvreté serait administré par les provinces.

"Je n'ai rien dit de tel, a répliqué le ministre. Seul le plan d'assistance sociale sera administré par les provinces. Et je crois d'ailleurs que cette question fera l'objet de discussions au cours de la prochaine conférence fédérale-provinciale, prévue pour le 19 juillet.

"Tout surpris d'entendre une telle affirmation, M. Diefenbaker a demandé au ministre de répéter son affirmation.

"Sans hésiter ce dernier a rappelé la date de la conférence en disant qu'on avait fait part d'une telle décision à la Chambre la semaine dernière.

"Mais tel n'est pas le cas.

"Un peu plus tard, au cours de la longue période de questions, le premier ministre Pearson a dit qu'il ferait part de l'agenda de cette conférence aux députés, et ce avant le prochain week-end."

D'autre part, Le Devoir du 18 juin intitulait une dépêche non signée en provenance de Winnipeg et émanant probablement de la Presse canadienne: "Dans l'Ouest, Dief joue la carte 'Sauvé' contre le gouvernement": "L'ancien chef du gouvernement a qualifié d'incroyable la manière dont M. Sauvé s'en est pris à la Commission canadienne du blé, qui, dit-il, a tant fait pour notre pays.

"Quelques heures plus tard, M. Diefenbaker est revenu sur le même sujet à Regina, déclarant que quelles que soient les rectifications qu'on pourra apporter, rien ne pourra faire disparaître la menace faite par M. Sauvé contre la commission du blé.

"M. Diefenbaker a dit que M. Sauvé, dans un discours prononcé le 11 juin, avait employé de tels termes à l'endroit de la commission du blé qu'il ne pouvait que laisser entendre que la commission devrait être dissoute.

"Il a ajouté que M. Sauvé avait exprimé le doute que l'on pouvait faire disparaître la commission, et il dit que le ministre avait laissé entendre que le gouvernement créerait une organisation concurrente.

"M. Sauvé, dit-il, n'a offert aucune négation lorsque la question a été posée jeudi aux communes. 'J'apprends aujourd'hui qu'il s'est levé pour dire qu'on n'avait pas compris son idée...'

"M. Diefenbaker a poursuivi en disant que M. Sauvé avait porté un coup qui laisse prévoir que le but du gouvernement 'est de parvenir à séparer l'agriculture entre l'Est et l'Ouest.'"

- (122) Selon M. John Yorston du Montreal Star (le 8 juin, 1965).

"Some people at the meeting said privately the statement signaled an attack aimed at unseating Mr. Asselin, who has represented the west-end riding since 1962.

"Mr. Kierans referred to the sale of land in 1960 and 1961 to the Protestant School Board of Greater Montreal on which Mr. Asselin netted a profit of \$87,605. Mr. Asselin was not a member of Parliament at the time.



"The school board recently sued Mr. Asselin for the money but the courts ruled that there was nothing illegal about the profit.

"Mr. Kierans said the courts had settled the legal aspects of this case, 'but the morality is something else'".

(123) Selon La Presse du 9 juin, 1965: "La vieille garde, ce sont ceux qui ne se sont pas portés à la défense de mes fonctionnaires lorsqu'ils furent fausement accusés. La vieille garde, ce sont ceux qui pensent avoir fait du bon travail, lorsqu'ils se sont occupés du patronage". Et: "Réal Rousseau a dit à Saint-Jean qu'on ne laisserait pas la province menée par un maudit Irlandais comme Kierans. Moi, je réponds, en ce qui me concerne, que la vieille garde ne mènera pas la province de Québec."

(124) The Montreal Star, le 14 juin, 1965.

(125) Un lecteur du Montreal Star, dont le patronyme était curieusement Kierans (J. S.T. Kierans, Boucherville, Qué.) adressait au journal une lettre reproduite le 14 juin dont nous croyons intéressant de transcrire les trois derniers paragraphes: "The fact that some constituency associations have acted and continue to act as servile cliques around certain discredited individuals should not precipitate those who are rather lately aroused into ruthless tactics. Nor should it cause those who have been in active politics before 1960 to the castigated for being 'the old guard' or 'the old machine.'"

"The replacement of one group of ruthless politicians by another is not the aim of the new organization, and it must be resisted at this critical moment.

"Mr. Favreau's way may be painfully slow for those with axes to grind. However, painstaking progress is preferable in the re-organization of the Quebec branch of the Liberal Federation of Canada if grassroots support is to be gained and representative leadership provided."

(126) Correction de M. Gaudreault: "N.B.: Dans le premier article de cette série, on m'a fait écrire: que M. Sauvé 'est considéré par l'immense majorité de ses collègues comme un autodidacte extrêmement doué', etc. Il fallait lire 'comme un politicien extrêmement doué'".

(127) Au moment d'envoyer ce texte à la copie, une petite "bombe" éclata du côté des Iles de la Madeleine quelques jours à peine après l'élection fédérale du 8 novembre. Au magazine télévisé de Radio-Canada, Aujourd'hui, parurent une dizaine de contremaîtres signant des affidavits affirmant qu'ils avaient été mis à pied par le maire Aucoin de la municipalité de Fatima pour avoir "voté conservateur". Le député libéral provincial, Louis-Philippe Lacroix, reconnut carrément qu'"ils ont été destitués pour avoir fait de la politique partisane" (à l'émission en question, ainsi qu'à M. Michel Lapalme de La Presse, le 20 novembre 1965): "Je leur ai dit que la dictature des 'bleus' était finie, dit M. Lacroix. Je leur ai dit qu'ils seraient mis sur le même pied que les autres. Je leur ai dit: Vous avez les mêmes chances que tous les autres; tout ce que je vous demande, c'est de fermer vos boîtes. C'est tout ce que j'ai dit."

M. Gaudreault du Soleil (le 18 novembre, 1965) rapporte qu'"à Ottawa, hier, des adversaires conservateurs de M. Maurice Sauvé aux Iles-de-la-Madeleine, soutenaient que l'on y a trouvé une boîte de scrutin contenant plus de votes





que d'électeurs et constaté maintes autres irrégularités". "Il n'en fallait pas plus, du moins en apparence, pour qu'on lance l'expression des nouveaux "miracles de Fatima" (article de Pierre O'Neil, La Presse, le 18 novembre, 1965). Selon M. Sauvé, il s'agissait d'une "machination politique par des gens qui se vengent d'avoir perdu leurs élections"; et de renvoyer à la déclaration du maire Aucoin: "C'est un petit groupe qui s'est énervé. Les autres qui me connaissent savent bien que j'ai fait ça pour mettre la paix". M. Jean-V. Dufresne (Le Devoir, le 18 novembre 1965) qui rappelle ces propos, termine son article sur une veine humoristique, en référant au projet de la révision de la carte électorale, adoptée le 16 novembre 1964, le rattachement des Iles au comté de Gaspé: "C'est l'espoir de M. Sauvé, mais peut-être moins celui des contremaîtres, qui désire préserver l'indépendance du comté. Mais à défaut de pouvoir amender le bill, M. Sauvé propose dans son programme que les Iles-de-la-Madeleine soient rattachées 'à une partie d'un comté de Montréal si possible, dans le cas où on ne pourrait amender le bill'.

"Des méchants prétendent que M. Sauvé, ainsi, n'aurait plus à se rendre constamment dans les îles, se contentant de visiter la partie continentale de sa circonscription.

"Quant aux contremaîtres, ils promettaient de ne jamais plus voter conservateur et s'engageraient même à relier les deux parties du nouveau comté par un long tunnel souterrain, si on les réintègre dans leurs fonctions."

Quant à M. Sauvé, il faisait encore au correspondant de La Presse (le 18 novembre, 1965) une déclaration ainsi rapporté: "Au cours d'une conversation téléphonique durant laquelle il a été mis au courant des déclarations les plus récentes du Dr Marc Arsenault, candidat conservateur défait, aux Iles-de-la-Madeleine, le ministre des Forêts, M. Maurice Sauvé, a déclaré au journaliste de LA PRESSE que ses propos n'étaient qu'un 'tissu de mensonges'.

"Il a dit que les déclarations du Dr Arsenault avaient leur fondement dans l'amertume de la défaite et que les conservateurs avaient agi de cette façon au lendemain de chacune des élections qu'il avait remportées aux Iles-de-la-Madeleine.

"Il a signalé que les conservateurs avaient eux-même acheté durant la campagne, des quantités impressionnantes de boisson, et que les libéraux connaissaient tous les détails de ces achats.

"M. Sauvé, qui n'avait pas l'air d'excellente humeur à quelques heures de son départ pour l'Italie, a dit que les histoires racontées par le Dr Arsenault étaient fausses, qu'il n'y avait pas eu de distributions de boisson, de chèques d'allocations sociales ou de quoi que ce soit.

"Enfin, il a déclaré que son père n'était pas directeur de compagnie, comme l'a laissé entendre le Dr Arsenault.

"Il a d'ailleurs dépeint le médecin comme un 'triste sire qui n'avait pas pratiqué sa profession mais s'était plutôt adonné à la chasse au loup marin'.

"A la fin de la conversation téléphone, le ministre a toutefois demandé au journaliste de ne pas publier ce démenti et de faire comme s'il ne l'avait jamais appelé, précisant que ces démentis ne font qu'éterniser des histoires ridicules.



"LA PRESSE n'a publié ce démenti qu'après avoir constaté que d'autres journaux en faisaient autant à propos des déclarations de M. Sauvé au sujet du congédiement des 18 contremaîtres aux travaux d'hiver."

Nous n'avons certes pas d'opinion personnelle sur cette "affaire", n'ayant aucun moyen de contrôle, ni le goût de contrôler ces faits. Une seule observation, toutefois: dans la mesure où ces faits "irréguliers" seraient fondés, les "adversaires" de M. Sauvé au sein du parti libéral, autant que les conservateurs, enclins à s'en réjouir, en dépit de la très précaire majorité libérale depuis le scrutin du 8 novembre, 1965.

(128) Le 10 juillet, 1965.

(129) "Considérant qu'il était exposé à subir l'influence des relations qui existaient entre lui et les personnes mentionnées dans la dénonciation de Me Lamontagne;

"Considérant qu'il était appelé à rendre une décision quasi-judiciaire;

"L'honorable ministre de la Justice (M. Favreau) devait, avant de prendre une décision, soumettre le dossier aux conseillers juridiques de son ministère, avec instructions de compléter la recherche des faits, si nécessaire, afin d'obtenir leur avis sur la perpétration possible d'une infraction criminelle par une ou quelques-unes des personnes impliquées".

(130) La Presse du 23 juin 1965 reproduisait ces résultats:

"D'après vous, M. Guy Favreau s'acquitte-t-il bien, assez bien ou médiocrement de la fonction de ministre de la Justice?"

	Juillet 1964	Juin 1965
	%	%
Bien	13	17
Assez bien	25	35
Médiocrement	4	15
Sans réponse	58	33
	100%	100%

"Voici l'analyse des réponses selon les régions:

	Est	Ontario	Ouest
	%	%	%
Bien	26	10	13
Assez bien	28	39	39
Médiocrement	18	13	14
Sans réponse	28	38	34
	100%	100%	100%

(131) Tous ces commentaires, sauf ceux de M. Guy Carmier du 2 juillet, sont tirés de journaux du 30 juin 1965. George Bain terminait un article rétrospective de l'affaire par la conclusion ironique suivante: "So Mr. Favreau, the Departments of Citizenship and Immigration and Justice behind him, goes on to new triumphs elsewhere, still the custodian of reform in the Liberal Party in Quebec" (Globe and Mail, le 1er juillet, 1963).

(132) Toutes les citations qui précèdent sont des journaux du 2 juillet.





(135) Le Devoir, le 5 juillet 1965.

(134) Et même à l'étranger. Selon le Times de Londres: "L'attitude du premier ministre est difficile à comprendre. Si M. Favreau a eu une conduite irrépochable, pour quoi a-t-il résigné ses fonctions de ministre de la Justice?... Certes, il n'est pas question un seul instant de mettre en doute l'intégrité de M. Pearson... Ce qu'on met en doute cependant c'est sa fermeté à l'égard de ses subalternes. Est-il suffisamment inflexible? Il semble bien qu'au moins longtemps que cette question ne sera pas tranchée le spectre de la corruption gouvernementale assombrira le ciel de la politique canadienne" (Cité dans Le Devoir, du 5 juillet 1965).

(135) Cité dans la revue de presse du Devoir du 5 juillet 1965.

(136) "En français, dans le texte"...

(137) Le 3 juillet, 1965.

(138) Le communiqué du juge Dorion était reproduit dans L'Action du 5 juillet: "Vendredi après-midi, vers 3,00 hres, je recevais du Premier Ministre une lettre venant d'Ottawa, datée du 29 juin. Vu que je dois partir demain soir pour mes vacances, je lui ai immédiatement envoyé un télégramme. J'ai reçu, samedi soir, de l'honorable Guy Favreau, le télégramme suivant:

'Le Premier Ministre m'a mis au courant de votre télégramme du 2 juillet stop quant à ma réponse à Me Drouin telle que rapportée en 7308 de la transcription des dépositions et dans laquelle je voulais me référer exclusivement à l'adjoint exécutif du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, je désirerais l'explicitier de sorte que son sens ne puisse donner lieu à aucun doute possible. Stop Je voudrais le faire en affirmant d'une façon expresse que je n'ai pas mentionné le nom de M. Rouleau au Premier Ministre, lors de notre conversation du 2 septembre 1964. Stop J'aimerais que cette clarification de ma réponse soit considérée comme faisant partie du dossier, ainsi que vous avez eu la bonté de le suggérer'.

(s. GUY FAVREAU)

"Je n'ai aucune hésitation à accepter cette déclaration et à considérer qu'elle s'ajoute à la réponse de l'honorable Favreau telle que rapportée à la page 7308 de la transcription des dépositions.

"Considérant cette preuve additionnelle, je déclare que mon rapport, à la page 123 (version française), doit être modifié en retranchant à la neuvième ligne et à la dixième ligne les mots "son assistant-parlementaire" pour les remplacer par "l'adjoint-exécutif du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration", et je donne des instructions pour que cette modification apparaisse sur toutes les copies du rapport.

"À cette fin, j'ai demandé au procureur de la Commission, Mtre André Desjardins, de se rendre à Ottawa pour voir à ce que la modification soit faite correctement.

"Je crois que ce geste de l'honorable Guy Favreau, en outre de clarifier une situation qui a soulevé de nombreux commentaires, constitue une autre preuve de la dignité qui le caractérise".

QUEBEC, 5 juillet 1965.-

FREDERIC DORION,  
Commissaire,  
juge en chef."



- (139) Montreal Morning, du 6 juillet publiait un article intitulé "Wagner à Ottawa?" dans lequel on citait M. Pearson pour avoir dit à M. Wagner en novembre précédent: "All the eyes are on you, Claude".
- (140) La Presse, le 28 juillet 1965. Cette dépêche mentionnait encore que "M. Diefenbaker soutient que le mandat de la Commission a expiré au moment même où le juge Dorion a déposé son rapport aux Communes, et à moins d'une nomination par ordre du cabinet, il n'existait plus de bases légales pour faire un supplément de rapport."
- (141) Le 8 juillet, 1965.
- (142) Entrevue au Petit Journal, semaine du 4 juillet 1965.
- (143) La Patrie, semaine du 8 au 14 juillet 1965.
- (144) Le Devoir, le 7 juillet, 1965. En effet, au premier caucus des députés, quelque flottement "prudentiel" semble s'être manifesté au sujet du sort à faire au député de Dollard. D'après M. Antony Westell du Globe and Mail (le 1er juillet 1965): "The Liberal Party caucus yesterday discussed the position of Guy Rouleau, MP for Dollard and one of the men criticized in the Dorion report, but decided to take no immediate action."
- "There was a lively discussions and there were suggestions that Mr. Rouleau should be expelled from the caucus. But Mr. Rouleau did not attend the meeting to defend himself and the consensus was that it would be better to wait a week or so to see if he intended to submit his resignation."
- "Decisions made in haste are sometimes regretted", and caucus chairman Bryce Mackasey after the meeting. "The discussion might have been more decisive if Mr. Rouleau had been present".
- (145) L'Action, le 9 juillet, 1965.
- (146) Le 9 juillet, 1965.
- (147) Rétablissement du contexte:

"Mr. Pearson will be acting in a way unfair to himself and to his government if he accidentally gives the public impression, unjustified as it may be, that this dispute on details with Mr. Justice Dorion was being used to distract attention from the larger implications of the Dorion Report, to delay the taking of necessary action, or to weaken public faith in the report itself."

"Though it would be very unfair on Mr. Pearson's part to give such an impression, it may be given nonetheless, as day follows day. Nothing so far has been done except to accept the resignation of Mr. Favreau as Minister of Justice. But Mr. Favreau is not primarily concerned in the report: he was criticized only for an error of judgment."

"The larger need is for the Government to accept responsibility and to make apology for what has been allowed to happen; to take the sort of decisive action that allows for no doubt; and to bring about a new order of things. For no Government can detach itself entirely from the doings of those whom it has officially approved, or even appointed. Though not directly involved in any way with what was done, it is involved in the fact





it accepted, under its name, for public service, those in whom confidence ought not to have been placed" (éditorial du 6 juillet, 1965).

- (148) Le 6 juillet 1965. Il est intéressant de comparer ce texte à l'éditorial que le même M. Ryan écrivait plus tard pendant la campagne électorale (le 28 octobre 1965) sur le thème "La question des scandales dans la présente élection: "M. Maurice Lamontagne s'est déconsidéré en acquérant - dans des conditions qui dénotaient de sa part un grand manque de jugement - des meubles de son ami Selfkind: il n'a quand même pas fait un geste illégal. M. Guy Rouleau a fait montre, en faveur de personnages douteux, d'un zèle reprehensible: le juge Dorion n'en a pas moins conclu qu'il ne méritait pas autre chose qu'une sévère réprobation. M. Guy Favreau s'est rendu coupable, dans l'affaire Rivard, soit de négligence, soit de complaisance administrative, soit tout simplement d'ineptie et de maladresse: nul n'a jamais pu le convaincre, voire l'accuser de corruption.
- "On ne saurait, par conséquent, en toute justice, assimiler les libéraux à une bande de gangsters ou à des amis du crime. La seule affaire vraiment délictueuse qui se produisit sous leur administration fut celle de l'avocat Denis (encore que l'affaire n'ait pas été jugée en bonne et due forme): or, l'honnêteté la plus élémentaire oblige à reconnaître que Denis avait été écarté de l'appareil gouvernemental bien avant l'intervention retentissante du député Nielsen et que, de toute manière, ses prétendues avances auprès de l'avocat Lamontagne s'étaient soldées par un échec bien avant que l'histoire n'éclate dans l'opinion publique."
- (149) Le Devoir, le 8 juillet, 1965.
- (150) Cf. plus haut, les extraits de l'article de M. Jean Duceppe.
- (151) Le 6 juillet, 1965.
- (152) Le 13 août, 1965.
- (153) Le journal faisait suivre l'éditorial de la note suivante:
- "Note: Voici une prévision: M. Jean-Luc Pépin ne sera pas ministre pendant plus d'un an. Il a déjà vaguement été éclaboussé par le scandale de l'un de ses organisateurs fabricant de fausse monnaie. Qu'il élève un tant soit peu la voix à Ottawa et les Anglais sauront bien lui faire ravalier ses paroles. C'est un petit scandale de rien du tout qu'on garde au réfrigérateur, pour l'abattre au bon moment. Il le sait très bien. Alors, pourquoi accepte-t-il de marcher dans ce petit jeu odieux? Le pauvre, il veut sauver la Confédération lui aussi..."
- (154) "Pour surmonter les contradictions actuelles, il faudrait qu'en fait, les autres provinces fussent plus résolues à assumer elles-mêmes directement les tâches que leur attribue la constitution du pays... A défaut d'un 'consensus' qui rende possible ce redressement de notre fédéralisme classique, le régime s'orientera vraisemblablement vers une sorte de fédéralisme à deux degrés, l'un étant plus strict et s'appliquant aux provinces anglophones, l'autre étant plus souple et visant le Québec. Le problème qui se posera alors sera celui de l'ajustement des structures du gouvernement central à ce nouveau régime. Le problème ne sera pas insoluble, mais il sera fort complexe" (M. Claude Ryan, Le Devoir, le 20 juillet, 1965).



Le correspondant canadien du Monde (le 24 juillet, 1965), M. Jean Tainturier, après avoir cité le jugement peut-être historique de M. Pearson: "C'est la conférence la plus brutale et la plus enrichissante à laquelle il m'a été donné de participer", établit que "trois tendances se dégagent de la discussion de ces problèmes":

"1) Le rôle discret qu'entend désormais jouer Ottawa dans tous les domaines de juridiction provinciale;

"2) De nouvelles lignes de forces politiques plus régionales que provinciales conduiront éventuellement le Canada à se partager cinq grandes régions: les provinces maritimes (Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et île du Prince-Edouard), le Québec, l'Ontario, les prairies (Manitoba, Saskatchewan, Alberta) et la Colombie britannique;

"3) De plus en plus le Québec occupe une place très particulière au Canada; les deux principaux interlocuteurs ont d'ailleurs été une fois de plus M. Lesage et M. Pearson et, au fil des conférences fédérales - provinciales, se dégage le statut particulier de cette province; la conférence qui vient de se terminer a de nouveau montré que, bien souvent, Québec fait cavalier seul, soucieux de son autonomie et attentif à obtenir toutes les compensations fiscales nécessaires pour mener à bien son développement économique, social et éducatif, selon ses propres normes et ses propres priorités."

(155) Selon le reportage de M. Normand Girard du Soleil, le 20 juillet 1965.

(156) D'après une nouvelle de la Presse canadienne, reproduite, Ibidem.

(157) Voici, au texte, l'article que le correspondant de La Presse adressait à son journal (le 20 juillet 1965):

"Les Canadiens français sont écartés de l'exercice du pouvoir fédéral.

"On le savait depuis longtemps mais il n'est pas toujours facile d'illustrer à quel point cela est vrai.

"La conférence fédérale-provinciale qui s'est ouverte hier soir permet de le faire.

"Il suffit en effet de parcourir la liste de la délégation fédérale à la conférence pour constater que les Canadiens français en sont presque exclus.

"On compte deux ministres sur neuf, ce qui, il est vrai, n'est pas si mal.

"Mais au niveau des fonctionnaires l'histoire est différente. Sur 42 fonctionnaires il n'y en a que quatre qui portent des noms français.

"Les deux ministres en question sont MM. Guy Favreau qui est maintenant associé au premier ministre à la direction des affaires fédérales-provinciales, et Lucien Cardin, qui assiste à la conférence surtout pour discuter des problèmes de la lutte contre le crime.

"La présence de ces deux ministres est à elle seule un bon indice du peu de pouvoir réel que commandent les Canadiens français à Ottawa.

"Ils ne sont pas vraiment au coeur des négociations qui se déroulent actuellement: M. Favreau, parce qu'il vient tout juste d'arriver et que son rôle n'est qu'à peu près symbolique; M. Cardin, parce que le ministère





qu'il occupe n'est pas un ministère économique ou social, les deux types de ministères qui sont les dépositaires du pouvoir réel à Ottawa.

"Pour se rendre compte de l'importance de ces ministres, il ne suffit pas de comparer leur personnalité aux autres ministres qui font partie de la délégation fédérale. On risquerait de se tromper. Mlle Judy LaMarsh n'a pas d'autorité à cause de sa personnalité; c'est son poste qui la lui confère.

"M. Arthur Laing ne passe pas pour être un ministre brillant mais il exerce une fonction qui jusqu'à un certain point le met au centre de certains problèmes qui divisent les provinces et l'Etat central. Quant aux autres, ce sont des personnalités de premier plan: J. W. Pickersgill, Walter Gordon, C. Drury, Allan MacEachen.

"Du côté des hauts fonctionnaires la représentation du Canada français est encore proportionnellement plus faible même si tous sont hautement compétents.

"M. J.-E. Hardy est membre du bureau du conseil privé et secrétaire des conférences fédérales-provinciales.

"M. Edgar Gallant est au ministère des Finances le directeur de la division des relations fédérales-provinciales.

"M. W.-J. Lavigne est commissaire de l'Agence de développement régional au ministère de l'Industrie.

"M. E.-A. Côté est sous-ministre des Affaires du Nord.

"Ce qui caractérise tous ces gens c'est qu'il n'ont pas séjourné dans la province de Québec depuis belle lurette, sauf dans le cas de M. Lavigne qui s'est attaché à la Shawinigan Water and Power Company et qui a quitté l'entreprise au moment de la nationalisation.

"Le sous-ministre des Affaires du Nord parle le français avec un accent anglais.

"Le directeur des relations fédérales-provinciales au ministère des Finances, M. Gallant, a servi notre pays à divers titres à l'étranger aussi bien qu'à Ottawa et sa connaissance des problèmes québécois est plutôt récente bien qu'elle soit empreinte d'une grande sympathie.

"Quant à M. Hardy il est associé depuis très longtemps avec le gouvernement fédéral, peut-être depuis trop longtemps pour être en sympathie avec les Québécois.

"Cette situation reflète bien le partage du pouvoir qui existe au sein de l'administration fédérale dans son entier. Est-ce le système qui empêche plus de Canadiens français d'accéder à des postes supérieurs? Ou les Canadiens français évitent-ils de venir à Ottawa parce qu'ils savent à quoi s'attendre? C'est le jeu de la poule et de l'oeuf.

"Le déroulement de cette conférence illustrera sans doute encore une fois qu'il est vain de penser qu'un jour ou l'autre la défense des positions québécoises pourra venir d'Ottawa.

"C'est Québec qui doit s'en charger en attendant que des hommes forts viennent renforcer le Québec au sein même de l'administration fédérale, soit au niveau des ministères soit au niveau du haut fonctionnarisme."



- (158) "A un journaliste qui lui demandait si la tournée de bonne entente que M. Lesage projette pour l'automne n'aurait pas plutôt comme effet de soulever l'un contre l'autre les deux groupes ethniques, le premier ministre du Québec a répondu: 'Je ne le pense pas et puis tant mieux si je réveille les minorités de langue française'" (D'après M. Normand Girard, L'Événement, le 2 août, 1965).

Cette déclaration souleva l'ire des séparatistes. M. René Blois, dans L'Indépendance du 15 août 1965, titrait ainsi son article, ce qui laisse entrevoir contenu: "Le sage Wiseman, une starlette de la politique".

- (159) Le Devoir, le 10 août, 1965.

- (160) "I have not even talked to Mr. Balcer", déclarait-il au Montreal Star, le 12 août, 1965.

- (161) Le Devoir, le 22 novembre, 1965. Quelques jours plus tard, M. Balcer donnait une entrevue dont nous citons des extraits d'après la United Press International.

"Au cours de l'entrevue d'hier, à Trois-Rivières, Balcer a répondu à plusieurs questions concernant son attitude passée, présente et éventuelle. Au sujet d'un passage possible des rangs conservateurs à ceux des libéraux, il a répondu: 'Etant donné le fait qu'il n'existe pas de différences idéologiques sérieuses entre nos partis politiques traditionnels, je ne vois aucun obstacle pour qui désire changer d'allégeance'.

'Voyez-vous, a-t-il poursuivi, 'chacun de nos deux principaux partis laisse assez de latitude pour que des personnes aux convictions diverses puissent y prendre place. Des représentants des grandes affaires, comme Robert Winters, par exemple, sont des conservateurs au sein du parti libéral. Il en va de même pour les conservateurs', d'ajouter l'ex-ministre.

"En ce qui me concerne, on me considère toujours comme du centre-gauche en politique. La politique a toujours exercé un puissant attrait sur moi, et je crois que j'y retournerai dans un avenir prochain. Je ne puis pas déterminer de date, mais ce sera bientôt", a déclaré Balcer. Il ne souhaitait pas faire des remarques à l'égard de celui qui fut un temps son chef, John Diefenbaker. 'J'en ai déjà trop dit à son sujet', s'est-il contenté de dire.

"Il a plutôt fait l'éloge de l'administration Lesage 'Depuis la prise du pouvoir par le gouvernement Lesage, j'ai exprimé volontiers mon admiration sans restriction pour sa 'révolution tranquille' en matière d'éducation et d'intervention dans les problèmes sociaux' pour la création (du complexe sidérurgique géant), Sûbec et L'hydro-Québec', de préciser l'homme politique. Il approuve 'entièrement' l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'agriculture telle que conçue par Lesage.

"Interrogé à savoir s'il serait intéressé à un poste dans le cabinet Pearson, Balcer a répondu: 'Non, parce que je me suis retiré de la politique fédérale'.

"Revenant sur le sujet du cabinet Lesage, il a commenté: 'Je crois que c'est l'équipe plus que le parti qui compte en politique. Vous en avez le meilleur exemple dans la variété d'opinions qui existent dans le cabinet Lesage'" (Le Soleil, le 24 novembre, 1965).





- (162) Commentaires de M. Claude Ryan à ce sujet, le 25 octobre 1965: "Jusqu'à ces tout derniers temps, M. Lesage était neutre dans la présente campagne électorale. Cette neutralité du chef du gouvernement québécois était considérée comme un progrès notable par ceux qui conservaient un souvenir désagréable de l'incursion de dernière heure de M. Lesage dans la campagne générale en 1963.

"Mais M. Lesage n'a pas su tenir parole jusqu'à la fin. Vendredi, pressé par M. Johnson, il a laissé tomber l'aveu qui le démangeait de plus en plus vivement à mesure qu'approchait l'échéance de l'élection. Il a dit carrément qu'il appuyait M. Pearson.

"Cet appui donné du parquet de l'Assemblée législative à un parti fédéral par le chef du gouvernement québécois nous apparaît regrettable. Il eût été préférable à tous les points de vue que le premier ministre du Québec s'abstint de toute intervention partisane dans l'élection fédérale. Taille nous avait paru être, du moins jusqu'à ces derniers temps, la position de M. Lesage. Mais chez notre premier ministre, l'animal politique cherche toujours semble-t-il, à dévorer l'homme d'Etat, ce qui fait qu'aux yeux de ceux qui l'observent avec un certain détachement, M. Lesage brille toujours par sa vitalité et sa virtuosité mais ne parvient pas à s'élever de manière stable à la vraie grandeur de l'homme d'Etat."

- (163) La seule prise de position de M. Lévesque pendant la campagne fédérale fut un télégramme adressé à M. Robert Gliche qui l'avait invité à prendre part à une assemblée électorale du chef québécois du N.P.D. à Saint-Georges-de-Beauce: "Je regrette ne pouvoir être des vôtres pour plusieurs motifs dont le principal est que je persiste à croire que le provincial et le fédéral sont deux secteurs qui doivent être aussi nettement que possible séparés l'un de l'autre. Stop. Ce qui ne prive du plaisir qu'à titre de confrère et d'ami, j'aurais pu avoir à dire à tes électeurs tout le bien que je pense de toi".

Signé: René Lévesque."

"M. Gliche a alors repris les propos de M. Lévesque en disant que les deux domaines étaient bien séparés l'un de l'autre et qu'ils pouvaient fort bien voter pour le parti néo-démocrate à l'échelon national.

"En outre, on sait de sources proches du leader néo-démocrate que M. Lévesque avait déjà, à un certain moment, soulevé la possibilité de lui venir en aide auprès public." (La Presse, le 3 novembre, 1965).

- (164) Le Soleil, le 28 octobre, 1965. Le reporter, M. Antoine Ladouceur, semble citer M. Lévesque - sans ouvrir les guillemets - par le paragraphe final:

"Si vous envisagez cette option, a-t-il suggéré, faites-le en réaliste et demandez-vous quelles seraient les situations que le Québec aurait à affronter et si l'expérience vaut d'être vécue."

- (165) D'après La Presse du 17 juillet, ces 17 ministres étaient MM. René Lévesque, Gérin-Lajoie, Kierans, Laporte, Gérard-D. Lévesque, Lafrance, Arsenault, Saint-Pierre, Couturier, Fortin, Mariette, ainsi que Mme Kirkland-Casgrain.

- (166) Dont la portée "bilingue" et "biculturelle" fut certaine, mais qui n'entre pas, pour cela, dans le cadre de notre étude portant sur les deux partis libéraux.



- (167) Dont "la révolution proposant à la Fédération libérale du Québec de former dans les dix jours après le congrès une commission temporaire pour l'étude de la formation d'une seule fédération, n'a pas été étudiée au cours du congrès faute de temps" (Mlle Françoise Côté, La Presse, le 27 septembre, 1965).
- (168) Le Devoir, le 29 septembre, 1965.
- (169) La Presse, le 27 septembre, 1965.
- (170) Techniquement, cette "faible représentation canadienne-française serait attribuable à un problème de cotisation, comme on l'a dit pendant les assises. Par ailleurs, on a amendé la Constitution pour que chaque association ait un nombre fixe de sept délégués aux congrès généraux. Jus- qu'ici, les associations avaient droit à un délégué par 25 membres. Cette mesure a été adoptée afin de renforcer la représentation française aux congrès" (Le Soleil, le 24 octobre, 1965). Selon The Montreal Star (le 25 octobre), "The delegates were as follows; 9 from Sir George Williams University, seven from University of Montreal, five from Loyola, five from the executive, four from O'Sullivan, four from McGill and one from St. Laurent". Ce même journal cite un étudiant anglophone: "We acknowledge that the law of numbers must eventually prevail because you are 80 per cent in this province. On the other hand, we want to protect our interests and priority can only mean that change may come gradually".
- (171) M. Guy Ferland, Le Devoir, le 25 octobre, 1965.
- (172) Ibidem.
- (173) Le 25 octobre, 1965.
- (174) La Presse, le 26 octobre, 1965.
- (175) La Presse, le 27 octobre 1965. Le Soleil du même jour prête à M. Wagner les propos suivants: "Quant à moi - et j'exprime ici une opinion personnelle, car cette question n'a pas été discutée en séance du cabinet - il ne peut pas y avoir de priorité d'une langue sur l'autre dans la province de Québec. Aussi longtemps que la constitution actuelle existera, les deux langues ont le même statut. Si on veut s'assurer le respect des citoyens des autres provinces, il faut leur démontrer qu'ici on respecte l'opinion des autres."
- (176) Le 27 octobre, 1965.
- (177) Le Soleil, le 27 octobre, 1965.
- (178) Le Devoir, le 28 octobre, 1965.
- (179) Le Soleil, le 27 octobre, 1965.
- (180) Ibidem. "Quant à la priorité du français, dans une province française, point n'est besoin de faire une longue dissertation pour approuver d'em- blée le projet de M. Laporte" (La Presse, le 28 octobre, 1965).
- (181) Le Devoir, le 28 octobre, 1965.





- (182) "Pour expliquer le thème de leur congrès - l'unilinguisme - les dirigeants des sociétés Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean avaient fait appel à M. André D'Allemagne, conseiller technique de l'Association générale des étudiants de l'université de Montréal et directeur du comité des affaires internationales au Rassemblement pour l'indépendance nationale.

"M. D'Allemagne a noté que l'Etat du Québec ne fera que ce qu'on exigera de lui et c'est pourquoi selon lui des ministres ont récemment fait des sorties en faveur du français prioritaire, après que plusieurs eurent réclamé publiquement l'unilinguisme.

"Dans l'esprit de M. D'Allemagne, l'attitude présente des ministres Laporte et autres sur le sujet de la langue française n'est qu'une autre de ces "politiques timides de ballons d'essai", du genre de l'ouverture diplomatique que représente la création de délégations du Québec à l'étranger.

"M. D'Allemagne a fait observer que la question de la langue est étroitement liée aux autres aspects de la collectivité canadienne-française. Une langue, dit-il, 'n'a jamais que le prestige de celui qui la parle'" (*Ibidem*).

- (183) Le Soleil, le 29 octobre, 1965.

M. Normand Girard (*ibidem*) citait l'opinion de M. Bona Arsenault qui voyait dans la thèse de l'unilinguisme "de l'étroitesse d'esprit poussée à son paroxysme réactionnaire". Les deux moyens pour assurer au français une meilleure qualité étaient; "1.- Que le ministère des Affaires culturelles collabore avec le ministère de l'Education pour que des lexiques, contenant l'équivalent français des termes techniques anglais utilisés dans l'industrie, soient offerts à la population par le truchement du service de l'éducation des adultes; 2- Qu'une campagne de propagande intensive soit organisée chez les industriels et commerçants d'expression anglaise afin qu'ils dotent leurs entreprises de chefs de service de langue française". Et de citer l'exemple de l'usine de la General Motors à Sainte-Thérèse où "la première chose que les dirigeants ont dû faire fut d'ouvrir des écoles pour enseigner les termes techniques français à nos Canadiens français". Dans son département du Secrétariat de la province, on procède discrètement pour suggérer aux sociétés d'adopter des raisons sociales françaises: "Il s'agit d'un travail très efficace, dit-il, qui se fait par le truchement du service de l'incorporation des compagnies. Mais cela se fait sans loi. Nous faisons des suggestions, lesquelles sont acceptées par les compagnies".

- (184) Devant l'association des Chevaliers de l'indépendance, en plein coeur du débat dont nous sommes à rendre compte, M. Raymond Barbeau déclarait:

"Tout peuple a le devoir de conserver son héritage culturel et notre héritage extrêmement précieux au Québec, celui de la langue française, doit être défendu grâce à l'intervention de l'Etat. Nous devons nationaliser la langue française, comme notre première richesse naturelle. Toutes les campagnes de re francisation ont été des échecs: l'Etat doit intervenir immédiatement". C'est ainsi que M. Raymond Barbeau, professeur de langue, s'exprimait ces jours derniers devant les Chevaliers de l'Indépendance.

"Le bilinguisme, poursuit le conférencier, est un leurre, une farce et une moquerie. Il n'y a pas 5 p.c. des Anglo-Canadiens qui peuvent s'exprimer en français. Il est parfaitement inutile de parler français au Canada anglais. Jamais le français ne deviendra la langue seconde des



anglophones canadiens. Au contraire, ce sont les Canadiens français qui se laissent angliciser à une allure effarante. Bientôt, l'anglais deviendra notre langue première; il est déjà la langue maternelle de 500,000 ex-francophones au Canada.

"Tous les linguistes soutiennent que notre langue est en péril non seulement au Canada mais au Québec même. Notre pouvoir d'assimilation des Néo-Québécois est cinquante fois inférieur à celui des Anglo-Québécois. Il n'y a pas 5 p.c. des immigrants venus au Canada depuis une génération qui soient devenus des francophones. Notre langue est bafouée partout dans les quartiers néo-québécois. Ils pratiquent un joli bilinguisme: leur langue maternelle est l'anglais! Ils ignorent parfaitement le français. Cette situation a assez duré".

"Et M. Barbeau poursuivait en suggérant la création d'une "Ligue pour l'unilinguisme français au Canada afin de forcer la main au gouvernement québécois. Il pourrait fort bien organiser un référendum sur cette question vitale et décréter, d'ici quelques mois, la primauté et l'exclusivité et non seulement la priorité du français chez nous" (Le Devoir, le 29 octobre, 1964).

(185) Le Devoir, le 28 octobre, 1965.

(186) Le Devoir, le 3 novembre, 1965.

(187) La Presse, le 26 octobre, 1965.

(188) Le 26 octobre, 1965. En laissant l'examen de cette question, il n'est certes pas indifférent de faire état de deux sondages Gallup, rendus publics au début de septembre 1965 (The Montreal Star, les 1 et 8 septembre 1965).

"Do you or do you not think French should be a compulsory subject, like reading, writing, arithmetic, in all grades of public schools in English-speaking Canada?"

	<u>1943</u>	<u>Today</u>
Yes	36%	64%
No	59	33
No opinion	<u>5</u>	<u>3</u>
	100%	100%

- REGIONAL -

	Quebec	Ontario	West
Yes	91%	63%	35%
No	7	34	63
No opinion	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>2</u>
	100%	100%	100%

"Do you or do you not think that English should be a compulsory subject, like spelling, writing and arithmetic, in French-speaking Canada?"





	Total Quebec				
	National	East	alone	Ontario	West
Yes	84%	89%	92%	84%	76%
No	13	9	7	11	21
No opinion	3	2	1	5	3
	100%	100%	100%	100%	100%

(189) Le 29 octobre, 1965.

(190) Il nous apparaît utile de citer les deux "considérant" de cette résolution:

- "1- les Associations libérales ont l'impression d'être consultées par les dirigeants du Parti seulement en périodes électorales;
- "2- l'innovation, faite par le gouvernement, à l'effet que chaque ministre rencontre en caucus les députés libéraux, avant de prendre des décisions finales sur des projets de loi particuliers à chaque ministère, considérant que cette procédure s'avère satisfaisante."

(191) "Tout ce que je sais, c'est qu'il y a une rumeur persistante, voulant que ces élections aient lieu en 1966", déclarait le président de la F.L.C., le dr Irénée Lapierre, au journaliste du Devoir, M. Marcel Thivierge, le 16 novembre 1965.

(192) La Presse du 24 novembre 1965 publiait une nouvelle ainsi titrée sur 6 colonnes et 3 lignes: "Laporte jugerait son Livre blanc trop radical pour le déposer avant d'avoir gagné la faveur du public". Les deux principales recommandations qui soulèveraient de telles difficultés sont "la reconnaissance du français comme langue prioritaire au Québec" et "la création d'une radio d'Etat québécois."

(193) Selon L'Événement du 22 novembre, 1965: "Les technocrates et les experts, c'est bien beau, devait faire remarquer le maire de Normandin, au Lac-Saint-Jean, M. Bouchard mais ce sont les cultivateurs qui devraient régler eux-mêmes leurs problèmes'.

"Un autre cultivateur, M. Aurélia Cloutier, de Yamaska, devait déclarer pour sa part: "Nos sociologues sont dans le champ de patates et cette année les patates sont sur la neige..."

"La salle dialoguait à ce moment-là, en comité plénier, avec M. Gérard Fortin, sociologue et M. Roland Pigeon, de la Coopérative Fédérée, qui venaient de présenter chacun un ouvrage portant sur le thème du congrès 'l'économie rurale dans un Québec moderne'.

"A l'instar de M. Bouchard, le cultivateur de Yamaska a soutenu que les cultivateurs devraient être appelés à jouer un rôle plus prépondérant et à participer plus activement aux travaux des comités et des commissions à qui l'on confie la tâche d'étudier et de résoudre les problèmes de la classe rurale.

"Ceux qui vivent le problème agricole comme nous le faisons, a déclaré M. Cloutier, ne pensent pas comme ceux qui le voient. Depuis toujours, ce sont les autres classes de la société qui ont voulu régler le problème agricole et elles n'ont rien réglé'."



Dans le mémoire préparé par M. Fortin, se trouvaient des conclusions-chocs du type de la suivante: "Le premier élément à une politique d'action efficace, c'est de renoncer à vouloir sauver ce qui n'existe plus, c'est-à-dire le monde rural. On peut vouloir sauver l'agriculture, mais ce n'est pas là sauver le milieu rural. Il faut dissocier rural et agricole" (cf. no 47).

- (194) Le montage de ce texte de M. Lesage est du Devoir du 20 novembre, 1965.
- (195) D'après M. Vincent Prince de La Presse, le 22 novembre, 1965.
- (196) D'après M. Normand Girard du Soleil, le 22 novembre, 1965.
- (197) D'après M. Vincent Prince de La Presse, le 22 novembre, 1965.
- (198) D'après M. Normand Girard, Le Soleil du 20 novembre. Le même journaliste nous rappelle qu'au caucus précédant l'ouverture du congrès "les jeunes libéraux ont surtout accaparé le plancher, mitraillant le premier ministre Jean Lesage, le secrétaire de la Province, M. Bona Arseneault, et le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, de questions pertinentes à une foule de sujets... Parmi les absents se trouvaient trois membres du cabinet généralement considérés comme des membres influents de la Fédération: MM. Paul Gérin-Lajoie, Pierre Laporte et René Lévesque". Le jugement du chef du parti sur le caucus: "Ça été calmé et serein. C'est le caucus auquel j'ai assisté où l'on a discuté des questions les plus sérieuses de la façon la plus ordonnée, parmi tous les caucus qui précèdent annuellement notre congrès. Nous avons été au fond des questions et non pas seulement en surface, dans le calme et d'une façon intelligente, même si les sujets étaient parfois épineux. Chaque fois, le consensus s'exprimait d'une façon normale...".
- "Il est clair que nos militants, de la façon dont s'est déroulé ce caucus, ont atteint un degré de maturité politique qui est le fruit d'une discipline qu'ils se sont imposée en éducation politique. Dans le passé, on entendait souvent parler de patronage (sectarisme politique), par exemple, cela a diminué au point qu'on n'en entend plus parler". (*Ibidem*).
- (199) La Presse, le 22 novembre, 1965.
- (200) Cité par M. Vincent Prince de La Presse, le 22 novembre, 1965.
- (201) Le 24 novembre, 1965.
- (202) Relevons toutefois ces passages de l'éditorial de Mlle Renaude Lapointe dans La Presse du 23 novembre: "Il est à la fois pénible et nécessaire de souligner ici l'indifférence totale dont firent preuve les congressistes en général, au nombre d'environ 1,400, devant le thème au programme... de même que l'absence des 'non-agriculteurs' aux discussions... Un reproche en sens inverse pourrait s'adresser aux ruraux, qui ont paru se désintéresser presque totalement de la question du réaménagement régional, point cependant essentiel à leur prospérité future et dont le premier ministre a tenu, pour sa part, à souligner toute l'importance et la complexité."
- (203) Extraits du discours de clôture de M. Lesage (selon Le Soleil du 22 novembre, 1965): "Il s'en est trouvé, dit-il, pour critiquer le fait que l'on ait décidé cette année de centrer le congrès sur un problème donné, qu'il s'agissait là d'un sujet terre à terre, que nous n'étions pas suffi-





samment dans le vent, pas assez yé-yé.

"Je trouve au contraire, moi, qu'avec un problème comme celui-là sur les bras, ce n'est pas dans le vent que nous sommes. Nous sommes presque dans la bourrasque".

Voir le discours de M. Gérin-Lajoie au congrès des Jeunes Libéraux, pendant lequel il avait brodé sur les thèmes: "yé-yé", "dans le vent" (cf. no 47).

- (204) M. Prince cite encore des réflexions de congressistes: "C'est très mêlant. La Fédération libérale du Québec est censée oeuvrer uniquement dans le champ provincial... Au fait, la séparation est-elle vraiment faite, comme on le prétend, entre libéraux fédéraux et libéraux provinciaux... Si nous nous sommes séparés des fédéraux, c'était pour mener notre barque seuls et ne plus nous faire exploiter par eux. Lorsque nous étions en difficulté, de 1944 à 1960, ils ne nous ont pas aidé (sic), mais ils nous ont souvent nui. Aujourd'hui que c'est à notre tour d'être forts, ils voudraient que nous mettions tout en commun. C'est un peu fort" (La Presse, le 23 novembre, 1965).
- (205) D'après Jacques Guay, La Presse, le 26 juin, 1965.
- (206) Après avoir atteint un sommet de 47% en janvier 1965, de mars à fin juillet, les Libéraux avaient maintenu un pourcent constant de 45% pendant que les conservateurs connaissaient leur point le plus bas de 29% pour la même période. Dans le Québec, 50% des interviewés se disaient favorables aux libéraux (contre 54% en janvier 1965); l'Ontario suivait de près avec 48%; et même dans l'Ouest, ils obtenaient 34%, ce qui, en ce fief de "Dieu", marquait une avance sur les conservateurs qui ne recueillaient que 29%. Toutefois, une "inconnue" d'importance: 30% des personnes interrogées se disaient "non décidés" et, dans le Québec, ce chiffre s'élevait à 37% (Résultats publiés dans The Montreal Star, le 31 juillet, 1965).
- (207) L'Événement, le 2 août, 1965.
- (208) Pierre O'Neil, La Presse, le 12 août, 1965.
- (209) Le Devoir, le 23 août, 1965.
- (210) Cf. la revue de la presse canadienne du Soleil du 28 août, 1965.
- (211) Le chroniqueur outaouais du même journal, M. Pierre Charpentier, concluait son billet du 27 août 1965: "Mais il n'en demeure pas moins qu'un parlement élu suivant la carte actuelle aggravera en le perpétuant son caractère rural anachronique, et en somme non représentatif. En cédant aux instances opportunistes de ses organisateurs, M. Pearson décevra sans doute bon nombre de ses admirateurs car la principale raison pour laquelle on l'admire est justement son honnêteté."
- (212) "Sur le plan fédéral, concluait Mlle Côté, la commission Alphonse Barbeau devra, elle aussi, poursuivre son enquête sur les dépenses électorales au-delà d'une élection à l'automne, si le premier ministre décide d'en tenir une" (La Presse, le 1er septembre, 1965).
- (213) Sans mentionner ses sources, M. Peter Newman écrira deux jours plus tard: "The PM is said to have polled the twenty-two ministers who attended..."



seventeen cabinet members enthusiastically supported an immediate appeal to the people. One minister made an impassioned plea against an early campaign and four others entered a mild dissent." Et il ajoute: "Significantly (but hardly surprisingly) the pro-election sentiment is quietly shared by Ottawa's civil service Establishment" (The Montreal Star, le 4 septembre, 1965). Le même jour, M. Jean Charpentier écrivait dans L'Action: "Le fait est que les sondages effectués auprès des députés ministériels donnent les résultats les plus contradictoires. Le cabinet, de toute évidence, demeure partagé à cet égard et le premier ministre qui s'interroge encore compte sans doute sur sa fin de semaine à Harrington Lake pour prendra décision définitive".

- (214) Selon La Presse, le 2 septembre, 1965.
- (215) Selon Le Soleil, le 1er septembre, 1965.
- (216) Le 2 septembre, 1965.
- (217) Sauf le renseignement relatif aux cinq députés fédéraux, nous avons cité d'après le compte-rendu du Devoir du 3 septembre 1965.
- (218) Dans l'hebdomadaire neutre - accueillant toutes les opinions - Miroir, M. René Jutras, président provisoire du "Regroupement national" (mouvement séparatiste de droite, opposé au R.I.N.) écrira que le Bloc du Québec était "voué au départ à la stérilité politique à cause de cette 'pilule' fédéraliste dont il veut se nourrir quotidiennement... Mais en politique la solution logique n'est jamais pour l'immédiat. Peut-être le peuple verra-t-il dans la formule du Bloc du Québec une solution préparatoire à la 'grande solution'. Après tout, cela ne serait pas si mauvais: aussi voir à Ottawa les patriotes du Bloc du Québec, que les fossiles présents et futurs du parti libéral ou conservateur" (numéro des 12-19 septembre, 1965).
- (219) Allusion aux "négociations", alors dans leur phase terminale, relatives à l'adhésion au parti libéral du trio Marchand - Trudeau - Pelletier.
- (220) Le Devoir, le 9 septembre, 1965.
- (221) D'après The Montreal Star du 15 et La Presse du 17 septembre, 1965.
- (222) Bien que l'article ait été publié dans le numéro d'octobre du magazine, l'auteur écrit sans savoir que des élections auront lieu le 8 novembre et que, conséquemment, le congrès sera forcément remis.
- (223) "L'organigramme prévoit deux structures parallèles à la Fédération pour veiller l'une à la perception et à la répartition des fonds électoraux, l'autre à l'organisation des campagnes électorales. Les membres de ces deux commissions ne seront pas responsables au conseil général ou au bureau exécutif de la Fédération, mais au chef du parti, en l'occurrence Guy Favreau."
- (224) Le Devoir, le 3 septembre, 1965.
- (225) Selon Le Soleil du 8 mai 1965, "M. Marchand aurait confié à un de ses confrères que s'il devait entrer dans la vie politique, il choisirait la politique fédérale, 'mais jamais au côté de M. Jean Lesage'". D'autre





part, La Presse du 17 septembre 1965 publiait une nouvelle de son correspondant outaouais dont nous extrayons les passages suivants:

"Car on n'est pas sans savoir ici que la décision des trois Québécois a provoqué la mauvaise humeur du premier ministre du Québec qui voit se rétablir une sorte d'équilibre entre les libéraux provinciaux et ceux d'Ottawa.

"Cette situation est de nature à limiter les possibilités de M. Lesage dans les manoeuvres de politique fédérale provinciale.

"Bien qu'on dise que les trois viennent ici surtout pour servir de trait d'union et non pour constituer 'une seconde voix du Québec' à Ottawa, il est incontestable qu'ils auront désormais leur mot à dire dans les affaires concernant le Québec."

- (226) Quelques jours plus tard, lors d'une assemblée électorale à Rimouski, M. Cliche disait qu'il ne traiterait pas les trois hommes comme des ennemis mais comme des adversaires qui se sont fourvoyés (cf. La Presse du 13 septembre, 1965).
- (227) Le Devoir, le 17 septembre, 1965.
- (228) Ibidem, le 15 septembre, 1965.
- (229) Le Devoir, le 1er octobre, 1965.
- (230) Cf. les articles de Jean-Pierre Fournier dans Le Devoir: "La presse anglophone souligne avec éclat l'engagement de MM. Marchand, Pelletier et Trudeau" (le 14 septembre) et "La décision de Marchand, Pelletier et Trudeau serait le fait marquant de la campagne, selon la Presse anglophone" (le 17 septembre), ainsi que la revue de presse du Soleil (le 18 septembre).
- (231) Ces trois extraits d'après la revue de presse du Soleil.
- (232) Cet extrait est de l'article de M. Fournier du 17 septembre, 1965.
- (233) D'après Le Devoir du 11 septembre, 1965.
- (234) M. Jean Pellerin, directeur et MM. Maurice Blain, Jacques Tremblay et Charles Taylor.



# CONCLUSIONS: INTERPRETATIONS

- (1) "All animals are equal, but some animals are more equal than others", écrit-il dans son second classique Animal Farm.
- (2) Nous renvoyons aux numéros des paragraphes et, parfois, plus précisément aux pages. Si ce travail est reproduit selon une autre pagination, on fera les corrections nécessaires, laissant inchangé le numérotage des paragraphes.
- (3) Frank J. Sorauf, Political Parties in the American System (Boston et Toronto, Little Brown and Company, 1964, pp. 135-136).
- (4) "The Theory of Parties revisited", in D. Easton et L. Binder, editors, Theory and Methods in Comparative Politics, Prentice-Hall, 1965).
- (5) D'après le texte photocopié, fourni par l'auteur, pp. 6 et 7.
- (6) "... c'est là un des objectifs d'une recherche qui est à peine commencée et à laquelle je travaille, en parfaite collaboration, avec un professeur de l'Université Queen's" (texte photocopié fourni par l'auteur à la 39<sup>e</sup> session des Semaines sociales du Canada, Québec, octobre 1964, p. 8).
- (7) Ibidem, pp. 12,14.
- (8) D'après Paule Beaupré-Champagne et Pierre Olivier, La Presse, le 6 novembre 1965.
- (9) M. Peter Newman citait récemment le conseil que donnait à M. Marchand son "vieil ami", M. René Lévesque: "Ne répète pas l'erreur que j'ai commise, n'entre pas seul au parti. C'est ce que j'ai fait; ça été l'enfer", La Presse, le 22 janvier 1966).
- (10) La Presse, le 21 janvier, 1966.
- (11) La Presse, le 22 septembre, 1965.
- (12) "... les congressistes au nombre d'une trentaine, provenaient des différents 'clubs' libéraux des universités et collèges du Québec, et ... ils se partageaient à peu près également entre francophones et anglophones.
- (13) Le Devoir, le 24 janvier, 1966.
- (14) Au moment d'écrire ses lignes, M. Lesage vient de déclarer qu'il n'envisage pas la succession de M. Pearson et que, lorsqu'il aura estimé avoir fait ce qu'il pouvait pour le Québec, il voudra retourner à la "pratique du droit" et pouvoir enfin "vivre comme tout le monde". Lassitude à la suite d'un travail prométhéen, depuis quelques années, calcul tactique pour être en état de se "laisser faire violence", ou conscience que son amical adversaire, M. Jean Marchand, pourra "grandir" politiquement assez vite - bien qu'"on" ait sorti M. Winters pour contrer peut-être un tel mouvement - afin de devenir ce "grand canadien-français à Ottawa", en course pour une éventuelle succession selon le principe de l'alternance? Peut-être un peu de tout cela... Les tréfonds de la psychologie d'un homme politique ne sont pas plus faciles à explorer que chez tout homme à forte personnalité.













